

Collection Patrimoines

# *Villages ouvriers et villes-usines à travers le monde*

Édition de Gracia Dorel-Ferré





# Villages ouvriers et villes-usines à travers le monde

# Collection Patrimoines, n°6

Laboratoire Langages, Littératures, Sociétés,  
Etudes Transfrontalières et Internationales



Université de Savoie Mont Blanc  
BP 1104  
F-73 011 CHAMBERY Cedex  
<http://www.llseti.univ-smb.fr>

Réalisation : Brigitte Barrucand  
Illustration de couverture : Gracia Dorel-Ferré

ISBN : 978-2-919732-28-9  
ISSN : 2105-8954  
Dépôt légal : mai 2016

**Direction du laboratoire LLSETI**  
Frédéric Turpin

**Publication du laboratoire LLSETI**  
Catherine Brun

**Directrice de la collection**  
Gracia Dorel-Ferré

## **Comité éditorial**

Alain Becchia, université de Savoie/LLSETI  
Yves Bouvier, université de Savoie/LLSETI  
Christian Guilleré, université de Savoie/LLSETI  
Marie-Noëlle Polino, Rails et Histoire  
Denis Varaschin, université de Savoie/LLSETI

Cet ouvrage a bénéficié de la collaboration de l'APIC  
(Association pour le patrimoine industriel de Champagne-Ardenne),  
en particulier :

Denis McKee pour les traductions de l'anglais  
Esther Belin-Ferré et Gracia Dorel-Ferré  
pour les traductions de l'espagnol  
Lydia Groznykh pour les traductions du russe  
Li Guo pour les traductions du chinois

La relecture scientifique a été assurée par Denis McKee  
La relecture orthographique et syntaxique  
a été faite par Marie-Louise Pignon

# Sommaire

<i>Avant-propos</i>					
Denis VARASCHIN	5	<i>Le village ouvrier du Bois-du-Luc, un exemple empirique et évolutif d'ingénierie sociale</i>			
		Karima HAUDY	85		
<i>Introduction: Villages ouvriers et villes usines, un patrimoine industriel</i>		<i>L'épopée de la famille Cadbury dans l'industrie du chocolat en Angleterre et l'avènement de la cité-jardin</i>			
Gracia DOREL-FERRÉ	7	Jean-Luc RIGAUD	93	<i>Les villages du salpêtre (Chili)</i>	
				Valentine ALDEBERT	189
<b>I. Des manufactures aux usines (XVII<sup>e</sup> siècle - début XIX<sup>e</sup> siècle)</b>	<b>24</b>	<i>Pour une archéologie de la colonie industrielle</i>		<i>Le village ouvrier de Taft Viejo à Tucumán, Argentine</i>	
		Pablo LÓPEZ CALLE	107	Monica FERRARI	199
<i>Un village ouvrier au XVIII<sup>e</sup> siècle: L'ensemble historique des usines à métaux de Riopar (Castilla-La Mancha, Espagne)</i>		<i>Les cités ouvrières de l'Oural (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) et l'émergence d'une culture industrielle régionale</i>		<i>Fray Bentos: une cité ouvrière de l'industrie de la viande (Uruguay)</i>	
Marta VERA PRIETO	27	Elena ALEKSEVA, Elena KAZAKOVA	121	René BORETTO OVALLE	211
<i>Vivre dans les manufactures bourbonniennes d'Espagne</i>		<i>Coopératives villageoises dans le Japon rural du XIX<sup>e</sup> siècle</i>		<i>Réflexions autour de la conservation intégrée, partagée et participative du paysage culturel: le cas de Paranapiacaba, Sao-Paulo, Brésil</i>	
Gracia DOREL-FERRÉ	37	Toshitaka MATSUURA	137	Vanessa GAYEGO BELLO FIGUEIREDO	223
<i>A la recherche d'une architecture fonctionnelle: les villages ouvriers de David Dale (Ecosse) 1783-1806</i>		<i>Chemin Vert, une cité-jardin emblématique</i>		<i>« On vit comme à Moscou »: l'habitat et l'auto-identification dans les villes fermées nucléaires d'URSS</i>	
David J. McLAREN	47	Gracia DOREL-FERRÉ	145	Natalia MELNIKOVA	237
<i>Les villages cotonniers d'Écosse, un patrimoine</i>		<b>III. L'exportation des modèles (Fin XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle)</b>	<b>156</b>	<i>La passion ne meurt jamais. Étude du développement historique, du statut actuel et des mesures de protection des villages ouvriers en Chine (1840 – 1980)</i>	
Mark WATSON	57	<i>L'habitat ouvrier dans les villes du canal de Suez</i>		XIANG Mingming, Li Guo	247
<i>Real de Catorce, ville minière</i>		Claudine PIATON	159	<i>L'industrie pétrolière et la ville: Abadan (Iran)</i>	
María Haydeé GARCÍA BRAVO	63	<i>L'habitat du sucre au Brésil</i>		Pirooz HANACHI, Sara TAYMOURTASH	263
<b>II. Du village ouvrier à la cité-jardin (fin XIX<sup>e</sup> siècle-première moitié du XX<sup>e</sup>)</b>	<b>72</b>	Gabriela CAMPAGNOL	169	<i>Arvida, ou l'invention de la maison des travailleurs du « métal magique » au Canada</i>	
		<i>L'habitat sucrier au Texas, Etats-Unis. D'un village ouvrier à un quartier périphérique urbain: Sugar Land et l'Imperial Sugar Company</i>		Lucie K. MORISSET	275
<i>Le logement ouvrier en Haute-Normandie: 1850-1939</i>		Gabriela CAMPAGNOL	181	<i>Index</i>	286-287
Jean-Bernard CREMNITZER	75			<i>Table des illustrations</i>	288





La cité ouvrière de Saldá, Oural. Dans les années 60, de l'Oural à l'Atlantique, la cité ouvrière proche de son usine pouvait apparaître comme le cadre idéal de la vie en société. Quelques années plus tard, les désindustrialisations faisaient voler le modèle en éclats

# Avant-propos

**DENIS VARASCHIN**

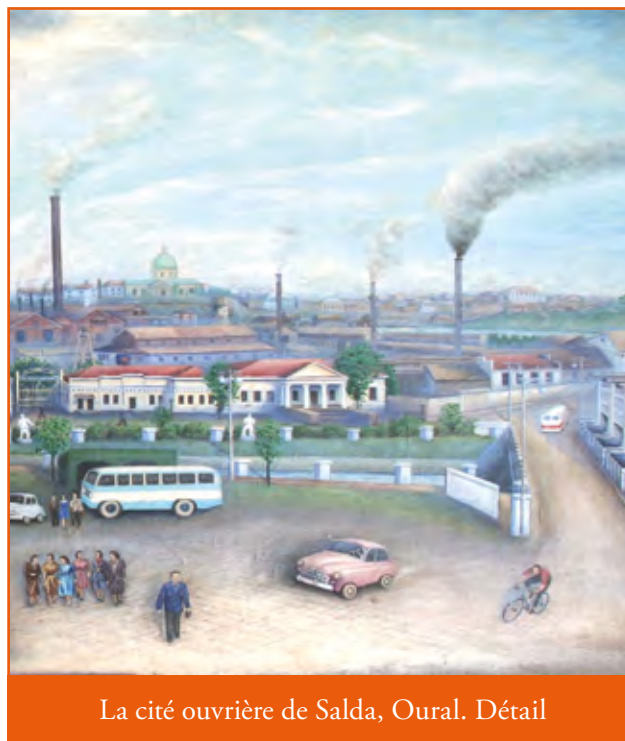
PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE SAVOIE - MONT BLANC

Ayant passé la plus grande partie de mon enfance dans une cité ouvrière, l'ouvrage de Gracia Dorel-Ferré est pour l'universitaire en fin de carrière que je suis aujourd'hui plus qu'un livre d'histoire.

La «Cité de l'avenue Ampère», car tel était le nom que lui donnaient ses habitants, jouxtait le canal de Jonage et l'usine hydroélectrique de Cusset. Elle mêlait des vestiges venus de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comme le garage en bois qui abrita la première automobile de la famille, une Dauphine bleu azur de la Régie nationale des Usines Renault, à des constructions érigées progressivement jusqu'aux années 1970. Toutes possédaient des jardins, dont la mise en valeur pouvait devenir source d'émulation. Par la grâce d'un logement de qualité, le plus souvent individuel, le monde ouvrier accédait à une vie qui le rapprochait de la petite bourgeoisie. En tout cas, il aimait à le croire.

Les enfants de ma génération, qui jouaient ensemble dans cette rue, sont partis poursuivre leur vie, avec des fortunes diverses. Le hasard les fait parfois se retrouver, comme récemment encore dans les rues de Chambéry. Ils évoquent alors «l'avenue Ampère», avec tendresse. Ils le savent aussi, de manière quelque peu idéalisée, en pensant aux courses en vélo, au laitier et au ferrailleur qui passaient par là, aux parents disparus... La cité, lieu de vie et de sociabilité, née dans l'esprit généreux et pragmatique d'un patronat textile catholique puis

développée par une puissante entreprise publique nationale, EDF, reflétait dans son espace une vision sociale, une hiérarchie qui ne cachait pas («l'allée des chefs») des identités différenciantes (ceux de l'usine, ceux l'atelier), qui nourrissaient bien des rancœurs et autres inimitiés typiques des mondes clos, renforcées par le fait, qu'en ce temps là, les épouses restaient au foyer.



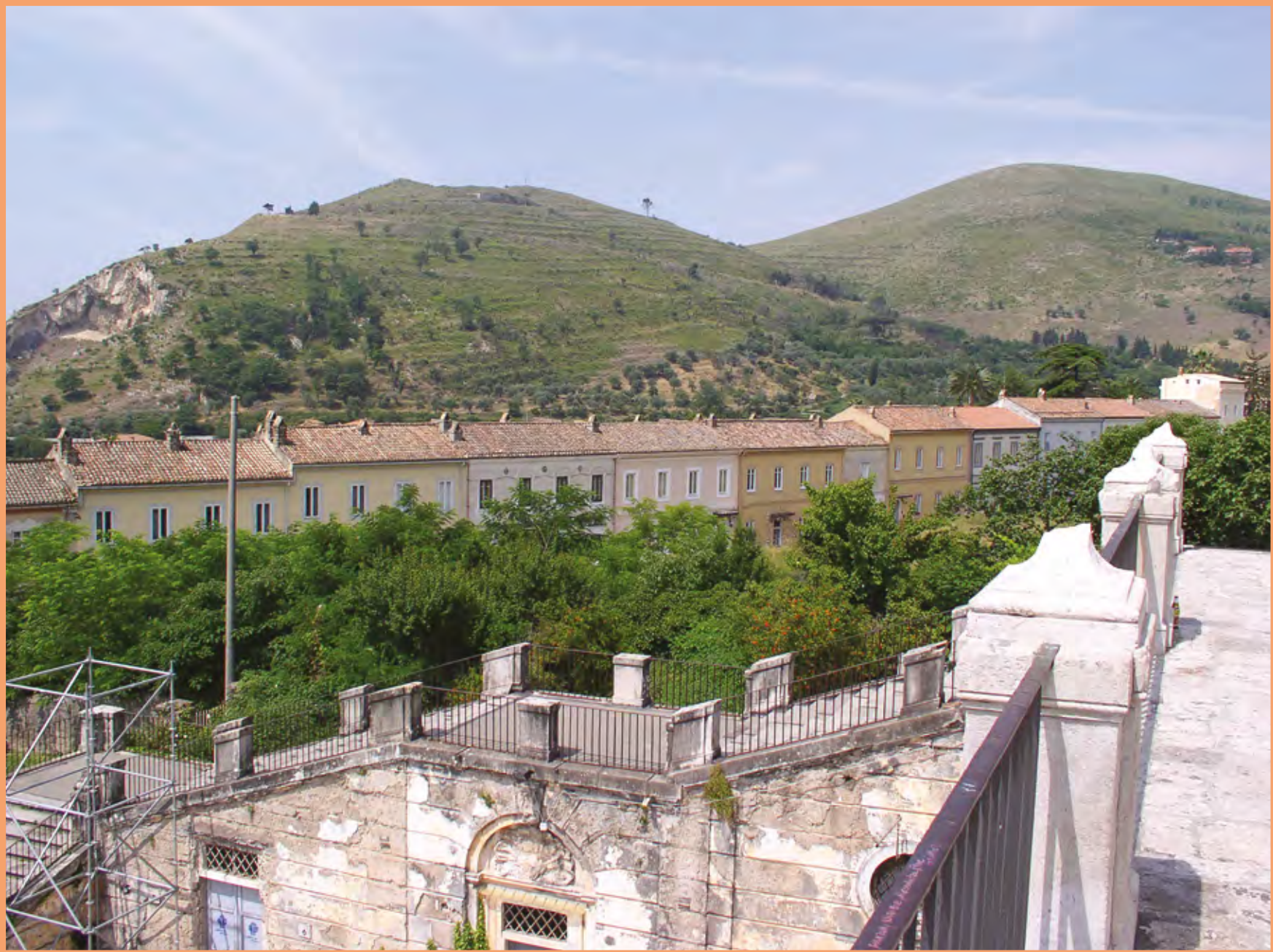
La cité ouvrière de Saldá, Oural. Détail

Aujourd'hui, la cité de ma jeunesse s'est étiolée, comme le monde ouvrier, et elle n'est plus celle de mon enfance. La revoir m'inspire un certain malaise. Pour autant, je ne peux me retrouver dans une cité, comme ce fut récemment le cas à Mulhouse, sans poser un regard tendre et inquiet pour l'avenir sur ces enfants d'ouvriers qui jouent avec insouciance dans les rues. Le livre de Gracia Dorel-Ferré, ode au renouvellement d'une forme architecturale support de vie sociale en longue durée, nous oblige à un optimiste raisonné!

En effet, Gracia Dorel-Ferré offre ici d'abord et avant tout un livre à son image. La fidélité, la lucidité, le sérieux dans le travail; et aussi le courage, la ténacité, la détermination; et enfin l'élégance, la sensibilité, en un mot l'humanité. Tout cela avec sa vaste érudition qui lui permet d'embrasser largement un phénomène complexe, de l'Antiquité à nos jours et dans une vision planétaire.

Loin de toute histoire d'une globalisation désincarnée, son texte s'enracine dans la réalité, celle du patrimoine, du monde du travail et des hommes, des héros aux anonymes de la société industrielle et de la croissance, des puissants et des humbles, des patrons et des cadres aux contremaîtres, ouvriers et employés. Se soucier d'eux, sans tendresse feinte ni angélisme déplacé, c'est leur rendre hommage et leur faire justice.





Installée dans le Belvédère, pavillon de chasse royal, la manufacture de soie de San Leucio est assortie d'un « Edit de bon gouvernement » en 1789 dans lequel des mesures d'avant-garde sont proposées : entre autres, le droit au logement dans la cité en construction pour les ouvriers de la manufacture, l'égalité des hommes et des femmes devant le salaire, l'école mixte pour les enfants des ouvriers

# VILLAGES OUVRIERS ET VILLES USINES, UN PATRIMOINE INDUSTRIEL

GRACIA DOREL-FERRÉ

LLSETI, CHAMBÉRY

L'industrialisation s'est faite autour d'un lieu de production qui en est le symbole, l'usine, propriété d'une nouvelle catégorie sociale, les patrons, où le travail prévu par les ingénieurs et encadré par les contremaîtres était exécuté par un nouveau type de personnel : les ouvriers. Mais notre analyse serait incomplète si elle ne prenait pas en compte un autre lieu symbolique : le logement des gens de l'industrie, qu'ils soient ouvriers, cadres ou patrons<sup>2</sup>. Ce logement a pris des formes diverses, dont l'une des plus spectaculaires est celle du village ouvrier, notre propos, aujourd'hui, ou, selon l'échelle considérée, de la ville-usine.

## 1. Définition et caractères du village ouvrier

Qu'est-ce que le village ouvrier, plus précisément ? Un ensemble d'habitations à côté d'une usine, éloignées et distinctes de la localité de rattachement, bien que celle-ci soit accessible à pied. Le village peut être spontané et inorganisé, mais celui d'initiative patronale a été construit en un temps très court, suivant un schéma préétabli : voies qui se croisent en angle droit, place centrale, édifices de référence que sont l'église et la maison du propriétaire ou du directeur, plus rarement l'école ou la maison d'administration. Immeubles ou maisons, les habitations, la plupart du temps

semblables, donnent une impression d'uniformité voire de monotonie. La présence de l'usine, elle-même associée à la ressource principale ou à la source d'énergie voisine fait immédiatement lien entre tous ces éléments. Le paysage qui en résulte induit donc une hiérarchie et une relative homogénéité. Il se distingue des quartiers ouvriers urbains, bien que dans certains cas, de véritables cités ouvrières se soient créées au sein des villes, autour de leur lieu de travail et distinctes de leur environnement immédiat. La frontière est alors induite par la morphologie des maisons et l'aire d'exercice de l'autorité patronale autant que par l'usage que l'ouvrier faisait de son espace familial<sup>3</sup>.

En quoi le village ouvrier est-il immédiatement identifiable ? Sans doute par la répétition de structures homogènes et contemporaines dont l'inventaire est varié. On connaît les premiers projets de maisons de mineurs par la Compagnie d'Anzin, vers 1780. Sur un niveau, le module porte-fenêtre correspond à l'intérieur, à deux pièces, la cuisine et la chambre, doublées sur la partie arrière, si le rez-de-chaussée est traversant ou sur un deuxième niveau. Répété sur toute la rue, ce module a donné le coron du pays minier mais aussi les maisons en rang des cités textiles. Dans un premier temps on accède à l'étage par un escalier extérieur, que l'on retrouve dans les auberges et les immeubles sur cour de l'époque. L'escalier intérieur, qui dessert deux ou trois étages,

est un progrès tant pour la construction que pour la vie privée. Corons, maisons en rang, immeubles, introduisent une grande variété, bien que rarement l'objet d'une quelconque marque esthétique. Un grand changement est apporté par le module de deux ou quatre maisons adossées, faisant face chacune à son jardinet. Cette disposition a l'avantage de respecter la vie privée de ses occupants, puisque les ouvertures ne se font pas face et de mettre à portée immédiate le jardin que l'ouvrier cultive après son travail<sup>4</sup>.

1 Cette communication reprend et complète un travail amorcé depuis plusieurs années, dont rendent compte les publications les plus récentes : DOREL-FERRE, Gracia (2005) *Habitatge obrer i colònies industrials a la península ibèrica*, Edicions del Museu de la Ciència i de la Tècnica de Catalunya. DOREL-FERRE, Gracia, « Architectures du travail et nouvelle société dans les villages ouvriers et cités de l'industrie (1780-1930) » dans DAUMAS, J.C. et CHOUQUER, G. (dir) (2008) *Autour de Ledoux, architecture, ville et utopie*, Presses Universitaires de Franche-Comté.

2 L'histoire du logement ouvrier et plus largement social, bénéficie d'une abondante bibliographie dont on rappelle ici un titre fondateur : GUERRAND, Roger-Henri (1966) *Les Origines du logement social en France*, Éditions ouvrières.

3 C'est le cas de la cité Thiriez, de Lille (<http://www.thiriez.org/jtpf/>) ou de la Colònia Castells, de Barcelone, construite en 1923, malheureusement menacée aujourd'hui.

4 Nous n'abordons pas ici la question du jardin ouvrier, sur bien des aspects indissociable du l'habitat ouvrier, mais dont les développements mériteraient un traitement à part. Voir : Béatrice Cabedoce (dir.) et Philippe Pierson (dir.) (1996) *Cent ans d'histoire des jardins*. Editions Creaphis. Ouvrage en ligne.



Il faudra attendre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un certain nombre de progrès techniques, comme l'adduction d'eau et la distribution du gaz, pour que les logements ouvriers bénéficient de vraies cuisines séparées, de salles d'eau, de lavoirs privés. La surface du logement reste modeste : entre 50 et 60m<sup>2</sup> rarement davantage. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce sont les cités de cheminot, qui de ce point de vue, présenteront les édifices les plus complets et les plus ambitieux.

Cependant, si la physionomie est souvent reconnaissable, le statut du village et par conséquent de ses habitants peut être très différent : manufacture d'Etat ou création d'un entrepreneur privé dont il est la propriété presque unique ; une des multiples créations d'un consortium financier ou d'une multinationale ; village géré par les syndicats, comme ce sera le cas au Mexique, élément d'une entreprise nationalisée, village ou ville industrielle en régime « socialiste » où en principe la propriété privée est abolie... Il est difficile de donner une définition satisfaisante qui rende compte d'une telle diversité. Parler de « company town », qui est une contagion dans le langage français, d'un terme utilisé en Amérique du Nord, ne paraît pas convenir. Les « company towns », vilainement traduit par « villages de compagnie », correspondent à une situation économique particulière (les grandes entreprises privées) dans un cadre chronologique précis (le XIX<sup>e</sup> mais surtout le XX<sup>e</sup> siècle) dans un espace précis où il a tout son sens : les Etats-Unis et éventuellement le Canada. Ce concept, pour utile qu'il soit, ne prend pas en compte, on le comprendra aisément, la question des manufactures ni ce qu'elle suggère de gestations et de tâtonnements<sup>5</sup>. Dans son ouvrage, qui est aujourd'hui une référence, John Garner reconnaît les limites de ce concept.

5 DINIUS, Oliver J., VERGARA, Angela, (2011) *Company Towns in the Americas: Landscape, Power, and Working-Class Communities*, The University Georgia Press

Il rappelle l'usage moins réducteur des termes « village ouvrier, pueblo obrero, workers village, villaggi operai, etc » et souligne que de son point de vue, l'expression française et belge de « cité ouvrière » est bien plus appropriée<sup>6</sup>. En effet elle donne implicitement deux des caractères du village ouvrier : un espace urbanisé et compacté, consacré à une activité non-agricole ou commerciale. Elle peut s'appliquer au quartier urbain d'initiative patronale, qui a pu être qualifié selon les lieux de cité ou de colonie industrielle. Elle a une valeur générale, quel que soit l'espace ou le moment considéré.

S'il naît de la nécessité de faire travailler un grand nombre d'ouvriers sur un même lieu, le village ouvrier a existé bien avant l'industrie. Les fouilles archéologiques ont révélé l'existence, dès la plus lointaine antiquité, de villages ouvriers, dans le sens le plus contemporain du terme, le plus souvent, liés à des mines, des carrières ou de grands chantiers, parfois même à une production en masse pour l'exportation, comme c'est le cas de la céramique sigillée de l'époque romaine. On pourrait multiplier les exemples. Une étude déjà ancienne a détaillé la vie quotidienne dans un village ouvrier au temps des pharaons<sup>7</sup> ; des villages ouvriers de l'époque romaine ont été fouillés près des mines d'or de Las Medulas, dans le nord de l'Espagne<sup>8</sup>, etc. Plus près de nous, la Fuggerei d'Augsbourg<sup>9</sup>, sans être un village ouvrier au plein sens du terme, est bien une cité patronale, qui présente des analogies avec notre sujet d'études, en particulier concernant les

6 GARNER, J.S. (1992) *The company town, architecture and society in early industrial age*, Oxford University Press.

7 DELLA MONICA, Madeleine, (1980) *La classe ouvrière sous les Pharaons. Etude du village de Deir el Medineh*, Librairie d'Amérique et d'Orient, Paris, 2<sup>e</sup> édition

8 Voir les nombreux travaux relatifs à ce sujet écrits par Francisco Javier Sánchez-Palencia ainsi que la page que consacre l'UNESCO à ce site exceptionnel, dans la liste du patrimoine mondial.

9 Fondée en 1521 pour venir en aide aux citoyens nécessiteux d'Augsbourg, c'est une création de Fugger, le célèbre banquier de Charles Quint.

aménagements sociaux. Ce sont des cas isolés au regard du nombre et de la typologie des villages ouvriers de la période industrielle. Ils entrent cependant dans la définition.

L'industrie, dans sa conception la plus moderne, a existé depuis le XIV<sup>e</sup> siècle au moins, comme en témoignent de nombreuses régions en Europe, de l'Italie du nord à la Flandre, mais aussi sur le pourtour de la Méditerranée<sup>10</sup>. Mais l'usine st-elle aussi précoce ? Gregorio Rubino parlait récemment d'une ville de Calabre au XVI<sup>e</sup> siècle qui alliait donneurs d'ordre et travail à domicile, se convertissant toute entière en une vaste manufacture<sup>11</sup>... Il est clair que des situations industrielles de ce genre ne devaient pas être rares, avant l'industrialisation. On sait que les cours d'eau ont été canalisés avec une rare complexité, pour passer sous les maisons fournissant à chacune l'énergie nécessaire. Citons, entre autres, le cas de Bologne, pour la filature de soie<sup>12</sup> ou celui de Ripoll, en Catalogne<sup>13</sup>, pour l'industrie des lames d'épée et de couteaux... Le point de départ le plus commode reste toutefois la création des manufactures concentrées, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle en France. Elles évoluent rapidement au XVIII<sup>e</sup> siècle, en Europe, vers une préfiguration de l'usine<sup>14</sup>. Cependant, les plus anciennes structures industrielles sont peut-être à chercher alors dans les colonies espagnoles, en particulier au Mexique

10 Cette place déterminante a été validée en 2014 par ICOMOS dans les « Principes de Florence » qui spécifient les caractères du patrimoine industriel. Voir *18th General Assembly, the Florence declaration*, en ligne sur la page d'ICOMOS

11 RUBINO, Gregorio, (2008) Giovan Battista Manni e la rifondazione di Cerreto Sannita, città fabbrica della lana (1688) / Napoli : Giannini.

12 <http://www.museibologna.it/patrimonioindustriale>, concernant les canaux et l'industrie de la soie

13 MASCARELLA, Jordi, (2009) « L'habitatge obrer dins el context de la producció a domicili, Ripoll » pp 17-25, dans DOREL-FERRE, Gracia, (dir) *L'habitatge obrer i les colònies industrials a la península ibèrica*, MNACTEC.

14 Voir les communications de la partie I de ce même volume

où les conditions d'extraction du minerai et l'obtention de l'argent avaient conduit à la mise en place d'immenses constructions où le processus, par les machines employées, par la quantité du minerai travaillé et la distribution des tâches présentait déjà des caractères industriels. Ce sont les « patios de beneficio » ou cours d'enrichissement de l'argent, dont les architectures monumentales mériteraient d'être davantage prises en compte dans la typologie.

Une carte du monde au début du XIX<sup>e</sup> siècle montrerait que les densités de l'industrie sont situées avant tout au centre et au centre-nord de l'Europe. L'Italie, et plus encore, l'Espagne, font figure de périphérie, et c'est peut-être l'une des explications de la faillite de l'industrialisation de la Calabre ou l'Andalousie<sup>15</sup>. A l'extrémité orientale de l'Europe, l'Oural est une grande région industrielle fondée sur l'énergie hydraulique, mais elle sera bientôt concurrencée par les bassins charbonniers. A l'Ouest de l'Europe, Les Etats-Unis d'Amérique ont développé une industrie textile d'une dimension sans précédent. Pendant cette période, des villes naissent autour des usines mais les villages ouvriers d'initiative patronale restent une exception. Une même carte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle montre que pratiquement tout l'espace terrestre est partagé entre les grandes puissances européennes, qui exportent leurs machines et leurs méthodes de productions. Elles exportent, par la même occasion, le village ouvrier ou la ville usine, qui acquièrent, sous d'autres cieux, des traits physiologiques particuliers, liés au climat, la végétation, ou encore aux habitudes du pays. Cette spatialisation du phénomène doit rester très présente à nos esprits, même s'il est encore difficile d'avoir une réelle vue planétaire de

15 NADAL OLLER, Jordi, (1972), « Industrialización y desindustrialización del sureste español, 1817-1913 ». *Moneda y crédito*, N° 120, págs. 3-80. RUBINO, Gregorio, (2011) *Fabbriche del Sud (1861-2011)* Giannini Editore.

ce patrimoine, qui dépasse le simple inventaire<sup>16</sup>. Une carte de l'industrialisation du XX<sup>e</sup> siècle, à différents moments consacrerait le triomphe du fordisme et la transformation du paysage industriel qu'il a sous-tendu.

Car le village ouvrier accompagne l'industrie, dans ses caractères et son évolution. Avant la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et la création des manufactures, il existe un habitat ouvrier diffus, qui peut parfois caractériser de larges espaces urbains comme les villes portuaires<sup>17</sup>, les centres textiles ou des lieux de production spécifique à haute valeur ajoutée<sup>18</sup>. Mais à cette date, les structures concentrées et isolées, telles que les verreries et les fonderies, n'hébergent, dans le meilleur des cas que les spécialistes ou la maintenance<sup>19</sup>. Encore au XX<sup>e</sup> siècle, des entreprises rurales comme la Taillanderie de Nans sous Sainte-Anne, dans le Jura, fonctionnent de cette façon<sup>20</sup>. Ce qui marque l'habitat ouvrier d'initiative patronale, c'est justement le logement sur place d'une proportion significative de la main-d'œuvre, qualifiée.

16 Un inventaire des principaux sites du patrimoine textile du monde a été mis en ligne sur la page web de TICCIH. On mesure à la fois l'effort accompli et la difficulté d'avoir une vision équilibrée et étendue de la question.

17 DELSALLE, Paul, (2004) « Les paysages industriels aux XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », *Aéronautique, marchés, entreprises. Mélanges en mémoire d'Emmanuel Chadeau*, Paris, Editions Page, p. 437-448.

18 LASSAUX, Bruno, (2005), « La manufacture sedanaise » et « Les châteaux-usines de Sedan » pages 28 à 31, dans DOREL-FERRE, Gracia, (2005) *Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne, les racines de la modernité*, Hors-Série des Cahiers de l'APIC, CRDP Reims. DELSALLE, Paul, (2006) « Les ouvrières des salines de Salins (Jura) XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles » *Histoire, Economie et Société* 25<sup>e</sup> année, n°1, pp 15-31

19 HAMON, Maurice, (1993), *Au coeur du XVIII<sup>e</sup> siècle industriel: condition ouvrière et tradition villageoise à Saint-Gobain*, Dominique Perrin. Paris.

CLEMENT, Edith, (1989) « Les ouvriers du fer dans l'actuelle Haute-Marne, XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles » *L'information historique*, 51

20 BRELOT, Claude-Isabelle et MAYAUD, Jean-Luc, (1962), *La taillanderie de Nans sous Sainte-Anne*, Paris, Garnier Frères.

Loger, qui ? Comment ? Une société fabricante a trois options devant elle : loger l'ouvrier seul, l'ouvrière seule, les familles. Dans le premier cas, les modalités ont été variées : les ingénieurs belges qui pensaient pouvoir employer des hommes seuls dans les exploitations minières du Congo ont dû vite se rendre compte qu'il était impossible d'obtenir de ce type de population une régularité tant dans les comportements que dans le travail. Ils y ont renoncé, pour faciliter au contraire la présence de familles stables<sup>21</sup>. Les villes ouvrières et les villages, lorsqu'ils ont logé des hommes célibataires, les ont accueillis dans des hôtels spécifiques, voire dans des auberges, sans les isoler totalement.

Le deuxième cas est plus complexe : une main-d'œuvre féminine autonome parce que salariée est vite apparue comme une menace pour la stabilité de la société patriarcale et son encadrement a été désiré autant par le patronat que par les ouvriers. Dans ce domaine, Lowell et les autres villes-usines de la Nouvelle Angleterre avec leurs pensionnats de jeunes filles ont été un vrai laboratoire social, mais on pourra citer d'autres cas, contemporains ou non, comme, en France, les célèbres soieries Bonnet de Jujurieux<sup>22</sup>, la filature de soie du Mazel, dans les Cévennes ou tout simplement la petite Fleuristerie d'Orges<sup>23</sup> près de Colombey-les-Deux-Eglises, toutes entreprises dont l'essentiel de la main-d'œuvre était formé des jeunes filles pensionnées. Sous la houlette de la maîtresse de pensionnat, à Lowell, ou encadrées par des religieuses, en France, il s'agissait le plus souvent de jeunes filles qui acceptaient cette vie quasi monacale pour se faire un petit pécule avant le mariage.

21 VAN DER HULST, Guido, (1992) *Industries, hommes et paysages*, Actes du colloque de TICCIH-Belgium, 1990, Bruxelles.

22 [www.ain.fr/collectionsbonnetjujurieux/historique.htm](http://www.ain.fr/collectionsbonnetjujurieux/historique.htm)

23 DOREL-FERRE, Gracia, (2005) *Atlas du patrimoine industriel de Champagne-Ardenne*, pages 16-17



Les industriels ont de beaucoup préféré l'accueil des familles, gage de stabilité et de régularité, et pour cela, ils ont développé une politique de logement, qui n'allait pas de soi, mais qui a montré ses vertus, chemin faisant<sup>24</sup>. Ils ont été accusés, cependant, de récupérer une partie des salaires à travers les loyers et de domestiquer leurs ouvriers à travers le chantage que représentait l'attribution d'un logement<sup>25</sup>. La fidélisation de la main-d'œuvre par ce moyen s'avérant indispensable, les patrons se sont engagés, par la force des choses, dans un système ambitieux de gestion de la communauté ouvrière, par l'encadrement du temps dans et hors de l'usine. Extrêmement complexe, ce système va très au-delà de la simple question du paternalisme, et recouvre, à travers une véritable ingénierie sociale<sup>26</sup>, une grande variété de stratégies touchant la gestion du foyer, l'éducation, la santé, la culture, qui toutes concourent au bénéfice de la production<sup>27</sup>. Il est clair que la structure concentrée et isolée donnait au pouvoir du patron un large d'exercice, relayé par le prêtre et la personne de confiance (majordome ou directeur) qui le représentait. La marge d'autonomie des ouvriers était réduite, s'agissant des moyens d'expression : ce sont surtout les villes et les agglomérations urbaines qui ont permis à l'ouvrier de s'exprimer dans une contre-culture, à travers les athénées, les maisons du peuple et autres coopératives<sup>28</sup>. Enfin, il ne faut pas

négliger le fait qu'un certain nombre de patrons ont exprimé un idéal philanthropique, qui allait bien au-delà d'une gestion bien comprise du personnel de l'entreprise<sup>29</sup>. Une échelle des comportements serait à trouver qui permettrait de caractériser les attitudes et les convictions. Un des moyens nous est donné justement par l'analyse patrimoniale, puisque paternalisme et philanthropie se sont exprimés dans l'espace et dans le bâti, notamment dans le cadre des villages ouvriers<sup>30</sup>. La structure est éloquente : la maison de maître et l'église ont une position dominante, partout où la religion est catholique ou orthodoxe. Leur architecture est soignée et parfois l'objet d'attentions particulières de la part des architectes. Ainsi, en Catalogne, nombre d'élèves de Gaudí ont participé à la construction des maisons de maître des colonies industrielles, telles que la Bauma, can Bassachs et autres. Gaudí lui-même travaillait à l'église de la Colonia Guell lorsqu'il est mort dans un accident.

Dans les pays de confession protestante, les formes du pouvoir sont plus discrètes mais elles existent. En Nouvelle-Angleterre, la maison du maître est rarement présente, car les villages ouvriers appartenaient à des groupes financiers de Boston, mais la maison du directeur est bien en place. Des éléments voulus par le patron ont également une position centrale ou visible, comme la Gallery de Lady Lever, un musée de Beaux-Arts qui trône devant un magnifique parc à la française à Port Sunlight, et participait à l'acculturation des ouvriers.

Les ouvriers étaient-ils tous logés ? A part les lieux d'extraction en pleine montagne ou dans les déserts, comme les *campamentos* du désert d'Atacama, dont on imagine, au vu des conditions de vie, qu'il ne pouvait en être autrement<sup>31</sup>, on constate que sur ce point aussi, les situations ont varié. La proportion des ouvriers effectivement logés n'a jamais été étudiée en tant que telle, et pourtant, elle explique les conflits permanents qui ont scandé l'histoire des villages ouvriers dès leur formation : non seulement les élites traditionnelles des villes de rattachement voyaient avec méfiance l'installation d'un nouveau pouvoir à leur porte, mais les ouvriers eux-mêmes ne supportaient pas l'existence, en leur sein, d'une catégorie qu'ils estimaient privilégiée et qui parfois l'était outrageusement<sup>32</sup>.

Cependant, ce n'est pas le XIX<sup>e</sup> siècle qui voit les créations les plus nombreuses et ni les plus abouties. Celles-ci se multiplient dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, tant en Europe que dans les pays d'industrialisation plus récente, colonies ou pays inclus dans une zone d'influence. Outre le nombre des villages ouvriers, ce qui distingue aussi

24 Il faudrait recourir ici à toute la riche documentation générée par l'Exposition Universelle de 1867, voulue par Napoléon III. Elle est consultable en ligne sur le site du Conservatoire de Arts et Métiers de Paris, [www.cnam.cnam.fr](http://www.cnam.cnam.fr).

25 ENGELS, Frédéric, (1872), *La question du logement* <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm>

26 Il s'agit d'un terme contemporain, postérieur au phénomène auquel on l'applique. Mais ce n'est pas un anachronisme : il s'applique tout à fait à ce comportement complexe et divers.

27 GUESLIN, André, (1992), «Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, début du XX<sup>e</sup> siècle)» *Genèses*, 7, pp-201-211. L'article est accompagné d'une bibliographie.

28 Peu de travaux de synthèse sur cette importante question. Voir :

FONCK, Françoise, *Les maisons du peuple en Wallonie*, Institut du Patrimoine Wallon, Namur, 2010

MEUSY, Jean-Jacques, (dir), (2001) *La Belvilloise (1877-1939). Une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*, Paris, Créaphis.

29 Le plus important de tous, Robert Owen, a de plus beaucoup écrit sur la question. Voir, entre autres :

OWEN, Robert, (1818), *Observations on the Effect of the Manufacturing System, with Hints for the Improvement of Those Parts of it which are Most Injurious to Health and Morals*, London, Longman.

OWEN, Robert, (1963) *Textes choisis*, Paris, Ed. Sociales, Introd. et notes de A. L. Morton.

30 Depuis peu, les études se multiplient sur des questions d'ingénierie sociale, tout particulièrement, incluant le village ouvrier d'initiative patronale. Voir, récemment l'exposition organisée par les Archives de la Marne, à l'initiative du Conseil Général de ce département. Les panneaux d'exposition consultables en ligne sont révélateurs d'un regain d'intérêt mais aussi de l'immensité d'un sujet dont on ne connaissait, jusqu'à présent qu'un ou deux célèbres cas (Warmeriville, le village du « Bon Père » Léon Harmel ou encore Chemin Vert, la cité jardin modèle, que nous évoquerons plus loin). [http://archives.marne.fr/id=40\\_41](http://archives.marne.fr/id=40_41)

31 Parmi l'abondante bibliographie du sujet, on retiendra : GONZALEZ, Sergio, (2002) *Hombres y Mujeres de la Pampa: Tarapacá en el Ciclo de Expansión del Salitre*, Lom Ediciones.

32 Voir plus loin le cas paradigmatique du Familistère de Guise créé par Jean-Baptiste André Godin.

le XX<sup>e</sup> siècle c'est le recours systématique au concept de la cité-jardin<sup>33</sup>, avec un niveau d'équipements sociaux et d'hygiène rarement atteint jusqu'alors. Dans les pays affectés par les destructions de la Première Guerre mondiale, les reconstructions sont l'opportunité de transformer radicalement le paysage industriel, en aménageant les anciens coronas des mines et en construisant de nouveaux villages ouvriers plus harmonieux<sup>34</sup>. En Europe occidentale la Charte d'Athènes<sup>35</sup> marque cependant un coup d'arrêt : elle recommande désormais la construction d'immeubles pour loger les masses, ce que l'on fera en priorité dans les années 50 et 60 du XX<sup>e</sup> siècle. L'Europe socialiste suit le mouvement, avec un décalage d'une vingtaine d'années.

L'histoire du logement ouvrier est donc un long et difficile dialogue, qui implique les individus et les sociétés, avec des variantes suivant le temps, l'espace et le système englobant. Le sujet est immense. Le recours à l'histoire nous permet de comprendre comment le village ouvrier a eu ce développement remarquable, et à quelles nécessités il répond.

## 2. Les grands traits d'une histoire du logement ouvrier : au temps des manufactures

Le XVIII<sup>e</sup> siècle est bien l'époque charnière où l'on commence à poser la question du logement des ouvriers avec leur famille. Dans une Europe chrétienne, on ne peut concevoir l'individu sans elle. Déjà, la manufacture dispersée l'implique, suivant la

pratique du travail à domicile qui n'a jamais vraiment disparu. Les situations sont pourtant très variées<sup>36</sup>.

Plus qu'à une architecture ambitieuse ou nouvelle, nous nous interrogerons sur la présence ou l'absence de l'habitat et sur sa signification. Il existe au XVIII<sup>e</sup> siècle une typologie des lieux de production, qui va de la manufacture urbaine à la grange aménagée, jusqu'aux utopies sans lendemain. La place du logement ouvrier y est variable, et l'aide fournie par les vestiges du patrimoine des manufactures est alors précieuse : la présence ou non de l'habitat ouvrier, l'importance qui lui est attribuée en espaces plus ou moins différenciés, les capacités de logement (pour une partie des ouvriers ou au contraire une majorité) les services qui y sont affectés, tout cela constitue de puissants indicateurs.

En ville, la question de l'habitat ouvrier semble n'avoir pas posé de problèmes : vivaient à la manufacture, qu'elle soit textile ou de tabac, pour ne prendre que ces deux exemples, que les responsables de la production. Le propriétaire résidait sur place, mais rarement dans un logement distinct. C'est le cas du célèbre Dijonval de Sedan<sup>37</sup>.

En campagne, les situations pouvaient être variées. Il semble bien qu'une rangée de maisons pour les verriers et leurs familles entourait la manufacture des Glaces de Saint Gobain, dès l'origine. Rasée en 1970, il reste encore une de ces maisons, sans doute assez spacieuses, à l'entrée de l'ancienne verrerie<sup>38</sup>. Dans l'ouest ou dans les hauts plateaux bourguignons, les forges domaniales présentent de ces architectures rurales qui sont assez bien connues aujourd'hui<sup>39</sup>. Associée le plus souvent à un domaine seigneurial (qu'il soit d'ancienne ou de récente noblesse), parfois

simplement réduit à une belle maison et ses annexes, la forge domaniale développe ses bâtiments, jamais de très grande taille, près de la rivière qui lui fournit son énergie, et à proximité des ressources de bois et de fer. Les plans indiquent parfois le logement des ouvriers. En Bourgogne, Buffon<sup>40</sup>, le célèbre naturaliste, crée toute un complexe métallurgique à côté de son domaine. Il subsiste une demi-douzaine de ces logements qui n'étaient peut-être que des logements temporaires. Ils se composent d'une pièce unique, avec une porte et une fenêtre sous laquelle un évier de pierre évacue ses eaux à l'extérieur. Une thèse récente nous apporte des informations précieuses sur la population ouvrière d'Arc-et-Senans<sup>41</sup>, la fameuse saline de Claude-Nicolas Ledoux. Les ouvriers venaient des villages environnants, ils assumaient, malgré la beauté des lieux, un travail épuisant dans la chaleur, l'humidité et l'ardeur du sel. Seuls ceux qui étaient chargés de la maintenance étaient logés : berniers<sup>42</sup>, maréchaux, charpentiers. De petites

39 Le cas français a particulièrement été bien étudié. Voir les publications des *Cahiers de l'Inventaire*, du Ministère de la Culture. Entre autres :

BELHOSTE, Jean-François, MAHEUX, Hubert, CANAVAGGIO-RAMIN, Perrine et alii, (1984), *Les forges du pays de Châteaubriant*. (Cahiers de l'inventaire, 3).  
ALVES DE ALMEIDA, Gilles, (1994) « L'influence de l'idéologie patronale sur les villages de sidérurgistes en Haute-Marne, (milieu XIX<sup>e</sup> – début XX<sup>e</sup> siècles) » p. 153-160. *Villages ouvriers, utopie ou réalités, Actes du Colloque international du Familistère de Guise, 16-17 octobre 1993*, AIF 24-25.

40 GRINEVALD, Paul-Marie, LAISSUS, Yves, RIGNAULT, Bernard; BENOIT, Serge et al. (1988) *Buffon: 1788-1988*, Imprimerie nationale, Paris.

41 SCACHETTI, Emmeline, (2008) « La Saline d'Arc-et-Senans par Ledoux : du texte à la réalité », *Ledoux, l'utopie, la ville, Arc-et-Senans*, 25, 26 et 27 octobre 2006. Textes édités par Gérard CHOUQUER et Jean-Claude DAUMAS, collection « Les cahiers de la MSHE Ledoux », Presses Universitaires de Franche-Comté.

SCACHETTI, Emmeline, (2009) « La reconversion d'un site industriel : la Saline d'Arc-et-Senans », dans DOREL-FERRE, Gracia, *Le patrimoine industriel*, Historiens Géographes, revue de l'Association des Professeurs d'Histoire géographique.

42 Ce sont ceux qui recueillent le sel en évaporation dans les bâtiments des grandes poêles appelées « bernés »

33 DOREL-FERRE, Gracia, (dir) *La cité-jardin, une histoire ancienne, une idée d'avenir*, Cahier de l'APIC n° 3, 2003

34 DOREL-FERRE, Gracia, (2015) « Habiter l'industrie dans le Nord Pas de Calais » *Patrimoine Industriel*, n° 65.

35 LE CORBUSIER (1943) *La ville fonctionnelle*, Plon  
L'auteur reprend ici les conclusions du IV<sup>e</sup> congrès international d'architecture moderne qui s'est tenu à Athènes en 1933. Ce que l'on appelle La Charte d'Athènes sera édité de façon aménagée par Le Corbusier lui-même, à plusieurs reprises entre 1941 et 1957. La Charte reste le texte de référence pour toute la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

36 (1983) « Colbert et les Manufactures », *Monuments Historiques*, n°128

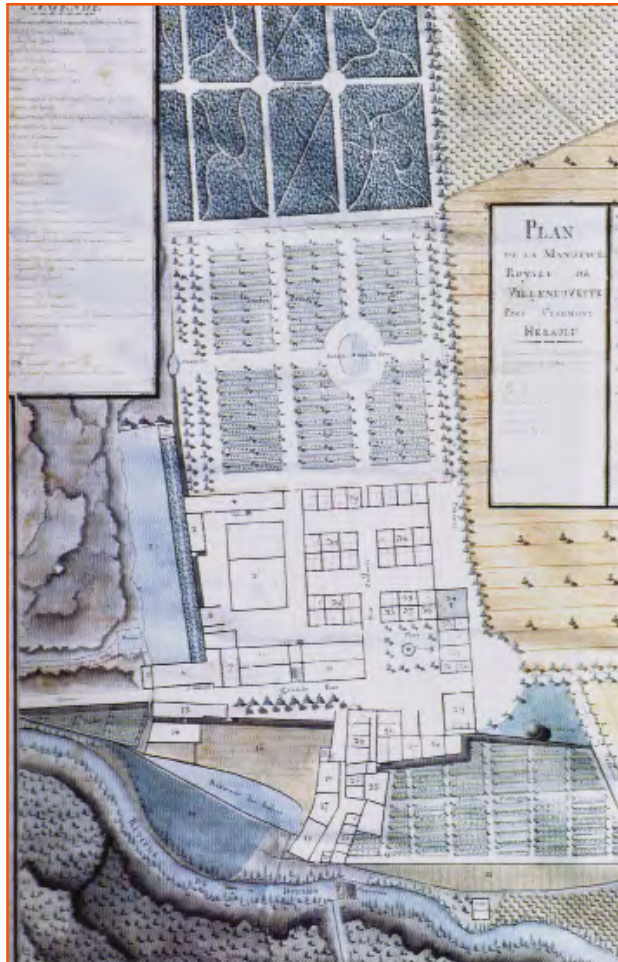
37 GAYOT, Gérard, (1998) *Les draps de Sedan.1646-1870*, Paris, EHESS.

38 Voir l'extraordinaire reconstitution en 3D sur le site de Saint Gobain : <http://www.saint-gobain350ans.com/#!/fr/manufacture>.



chambres leur étaient affectées. Ils se partageaient les cuisines collectives et bénéficiaient d'un jardin auquel Ledoux accordait de grandes valeurs pacificatrices. Vivaient-ils avec leur famille? Rien ne semble l'affirmer, mais rien ne l'infirmes non plus. Au total, pas grand-chose qui relève d'un projet utopique, ce qui ne diminue en rien l'intérêt des réflexions que Ledoux a rassemblées, un quart de siècle après avoir construit la saline, dans son grand ouvrage inachevé<sup>43</sup>. Ailleurs on assiste tout simplement à une adaptation aux lieux. Ainsi, dans le château de Waldstein, en Bohême, le château lui-même est devenu le lieu de fabrication et les ouvriers vivent dans des maisonnettes du village, indifférenciées<sup>44</sup>. C'est dire combien les modèles nouveaux se singularisent dans ce contexte.

Un modèle a semblé circuler, celui de la mission jésuite<sup>45</sup>, dont on a au moins deux applications en milieu rural, que l'on peut dater du tout début du XVIII<sup>e</sup> siècle: Nuevo Baztán, en Castille et Villeneuve, en Languedoc. Pour Nuevo Baztán, la filiation est sûre, car le promoteur était très lié aux troupes jésuites. L'information nous manque pour Villeneuve, mais l'observation du plan de la manufacture laisse peu de doutes. Dans les deux cas, suivant un plan géométrique, les édifices du pouvoir économique et religieux dominent la place, que les maisons des ouvriers régulièrement disposées, bordent de l'autre côté. Il s'agit d'artisans spécialisés à Nuevo Baztán, et de tisserands spécialement appelés de Hollande pour Villeneuve. Les espaces d'habitation frappent par leur exigüité, comme on l'a vu pour la forge de Buffon, contemporaine.



La manufacture de Villeneuve (près de Clermont- l'Hérault - plan de 1803). Créée dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, elle se composait de maisons d'artisans qui tissaient la laine filée à vingt lieues à la ronde. Rien de bien confortable, et chambres exigües, mais l'environnement était vaste et ambitieux: jardins potagers conçus comme des jardins à la française, jardin à l'anglaise en périphérie, vaste promenade et buffet d'eau...

En Espagne, encore, et en Italie, les Bourbons favorisent l'implantation de manufactures royales. A Madrid, on accueille le grand architecte piémontais Juvara, qui forme des disciples. Est-ce eux qui travaillent à San Fernando de Henares?

La comparaison avec ce site et le plan du palais de Stupinigi près de Turin, est assez parlant. Il semble, en tout état de cause, que la gigantesque manufacture textile dont on avait commencé la construction en 1750 ait été prévue pour loger toute la main-d'œuvre. L'usine elle-même se développait sur un plan carré, précédé d'une cour carrée elle aussi. La cité ouvrière elle-même, attenante, était prévue sur une vaste circonférence, qui comprenait, outre les maisons ouvrières, l'église, une salle de théâtre et des commerces. Des plans existent qui montrent une réelle réflexion sur ce que devaient être les logements ouvriers.

Pour des raisons inconnues, San Fernando a été abandonné. L'actuelle mairie de la ville occupe l'emplacement de l'usine, la cour a été conservée. Une vaste place occupe ce qui devait être la cité ouvrière. L'ensemble est d'une échelle grandiose. Peut-être ce gigantisme avait-il condamné la manufacture avant même son achèvement. Les machines furent transportées aussitôt dans une autre manufacture en construction, tout aussi énigmatique: Brihuega<sup>46</sup>. Celle-ci présente une architecture ronde, précédée par une espèce d'allée triomphale où s'ouvraient l'église et la maison du directeur. La population ouvrière était logée dans un vaste édifice dans le prolongement. On ignore tout des débuts de Brihuega, et on ne peut que se perdre en conjectures sur cette architecture indéniablement utopique, un quart de siècle avant Arc-et-Senans. Quelques années plus tard, le roi Charles III ordonnait tout un programme de mise en valeur de Las Alpujarras, en Andalousie, une barrière montagnaise qui est aussi un incroyable concentré de minéraux (argent, plomb, cuivre, etc.) De la suite impressionnante de manufactures qui en sont issues, il faut noter celle d'Alcorà, un écart de Canjajar, qui présente un état

43 LEDOUX, Claude Nicolas, (1804) *De l'Architecture considérée sous le rapport de l'art, des mœurs et de la législation*.

44 Je dois au regretté Gérard Gayot l'information et la documentation correspondante.

45 DOREL-FERRE, Gracia, (2006) «Les utopies industrielles: la circulation des modèles entre l'Europe et l'Amérique» dans DAUMAS, J.C., (dir) *La mémoire de l'usine, de l'usine au patrimoine*. Presses Universitaires de Franche-Comté.

46 RUBINO, Gregorio, (2012), «Brihuega, la «Rotonda» in fabbrica», Miguel Ángel Álvarez Areces (coord.) *Patrimonio inmaterial e intangible de la Industria. Artefactos, objetos, saberes y memoria de la industria*, Los ojos de la Memoria n° 12.

de conservation exceptionnel : la grille de l'entrée, encadrée par des guérites de surveillants, laisse place à l'église à droite et à la maison du directeur, à gauche. Plus loin, après des ateliers et des entrepôts, on accède à deux fours en parfait état. Derrière, le moulin à concasser le minerai, des mines voisines, a été malheureusement complètement démoli et tout ce qui a pu être emporté l'a été. Entourant la propriété, des maisons, peut-être des habitations des mineurs ou des métallurgistes, en nombre cependant réduit. Des éléments d'une importance exceptionnelle subsistent de l'autre côté de la route, à savoir, tout un quartier de maisons d'habitation organisé autour d'une vaste place régulière. Si des fouilles archéologiques et d'éventuelles ressources archivistiques vérifiaient les données de l'observation, on aurait à Canjayar un vrai village ouvrier, construit avec une certaine ambition architecturale.

San Leucio<sup>47</sup>, près de Caserta, est un cas à part, socialement parlant d'une modernité extrême, en même temps qu'il est le chant du cygne de la manufacture royale. Relai de chasse converti en usine de soie, par la volonté des souverains soucieux de protéger une industrie emblématique en difficulté, il se dote d'une cité pour ses ouvriers dont un règlement, publié en 1789, expose les droits et les devoirs. On retiendra de cette histoire inachevée la qualité des logements ouvriers et des services afférents (école gratuite et mixte, entraide, retraite) sans compter l'égalité des salaires affichée entre les ouvriers, hommes ou femmes. Bien que soumis à

une discipline sévère, ils sont perçus comme les acteurs d'une nouvelle économie qui se dessine, et valorisés comme tels.

Cependant la typologie ne saurait être complète sans la prise en compte des manufactures ouraliennes, qui se multiplient dès le tout début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>48</sup>. Créées à l'initiative de Pierre le Grand, elles présentent un cas exceptionnel de structures de production associées à un habitat de type rural car il s'agissait de paysans-inscrits, du moins pendant les premières décennies. L'Oural regorgeait de ressources minières et minérales dont la Russie avait le plus grand besoin. La métallurgie utilisa la trilogie bien connue en Europe occidentale : le fer, le bois, l'eau, toutes ressources abondantes dans la région. En quelques décennies, la Russie dépendante du fer suédois devint, au XVIII<sup>e</sup> siècle le premier producteur de fer de l'Europe. Cela se fit à partir de vastes usines utilisant l'énergie de l'eau, de rivières énormes, barrées régulièrement par d'immenses barrages en bois, d'une technologie surprenante<sup>49</sup>, et en forçant une main-d'œuvre bien rétive à venir s'implanter sur ces terres parcourues par les nomades bachkirs musulmans, où l'hiver est long et rigoureux, et les rivières prises par les glaces de longs mois<sup>50</sup>. Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, la maison ouvrière ouralienne a été l'isba en bois, avec son poêle au centre et sa cour pour entreposer le traîneau et les outils. Logés près de l'usine et dans une totale dépendance d'elles, les ouvriers ressentaient un fort sentiment d'appartenance. C'est sans doute ce

qui explique pourquoi ils n'ont pas accompagné la révolte de Pougatchev lorsque « l'usurpateur » voulut les soulever contre Catherine II<sup>51</sup>. Face à l'architecture pratique et utilitaire qui prévaut en Europe occidentale, on s'étonne de la qualité des installations industrielles ouraliennes, telles que les maisons de maître et de l'administration, les entrepôts, avec, toujours présentes, les églises. Pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, elles développent un style néoclassique, qui marque encore le paysage. Les ouvriers restent fidèles à l'isba. Comme la question de la place ne se pose pas, elles sont disséminées autour du barrage qui est leur centre vital. D'ailleurs, en russe, usine se dit « zavod » ce qui veut dire derrière l'eau, derrière le barrage. Son paysage unique au monde mériterait une inscription au patrimoine mondial.

Tout ce qui précède, issu des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, témoignent du souci pour donner une forme nouvelle à l'usine naissante, mais aussi un nouvel environnement pour cette société ouvrière en formation. On retiendra, parmi les marques de la modernité, toutes les tentatives pour faire de l'ouvrier une personne instruite, où que l'on se trouve : on a vu la place de l'école, dans les manufactures bourbonniennes ; de même on peut signaler la bibliothèque ouvrière, édifiée grâce à la souscription de 32 mineurs du village ouvrier de Wanlockhead Mine<sup>52</sup>, etc.

Cependant, les architectures souvent somptueuses seront déclassées à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par la solution pragmatique mise au point, par les industriels britanniques, et tout particulièrement les Écossais : une construction sobre, peu coûteuse faite de matériaux locaux ou de brique. La construction industrielle rime alors avec efficacité et production.

47 RINO, Fulvio, (1986) « San Leucio, ricostruzione e resti della città utopia » VVAA *Utopie rilette della Napoli capitale ed ex-capitale*, Liguori Editori.  
BATTAGLINI, Mario, (1983) *La fabbrica del Re*, Edizioni Lavoro.  
VVAA (1977) *San Leucio, Archeologia, Storia, Progetto*, Edizione Il Formichiere.  
Je dois au professeur GREGORIO, Rubino, la communication de tous ces ouvrages. Qu'il trouve ici l'expression de ma gratitude.

48 ALEXEEV, Veniamin, ALEXEEVA, Elena, (2010) *La métallurgie ouralienne, histoire et patrimoine*, Edition française Gracia DOREL-FERRÉ, Editions des Presses Universitaires de Savoie.

49 BARABANOV, Alexandre, (2010) « Ouvrages hydro-techniques de l'Oural ancien » dans DOREL-FERRE, Gracia, (dir) *Le patrimoine industriel*, Historiens-Géographes, n° 405

50 PORTAL, Roger, (1950) *L'Oural au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Étude d'histoire économique et sociale, Paris, Institut d'Études slaves.

51 PASCAL, Pierre, (1973) *La révolte de Pougatchëv*, Gallimard.

52 <http://www.leadminingmuseum.co.uk/>



### 3. Le village-ouvrier et la ville-usine jusqu'en 1870

De l'aveu d'Engels, dans son étude sur la question du logement, rien de bon dans le logement à initiative patronale avant 1872<sup>53</sup>. On ne peut qu'abonder dans ce sens lorsque l'on étudie les rapports de l'Exposition Universelle de 1867 : la pauvreté et la petitesse des projets présentés sont inquiétants au regard de la population ouvrière qui ne cesse de croître et des logis insalubres qui se développent au même rythme. Il est clair que les exemples donnés par l'Exposition Universelle relèvent de la philanthropie, car les entrepreneurs ne cherchent absolument pas à loger la main-d'œuvre, sauf lorsque la production le requiert absolument. Les quelques exemples qui suivent nous permettent de couvrir un champ assez large des pratiques qui ont été celles de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Celui-ci commence avec une œuvre majeure, qui sera une référence permanente. New Lanark, en Ecosse<sup>54</sup>, s'impose comme un modèle nouveau : loin d'être, comme les manufactures bourbonniennes, des lieux où l'ouvrier est un privilégié et son savoir-faire respecté, souvenir du temps des ateliers et des manufactures, l'usine était devenue le lieu de la concentration d'une main-d'œuvre soumise à la machine. Le nouveau système était mis en place avec son cortège de fléaux : dans l'usine et hors de l'usine, les conditions de vie étaient inhumaines.

Lorsque Robert Owen, un jeune entrepreneur venu de Manchester, prend la direction d'une des filatures de son beau-père, Richard Dale, New Lanark concentrait autour de 2000 habitants. C'étaient pour les trois quarts des familles pauvres des Highlands et pour un quart, les enfants des orphelinats d'Edinbourg. La rigueur du climat, les dures conditions de travail, avaient conduit Dale

à créer une cité ouvrière, bien qu'une partie de la main-d'œuvre soit toujours venue à pied de la ville voisine de Lanark. Il semble que ce soit Robert Owen qui ait mis au point un système de meubles gigogne pour faire face à l'exiguïté des logements, surtout s'agissant de familles nombreuses. L'originalité de Robert Owen est d'avoir voulu réaliser une socialisation de la main-d'œuvre par une moralisation des mœurs, dans le cadre d'une structure novatrice : la maison pour la formation du caractère. Là, on venait suivre les cours du soir, écouter les conférences, prier suivant sa religion. L'école était le lieu d'une pédagogie active. Célèbre dans toute l'Europe, les visiteurs se pressaient pour y assister aux ébats des enfants. A quelques années près, on retrouve la même situation qu'à San Leucio : les enfants dansent devant les visiteurs et ce n'est pas anecdotique. C'est une façon de montrer une autre société en train de se faire, qui cherche ses modèles dans une classe sociale à construire, différente de celle dont elle est issue. Cependant, l'œuvre de socialisation menée par Robert Owen se solde par un échec. Mis en minorité par son conseil d'administration, il quitte New Lanark en 1825<sup>55</sup>.

Dans le bassin minier près de la ville de Mons, en Belgique, deux autres lieux méritent que l'on s'y attarde, car ils sont très proches dans l'espace tout en relevant d'un concept de cité différent. A Grand Hornu, c'est un habitat en rang qui entoure l'usine de De Gorge. Cependant, les logements sont spacieux, les pièces sont différenciées, avec une alimentation en eau chaude venue de l'usine et un jardin potager. En 1825, on compte 175 maisons qui ont un étage et six chambres. Elles sont plus de 400 en 1832. Les pouvoirs s'inscrivent dans l'espace : la ligne imaginaire qui part de la maison du maître traverse les bâtiments d'administration et l'usine ; le mausolée de la famille De Gorge, se situe

exactement dans la perpendiculaire. Ici, l'habitat sert d'écrin à l'usine (et aux quatre puits de mine qui ont disparu). Par son architecture novatrice, il rappelle que De Gorge avait racheté leurs concessions aux paysans-mineurs, progressivement devenus sa main-d'œuvre, dans un territoire complètement vide de toute installation industrielle, où la création de De Gorge s'imposait comme l'étendard d'un nouveau mode de production<sup>56</sup>. A quelques kilomètres de là, une autre fondation minière et métallurgique, contemporaine, choisit une autre solution pour le logement de ses ouvriers. Ce sont les carrées de Bois-du-Luc, une création originale de maisons entourant les jardins, le tout situé entre la mine d'un côté et l'hôpital et la maison patronale de l'autre. Ces lieux d'une inspiration nouvelle sont aussi les champs clos de l'action patronale<sup>57</sup>.

Ces exemples ne sont pas isolés, mais bien au contraire connus et commentés à travers les revues et les journaux. Parfois, l'inspiration est directe. En Amérique du Nord, pas d'hésitation : à partir de 1800, l'arrière-pays de Boston se couvre de villages ouvriers et de villes-usines, qui sont à l'image de ce que certains transfuges comme Slater<sup>58</sup>, avaient vu de leurs yeux vus, dans leur Angleterre natale. Leur échelle, cependant diffère : elles sont très vite des constructions gigantesques. Pour la main-d'œuvre, les entrepreneurs bostoniens, quakers pour la plupart, recourent à un dispositif connu : le pensionnat de jeunes filles. Il s'agit des « mill girls », des jeunes filles venues de la campagne

53 ENGELS, Frédéric, (1873) *La question du logement*, op.cité.

54 Voir la page web : [www.newlanark.org](http://www.newlanark.org)

55 DUPUIS, Serge, (1991) *Robert Owen, socialiste utopique 1771-1858*, Editions du CNRS.

56 WATELET, Hubert, (1993) *Le Grand-Hornu, Joyau de la révolution industrielle et du Borinage*, éd. Lebeer-Hossmann, 2<sup>e</sup> éd.

57 Voir l'article de Karima HAOUDY, plus loin.

58 En 1790, Slater, un ancien technicien d'Arkwright, quitte l'Angleterre avec les plans d'une machine à filer hydraulique cachés dans la doublure de son manteau. Cette petite structure est vite adoptée : c'est le début de l'industrialisation de la Nouvelle Angleterre. Les grandes usines hydrauliques se multiplient le long des rivières abondantes, associées à des villes-usines et à des villages ouvriers.



La cité de Grand Hornu, (près de Mons, Belgique), premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Grandes chambres, petit jardin à l'arrière, eau chaude courante: son équipement était luxueux pour son temps

Nouvelle Angleterre adoptent cette distribution spatiale: l'eau, l'usine, le pensionnat<sup>60</sup>. Les premières grèves sont le fait de ces jeunes filles, en 1834 et en 1836.

La question du logement reste entière. Quelques réalisations prestigieuses en Grande Bretagne. Ce sont, pour les citer, Saltaire, de Titus Salt, Port Sunlight, de Lever et Bournville, de Cadbury, toutes trois, spectaculaires, ont été construites pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>61</sup>. Comme pour les cas analysés précédemment, ce sont des œuvres uniques, sans postérité. Mais elles fournissent le schéma de base: une architecture distincte, parfois monumentale, toujours soignée, qui prétend couper avec ce qui est habituellement proposé à l'ouvrier; un ensemble de services très complets, parfois exceptionnels, comme la galerie d'art de Sunlight, visant à mettre l'ouvrier dans le cadre culturel des classes moyennes; une situation sociale dépendante, toutefois, puisque l'habitant de ces lieux magnifiques doit de toutes façons se rendre à l'usine tous les jours. Ce que l'on pourrait appeler la métaphore de la cage dorée.

A peu près dans le même temps, une action débute, qui elle, devait avoir valeur d'exemple à suivre: la construction de la cité Dollfus-Mieg de Mulhouse. C'est, dans ce cas, un lotissement ouvrier urbain. Il est le résultat d'une longue réflexion, sur la question du logement, mais aussi sur le statut du logement ouvrier, dont on s'est longuement interrogé s'il devait être en propriété ou en location. Après avoir fait un essai sur deux maisons construites en 1852, une Société Mulhousienne des Cités Ouvrières (SOMCO) est créée, qui va réaliser en grand le projet. Dans une première étape,

60 DUBLIN, Thomas, (1993), *Women at work : the Transformation of Work and Community in Lowell, 1826-1860*, Columbia University Press.

61 Seul Saltaire est inscrit au patrimoine mondial. Pour les autres, voir l'abondante documentation qui leur est consacrée dans leurs pages web respectives.

et embauchées dans les usines textiles. Elles sont accueillies dans des pensionnats, où, sous un régime sévère, elles sont nourries, logées et instruites. Leur sort a été abondamment glorifié, sauf par Dickens<sup>59</sup>, qui se rendant en Nouvelle Angleterre, ne voit dans les *mill-girls* qu'une forme

59 DICKENS, Charles, (1842). *American Notes*. New York: The Modern Library.

d'exploitation supplémentaire. A Lowell, la ville-usine devenue musée et parc national, on visite un pensionnat où les filles partageaient une chambre exigüe à quatre; le réfectoire, où la table est mise, selon les types de menus qui leur étaient servis, etc. On prend connaissance des programmes culturels auxquels elles avaient droit: géographie, histoire, littérature... Elles n'avaient que la rue à traverser pour aller à l'usine. Toutes les villes textiles de la



320 logements sont construits, puis 660 avant la guerre de 1870. Pendant la période allemande, 383 logements complètent l'ensemble. La cité est prévue suivant un plan en damier. Bien que selon différents modèles, chaque maison dispose d'un rez-de-chaussée, un étage, une cave, un grenier. Les maisonnettes sont accolées par deux ou par quatre, pas bien grandes mais chacune avec un jardinet. On sait que les promoteurs ont voulu développer le sens du «chez soi» tout en respectant une relative vie privée. On sait aussi qu'un pourcentage de classes moyennes fut attiré par ce type de cité<sup>62</sup>. La présentation de ce qui avait été réalisé fut le clou de l'Exposition Universelle de 1867. La formule sera adoptée largement, dans des villages aussi divers que Noisiel<sup>63</sup>, dans la région parisienne, ou Crespi d'Adda<sup>64</sup>, près de Bergame, l'un et l'autre quintessence du village ouvrier.

Il est un grand absent, dans l'Exposition de Paris de 1867 : le Familistère de Guise. Godin, qui n'avait pas tout à fait terminé son œuvre à cette date, refuse de présenter son travail, outre le fait qu'il est plutôt en délicatesse, dirions-nous, avec le régime. Enrichi par la vente de ses poêles en fonte dont il protège tous les modèles grâce à un système de brevets sourcilieux, Godin réalise à Guise, sur les bords de l'Oise, son projet de jeunesse : un habitat ouvrier digne de la société qui y habite. Son Palais social est une œuvre originale, faite par un artisan sorti du rang – il était au départ modeste forgeron - qu'une réussite commerciale



La Familistère de Guise, cour intérieure (1870). Réalisé par le patron fouriériste Godin, le Familistère est la mise en pratique des idées hygiénistes de son temps. Les services qui étaient associés (culture, enseignement, économat, etc) étaient considérés par Godin comme les «équivalents de la richesse»

exceptionnelle appliquée à l'habitat propulse sur le devant de la scène. Il a longuement raconté, par la plume de Marie Moret, ses idées sur la question, sans peut-être toujours rendre justice à ses sources

d'inspiration, qui ne sont pas uniquement fouriéristes<sup>65</sup>.

Le Palais social présente sur trois pavillons articulés entre eux et disposés chacun autour d'une cour centrale, des appartements sur quatre étages. Ce sont des appartements modulables, ouverts sur l'extérieur et sur la cour, bien éclairés, bien aérés, dont les pièces (deux au minimum) sont de bonnes dimensions. De vastes escaliers desservent les étages ainsi que les caves et les greniers dont dispose chaque appartement. A chaque niveau, un point d'eau, des toilettes et une «trappe à balayures» qui pouvaient faire envie au plus huppé appartement parisien.

Le Familistère, comme on appelle le Palais social, ne peut se comprendre sans l'Association,

62 JONAS, Stéphane, (2003) *Mulhouse et ses cités ouvrières: perspective historique 1840-1918: quatre-vingts ans d'histoire urbaine et sociale du logement ouvrier d'origine industrielle*. Oberlin.

VITOUX, Marie-Claire, (2013 ) et CULLI, Barbara 1853-2013, *160 ans de la Somco, Rétrospective*, Somco, catalogue d'exposition.

63 VALENTIN, Marc, (1994) *La chocolaterie Menier*, Seine-et-Marne, Images du Patrimoine.

64 [www.villaggiocrespi.it](http://www.villaggiocrespi.it); voir aussi : <http://whc.unesco.org/en/list/730>

65 Marie MORET, sa cousine, sa secrétaire et bientôt son épouse et gardienne du temple. Un personnage encore mal connu, qui a probablement participé plus qu'on ne le dit à l'œuvre de son mari, et surtout à sa divulgation écrite. Il n'y a pas eu pour le moment d'étude comparée approfondie des idées de Godin avec celle des grands utopistes de son temps, dont il a forcément entendu parler.

DOREL-FERRE, Gracia, (2002) «Godin, à la rencontre de l'innovation sociale et de l'innovation technologique» *Communication et organisation*, 21.

LALLEMENT, Michel, (2009) *Le travail de l'utopie. Godin et le Familistère de Guise*, Edition Les Belles Lettres.

dont il est la pièce maîtresse. L'Association pour le Familistère comprend cinq niveaux fondés sur le mérite et l'ancienneté, mais aussi sur le fait d'habiter au Familistère. Au sommet, faisant partie du conseil de gérance et participant aux bénéfiques, les associés, puis les participants et les sociétaires, vivier des futurs associés. Enfin, au bas de l'échelle, les auxiliaires, qui ne sont pas familistériens puisqu'ils n'habitent pas le Familistère et forment la masse de la main-d'œuvre volante. Ce système pour généreuses qu'en aient été les intentions de départ, et compte tenu que très rapidement ces avantages vont devenir héréditaires, aboutit à créer une aristocratie ouvrière frileuse et égoïste, distincte de la masse des ouvriers. En effet, le Familistère loge quelques 500 familles, un peu plus avec les Familistères Cambrai et Landrecies construits dans les années 1880. Or, l'usine emploie près de 3000 ouvriers, à cette date! Cette division de la classe ouvrière a été le grand reproche adressé à Godin<sup>66</sup>. Aujourd'hui, son œuvre restaurée magnifiquement gomme cet aspect des choses pour insister sur l'extraordinaire parcours d'un petit artisan devenu patron, dans son siècle<sup>67</sup>.

#### 4. Villages ouvriers et villes-usines jusqu'à la Première Guerre mondiale

Sans être nombreux, les villages ouvriers d'initiative patronale vont se multiplier dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils correspondent à une période d'expansion économique et industrielle, à un appel de plus en plus croissant de main-d'œuvre. Ils se localisent là où les industries dépendent de leur ressource énergétique ou minière : ils accompagnent la formation des grands bassins industriels. Les patrons les gèrent totalement, au nom du respect

66 Jusqu'à dans les années 1980, le souvenir de Godin était exécuté à Guise par une grande partie de la population qui ne voyait en lui et ses successeurs que des exploitants de plus, entourés d'une cour. (Témoignage vécu)

67 [www.familistere.com](http://www.familistere.com)



La maison de la femme de la Colònia Vidal

de la propriété privée, droit imprescriptible et en l'absence d'organismes de contrôle. Ce sont les lieux d'une philanthropie musclée, qui ne cache pas une volonté de se montrer et de parader et qui respecte, dans l'espace, les hiérarchies des pouvoirs et des situations. Cependant, toutes ces implantations industrielles ont maille à partir avec leur voisinage, même lorsque le patron, comme ce fut le cas pour Godin, prend la mairie et s'installe au conseil général. Ces créations, pour exemplaires qu'elles soient, se sont rarement faites dans la paix sociale, et ont soulevé de forts antagonismes, que le temps seul a pu apaiser<sup>68</sup>.

68 DOREL-FERRE, Gracia, (1994) *Villages ouvriers, utopie ou réalités*, numéro spécial de l'Archéologie Industrielle en France, 24-25. 69

Les colonies industrielles catalanes constituent en la matière un vrai laboratoire de ce qu'a pu être l'ingénierie sociale, appliquée à la main-d'œuvre ouvrière<sup>69</sup>. À côté des maisons ouvrières, les maisons de maître, les églises et les services les plus divers se côtoient : si ces derniers ont rarement une architecture qui les distingue, l'église, souvent de style néo-gothique et la maison de l'*amo*, (le maître) souvent moderniste, sont toujours visibles de loin. La vie hors de l'usine est gérée par le curé, qui est aussi le maître d'école. Peu de choses lui échappent.

On a vu dans ces colonies industrielles, dont l'origine est nettement conditionnée par la présence

69 DOREL-FERRE, Gracia, (1992) *Les colonies industrielles en Catalogne, le cas de la Colonia Sedó d'Esparreguera*, Paris, Editions Arguments.



de l'eau, des lieux de paix sociale. Elles ne le sont pas au départ, mais elles le deviennent, au cours du temps, à tel point qu'elles servent d'inspiration pour une création très particulière, celle de Bustiello, dans les Asturies. Bustiello est l'œuvre du Marquis de Comillas, l'un des plus puissants et influents acteurs de l'économie espagnole de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dont le père avait réuni une fortune colossale grâce au trafic négrier. Face à l'opposition virulente des petits paysans-mineurs des vallées asturiennes, qui refusent de se laisser enrôler dans la grande industrie, il crée ce village modèle, pour les ouvriers méritants. Entre l'église et le «casino» d'un côté, et l'hôpital, de l'autre, le village développe sa structure, d'inspiration mulhousienne, dont seules les maisons du médecin et de l'ingénieur interrompent la régularité. Mais le marquis va plus loin. On a vu l'importance du contrôle assuré par le curé, qui est en même temps le maître d'école. Le marquis, suivant en cela les idées de son père, construit, face au «palais» de Sobrellano, à Comillas, un séminaire, pour former tout particulièrement, les curés qui iront s'installer dans les villages industriels. Pour cela il fait appel aux architectes et artistes catalans, dont l'illustre Domènec i Muntaner. Déjà, Gaudi avait, dans le parc de Sobrellano édifié son «Caprice»<sup>70</sup>.

Dans le même temps, d'autres industriels donnaient une forme architecturale à leurs préoccupations sociales. C'est le cas de la Colònia Vidal, un village ouvrier textile de la vallée du Llobregat, en Catalogne, où deux constructions synthétisent les idées du temps. D'une part, un espace masculin, situé à l'entrée de la colonie, avec un souci de mise en scène, face à l'église. On y trouve le café, lieu de réunion, l'école des garçons et l'école professionnelle. Dans une des ailes, le théâtre dont on disait que c'était une copie (en petit,

il est vrai) du fameux Liceu de Barcelone. D'autre part, l'espace féminin, plus en retrait, développe une façade plus décorée, avec en carreaux vernissés, son nom «La casa de la dona» qui comprend la crèche, l'école des filles, axée sur l'enseignement ménager, le pensionnat des ouvrières, mais aussi l'hôpital. L'encadrement était complet, dans une conception parfaitement inégale de la société. Aux hommes était dévolu l'espace public, alors que les femmes, dès le plus jeune âge, étaient entraînées à gérer l'espace domestique, en dehors du temps strict dévolu à l'usine textile où elles ont été toujours plus nombreuses que les hommes et toujours moins payées<sup>71</sup>.

Du côté de l'Europe centrale et de l'Europe du Nord, la proximité de l'immense marché russe avait donné des ailes aux industriels et aux financiers. Lodz, aujourd'hui en Pologne, est une vraie ville-usine, avec une cascade d'usines, de maisons patronales et de cimetières où la hiérarchie des fortunes persiste à se mettre en scène; parmi les réalisations patronales, le Moulin du Curé, d'inspiration protestante, est particulièrement aboutie. Il s'agit d'une cité ouvrière au pied de son usine, avec sa maison patronale à proximité, le tout formant approximativement un rectangle, comme pour bien fixer les limites. Les maisons sont uniformes mais spacieuses et les services les plus complets étaient à la disposition de la population. L'école, monumentale, ferme le lotissement, face à l'usine. A Tempere (Finlande) dont l'industrie textile travaillait elle aussi pour l'immense marché russe, le quartier ouvrier, construit tout d'une pièce par les entrepreneurs dans les années 1880, formait une suite de quadrilatères enserrant une cour intérieure. Chaque niveau se composait de quatre chambres et une cuisine collective. Chaque

chambre était attribuée à une famille. Le quartier a été rasé dans les années 1970, mais on a conservé à titre de témoin, un pâté de maisons où ont été reconstitués les logements ouvriers. Une muséologie particulièrement réussie évoque la diversité des parcours et la progressive ascension vers plus de confort au quotidien, entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les années 70 du XX<sup>e</sup> siècle<sup>72</sup>.

En Hongrie, la cité de Dyosgyor<sup>73</sup>, une grande entreprise métallurgique, a longtemps été la plus importante cité ouvrière d'Europe centrale en nombre d'habitants (2000) et en luxe d'installations, écoles, hôpitaux, jusqu'à trois églises, pour couvrir les différentes confessions des habitants. Edifiée dans la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, elle avait pratiquement acquis sa forme actuelle au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Hors de l'Europe occidentale et de nos modèles habituels, il y a eu également, à différents degrés, à différentes échelles, des réalisations de villages ouvriers et de villes-usines qui non seulement répondaient aux vues pragmatiques des industriels, mais qui en outre exprimaient, par leur structure et leur composition, la volonté de s'insérer dans le champ de l'industrialisation la plus moderne. Parmi de nombreux exemples, on peut retenir ceux de la Constancia Mexicana, fondée en 1835 dans le Mexique central<sup>74</sup>, ou de Tomioka au Japon, édifiée en 1862.

La Constancia est l'œuvre de Esteban de Antuñano, et de son désir de faire du Mexique un grand pays moderne. Il envisage la construction d'une usine gigantesque, équipée de machines achetées en Grande-Bretagne, précédée de deux cours où étaient logées, du côté interne, la maîtrise et la maintenance. Les ouvriers étaient logés sur l'extérieur des cours

70 RODRIGO ALHARILLA, Martin, (2000) *Los Marqueses de Comillas 1817-1925*, Antonio y Claudio López, LID, Madrid.

71 DOREL-FERRE, Gracia, (2011) «Les colonies industrielles catalanes, un patrimoine exceptionnel mais encombrant» *Rives méditerranéennes*, 38.

72 Il s'agit du musée Amuri. Voir : <http://www.museokortteli.fi/en/tapahtumat/>

73 CSABA, Olajos, (1998) *A Dyosgyor-vasgyari kolonia*, Miskolc.

74 TORRES, Mariano, (2013) «La Constancia Mexicana, ou l'entrée du Mexique dans la modernité» dans DOREL-FERRE, Gracia, (dir) *Patrimoines textiles de par le monde*, Cahier de l'APIC, n° 9.

et dans l'agglomération voisine. On remarquera la précocité, du point de vue chronologique, de cette installation, la première d'une série de villages industriels le long des rivières, comme ce sera plus tard le cas en Catalogne ; on relèvera la structure encore très marquée par les modes de constructions des haciendas, et leur répartition inégalitaire. Les villages industriels mexicains passent entre les mains des syndicats à partir de la Révolution de 1911<sup>75</sup>. Ils sont alors l'objet d'une politique sociale originale, puisque d'initiative ouvrière, qui aboutit à des créations telle que la magnifique école de Metepec, qui surprend par sa taille et sa décoration.

Quant à Tomioka, récemment inscrit au patrimoine mondial de l'Humanité<sup>76</sup>, la valeur symbolique est encore plus forte. C'est en effet par la volonté de l'Empereur qu'est sollicité l'ingénieur français, Paul Brunat, chargé d'édifier une filature de soie à l'image de ce que l'on avait fait en France dans la région lyonnaise, à Jujurieux, aux Soieries Bonnet, c'est-à-dire avec un pensionnat de jeunes filles pour main d'oeuvre<sup>77</sup>. Nous sommes là devant une autre des thématiques qu'il faut avoir présentes avec l'étude de l'habitat ouvrier : les réseaux et échanges se sont fait non seulement sur l'innovation industrielle et sociale, mais aussi dans une symbiose avec les us et coutumes locaux. Le pensionnat de jeunes filles cadre parfaitement bien avec la société japonaise mais aussi orientale : à Hong-Kong et dans toute la Chine d'aujourd'hui, c'est une pratique répandue.

La qualité urbanistique et architecturale de ces villages conduit à leur mise en valeur pour leur conservation. À côté de projets pris en main par la ville, comme à Tomioka, on ne peut que déplorer les changements politiques désastreux comme c'est le cas

du village ferroviaire de Paranapiacaba<sup>78</sup>, construit par les Anglais vers 1860 pour l'exportation du café. Situé au sommet du plateau, un chemin de fer doté d'une puissante crémaillère descendait une pente vertigineuse pour rejoindre le port. Autre exemple qui a valeur de modèle, la cité Pullman près de Chicago, véritable ville industrielle en damier et verdure, de plusieurs milliers d'habitants, illustre l'espèce de langage de sourds entre le patron philanthrope et les ouvriers, que les avantages sociaux ne rendent pas moins revendicatifs<sup>79</sup>.

L'œuvre la plus inattendue, à la veille de la Première Guerre mondiale, est sans conteste celle produite par l'utopique du Marquis de Polignac. Petit-fils de Madame Pommery, la créatrice d'une célèbre maison de champagne, Melchior de Polignac avait été élevé en Suisse et en Allemagne, où la gymnastique et le sport étaient à l'honneur et il était un ami personnel de Pierre de Coubertin. Il a probablement conçu un projet global, ambitieux, formé d'une cité-jardin et d'un ensemble sportif inégalé en son temps. La cité-jardin ne semble avoir existé qu'en dessin. Par contre, la construction du parc a été entreprise. Destiné au personnel qui, du fait des contraintes de la fabrication du champagne, vivait l'essentiel de son temps dans les caves, soit plus de 600 personnes, le Parc a été ouvert ensuite à tout le monde. Il comprenait des installations pour tous les sports, natation y compris, et une école de gymnastique<sup>80</sup>.

## 5. Sous la pression des événements (fin XIX<sup>e</sup>- années 30).

Par rapport aux besoins ressentis par la population ouvrière, il est évident que toutes ces réalisations, pour intéressantes qu'elles soient, n'étaient qu'une goutte d'eau dans la mer. À cela se mêlent d'autres considérations, comme l'expansion urbaine qui posait des problèmes nouveaux d'aménagement. En 1898, Ebenezer Howard présente son projet pour désengorger les villes. Ce sont les cités-jardins, vite dévoyé en cités-jardinées<sup>81</sup>, comme on le verra plus loin<sup>82</sup>. En même temps des systèmes bancaires nouveaux (comme le Crédit Immobilier, en France) donnent des facilités aux entreprises immobilières. C'est dans ce contexte que se placent des réalisations qui précèdent de très peu le conflit mondial : les « cités-jardins » de Letchworth, près de Londres (1903), de Margarethenhöhe, par Krupp, à Essen (à partir de 1908). La cité-jardin accomplit, dans bien des aspects, les revendications du XIX<sup>e</sup> siècle : l'hygiénisme, le grand air, le respect de la vie privée, la culture à la portée de tous.

À Reims, au lendemain de la guerre, et devant la nécessité urgente de reprendre le travail, dans les maisons de champagne, à la verrerie voisine, une cité-jardin est construite grâce à l'obstination de son fondateur, Georges Charbonneaux, celle de Chemin Vert, toujours à Reims<sup>83</sup>. D'une conception hardie,

75 GOMEZ-GALVARRIATO, Aurora, (2013) *Industry and revolution, social and economic change in the Orizaba valley, Mexico*, Harvard Historical studies.

76 <http://whc.unesco.org/en/list/1449/>

77 POLAK, Christian, (2002) *Soies et lumières, l'âge d'or des échanges japonais (des origines à 1950)* Hachette Fujingaho.

78 FIGUEIREDO BELLO, Vanessa, (2012) « The Challenges of Sustainable Preservation, Tourism and Public Management of Paranapiacaba Cultural Landscape » communication présentée au colloque EBHA-BHSJ Paris 2012 *Business enterprises and the tensions between local and global*. Accessible en ligne. Voir l'exposé plus loin.

79 <http://www.pullmanil.org/town.htm>

80 HENRION, Christophe, (2012) « Patrimoine industriel et patrimoine sportif, l'exemple du Parc de Champagne de Reims, ex-Parc Pommery » dans DOREL-FERRE, Gracia, et de MASSARY, Xavier, *Le patrimoine industriel de Champagne-Ardenne, diversité et destinées*, CRDP Reims.

81 Un document concernant la ville de Schio et signé de Caregaro Negrin, 1872, montre que le concept de la cité-jardin circulait bien avant la publication de l'ouvrage d'Ebenezer Howard. Il a été publié par :

FONTANA, Giovanni Luigi, (1986) *Schio e Alessandro Rossi*, t.II, Roma.

Cependant, on mesure les influences anglaises, en comparant avec :

DE BOURGOING, Catherine, (2011) *Jardins romantiques français*, Musée de la vie romantique, Paris.

82 DOREL-FERRE, Gracia, (2001) *La cité-jardin, une histoire ancienne, une idée d'avenir*, Cahier de l'APIC, 3, CRDP de Reims.



et d'une grande valeur architecturale, cette cité est articulée autour de trois pôles : l'église, pour laquelle Charbonneaux a fait appel à ses amis, comme le peintre Maurice Denis ou le verrier René Lalique ; la Maison Commune, qui rassemble la bibliothèque, une magnifique salle de conférences et des bains-douches ; et la Maison de l'Enfance, sans doute la création la plus originale, qui rassemble la crèche, les soins à l'enfant. Georges Charbonneaux était ami d'un autre personnage important de son temps, Raoul Dautry, un centralien qui fut directeur de la Compagnie du Nord (Rothschild) et, après la Deuxième Guerre mondiale, ministre de De Gaulle. Pendant que Charbonneaux construisait le Chemin Vert, lui mettait en route une série de cités de cheminots, dont celle de Tergnier était le plus beau fleuron<sup>84</sup>. Le village ouvrier présentait la forme de trois roues qui évoqueraient celles d'une locomotive, où se répartissaient les maisons des employés et des ouvriers des chemins de fer. La distribution des services et des activités dans la roue centrale de la cité montre à quel degré de sophistication on était parvenu. Les plans des cités de cheminots montrent d'ailleurs le progrès des techniques du quotidien : si les maisons sont petites en général, chez les agents de maîtrise et les cadres, on voit apparaître la salle de bain et le salon comme pièces bien différenciées, pourvues de tous les équipements souhaitables. Toute une conception de la distribution interne du logement d'aujourd'hui trouve ses racines là.

Le mouvement pour les cités jardins a mobilisé toute l'Europe et se caractérise par l'ampleur de l'innovation sociale, dans tous les domaines. En cela, ils se situent en droite ligne des



La cité des cheminots de Tergnier date des années 20 du XX<sup>e</sup> siècle: Son plan dessinait trois roues. La roue centrale concentrait de nombreux services (santé, culture, loisirs) soigneusement répartis entre les hommes et les femmes

meilleures réalisations du siècle précédent. L'impact terrible de la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale ainsi que celui de la Révolution de 1917 a sans doute accéléré la prise de conscience, tant des Etats que des entreprises privées. Une entreprise comme Solvay, animée par un zèle philanthropique et catholique, a orienté très précisément l'action sociale de ses différents sites<sup>85</sup>. Du côté des régimes fascistes et nazis, ou encore des régimes autoritaires d'Europe centrale ou d'Amérique latine, les réalisations sont comme les images en creux de ce que l'on pouvait trouver dans les démocraties européennes et en Amérique du Nord, selon une chronologie et une densité variables.

85 En France, il faut citer Dombasles et surtout Salin de Giraud: DUROUSSEAU, Thierry, (2011) *Une cité industrielle industrielle en Camargue: Salin-de-Giraud, 2011*

L'Allemagne a été précoce mais l'Italie compte des réalisations somptueuses. Les plus remarquables (Dalmine<sup>86</sup>, Valdagno) datent de l'époque fasciste. L'Union soviétique mérite une place à part; jusqu'aux années 30, on voit se développer dans les principales villes industrielles une variante très originale de l'art déco, le constructivisme. Ainsi, la cité des Tchékistes d'Ekatérinbourg pourrait aisément dialoguer avec la cité-jardin de Suresnes de la région parisienne, autre phare du mouvement des cités jardins. Il s'agit à chaque fois d'une réflexion de fond sur ce que doit être l'habitat contemporain, censé accompagner l'homme nouveau dans tous les instants de sa vie. Cet habitat est indissociable des équipements et des infrastructures, qui tous, valorisent la santé et la culture, autour de deux éléments essentiels : le dispensaire et la bibliothèque (ou la maison de la culture, en pays socialiste). Tous les modes d'expression artistique se font l'écho de cette dynamique de la création, qui est mise en berne, avec la crise de 1929 et le raidissement des politiques tant chez les démocraties libérales que dans les régimes autoritaires.

Terminons cette évocation de la cité-jardin, bien fragmentaire (il est dommage de ne pas parler des cités-jardins urbaines, prises en compte par l'Etat, comme Suresnes, ou réalisées par l'entreprise, comme TASE à Lyon..) en mentionnant une cité originale, à Budapest, la cité-jardin Wekerlé<sup>87</sup>, une création de l'Etat, pour les ouvriers, d'une grande qualité, accueillant une population de 20 000 personnes environ ; les cités cheminotes de Vienne, en Autriche, dont le fameux Karl-Marx Hof<sup>88</sup>, de 1100 mètres de long! Le plus grand immeuble d'habitation de son temps, avec 1382 appartements. C'était comme un

86 FONTANA, Giovanni Luigi et ali (2003) *Dalmine, dall'impresa alla città*, Quaderni della Fondazione Dalmine, 3.  
87 NAGY, Gergely, (1994) *La colonie de Wekerle a Budapest*, Cités-jardins de l'Europe, Budapest.  
88 REPPE, Suzanne, (1993) *Der Karl Marx Hof*, Picus.

phalanstère fouriériste, avec un niveau de services et d'équipements jamais atteints jusque-là. Il servit de camp retranché lors de l'insurrection de février 1934. Le gouvernement socialiste fit donner du canon et aujourd'hui, si l'immeuble d'habitation existe et est même une curiosité touristique, toute la gestion sociale a disparu, comme a disparu la société ouvrière que l'avait produit.

## 6. L'exportation des modèles et ses développements des années 1930 à nos jours

On a vu que l'exportation des modèles est aussi ancienne que le phénomène lui-même. Cependant, le découpage de la planète en colonies et en zones d'influences conduit les puissances dominantes à des mises en valeur de type programmatique : il s'agit d'exploiter les colonies, mais aussi de montrer que l'on sait le faire. Aussi certaines réalisations sont-elles des indicateurs puissants. D'un côté, ces modèles exportés nous renseignent, suivant une périodisation elle-même éclairante, sur les motivations, les intérêts des promoteurs. De l'autre côté, se pose le niveau d'acceptation par les populations qui ne sont pas, en principe, de la même origine que les promoteurs. Ainsi le cas de Thiès, au Sénégal, où les Français avaient voulu créer, dans les années 30, une vaste plate-forme ferroviaire, reliant l'ensemble de leurs possessions africaines, à quelques distances à peine du port de Dakar. Après leur départ, le complexe ferroviaire s'est endormi, comme par enchantement, jalousement gardé par quelques personnes postées à cette fonction. Quant à la cité des cheminots, elle a été attribuée à des familles qui ne respectant pas les règlements d'usage, en ont fait une bourgade comme une autre. Comme à Arc-et-Senans, l'architecture, quelle que soit sa qualité,

est impuissante à créer un cadre de vie, si la société qui l'habite n'est pas portée à le faire.

Les années 30 sont aussi des années d'intenses créations du côté de la Russie soviétique, avec l'application des critères de la cité-jardin à des villes-usines. Sans parler de Magnitogorsk<sup>89</sup>, sans doute la ville industrielle la plus énorme au monde, on peut évoquer la ville-usine d'Asbest, en Oural, deuxième mine d'amiante du monde, toute marquée par les attendus de l'architecture soviétique : le centre de la ville est dominé par la maison de la culture, avec son portique de colonnes corinthienne, et les immeubles s'ordonnent autour, en patte d'oie. A l'entrée de la ville, l'immense stade de football, marqué par une entrée qui se veut monumentale. Aux portes d'Ekatérinbourg, en Russie, Ouralmash, aujourd'hui partie intégrante de la ville, présente une disposition analogue<sup>90</sup>. La ville-usine, associée à l'une des plus grandes entreprises d'armement, est commencée vers la fin des années 20, puis développée avec la Seconde Guerre mondiale et la politique industrielle qui en a suivi. On retrouve les principes urbanistiques des années constructivistes, dans la ligne du Bauhaus, un style qui sera conservé jusque dans les années 1970. La ville s'articule sur une trame rectangulaire, structurée par la patte d'oie qui démarre depuis la grande place de l'usine. Plus récemment encore, la ville de Togliatti sur la Volga était toute consacrée à la fabrication des voitures. Les architectes y ont expérimenté des immeubles de logements et des infrastructures d'avant-garde<sup>91</sup>.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'implication des soviétiques est totale à Nowa

Huta<sup>92</sup>, en Pologne, dont ils veulent faire la vitrine du communisme. L'immense cité-jardin est soigneusement conçue, suivant un plan en patte d'oie. Les restaurants et les économats reçoivent un traitement particulier, avec des décorations en céramique vernissée. Ils se trouvent à proximité des immeubles, dans des espaces arborés. Une église et une maison de la culture apportent leur supplément d'âme à cette ville nouvelle d'un nouveau genre. Avec la désindustrialisation, et le changement de régime, Nowa Huta était en train de sombrer dans un laisser-aller indifférent. Puis les Polonais se sont décidés à assumer ce passé-là et à revaloriser la ville. Un certain tourisme l'anime aujourd'hui.

Dans d'autres régions du monde, le village ouvrier a connu des développements spécifiques. Ainsi, en Afrique du Sud, encore aujourd'hui, toute une typologie de cités jardins entourent les mines d'or, de platine, etc. et sont habitées, suivant une stricte hiérarchie, par les ingénieurs et les cadres. Les ouvriers sont quant à eux cantonnés dans de longues constructions, à l'écart, qui sont composées d'une double enfilade de niches superposées de part et d'autre d'un couloir central. Chaque niche est attribuée à un ouvrier, parfois avec sa famille. Pas d'eau, pas d'électricité, pas de sanitaires. Ce mode d'habitat n'a fait l'objet, jusqu'à présent, d'aucune publicité<sup>93</sup>.

A l'autre bout de la terre, dans le désert le plus hostile de la planète, celui d'Atacama, au Chili, fait figure de laboratoire social. L'exploitation du salpêtre<sup>94</sup>, connue dès l'époque des Incas, elle est mise en place en tant qu'industrie dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que l'agriculture européenne, en pleine transformation, manquait d'engrais et que les mines maquaient d'explosifs. Le salpêtre leur fournissait l'un et l'autre. Après avoir provoqué la Guerre du Pacifique pour enlever la zone de salpêtre la plus importante aux Péruviens récalcitrants et la donner aux Chiliens, plus conciliants, les Anglais

93 Témoignage direct.

89 SCOTT, John, (1989) *Behind the Urals: An American Worker in Russia's City of Steel*, Indiana University Press.

90 Sur Ouralmash, voir la page web : [http:// www.corncreekstudio.wordpress.com/](http://www.corncreekstudio.wordpress.com/)

91 BELLAT, Fabien, (2015) *Une ville neuve en URSS, Togliatti*, Parenthèses Eds.

92 COUDROY de LILLE, Laurent, (2006) « La lutte des places : les élites et leurs territoires dans les villes de la Pologne communiste » dans BAUQUET, Nicolas et BOCHOLIER François, (Ed.) *Le communisme et les élites en Europe centrale*, Paris, PUF/Ed. rue d'Ulm, pp.253-270.



mettent le désert en coupe réglée: le salpêtre exploité dans des conditions inhumaines est expédié par chemin de fer jusqu'aux ports d'embarquement. Les conditions de vie ne sont pas meilleures: isolés dans le désert, les ouvriers sont à la merci d'un climat terrifiant, torride le jour, glacé la nuit, parcouru de vents violents dans la journée. Ils vivent, sans aucune protection sanitaire ou médicale dans des baraquements, et tout leur salaire passe dans la boutique, dont les prix ne sont astreints à aucune loi. Il faudra de dures révoltes, dont le massacre d'Iquique en 1909<sup>95</sup>, et la compétition du salpêtre chimique inventé par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale pour que les entrepreneurs se décident à édifier des *campamentos*, vastes villages ouvriers pourvus de services nombreux, dans les années 30 du XX<sup>e</sup> siècle.

Les *campamentos* sont de plan hippodamien, et de construction régulière, séparés du lieu de travail par une guérite d'où l'on contrôle les allées-venues. Les maisons, fraîches, sont construites en déchets de salpêtre, qui forme comme une espèce de béton. Elles sont très simples mais au moins différencient les chambres et la cuisine. Les services sont présents: marché, économat, école, salle des fêtes, église, voire installations sportives rassemblent les *campinos* après le travail.

94 En dehors de la page que lui consacre l'UNESCO au titre du patrimoine mondial, on peut sélectionner les titres suivants: GARCÉS FELIU, Eugenio, (1999) *Las ciudades del salitre*, Origenes.  
SOTO CARDENAS, Alejandro, (1998) *Influencia británica en el salitre. Origen, naturaleza y decadencia*, Editorial Universidad de Chile.  
PINTO VALLEJOS, Julio, (1998) *Trabajos y rebeldías en la pampa salitrera*. Editorial Universidad de Chile.  
DEVES, Eduardo, (1997) *Los que van a morir te saludan. Historia de una masacre: Escuela Santa María de Iquique, 1907*. LOM ediciones, Ciencias sociales.  
VVAA (1998) *A 90 años de los sucesos de la Escuela de Santa María de Iquique*. LOM Ediciones.  
BURGOS, Guillermo, OJEDA, Humberto, (2003) *Fotografía del salitre, provincia de Antofagasta*. Ediciones Origenes.

95 A l'origine des syndicats ouvriers chiliens.

Abandonnés vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, tous les *campamentos* ont été démontés par les compagnies, ainsi que les voies ferrées qui les desservait. Tout a été vendu, jusqu'au dernier clou. Restent, dans la Première Région, celle qui est le plus au nord, le site de Humberstone, qui a conservé sa cité édifiée essentiellement dans les années 30 et celui de Santa Laura, qui a gardé sa *maquina*, c'est-à-dire son installation industrielle, inscrits en 2002 sur la liste du patrimoine mondial. Tous les ans, les anciens *pampinos* reviennent sur les lieux, à l'occasion de fêtes, et entretiennent leur ancien logis, jusqu'à l'année suivante. Dans la Deuxième Région, quelques sites sont encore debout, dont le fameux Chacabuco qui servit de relégation sous le gouvernement de Pinochet, et qui, peut-être à cause de cela, a traversé le temps. La dernière *salitrera* en fonctionnement encore il y a peu, Maria Elena, l'une des rares de construction nord-américaine, ferait l'objet d'une politique de restauration et réhabilitation de la part de la compagnie propriétaire<sup>96</sup>. Aujourd'hui, si aucune *salitrera* ne fonctionne plus, le salpêtre est toujours exploité pour ses propriétés chimiques. Les *salitreras*, véritables villages ouvriers que la distance et l'éloignement rendaient indispensables et l'activité minière, homogènes, n'existent plus.

Une autre ressource, toujours exploitée, celle-là, va générer d'autres *company towns*, dont la plus célèbre, Sewell, est inscrite au patrimoine mondial. Il s'agit de la cité du cuivre, qui porte le nom de son fondateur<sup>97</sup>. Là encore, il s'agit d'un minerai connu dès l'époque Inca, mais dont les conditions d'exploitation étaient hors de portée des sociétés

96 En charge par le cabinet d'architectes Correa 3 [www.correa3.com/](http://www.correa3.com/)

97 Son vrai toponyme est El Teniente. Une thèse a été écrite sur Sewell: BAROS MANSILLA, Maria Celia, (2001) *El Teniente, Los hombres del mineral*. Tome 1 de 1905 à 1945; Tome 2 de 1945 à 1995. Publication CODELCO. El Teniente.

préindustrielles. Les mines, qui sont les plus grandes mines en galerie du monde, se trouvent au sud de la capitale du Chili, Santiago, mais à l'intérieur de la cordillère des Andes, à 2200 m. d'altitude. Ce sont des capitaux nord-américains, investis par William Braden<sup>98</sup> qui permettent la mise en valeur du site, avec non seulement l'infrastructure usinière, mais aussi des routes, des voies ferrées et bien sûr, sur place, un «campement», une cité ouvrière. Celle-ci est construite toute en escaliers sur le flanc de la montagne, entièrement en bois de pin d'Oregon, qui à l'époque composait le fret des bateaux qui venaient charger le salpêtre ou le cuivre. Le style des constructions, avec les planches posées à clin, est très nord-américain. Ce sont généralement des immeubles de plusieurs étages, peints de couleurs différentes. La ségrégation était de règle: les deux sociétés, chilienne et nord-américaine ne se fréquentaient pas, services et infrastructures leur étaient propres, sauf le bowling, qui a été semble-t-il le lieu partagé. Dans son époque de fonctionnement, Sewell comprenait toute une série d'équipements (hôpital, écoles, théâtre, église, club des Américains). A partir des années 1950, il ne devient plus rentable d'entretenir une importante population dans la montagne. Celle-ci est progressivement déplacée à la ville de Rancagua, à 60 kms de là. Depuis 1998, le site n'est plus habité. Dédié au tourisme, son ancienne école professionnelle a été transformée en musée du cuivre. L'ensemble est très homogène et très significatif. D'importants travaux de restauration lui ont redonné son lustre. Indépendamment de son devenir, Sewell est un extraordinaire témoignage d'un modèle importé et finalement assimilé par la société d'accueil.

98 Le manque de capitaux poussent les chiliens propriétaires de la mine (en particulier la riche famille du vignoble Concha y Toro, d'origine bordelaise) à attirer les nord-américains sur les lieux. Braden s'associe à W. Nash et à Barton Sewell pour créer en 1904 la Braden Copper Company. En 1971, l'entreprise est nationalisée.

Les villages industriels, même dans des situations moins limites que Sewell ont pour la plupart connu cette évolution dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle: ils ont tout bonnement cessé d'exister en tant que tels. Avec la mobilité fournie par la voiture individuelle ou le car, les patrons se sont déchargés avec empressement d'une structure qui leur avait jadis garanti la main-d'œuvre, mais dans laquelle ils ne voyaient désormais que des inconvénients. L'évolution de l'habitat ouvrier au Chili est révélatrice: il n'existe plus de *campamentos*. Les ouvriers se succèdent par équipes dans des hôtels miniers, comme ceux que la firme Correa 3 construit dans tout le pays<sup>99</sup>. Leur famille habite des logis loués par l'entreprise ou vendus par elle à faible prix. Elle ne se sent plus de devoir particulier envers cette population.

## 7. Éléments de conclusion

L'étude que nous venons de présenter est très incomplète, mais du moins la richesse du sujet est-elle mise en évidence. Nous n'avons fait qu'ouvrir des pistes, pour de futurs travaux. Quelques réflexions s'imposent, toutefois, dès maintenant.

Les villages ouvriers sont un fragment d'une question beaucoup plus ample qui concerne les conditions de logement des sociétés issues de l'industrie. Les nombreux témoignages que nous avons recueillis montrent une évolution considérable dans la conception de l'habitat, qui, de simple pièce à vivre, devient une structure complexe, faite d'espaces individualisés et affecté à des besoins différents, pour des familles de composition variable. Quand l'habitat est à initiative patronale, il acquiert des qualités distinctes, suivant l'origine culturelle du patron et des ouvriers. Toute une palette de réalisations, des plus simples aux plus sophistiquées, apparaît alors. Cependant, dans la grande majorité



Hôtel des mineurs du «campamento de Doña Inés de Collahuasi» (Iquique, Chili), 2002. Edifié par le cabinet d'architectes Correa3, il est situé près des mines de cuivre à 3500m d'altitude. Les équipes de mineurs se relaient par deux, une demi-semaine sur les lieux du travail, l'autre demi-semaine chez eux à Iquique.

des cas, ce type d'habitat est construit à l'économie, avec une architecture fonctionnelle mais des plus simples. Quelques cas de figure, comme les cités de cheminots, présentent une ambition plus grande et plus diversifiée. Mais on est passé, en un peu plus d'un siècle, aux pièces différenciées (cuisine, chambre des parents, chambre des enfants), à l'entrée qui préserve la vie privée, aux toilettes, à la salle de bain... Enfin, sauf dans des cas extrêmes, le village ouvrier loge rarement toute la population ouvrière. La proportion logée varie, mais elle tourne autour de 30% de la main-d'œuvre totale, ce qui peut parfois, déchaîner des conflits d'intérêt.

La société du village ouvrier forme une famille. C'est une expression qui revient souvent, et qui traduit un cadre de vie et des manières d'être analogues et familières. Un témoin, interrogé sur la vie quotidienne dans le village industriel de la Colonia Sedó, près de Barcelone disait: « Nous avions en commun le travail à la tâche et la boutique

à crédit ». Ce qui résume assez bien les éléments structurants de ce sentiment d'appartenance. Mais il y a plus. En donnant comme référence, comme idéal à atteindre, celui de la société petite-bourgeoise, les patrons ont aidé à la formation d'une culture commune. Dans les années 1930, on trouve dans tout intérieur ouvrier, de l'Atlantique à l'Oural, deux accessoires indispensables: la machine à coudre et la radio. Ils témoignent d'un niveau de vie et d'un espace de relations nouveaux, ainsi que d'une société nouvelle, éduquée, mieux soignée, mieux informée. Les tensions et les inégalités n'ont pas disparu: dans les mines de cuivre du Chili, ce sont toujours des Indiens qui descendent au fond... Chez lui, toutefois, le mineur jouit d'un intérieur qui n'est pas très différent de son voisin, employé de bureau ou petit commerçant. Il n'est pas exagéré de dire que le logement ouvrier et, en particulier celui des villages ouvriers et villes-usines, ont été les lieux de la gestation de la société contemporaine.

99 Voir leur site: <http://www.correa3.com/>



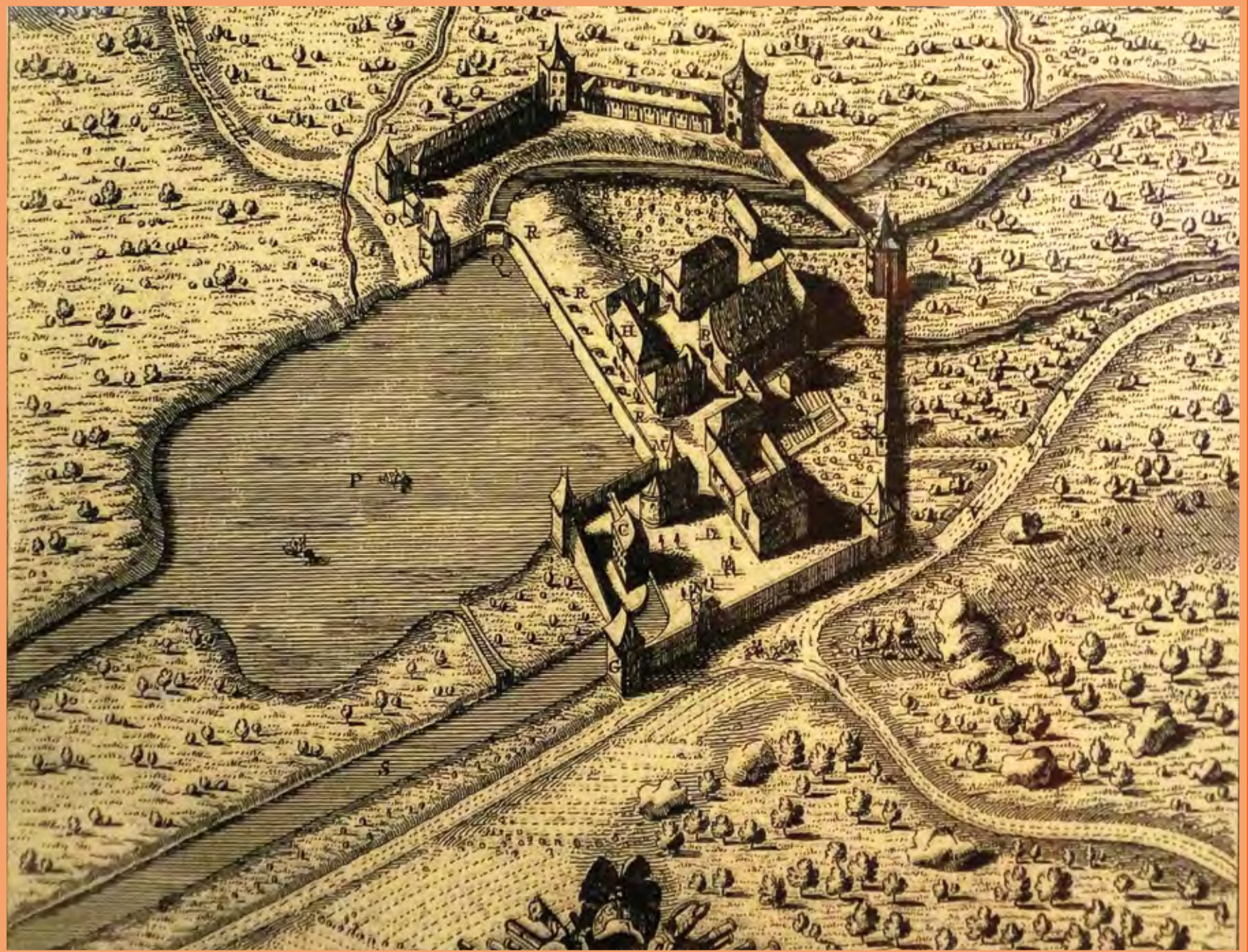
# 1

## DES MANUFACTURES AUX USINES (XXII<sup>E</sup> SIÈCLE - DÉBUT XIX<sup>E</sup> SIÈCLE)

### **La Manufacture Royale d'armes de Nouzonville**

Malheureusement détruite dans les années 1970, la manufacture, fondée à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, comprenait des forges (B), une grande forerie (C), un gros marteau (D) et une autre forerie (E). Dans l'enceinte tout autour, le gouverneur était logé (G) non loin des officiers et des soldats (L) alors que les ouvriers étaient logés de l'autre côté (I). La manufacture disposait d'une cantine et d'une boulangerie face aux forges (H) et d'une infirmerie (K). On remarque le potager non loin de la maison du gouverneur. La proximité de la frontière avec les Flandres espagnoles explique la présence des soldats et des officiers, ainsi que l'aspect fortifié de l'enceinte.









Vue générale des ateliers de la Compagnie métallurgique de San Juan de Alcaraz. La Ilustración Española y Americana, 1889

# UN VILLAGE OUVRIER AU XVIII<sup>E</sup> SIÈCLE : L'ENSEMBLE HISTORIQUE DES USINES À MÉTAUX DE RIOPAR (CASTILLA-LA MANCHA, ESPAGNE)

MARTA VERA PRIETO

ASSOCIATION DES AMIS DES FABRIQUES ROYALES DE RIOPAR

*« En vérité, cet établissement mérite d'être connu, car il compte trois cents ans d'existence et peut être donné en exemple de vitalité et de durée face à tant d'entreprises-éclair (...). Où se trouve San Juan de Alcaraz? Question toute simple à laquelle l'immense majorité des Espagnols ne sait répondre ou répond suivant une erreur communément répandue, en confondant la Compagnie Métallurgique et ses usines de quincaillerie qui furent les clients de celles-ci et arborent des titres où l'on retrouve ce nom, précisément, du fait de la grande renommée de ses produits. La vraie, l'ancienne, la légale et l'authentique Compagnie Métallurgique de San Juan de Alcaraz a son siège social et son atelier au 1 de la rue des Caños, de Madrid et son usine, ou bien plutôt sa colonie ouvrière qui forme à elle seule un village d'une physionomie particulière et très curieuse, se trouve dans la partie supérieure du bassin du fleuve Mundo, sur le terroir de Riópar, une belle vallée de la Sierra de Alcaraz, aux confins lointaine de la province d'Albacete avec celles de Murcia et Jaén »* extrait de *La Construcción Moderna*, 1908

La première usine de zinc et de laiton d'Espagne, et la colonie industrielle qui en est issue a été créée en 1773, au pied de la seule mine de calamine connue dans son sol jusqu'à cette date. Le gisement, aujourd'hui épuisé, se trouve dans le Parc naturel de Calar du fleuve Mundo, à Riópar. À la charnière entre les sierras de Segura et Alcaraz, dans la région d'Albacete, la localisation en pleine campagne de ce monument historique a permis sa survivance. Pionnières en matière d'expérimentations métallurgiques et en artefacts hydrauliques appliqués à la production en série, dans le contexte européen de la Première révolution industrielle, ces usines, à l'origine Manufacture royale, commencent à acquérir un caractère industriel en fabriquant des plaques de cuivre pour le revêtement des bateaux de la Marine, une technique adoptée en Espagne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Malgré les difficultés d'approvisionnement du cuivre, qui venait d'Amérique, les Fabriques Royales de San Juan de Alcaraz produisent alors 5000 feuilles par an, entre 1789 et 1791.

Son activité continue jusqu'en 1996, date de la fermeture définitive du site. Cette colonie ouvrière a été le témoin des différentes phases du

processus de l'industrialisation, depuis la période préindustrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle et la manufacture, la période proprement industrielle des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et la période post-industrielle à partir de 1970. Le processus de production s'y réalisait complètement, depuis l'obtention du métal, son alliage, sa fusion et la manipulation artisanale ou industrielle jusqu'à sa promotion et vente sur le marché. Le parcours jusqu'à sa patrimonialisation<sup>1</sup> récente est en soi un indicateur formidable de la relation entre industrie, territoire et société le long des trois siècles écoulés.

Ses ateliers ont produit d'innombrables objets de laiton et autres métaux: orfèvrerie, quincaillerie, hydraulique, chauffage, éclairage, ménage ainsi que des plaques, tuyaux et chaudières pour les chemins de fer et la construction navale. Des statues ciselées avec talent et métier centenaires, transmis de père en fils durant des générations, à Riópar, décorent les églises, les foyers et les palais de toute la péninsule. L'entreprise a été récompensée plusieurs fois dans les

<sup>1</sup> La Manufacture de métaux de Riópar a été déclarée « Bien d'Intérêt culturel » en 2010, en tant qu'« ensemble historique ».



Expositions Universelles. Elle a atteint son nombre d'habitants lors de la réorganisation qui a suivi la Guerre Civile, avec 3000 habitants. En 1954, elle est déclarée « Entreprise modèle » pour son exemplarité suivant les postulats du franquisme (fraternité, hiérarchie et service) et son autosuffisance : cinq centrales hydroélectriques produisent l'énergie motrice et l'on dispose, dans la Réserve de la Mine, du bois nécessaire.

Trois entreprises, créées par d'anciens ouvriers de la défunte *Industrial Metalúrgica de San Juan de Alcaraz* continuent à travailler le laiton, aujourd'hui, selon les mêmes techniques et avec les mêmes outils, les modèles et les moules que leurs ancêtres. Ils sont les gardiens de la mémoire de cet ancien métier et les habitants de la commune sont les dépositaires de la mémoire du travail, dans et hors les ateliers, de cette ancienne colonie industrielle. Les mêmes noms que l'on trouve sur les listes des ouvriers du XVIII<sup>e</sup> siècle se retrouvent sur les livres de comptabilité<sup>2</sup> jusqu'au dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle.

Charles III avait concédé à l'ingénieur autrichien Johann-Georg Graubner<sup>3</sup> l'autorisation d'établir une usine métallurgique avec son capital personnel qui fut d'ailleurs englouti dans l'affaire. Il lui octroya des privilèges de Fabrique Royale, dans le cadre de la politique de monarque éclairé, inspirée du colbertisme français qu'il entendait mener pour le développement de l'industrie nationale. La fabrication de zinc et de laiton en Espagne faisait partie des plans militaires et urbanistiques du roi. L'Église est l'autre grand client historique de ce métal et passe des commandes d'objets d'orfèvrerie nécessaires aux actes liturgiques. Alors qu'en Castilla-La Mancha le processus d'industrialisation devait être plus

tardif, du fait de problèmes de structure, tels que la faible démographie, le manque de noyaux urbains, l'absence d'un réseau de communications, le manque d'appuis institutionnels et les rares initiatives privées, les usines de Riopar apparaissent comme une exception. Presque tout le capital de l'entreprise était national; elle prospéra pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, même si elle eut à subir les contrecoups de la réalité régionale durant toute son histoire.

### 1. Les débuts et les grandes caractéristiques de l'établissement

L'arrivée de Graubner marque le point de départ d'une grande transformation dans l'économie de Riopar, bien que sur le moment on n'ait pu la considérer comme entièrement positive. En effet, la transition qui va se développer le long des trois siècles suivants, d'une économie précaire, basée sur l'agriculture de subsistance et l'élevage à une économie industrielle, ne sera pas exempte de conflits.

En 1747, la ville de Riopar (située sur une hauteur à 5 Km de la vallée où s'était installée l'entreprise<sup>4</sup>) ne comptait que 60 feux<sup>5</sup>; parmi eux, 40 étaient « totalement sans ressources », selon la description du Cadastre du Marquis de

la Ensenada; « et ils sont si pauvres qu'on ne peut les charger de quelque impôt que ce soit et ils ne sont habitants que de nom (...) au point que la misère de cette localité en a fait fuir quelques-uns ailleurs » (1749, Livre 164). Toutefois la même source indique une population de 300 feux dans le passé. Il n'y a qu'un moulin à farine et un four à pain ; pas d'activité autre que l'agriculture et le soin du bétail (brebis, chèvres et porcs) pour la subsistance. Pas de médecin, chirurgien ou maître d'école, qu'on ne pourrait payer.

Graubner commence la construction d'un établissement dans la vallée en se guidant sur les points d'eau. Pour mouvoir les roues et les machines, il dessine un système hydraulique complexe, caractéristique de ce type d'usines, où un cours d'eau principal est aménagé en plusieurs chutes liées entre elles par des canalisations, des barrages et des retenues d'eau en escalier. En 1801, date de sa mort, la structure du village ouvrier, organisé autour de plusieurs noyaux industriels, est déjà pleinement formée. À travers le plan de José Agustín de Larramendi<sup>6</sup> nous savons comment se distribuaient les espaces au XVIII<sup>e</sup> siècle.

On y voit les installations historiques du centre urbain de Riopar, ainsi que les modifications, réalisées entre 1817 et 1821, sur le canal qui fournissait l'énergie à tout l'ensemble. Le système imaginé par Graubner fut renforcé alors par l'adduction des eaux du versant nord de

2 Les Archives de l'entreprise sont conservées dans les bureaux historiques, aujourd'hui Musée industriel de Riopar, très endommagées mais avec encore beaucoup d'informations disponibles datées de 1846 – date de la privatisation – jusqu'en 1996, date de la fermeture.

3 L'ingénieur qui avait appris l'hydraulique et la métallurgie dans les mines de Goslar (Allemagne) était alors le Maître-Pompier de la ville de Madrid. Le laiton, un alliage de zinc et de cuivre, était un produit très prisé qu'on importait d'Allemagne ou d'Angleterre. Il était utilisé pour la construction des pompes, des magasins et outils anti-incendies, et pour la production de multiples objets d'usage militaire. Le zinc, que l'on importait d'Asie encore à cette date, était un mystère en Europe, et les britanniques et les belges tentaient de le distiller. Graubner démontra que cela était possible et il produisit du laiton pour des baguettes, des planches et du fil de fer à échelle industrielle, en comptant sur l'appui de la Couronne. Plus tard, il s'orienta vers la production de planches de cuivre pour la Marine espagnole, une relation commerciale qui perdura jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

4 La nouvelle agglomération s'appela *Manufacture de San Juan de Alcaraz*, et ensuite, *Manufacture de Riopar*, comme on le voit sur les cartes jusqu'en 1996, lorsqu'après la fermeture de l'usine, elle s'appelle simplement Riopar, abandonnant le nom de Riopar le Vieux au village d'origine.

5 Le terme de feu se rapporte alors à une personne capable de payer les impôts en tant que chef de famille; d'où l'on déduit que quatre personnes en moyenne devaient former un feu.

6 LARRAMENDI, (1769-1848) fut le premier diplômé de l'École Royale d'Ingénieurs des Ponts et Chaussées fondée par Augustin de Betancourt. Il joua un rôle décisif dans la modernisation et la rationalisation des travaux publics du pays.

la montagne, ce qui permettait d'éviter le chômage en période d'étiage. Ce système perdura. Là où il y eut les premiers martinets et ensuite les turbines, des centrales hydroélectriques fournissaient, au XX<sup>e</sup> siècle, l'énergie aux ateliers et aux maisons ouvrières, qui de ce fait ont été, bien que de forme précaire, autosuffisants jusqu'en 1971.

Dès 1774, le personnel de l'entreprise se composait de 6 Espagnols, 7 Allemands et un Français. En octobre de cette même année, on compte une main-d'œuvre volante de 30 ouvriers et 24 employés à plein temps. Les étrangers sont gens de métier alors que les Espagnols forment la main-d'œuvre non qualifiée. Les débuts sont difficiles: il n'est pas simple de faire vivre tout ce monde ensemble et le nouveau village n'a pas non plus de bonnes relations avec la commune voisine de Riopar, qui voit d'un mauvais œil les usines limiter leurs usages traditionnels sur les eaux et les bois. Le recensement de 1792 parle de 100 ouvriers, employés dans diverses branches de la production. Ce sont des ouvriers métallurgistes allemands, hollandais et français mais aussi des journaliers de Riopar, laquelle commença à perdre petit à petit des habitants au bénéfice du nouveau village ouvrier de San Juan de Alcaraz. Ainsi s'explique la présence d'individus aux yeux bleus et aux cheveux clairs, ainsi que l'existence de noms de famille allemands hispanisés.

Une des priorités est d'obtenir des ouvriers qu'ils s'établissent de façon définitive dans la vallée. En étroite relation avec les textes qui régissent des Fabriques Royales, on ouvre en 1774, à Alcaraz, une École Professionnelle pour instruire les apprentis aux techniques métallurgiques. On y accueille, originaires de la Manche, les enfants des deux sexes à partir de 7 ans. Les ateliers sont ceux de serrurerie, aiguilles et fil de fer, boutons et quincaillerie de bronze et laiton. En 1778, on crée l'École Professionnelle de clapets en laiton pour des enfants de l'Hospice d'Alcaraz. On y reçoit



Vue du Calar del Mundo depuis Riopar le Vieux, 1984

douze apprentis la première année et douze autres la deuxième. La formation est de quatre années en tout. Graubner rédigea des ordonnances<sup>7</sup>, qui précisaient le traitement entre maîtres et ouvriers-apprentis, les horaires, leur salaire, ce qu'ils mangeaient et même comment ils s'habillaient pour le travail et les jours de fête. Dans la droite ligne du paternalisme naissant, on lit « que les jours chômés, les apprentis doivent, avant ou après avoir entendu la messe, avoir une occupation relative à la célébration et à leur instruction chrétienne. L'après-

midi, on leur accordera le temps nécessaire pour la promenade ou la distraction ».

Les obligations auxquelles le maître était tenu étaient fixées: instruire et former les apprentis « sans leur cacher quoi que ce soit de la fabrication des clapets et autres outils (...), gérer et avoir en main les apprentis durant les heures de travail qui leur seront attribuées, sans leur permettre de perdre leur temps en oisivetés ou jeux aucuns (...) et avoir l'œil sur les outils en rendant compte tous les samedis des dépenses en matériels ». Le salaire journalier est fixé à 12 réaux, « le logement et l'achat des vivres, libres d'impôts, comme les autres employés de la fabrique de laiton ». De leur côté, les apprentis doivent « obéir à leurs maîtres en tout ce qu'ils

<sup>7</sup> Archives Générales de Simancas, Secretaría de Hacienda, Legajo 795.



demandent et fasse partie de leur métier, sans répugnance aucune, pendant les heures qui sont affectées à leur travail (...), un métier qui embrasse la diversité des manœuvres selon l'urgence et la nécessité de la production, en alternant, en classe, les exercices afin qu'ils puissent aussi enseigner aux autres». Le travail terminé, les apprentis restaient sous la tutelle d'un surveillant, «pour que celui-ci leur enseigne les bonnes manières et la propreté, et pendant ces heures - là, le professeur n'a pas à leur demander un quelconque travail (...). Si l'un des apprentis commettait un délit quelconque, ou s'il ne remplissait pas ses obligations vis-à-vis du surveillant, le Maître et le surveillant en feraient part au Directeur ou à l'Administrateur, pour que celui-ci détermine le châtiment sans se permettre de lever la main sur eux pour les punir ». Au bout de quatre années d'apprentissage, «s'ils sont appliqués et studieux,» on leur paye un salaire correspondant à celui d'un ouvrier de métier, et on leur donne la possibilité de s'établir dans d'autres localités, «mais seulement pour exercer le métier appris».

Les horaires étaient en été, de six heures du matin à douze heures, et ensuite «jusqu'aux Oraisons»; en hiver, de sept heures du matin à huit du soir, avec des pauses prévues. Les malades étaient pris en charge à l'Hospice d'Alcaraz, car il n'y avait ni médecin ni chirurgien aux Fabriques Royales. L'alimentation était également déterminée: «28 onces de pain par jour, distribuées en quatre fois; une pour le déjeuner, sous forme de soupes ou de *migas*<sup>8</sup> avec des fruits, selon la saison; une autre pour le midi, une autre pour le goûter, et une autre pour le repas du soir. Pour les jours avec viande, quatre onces de porc, de pois chiches et les légumes correspondants; pour le repas du soir, à nouveau quatre onces de viande au jus; les vendredis, midi et soir, huit onces de morue séchée avec du riz ou des légumes secs et des pommes de terre du pays; si le poisson

manque, on leur donnera quelque chose d'équivalent».

Les vêtements se composaient d'une veste à manches, un gilet et des culottes de basane française, les signes d'appartenance (médailles ou autres), deux chemises de lin ordinaire, bonnets de laine, chapeaux, bas, souliers et espadrilles, et autres petites choses que l'on donnera à chacun au fur et à mesure des besoins». La garde-robe des jours de fêtes est également précisée: «habit de drap soigné pour distinguer les meilleurs ». Pour dormir, chacun dispose d'un «lit en bois et paille de sparte, deux draps de lit, une couverture violette et un oreiller».

On peut voir dans les mesures accordées par le ministre Campomanes pour la mise à disposition des jardins ouvriers de Riópar<sup>9</sup>, pour leur alimentation mais aussi pour un usage convenable du temps libre, l'origine du caractère paternaliste de la colonie industrielle. Entre 1774 et 1780, en suivant la prescription du ministre, on construit des maisons pour les ouvriers<sup>10</sup> et on leur alloue un petit bout de terre à cultiver que l'on appelle *des lots*, car leur adjudication était tirée au sort entre

8 «Las migas» sont faites avec du pain rassis, passé dans de l'eau ou du lait et ensuite émietté pour être frit à la poêle. On peut y ajouter de petits morceaux de charcuterie ou des légumes coupés en dés. C'est encore aujourd'hui une recette populaire. (NDLT).

9 *Plan de Saneamiento y Reglamento provisional de las Fábricas de San Juan de Alcaraz*, Pedro RODRÍGUEZ de Campomanes (1785), SSH Legajo 795, Archives générales de Simancas.

10 Les jardins ouvriers ont été une constante dans l'histoire de l'entreprise «pour assurer le maintien du caractère tranquille, de l'adhésion à la tradition, à l'amour du pays et la prédilection pour le foyer, tant pour la santé que pour le bien-être de ces familles. Quand la lumière du jour se prolonge plus longtemps que le travail de l'atelier, derrière les usines on voit, saupoudrant le vert du lointain ou les espaces de terre semés et labourés, les taches bleues des blouses de travail et ceux qui peu de temps avant maniaient adroitement la lime sur le banc, s'inclinent maintenant avec ardeur sur la terre, et manient avec la même adresse, la bêche. Cette physionomie locale, particulière et exclusive, exerce une influence beaucoup plus profonde et décisive qu'elle ne peut le paraître à première vue, sur les personnes et les choses.» (Anonyme, 1908).

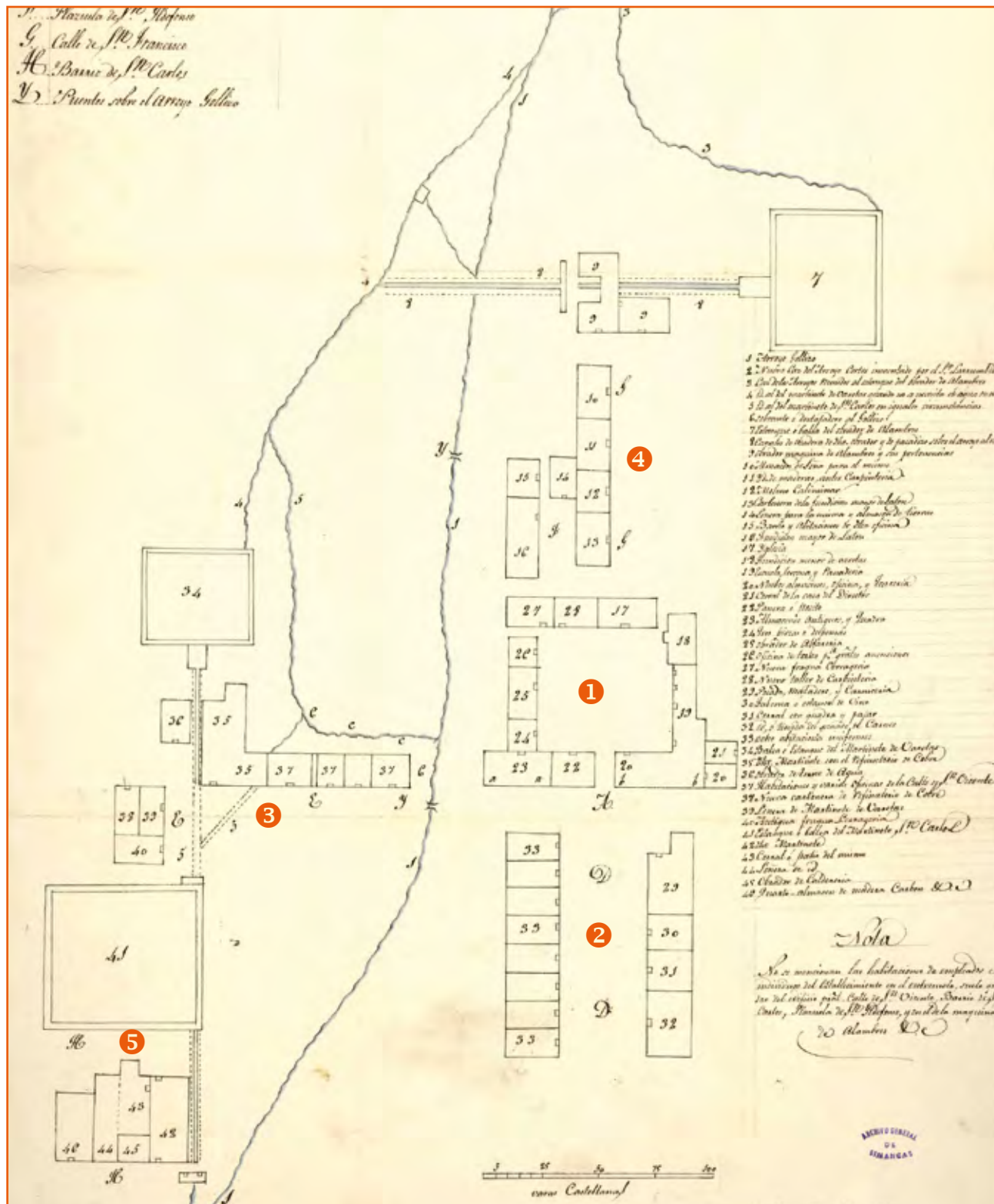
les ouvriers. Un autre avantage était l'exemption du service militaire. On planta aussi des arbres pour l'ombre et des fruitiers; la disposition des zones arborées et des jardins était à la fois une mesure d'urbanisme et d'alimentation qui avait son impact sur les personnes et sur le territoire. On prétendait, par-là, attirer et fixer la main-d'œuvre de l'entreprise.

La réalisation du projet se heurta à de gros problèmes. Le plus grave, à savoir le retard dans les paiements accordés par l'État, exposait les ouvriers à la pauvreté et même Graubner dut assurer sa vie quotidienne avec sa fortune et cela plusieurs fois; il y avait aussi l'approvisionnement en cuivre, rendu presque impossible du fait de la guerre avec l'Angleterre; enfin, plusieurs épidémies de paludisme eurent raison de la vie d'une grande partie de la main-d'œuvre et finirent par emporter le fondateur lui-même... On dut également arrêter le recrutement des ouvriers étrangers car il était considéré comme une forme d'«espionnage industriel» et les sanctions à l'époque étaient dissuasives: certains d'entre eux, interceptés à la frontière, furent condamnés à mort dans leur propre pays d'origine (Helguera, 1986).

## 2. Architecture de l'ensemble industriel

Eugenio Larruga rapporte en 1792, après sa visite aux Fabriques, qu'il s'agit «d'un lieu parfait. Il n'y manque que l'église», laquelle était en construction. Il s'agit d'un exemple d'établissement concentré, en ce qui concerne son modèle économique, puisque toutes les opérations nécessaires se font à l'intérieur du complexe industriel. Mais il est aussi dispersé du point de vue urbanistique, afin de s'adapter aux différents parcours de l'eau. Il a aussi été nécessaire de prévoir des édifices résidentiels, toujours liés aux ateliers, des jardins communautaires et une école, pour fixer l'ouvrier qualifié. La structure de départ subsiste, avec quelques modifications.

Plan de la Manufacture royale de Laiton, dite de San Juan des Sierras de Alcaraz, José Agustín de Larramendi, 1817-1821. Archives Générales de Simancas





La « Grande Usine » ou noyau principal, San Juan<sup>11</sup>, présente des similitudes avec les *Kupferhöfe*<sup>12</sup> de Stolberg (Allemagne) et sa construction est due à l'architecte royal Juan de Villanueva ❶. La maison du directeur domine la « place » de San Juan. Elle est située sur le haut d'un versant faiblement incliné, bien aéré, d'où le regard embrasse tout l'ensemble usinier. Elle est délimitée par les maisons à étage à usage d'habitation mais aussi les entrepôts pour les matériaux et les métaux, les ateliers pour les tours à bois, métal et fer, ateliers pour aplanir les plaques de laiton et fabriquer des creusets et les cornues. Elle comprend également la prison, le grenier à grains et le bureau de tabac, « ainsi qu'une source abondante d'une eau excellente, qui n'a pas besoin de neige pour la refroidir pendant les grandes chaleurs ». Larramendi indique la présence de logements pour les employés à l'étage, à l'entresol et au rez-de-chaussée du complexe. La zone avait ainsi la fonction de résidence et de ravitaillement pour les habitants de la Fabrique Royale. En 1817, elle héberge des espaces de magasins et d'expédition, des bureaux, des ateliers secondaires (menuiserie, serrurerie, poterie et tours), des services religieux (église de San Juan) et sociaux (école, grenier à grain et boulangerie), ainsi que la seule installation industrielle proprement dite, la Petite Fonderie de laiton, du côté est. Derrière la place, dans l'axe de symétrie, se trouvent la rue San Francisco, avec les entrepôts de bois et de charbon et le moulin de calamine. À l'ouest, en file, un autre entrepôt de bois et des terres délimitant la Placette de San Ildefonso, avec la Grande Fonderie de laiton ❷, et les habitations des ouvriers, peut-être le noyau le plus ancien, construit par Graubner. Son entrée



Édifice de direction, ateliers et logements de Saint Vincent, halles de San Pablo et quartier de Saint Charles.  
Catalogue de la Compagnie métallurgique de San Juan de Alcaraz, 1879

était orientée au sud, ouverte sur la rue du Midi (aujourd'hui des Jardins<sup>13</sup>), où en suivant le même axe, se trouvent les maisons ouvrières en rang. En face, deux enclos pour le bétail, une taverne ou débit de vin et l'édifice de la Posada, avec l'abattoir et la boucherie ❷.

Au nord, on trouve Saint Raphaël, l'atelier des fils de fer, formé de deux édifices, l'un en forme de U, le long du canal qui conduit l'eau depuis le bassin supérieur jusqu'au réservoir du bas et qui rejoint le noyau usinier de San Pablo. À l'ouest de l'établissement, mettant à profit l'énergie hydraulique

du ruisseau et le dénivelé du terrain, on trouve d'abord le deuxième étang, du nord au sud, qui alimente le martinet des barres de laiton, l'affineur de cuivre et le tour hydraulique, tous ateliers qui ont généré une autre ligne de maisons ouvrières en rang, sur l'axe est-ouest de la rue Saint Vincent ❸. En suivant la direction du canal, désormais souterrain, et sur le côté ouest, avant d'arriver au troisième et dernier plan d'eau (celui du martinet Saint Charles) on trouve l'édifice des entrepôts du charbon et du bois et une forge-serrurerie qui conserve encore aujourd'hui sa forme originale ❺.

Le « quartier de Saint Charles » forme un seul bloc de constructions, avec le deuxième martinet pour le laiton, la réserve de bois, un autre magasin de charbon, l'atelier de chaudronnerie et des logements pour les employés. San Carlos fut « l'usine » pendant

11 Le plan, presque carré, se reconnaît au centre de la Fig. 3.

12 Les « halles du cuivre » sont des constructions complexes, fermées, à l'allure de forteresse. Le plan est plus ou moins carré, avec une grande cour centrale sur laquelle ouvrent les fenêtres. C'est la résidence des maîtres dinandiers, et il y avait aussi des fours et des martinets. Elles caractérisent la physionomie de la ville de Stolberg dès la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

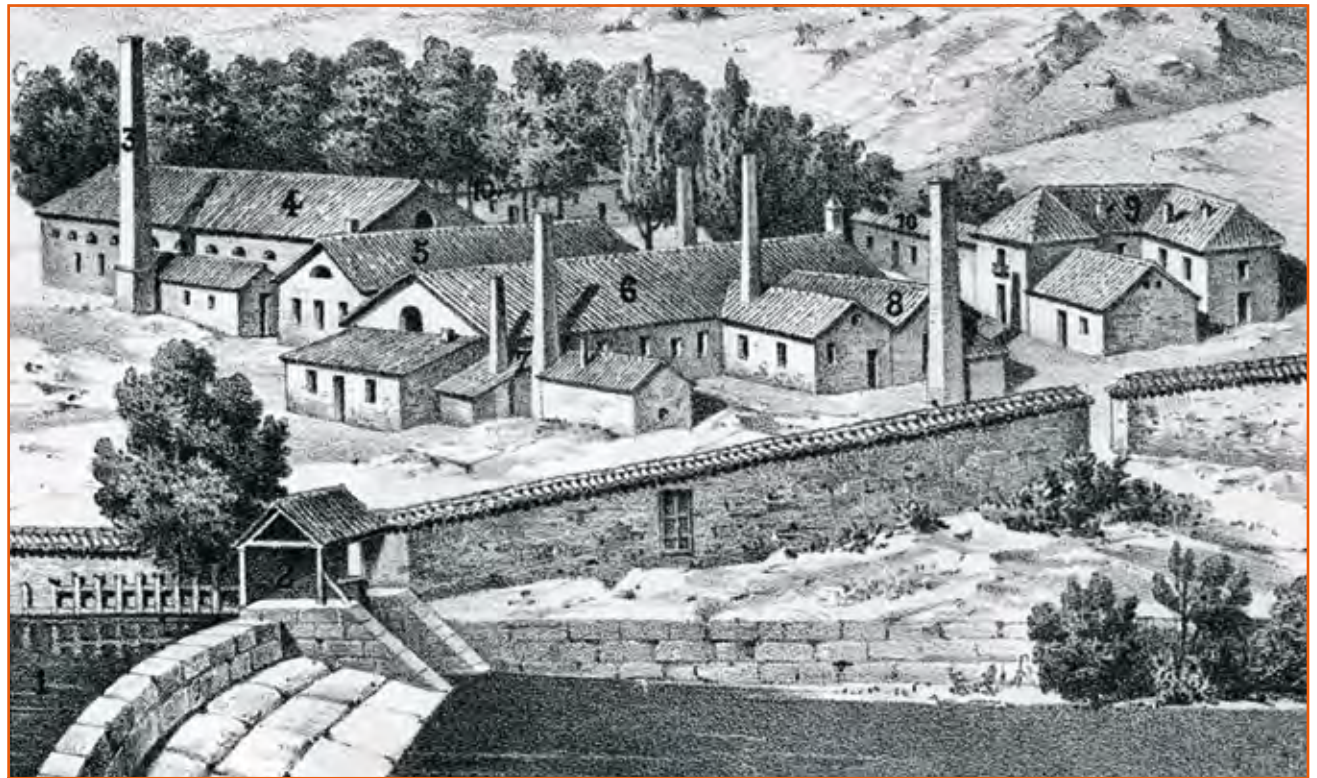
13 Il doit son nom à la morphologie des habitations ouvrières pour familles, qui disposent d'un jardin sur le devant. Aujourd'hui ces jardins sont fleuris. Autrefois ils étaient cultivés pour la subsistance.



la dernière et longue étape de la vie de l'entreprise. Toute l'activité y était concentrée. Depuis 2001, c'est le siège du Musée de la Manufacture Royale de San Juan de Alcaraz, avec son impressionnante collection de machines centenaires.

Mais tout n'est pas visible dans ce plan. L'ensemble industriel se répartit sur un trajet de 10 Km, où se déploient les 22.700 m<sup>2</sup> de surface des constructions: mines et ateliers de Saint George et Saint Augustin, ateliers de Saint Michel, Saint Louis, Saint Charles, Saint Jean et Saint Raphael, logements patronaux et ouvriers des rues de Saint Vincent et Jardins, chemins et infrastructures hydrauliques qui unissent entre eux les différents noyaux d'activité. Chaque partie de l'ensemble est en relation avec le reste, dans le contexte d'un même processus de production.

L'enclave industrielle de Saint Michel, fondée en 1800 par Graubner, avec la participation de l'ingénieur Charles Lemaure qui en dessina le barrage, est à l'origine de l'actuel village du Laminador. Il tire son nom de l'atelier où l'on installa le premier laminoir de cuivre. C'est l'un des principaux noyaux industriels de l'ensemble. Il est situé près du fleuve Mundo, à quelque trois km du village de Riopar et près des mines. Il disposait, autrefois de deux martinets, de nombreux fours et halles pour la manufacture du cuivre, du zinc et du laiton. L'habitat ouvrier était réparti dans deux grands édifices encore conservés. Les 13 logements sont répartis sur deux des côtés de la grande place presque triangulaire qui permet l'accès à l'enceinte. Le troisième côté est occupé par un grand édifice usinier de pierres brutes, qui conserve encore une cheminée de base carrée. Une dernière maison, aujourd'hui en ruines, le numéro 14, au côté ouest, se distingue des autres par ses deux étages et son balcon. C'était la maison du chef de l'atelier. L'accès est jalonné par une double rangée d'érables blancs centenaires, de belle allure. Tout autour, le paysage, de grande beauté, fait ressortir d'avantage l'état d'abandon général.



Enclave de Saint Michel (El Laminador) en 1879, et vue actuelle



### 3. Les caractères de la colonie ouvrière.

Il s'agit d'une construction qui commence sous le despotisme éclairé avec des ingénieurs parmi les plus habiles du moment (Graubner, Lemaur, Francisco Pérez, Villanueva) et se développe au XIX<sup>e</sup> siècle, avec des personnalités comme Larramendi, Escosura, Ramón Pellico, Rafael de Rodas et Juan Bravo Murillo. Malgré tout, comment fut-il possible qu'une réalisation de ce type subsiste tant d'années dans un lieu si reculé ? La réponse se trouve peut-être dans la physionomie de la colonie. Ce fut d'abord une fabrique-école pour vagabonds et corrompus de l'Hospice, au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ensuite, le site fonctionna comme « notre institut et notre lieu de formation professionnelle. Autrefois, on n'étudiait pas autant et à 14 ans, nous savions déjà quel était notre destin. Nos parents avaient vécu la même chose et en étaient satisfaits. Ils voulaient que leurs fils soient aussi tourneurs et musiciens [de l'orchestre de la *Metalúrgica*] comme la plupart d'entre eux », d'après un témoignage ouvrier. Les enfants connaissaient les ateliers pour avoir apporté leur repas à leurs pères dès l'âge de quatre ans. Ils héritaient ensuite de la place et des outils. Le résultat, ce sont des générations de travailleurs qualifiés fortement enracinés au lieu et à la structure socio-industrielle de la colonie. La direction pouvait changer, mais les noms des ouvriers ne changeaient pas, eux, et un paternalisme industriel précoce avait tout recouvert.

La revue *La Construcción Moderna* illustre cette réalité sociale en 1908, dans un article où l'on attribue le progrès de l'entreprise à l'esprit traditionnel et les générations successives de main-d'œuvre ouvrière. On attribuait ce progrès au passage constant de la condition d'apprentis méritants à celle de vétérans.

« la paye augmente au fur et à mesure qu'ils produisent un travail utile, ce qui coïncide avec la formation et l'augmentation de la



Ouvriers de San Juan de Alcaraz.  
*La Construcción Moderna*, 1908

famille, et elle diminue quelque peu lorsque leurs aptitudes déclinent. Mais les fils ont alors terminé l'apprentissage ; ils passent à leur tour par les bancs et les tours, et apportent au foyer la partie des ressources que leur père n'apporte plus. On pensera que ce sont des détails infimes, et pourtant, cette permanence traditionnelle des mêmes familles, à l'abri de l'entreprise qui les nourrit, est décisive, et cette mutuelle et réciproque affection maintient le caractère patriarcal de l'ensemble » (Anonyme, 1908).

En liant les générations entre elles,

«...la blouse bleue de l'ouvrier métallurgique de San Juan passe de pères en fils et aux petits-fils, dans une tradition ininterrompue de travail assidu, de comportement professionnel et de docilité congénitale (...); il y a dans ces ateliers de nombreuses pépinières et de riches viviers de jeunes, presque encore enfants, qui apprennent le métier auprès de leurs pères ou de leurs frères aînés (...). Et comme la croissance naturelle de la population produit un excès de population (...) à Madrid, Barcelone, Valence, Santander et dans les autres centres industriels on a pu créer des ateliers qui fonctionnent en partie ou

en totalité avec les adroits et dociles ouvriers de San Juan de Alcaraz » (Id).

C'est ici que se sont formés les spécialistes qui allaient étendre l'activité métallurgique dans tout le pays, avec le développement de l'industrie du zinc à partir de 1850. Cependant les témoignages archivistiques donnent des motifs différents à cette diffusion : problèmes disciplinaires, salaires trop faibles ou même périodes de chômage. Les quelque 300 ouvriers disposaient à la colonie d'une école, un curé, un médecin, un apothicaire, un grenier à grain et une Caisse de secours. Ils avaient aussi un théâtre, un gymnase et une école de dessin et de musique, dans laquelle on voit l'origine de la tradition musicale très vive encore aujourd'hui à Riópar. La Compagnie offrait son assistance dans et hors de l'usine, appuyée en cela par le discours du catholicisme. Comme dans d'autres endroits du pays, une main de fer contrôlait toute la vie des travailleurs : le paternalisme du XIX<sup>e</sup> siècle devait être réactivé par la dictature de Franco, avec ses caractéristiques propres. Alors qu'en Europe ces pratiques disparaissaient, l'Espagne connaissait une amplification du phénomène, avec une structure spatiale et sociale strictement règlementée par les patrons, dans et hors les ateliers. Jusqu'en 1971, Riópar dépend de la lumière produite par l'Industrie et l'Église est celle de l'édifice de direction. Entre 1973 et 1976 les ouvriers achètent leurs maisons. Jusqu'en 1978 le maire élu le sera en accord avec l'entreprise et il n'y aura pas de centre médical indépendant de l'usine.

L'ouverture des marchés, l'obsolescence des machines, l'isolement géographique et les problèmes internes ont eu raison de l'entreprise. En 1984, le syndicat force à la fermeture de l'usine et à l'ouverture d'une Société anonyme de travail avec 60 ouvriers. Selon un témoignage ouvrier, « Nous n'avons pas pu faire autre chose : nous étions entre le marteau et l'enclume. Mais on ne nous donna pas le choix. Nous sommes restés comme

orphelins sans père ni mère. Nous avons toujours été des ouvriers dirigés. Avec la nouvelle situation, ce fut chacun pour soi, sans se préoccuper du bien commun. Nous n'avons pas su coopérer». La fin de l'usine et sa continuité avaient la même explication: la structure mentale, développée des siècles durant, avait pesé trop lourd.

### **BIBLIOGRAPHIE**

ANÓNIMO, (1908) : « Una industria secular española: la Compañía Metalúrgica de San Juan de Alcaraz », en *La Construcción Moderna*, Madrid, 15 de marzo, pp. 93-100; 30 de marzo, pp. 111-118

ARIZCÚN, R., (1889) : « Un viaje a las Fábricas de San Juan de Alcaraz », *La Ilustración española y Americana*, n° XVI (30 de abril 1889), pp.255-258, n° XX (30 de mayo 1889), pp.319-322

CAÑIZARES, M.C., (2005) : *Territorio y Patrimonio minero-industrial en Castilla la Mancha*, Universidad de Castilla la Mancha, Cuenca

FUSTER, F., (1976) : « Las Fábricas de Riopar, pioneras de la industria metalúrgica española », en *Revista de Estudios Albacetenses Al-Bazit*, n° 2, Albacete, pp. 51-67

HELGUERA QUIJADA, J., (1980) : « Asistencia social y enseñanza industrial en el siglo XVIII : El Hospicio y las Escuelas-fábricas de Alcaraz, 1774-1782 », *Investigaciones históricas : Época moderna y contemporánea*, n° 2, pp. 73-106

HELGUERA QUIJADA, J., (1984) : *La industria metalúrgica experimental en el siglo XVIII : las Reales Fábricas de San Juan de Alcaraz 1772-1800*, Estudios y Documentos, n° XLIII, Universidad de Valladolid



El Laminador aujourd'hui





Maison royale de la Monnaie, Segovia, XVII<sup>e</sup> siècle

# VIVRE DANS LES MANUFACTURES BOURBONIENNES D'ESPAGNE

GRACIA DOREL-FERRÉ  
LLSETI, CHAMBÉRY

Installés sur le trône d'Espagne au début du XVIII<sup>e</sup> siècle et malgré les guerres de Succession qui déchirent une bonne partie du pays, les Bourbons donnent une nouvelle impulsion à l'activité économique, en particulier à travers la création de manufactures d'État. Suivant l'exemple français, il s'agit de se rendre indépendants des fournisseurs étrangers pour les produits de luxe, de protéger des industries autochtones, mines, métallurgie, textile, entre autres, ou encore d'assurer à l'État les revenus du monopole du tabac.

Certaines installations industrielles existaient déjà, comme la Monnaie de Ségovie ou encore la ville minière d'Almadén. Mais dans ce cas précis, il s'agissait de multiplier les créations de nouvelles manufactures dans un environnement peu peuplé, voire désertique, ce qui allait permettre la mise en valeur de régions jusque-là peu attractives<sup>1</sup>.

Toute une réflexion est engagée, dont la formalisation la plus complète est due à « Bernardo » Ward, un Écossais engagé par le roi Ferdinand

VI pour faire le tour de l'Europe et en tirer des informations utiles pour le royaume d'Espagne. Parmi les recommandations de ce personnage (1762), on trouve la définition de ce que devaient être ces créations de type nouveau, nommées colonies mixtes agro-industrielles, « *localisées non loin des villes où elles vendraient leurs produits alors qu'elles-mêmes offriraient aux gens de la ville le cadre idéal d'un lieu de repos et de loisir* ». On remarquera l'originalité de ce propos, qui lie, par effet de réciprocité, l'activité industrielle au loisir, et dont on trouvera une résonance à Almadén<sup>2</sup>. De plus, les artisans travailleraient dans le cadre de la colonie en dehors des réglementations corporatives et seraient dispensés du service militaire. Comme il était habituel, on ferait venir des spécialistes étrangers pour les industries considérées, Français ou Allemands pour la métallurgie, Hollandais pour le textile.

Évidemment, ces nouveaux établissements allaient poser par leur simple existence, une foule de problèmes nouveaux comme ceux de l'organisation, du contrôle et de l'expédition de la production.

Mais la réunion et le maintien sur place d'une main-d'œuvre d'autant plus nécessaire qu'elle était isolée, devaient aussi susciter des contraintes et des formes d'ingénierie sociale. Comment, dans un tel contexte, ont été résolues les questions du logement et du mode de vie élémentaire, à travers des services indispensables ? Quelles solutions spatiales ont été trouvées et éventuellement, suivant quels modèles ? Des types de production requéraient au moins une partie de la main-d'œuvre sur place, comme c'est le cas pour les travaux de la métallurgie ou les verreries dont le four ne doit pas s'éteindre. D'autres industries, comme le textile, ont donné lieu, on le verra, à des villages ouvriers d'un type nouveau, à un moment où, en Europe, ces lieux de production se signalent rarement par une physionomie spécifique. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, en effet, les ateliers textiles, les fonderies de monnaie et les bâtiments des mines s'inspirent de l'architecture palatiale ou conventuelle, seuls espaces de référence quand il s'agit de rassembler un grand nombre de gens. Enfin, s'il est vrai que des manufactures concentrées furent créées en ville, elles n'incluaient pas toujours le logement pour les ouvriers. Présent

1 OLIVERAS SAMITIER, Jordi, *Nuevas poblaciones en la España de la Ilustración*, Arquithesis, 1998.

2 Voir un peu plus loin dans le texte.



à Segovia, à la Monnaie, il est absent à Séville à la Manufacture de tabac. D'autres exemples nous montrent comment on est passé de la réponse à une nécessité économique à une vraie réflexion sur le statut de l'ouvrier dans les conditions nouvelles de production. Cette évolution se laisse entrevoir par les choix architecturaux qui témoignent d'une tentative de renouvellement des concepts.

### **1. Mines et métallurgie : loger la main-d'œuvre est indispensable**

Les créations royales dans le domaine de la métallurgie correspondent à une préoccupation militaire : fabriquer des canons. Les manufactures de munitions pour l'artillerie, d'Eugui et Orbaiceta, en Navarre, sont bien connues<sup>3</sup>. Elles succèdent à des nombreuses petites installations qui exploitent, depuis des siècles, des ferrières disséminées. Installées à proximité de leur lieu d'approvisionnement et des cours d'eau qui fournissent l'énergie nécessaire ainsi que le chemin d'évacuation du produit, ces manufactures présentent un habitat ouvrier précoce, car elles sont installées loin des agglomérations. Ce sont des vallons reculés et sauvages, que seule la perspective d'un bon salaire peut rendre attractifs. Les structures qui sont mises en place évoquent les planches de l'Encyclopédie de Diderot. Ce sont des « usines à fer ». Or les conditions de la production demandent la présence constante des ouvriers. Les deux manufactures sont mises en marche par des équipes mixtes de Français et d'Espagnols, la porosité des frontières étant facilitée par le fait que la même famille royale règne des deux côtés.

Pour Eugui comme pour Orbaiceta, il faut pouvoir retenir les ouvriers et pour cela leur offrir des conditions de logement valables, qu'ils soient

célibataires ou avec des familles. Cela ne semble pas aller de soi et l'un des créateurs de l'entreprise, le comte de Rostaing, un Français, qui a fait venir des ouvriers spécialisés de son pays, écrit en 1766, dans une lettre adressée au ministre Esquilache :

« Pour avoir de bons ouvriers et les intéresser à leur travail, il faut leur procurer tout ce qui est nécessaire à leur santé et à leur loisir. Le logement est aussi nécessaire que les aliments. Un bon ouvrier français qui a l'assurance de trouver un emploi n'importe où qu'il aille, ne resterait certainement pas huit jours dans un endroit aussi reculé comme celui de ces manufactures, s'il ne voyait que l'on met tout en œuvre pour lui fournir les commodités en proportion avec son état. Qu'il déserte, qu'il soit malade ou qu'il meure, les travaux si importants pour le Service royal doivent être arrêtés, et toute humanité à part, la politique seule exige que l'on prenne toutes les précautions imaginables pour s'assurer l'existence des bras dont nous avons besoin pour que le travail continue. Quand les ouvriers ont lieu de se plaindre qu'ils manquent du nécessaire, il n'y a châtement qui tienne, car on ne peut rien demander à un homme qui n'a pas eu d'endroit pour dormir et se reposer pour renouveler ses forces, ni a mangé à sa faim ».

Il n'en reste pas moins que l'arrivée des ouvriers français est aussitôt accompagnée, à la demande de Rostaing, par une équipe de gardes armés pour maintenir l'ordre, en cas d'ébriété. Mais d'autres aspects plus pacifiques sont pris en compte : des maisons sont édifiées, une église, des bureaux, un four à pain. Et pour faire vivre tout cela, l'entreprise engage un juge, un chirurgien et un prêtre. La création d'un deuxième four de fonderie double le personnel en place et les équipements doivent suivre l'installation de cette nouvelle vague d'arrivants. Des logements sont donc construits au fur et à mesure de l'aménagement des lieux et de leur expansion. Cependant ils sont loin de satisfaire les nécessités. Rostaing se plaint de ce que des familles

sont séparées faute de logements, et que certains vivent dans de vraies cahutes, car ils ne peuvent être logés. Quelques années plus tard, le complexe industriel a pris forme, et l'on distingue une zone de résidence distincte de la zone du travail industriel. Elle comprend les maisons ouvrières, l'hôtel des célibataires, le « palais » des officiers d'artillerie, et sans doute une chapelle. Des constructions de service sont présentes comme les écuries, le four à pain, les ateliers. Au total, un vrai village ouvrier, totalement en ruines aujourd'hui.

Les besoins en fonte étant toujours plus importants, la manufacture d'Orbaiceta est construite à faible distance de la frontière française, sur ordre de Charles III. Là encore ce sont des Français qui s'occupent de sa mise en place, avec les mêmes difficultés et les mêmes succès. Ce qu'il reste d'Orbaiceta est suffisamment éloquent. Les logements, souvent quelques barres comprenant trois ou cinq logements, voire plus, présentent la morphologie habituelle du module porte-fenêtre, avec un étage. On ne sait pas si chaque module était prévu pour une famille ou plusieurs célibataires. Deux édifices ressortaient des rues ouvrières (on peut difficilement parler de quartier), ce sont le « palais » une maison un peu plus importante avec balcon, pour les officiers d'artillerie, mais qui faisait office de résidence de la direction et de bureau, et l'église. L'équipement reste toutefois bien sommaire. Tout indique qu'à Eugui et à Orbaiceta, on para au plus pressé, sans un plan préconçu, ce qui les distingue des villages ouvriers d'initiative patronale du textile, comme on verra plus loin. Les manufactures s'agrandirent avec la nécessité de la production. On ne sait pas si toute la main-d'œuvre était logée et si un personnel saisonnier venait renforcer les équipes en place. Mais la population ouvrière résidente avait acquis un niveau de vie sinon souhaitable du moins suffisant pour rester sur place et garantir de ce fait la production.

<sup>3</sup> RABANAL, YUS, Aurora *Las reales fábricas de Eugui y Orbaiceta*, Gobierno de Navarra, 1987.

## 2. Le cas d'Almadén<sup>4</sup> : un programme de constructions hygiéniste intégré

Il n'en fut pas de même à Almadén, la mine la plus riche d'Europe en minerai de mercure, qui connaît au XVIII<sup>e</sup> siècle une vraie politique d'aménagement urbain et d'hygiénisme appliqué aux ouvriers, et une autre, d'enfermement, qui concerne les forçats.

Exploitée depuis l'Antiquité, la mine d'Almadén connaît un fort accroissement d'activité à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, lorsque le procédé d'obtention de l'argent par amalgamation du mercure est mis au point. À cette date, à l'initiative des Fugger à qui le roi d'Espagne a alloué les mines pour garantir ses emprunts, les forçats constituaient 20% de la main-d'œuvre de la mine. Ils étaient chargés des tâches les plus dures, dont l'exhaure. Cependant la mine connaissait une réelle désaffection de la part des ouvriers, car non seulement le travail y était dur, mais surtout, le travail aux fours de condensation du mercure, provoquait une maladie spécifique terrible, « l'hydrargyrisme » qui s'attaque au système nerveux.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, une rationalisation du système d'exploitation est mis en place par la consolidation de la mine, que l'on va littéralement chemiser de briques, ce qui donnait à la fois plus de sécurité et permettait une plus grande circulation. Une école d'ingénieurs des mines est créée, en 1777, avec pour directeur l'Allemand Henri-Christophe Störr, la première en Espagne<sup>5</sup>.

Il faut cependant pallier le manque de main-d'œuvre et l'intendant François Xavier de Villegas imagine un système intégré original, qui devait

<sup>4</sup> DOREL-FERRE, Gracia, «Les ingrédients de la réussite, le cas d'Almadén, Castilla-La Mancha, Espagne» dans *L'Archéologie Industrielle en France*, n° 60, juin 2012.

<sup>5</sup> Rappelons que l'Académie des mines d'Almadén est la quatrième d'Europe après celle de Fribourg (Saxe) en 1767, Schemnitz (Slovaquie) en 1770 et Saint Pétersbourg (Russie) en 1772.



Almadén, la ville minière aujourd'hui



La « plaza de toros » entourée de logements ouvriers





L'hôpital des mineurs, Almadén



La prison des forçats, Almadén

résoudre le problème tout en s'attaquant à la question sanitaire. Il fait construire au pied du coteau où est juchée la ville, des arènes de forme octogonale pour les courses de taureaux entourées de logements qui seront destinés à des ouvriers mineurs, un total de 200 personnes. Comme toujours les pièces sont réduites, mais elles sont fraîches et saines. Les subsides recueillis lors des courses et la location des logements sont reversés à l'hôpital des mineurs, construit dans le même temps. Les malades (forçats y compris) y sont soignés par des cures de sudation et l'exposition au soleil. Côté jardin, la galerie des lits que l'on sortait dehors par beau temps occupe par conséquent une place centrale. L'hôpital était si important que les courses de taureaux, dont dépendait son entretien, ont toujours eu lieu, même aux périodes où les corridas ont été interdites en Espagne.

Les forçats, quant à eux sont hébergés, depuis 1774-1776, dans une immense structure, de 120 sur 70 m, entourée d'un mur de trois mètres. La façade principale correspondait au logement du directeur. À l'intérieur, une grande cour à portiques avec une citerne au centre. L'édifice s'organisait sur deux étages. Les forçats habitaient des cellules. Les fers ne les quittaient pas. Ils étaient nourris, vêtus. Cet édifice, malheureusement détruit dans les années 70, est encore lisible, dans ses fondements, au rez-de-chaussée de l'école polytechnique qui a été construite au-dessus. Les forçats vivaient dans des alvéoles minuscules, et passaient de l'hôtel des forçats à la mine par une galerie qu'ils avaient creusée pour leur usage. Avant de s'engager dans la mine, ils étaient passés par la chapelle Saint Michel qui leur était réservée. On essayait ainsi de limiter les contacts entre les ouvriers libres et les forçats. Ceux-ci étaient craints depuis qu'ils avaient réussi à incendier la mine, quelques années auparavant.

Le programme de Villegas se complétait par l'attribution, aux ouvriers, de la *Dehesa*, immense étendue de bois et de landes au sud d'Almadén. Chaque année, les ouvriers de la mine avaient le



droit de tirer au sort un lot, dont ils avaient l'usage pour la chasse, la pêche ou l'élevage. Il s'agissait de compenser par le grand air les dures journées de la mine, et cela faisait partie des avantages en hygiène et santé offerts par la mine. Le tirage au sort limitait l'instinct de propriété, mais dès le début, les ouvriers comprirent l'avantage énorme qui leur était donné.

### 3. Nuevo Baztán, un modèle venu d'Amérique?

Nuevo Baztán, près de Madrid et du marché potentiel que représentait la Cour, est un village qui a regroupé plusieurs activités industrielles, dont une manufacture de verre blanc. Il est dû à la volonté d'un particulier, Juan de Goyeneche, originaire de Baztán en Navarre, passionné par l'industrie et admirateur du colbertisme. Élevé par les jésuites, ce qui n'est pas indifférent à ce qui suit, il est le trésorier de la reine Marianne de Neubourg, l'épouse de Charles II et homme d'affaires avisé. Dès la publication du testament du dernier Habsbourg, il est le partisan déclaré du duc d'Anjou, futur Philippe V. La fondation de Nuevo Baztán est précoce : 1709 pour les premières constructions. L'église est inaugurée en 1722. La fabrique fonctionne dès 1718 et le village ouvrier se compose de 22 maisons. En 1721, elles sont cinquante. La production de verre est essentiellement vendue à l'État, mais aussi à la Cour et en Amérique latine. Goyeneche obtient des privilèges pour une période de 30 ans.

Les constructions furent commandées à Churriguera, le fameux architecte qui a laissé son nom à un style baroque ébouriffé, caractéristique du XVIII<sup>e</sup> siècle espagnol. Le plan du village, géométrique, dispose de part et d'autre d'une avenue, les symboles du pouvoir et les maisons d'habitations et ateliers divers.

D'un côté, le palais-église et les édifices industriels entourent la «plaza de toros» qui en dehors des jours de fête devait avoir un rôle



La manufacture de Nuevo Baztán, Castille

industriel. Depuis le palais, Goyeneche pouvait surveiller toutes les allées et venues. Devant cet ensemble, politique, religieux et industriel, s'étend un grand parc. De part et d'autre de ce parc, les maisons ouvrières sont disposées orthogonalement. Elles semblent avoir été de dimensions réduites.

Il est possible que Goyeneche, qui a été élevé chez les jésuites, ait eu connaissance de l'urbanisme d'inspiration classique alors en vogue en Amérique latine, et en particulier du plan des missions Guaranies<sup>6</sup>. Dès la conquête, les constructions urbaines se sont multipliées dans l'Amérique coloniale, espagnole ou portugaise. Si l'on en juge par les merveilleux plans coloriés qui ont été conservés, les architectes espagnols ont appliqué essentiellement le

modèle de la ville hippodamienne, décliné à l'infini. On compte plusieurs centaines de fondations, pendant les trois siècles des temps modernes, dont certaines subsistent toujours et sont comme Carthagène ou La Havane, inscrites au patrimoine mondial. Devant cet effort urbanistique spectaculaire réalisé dans toute l'Amérique latine, les villes fondées en Amérique du Nord comme Philadelphie ou Washington sont, dans tous les sens, des héritières modestes et pourtant mieux connues. Évidemment, la conception d'un vaste réseau de villes a donné lieu, en son temps, à des débats sur la part de projets et de nouveautés qui pouvait s'y glisser. La régularité de la ville coloniale a suggéré le rêve et le désir d'un ordre, mais il faut remarquer que ces villes nouvelles s'adaptaient toujours étroitement aux conditions locales. Cette mise en œuvre pragmatique est aux antipodes des architectes italiens qui dans le même temps, inventent un répertoire infini de formes, mais d'abord sur le papier. Il s'agit de savoir

<sup>6</sup> Voir, sur ce sujet : DOREL-FERRE, Gracia, «Les utopies industrielles : la circulation des modèles entre l'Amérique et l'Europe» dans DAUMAS, Jean-Claude, *La mémoire de l'industrie : de l'usine au patrimoine*, 2006.





L'église et la maison de direction Nuevo Baztán





Vue générale de Nuevo Baztán

laquelle, de la ville carrée, la ville polygonale ou la ville circulaire répond le mieux aux exigences de fonctionnalité, de sécurité ou encore d'économie de la construction. Les quelques réalisations ponctuelles annoncent plutôt l'ère des forteresses à la Vauban que la ville nouvelle ouverte et étalée dans l'espace, qui est la règle générale en Amérique latine. Celle-ci se reconnaît par son plan régulier, on l'a dit, et par un centre névralgique, la place d'Armes, dominée par les lieux de pouvoir, église et maison du gouverneur<sup>7</sup>.

Cela expliquerait, à Nuevo Baztán, la taille des symboles du pouvoir ainsi que leur disposition par rapport aux maisons ouvrières bien rangées devant. Quelles que soient les influences subies par le fondateur et son architecte, quelque chose de l'urbanisme colonial semble avoir passé. Cette construction, pour être isolée, n'est pas

anecdotique. Que l'on soit à Eugui, à Orbaceita ou à Nuevo Baztán, les pouvoirs économiques et religieux sont visibles et bien identifiés. C'est moins le cas à Almadén, où la ville se confond avec la mine, du fait de sa longue histoire et que les maisons de direction sont diluées dans le tissu urbain. Mais si les ouvriers peuplent la « plaza de toros », en contre-bas, les directeurs habitent en haut, non loin de l'entrée de la mine. La mine elle-même domine tout l'espace, et se voit de loin. Ce type d'agencement était destiné à une longue postérité, dans les sociétés industrielles de l'Europe occidentale.

#### 4. Des formes nouvelles, pour l'industrie textile en Castille

Deux fondations autour de l'industrie de la laine posent la question des influences et des modèles, tout en renouvelant le concept de village ouvrier. Ce sont celle de San Fernando Henares, près de Madrid et celle de Brihuega près de Guadalajara.

La décision d'édifier une nouvelle manufacture à San Fernando est prise par le roi en 1746, dans un lieu près de la Cour. Il existait déjà une fabrique royale à Guadalajara, mais qui connaissait des difficultés de fonctionnement. Le directeur pressenti, Argumosa, connaît bien ce qui se fait à l'étranger. Le plan, proposé par Manuel Villegas, l'architecte madrilène, est cependant d'une grande originalité. L'usine et le logement patronal sont prévus dans une construction de plan carré, précédée, dans l'axe, d'une cour carrée et d'une cour ronde. Dans les rez-de-chaussée de la place carrée on trouvait les services tels que: taverne, mercerie, charcuterie, épicerie et prison. La cour ronde rassemble les maisons ouvrières et dans l'axe étaient prévus l'église et le théâtre. L'architecture est soignée, mais surtout, le projet est monumental.

Une commission avait fait le tour de l'Europe pour contracter les spécialistes et acheter les machines les plus modernes. On fit appel à des ouvriers étrangers, sans doute des Hollandais et à des Espagnols, qui étaient payés moins cher. Vers

<sup>7</sup> *La Ciudad hispanoamericana: El sueño de un orden* Centro de Estudios Históricos de Obras Públicas y Urbanismo, Ministerio de Obras Públicas y Urbanismo, 1989.



1748 l'usine était opérationnelle, mais le site lui-même était resté inachevé.

San Fernando eut une courte vie, du fait de l'insalubrité du lieu, disait-on. Une partie de la population ouvrière fut transportée à Brihuega et autres lieux. Mais peu après, en 1766, on en fit un hospice, preuve que l'air ne devait pas être si mauvais. Comme à Naples, dans la Maison des Pauvres, on avait installé une filature à l'intérieur de l'hospice afin de donner un travail à ses habitants.

Plus tard encore l'hospice fut abandonné et la ville s'installa sur les lieux. Les traces de l'ancienne manufacture sont reconnaissables : l'hôtel de ville y a ses quartiers. La taille des places, visibles encore aujourd'hui donnent une idée de l'incroyable monumentalité de la manufacture. On ignore les sources d'inspiration, mais il est possible qu'elles soient dues au grand Juvara, l'architecte de Turin qui avait émigré à Madrid au début du XVIII<sup>e</sup> siècle et y avait formé des architectes à son tour. Il est possible de voir dans cette organisation spatiale très nouvelle, la lointaine trace de l'enseignement de cet architecte qui avait combiné les formes géométriques, d'une façon assez semblable, dans le palais de Stupinigi, toujours visible, près de Turin<sup>8</sup>.

San Fernando avait été conçu pour abriter toute la population ouvrière de la manufacture, du fait de son éloignement de toute ville ou village. C'est, de ce point de vue, la première usine à afficher sa volonté de loger l'ensemble de la main-d'œuvre, et à équiper la cité ouvrière de tous les services nécessaires pour la rendre autonome. Nous sommes en 1750, en Espagne.

Cependant, San Fernando est rapidement abandonné. Trop grand ? Trop cher ? Les machines sont démenagées et emmenées plus loin, en particulier à Brihuega<sup>9</sup>, où l'on édifie une usine textile nettement moins ambitieuse, mais circulaire.



Le site de la manufacture de San Fernando de Henares



Anciennes maisons ouvrières de la manufacture de San Fernando de Henares

<sup>8</sup> OLIVERAS SAMITIER, Jordi, op cité

<sup>9</sup> DOREL-FERRE, Gracia, Les utopies industrielles, op.cité



L'architecte en est Don Manuel de Villegas, qui a déjà construit San Fernando. Son projet est rejeté, mais il est repris par l'architecte Ventura Padierna, qui travaillait déjà pour le Palais Royal de Madrid. En 1752, la rotonde est construite, en lieu et place de la chapelle préexistante dédiée à Sainte Lucie, à l'intérieur de l'enceinte de la ville. Don Ventura Argumosa sera aussi son directeur. La manufacture connaît des sorts divers jusqu'à la Guerre des Français, la guerre napoléonienne, qui la pillent et la désorganisent complètement. Elle reprend une activité médiocre qui cessera définitivement après la Guerre Civile, au XX<sup>e</sup> siècle.

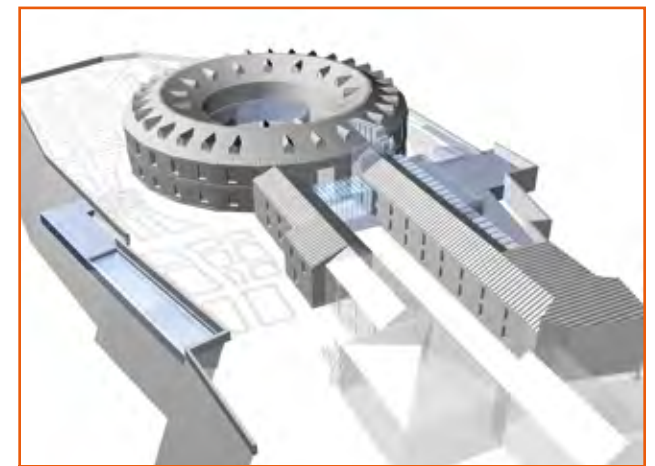
Au départ, la manufacture se limite à la rotonde, que Padierna fit moins haute que ce qu'avait prévu Villegas, mais qui, à l'étage noble, réunissait l'ensemble des métiers de la filature et du tissage. Dans l'axe de l'entrée à faible distance, on avait édifié une église, en 1759. Rapidement, la rotonde a dû paraître inadaptée puisqu'on a construit une allée avec, de part et d'autre, des bâtiments qui servaient à la préparation de la filature d'un côté et aux finissages de l'autre. Ces deux branches rejoignaient l'église, en ménageant une grande porte monumentale orthogonalement à l'église. Puis au début du XIX<sup>e</sup> siècle on adjoignit la maison du directeur, face à l'entrée, qui fermait en quelque sorte le site. Tout respire la proportion, l'équilibre, la sérénité. Un jardin à la française entourant la rotonde est de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle, des maisons, en immeuble et en rang, ont complété l'ensemble industriel. Si les ouvriers du XVIII<sup>e</sup> siècle n'étaient pas logés, comme c'est le cas dans beaucoup de manufactures urbaines, la plupart devaient l'être au siècle suivant.

Cependant, ce n'est point ce dernier trait qui nous intéresse, sinon les raisons qui ont poussé les architectes de Madrid à créer une telle enveloppe pour le travail de la laine. On peut faire l'hypothèse qu'à un moment donné, que l'on peut situer, pour l'Espagne à la mi-XVIII<sup>e</sup> siècle, on a voulu donner



Vue de la manufacture de Brihuega, XVIII<sup>e</sup> siècle. On distingue successivement la « rotonde », l'allée qui la précède et l'immeuble d'habitation le plus ancien

une forme nouvelle à un type de fabrication dont on sentait qu'il était en totale transformation. On sentait venir l'usine, mais on ignorait la forme qu'elle allait prendre. On sentait que le travail industriel allait être différent, mais on était encore trop proche du travail artisanal, de la question du savoir-faire et du travail bien fait, pour envisager une architecture qui en rende compte. L'intérêt d'une manufacture comme celle de Brihuega, avec ses tâtonnements, est de nous fournir une étape dans l'histoire qui lie la manufacture à l'usine. C'est pourquoi il faut souhaiter, à cet édifice exceptionnel à bien des égards, la réhabilitation qui respecterait son histoire et sa portée.



La « rotonde » de Brihuega





Vue de New Lanark depuis le sud-ouest



# A LA RECHERCHE D'UNE ARCHITECTURE FONCTIONNELLE : LES VILLAGES OUVRIERS DE DAVID DALE (ECOSSE) 1783-1806

DAVID J. McLAREN

UNIVERSITÉ DE STRATHCLYDE, SCIENCES DE L'ÉDUCATION

David Dale (1739-1806) fut à l'origine de l'une des plus illustres communautés industrielles dans la filature du coton et pourtant, son gendre bien connu Robert Owen éclipsa largement sa renommée.

New Lanark demeure, en tant que tel, la plus grande contribution de Dale. On y trouve, mêlés, le succès commercial et une prise en compte lucide des problèmes d'emploi, des conditions sociales et de l'éducation, notamment pour les apprentis pauvres. Si bien que la communauté qui échut à Owen présentait un bilan avantageux. Malgré tout, en fondant une nouvelle communauté industrielle et en s'engageant en faveur du bien-être social, le succès de Dale fut indiscutable, non seulement à New Lanark mais dans d'autres entreprises de filature de coton dans lesquelles il était partie prenante.

Dale connut des origines modestes. Né en 1739 dans le village de Stewarton (Ayrshire), il était le fils d'un commerçant et boutiquier local. Pendant les années 1750, il fut apprenti-tisserand à Paisley (à l'époque, foyer des industries du lin et de la soie) et ensuite, pendant un temps, journalier

dans le Lanarkshire, sans doute en tant que colporteur. Vers 1763, on le retrouve commis chez un marchand de soie dans le grand centre du négoce qu'était Glasgow. Après une courte période, « il se lança dans les affaires à son propre compte dans le commerce du fil de lin »<sup>1</sup>. Son échoppe, dans la High Street près du carrefour de Glasgow Cross, se situait dans le cœur commercial de la cité<sup>2</sup>.

En moins de vingt ans, la petite affaire importe de « grosses quantités de fil français en provenance de Flandre, qui lui procurèrent des bénéfices considérables, à la base de sa fortune »<sup>3</sup>. À partir de 1783, il a assez d'aisance pour se faire construire un hôtel particulier dans le nouveau quartier résidentiel de Charlotte Street. En 1777, il épouse Anne Caroline Campbell, dont le père avait été caissier-général de la Banque royale d'Ecosse. En 1783, Dale et Robert Scott Moncrieff, un

1 LIDDELL, A., *Memoir of David Dale*, Glasgow, Blackie, 1854, p. 162.

2 *Tait's Directory for the City of Glasgow*, Glasgow, 1784. Voir aussi *Jones's Directory or Useful Pocket Companion, Glasgow*, J. Mennons, 1787.

3 LIDDELL, A., *Ibid.*, p. 162.



Médaille de David Dale



homme d'affaires d'Édimbourg, deviennent les premiers agents à Glasgow de ladite Banque. Au début, l'agence se trouvait dans la boutique de Dale dans High Street. La même année, on désigne Dale comme l'un des directeurs de la Chambre de Commerce de Glasgow, la première de son espèce en Grande-Bretagne. Les intérêts commerciaux de Dale et son influence prennent vite de l'ampleur mais la plus grande occasion se matérialise l'année suivante lorsque Richard (plus tard Sir Richard) Arkwright fait une tournée en Écosse.

### 1. New Lanark

En octobre 1784, Arkwright visite Lanark accompagné de George Dempster, député des Communes, qui avait prévu quelques étapes

écossaises pour l'industriel fortuné. À la suite d'un accueil dans la municipalité, Dale et Arkwright parcourent le site de ce qui devait devenir la communauté de la filature de coton de New Lanark. Impressionné par l'endroit, Arkwright donne son accord pour s'associer avec Dale et Dempster. La filature démarre dix-huit mois plus tard, mais, entre-temps, Arkwright renonce à l'affaire. Les raisons de ce revirement ne sont pas très claires. Celui-ci avait vraisemblablement des activités plus urgentes à conduire en Angleterre où ses intérêts commerciaux étaient substantiels.

En même temps, Dempster de son côté quitte l'affaire et magnanime, cède gracieusement sa part de l'entreprise à Dale. Avec ce dernier désormais aux commandes, la filature n°1 démarre sans tarder. En octobre 1788, soit dix-huit mois plus

tard, une seconde filature est en cours d'édification lorsque la filature n°1 est dévastée par le feu, problème courant dans les premières filatures. Dale conserve son personnel, le nourrit, l'habillement et verse les salaires en attendant l'achèvement de la filature n°2. L'année suivante, on reconstruit la filature n°1 et, par la suite, on en fait édifier deux autres<sup>4</sup>.

En 1793, la main-d'œuvre compte 1 334 personnes, dont un gros pourcentage de femmes et d'enfants, une règle générale dans l'industrie textile. Dès les années 1790, les nouvelles *spinning jennies*, mues à l'hydraulique, nécessitent le recours croissant à ceux-ci, au détriment des hommes.

Au début, de nombreux paysans viennent des hautes terres d'Écosse. Ils s'étaient trouvés naufragés et sans ressources à Greenock après qu'en 1791, leur bateau, la *Fortune*, à destination de la Caroline du Nord, avait dû y chercher refuge, à cause du gros temps. Ce navire était l'un des nombreux voiliers en route vers l'Amérique chargés d'émigrants de cette région qui voulaient échapper à des conditions sociales et économiques défavorables pour trouver une vie nouvelle Outre-Atlantique<sup>5</sup>. Dale leur offre du travail et une instruction pour les enfants<sup>6</sup>.

L'affaire connaît une expansion rapide grâce à William Kelly, le directeur de Dale: en 1793, on transforme 2 722 kg de coton en moyenne par semaine, d'où la fortune de ce dernier<sup>7</sup>. À cette



New Lanark en 1818

4 Même après la reconstruction de la filature n°1, il fallut du temps pour installer de nouvelles machines. Cullen estime qu'environ £ 2 000 de salaires furent versées avant que les ouvriers ne reprennent le travail. Voir A. Cullen, *Adventures in Socialism*, Glasgow, John Smith, 1910, p. 9.

5 NICOLSON, M. et DONNACHIE, I., « The New Lanark Highlanders: Migration, Community & Language 1785-1850 », *Family & Community History*, 6/1, mai 2003, p.19-31.

6 *The Caledonian Mercury*, 20 octobre 1791. Voir aussi *Lloyd's Evening Post*, 27 octobre 1791. Dale prit connaissance de la détresse des *Highlanders* dans une lettre rédigée par M. Buist, le pasteur de Greenock.

7 SINCLAIR, J., (dir.), *Statistical Account*, vol. XV, p. 37.

date, dans le centre de l'Écosse, la filature du coton connaît un essor remarquable et on trouve de très grosses filatures dans la région de Renfrewshire. Cependant, vers 1795, New Lanark est la plus grande du pays<sup>8</sup>. Le retentissement de ce succès se propage vite et une source précise que Dale «était fréquenté par les grands et encensé par les érudits»<sup>9</sup>.

## 2. Les visiteurs

Les visiteurs viennent de partout, de villes d'Écosse et de milieux divers<sup>10</sup>. Sans conteste, le voyageur le plus notoire est un certain Robert Owen. Il travaille dans l'entreprise de torsion Chorlton à Manchester qui avait des liens avec Glasgow et l'Écosse occidentale. Owen allait vendre du fil aux tisseurs écossais deux fois par an. Son premier passage répertorié à New Lanark date du 9 mars 1798<sup>11</sup>.

Cela dit, même à ses débuts, New Lanark, attire des observateurs de l'étranger. Le registre des visiteurs en recense plus de 60 venus d'Outre-mer. Il en venait de villes européennes telles que Lisbonne, Genève, Sienna et Hambourg; de villes nord-américaines comme New-York, Kentucky, Savannah et Boston. D'autres venaient de plus loin encore comme des Antilles, du Bengale, de Calcutta et de la Sierra Leone.

L'*Imperial Magazine* note que beaucoup de visiteurs sont notamment captivés par «la propreté et l'ordre où l'on tenait les pensionnaires»<sup>12</sup>. C'étaient les apprentis pauvres, envoyés par des ateliers

8 NISBET, S.M., «The Making of Scotland's First Industrial Region: The Early Cotton Industry in Renfrewshire». *Journal of Scottish Historical Studies* 29.1, 1-28. , 2009, p. 25.

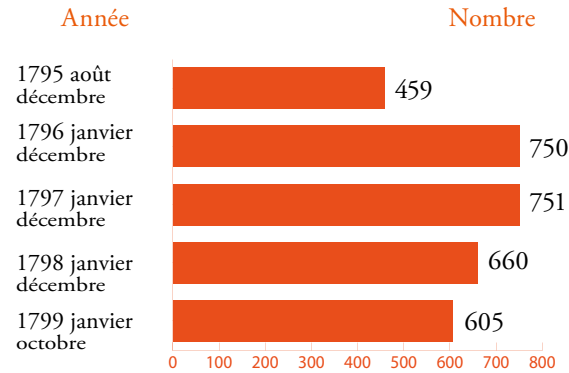
9 *The Gentleman's Magazine*, août 1806, p.771.

10 *New Lanark Visitors' Book 1795-99*. Archives de l'université de Glasgow. UGD 42/7/1/1.

11 OWEN, R., *Life*, 1857, vol. 1, p. 46. Voir aussi I. Donnachie et G. Hewitt, *Historic New Lanark*. Édimbourg, E.U.P., 1993, p. 61.

12 «Memoir of David Dale esq.», *Imperial Magazine*, 4:46 (nov. 1822), p.1069-70.

## Nombre de visiteurs



caritatifs et comptaient parmi les groupes sociaux les plus fragiles. On est durablement redevable à Dale. Sa réputation d'altruisme, d'honnêteté et d'intégrité reposait bien sur le traitement bienveillant de sa main-d'œuvre et notamment de ces enfants apprentis.

## 3. La communauté industrielle et les apprentis pauvres

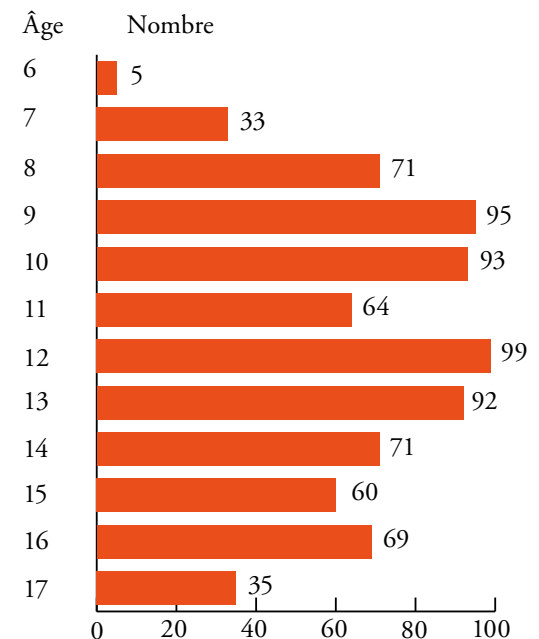
Arkwright à Cromford et Strutt à Belper ont fondé des communautés jouxtant leurs filatures bien avant que New Lanark ne commence à produire. L'emploi, dans de tels groupes, y compris New Lanark, est alors fondé sur l'apprentissage et le système d'engagement à long terme où des employés s'engagent auprès d'un patron. Par rapport à tous les autres filateurs, Dale apporte énormément aux habitants de New Lanark. Les familles logent dans des maisons bâties suivant un plan établi «qui combinait économie et confort»<sup>13</sup>. Dans le village, «communauté industrielle», «école» et «bienfaisance» font bon ménage pour la première fois en Grande-Bretagne. La façon dont Dale prenait en charge les enfants pauvres est probablement le cas le plus frappant.

13 COWAN, W.A., *History of Lanark and a Guide to the Surrounding Scenery*. Lanark, Robert Wood, 1867, p. 91.

La filature n° 4 servait de réserve, d'atelier et «d'internat pour 275 enfants sans parents sur place et qui devaient leur subsistance, leur instruction et leur garde-robe en échange de travail» à la place d'un salaire<sup>14</sup>. Les enfants apprentis engagés à long terme venaient de l'atelier caritatif de West Kirk à Édimbourg et de l'hôpital municipal de Glasgow, dont Dale était un directeur. Ce dernier les dénommait «pensionnaires» pour les différencier des enfants qui vivaient chez leurs parents au village.

Parmi les 1 157 personnes de fait engagées dans la production à ce moment-là, on compte 795 enfants (68% de la main-d'œuvre), dont 275 «pensionnaires», habituellement de cinq à huit ans au début d'un apprentissage qui dure cinq à sept ans<sup>15</sup>. En plus, 103 enfants vivent au domicile parental à Lanark même, le restant, au nombre de plus de 400, vivant en famille à New Lanark<sup>16</sup>.

## Âges des jeunes employés dans la filature New Lanark en 1793



14 SINCLAIR, J., (dir.), *Statistical Account*, Edimbourg, 1791-1799, vol. XV, p. 36.

15 *Ibid.*, p. 37.

16 *Ibid.*, p. 36.



Le tableau 2 montre la distribution par âge et par nombre de tous les jeunes gens jusqu'à 17 ans au travail en 1793, pensionnaires y compris<sup>17</sup>.

Les pensionnaires, – parfois appelés « enfants apprentis » ou « apprentis pauvres » – se mêlent aux autres enfants et adultes dans la filature pendant le travail où ils bobinent, sélectionnent le coton ou réparent les fils cassés. Au cours de leur journée de travail de 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, tout le monde a une pause de 30 minutes à 9 heures pour le petit déjeuner et « une heure entière à 2 heures pour le déjeuner »<sup>18</sup>.

Les repas des pensionnaires comprennent un porridge pour le petit-déjeuner et le dîner. Le déjeuner est une bouillie d'orge à base de bœuf frais, suivie par du bœuf ou du fromage aux pommes de terre et du pain. Le cas échéant, on fournit du hareng en hiver et du beurre frais l'été<sup>19</sup>.

Dale prend soin d'assurer des conditions de vie aussi clémentes que le permettent la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans la filature n°4, on fait dormir les pensionnaires dans six dortoirs, à raison de trois par lit à paillasse<sup>20</sup>. Les chambres sont bien aérées et souvent lavées à l'eau bouillante et au sable<sup>21</sup>. Les enfants ont deux tenues. Dans l'éventualité « de fièvres ou d'apparition de maladies épidémiques, leur déclenchement était enrayé en éloignant les malades tout de suite vers une partie isolée du bâtiment. On arrosait et on traitait les dortoirs par fumigation au vinaigre »<sup>22</sup>. Les efforts de Dale sont couronnés de succès. Entre 1786 et 1795, seuls



La filature de Catrine au XX<sup>e</sup> siècle

14 décès ont eu lieu<sup>23</sup>. Dale assurait que tous les enfants au travail dans la filature, pensionnaires ou autres, étaient en meilleure santé que les autres membres de famille domiciliés chez eux. Son affirmation n'était pas dénuée de fondement<sup>24</sup>.

#### 4. L'instruction et l'école

Le système de Dale dispense aussi l'instruction aux enfants de New Lanark. Tous les enfants sont concernés, mais tout particulièrement ceux de la

filature n°4. Il s'agit d'un projet sans équivalent à l'époque, et étant donné le nombre des appelés, une entreprise ambitieuse.

On instruit les enfants après le travail, soit de 7h.30 à 9 heures du soir. En 1796, 507 élèves sont scolarisés. Tous apprennent à lire. L'écriture, le calcul, la couture et la musique liturgique sont aussi dispensés<sup>25</sup>. Si l'on voulait obtenir des résultats, la scolarisation d'un si grand nombre d'élèves nécessitait une organisation minutieuse et planifiée. Il était question – une première – d'une éducation primaire à l'échelle industrielle. Dale était catégorique quant à ses objectifs. Les enseignants devaient suivre un programme écrit et un plan de travail. Tous les quinze jours, on faisait passer des

17 Etabli d'après les chiffres in SINCLAIR, J., *Ibid.*, p. 37. NB : Cette année-là, on ne trouve pas d'enfants de 5 ans.

18 Lettre de DALE à BAYLEY, T.B., juillet 1796. La lettre intégrale fut recollée à partir de deux sources: MALTBY, S.E., *Manchester and the Movement for National Elementary Education, 1800-1870*, Manchester, M.U.P., 1918, p. 124-5 et A. Brown, *History of Glasgow*. 2 vols., Glasgow, W. Paton, 1795, 1797, vol. 2, p. 231-239.

19 *Ibid.*

20 *Ibid.*

21 *Ibid.*

22 *Ibid.*

23 SINCLAIR, recense cinq décès entre 1786 et 1793, l'année de la rédaction du rapport. SINCLAIR, J., (dir.) *op.cit.*, vol. XV, p. 37. Le rapport nombre/années se chevauche du fait qu'entre 1792-95, on connut neuf décès, d'après A. Brown, *op.cit.*, p. 236-7.

24 *Ibid.*

25 DALE à BAYLEY, juillet 1796.



Les restes de la filature de Blantyre

contrôles aux élèves. Tous les semestres, les plus doués étaient récompensés. Les maîtres recevaient une prime à chaque fois qu'un élève était en mesure de passer dans la classe supérieure<sup>26</sup>. Deux jours de cours – y compris le dimanche – pour les moins de six ans qui suivaient le même régime. Dans les années 1790, aucun filateur n'accordait une école de jour pour ces petits, a fortiori pour un si grand nombre d'enfants.

Dale fait valoir que les compétences acquises en classe et à l'usine doivent optimiser les possibilités d'emploi, une fois ses apprentis partis de New Lanark. Des garçons s'engagent dans l'armée et dans la marine. D'autres deviennent apprentis-forgerons ou menuisiers. Beaucoup se retrouvent tisserands. On retient souvent les filles dans leur poste là où il y a « un gisement d'emplois pour elles »<sup>27</sup>. Dale était fier de son œuvre, convaincu qu'« avec une gestion avisée et de l'attention, on peut apporter beaucoup plus de bien que de mal dans les filatures de coton »<sup>28</sup>.

Il n'est guère étonnant que New Lanark ait attiré le jeune Robert Owen, qui esquisse déjà ses

idées pour le *Nouveau regard sur la société*. Entre 1798 et 1800, il visite la filature à plusieurs reprises. Pendant ses séjours à Glasgow, il conquiert le cœur d'Anne Caroline, la fille de Dale. En septembre 1799, le mariage a lieu dans la maison de Dale dans Charlotte Street. Le 1<sup>er</sup> janvier 1800, Owen achète New Lanark et en devient le directeur au nom de l'entreprise de torsion Chorlton de Manchester<sup>29</sup>.

Il serait erroné de considérer New Lanark comme l'œuvre unique de Dale, aussi marquante qu'elle le fût en effet. Dale était un entrepreneur de haute volée et une figure dominante dans l'industrie cotonnière écossaise bien au-delà de la vallée de Lanark. Bien que New Lanark ait été son occupation centrale, il était impliqué dans plusieurs entreprises de filature à l'époque. En premier lieu figuraient les filatures de Catrine (Ayrshire) et de Blantyre (voisine de Lanark) mais, comme nous le verrons, il en existait d'autres.

### 5. La filature de coton : les partenariats de Dale, 1785-1801

En 1795, au moment même où l'on installe la roue hydraulique à New Lanark, Dale montre de l'intérêt pour une petite filature à Rothesay, sur l'île de Bute. Les propriétaires ont déposé le bilan et Dale fait deux offres de rachat sans succès<sup>30</sup>. Il reporte son attention à Blantyre, peu distant de Lanark. La documentation est lacunaire mais on est sûr que Dale y fait bâtir une filature au moment où New Lanark en est encore à ses débuts. Entre 1787 et 1792 (année de la revente à James Monteith), ce qu'on sait du fonctionnement de la filature de Blantyre est également fragmentaire.

En 1791, lorsque Dale est encore propriétaire, le pasteur du lieu suggère par écrit que la population du village avoisine 1 040 et que celle-ci connaissait « une progression régulière et rapide... »<sup>31</sup>.

On n'est guère renseigné sur les activités ou sur la communauté, mais il semble bien que la vie dans le village ressemble fort à ce qui se passe au même moment à New Lanark. Environ 368 personnes travaillent dans la filature, dont 60 sont des « enfants de caserne », en général des orphelins de huit à douze ans, qui sont employés à long terme. Ils sont nourris, vêtus et hébergés par le propriétaire, comme à New Lanark. De même, on emploie un maître d'école pour les former « dans leur temps libre ». Un chirurgien leur dispense des soins en cas de maladie<sup>32</sup>.

Des descriptions plus tardives de Blantyre attribuent la fondation de l'école et les conditions de vie assez saines au propriétaire suivant, James Monteith, mais celui-ci a probablement récolté le fruit du travail de Dale, qui fait construire une école à Blantyre à peu près en même temps qu'une autre à la filature de Catrine, dont il est aussi partenaire. Selon toute vraisemblance, le maître d'école et le chirurgien de Blantyre sont employés par Dale, et non Monteith, vu la date figurant dans le *Statistical Account*<sup>33</sup>. De la même façon, on retrouve un écho de New Lanark dans le commentaire du pasteur affirmant que, malgré les conditions d'hygiène passablement malsaines, deux décès seulement eurent lieu depuis la construction de la filature à Blantyre<sup>34</sup>.

Quoiqu'il en soit, en 1792, pour des raisons restées obscures, Dale éprouve le besoin de vendre la filature de Blantyre à Monteith et de se recentrer sur ses autres entreprises<sup>35</sup>.

26 *Ibid.*

27 *Ibid.*

28 *Ibid.*

29 DONNACHIE, I., *Robert Owen of New Lanark and New Harmony*. East Linton, Tuckwell Press, 2000, p. 74-76.

30 Voir l'introduction de la réimpression en 1969 de Bremner's *Industries of Scotland*, révisée par BUTT, J., & Donnachie, I. Je suis reconnaissant aussi au Dr. NISBET, S., pour le renseignement concernant le Signet Library Paper 411/62.

31 SINCLAIR, J. (dir.), *op. cit.*, vol. II, p. 216.

32 *Ibid.*, p. 216-17.

33 *Ibid.*, vol. II, p. 216.

34 *Ibid.*, p. 217.

35 *Ibid.*, p. 51.



## 6. Catrine

Pendant la construction de Blantyre, Dale devient l'associé de Claud Alexander de Ballochmyle (ancien trésorier-payeur de l'armée de l'*East India Company*) et de concert, ils fondent l'usine de coton de Catrine dans l'Ayrshire.

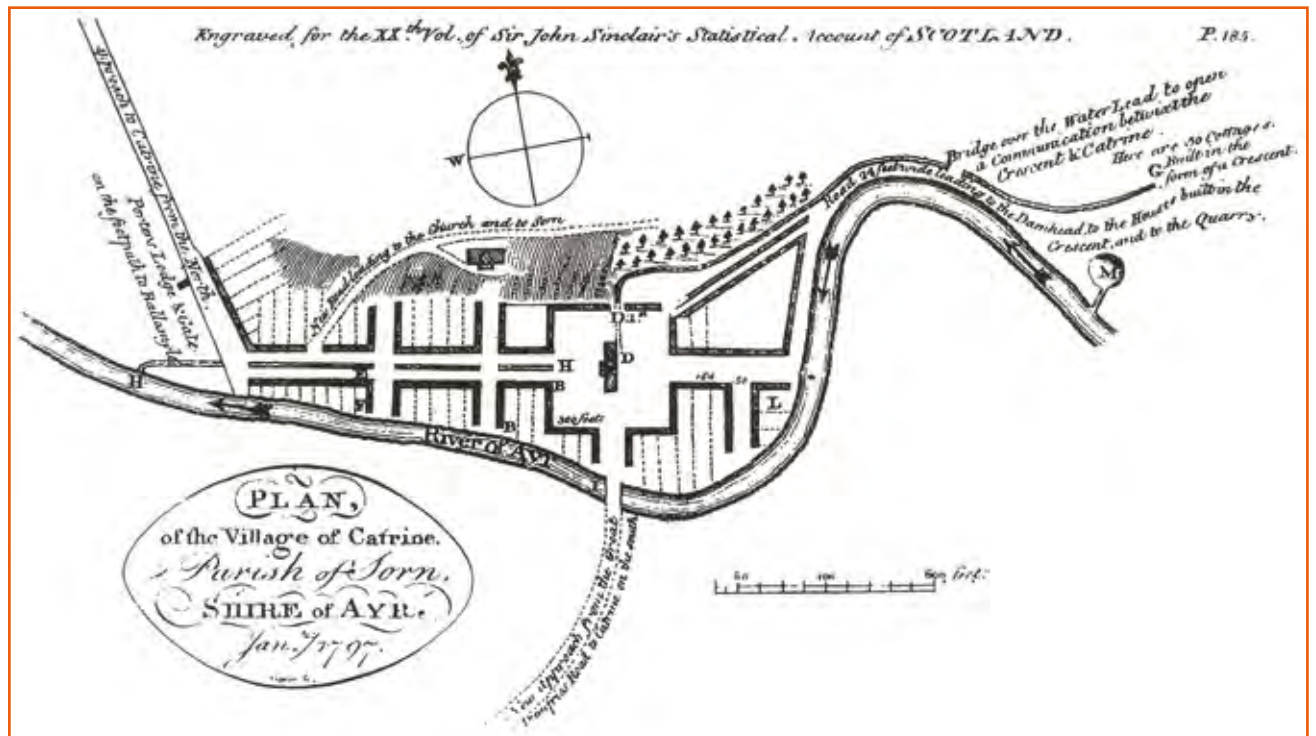
En 1789, les roues hydrauliques tournent, les affaires avancent et le partenariat entre Dale et Alexander, semble-t-il, fonctionne bien.

La filature est dressée au centre de la place du village. Elle comporte cinq étages et des combles. On bâtit des maisons à l'entour. On édifie un petit bâtiment industriel pour remiser 76 *spinning jennies* ou métiers à filer. En 1796, la population atteint 1350 individus<sup>36</sup>.

Comme à New Lanark, l'entreprise finance une école mais en plus petit. On nomme un maître d'école rémunéré £15 par an et pourvu d'une maison gratis « pour instruire les enfants employés dans l'usine entre sept et neuf heures du soir »<sup>37</sup>.

Pendant la journée, le maître d'école de la maison (et son assistant) font la classe aux petits jusqu'à l'âge de neuf ans. Il reçoit un supplément de £15 par an pour cette tâche. Bien que les enfants soient des apprentis engagés à long terme, ils ne sont ni pauvres ni orphelins puisqu'ils habitent en famille ou chez des amis. On les considère tous en bonne santé, sans doute du fait que « les différents logements sont maintenus aussi propres et sans poussière que possible... »<sup>38</sup>. Le dimanche, le maître et son assistant retrouvent les enfants, leur lisent le catéchisme et les conduisent à l'église (C au nord du plan).

Le travail chez Dale et Alexander comportait des avantages évidents. Par exemple, la situation du maître d'école de la paroisse était bien moins enviable.



Plan du village de Catrine au XVIII<sup>e</sup> siècle. (Roue hydraulique à la lettre D)



Catrine : Maisons des années 1785-1820 situées sur la place du village où se dressait la filature. Rénovés, les logements comptent moins de portes d'entrée qu'à l'origine

36 *Ibid.*, vol. XX, p.176-77.

37 *Ibid.*, p.180.

38 *Ibid.*, p.177.





Catrine : maisons ouvrières rénovées, une porte d'entrée a disparu



Pour faire la classe à 25-30 élèves, il était appointé £20 par an tout au plus. Pire encore, son école et sa maison comptaient « parmi les plus lamentables qu'on puisse trouver dans quelque pays civilisé »<sup>39</sup>.

L'esprit de communauté semble avoir été profond au village. En effet, Alexander alloue des terres aux villageois leur permettant de cultiver la pomme de terre pour leur consommation hivernale. Ils lui versent une somme modeste et, après le travail, passent leur temps libre en été aux champs<sup>40</sup>. De même, Alexander loue, avec un bail à long terme, quelques champs enclos près du village pour ceux qui veulent élever des vaches laitières. On trouve aussi un moulin à blé et une brasserie (E et L sur le plan).

Si un employé de la maison est victime d'un accident de travail, il a droit à une assistance médicale tout en touchant son salaire<sup>41</sup>.

Néanmoins, il était illusoire au tout-venant de se présenter à Catrine pour espérer un emploi. Ceux qui avaient la chance d'être embauchés devaient bien se tenir. Dale et Alexander menaient une affaire, animaient une communauté et recherchaient des bénéfiques. Alexander, dit-on, encourageait vivement les sobres et les assidus. On renvoyait « les trublions et les paresseux ». Pour déjouer l'embauche de « bons à rien », on exigeait des attestations des paroisses où ils avaient résidé. Malgré les fluctuations de la guerre et du commerce, ceux qui réussissaient pouvaient s'attendre à toucher de bons salaires, à habiter décentement, à manger et à s'habiller de façon correcte<sup>42</sup>.

En 1801, Dale et Alexander cèdent l'usine de Catrine à James Finlay & Co., peu après la vente de New Lanark à Robert Owen. Archibald Buchanan, un cousin de la famille Finlay, prend la direction de la filature et l'entreprise ne cesse de croître sous l'égide de Buchanan et des Finlay.

39 *Ibid.*, p.181.

40 *Ibid.*

41 *Ibid.*, p.182, 184.

42 *Ibid.*, p.180, 1

## 7. Oban, Newton Stewart et Spinningdale

Au début des années 1790, la sollicitude de Dale face à la détresse des habitants des *Highlands* et notamment l'émigration de masse qui avait lieu, se manifeste de plusieurs manières, y compris par la fondation de filatures de coton dans des régions rurales.

Le *Statistical Account* constate qu'en 1791-2, « M. Dale de Glasgow » a récemment fait installer « une petite succursale de manufacture de coton » dans la région. D'autres « messieurs d'entreprise et possédant du sens civique » montrent leur intérêt pour l'affaire<sup>43</sup>. Les données sur cette filature proche d'Oban sont très succinctes mais on conserve de la correspondance suggérant que les usines d'Oban et de Spinningdale ont été créées dans le but de fournir du travail aux *Highlanders* affamés<sup>44</sup>. Autant qu'on puisse le certifier, on a fait bâtir une petite filature à 19 kilomètres environ de la ville d'Oban. La participation de Dale n'est pas tout à fait établie, pas plus que la date à laquelle il se serait retiré de l'affaire. Mais, en tous cas, à ce moment-là – 1792-3 –, il s'est lancé dans deux autres projets situés aux antipodes du pays.

Dale s'est associé avec Sir William Douglas, un riche propriétaire terrien à Newton Stewart (Wigtownshire), proche de la frontière anglaise. Ce dernier avait fait fortune dans le tabac et l'avait investie dans l'industrie et la banque<sup>45</sup>. Au début 1793, l'entreprise Douglas, Dale & McCall fonde une filature dans la ville pour un montant d'environ £10,000<sup>46</sup>. En 1792, on rebaptise même,

43 *Ibid.* Vol. XI, p.132.

44 *The Glasgow Herald*, 27 août 1886.

45 DONNACHIE, I., et G. HEWITT, *Historic New Lanark*, op. cit., p. 31.

46 LLOYD JONES, M., *The Life, Times & Labours of Robert Owen*. Londres, Swann, Sonnenschein & Co., 1889, p. 212. On doit toutefois avertir le lecteur que cette source peut souvent se révéler non fiable.

brièvement, Newton Stewart en Newton Douglas en l'honneur de Sir William<sup>47</sup>.

On ne sait jusqu'où Dale s'est impliqué dans le fonctionnement et la gestion de la filature. Il semble probable que son rôle ait été modeste, compte tenu de ses nombreux autres centres d'intérêts. On ne possède pas de trace écrite de son passage à la filature, encore qu'il ait conservé une part financière dans celle-ci jusqu'aux débuts des années 1800, période pendant laquelle 177 personnes y travaillent<sup>48</sup>.

À l'autre extrémité du pays, et ce, pendant quelques années, Dale est partie prenante de ce qu'on a qualifié d' « épisode inégalé et audacieux » dans la filature de Spinningdale située sur l'estuaire du Dornoch (Sutherland)<sup>49</sup>. Il a deux partenaires : George Dempster, propriétaire foncier où se trouve la filature et le village, et George Macintosh, ami et associé de Dale dans la teinturerie Turkey Red à Glasgow. La région est à l'écart et la population y vit dans des conditions parfois misérables. Déjà, aux débuts des années 1780, voulant pallier les pires effets de la famine dans la région, Dale et Macintosh se sont empressés de soulager la détresse en faisant acheminer une cargaison de vivres pour la population affamée<sup>50</sup>. Tous les deux sont dans les affaires mais il est assez manifeste que le profit n'était pas la finalité dans leur entreprise à Spinningdale. On compte 14 autres actionnaires mais Dale et Macintosh sont « les associés principaux et les plus loyaux dans l'entreprise »<sup>51</sup>.

En 1794, la campagne de construction se termine. On dispose d'un baraquement pour

47 *The British Gazette & Sunday Monitor*, 5 juillet 1801.

48 COOKE, A., *The Rise and Fall of the Scottish Cotton Industry, 1778-1914: The Secret Spring*. Manchester, M.U.P., 2010, p.147.

49 CALDER, S.B., *The Industrial Archaeology of Scotland*. Université de Strathclyde : thèse de lettres non publiée, 1974, p.150.

50 STEWART, G., *Curiosities*, 1881, p. 79.

51 CALDER, S.B., op.cit., p.166a et p.163-4.

les ouvriers», deux ateliers de tissage de vingt métiers, un forgeron, un pont en bois, et la filature proprement dite à quatre étages. Dès le début, l'affaire démarre mal<sup>52</sup>. La population du lieu est réticente à se lancer dans le travail en usine, quoique Dale et Macintosh aient expédié des tisserands et des fileurs depuis Glasgow pour les encourager. En 1797, tous les associés se sont désistés hormis Dale et Macintosh. Ce dernier dénonce la gestion défectueuse et la nonchalance des ouvriers. Mais d'autres problèmes se posent : le climat détérioré des échanges et l'éloignement des marchés. Dale et Macintosh résistent quelque temps et demandent l'aide du gouvernement pour cette communauté chancelante. En 1804, quand ils essuient un refus, ils déclarent forfait. La filature est vendue l'année suivante. En 1806, un gros incendie éclate ; elle n'est jamais reconstruite. À ce jour, seule la carcasse du bâtiment subsiste.

Vers la fin de sa vie, Dale s'intéresse à la filature Stanley en activité depuis quelques années dans le Perthshire. Sans être un associé déclaré, Dale avance des fonds, mais seulement après 1801 quand il soutient son ami James Craig pour acheter la filature. L'entreprise n'a jamais été rentable. Entre 1803 et 1806, Dale la finance à hauteur de £24 270 pour essayer de faire durer l'affaire<sup>53</sup>. Après le décès de celui-ci, Craig continue de puiser à profusion dans les biens du défunt, à l'insu de la famille. En 1814, la filature ferme ses portes. Par la suite, on estimera que sa descendance a déboursé plus de £40 000 pour Stanley<sup>54</sup>.

Tout ce qui précède montre bien que la participation de Dale dans le développement de la filature du coton en fait une figure d'un grand

rayonnement dans l'histoire des communautés industrielles. Les spécialistes actuels ont été impressionnés par ses réalisations, la plus célèbre étant New Lanark. Devine le cite comme étant «le plus grand magnat de son temps en Écosse» tandis que Butt voit en lui «l'éminent capitaliste du secteur cotonnier de la première période de l'âge industriel»<sup>55</sup>. Cela étant, ces hommages dithyrambiques ne soulignent qu'une partie de l'apport de Dale à l'Histoire de l'Écosse. On n'a pas la place ici pour approfondir ce sujet. Mais un bref aperçu de ses autres intérêts commerciaux et de son travail de philanthrope révèle combien Dale exerçait de pouvoir et d'influence<sup>56</sup>. Entrepreneur actif, on le connaissait bien à Glasgow en tant qu'associé de la nouvelle teinturerie Turkey Red et détenteur d'au moins deux entrepôts dans le centre-ville. D'autres hommes d'affaires avaient des raisons de l'estimer pour son rôle d'agent, aux côtés de Scott Moncrieff, de la Banque royale qui, en 1800, brassait des affaires de plus d'un million de Livres Sterling. De nombreuses entreprises de la ville marchaient grâce aux prêts accordés par Dale et Moncrieff. Dans son rôle de philanthrope chrétien, il endossa nombre de causes caritatives à travers le pays. Il déboursa des milliers de Livres Sterling pour de bonnes œuvres. Pasteur zélé dans son Église *Scotch Independent* qu'il contribua à fonder, il était animé par de grands principes. Il fut l'un des directeurs de l'hôpital municipal, d'un atelier caritatif, ainsi que de l'infirmierie royale, l'une des premières de ce type dans le pays. Fait

méconnu mais néanmoins très parlant, il travailla comme président de l'Association pour l'abolition de l'esclavage à Glasgow, position courageuse pour un filateur de coton, à une époque où bien de ses confrères industriels étaient négociants aux Antilles et vivaient des profits générés par le coton récolté par des esclaves.

C'est à New Lanark que Dale doit forcément, et à juste titre, sa place dans la mémoire collective : ce fut son chef-d'œuvre. Mais, comme nous l'avons montré, il fut, bien plus qu'un filateur, une «éclatante sommité» de l'Écosse<sup>57</sup>.

52 Bilan de la Balnoe Company, 1 novembre 1794 in CALDER, S.B., *op.cit.*, p.170.

53 COOKE, A.J., *Stanley: its History and Development*. Université de Dundee, département des études péri-universitaires, 1977, p.11-18.

54 *Ibid.*, p. 52.

55 DEVINE, T.M., *The Scottish Nation 1700-2000*. Londres, Penguin, 1999, p.115. Egalement J. Butt, «The Scottish Cotton Industry during the Industrial Revolution, 1780-1840», in CULLEN, L.M., et SMOUTH, T.C., (dir.), *Comparative Aspects of Scottish and Irish Economic and Social History, 1600-1900*. Edimbourg, John Donald, 1977, p.118.

56 Pour une biographie exhaustive de DALE, cf. McLAREN, D., *David Dale, a Life*, Catrine, Stenlake Publications, 2015, 288 p.

57 SINCLAIR, J., *op. cit.*, vol. XX. p. 89.





La filature de Deanston

# LES VILLAGES COTONNIERS D'ÉCOSSE, UN PATRIMOINE

MARK WATSON

HISTORIC ENVIRONMENT SCOTLAND

Autour des filatures de coton, quelques villages virent le jour dans l'Écosse du XVIII<sup>e</sup> siècle à la suite d'un projet de Richard Arkwright. Inventeur du *factory system*, ce dernier entendait établir des rivaux organisés pour contrecarrer la situation plus chaotique qui gagnait du terrain à Manchester. Chacun de ces villages appartenait à une seule entreprise. On pouvait les établir grâce aux plus grandes ressources hydrauliques disponibles en Écosse. De fait, on peut les dénommer des *cités patronales*.

Les principaux villages de filatures en Écosse incluent New Lanark, Catrine, Stanley et Deanston. On peut ajouter Blantyre (Lanarkshire), mais il n'y subsiste qu'une rangée de maisons, et Woodside à Aberdeen où il ne reste pratiquement rien. Si on les compare les uns avec les autres, on peut créer une image complète des singularités d'une cité patronale.

En Angleterre, les ensembles les plus proches sont Cromford et Belper, dans le Derbyshire, les toutes premières cités patronales du coton. À ce titre, celles-ci sont les composants essentiels des usines de la vallée de la Derwent, inscrites sur

la liste du patrimoine mondial. Mais Belper et Cromford comprennent chacun des constructions plus anciennes et ont avaient une économie plus diversifiée – telle la clouterie – que les villages écossais.

Le modèle des villages écossais de filature ne fut pas repris au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'exception de Walkerburn, pour deux entreprises lainières en 1850. Mais on trouve de fortes ressemblances avec des villages industriels et même des villes du XIX<sup>e</sup> siècle qui doivent quelque chose aux premières initiatives menées en Écosse. Lowell, Lawrence et Manchester en Nouvelle- Angleterre (États-Unis) présentent les analogies les plus frappantes<sup>4</sup>. À partir de la fin du XIX<sup>e</sup>, d'autres en Europe peuvent être comparées comme les *colonias* du Llobregat en Catalogne. Chaque unité de production autonome utilisait la force hydraulique et comportait chacune des dispositions sociales telles qu'une église, une école, un économat, un lavoir.

---

4 WATSON, Mark, «Cotton Mill Cities and Power Canals in Scotland, America, Finland and Estonia», p.77-88. (Sur New Lanark, p. 78-79; Stanley, p. 79; Deanston p. 79-80 et Catrine, p. 80): <http://docplayer.net/3432484-Reusing-the-industrial-past-by-the-tammerkoski-rapids.html> in Henrichson Miia, (Dir.), *Reusing the Industrial Past by the Tammerkoski Rapids: Discussions on the Value of Industrial Heritage*, City of Tampere Museum Services, Pirkanmaa Provincial Museum, Tampere, 2011. ISBN 978-951-609-485-7 (broché); ISBN 978-951-609-486-4 (PDF).



## Les villages de filature en Écosse

	New Lanark, (South Lanarkshire) <sup>1</sup>	Catrine, (East Ayrshire)	Stanley, (Perthshire) <sup>2</sup>
<b>Filatures</b>	Sur les quatre filatures, (1788-1831), une démolie par incendie. Reconversion en centre des visiteurs et en hôtel.	Deux démolies.	Toutes les trois subsistent, 1786/1798/1822/1840. Centre des visiteurs et logements.
<b>Industries annexes</b>	Atelier des mécaniciens, fonderie/teinturerie loués.	Blanchisserie-industrie d'appoint (Whisky).	Arrière-boutique (tissage, réserve, et blanchiment) en attente d'utilisation.
<b>Installations hydrauliques</b>	Déversoir, tunnel, conduite forcée. Turbine Boving (1930) dans filature n° 3. Centrale électrique séparée (1928) (Scottish Power).	Déversoir, tunnel, conduite forcée. Canal de fuite enterré. Turbines dans resserre sans caractère.	Déversoir, tunnel, conduite forcée. Installation moderne dans centrale hydraulique séparée (1920).
<b>Usines à gaz d'éclairage</b>	Cheminée Restes d'une cornue.	Démolie.	Cheminée, gazomètre, cornues de distillation.
<b>Logement<sup>3</sup></b>	Logements réhabilités en propriété et en location de 3-4 étages. Plus, logements sociaux, XX <sup>e</sup> . <b>(page 59, bas)</b>	Étage supplémentaire sur une partie des maisons mitoyennes de la réserve naturelle de Catrine Voes. <b>(pages 52 et 53)</b>	Nombreux aménagements pour augmenter les surfaces habitables. L'organisme social de location de maisons mitoyennes en brique (rangée non classée) a tout fait enduire en ciment. Foyer féminin. (Dans les années 1940, des immigrantes italiennes y ont séjourné.) <b>(pages 60, haut)</b>
<b>Dispositions sociales</b>	Institut, magasin, deux écoles. Concessions au cimetière, début XIX <sup>e</sup> . Église, 1898. <b>(page 60, bas, droit)</b>	Église des années 1820 de style néo-classique et institut.	Église des années 1820 de style néo-gothique à l'anglaise.
<b>Maison du patron</b>	Maison en ruine. Maison des directeurs. <b>(page 60, bas, droit)</b>	Château à quelque distance.	Après incendie, nouvelle maison bâtie sur place.
<b>Désignation culturelle du lieu</b>	Zone de conservation. Patrimoine mondial.	Zone de conservation.	Non incluse dans une zone de conservation.

<sup>1</sup> <http://whc.unesco.org/en/list/429/documents/> où l'on peut télécharger le dossier de candidature à l'inscription au patrimoine mondial.

<sup>2</sup> CRESSEY, Michael et FITZGERALD, Ron, *Force and Fabric: Archaeological Investigations at Stanley Mills*. Archaeology Report n° 5 (Historic Scotland 2011).

<sup>3</sup> DUNN, Munro, «Housing in cotton factory and ironworks villages in the late 18th and 19th Centuries», *Vernacular Building* 18, Scottish Vernacular Buildings Working Group, 1994.

**Deanston, (Stirlingshire)**

Deux datant de 1830 et de 1949 (remplaçant une filature de 1785) conservées. À présent, une distillerie. **(page 56)**

Atelier de tissage (1834) actuellement, entrepôt hors-douane de whisky.

Déversoir et conduite forcée dont une partie enterrée. Turbines dans fosses des roues, avec vanne de sortie intacte, montrant le diamètre des roues. **(page 59, haut)**

Démolie.

Bien entretenu. Des changements indiquent une rénovation en plus grands logements. **(page 60, bas, gauche)**

École détruite?  
Concessions au cimetière. Monument.

Proche du village. **(page 61)**

Zone de conservation.

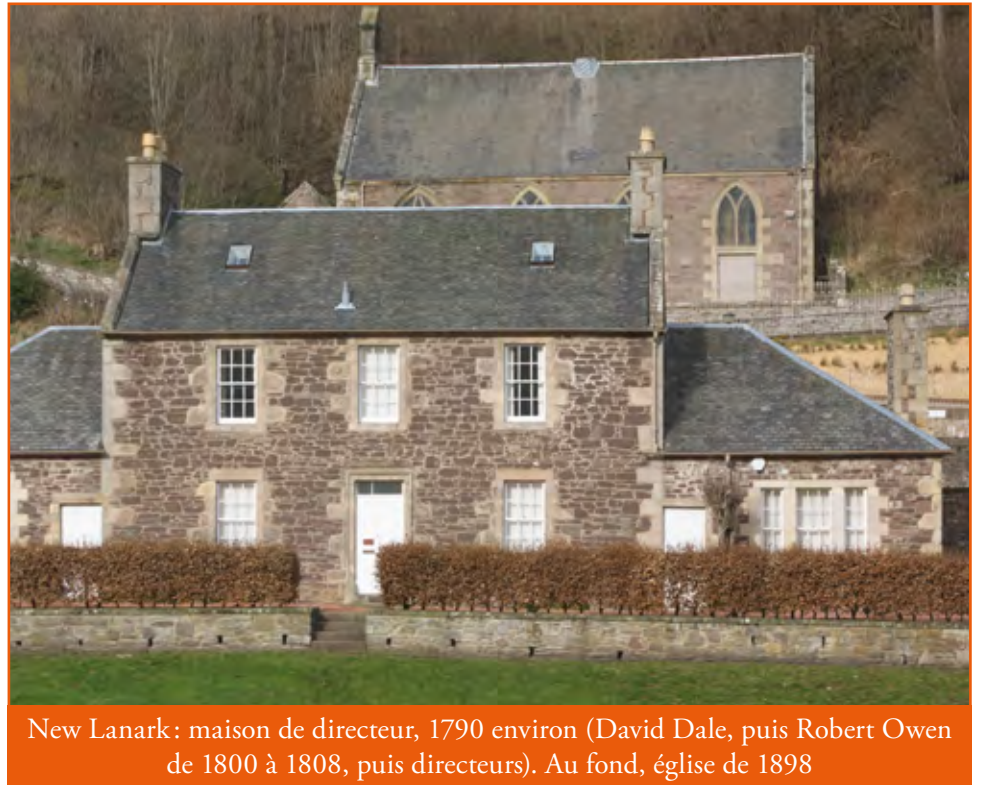


Le déversoir de Deanston et des maisons d'ouvriers. Rénovés, les logements comptent moins de portes d'entrée qu'à l'origine



New Lanark : Braxfield Row. Maisons bâties entre 1790 et 1795 sur la pente. En 1903, 36 logements avec lavoir et caves. En 1975-1980, rénovation en dix logements









Le château de Deanston





Vue de Real de Catorce depuis la mine *El compromiso*

# REAL DE CATORCE, VILLE MINIÈRE

MARÍA HAYDEÉ GARCÍA BRAVO  
CEIICH-UNAM

Real de Catorce est un coin perdu au milieu du haut plateau *potosino* dans le centre nord du Mexique. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la découverte du site, d'une grande richesse, a donné un nouvel élan au secteur minier du Mexique. Désenclavé, Real a dû s'équiper de tout ce qui fait une ville moderne : un théâtre, un *palenque* (jeu de boules), des arènes. On pouvait y acquérir des produits venus du monde entier. Ce temps-là s'est arrêté au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais il a laissé des traces sur les façades des maisons et dans les habitudes des gens.

## 1. La découverte de Real de Catorce dans l'histoire minière du Mexique

La production minière d'argent et d'or a été fondamentale pour le développement de la Nouvelle Espagne d'abord, et après l'Indépendance, du Mexique. À l'époque que nous envisageons, la Nouvelle Espagne, qui basait déjà une bonne partie de son économie sur l'industrie minière était devenue le premier producteur mondial d'argent. C'est ainsi qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'industrie minière apportait à la Real Hacienda

951 150 pesos; ils atteignent 2 881 050 pesos entre 1750 et 1760 puis 4 288 153 pesos dans la décennie 1790-1800. À la fin de XVIII<sup>e</sup> siècle, l'argent de la Nouvelle Espagne représentait 60 % de la production mondiale, et les trois quarts de ses exportations.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle a été aussi le siècle des réformes bourbonniennes. En 1786, ont été établis les *Intendencias* pour renforcer le contrôle administratif des territoires américains.

Dix ans auparavant, le *Real Tribunal de Minería* avait été créé en mai de 1777. Les *Ordenanzas de Minería* ont suivi, en 1783. Elles règlementent la propriété des mines, les formes d'acquisition, les modes d'exploitation, le statut des ouvriers et les privilèges des mineurs propriétaires, le financement, l'enseignement, etc. À travers ces dispositions les mineurs acquièrent des privilèges : ils peuvent recevoir un titre nobiliaire, ils ne peuvent pas être emprisonnés pour dettes, et ils ont le droit d'être jugés par un tribunal spécifique.

Le *Colegio de Minería* est fondé en 1792. Il est la première école séculière au Mexique. On y enseigne la mécanique, les mathématiques, la

géométrie, la chimie, la gestion et la jurisprudence. Le *Colegio* fut une pépinière d'ingénieurs.

## 2. Real de Catorce. La découverte des mines et la fondation du village (1772-1800)

Malgré des légendes et traditions diverses, il semble bien que les premières mines à Real de Catorce ont été découvertes en 1772. Presque tous les auteurs mentionnent comme date de découverte 1778, mais celle-ci est la date de la mise en exploitation, non de la découverte. Par contre, des documents semblent indiquer l'existence d'une population, connue comme les *Alamitos*, sur le site même de Real de Catorce.

« Sebastián Coronado et Bernabé Antonio de Zepeda découvrirent ces filons célèbres qui produisent annuellement pour la valeur de plus de 18 à 20 millions de francs ». D'autres vinrent, attirés par le lucre. Les deux personnages qui ont créé le succès de Real de Catorce sont Bernabé Antonio de Zepeda et Ventura Ruiz.

En 1775, le capitaine espagnol Bernabé Antonio de Zepeda, ayant abandonné l'armée,



s'installe à Matehuala. En mai 1778, avec un autre mineur, il commence à explorer les montagnes voisines. « Il a parcouru pendant trois mois, les montagnes calcaires et arides; après avoir soigneusement examiné les gorges il a eu le bonheur de trouver le plus grand affleurement et il a ouvert la galerie de Guadalupe: le montant d'argent était tel qu'il a rapidement gagné plus d'un demi-million de pesos ». Comme premier découvreur, il en a obtenu la propriété selon les Décrets Royaux. Il a enregistré les mines sous les noms de *Concepción*, *Guadalupe* et *San Miguel*.

L'autre cas est celui de Ventura Ruiz, appelé le *negrito*, parce que peut-être indigène. Ruiz est né dans la région de Charcas. On raconte qu'ayant perdu une bête de charge, il était allé à sa recherche et avait dû passer la nuit dans la montagne. Pour se protéger du froid, il alluma un feu. Au matin, un filon d'argent avait été dégagé par la chaleur. Revenu à Charcas, il enregistre le filon le 10 mars 1779 et appelle sa mine *El señor de los milagros*. Cette découverte a provoqué un afflux de gens, des recherches et des expéditions, ainsi que la construction de nombreuses maisons provisoires. Cette mine est passée peu après entre les mains d'un autre personnage central de Real de Catorce, Silvestre López Portillo.

### 3. Real de Catorce, *diputación de Minería*

La formation d'une unité d'habitation à Real soulevait des problèmes de juridiction majeurs. Jusqu'en 1778, c'était à Charcas que se faisaient les déclarations de propriété des mines découvertes dans la montagne de Catorce. Le vice-roi voulut intervenir, mais dut entériner le fait: un nouveau village, une ville, plutôt, était en construction. Une série d'initiatives sont venues conforter l'identité de la nouvelle localité.

Le 14 avril 1779, López Portillo établit la Députation de l'industrie minière (*Diputación*



La mine *Negrito Ventura* ou *El señor de los milagros* (le seigneur des miracles)

*de Minería*) à Real de Catorce. Le village s'est constitué lui-même comme *Partido*. En même temps, Real a reçu aussi la dénomination de *Curato de encomienda*, c'est-à-dire, que le village a pris aussi son indépendance par rapport à la paroisse de Charcas, à laquelle il appartenait depuis sa fondation.

Quelques années après, lors d'une dispute entre mineurs propriétaires, López Portillo écrit au vice-roi en évoquant les premiers temps à Real de Catorce:

« J'ai ouvert une maison où j'ai entretenu avec mon argent nombreux Européens et Américains pauvres, sans destination dans un pays où tous étaient des étrangers. On

manquait de tout, en particulier de nourriture.

Le froid et la neige, tout était nouveau. »

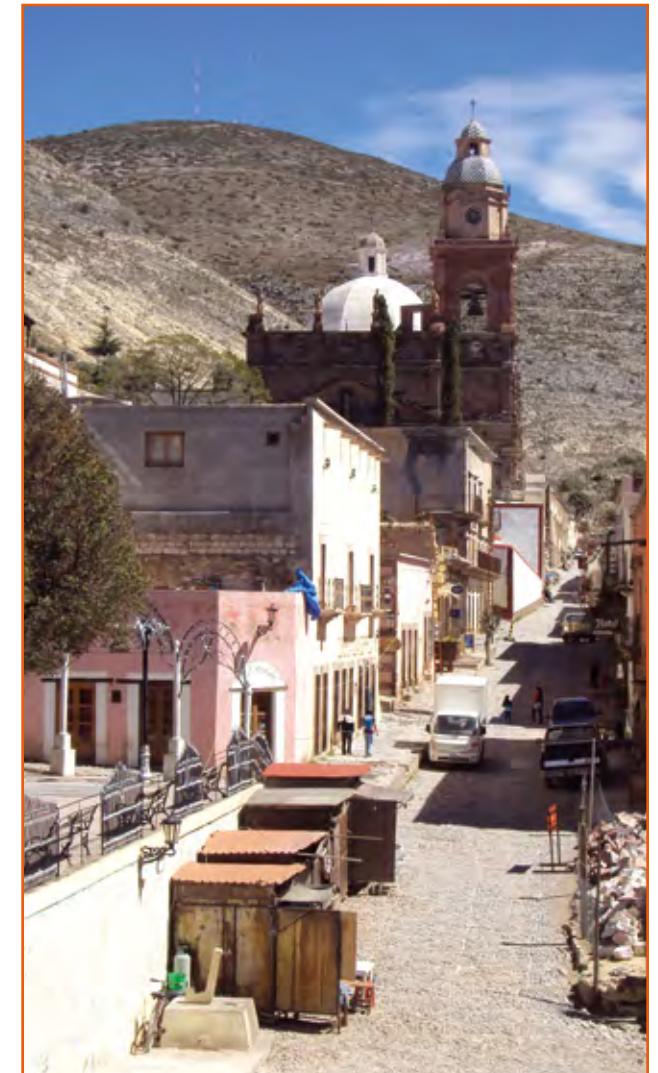
Après sa nomination, López Portillo tente de résoudre les questions les plus urgentes, tels que l'approvisionnement en eau et aliments. Real de Catorce se situe à plus de 2 500 mètres au-dessus du niveau de la mer. C'est pourquoi il a proposé le déplacement du village vers le bas de la vallée, au lieu-dit Los Catorce: le climat y serait moins rude, l'eau plus abondante, les vivres plus accessibles.

Par la suite, début 1780, alors que López Portillo avait dû s'absenter, les propriétaires mineurs ont exercé des pressions sur le juge José Antonio Troncoso pour qu'il laisse tout en l'état. Ce qu'il a fait, après avoir consulté six des





L'amalgamation au XVIII<sup>e</sup> siècle, tableau anonyme, San Luis Potosi



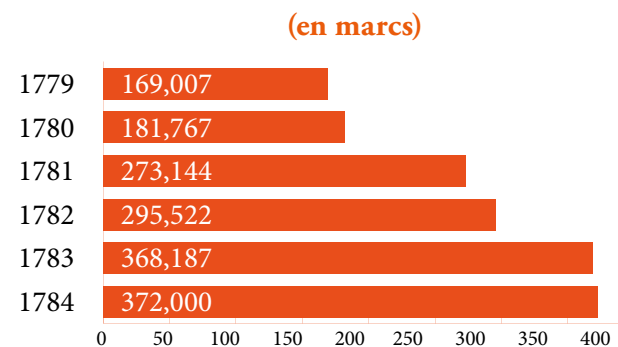
Le centre du village

Espagnols propriétaires des mines. L'Audiencia Real a par conséquent soutenu la décision de mineurs et des *hacendados*. En octobre 1780, López Portillo a entériné la décision et donné les titres de possession légale aux habitants.

Real de Catorce a commencé à avoir son visage propre. Le centre-ville se trouve au milieu des quatre principales veines d'argent: *Veta Madre* ou *de la Purísima* ; *Veta del Refugio* ou *San Gerónimo*; *Veta de Milagros* ou *de San Agustín* et *Veta del Sereno*<sup>1</sup>.

La production de Real de Catorce, selon la synthèse faite par Brading en 2004 d'après plusieurs auteurs, était au dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle :

La communauté de Real de Catorce s'est constituée au travers de la création d'un espace public-politique. Avec López Portillo, une conciliation des forces en présence s'est établie. Lui-même était le propriétaire de plusieurs mines.



1 Les mines principales étaient : *Purísima*, *La Valenciana*, *San José de Santa Ana*, *Guadalupe de Veta Grande*, *Concepción*, *Guadalupito*, *Estrella*, *Zacarias*, *San Miguel*, *Dolores*, *Santa Eduvigis*, *Altigracia*, *Animas*, *San Jerónimo*, *Santa Ana*, *Campanita*, *Señor de Matehuala*, *Refugio*, *Socavón del Refugio*, *Rayas*, *Naranjera*, *Cinco Señores*, *San José de Gracia*, *Ángeles*, *San Eduardo*, *Señor de los Milagros*, *Venadito*, *San Román*, *Guadalupe del Desierto*, *San Juan de Boquero*, *Sereno*, *Dolores Trompeta*, *San Rafael*, *San Plutarco*, *San José de los Villanos*, *La Luz*, *La Escondida*, *San Vicente*, *La Filosofal*, *Candelaria*, *Gibraltar*, *La Merced*, *La mina de los Pobres*, *Descubridora*, *Señor de Zavala o Padre Flores* et plusieurs autres petites, avec une production plus réduite (Sánchez, 2008:14).





La mine Concepción



Le tunnel d'Ogarrio

Par exemple, après la chute de la mine du *Negrito Ventura*, López Portillo a envoyé des experts pour évaluer la situation. Il savait que la richesse du filon d'*El señor de los milagros* ne pouvait pas être épuisée totalement. Les experts ont trouvé que les travaux de la mine étaient mal dirigés. Ils ont proposé un plan de récupération qui a donné rapidement des profits.

Après les mineurs, les ouvriers et les prêtres, des artisans sont arrivés à Real de Catorce : tous les corps de métiers pour la construction d'une ville, maçons, transporteurs. On construisait les maisons des gens importants, car les autres, les ouvriers surtout, habitaient dans des grottes ou *jacales*. Ces maisons en pierre des gens fortunés sont les marques du pouvoir dans l'espace. Imaginons un instant l'effort déployé pour placer une ville au milieu des montagnes, avec un climat froid et sec...

L'ordre social a été construit entre le pouvoir religieux et le pouvoir politico-économique. La première chapelle date de 1775, encore sous la tutelle des Franciscains de Charcas. Elle a été édifiée dans le cimetière, dans la partie nord du village. Quelques années après, en 1793, on a commencé à construire l'église principale au centre du village.

Autour de Real de Catorce, on a développé un réseau de chemins, un réseau de communication pour relier l'endroit non seulement avec les *haciendas de beneficio*<sup>2</sup>, mais aussi avec les centres de la concentration du pouvoir, comme San Luis Potosí et, bien sûr, la ville de Mexico.

La noblesse est arrivée à son tour à Real de Catorce. Ainsi, le *Conde del Peñasco*, a été le possesseur des mines *Concepción et San Miguel*. Cela montre que Real de Catorce, malgré ses conditions

2 Au sens littéral, cours d'enrichissement, là où l'on obtenait l'argent par concassage du minerai et amalgamation du mercure.



géographiques répulsives, avait constitué un centre important dans la trame économique et politique de la Nouvelle-Espagne, et certainement après.

À la fin de XVIII<sup>e</sup> siècle, une élite locale prend forme à Real de Catorce. Elle jouissait d'une certaine autonomie, mais était quand même insérée dans le tissu complexe des rapports de forces entre Créoles, Espagnols et Métis de la Nouvelle Espagne. Les Espagnols détenaient certes le pouvoir, mais Real de Catorce pouvait être un lieu suffisamment attractif pour des aventuriers qui avec un peu d'audace exploraient le territoire désertique.

On venait du monde entier. Par exemple, en 1779, un Génois, George Parrodi, expert, est arrivé, en tant que député minier et propriétaire de la mine *Nuestra Señora de los Dolores*. Il a été chargé d'organiser les fêtes pour célébrer le couronnement de Charles IV, en 1791. Pour cette occasion, Parrodi a fait édifier les arènes et a, pour la première fois, fait frapper monnaie. Real de Catorce a été et continue d'être un creuset d'échanges qui irradie au-delà son territoire.

#### **4. Real de Catorce et le haut plateau potosino : Matehuala et Cedral**

La fondation de Real de Catorce a favorisé la création d'autres structures de population : de nombreuses *haciendas de beneficio* suscitaient la formation de petites agglomérations. Un constant va-et-vient de minerais et de marchandises à dos de mulet irriguaient les chemins. Les muletiers formaient un groupe numériquement important et indispensable. Dans la plaine, entre Real de Catorce et Matehuala, sur le grand domaine de Vanegas, un village s'est formé, le Cedral, qui comme son nom l'indique, était le lieu des cèdres.

Depuis 1736, il y avait à cette place un abri de bergers, dépendant de la mission de Matehuala. Devant la croissance de l'agglomération, le village



Le cimetière construit en 1775



Les arènes pour les combats de coqs



est fondé en 1780, avec pour nom: *Asiento de Haciendas de Santa María de la Asunción del Cedral*. Plusieurs *haciendas de beneficio* s'y étaient établies, car l'approvisionnement en bois pour les fours était aisé. Cinq années plus tard, en 1795, le Cedral comptait 2 000 habitants, neuf *haciendas de beneficio*, onze *zangarros*, et de nombreux commerces. Là vivaient surtout des travailleurs des haciendas, des mulâtiers et zacateros. Le Cedral était donc complémentaire de Real de Catorce. Il a aidé aussi à la croissance de Matehuala, qui est devenu, de plus en plus, un lieu de passage obligé. Mais avec le temps, il y a eu échange de bons procédés. Real de Catorce était aussi dépendant des explorateurs et mineurs résidents de Matehuala ou des *haciendas de beneficio* environnantes.

### 5. El Colegio de Minería et Real de Catorce

Ce point peu étudié nous semble remarquable. Santiago Ramirez consigne que le 14 mai 1800, le Tribunal de Minería a envoyé des instructions vers les députations de Guanajuato, Catorce et Zacatecas à l'intention des élèves du *Colegio* en fin d'études.

Ces élèves devaient faire un stage et choisissaient entre quatre types de dissertations pour avoir leur diplôme d'ingénieur des mines. Des trois élèves du *Colegio de Minería* envoyés à Real de Catorce, Manuel González Cueto avait choisi de faire une description géognostique du Real des mines, comprenant les montagnes voisines; José Manuel Cotero devait développer la description d'une mine et son plan ; et la description du *beneficio* par le mercure tel qu'il se pratiquait à Real, devait être consignée par Francisco Álvarez Coria.

En novembre 1802, Manuel Cotero réussit l'examen professionnel et le Tribunal lui conféra le titre d'*Expert en titre des mines et des procédés*

*métallurgistes*. En 1805, Cotero a succédé, dans ce même Collège au professeur Luis Lindner, sur la chaire de chimie. Et Humboldt a pris comme référence pour son rapport sur Real de Catorce la dissertation de González Cueto.

Les élèves du *Colegio de Minas* qui ont fait leur stage à Real de Catorce, ont pu confronter leur savoir théorique à celui, pratique, des mineurs qu'ils ont rencontrés. Les transformations technico-scientifiques ne sont pas dues au hasard, elles se produisent sous le coup d'un besoin, d'une demande dans le domaine de la production elle-même.

Brading estime que les mesures de flexibilité et d'aide aux mineurs, comme la réduction des impôts et l'approvisionnement de mercure à prix coutant, n'ont pas été mises en place à Real de Catorce, parce que c'était, avec Guanajuato, le site le plus productif.

«Cependant, peu de temps avant 1790, ces jours heureux se sont terminés: les riches veines de minerai au plus près de la surface étaient épuisées. Catorce, plutôt que d'aller vers le déclin, a consolidé sa position grâce à des méthodes de production plus efficaces. Une nouvelle mine, *La Purísima*, a été mise en valeur par deux associés : Miguel Francisco de Aguirre, un Basque talentueux, qui connaissait bien le travail de la mine et Ignacio de Obregón, fils du premier comte de La Valenciana. Des estimations ultérieures montrent que les revenus, entre 1788 et 1806, atteignent autour 200 000 pesos par an en moyenne. À cette date la mine principale avait atteint une profondeur de 550 varas, devenant ainsi la deuxième du Mexique.»

De cette manière, Real de Catorce a maintenu une croissance constante pendant les trente premières années de sa découverte et jusqu'à l'Indépendance.

### 6. L'Indépendance. Mariano Jiménez, la frappe de monnaies à Real de Catorce et les premiers investissements

Le mouvement d'Indépendance de 1810 a touché la vie de Real de Catorce, même si là-bas il y n'a pas eu d'affrontements. Il n'y a pas eu non plus de morts parmi les Espagnols ou de prises de mines comme à Zacatecas ou Guanajuato. Néanmoins, les troubles ont provoqué un premier déclin de Real de Catorce, par l'abandon des gisements.

En 1810, Mariano Jiménez, né à San Luis Potosí, ancien élève du *Colegio de Minería* et indépendantiste, dans son passage vers le nord, est allé à Real de Catorce. Il y aurait frappé monnaie.

Après l'Indépendance, en 1821, la production minière a chuté drastiquement, entraînant la désorganisation de tout le système. Le réseau de circuits commerciaux ne fonctionnait plus, les ouvriers sont partis et quelques propriétaires aussi.

C'est à ce moment là, selon l'analyse de Cuauhtémoc Velasco, que se sont formées en Angleterre plus de 50 compagnies pour opérer dans l'Amérique Latine. Elles comptaient un capital de £35 000 000. Vingt-huit ont été orientées vers l'exploration des mines de métaux précieux et d'autres minerais. Sept concernaient les gisements argentifères du Mexique : l'United Mexican Mining Association, l'Anglo Mexican Mining Association, la Mexican Company et les compagnies Real del Monte, Bolaños, Tlalpujahu et Catorce. De ce temps-là datent aussi la Compagnie allemande des Mines et les américaines Baltimore et de Keating.

Isabel Monroy mentionne qu'il y avait 73 Anglais à San Luis Potosí entre 1821 et 1845, 29 d'entre eux vivaient à Real de Catorce, ce qui suppose un attrait économique encore important. Ils vont appliquer la machine à vapeur au drainage des mines.

## 7. La visite de Henry George Ward, diplomate anglais et la première machine à vapeur au Mexique pour le drainage des mines

L'introduction de la machine à vapeur au Mexique a une longue histoire. En 1768, en Nouvelle Espagne, Joaquín Velázquez de León, conscient du succès de la machine, demande des dessins et des informations (Sánchez Flores, 1980 :254). En Espagne une machine à vapeur, la première dans le pays, est installée dans les mines d'Almaden. En 1804, le roi Charles IV commande une étude pour voir si la machine pourrait fonctionner dans les mines des colonies. Cette même année, Fausto de Elhuyar soumet un rapport au vice-roi Iturrigaray. Il y expose les inconvénients de la machine à vapeur : le manque de charbon minéral, la quantité de bois qui était requise pour la faire fonctionner, les hauts coûts de transfert depuis Londres ainsi que la difficulté de porter dans certains endroits une grande quantité d'eau pour la démarrer.

Des tentatives infructueuses furent faites, en particulier par le comte de La Valenciana à Guanajuato, grâce à l'ingénieur Lucas Alaman (qui après sera ministre de l'Industrie). En 1822, toutefois, la machine parvient à Real de Catorce. Le témoignage complet de cet événement se trouve dans le livre *México* en 1827 de Henry Georges Ward.

Ward était chargé d'affaires étrangères de l'Angleterre de 1825 à 1827. À ce titre, il a parcouru une grande partie du centre du Mexique. Sa description de Real de Catorce est très complète. Il écrit :

«... Malgré les difficultés d'accès, Catorce est abondamment fourni... et la concurrence du marché est si grande que le maïs est vendu dans le village deux dollars la *fanega*».

Il parle des mines qu'il a observées et des compagnies qui les exploitaient. Ward parle de la Catorce Company dirigée par Carlos W. Stokes dont il ne connaissait pas le capital, mais dont il a calculé les rétributions de 60,000 livres sterling. Sur le *Grande Socavón de la Purísima* Ward il dit :

« Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus audacieux que la galerie de La *Purísima* et de plus splendide dans son exécution »

La mine la *Purísima* avait des actionnaires mexicains comme le gouverneur de l'État, José Ildefonso Díaz de León et Xavier Marin, délégué de l'industrie minière. Ils ont entamé les travaux de drainage de la mine en 1817.

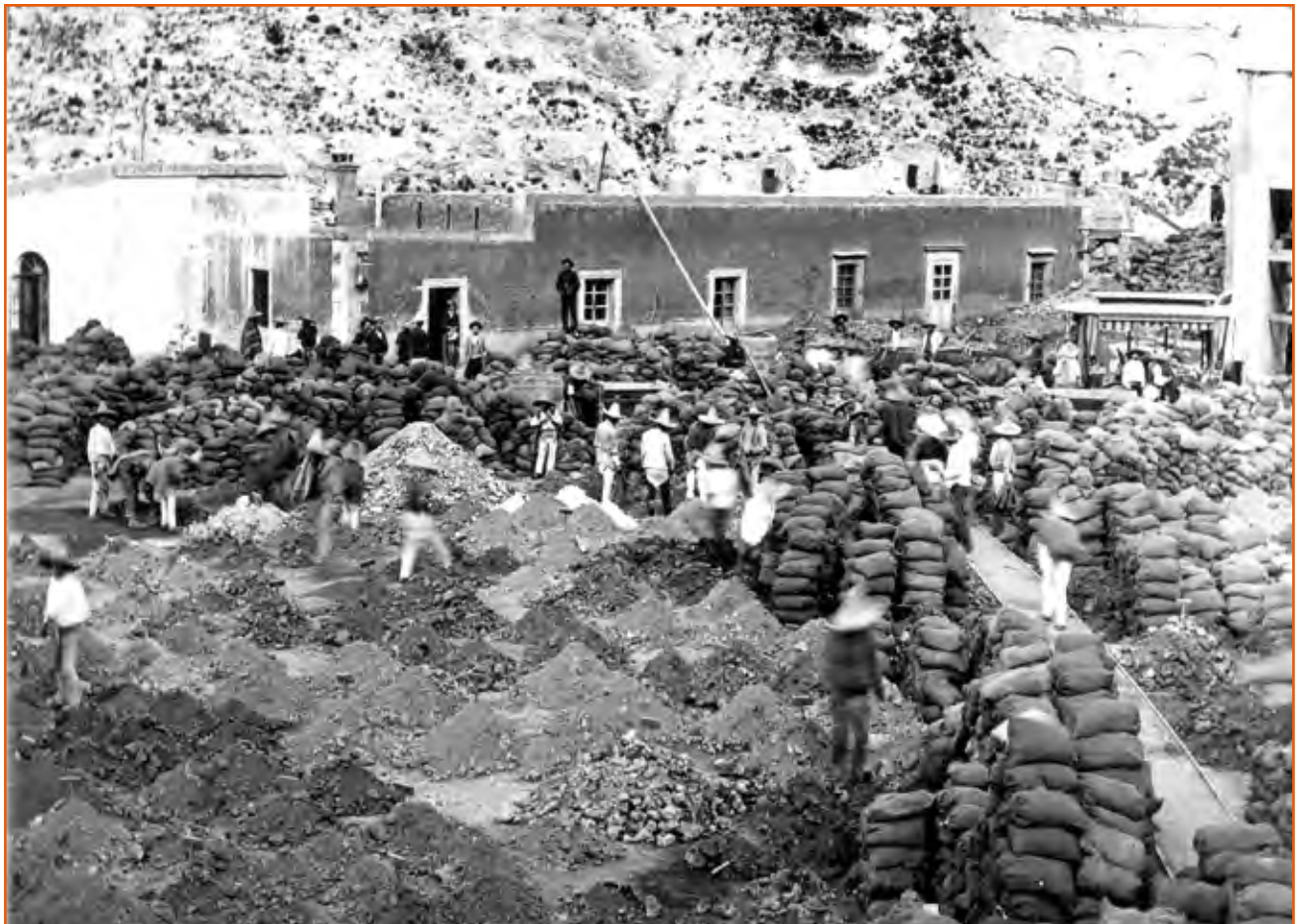


Elisabeth Ward, gravure d'une mine à Real de Catorce, 1826





Mine Dolores Trompeta, aujourd'hui tunnel d'Ogarrio, début XX<sup>e</sup> siècle



Amalgamation au début du XX<sup>e</sup> siècle

Le représentant de la Couronne anglaise consigne que la production de Real de Catorce oscillait, en 1826, entre 50 à 70 barres d'argent par mois. Il se lamente du manque d'un hôtel de la monnaie. Il remarque aussi que Real était très bien approvisionné :

« Presque chaque maison dans le village est un magasin, et là on peut trouver des vins français et espagnols, du tabac de Virginie et La Havane, du papier catalan en abondance (articles tous strictement interdits) avec du lin, du coton, des matériaux européens, des couvertures et même des meubles des États-Unis. »

Ward expose que la mine *La Concepción*, qui avait appartenu à Bernabé Zepeda et avait été achetée ensuite par les frères Obregón, connaissait le sort des autres pendant la guerre : abandon et inondation.

« (...) Un contrat a été signé avec la maison de Gordon et Murphy pour une machine à vapeur, avec laquelle on entendait vider l'eau du lieu rapidement. Cette machine, la première de son genre mandatée au Mexique, a été envoyée en 1821 avec la permission spéciale du gouvernement espagnol et a été débarquée à Tampico en mai 1822. Le déplacement de la machine a été

confié à M. Robert Phillips, que j'ai rencontré près de la machine au moment de ma visite. »

De ce fait Ward a inclus dans son livre une annexe avec le rapport complet du voyage de Phillips dès Altamira, un port voisin à Tampico, à Catorce. Il s'était embarqué à Londres le 11 novembre 1821 et le parcours avait duré une année entière. Selon Isabel Monroy la machine à vapeur est arrivée à Real de Catorce grâce à Mariano Medina y Madrid, un Cubain, qui habitait là depuis 1814, naturalisé Mexicain et qui a été l'administrateur de la mine *La Concepción*. Montejano mentionne que Medina avait pavé la plus grande partie des rues et il avait amélioré les chemins entre Real, Los Catorce et

Potrero pendant ses six mandats d'administration municipale à Real.

## 8. En guise de conclusion

À Real de Catorce, les mines ont commencé à fermer à cause des inondations constantes, des éboulements, et du manque d'investissement par les entreprises minières, sans compter l'insécurité due à la Révolution de 1910.

Sans travail, les personnes ont émigré vers la mine de La Paz, les commerçants à Matehuala ou encore plus loin. Real de Catorce s'est vidé et très rapidement est devenu un village fantôme. Nonobstant, les traces d'une ancienne splendeur ont subsisté, les pierres des maisons seigneuriales, la *Casa de Moneda*, les rues, la place, le cimetière, et bien sûr, l'église.

Peu à peu, l'oubli a envahi les espaces et surtout la mémoire, une mémoire que nous tentons de réactiver à travers la valorisation du patrimoine. Maintenant Real de Catorce renaît comme centre touristique, le plus important de la zone. Différentes manifestations coexistent: le pèlerinage à San Francisco et les rituels ancestraux des *wixaricas*.

Real de Catorce a toujours été un lieu de brassage des cultures. Nous devons sauvegarder autant le patrimoine naturel que celui associé à l'évolution socio-historique de l'endroit.

## BIBLIOGRAPHIE

ACEVES, Patricia. « Intercambios científicos en la Nueva España: una nueva lectura a la comisión minera », dans *De la Ciencia Ilustrada a la Ciencia Romántica. Actas de las II Jornadas sobre « España y las expediciones científicas en América y Filipinas »*. Coord. DÍEZ TORRE, Alejandro ; MALLO Tomás et PACHECO Daniel Fernández, 358-375. Madrid : Doce Calles, 1995.

BERGERON, Louis et DOREL-FERRÉ, Gracia. *Le patrimoine industriel, un nouveau territoire*. Paris : Editions Liris, 1996.  
<http://www.patrimoineindustriel-apic.com/>

BRADING, David A. *Mineros y comerciantes en el México borbónico, 1763-1810*. México : Fondo de Cultura Económica, 2004 [7<sup>a</sup> réimpression, 1<sup>a</sup> édition, 1975].

CABRERA, Ipiña, Octaviano. *El Real de Catorce*. San Luis Potosí: Sociedad Potosina de Estudios Históricos, 1970.

FLORES, Clair, Eduardo. *Minería, educación y sociedad. El Colegio de Minería 1774-1821*. México : INAH, 2000.

HOWE, Walter. *The mining guild of New Spain and its Tribunal General 1770-1821*. Cambridge: Harvard University Press, 1949.

HUMBOLDT, Alejandro de. *Ensayo político sobre el reino de la Nueva España*. México: Editorial Porrúa, 1978 [1<sup>a</sup> édition en français, 1811].

Marta TORRES, Eugenio el beneficio de la plata en guanajuato, 1686 / 1740. Guanajuato, 2001.

MONROY CASTILLO, María Isabel. « Empresarios británicos. San Luis Potosí 1821-1845 » dans *Memoria. Tercer encuentro nacional sobre conservación del patrimonio industrial mexicano*. 64-90. Mexico: Comité Mexicano para la Conservación del Patrimonio Industrial AC, Colegio de San Luis, et al, México, 2005.

MONTEJANO Y AGUIÑAGA, Rafael, *El Real de Minas de la Purísima Concepción de los Catorce, S.L.P.* México: Luz Portátil Editorial, 2008 [1<sup>a</sup> édition 1975]

RAMÍREZ, Santiago. *Datos para la historia del Colegio de Minería*. México : Sociedad de Exalumnos de la Facultad de Ingeniería, UNAM, 1982 [édition facsimile, 1890].

SÁNCHEZ, Diego. *Hijo de minero antiguo. Crónicas de Real de Catorce*. SLP: Secretaría de Cultura de San Luis Potosí/Presidencia Municipal de Real de Catorce, 2008.

SÁNCHEZ, Flores, Ramón. *Historia de la tecnología y la invención en México*. México: Fomento Cultural Banamex, 1980.

TEPASKE, John et Herbert S. Klein. *Ingresos y egresos de la Real Hacienda en Nueva España*, México : INAH, 1988.

VELASCO, Avila, Cuauhtémoc. *Estado y minería en México (1767-1910)*. México: FCE/Secretaría de Energía Minas e Industria/INAH/Comisión de Fomento Minero, 1988.

WARD, H. G. *México en 1827*. México: FCE, 1995 [1<sup>a</sup> édition en anglais: 1828].





## DU VILLAGE OUVRIER À LA CITÉ-JARDIN (FIN XIX<sup>E</sup> SIÈCLE-PREMIÈRE MOITIÉ DU XX<sup>E</sup>)

### **L'usine-pensionnat de Jujurieux (1892)**

A l'intérieur de l'enceinte, près de 500 jeunes filles encadrées par des religieuses étaient accueillies dans un pensionnat pour travailler à l'usine. Le « Ménage » ou pensionnat se trouve à droite du tableau. En face du spectateur, l'imposant édifice du moulinage où travaillaient les jeunes filles. Une cité ouvrière accueillant des familles et la main d'oeuvre venue de Jujurieux complétaient le système.







Statue de l'ingénieur J. Locke et le viaduc de Barentin



# LE LOGEMENT OUVRIER EN HAUTE-NORMANDIE : 1850-1939

JEAN-BERNARD CREMNITZER

ARCHITECTE, ENSA NORMANDIE

## 1. Urbanisation et révolution industrielle

La première révolution industrielle en Normandie est en grande partie issue du développement du textile: Le port du Havre importe le coton des Etats-Unis d'Amérique, Rouen est centre de négoce, et les filatures et activités de tissage s'implantent principalement dans les vallées affluentes de la Seine (le Robec, l'Austreberthe, le Cailly et l'Andelle) sur les traces des premières activités artisanales qui utilisaient la force motrice des rivières. La rive gauche de Rouen se développe à partir de 1875 avec de vastes manufactures (Filature Jules Martin à Saint-Etienne du Rouvray, Poyer-Quartier à Petit-Quevilly, La Ruche à Rouen, etc..). D'autres villes de moindres dimensions, renommées pour leurs industries de la laine, du drap et des indiennes, participent également au développement industriel, comme Elbeuf (usine Blin et Blin), Louviers, Brionne et Bolbec (usine Desgenétais). La vallée de la Seine se dote plus tardivement d'infrastructures industrielles, avec l'avènement de la grande industrie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle: distilleries de pétrole, centrales électriques,



La rive gauche de Rouen en 1895

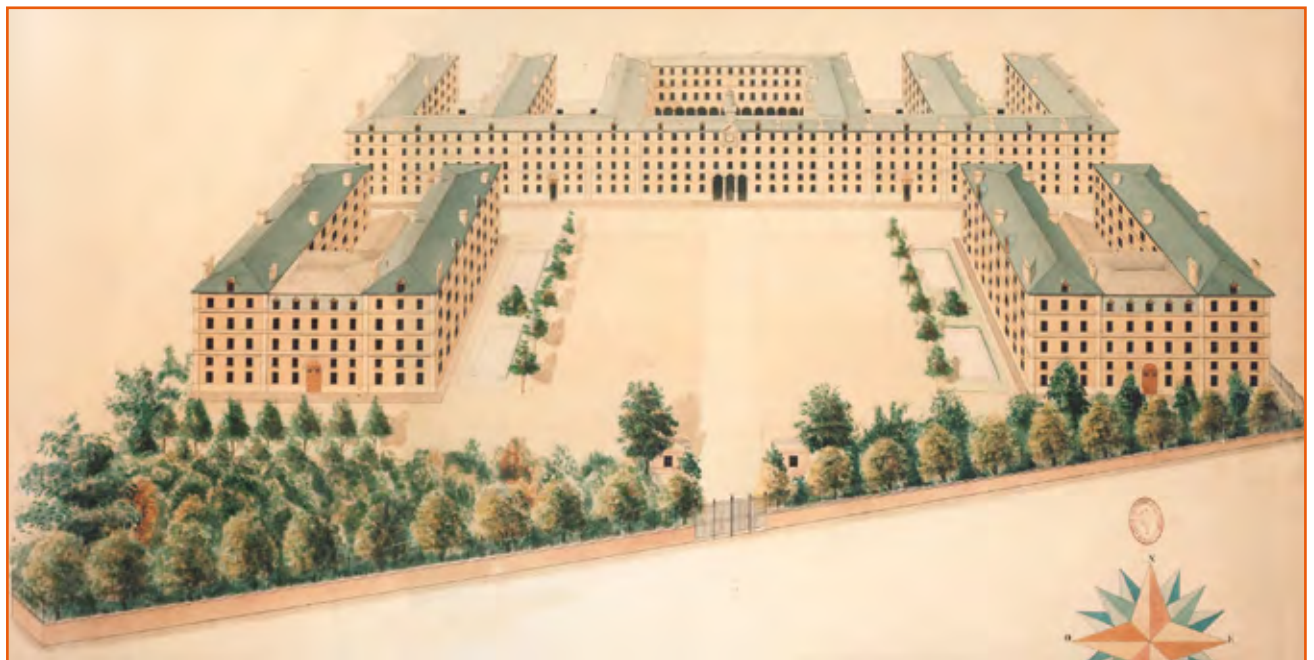


industrie navale, industries pétrochimiques et métallurgie.

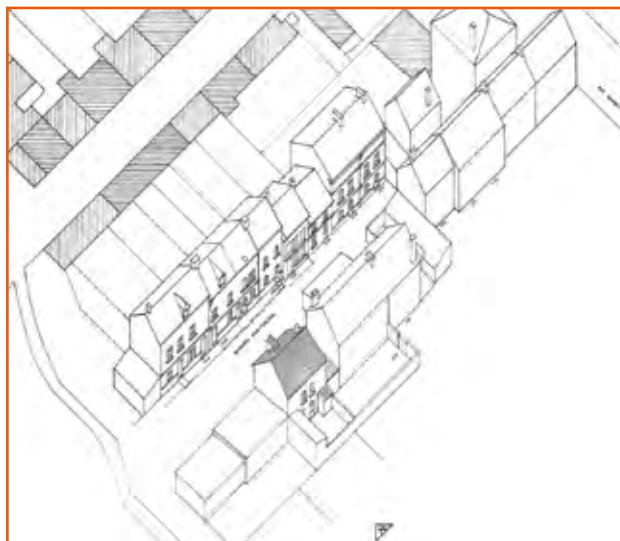
Dans la première phase de l'expansion industrielle, le rôle des Anglais, dont le savoir-faire en matière de textile distance de plusieurs décennies les connaissances techniques des industriels français, apparaît essentiel: de nombreuses usines sont propriété des manufacturiers anglais (Butler-Holiday, Houllme), les machines du textile sont importées d'Outre-Manche, la ligne de chemin de fer Le Havre-Rouen, ainsi que ses gares et ses viaducs, sont réalisées par l'ingénieur anglais Locke; les structures des filatures utilisent des colonnes en fonte souvent importées d'Angleterre. La cité dite «anglaise» de Malaunay, hélas détruite dans les années 1980, ou encore la cité des ouvriers anglais du chemin de fer Rouen-Le Havre à Déville, dans la vallée du Cailly, témoignent de ce passé usinier. C'est donc sur les territoires de l'industrie que l'habitat destiné aux ouvriers et employés va se développer; l'objectif des manufacturiers est de fixer une main-d'œuvre d'origine rurale, à proximité immédiate des centres de production.

## **2. Les premières réalisations d'habitat: archétypes du logement ouvrier**

En l'absence de toute procédure ou législation favorisant une véritable politique de l'habitat social, l'immigration des populations rurales vers les centres de production se traduit principalement par une densification des centres-villes avec des conséquences désastreuses en matière d'insalubrité et de sur-occupation des parcelles. Rouen et Le Havre comptent parmi les villes les plus insalubres de France. L'enquête sur l'habitation ouvrière dans le département de Seine-Inférieure menée en 1896 décrit les situations désastreuses dans les différentes communes, et notamment à Rouen: «il est des ruelles, des cours du vieux Martainville qui aident à comprendre l'insalubrité de notre ville;



La caserne des Douanes - dessin - Archives municipales du Havre



Vue axonométrique d'une cour de ferme densifiée - Saint-Etienne-du-Rouvray

les maisons y sont entassées et vermoulues... Il n'est pas rare de voir dans une seule et même pièce et sur le même grabat, grouiller toute une famille... Que peut-on attendre d'une telle promiscuité,

sinon le vice...». Les immeubles anciens sont divisés en petits logements où s'entassent les familles ouvrières en l'absence de tout confort et de considération hygiéniste. Le territoire rural avoisinant les centres-villes se transforme en faubourgs, lieux de mixité habitat-industrie. Ainsi la commune rurale de Saint-Etienne-du-Rouvray, voit à partir de 1850 ses anciennes cours de ferme réinvesties par un habitat ouvrier en bande. Dans les villages-rues des environs de Rouen, les maisons urbaines mitoyennes traditionnelles, construites en alignement le long des voies, constituent un modèle pour la création d'un habitat ouvrier en bande, qui est peu à peu rationalisé pour permettre une production en grande série, avec des trames de l'ordre de 4 m, et une hauteur de bâti de R+1+combles.

Une première solution planifiée destinée à résoudre la crise du logement réside dans la création de casernements pour ouvriers: la caserne des Douanes du Havre, située rue Casimir Delavigne,



est un exemple remarquable et quasi-unique en Normandie (1847, architecte Brunet-Debaisne). Elle est à l'image d'une caserne de l'armée, avec un édifice en position centrale et deux pavillons s'inscrivant dans une parfaite symétrie; des grilles de clôture et un corps de garde à l'entrée assurent un contrôle total de la population ouvrière. 2000 personnes sont hébergées dans des logements d'une pièce à 3 pièces; les célibataires sont logés dans des dortoirs de 30 à 40 lits. Une école maternelle, deux écoles primaires, un débit de boissons, un restaurant, une boulangerie-épicerie, une buanderie avec séchoir, un fumoir, une bibliothèque et une salle d'armes font de cet ensemble un quartier autonome dans la ville. 8 fontaines assurent l'alimentation en eau<sup>1</sup>. Des bains-douches sont créés ultérieurement en 1934. Cette solution radicale est pourtant abandonnée assez vite du fait l'inquiétude des manufacturiers qui redoutent cette concentration de population ouvrière, source d'agitation et de revendications sociale.

### 3. Le modèle de la maison individuelle

Quand les terrains de l'extension faubourienne le permettent, c'est le modèle de la maison individuelle en bande qui est prônée comme modèle social et économique. Pour les hygiénistes, médecins, architectes ou industriels, la maison est la véritable solution; elle permet ainsi d'éloigner l'ouvrier des risques de la vie collective, en lui redonnant le goût de la propriété, qui a été perdu depuis son déracinement de sa campagne d'origine. L'observateur social Edmond Spalikowsky, dans son étude sur les logements ouvriers de Rouen, écrit «Qu'il nous soit permis de formuler un dernier vœu: c'est celui de voir s'élever autour des villes industrielles, un peu plus loin des usines, des

<sup>1</sup> *Le Havre, ville, port et agglomération*, Indicateurs du patrimoine, Editions du patrimoine, 1999.

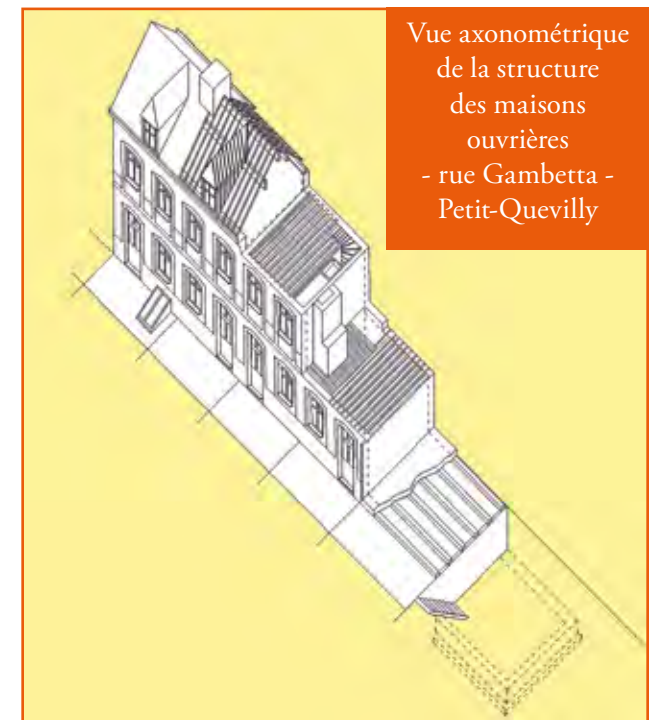


Photo de maisons ouvrières en bandes rue Gambetta à Petit-Quevilly

cités ouvrières champêtres, c'est-à-dire que chaque famille posséderait sa maison et son petit jardin».<sup>2</sup>

Dans les faubourgs de Rouen (actuelles communes de Sotteville-les-Rouen et de Petit-Quevilly), les tènements de maisons en bande se multiplient à partir de 1870 sur d'anciennes parcelles agricoles en lanières, sous l'égide soit des industriels, soit le plus souvent d'investisseurs privés. Le modèle est systématisé en séries: les bandes d'habitat composées de 2 à plus de 30 maisons s'alignent sur les rues. Chaque maison, de dimension 4 m x 4 m environ (qui correspond à la portée optimale des solives de sapin des planchers) possède une cave, une salle-cuisine de 16 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée, une chambre à l'étage de même surface et un comble aménageable. Les façades sur rue sont en brique, les

<sup>2</sup> SPALIKOWSKY, E., *Etudes sur les logements des ouvriers de Rouen*, Ed. Maugard, Rouen, 1894.



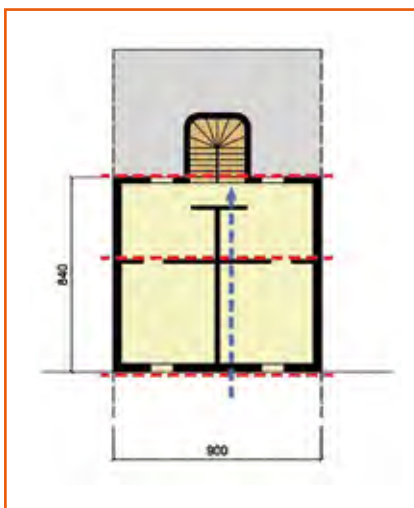
Vue axonométrique de la structure des maisons ouvrières - rue Gambetta - Petit-Quevilly



façades arrière ainsi que les pignons sont construits en moellons de pierre calcaire avec chaînages en brique. Un jardin occupe le plus souvent l'arrière de la parcelle, quand les maisons ne sont pas en position de « dos-à-dos », selon le modèle anglais.

#### 4. L'immeuble de rapport ouvrier

Compte tenu des coûts du foncier dans les extensions urbaines des grandes villes, la maison individuelle en bande ne peut toujours répondre à la rentabilité attendue par les investisseurs, et la création de logements sous la forme d'immeubles caractérise, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1910, l'essor des faubourgs immédiats de la ville de Rouen (quartier ouest) et surtout du Havre (quartier de l'Eure). C'est dans cette ville portuaire que s'impose un modèle de référence, qui sera produit à plusieurs centaines d'exemplaires, avec une déclinaison typologique issue principalement de contraintes parcellaires (largeur et profondeur variable). Il ne s'agit pas ici d'un modèle reproductible, mais d'un type qui intègre les variations de parcellaire du tissu urbain. Ce type n'est pas une invention locale ou normande; on le retrouve en effet dans la plupart des quartiers ouvriers des grandes villes de France, que l'on soit au Havre, au Creusot ou en banlieue parisienne. Le type est décrit dans l'ouvrage de référence d'Emile Cacheux et Emile Muller sur les habitations ouvrières<sup>3</sup>. L'immeuble comprend une hauteur de 3 étages avec combles. Un escalier en façade sur cour, soit intégré dans le volume principal de l'édifice, soit en redent afin de libérer un maximum de surface habitable, distribue en général 2 petits logements par étage, d'une surface d'environ 30 m<sup>2</sup>, composés d'une salle-cuisine sur cour et d'une chambre sur rue. Le confort sanitaire est réduit à un point d'eau sur évier, les WC étant



Immeuble-type de base rue  
Gustave Brindeau-Le Havre - dessin



Immeubles-type avec extensions sur cour du quartier Brindeau au Havre - dessin



Immeuble sur cour et immeuble sur rue du quartier Brindeau au Havre - dessin

dans la cour, à proximité des stockages de charbon. Les façades sur rue (33 cm) et sur cour (22 cm), dont les épaisseurs sont définies par le règlement d'urbanisme municipal de 1891, portent les planchers en solivage bois, avec un mur de refend intermédiaire en pan de bois et remplissage brique.



Immeuble rue Gustave Brindeau, Le Havre

Quand la parcelle est profonde, un deuxième immeuble est implanté en fond de cour, de hauteur R+1, et qui est desservi par un passage traversant l'immeuble sur rue. L'ornementation de la façade sur rue par des modénatures en relief et des briques vernissées de couleur confère à l'immeuble un statut urbain différent de sa réalité sociale. Derrière les façades composées et chargées de décors et reliefs se cachent des logements exigus qui abritent les familles nombreuses ouvrières.

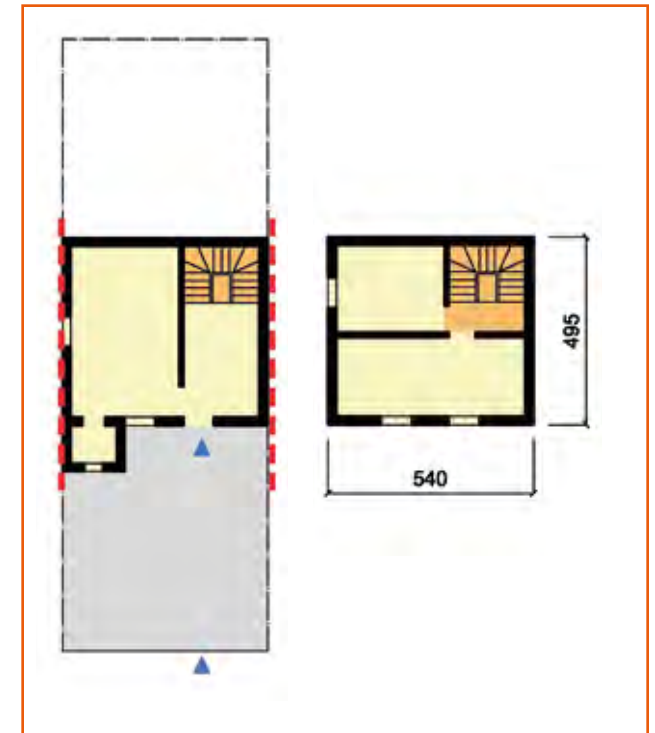
#### 5. La cité ouvrière patronale

Introduite notamment par les industriels anglais dans la région (avec notamment la cité des ouvriers du chemin de fer Rouen-Le Havre à Déville datée de 1843), la solution d'une ville nouvelle, intégrant production et habitat, émerge lors des

<sup>3</sup> MULLER, Emile et CACHEUX, Emile, *Les habitations ouvrières en tous pays*, Paris, J. Dejeu Editeur, 1878.



Maisons dos-à dos à Barentin



Plan de maison dos-à dos, RdC à gauche, étage à droite, cité Kirschner, Oissel

grandes concentrations industrielles, notamment dans la deuxième phase de la production du textile qui résulte de la crise économique due à la guerre de Sécession. La conjonction des expériences anglaises et françaises en matière d'habitat ouvrier (inscrites dans les catalogues et ouvrages de l'époque et largement diffusées dans les régions) et de la présence d'un habitat vernaculaire en bande villageois, permet une rationalisation sous la forme de cités ouvrières, déclinées sous différentes typologies, et qui s'adaptent à la topographie spécifique des terrains des vallées de l'industrie. Les solutions se déclinent en séries de maisons en bande, simples ou « dos-à-dos », en groupements en 4 logements, etc. Ces productions sont à l'initiative des grands manufacturiers, comme Auguste Badin à Barentin, qui adopte une posture paternaliste vis-à-vis de ses ouvriers, et crée une véritable ville-usine de

l'industrie textile. La production de cités ouvrières reste toutefois très limitée jusqu'à l'adoption de la loi Siegfried de 1894, l'essentiel de la production provient de l'initiative individuelle, de nature spéculative.

La cité Mayville de Gonfreville-l'Orcher/Harfleur, dans l'agglomération havraise, projetée de 1906 à 1939, constitue un cas unique, et est un exemple de diffusion d'une typologie du modèle de la cité-ouvrière à l'échelle nationale. L'entreprise Schneider, spécialisée dans la métallurgie et l'armement, et implantée à l'origine au Creusot, dont elle est assurée le développement industriel et urbain, s'établit au Havre en 1902 pour créer une usine d'artillerie. Afin de loger les ouvriers, plusieurs centaines de maisons sont réalisées jusqu'en 1914, avec une hiérarchisation spatiale et sociale des logements pour ouvriers et pour employés. Les

types de maisons sont dessinés dans les ateliers du Creusot, sur le modèle des cités déjà existantes dans cette ville. Les équipements sont érigés également sous l'égide de Schneider, avec notamment deux groupes scolaires (arch. Landevrault), cité commerciale, etc. 128 maisons jumelées sont réalisées dans une première tranche, la production atteindra en 1939, 900 maisons au total, avec une population de 2400 habitants. Les constructions sont déclinées en 16 types différents, accueillant les familles des ouvriers et des cadres. L'ensemble est dessiné sur une trame orthogonale régulière, avec sur les axes principaux les équipements publics<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> *Le paysage industriel de la Basse-Seine*, sous la direction d'Emmanuelle RÉAL, Images du patrimoine, L'Inventaire Haute-Normandie, 2008.



## 6. Le modèle philanthropique

Le modèle anglais influe à nouveau de façon récurrente sur la politique du logement ouvrier en France. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des associations philanthropiques britanniques regroupant mécènes, industriels et hommes politiques, sont à l'origine de la création d'immeubles collectifs destinés aux classes populaires, qui présentent un degré de confort innovant. Ainsi le Peabody Trust réalise un premier ensemble à Londres en 1863, Peabodysquare (architecte H. A. Darbishire), suivi de multiples réalisations britanniques. Napoléon III avait lui-même importé après son exil à Londres des modèles d'habitat ouvrier, en faisant ériger grandeur nature des prototypes de logements l'exposition universelle de 1867 et en réalisant la cité du boulevard Rochechouart à Paris. Le modèle anglais des associations philanthropiques est transféré en France, et notamment à Rouen, où la Société anonyme immobilière des petits logements, dont les sociétaires affirment vouloir agir pour « la paix sociale »<sup>5</sup>, réalise rue Alsace-Lorraine en 1886, un vaste édifice composé d'une centaine de logements, répartis sur six corps de logis (Arch. Edouard Lecoq, entreprise Baron). L'immeuble est doté des premiers WC à chasse d'eau, de vide-ordures, de buanderies, de façades à fenêtres à guillotine, d'une chambre mortuaire, éléments directement inspirés par un voyage d'étude de l'architecte et de l'entreprise en Grande-Bretagne. L'opération, pionnière en matière d'hygiène, sera primée à l'Exposition universelle de 1889 et inscrite dans divers catalogues d'architecture.

5 GUERRAND, R-H, *100 ans d'habitat social, une utopie réaliste*, chapitre 4: des philanthropes pour loger à bon marché, DUMONT, M-J, Editions Albin Michel, 1989.



Immeuble rue Alsace-Lorraine à Rouen

## 7. Les Habitations à Bon Marché (H.B.M)

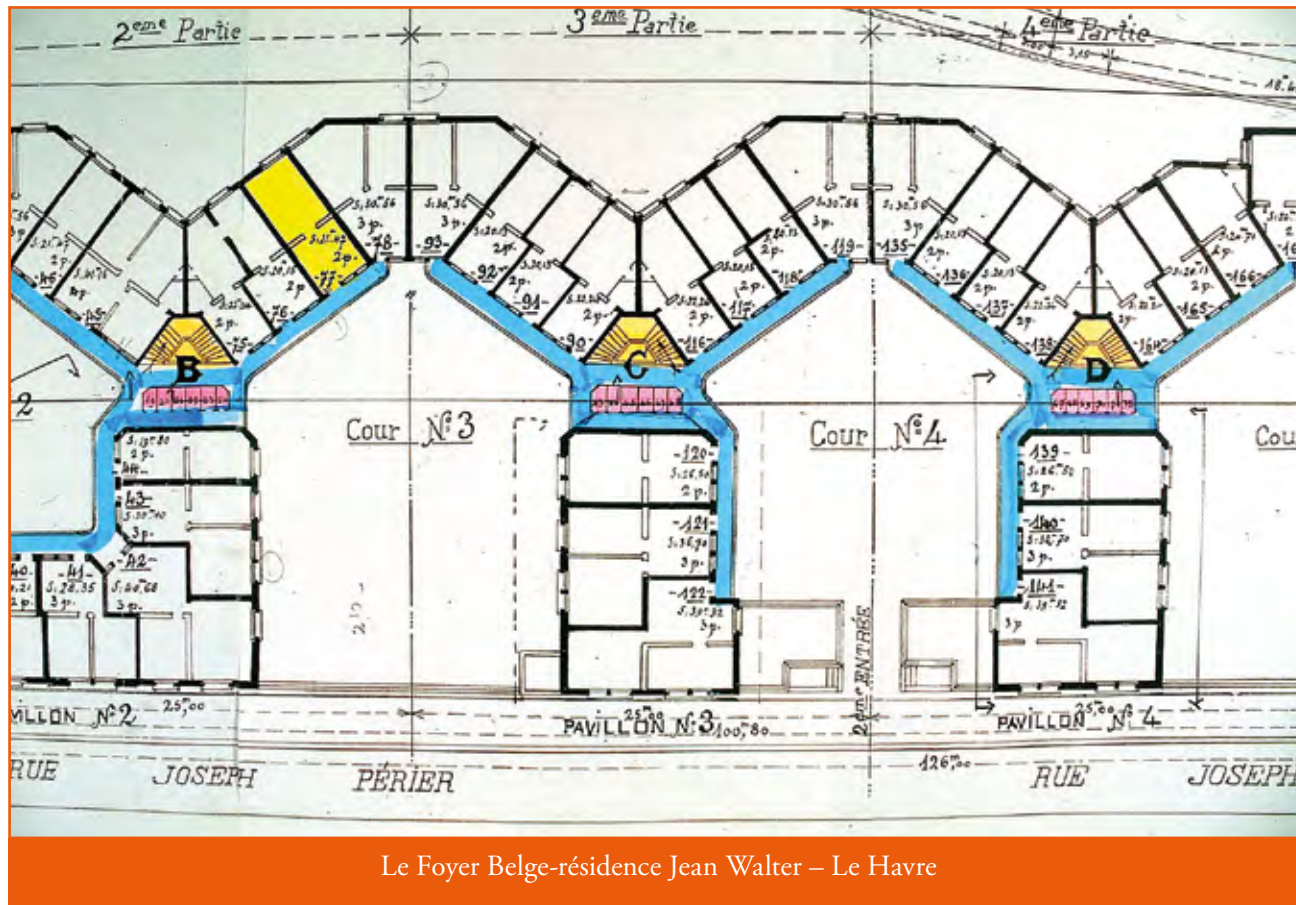
Jules Siegfried crée au Havre la Société Havraise des Cités Ouvrières, qui préfigure le modèle de la société H.B.M, avec une première réalisation de 70 logements en 1871, sous la forme de maisons en bande. C'est ce même Jules Siegfried, fondateur en 1889 de la Société française des H.B.M (Habitations à bon marché), maire du Havre, ministre et député, qui est l'instigateur de la loi votée en 1894, assurant le financement du logement ouvrier par le biais de prêts octroyés par

la Caisse des Dépôts et Consignations aux sociétés immobilières.

La loi Siegfried est à l'origine de nombreuses réalisations d'habitat social, mais qui resteront insuffisantes face à l'ampleur de la question de l'insalubrité; l'essentiel de la population ouvrière continuera à vivre dans les taudis des centres-villes.

La création de la Société Havraise des Logements Economiques (S.H.L.E) au début du XX<sup>e</sup> siècle permet la réalisation de plusieurs opérations H.B.M, avec notamment la création du Foyer Belge, dans le quartier de l'Eure au Havre. Cette opération





Le Foyer Belge-résidence Jean Walter – Le Havre



Le Foyer Belge-résidence Jean Walter  
– façades rue – Le Havre



Le Foyer Belge-résidence Jean Walter  
– coursives – Le Havre

de grande ampleur est destinée aux douaniers, qui refuseront dans un premier temps de s'y installer considérant le degré de confort insuffisant. Ce sont des réfugiés belges de la première guerre mondiale de 200 logements qui occuperont l'édifice dans ses débuts. Les logements sont des deux pièces d'environ 30 m<sup>2</sup>, desservis par des coursives extérieures accolées aux façades construites en brique silico-calcaire. Le plan de Jean Walter, éminent architecte du mouvement hygiéniste et notamment maître d'œuvre de l'hôpital Beaujon à Clichy, présente une réelle innovation, avec un concept de cours semi-hexagonales qui engendrent une linéaire maximum de façades, ceci afin d'apporter un maximum d'air, de lumière et d'ensoleillement dans les logements grâce à de vastes baies vitrées. Les W-C restent extérieurs

aux logements et sont implantés sur les paliers des coursives. L'ensemble, désaffecté dans les années 80 et voué à la démolition, sera finalement réhabilité en 1994, grâce à une campagne de reconnaissance patrimoniale menée par la municipalité de l'époque. L'opération permettra de réaliser des logements adaptés aux populations actuelles, avec des surfaces plus vastes et les équipements nécessaires, tout en conservant la valeur patrimoniale que représentent les coursives et les façades en brique.

### 8. La ville-usine: la cité du Trait

La cité pavillonnaire du Trait, en bordure de Seine, constitue un exemple rare de ville-usine entièrement planifiée et gérée par une entreprise.



Issue de la décision de 1917 du ministère de la Marine de créer un nouveau chantier naval, dans le contexte particulier de la Première Guerre mondiale, la cité du Trait sera entièrement conçue et gérée par l'entreprise privée Worms. Le site, à l'origine un noyau villageois de quelques centaines d'habitants, est choisi pour sa capacité à accueillir des chantiers de construction fonctionnels, qui permettent notamment de lancer les navires sur une trajectoire fluviale de grand linéaire. Adoptant le modèle des cités-jardins anglaises, l'architecte parisien Gustave Majou sera le concepteur principal de cette vaste cité linéaire, où l'on retrouve également les noms des architectes Le Magnen, Kerantret, G. Peulevet, P.Lefevre, J-P et J. Chauliat et P. Chirol<sup>6</sup>. Les acquisitions de terrains sont réalisées de 1917 à 1919. Sous l'égide de la Société Civile et Immobilière du Trait, émanation directe de l'entreprise Worms, 750 logements, essentiellement en habitat individuel ou semi-individuel seront réalisés de 1919 à 1940, dont 538 maisons et 26 villas de 1932 à 1940. De 336 habitants en 1911 occupant le village originel, la ville atteint 1727 habitants en 1926, 3200 en 1936, et 6408 habitants en 1975, à l'apogée de son activité. La loi Loucheur, votée en 1928, permet aux ouvriers des chantiers navals d'accéder à la propriété dès 1930. L'entreprise fournit les terrains aux acquéreurs, ainsi que les plans-types déclinés en différentes variantes; la pose des clôtures, la plantation d'arbres dans chaque jardin par l'entreprise Worms sont inscrites dans le contrat. Un prêt à 1,5 % est octroyé par la société La Fraternelle. En période de sous-production, dans les années 1930, l'entreprise réalise quelques maisons en métal, à partir des techniques métallurgiques de la construction navale. Le contrôle de l'énergie est également assuré par l'entreprise Worms, qui fournit eau, gaz, électricité et charbon aux habitants.



Le Trait-maisons d'employés

La morphologie très spécifique du site, étroit cordon limité au sud par la Seine et au nord par les coteaux des falaises, implique un développement linéaire parallèle au fleuve, les voies de dessertes principales étant tracées essentiellement dans l'axe des courbes de niveau. En bord de Seine sont implantés sur d'anciennes zones marécageuses comblées les chantiers navals; plus au nord sont implantés les équipements dits publics le long de la voie principale, et sur les terrains escarpés s'étagent les maisons et villas. A la topographie du terrain correspond une stratification sociale : en partie basse sont situées les maisons jumelées des ouvriers et le foyer des célibataires, avec au-dessus les maisons individuelles des employés, et enfin en surplomb les vastes villas du médecin, de l'ingénieur et dirigeants de l'entreprise. Après la Deuxième Guerre mondiale apparaissent les premiers immeubles collectifs des logements sociaux, qui échappent à la politique



Le Trait -maisons ouvrières

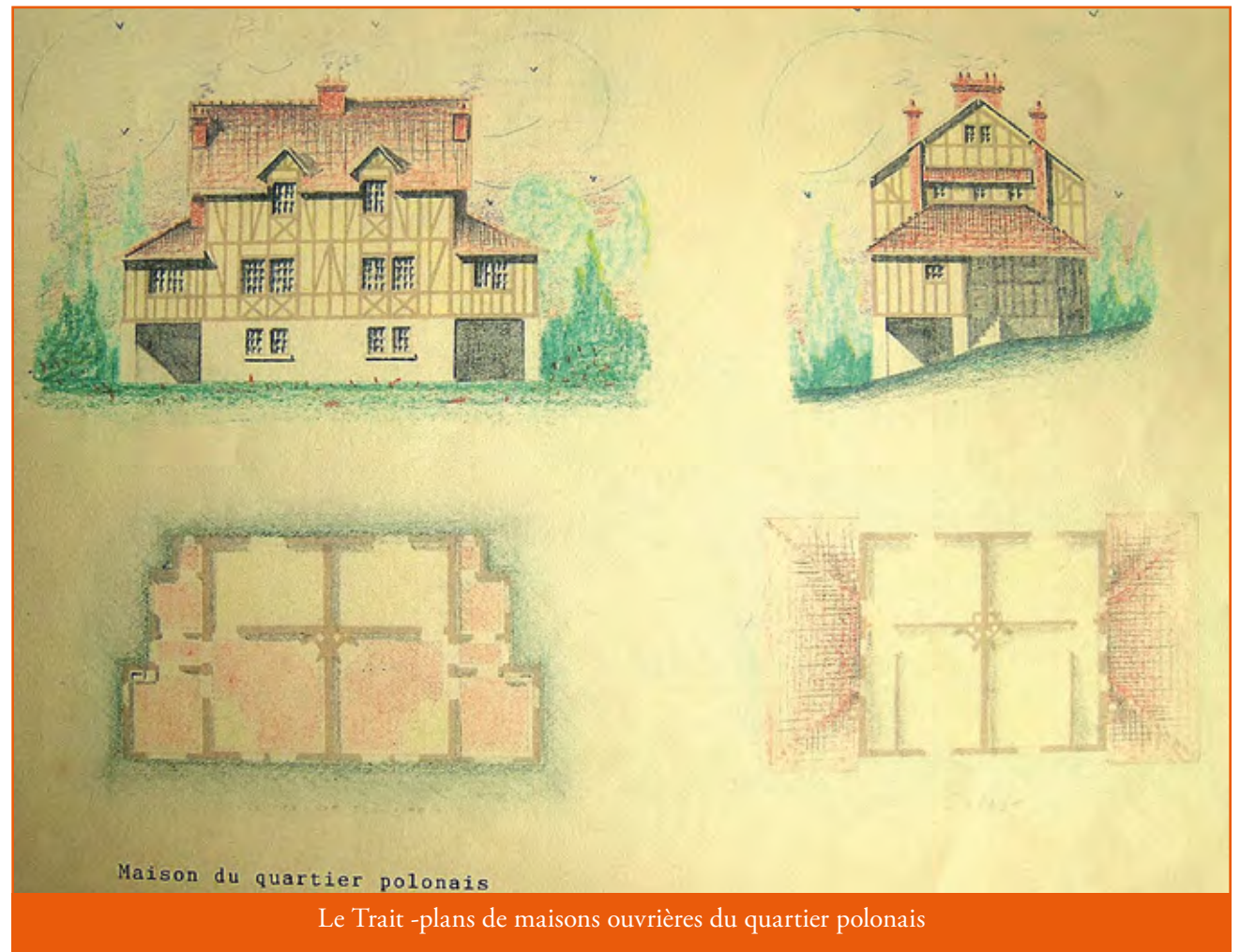
paternaliste de Worms. A cette organisation sociale s'ajoute une ségrégation par nationalités. Aux ouvriers immigrés d'Italie, de Pologne et de Tchécoslovaquie, sont attribués des quartiers

<sup>6</sup> CREMNITZER, J-B., *Architectures au Havre, 150 ans d'architecture*, 1990, édité par la Ville du Havre.

spécifiques: le quartier italien abritera ainsi 300 habitants. En termes de vocabulaire architectural, c'est le modèle international des cités-jardins, issu d'Angleterre, qui est adopté, avec une référence régionaliste, le plus souvent néo-normande, prônée à l'époque par les architectes parisiens, tel que Gustave Majou, avec des façades en faux-pans de bois. La tuile est le matériau de référence des toitures à croupe, la brique permet la construction des souches de cheminée qui ponctuent le paysage.

Quant aux équipements collectifs, commerces, écoles, cercle d'études, ils sont également le produit de l'entreprise Worms, en l'absence de réel pouvoir politique municipal, et adoptent le même vocabulaire architectural. L'absence de véritables espaces publics, lieux de citoyenneté, caractérise cette ville à statut privé. L'extinction de l'activité des chantiers navals dans les années 70, avec la disparition de l'entreprise Worms, pose aujourd'hui la question de la requalification publique des espaces, ainsi que de la reconnaissance patrimoniale de l'habitat et des équipements d'une qualité remarquable.

En conclusion, on peut constater que la production du logement ouvrier en Normandie, et plus particulièrement sur les principaux pôles industriels, résulte de stratégies affirmées des industriels et décideurs politiques. La déclinaison de l'habitat en typologies spatiales et constructives, en immeubles ou maisons selon les opportunités foncières, caractérise ce corpus<sup>7</sup>. Les références architecturales sont rarement locales, mais le plus souvent nationales; elles sont notamment issues de la diffusion des traités et catalogues d'architecture français, voire importées de l'étranger, par exemple par les industriels anglais implantés dans la région. En termes de matériaux, la brique, principal



matériau utilisé, et produite par les briqueteries régionales, assure jusqu'aux années 1910 une identité visuelle commune aux différentes typologies. La rationalisation progressive de l'habitat ouvrier, produit le plus souvent par des entreprises et parfois avec des architectes, offre une réponse minimaliste en termes tant quantitatifs que qualitatifs aux conditions de vie ouvrières, qui perdurera jusqu'à l'avènement des logements sociaux d'après la Deuxième Guerre Mondiale.

<sup>7</sup> Recherche Plan-Construction, Ministère de l'Équipement, CREMNITZER, J-B.; HEINZ, A.; PARENT A., « Une typologie de l'habitat ancien en Haute-Normandie », 1980.





La Fosse Saint-Emmanuel et la cité ouvrière dotée d'une morphologie géométrique singulière

# LE VILLAGE OUVRIER DU BOIS-DU-LUC, UN EXEMPLE EMPIRIQUE ET ÉVOLUTIF D'INGÉNIERIE SOCIALE

KARIMA HAOUDY

ARCHÉOLOGUE ET HISTORIENNE DE L'ART

C'est en juillet 2012 que les quatre sites miniers majeurs de Wallonie - Le Grand-Hornu, Bois-du-Luc, Le Bois du Cazier (Province de Hainaut) et Blegny-Mine (Province de Liège) - sont inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Humanité. Cette reconnaissance, à l'initiative de la Direction du Patrimoine de la Région wallonne et obtenue grâce au travail de nombreux acteurs (gestionnaires des sites, Institut du Patrimoine wallon, Centre d'Histoire des Sciences et Techniques de l'Ulg, etc.) pour la plupart pionniers dans la sauvegarde du patrimoine industriel, met en relief le rôle déterminant qu'a joué la Wallonie dans la genèse de l'industrialisation en Europe continentale<sup>1</sup>.

1 Sur les quatre sites miniers inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Humanité: CRUL, J.; DELAET, J.-L.; DEVILLERS, G.; FORTI, A.; GUIDOLIN, B.; HALLEUX, R.; HAOUDY, K.; PAQUET, P.; PISELLA G. Et WILLEMS, M., *Les sites miniers majeurs de Wallonie, Patrimoine mondial*, (Coll. «Les Carnets du Patrimoine», n°96), Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2012.

2 Expression empruntée au Professeur René LEBOUTTE. LEBOUTTE, R., «Le croissant fertile industriel: Nord-Pas de Calais et Wallonie» dans: *Itinéraire de la Culture industrielle*. Carnet d'exploration sous la coordination de Karima Haoudy et de Rubens Jacquél, Houdeng-Aimeries, 2011, p. 18-28.

Situés le long du *croissant fertile industriel* désigné plus prosaïquement comme le sillon houiller Haine-Sambre-Meuse-Vesdre<sup>2</sup>, les quatre sites miniers couvrent la même tranche chronologique, de l'ère industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et se complètent thématiquement de manière à former un véritable polyptyque selon l'expression du Professeur Robert Halleux<sup>3</sup>. Ensemble, ils illustrent toutes les facettes de l'expérience charbonnière qui a profondément façonné la Wallonie et le reste de l'Europe dès la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Tant sur le plan technique que sur le plan interculturel, notamment au travers des flux migratoires, les quatre sites recomposent la diversité de cette histoire industrielle, protéiforme.

Aussi, les quatre sites jettent un éclairage clairvoyant sur les mutations des relations patronat-salariat et retracent, plus particulièrement, l'évolution des conditions de logements. Même si ils

3 HALLEUX, R., «Analyse historique et transversale des quatre sites miniers majeurs de Wallonie» dans: *Dossier de présentation générale de la candidature des quatre sites miniers majeurs de Wallonie à l'UNESCO*, 2009.

appartiennent à des époques distinctes, nos quatre sites illustrent la diversité des réponses apportées à l'épineuse question du logement et à l'encadrement de la main-d'œuvre depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ils témoignent, chacun en fonction de la structure de la société à la tête du charbonnage et du contexte social et politique dans lequel ils s'inscrivent, d'un mode de conception de l'entreprise et de l'organisation sociale, voire sociétale pour les plus anciens.

C'est le cas du Grand-Hornu et du site de Bois-du-Luc qui incarnent des modèles de villages ouvriers nés à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle. Bien que proches chronologiquement et géographiquement, ces deux expériences sociales présentent un faisceau de différences qui nous empêche de les assimiler.

Nous nous intéresserons plus particulièrement, dans le cadre de cet article, au site minier du Bois-du-Luc localisé dans la région du Centre (Wallonie, Province de Hainaut, La Louvière) et à son modèle de village ouvrier dont l'intérêt réside non seulement dans l'évolution empirique d'un modèle d'habitat et de vie sociale, mais aussi dans la préservation de





Vue d'ensemble du site minier du Bois-du-Luc (La Louvière, Province de Hainaut, Wallonie)

la planification spatiale originelle. Au-delà de ces intérêts « patrimoniaux », la continuité de la fonction originelle, celle de l'habitat, constitue une dimension anthropologique et sociologique intéressante pour remettre en question les pratiques traditionnelles de préservation du patrimoine.

Ainsi, ce faisceau de caractéristiques singulières nous permet d'avoir une lecture globale et concrète d'une « idéologie » qui est loin d'être monolithique. Bois-du-Luc traduit effectivement

la mise en œuvre d'une idéologie patronale, qui évolue et s'adapte aux contingences et avancées sociales, mais qui reste bâtie sur un invariant, celle d'un robuste utilitarisme. Une idéologie au sein de laquelle les frontières entre ingénierie technique et ingénierie sociale sont poreuses tout comme celles entre innovation sociale et maintien de la tradition cristallisée autour du triptyque des valeurs faïtières : famille, travail et foi.

## 1. Au centre du Centre: la Société des Charbonnages de Bois-du-Luc

« [...] Quoique administrativement ou politiquement parlant, Bois-du-Luc soit inexistant, et que sur beaucoup de cartes, on serait bien en peine d'en trouver même le nom, industriellement et socialement parlant, Bois-du-Luc possède une renommée qui s'étend au Pays entier, et à certains égards, il fait figure de Centre et de modèle, au milieu de notre si active et si nerveuse région du Centre [...] »<sup>4</sup>.

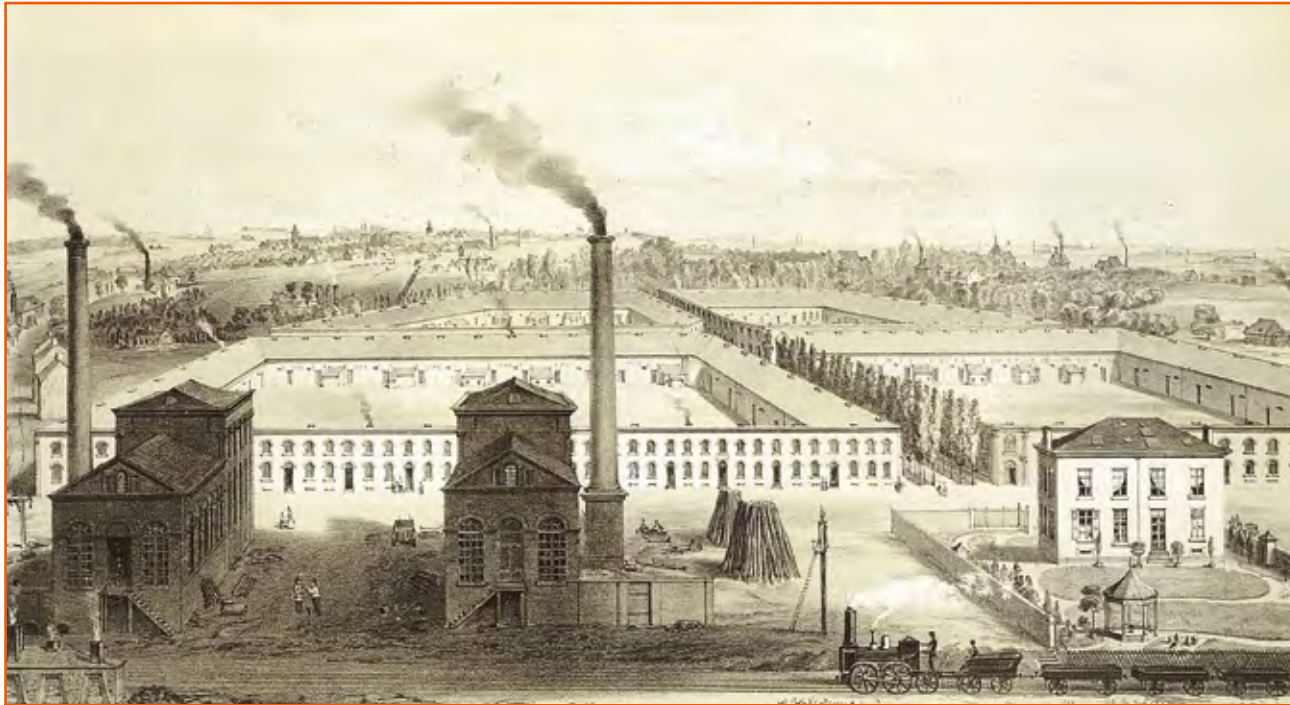
C'est en ces termes que s'exprime le Comte de Lichtervelde, Commissaire de l'Arrondissement de Soignies à l'occasion de la remise du titre de « Société royale » aux Fanfares de la *Société des Charbonnages de Bois-du-Luc* en 1920. Son insistance sur la position centrale du Bois-du-Luc - un modeste hameau qui en effet ne recouvre aucune réalité administrative - est à la fois réelle et symbolique. Réelle car le site minier, siège de l'une des plus puissantes sociétés charbonnières, est implanté au cœur du bassin industriel du Centre, bassin « coincé » entre celui du Borinage ou du Couchant de Mons à l'Ouest et celui de Charleroi à l'Est. Et symbolique, eu égard à la longévité et au dynamisme industriel qui hissent Bois-du-Luc au rang des sociétés charbonnières les plus vigoureuses du bassin du Centre<sup>5</sup>.

Concrètement, le site minier du Bois-du-Luc s'étend sur les deux rives du Thiriau du Luc et recouvre l'ensemble des réalisations techniques et sociales de l'une des plus anciennes houillères de Wallonie : la Société des Charbonnages du Bois-du-Luc dont la naissance remonte à 1685 et la fermeture

<sup>4</sup> Archives de la S. A. des Charbonnages du Bois-du-Luc, *Registres des délibérations du Comité et de l'Assemblée générale des Actionnaires*, Comité d'administration, 26 décembre 1920.

<sup>5</sup> HAOUDY, K., *Le site minier du Bois-du-Luc, patrimoine universel*, (Coll. « Les Carnets du Patrimoine », n°63), Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2009.





Canelle, Charbonnages de la Société du Bois du Luc à Houdeng, (Hainaut près de Mons) in :  
« La Belgique industrielle », 1854, Lithographie

à 1973. Une Société qui se démarque en effet du paysage industriel par sa longévité, son expansion charbonnière (comptabilisant plus d'une vingtaine de fosses sur le territoire hainuyer entre 1750 et 1850 avec une trajectoire fluctuante) et enfin, par son legs patrimonial, ancré précisément au Bois-du-Luc, siège central de la société, où a été conçu un modèle complet de peuplement industriel.

Le site est le résultat d'une rare combinaison de patrimoines de diverses natures, tangibles et intangibles : paysage néo-naturel façonné par l'activité charbonnière ; mémoire orale des travailleurs originaires de différents horizons géographiques ; patrimoine archivistique remarquable recomposant plus de 300 ans d'activités industrielles et sociales ; architecture fonctionnelle illustrant d'une part, tous les rouages du fonctionnement d'un charbonnage particulièrement féru d'autarcie et d'autre part,

les différentes strates professionnelles qui y ont travaillé et habité pendant plus de 200 ans.

À l'origine du site minier du Bois-du-Luc, l'association, en 1685, de mineurs et de bourgeois dont l'objectif est de résoudre le problème d'exhaure lié à l'approfondissement des travaux souterrains. La *Société du Grand Conduit et du Charbonnage de Houdeng* inaugure une nouvelle forme entrepreneuriale. Elle constitue, en effet, un des exemples les plus lointains de structure capitaliste dans l'histoire industrielle en Europe continentale. La conscience de cette ancienneté est exprimée par la Société tout au long de son existence. La date du 14 février 1685 rehausse les façades (bureaux), décore les aménagements intérieurs (salle de paie et salle des fêtes), rappel d'un ancrage historique et de la continuité d'une tradition industrielle.

Expérimentation d'une nouvelle structure entrepreneuriale mais aussi conquête précoce

d'innovations qui ont jalonné l'histoire des techniques<sup>6</sup> : aménagement du Grand Conduit pour assurer l'exhaure en 1685, utilisation de la pompe à feu de Newcomen en 1780, emploi de l'électricité à partir de 1898, usage des cages d'ascenseurs pour la translation du personnel dès 1854, emploi des premières turbines à vapeur en 1903, utilisation du marteau piqueur d'abattage en 1910, etc. Ces innovations ont été appliquées, perfectionnées et remplacées par d'autres plus performantes dans différents bâtiments qui sont toujours visibles au Bois-du-Luc. En effet, bureaux, ateliers, puits d'exhaure et d'extraction, sous-station électrique, ventilateur ont, pour leur grande majorité, conservé leurs aménagements intérieurs : machines d'extraction, ventilateur, dynamo, compresseurs, machines-outils, chevalement, ascenseurs, décoration intérieure des bureaux, mobilier administratif, outils scientifiques, cartes, plans d'exploitation, etc.

À l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, la Société crée de nouveaux sièges, dont les traces effacées du paysage hennuyer sont relatées à travers le patrimoine archivistique conservé par les deux organes muséaux implantés sur le site (Écomusée et Musée de la Mine Robert Pourbaix) et par les Archives de l'État à Mons (AEM).

C'est en 1846 que la *Société des Charbonnages* ouvre la fosse Saint-Emmanuel au Bois-du-Luc. Elle comprend à l'origine les puits d'extraction et d'exhaure où se logent, plus tard, les bains-douches des femmes. Ces deux puits sont reliés, au début du XX<sup>e</sup> siècle, par un bâtiment qui abrite la salle des porions, la lampisterie et les bains-douches des hommes. La salle du ventilateur et la sous-station électrique équipent la fosse dans le courant des années 1920. Le triage-lavoir, les fours à coke, l'usine de fabrication de benzols et la remise à locomotives

<sup>6</sup> PUISSANT, J., *Préface, Bois-du-Luc. Un écrin majestueux où la vie des mineurs se raconte*, Houdeng-Aimeries, 2004, p. 6-13.



ont été détruits lors de la fermeture de la Société. En 1913, un nouveau chevalement est érigé au-dessus du puits d'extraction. Tous ces bâtiments ont échappé à la destruction. Seuls les bâtiments insérés entre les deux puits et une partie de la façade du puits d'extraction ont subi des modifications.

La fosse Saint-Emmanuel est l'une des plus prospères et représente un des témoignages les plus accomplis en termes d'ingénierie technico-sociale. Sa première représentation consignée dans *La Belgique industrielle* (1854) illustre les deux puits, la cour des ateliers et bureaux, la cité et en face de celle-ci, la maison directoriale, soit tout un ensemble qui forme le noyau fondateur de l'actuel site minier<sup>7</sup>.

## 2. De la fosse naît une cité, noyau et amorce du village ouvrier

«L'indispensable nécessité de commencer définitivement cette année à construire des maisons, pour appeler et loger des ouvriers tant étrangers que du pays se faisant de plus en plus sentir par le départ presque journalier de ceux de la Société, que l'appât [appât] du logement autant que d'un plus fort salaire attire souvent ailleurs [...]»<sup>8</sup>.

La Société entreprend, de 1838 à 1853, la construction d'une cité pour attirer la main-d'œuvre grâce à «l'appât» du logement afin de résoudre la pénurie de travailleurs et la mobilité de ceux-ci. C'est à partir de cette cité dite du «Bosquet-Ville» et de son développement ultérieur - le substantif «ville» collé au lieu-dit «Bosquet» ne traduit-il pas une ambition «urbanistique» originelle? - que nous

7 LIEBIN, J., *Bois-du-Luc : un charbonnage hainuyer du XVII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle*, Hainaut Culture et Démocratie, s. d.

8 Écomusée du Bois-du-Luc, Archives de la S.A. des Charbonnages du Bois-du-Luc, *Registres des délibérations du Comité et de l'Assemblée générale des Actionnaires*, séance du 19 février 1838.



Le château directorial implanté dans une position stratégique et symbolique, entre les zones de travail et la cité

pouvons mettre en relief l'un des traits identitaires les plus remarquables du site minier du Bois-du-Luc.

L'idée de construire des logements, des cités à proximité du lieu de travail n'est pas en soi une rareté. Le peuplement industriel répond en effet à une identité d'objectifs qui est partagée par plusieurs sites: attirer, fixer, fidéliser et accessoirement contrôler les travailleurs. Dans ce sens, Bois-du-Luc est un exemple éloquent de «village ouvrier» soit «tout ensemble à usage d'habitation créé à l'initiative d'un patron en symbiose directe avec les lieux du travail»<sup>9</sup>. Il est l'expression tangible d'une conception familiale et religieuse de l'entreprise. Si ce type de pensée est appliqué dans d'autres expériences sociales, la particularité réside ici dans la façon dont ce «paternalisme catholique» s'est construit et consolidé au fur et à mesure de

l'existence de la Société. Sa naissance coïncide avec l'émergence de la cité. Le souci d'encadrement et de surveillance est exprimé effectivement avant même l'achèvement de la cité.

«[...] vu leur importance toujours croissante [travaux concernant la fosse St-Emmanuel] et l'avantage évident qui résulterait pour la Société de mettre le directeur adjoint V. Bourg [Victorien Bourg] à même d'exercer une surveillance continue sur toutes les parties de cet établissement, considérant qu'il importe de rendre ce travail et cette surveillance plus faciles, [l'Assemblée] décide de faire connaître au directeur susdit qu'elle désire

9 BERGERON, L., *Les villages ouvriers: sens et limites d'une politique*, ICOMOS, 2001.

qu'il soit logé au centre même de l'établissement Saint-Emmanuel »<sup>10</sup>.

Quand la décision est prise d'installer la demeure directoriale en face des maisons ouvrières, la configuration de la cité est repensée. La rue du Midi qui conduit vers la Maison directoriale reçoit un traitement décoratif qui la distingue des autres artères : plus large et plus belle (allée d'arbres et séparation des maisons par un pilastre en briques en légère saillie surmonté d'un chapiteau toscan en pierres), la rue du Midi offre au directeur une agréable vue sur l'environnement immédiat.

### **3. Un village, retranscription d'une idéologie plurielle**

L'idéologie paternaliste à Bois-du-Luc s'inscrit ainsi dans l'espace par la présence de la maison directoriale qui toise la cité. Elle s'exprime aussi par l'addition, sur une large séquence chronologique, d'une série d'équipements, de services et de divers passe-temps qui tentent de répondre aux aspirations de la main-d'œuvre pour mieux contrer les velléités contestataires : épicerie (1854) ; moulin (1855) ; brasserie (1870) ; boucherie, café ; salle des fêtes (dès 1854 puis reconstruite en 1923) ; hospice (1861) ; parc du Quinconce et kiosque (1900) ; église Sainte-Barbe (1905) ; hôpital (1909) ; écoles et bibliothèques (entre 1849 et 1921) ; chorale, fanfare Sainte-Barbe, ballé pelote, Ligue Horticole et du Coin de Terre, Caisse de Prévoyance des Ouvriers mineurs, Caisse d'épargne, Mutualité Sainte-Barbe, etc. Ces nombreux efforts sont destinés - selon les termes de la Société - à pourvoir au « bien-être » des ouvriers et plus largement de la nation<sup>11</sup>. Ce bien-être est évidemment un facteur assurant

<sup>10</sup> Écomusée du Bois-du-Luc, Archives de la S.A. des Charbonnages du Bois-du-Luc, *Registres des délibérations du Comité et de l'Assemblée générale des Actionnaires*, séance du 6 mars 1844.



L'église Sainte-Barbe située au Nord du site



rendement et fidélité des travailleurs : «[...] La santé de ces derniers [les mineurs] faisant la richesse de la Société [...]»<sup>12</sup>. D'autres assertions de cette nature corroborent l'intention d'un accroissement de la productivité qui prévaut sur une quelconque vision philanthropique.

Bois-du-Luc met ainsi en relief une forme de paternalisme, de son application systématique qui est représentative de nombreux complexes ou colonies industrielles du début du XIX<sup>e</sup> siècle. En outre, notons que le modèle de la Société connaît une force génératrice. La *Société des Charbonnages* exporte, plus tard, en effet, son concept de village ouvrier dans ses autres sièges (Trivières et Havré) à proximité desquels elle bâtit des cités - jardins, également dotées d'équipements publics.

Parmi les exemples de cités ouvrières proches chronologiquement de l'exemple de Bois-du-Luc, nous pouvons remarquer que cette dernière propose une alternative des plus intéressantes dans la forme d'ensemble de la cité. Si les concepteurs, dont probablement Victorien Bourg, futur Directeur du Charbonnage, s'inspirent du Grand-Hornu et d'autres exemples dans l'idée d'attirer des ouvriers par l'«appât» du logement, ils ne reproduisent toutefois pas docilement le plan global des logements borains. En effet, le modèle du Grand-Hornu réside essentiellement en un alignement de maisons individuelles, disposées de part et d'autre d'artères rectilignes, adoptant ainsi la forme courante du logement ouvrier en ce début du XIX<sup>e</sup> siècle : le coron.

Face aux corons et aux logements collectifs (casernes, phalanstères, etc.) fort répandus en cette première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la cité du Bois-du-Luc se détache du paysage du logement ouvrier par la configuration de sa cité. L'ensemble affecte une forme géométrique : une sorte de trapèze constitué de quatre ensembles séparés par deux axes perpendiculaires. Cet encadrement homogène est formé de logements individuels. L'espace laissé vide au centre est aménagé en jardins privés. Nous pouvons supposer que cette planification de l'espace est pragmatique : construire un maximum de maisons dans un espace restreint, compris entre la fosse (au sud) et le ruisseau du Thiriau du Luc qui sillonne le parc (au nord). D'autre part, l'adoption de cette forme géométrique laisse à penser qu'elle puisse desservir aussi, directement ou indirectement, des intérêts stratégiques ; les deux axes qui divisent la cité, le *cardo* et le *decumanus*, en renforcent en effet la surveillance. Chose exceptionnelle : cette morphologie spatiale est restée intacte depuis 1853 jusqu'à ce jour.

Bien avant la fondation des villages fermés des mines du Limbourg (Beringen, Eisden, Zwartberg, etc.) qui se sont développés dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, Bois-du-Luc émerge dans un *no man's land* séparé des agglomérations voisines. Un isolement qui est traduit de façon éloquente par le Comte de Lichtervelde que nous avons cité en préambule. Cette réclusion géographique se justifie à la fois par les conditions géologiques et aussi, par la volonté du patronat d'isoler la main-d'œuvre de l'environnement urbain perçu comme étant nuisible à la moralité et à la discipline ouvrières :

« Leur souci à écarter autant que possible de leurs travaux les travailleurs peu recommandables par leur conduite et dangereux par leur propagande antireligieuse, toute cette conduite fait admirer en ces domaines de véritables patrons chrétiens » indique Gédéon Deflandre en 1899 pour expliquer le succès du Syndicat Chrétien des Francs-Mineurs

au Bois-du-Luc, rempart contre la progression socialiste<sup>13</sup>. L'érection à partir de 1904 d'une église consacrée à Sainte-Barbe, à l'initiative d'Omer Degueudre (Directeur de 1882 à 1912) fortement encouragé par l'évêque de Tournai Charles-Gustaves Walravens, poursuit aussi ces objectifs en veillant à éloigner l'ouvrier des idées sociales défendues tant par les socialistes que par les catholiques progressistes adeptes de l'Encyclique *Rerum Novarum* dont se méfient la Direction et le Conseil d'administration, pourtant arrimés à la défense des valeurs catholiques.

Si l'isolement et la création ex-nihilo sont des traits partagés avec de nombreuses colonies industrielles de toutes les vagues chronologiques et ne constituent dès lors pas en soi une rareté, il est toutefois intéressant de mettre en relief la quête et la concrétisation au fil du temps d'une qualité de vie au sein de ce village : présence initiale de deux pièces habitables, ajout de chambres supplémentaires en 1879 et 1916, présence d'un espace cultivable individuel, style architectural soigné, drainage des eaux usées, pénétration de l'air et de la lumière grâce aux ouvertures importantes des baies, introduction de l'éclairage électrique dans les foyers ouvriers à la veille de la Première Guerre mondiale, etc.

L'intérêt majeur réside dans cette évolution de la cité qui, au-delà du confort assuré à ses occupants, cherche à acquérir, au fur et à mesure, son indépendance et son autonomie face à la ville. Progressivement, se dessine ainsi la physionomie d'un village ouvrier qui est initialement structuré autour de la traditionnelle trilogie : Patron / Cité / Usine. La cohérence et la durabilité des efforts entrepreneuriaux sont à souligner. L'initiative patronale, remarquable et précoce, dans la quête du

11 ANDRÉ, L., *Bois-du-Luc 1685-1935*, Bois-du-Luc, 1935, p.159-160. L'auteur, Directeur Général de la Sté des Charbonnages du Bois-du-Luc de 1916 à 1936 a rédigé cet ouvrage à l'occasion du 250<sup>e</sup> anniversaire pour répondre à une demande du Comité d'administration.

12 Écomusée du Bois-du-Luc, Archives de la S.A. des Charbonnages du Bois-du-Luc, *Registres des délibérations du Comité et de l'Assemblée générale des Actionnaires*, séance du 30 avril 1863.

13 NEUVILLE, J., *Les origines du syndicalisme chrétien dans le Hainaut. Etudes sociales*, Bruxelles, 1964 cité par Liébin, J., *Bois-du-Luc : un charbonnage hainuyer du XVII<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle*, Hainaut Culture et Démocratie, s. d., p. 71.

confort tire Bois-du-Luc hors de l'incurie générale qui touche la grande majorité des ouvriers.

Le village ouvrier du Bois-du-Luc est situé à proximité immédiate des établissements industriels. Cette proximité est renforcée par l'usage d'un style architectural commun aux parties industrielles et à la cité comme cela apparaît nettement sur la lithographie de Canelle.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, après les troubles de 1893, climat social agité oblige, la symbiose vie/travail est fissurée par l'édification d'une muraille hérissée de portes à guillotine qui assure une fermeture hermétique et rapide des espaces de travail. Ces portes prennent l'apparence de portes-herses reproduisant, avec plus ou moins de fidélité, le vocabulaire propre à l'architecture défensive, d'époque médiévale.

Au-delà des logements ouvriers, le village regroupe plusieurs catégories professionnelles qui trouvent chacune un logement correspondant. Elles cohabitent toutes dans un modèle de société stratifiée où la figure du patron est familière et familiale.

Des intentions aux actes... Le cas du site minier du Bois-du-Luc illustre une forme de paternalisme catholique et pragmatique qui s'appréhende au travers des traces matérielles qu'il nous a laissées (agencement de la cité, hiérarchisation des maisons, etc.). Aucun écrit, aucun traité ou manuel n'a consigné cette pensée contrairement à d'autres expériences sociales. Et pourtant, même en l'absence de traces écrites, cette pensée se transmet, de générations en générations, se consolide et se perpétue, avec plus ou moins d'acuité, jusqu'en 1973.

#### **4. Un patrimoine vivant**

L'évolution du site minier et l'intégration progressive d'améliorations techniques et sociales; le perfectionnement des conditions de vie au cours du temps; la préservation des espaces industriels et des espaces de la vie quotidienne qui sont tous



À l'intérieur de Bois-du-Luc

deux fusionnés; l'expression d'un paternalisme certes universel mais présentant une identité singulière au Bois-du-Luc; la restitution d'un paysage façonné par l'industrie extractive; la quête d'une qualité architecturale apportée à l'ensemble (indistinctement aux lieux de vie et de travail); la longévité du paternalisme, son application systématique et son adaptabilité au contexte social, industriel et politique; le témoignage des conditions de vie des communautés laborieuses et de l'inventivité des entrepreneurs industriels... Ce faisceau de caractéristiques fait du site minier du Bois-du-Luc un témoignage unique d'une valeur exceptionnelle et universelle.

Mais au-delà de ces valeurs tributaires d'une expérience historique, passée, il est enrichissant d'analyser, tout particulièrement à Bois-du-Luc,

l'efflorescence des valeurs plurielles associées à la cité et au site: ensemble patrimonial inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, lieu de vie, terrain de jeux, habitat, lieu de travail, espace de mémoire, lieu de passage, etc.

De tous ces usages, tantôt divergents tantôt convergents, affleurent la polysémie d'un territoire, aussi petit soit-il. Une polysémie de valeurs et de sens dont la préservation repose, pour reprendre les mots de Françoise Choay, sur une «*réappropriation vivante des héritages*», c'est-à-dire la conscience du lieu<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> CHOAY, Fr., *Le patrimoine en questions. Anthologie pour un combat*, Paris, Éditions du Seuil, 2009, XLVI.





Le départ du train de l'usine Cadbury à Bournville

# L'ÉPOPÉE DE LA FAMILLE CADBURY DANS L'INDUSTRIE DU CHOCOLAT EN ANGLETERRE ET L'AVÈNEMENT DE LA CITÉ-JARDIN

JEAN-LUC RIGAUD

HISTOIRE DES TECHNIQUES. PARIS I LA SORBONNE

## 1. Une famille quaker<sup>1</sup> dans l'industrie du chocolat, les Cadbury ou le début d'une aventure industrielle et commerciale

À cause de leurs différences et de leurs prises de position notamment en faveur du pacifisme, les quakers sont, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, exclus des universités britanniques au premier rang desquelles Oxford et Cambridge. Cette mise à l'écart va les conduire à développer leurs propres entreprises en accord avec les valeurs de leur foi, principalement l'intégrité et l'égalité. Sans autre lien direct connu que celui de vendre pour des raisons d'hygiène et de morale une boisson non alcoolisée, quatre familles de quakers vont développer leurs activités au Royaume-Uni dans le domaine du chocolat. Ainsi, dès 1753, le pharmacien Joseph Fry ouvre une entreprise à Bristol. L'usage en 1795 d'une machine à vapeur pour broyer les fèves de cacao va permettre, tout en diminuant les coûts de production, d'élargir

la clientèle. Mais ce qui marque les esprits et fonde la renommée et la domination de la société familiale fut, en 1847, l'invention du chocolat à croquer. Les établissements *Fry & Sons* à l'horizon des années 1880, deviennent pour un temps la première chocolaterie au monde<sup>2</sup>. En 1767, Robert Barry ouvre un magasin de confiserie à York. Il sera rejoint dès 1823 par son neveu, Joseph Terry, qui développera grâce à ses compétences en chimie, de nouveaux produits chocolatés. L'entreprise se spécialisera alors dans la fabrication et la commercialisation de chocolat aux saveurs fruitées, pomme et orange. En 1831, John Cadbury se lance également dans l'aventure, profitant de l'augmentation importante de la consommation du chocolat : elle passe en effet de 122 tonnes en 1822 à 910 tonnes en 1840. Enfin, trente ans après John Cadbury, c'est au tour d'Henry Isaac Rowntree de fonder une entreprise à York qui sera elle aussi une des toutes premières entreprises dans le pays mais également en Europe.

Lorsqu'il arrive en 1794 à Birmingham pour y développer un commerce de nouveautés et de soies, Richard Tapper Cadbury va bénéficier d'un contexte économique favorable. En effet, la Révolution industrielle fondée sur l'exploitation minière du *Black Country* a fait de Birmingham une des villes les plus dynamiques en Angleterre. Si au XVIII<sup>e</sup> siècle des industries textiles et de tannage se sont développées, la ville de Birmingham devient également un centre métallurgique important. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle elle accueille un grand nombre de commerces spécialisés. Ainsi, Barthélémy Faujas de Saint-Fond<sup>3</sup>, lors du voyage qu'il entreprend en Angleterre, visite Birmingham en 1784 et écrit que : « les habitants ont le génie de l'invention. » Si Birmingham peut être qualifiée par Arthur Young<sup>4</sup>

1 La Société religieuse des Amis, plus communément connue sous le nom de quaker fut fondée en Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle par des dissidents de l'Église anglicane.

2 TRISTAN, Gaston-Breton *Joseph Fry et le Chocolat en tablette*, Les Echos, 17 juillet 2008.

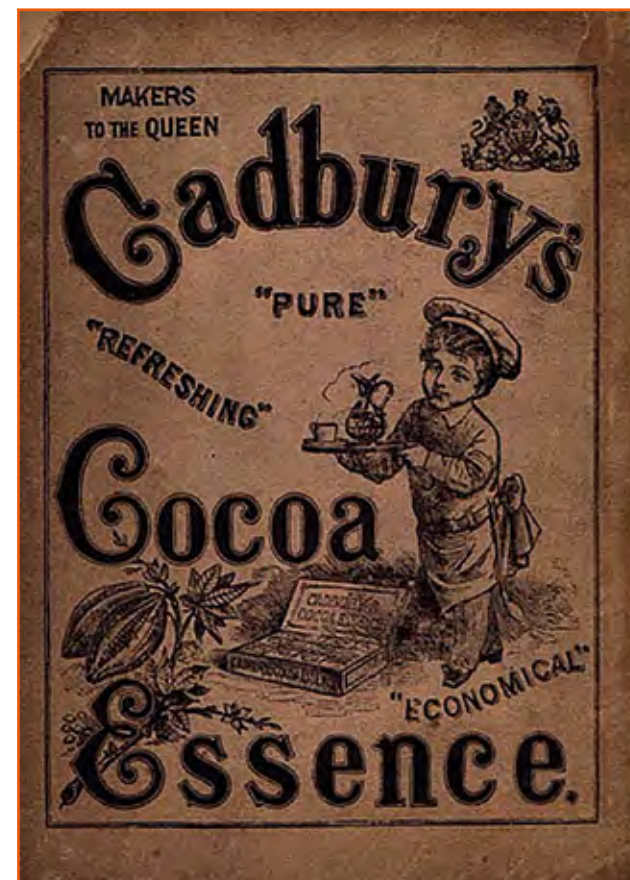
3 FAUJAS DE SAINT-FOND, Barthélémy, *Voyage en Angleterre, en Écosse et aux îles Hébrides*, éd. H. J. Jansen, Paris, 1797. Barthélémy Faujas de Saint-Fond (1741-1819) est un géologue et vulcanologue français, il sera nommé professeur et administrateur du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Il a parcouru l'Europe et notamment l'Angleterre pour ses travaux de recherches géologiques et minéralogiques mais également pour y découvrir ses cultures et ses mœurs.



de « première ville manufacturière du monde », elle le doit singulièrement à ses nombreuses entreprises industrielles et artisanales. En effet, de part et d'autre des quartiers de la ville se sont installés des fabricants de boutons, de broches, de boucles, de bijoux, de pièces d'or ou encore de pistolets. Matthew Boulton est sans aucun doute une des figures marquantes et le symbole de la réussite industrielle de la ville. Associé à l'ingénieur James Watt, il va installer des centaines de machines à vapeur, *Boulton & Watt*, facilitant et accélérant ainsi la mécanisation de l'industrie. En outre, Birmingham est une ville ouverte aux idées nouvelles et tolérante quant à la question religieuse. Ainsi, la *Société religieuse des Amis* (quaker) y a développé de nombreuses entreprises, à l'instar de Lloyds qui y fonde en 1765 une banque. Si l'entreprise de Richard Tapper Cadbury va rapidement prospérer et son fondateur devenir un homme qui compte à Birmingham, en particulier par ses actions en faveur des déshérités et des malades, c'est son fils John qui en 1824 va associer et pour longtemps le nom de la famille à la vente puis à la production de chocolat. À son retour de Leeds, où il a effectué son apprentissage chez un marchand, il décide d'ouvrir un commerce de thé, café mais également de boisson chocolatée. Profitant d'un marché pour l'heure favorable, il souhaite, tout comme son père l'a fait dans son commerce, produire et vendre des produits de haute qualité pour se distinguer de la concurrence. Il s'installe à côté du magasin de son père (93 Bull Street) profitant ainsi de la notoriété acquise et de la clientèle déjà formée. En 1831, John Cadbury décide de se lancer dans l'aventure de la fabrication du chocolat.



John Cadbury



Le chocolat *Essence*

Pour développer son commerce, il met en avant outre la qualité de ses produits, une proposition de recettes « maison » et porte un soin tout particulier à la présentation de ses produits et à la publicité qu'il en fait. Toutefois, le commerce de thé et de café reste l'activité majeure de l'entreprise. En 1849, en compagnie de son frère Benjamin qui l'a rejoint dans son entreprise, il présente son activité de fabricant de chocolat à l'*Exposition des Arts et Manufactures* de Londres. L'année suivante, un reportage détaillé rend compte de la fabrication du chocolat par les frères Cadbury et leur assure une notoriété plus étendue. En 1854, Les deux frères ouvrent un magasin à Londres et sont nommés la même année, fabricants de cacao pour la couronne

britannique par la reine Victoria. Les deux frères, au début de la crise économique sévère des années soixante, décident de passer la main aux deux fils de John, George et Richard. Il faut innover, proposer de nouveaux produits pour sortir de la crise ou pour le moins pour se préparer à la reprise de la croissance. C'est alors que George Cadbury décide de partir aux Pays-Bas afin d'acheter la presse de l'inventeur chimiste et chocolatier Coenraad Van Houten. La presse<sup>5</sup>, brevetée en 1828, permet d'extraire des fèves la plus grande partie de leur

4 YOUNG, Arthur (1741-1820) est un exploitant agricole, un agronome britannique. Toutefois, si son nom est resté à la postérité c'est en grande partie dû à ses ouvrages relatifs aux nombreux voyages au Royaume-Uni mais également en France qu'il entreprit.

5 L'Encyclopédie de Diderot avait déjà proposé une machine similaire, où l'on voit une presse à vis extraire le beurre de cacao, mais Van Houten eut le génie de faire breveter l'invention.



matière grasse, le beurre de cacao. Ainsi, le chocolat est plus digeste, plus homogène et moins coûteux à produire. Il semble que les chocolatiers anglais n'aient pas compris rapidement l'intérêt de la nouvelle invention, pensant que le beurre et le cacao faisait partie intégrante du chocolat. Cet achat va permettre aux Cadbury de proposer dès 1866 à leurs clients un chocolat plus pur, nommé *Essence*.

De nouvelles recettes voient le jour et confortent la hausse du chiffre d'affaire de la société. Richard développe quant à lui la politique commerciale, soignant l'aspect des boîtes de chocolat en les rehaussant de photos d'enfants ou de la famille Cadbury. Il innove encore en décidant d'envoyer ses représentants à la rencontre des commerçants du pays pour leur faire goûter ses produits. En effet, beaucoup ne connaissent pas le chocolat et l'associent encore et trop souvent à ses seuls usages médicaux. Le succès de la politique industrielle associée à une pratique nouvelle et inventive de la publicité va placer les frères Cadbury à l'avant-scène des grands chocolatiers du pays. En cinq ans (1868-1873) le nombre d'employés est multiplié par quatre, passant de 50 à plus de 200. L'entreprise doit alors affronter un nouveau défi : trouver les moyens nécessaires à son développement. En effet, les entrepôts et les locaux à Birmingham ne permettent plus des aménagements nouveaux et l'urbanisation n'offre que peu de place pour un projet d'envergure.

En 1878, les frères se mettent à la recherche d'un emplacement pour bâtir leur nouvelle usine et les installations annexes. Leur projet est de trouver un terrain proche de Birmingham, suffisamment vaste et relié aux infrastructures de communication. C'est à moins de 7 kilomètres au sud-ouest de la ville que se porte leur choix. Ils font l'acquisition d'un terrain d'environ 6 hectares qui leur permettra de développer à loisir leurs activités tout en échappant à la pollution industrielle. Si l'on considère la question de l'image de la marque, elle



Gravure de Gustave Doré – Londres 1872

sera renforcée par l'installation de l'usine dans un cadre champêtre. La petite rivière qui porte le nom d'une ville normande, Bournville, donnera le nom du village.

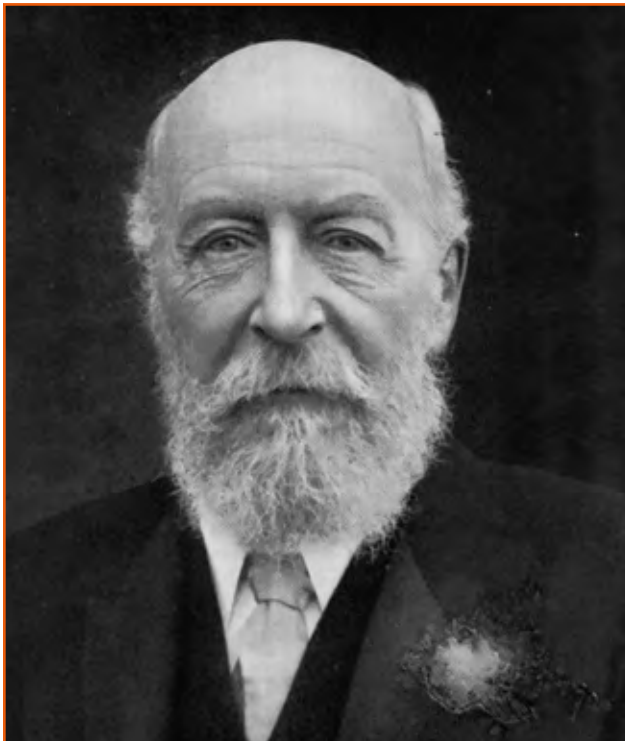
Le choix ne s'est pas fait au hasard. En effet, la France reste la référence en termes de qualité et de raffinement, notamment en matière de chocolat. L'entreprise *Menier* est alors une des grandes Maisons de renom, elle a ouvert une usine à Londres en 1870 et sera consacrée lors de l'Exposition universelle de 1893 à Chicago plus grande chocolaterie du monde. Si le projet de construction et d'aménagement répond à un besoin vital pour le développement de l'entreprise, il offrira aussi aux frères Cadbury un cadre propice

pour organiser une société à l'image de leurs convictions philosophiques et religieuses.

## **2. Les sources d'une conviction et le cadre plus général de l'avènement de la cité-jardin**

La foi partagée par les frères Cadbury sera le fondement de l'organisation et des règles de vie du village et de la société qu'ils vont créer. Si une partie des principes ont déjà été mis en place à Birmingham, le cadre offert par Bournville va leur permettre de les étendre et de leur donner ainsi une toute autre dimension. L'idée première de la démarche spirituelle des quakers est que chaque personne est la source





George Cadbury



Richard Cadbury

d'une lumière intérieure qu'il importe de découvrir. Cela suppose un mode et des règles de vie adaptés ainsi qu'un respect absolu de chaque être humain sans considération de race, de nation, de sexe, de classe, de religion... Cette démarche religieuse va inspirer nombre de penseurs dont Voltaire<sup>6</sup> qui lors de son séjour forcé en Angleterre fera l'expérience d'une rencontre avec un quaker qui nourrira une part de ses propres réflexions et travaux. Pour les frères Cadbury, la fondation de la cité de Bournville devrait leur permettre de regrouper et d'organiser rationnellement le lieu de production et de commercialisation du chocolat, de loger décemment les employés et d'une façon plus large, d'organiser la vie de la collectivité sous des règles précises. Quand bien même l'attention particulière portée aux conditions de vie des employés, des plus modestes d'entre eux en particulier, est partagée par plusieurs entrepreneurs, le fait de proposer en 1879 une cité-jardin de cette dimension est tout à fait nouveau. En ce sens, notamment, l'expérience de Bournville est avant-gardiste. L'ouverture en 1903 du *Ruskin Hall* à Bournville, établissement ouvert au public pour y développer des actions sociales mais aussi un enseignement artistique, témoigne que les idées de Ruskin, surtout dans le domaine social, étaient non seulement connues mais également partagées par les Cadbury. Les remarques de John Ruskin portant sur les conditions de vie des travailleurs, rassemblées dans *Sesame and Lilies* publié en 1865 rejoignent celles conçues par les deux frères. John Howard Whitehouse<sup>7</sup> rejoint à l'âge de 21 ans en 1894 Bournville. Quaker et libéral, disciple des idées de Ruskin, il fondera deux ans plus tard la *Ruskin Society of Birmingham* afin de propager sa pensée.

6 Lettres philosophiques, Lettre 1 sur les quakers, 1734.

7 WHITEHOUSE, John Howard, (1873-1955) est un homme engagé dans la vie politique anglaise. Il est réformateur et libéral, il sera élu en 1910 au Parlement. Pour propager ses idées et répondre au besoin d'éducation, et de formation, il fonde en 1919 une école de garçons à Brembridge.

Stendhal<sup>8</sup> lors de son voyage en Angleterre en 1826, visite Birmingham et dénonce ainsi la condition ouvrière: «Le malheureux qui vit de sa journée est plus esclave qu'au Maroc.» À la fin du siècle le constat de la condition ouvrière n'en est que plus saisissant. Ainsi, J. Cuming Walters, correspondant du journal *Birmingham Daily Gazette* écrira: «L'air est lourd avec une fumée de suie et des vapeurs acides, et c'est ici que vivent, dépérissent et meurent les pauvres. Comment vivent-ils? Regardez les maisons, les ruelles mal éclairées, mal pavées (...) Regardez les fenêtres noircies, le verre brisé, les ouvertures bouchées avec du vieux papier ou un vêtement souillé; coup d'œil dans les chambres où les familles mangent et dorment chaque jour et chaque nuit, au milieu des haillons et de la vermine, dans l'humidité (...) Ici vous pouvez véritablement sentir l'air pestilentiel, stagnant et méphitique; il y a si peu d'espace pour respirer, les gens sont parqués, et la surpopulation est la règle et non l'exception. Les pauvres n'ont nulle part où aller.»

En Angleterre depuis le début du siècle une pensée s'est développée qui critique les conséquences de la civilisation industrielle en lui opposant les réalisations du passé. Le modèle<sup>9</sup> de cité dit «culturaliste» est en opposition avec celui qui se fonde sur le concept de progrès. Ce dernier modèle dit «progressiste» s'est formé en s'appuyant sur les travaux d'Owen, de Fourier, de Cabet et de Proudhon. L'industriel et homme politique, Jean-Baptiste Godin, s'inscrit dans cette voie et plus précisément dans celle définie par Fourier. Ainsi, il fondera le familistère à Guise.

Les frères Cadbury sont conscients des conditions de vie des ouvriers de la ville: selon les préceptes quakers, ils sont engagés à l'instar de leur père, dans des actions sociales au sein de leur

8 STENDHAL, *Souvenirs d'égotisme*, Paris, 1892.

9 In CHOAY, Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités*, Coll. Points, éd. du Seuil, Paris, 1965.

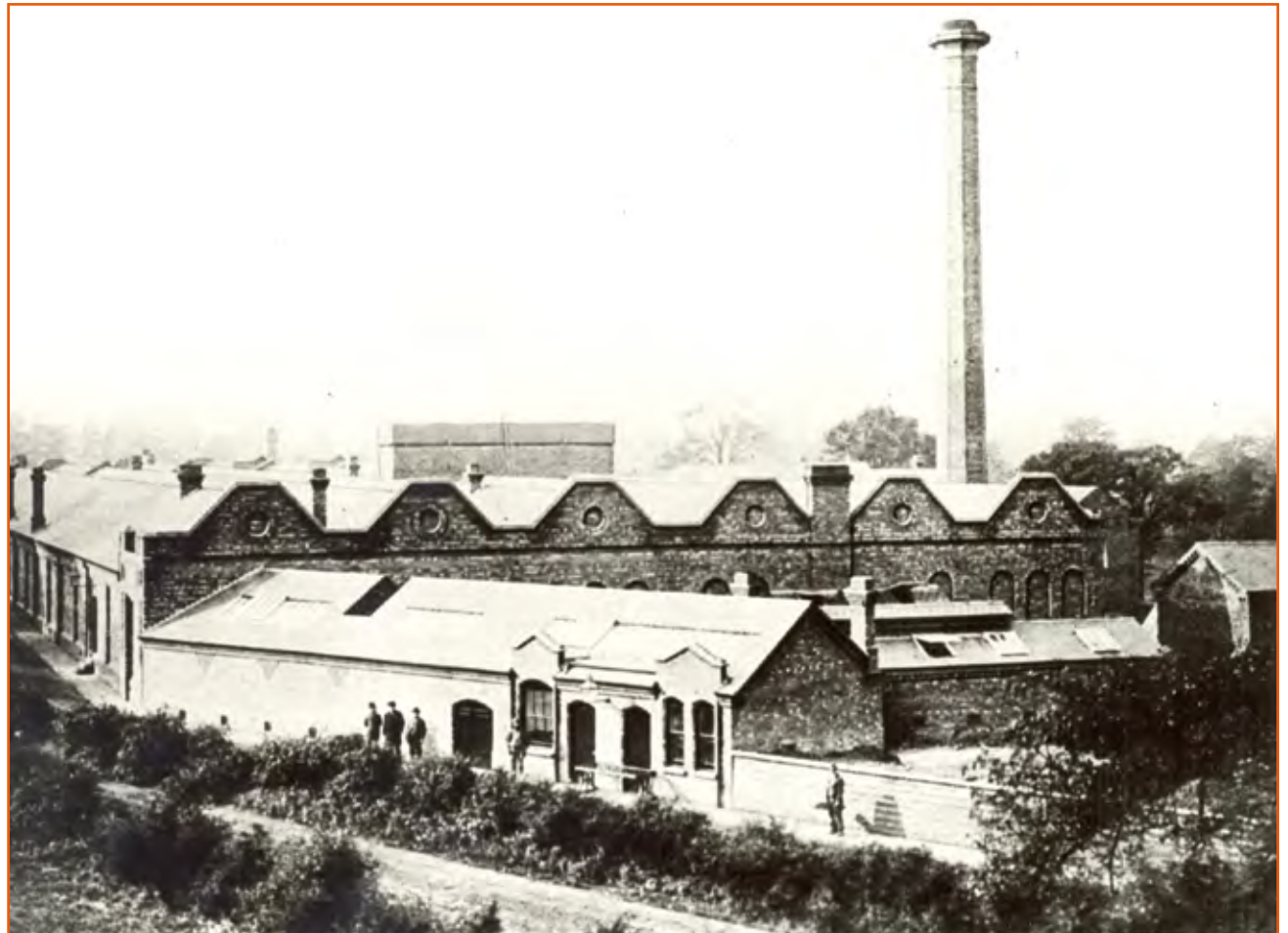
entreprise mais également au cœur même de la ville de Birmingham, dans les faubourgs les plus défavorisés. Richard et George Cadbury se soucient non seulement de religion et de pauvreté mais aussi de l'habitat.

Le problème de logement est crucial: la population de Birmingham fait plus que tripler en un demi-siècle, passant de 23 600 habitants en 1750 à 73 670 en 1800 pour dépasser 230 000 habitants en 1850. Le développement de la ville s'est effectué sans ordre ni réglementation préétablis, la libre entreprise ne devant pas rencontrer d'obstacle à son essor. Toutefois, Birmingham se distingue des autres grandes villes britanniques en accordant une plus grande attention au logement social et à l'environnement. Sur ce point, la petite communauté des quakers a sans aucun doute joué un rôle déterminant.

C'est dans ce contexte particulier, avec la connaissance précise des conditions de vie misérable dans les taudis du centre-ville où il va enseigner aux adultes, que le choix de fonder une cité-jardin s'impose à George Cadbury.

### **3. Cadbury factory et la cité-jardin : une usine moderne, une dimension sociale majeure**

Suffisamment loin de la pollution industrielle de Birmingham, Bournville n'est pas pour autant coupée de la métropole régionale. En effet, elle y est reliée par le canal et depuis 1876 par le chemin de fer, *The West Suburban Line*. Les premiers travaux lancés en 1879 portent sur l'édification de l'usine nouvelle et de ses annexes. Il s'agit de regrouper l'ensemble du processus de fabrication du chocolat, de l'emballage, du conditionnement, de l'expédition mais aussi de la réception et du stockage des matières premières, principalement les fèves de cacao. Les plans de l'usine moderne sont tracés par George Cadbury lui-même aidé de l'architecte George Gadd.



Usine Cadbury à Bournville



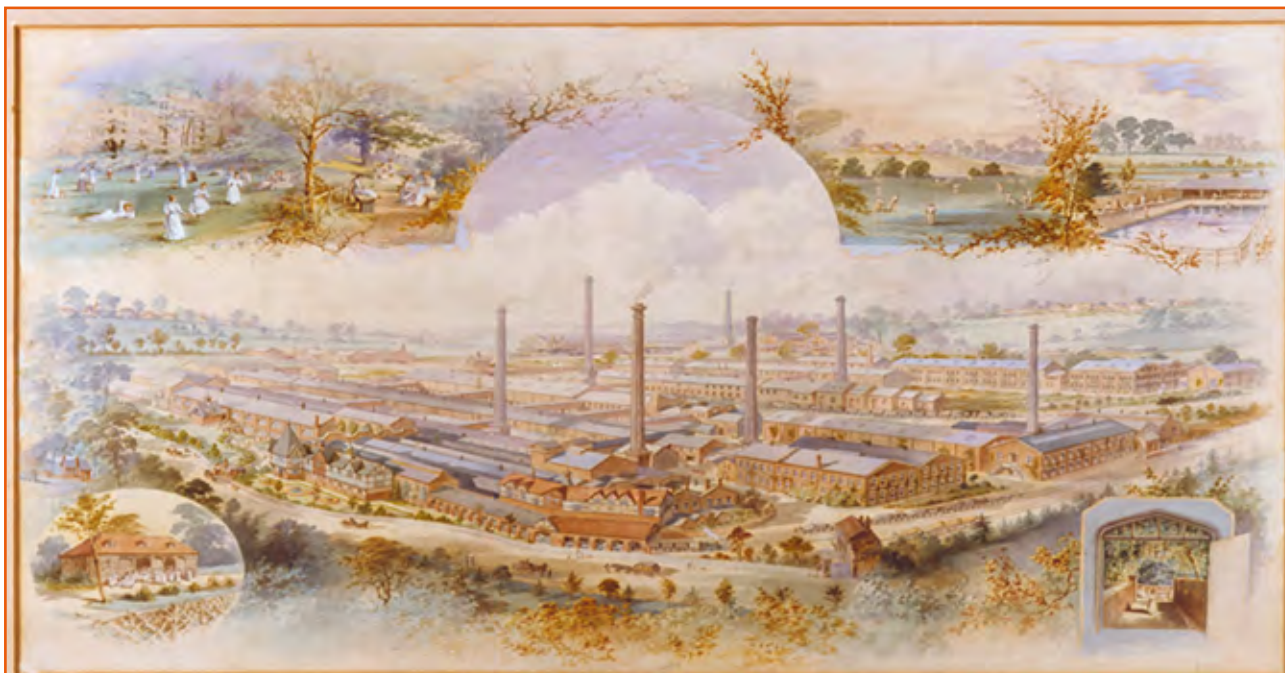
Vue de l'entrée principale des usines



Une large part de l'activité de l'entreprise est encore une activité manuelle qui fait appel à des compétences traditionnelles. Lors de l'installation à Bournville, les machines se limitent à 4 mélangeurs et à une glacière. Mais rapidement l'équipement industriel s'étoffe avec l'acquisition d'une centrale alimentée par deux moteurs de 25 CV, d'une scierie équipée de deux moteurs de 25 et de 40 CV ainsi que de deux chaudières. À partir de 1891, sous l'impulsion de William Cadbury, le fils de George, qui a la responsabilité de la partie technique de l'usine, la mécanisation s'accélère. Les investissements demeureront importants tout au long de l'activité. Cadbury lance dans ces premières années d'installation une campagne de publicité qui fera date : « A factory in a garden <sup>10</sup> ».

À la modernité des installations industrielles répond le cadre bucolique de la campagne anglaise. La qualité du chocolat Cadbury qui veut rivaliser avec le principal producteur français<sup>11</sup>, l'augmentation de l'offre en termes de produits, les innovations techniques et chimiques, la publicité adaptée et offensive vont permettre au chocolatier de dominer le marché national. Le chocolat Essence produit grâce à l'acquisition de la presse *Van Houten* ne cesse de gagner des parts de marché. Ainsi, 1 345 tonnes sont vendues en 1893, 3 427 un an plus tard. Les nouveaux produits : le *Dairy Milk* et le *Bournville Chocolate* ajoutent au succès.

L'entreprise doit alors s'agrandir en développant de nouvelles installations, réorganisant sa production tout en tenant compte des nouvelles exigences de la clientèle. Le développement se fait en grignotant des parts de marché au concurrent immédiat, *Fry & Sons*, mais également en engageant une véritable politique à l'exportation. Dès le début des années 1870, Cadbury exporte,



Représentation de l'usine et du village de Bournville



Bournville chocolate

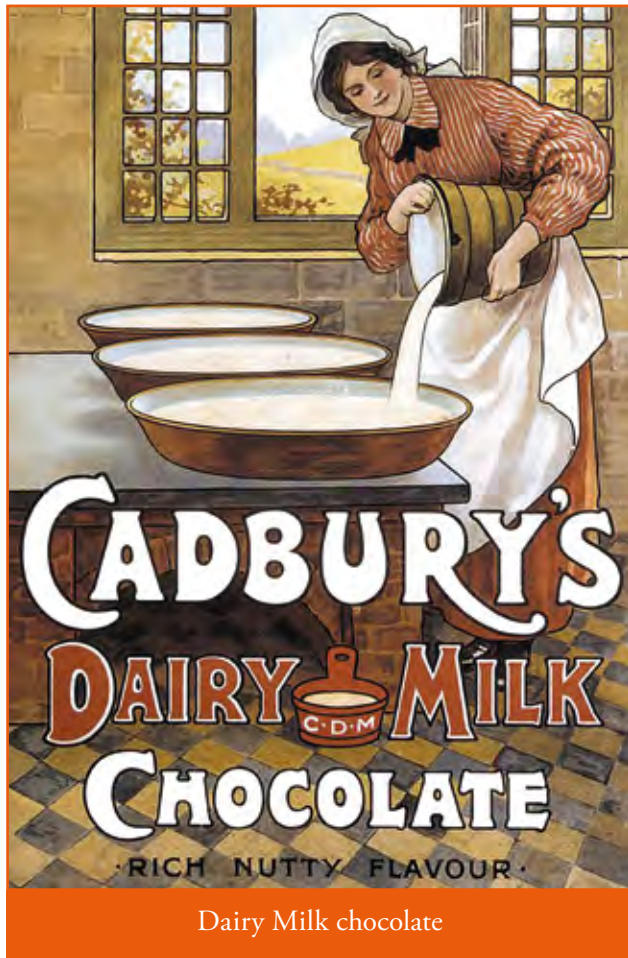
en Europe, au Canada et au Chili. Un bureau Export est fondé en 1888 à Bournville afin de gagner de nouveaux marchés. Des voyages d'étude sont organisés à l'étranger, permettant l'acquisition de nouveaux matériels mais également de s'informer sur les innovations techniques en ce qui concerne la fabrication. Ainsi, en 1910, George Cadbury Junior se rend en Suisse pour visiter les installations de l'industriel Daniel Peter. Cette visite chez l'inventeur du chocolat au lait aura pour conséquence la création de nouvelles installations et la mise en vente de produits inédits.

Un des axes de développement est celui de la qualité des matières premières importées. L'entreprise ne peut raisonnablement se prévaloir des qualités de la cité-jardin de Bournville et des expérimentations et innovations en matières sociales qui y sont développées, alors qu'une des entreprises qui lui vend des fèves de cacao pratique encore l'esclavage. Ceci est d'autant plus vrai que la presse en fera un large écho et que la doctrine

<sup>10</sup> Une usine dans un jardin.

<sup>11</sup> À la fin de l'année 1870, Cadbury installe un magasin à Paris au 90, Faubourg St Honoré.





Dairy Milk chocolate



Fabrication du chocolat au lait en morceaux

religieuse quaker s'oppose à l'esclavage. Les frères Cadbury réagiront rapidement en rompant leur contrat avec leur fournisseur de l'île de São Tomé<sup>12</sup>. Ils renforceront ainsi leurs importations provenant du Ghana, pays qui interdit l'esclavage et au demeurant, produit des fèves de meilleure qualité. Dès 1909, William Cadbury se rend sur la côte africaine pour y confirmer les contrats et

12 São Tomé et Príncipe est l'un des plus petits pays d'Afrique. Il occupe un archipel de l'Atlantique Sud situé dans le golfe de Guinée à 350 km des côtes du Gabon et de la Guinée équatoriale. Il est formé de deux îles principales, São Tomé et Príncipe, se trouvant entre les deux îles équato-guinéennes d'Annobón et de Bioko. L'ensemble du territoire couvre une superficie d'environ 1 000 km<sup>2</sup>. L'île de São Tomé est parfois surnommée l'« île chocolat » car on y récolte les fèves de cacao.

apporter des aides caritatives aux populations. Pendant trente ans la côte d'Or du Ghana fournira la quasi-totalité du chocolat pour le compte de l'entreprise anglaise. Le développement de l'activité sous-entend un accroissement rapide du nombre de salariés. S'ils sont plus de 200 employés à travailler à l'usine au début des années 1870, ils seront près de 2700 trente ans plus tard.

L'organisation du travail tient compte des réalités du marché très concurrentiel mais aussi des convictions morales et spirituelles qui doivent rassembler la communauté. Ainsi, l'entreprise se doit d'être en avant-poste des améliorations des conditions de travail et de vie de ses employés. La famille Cadbury, tout comme les quakers

d'une façon plus générale, est très impliquée dans l'éducation, notamment celle des adultes. Il ne s'agit pas seulement d'alphabétiser mais également de transmettre les règles de vie religieuse afin de vivre en bon chrétien. Dans ce but, les Cadbury sont très actifs à Bournville mais aussi dès leur arrivée, à Birmingham dans le centre-ville où se côtoient misères physique et morale. Pour construire un homme équilibré, la question de la durée de travail est au centre des engagements. En effet, dans la pensée quaker, il faut donner du temps à l'employé pour se reposer, s'éduquer, jardiner, se distraire, mener sa vie de famille. La durée du temps hebdomadaire de travail passera de 53 h 1/2 vers 1890, déjà au-dessous de la norme





Ballade à bicyclette



Visite du roi George V et de la reine Mary accompagnés de M. et Mme George Cadbury

de l'époque, à 48 h en 1898 puis 44 h en 1919. Une majorité de femmes travaille à Bournville, une attention toute particulière est apportée à leur éducation, à leur condition de vie au village. Si l'on essaie de dresser un bilan des avantages sociaux, on se rend compte que l'une des grandes idées quaker est respectée: inscrire son discours dans les faits et actes et non pas dans les seules promesses. Ainsi, les salaires y sont meilleurs que dans les autres entreprises, la qualité des installations neuves de Bournville leur permet de travailler dans des conditions plus favorables ; à partir de 1897 l'entreprise s'équipe de l'électricité, des comités sont formés pour favoriser le dialogue entre les salariés et les dirigeants de l'entreprise, principalement la famille Cadbury. Plus tard, un compte d'épargne est créé pour chaque employé: 20 shillings pour chaque personne d'au moins 3 ans d'ancienneté, 10 pour les autres. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, des nouvelles avancées sociales renforceront la position de la firme. En effet, des pensions seront octroyées à partir de 1906 pour les hommes et de 1911 pour les femmes; puis en 1909, les premiers congés payés seront établis. L'entreprise possèdera un cabinet médical, une maison de convalescence. L'hôpital de Birmingham, quant à lui, est largement financé par les Cadbury. Dès 1910, une école élémentaire est construite à Bournville. Le *Fircroft College*<sup>13</sup> pour la formation professionnelle des hommes a été fondé une année plus tôt à Birmingham. Il est installé dans l'ancienne résidence des Cadbury. Enfin, les bains publics soulignent le souci hygiéniste du chocolatier. L'aménagement de l'espace extérieur à l'usine permet de se distraire: salle de spectacles (concert, théâtre), aires de jeux collectifs et sportifs, jardins d'agrément pour les femmes.

De nouvelles installations permettront aux employés d'acheter des produits alimentaires (exception faite du tabac et des boissons alcoolisées)

13 Fircroft College of Adult Education: <http://fircroft.ac.uk>.



mais également de cuisiner. À cet effet, des cours de cuisine seront dispensés afin de permettre au plus grand nombre d'acquérir des compétences pour une meilleure hygiène alimentaire. Bien qu'importante en 1915, période de restriction alimentaire, la mortalité infantile à Bournville reste bien inférieure à celle des quartiers pauvres de Birmingham: 47 pour 1000 contre 187 au cœur de la capitale régionale. L'entreprise a défini un règlement intérieur strict qui concerne les retards au travail, les vols, les pertes de matériels et la consommation de chocolat dans le cadre de sa production. Il existe également une réglementation spécifique pour les femmes qui doivent avant tout être de bonne moralité. En outre, aucun homme ne peut, sans autorisation, se rendre sur le lieu de travail des femmes. Carl Chinn<sup>14</sup>, historien à l'université de Birmingham estime que « par rapport aux standards d'aujourd'hui, Richard et George Cadbury sont paternalistes: ils empiètent sur la vie privée de leurs employés. À l'époque, ils étaient considérés comme des chefs d'entreprise qui prenaient soin de leur personnel ». En 1919, la visite à Bournville du roi George V et de la reine Mary est une véritable consécration pour le chocolatier. Si le couple royal est venu visiter les installations et se rendre compte des conditions de travail et de vie des employés, notamment ceux de retour de la Grande guerre, il est également venu apprécier le cadre de vie de la Garden City.

#### 4. Un village modèle: la Cité-jardin

Dès 1893, George Cadbury achète plus de 48 hectares de terrain pour y loger les maisons de la Cité. D'autres acquisitions suivront les années suivantes, principalement entre 1898 et 1911. Suite au décès de George Cadbury, l'entreprise familiale devient le 13 juin 1899: *Cadbury Brothers*

<sup>14</sup> CHINN, Carl, *The Cadbury Story, a short story*, Brewin Books, Birmingham, 1998.



Les toutes premières maisons à Bournville

*Limited*, au capital de 950000 livres. À partir de 1900, une nouvelle société, *The Bournville Village Trust*, est créée afin de gérer directement le village et son développement. Les acquisitions de terrains peuvent être faites par l'une ou l'autre des sociétés. Le village, comme nous l'avons vu, doit être imaginé comme un lieu propice au travail, à la construction de soi dans le cadre des schèmes chrétiens. Si à l'origine, George Cadbury imagine une cité de quakers, il abandonne très vite l'idée pour ouvrir le village à un plus grand nombre d'hommes et de femmes, travaillant ou non à la chocolaterie. Ce village avait pour ambition de devenir un modèle que l'on pourrait, en l'aménageant si nécessaire,

reproduire. Il devait également répondre au besoin de logement salubres et, pour une part, remédier à la très grande précarité des travailleurs. Bournville en ce sens n'est pas unique; en effet un certain nombre d'industriels ont établi des cités pour loger leurs employés. Toutefois, la qualité et le grand nombre des installations, le souci des constructions et des espaces verts, marquent la différence en faveur de Bournville.

En 1894, les premiers plans des maisons sont conçus par un proche, un quaker, A.P. Walker mais rapidement la mission est confiée à un jeune homme de vingt ans, William Alexander Harvey. Au tout début des constructions les maisons sont peu





Une maison modèle pour une cité idéale



La maison et son jardin

nombreuses, on en compte seulement seize. Elles sont destinées aux employés qui ont des missions considérées comme majeures pour la société. Il est donc pertinent de les avoir in situ pour le bon fonctionnement de l'entreprise.

Harvey joue un rôle décisif dans l'organisation de la cité. Il veut unifier le dessin des maisons, souvent jumelées, afin de créer un modèle architectural. Cependant, pour rompre la monotonie, il va d'emblée proposer des variantes du dessin des façades. Les constructions sont en briques et tuiles artisanales dans la pure tradition de la construction de la région de Birmingham. La famille Cadbury ne lésine pas sur le prix des constructions qui sont la clé de voûte de la cité idéale. Au demeurant, la réussite économique de l'entreprise le permet. Les règles d'organisation de l'espace sont strictes : l'habitation ne doit pas occuper plus d' $\frac{1}{4}$  de la parcelle, les  $\frac{3}{4}$  restants devant être destinés au jardin et aux espaces verts. La maison type est composée d'une entrée, d'un séjour et d'une cuisine et à l'étage de 3 chambres. Plus tard, elle comprendra également

une salle de bain. La maison du village offre un confort nouveau : espace, lumière, aménagements rationalisés, sanitaires, un espace vert (gazon) devant et un potager à l'arrière.

Le village est alors nommé : *Bournville Building Estate*, une campagne de publicité est lancée afin de promouvoir le village auprès de nouveaux acheteurs. En 1899, le nombre de maisons construites passe à 200, il sera de 315 cinq ans plus tard. L'objectif est alors d'offrir des logements de qualité aux employés, notamment aux ouvriers de Bournville mais plus largement à ceux de Birmingham et de sa région. Les premières constructions sont proposées en location-vente au prix coûtant pour un bail de 99 ans. Toutefois, la totalité des employés ne pourra jamais se loger à Bournville essentiellement en raison des coûts. Outre le prix trop élevé pour acheter ou même louer, beaucoup de propriétaires ne voient pas d'un bon œil l'arrivée de pauvres dans leur voisinage. Une large majorité fera donc le trajet de Birmingham à Bournville, empruntant principalement le train,

parfois même se rendant à pied sur leur lieu de travail. Ainsi, la mixité sociale demeure limitée : les ouvriers qui logent à Bournville sont des ouvriers qualifiés qui disposent de revenus suffisants. Si les Cadbury veulent faire de la cité-jardin un modèle, le jeune architecte Harvey publiera en 1906, après son départ de son poste d'architecte pour le *Bournville Building Estate*, un ouvrage<sup>15</sup> faisant également la promotion du village et de ses réalisations. Harvey accompagne George Cadbury pour promouvoir leur modèle. Ainsi, des conférences sont organisées ce qui permet de récolter des fonds pour le *Bournville Trust* mais aussi de trouver de nouveaux clients partageant les mêmes valeurs.

Depuis plusieurs années l'urbaniste Ebenezer Howard<sup>16</sup> réfléchit à la conception d'un modèle de cité susceptible de lutter durablement contre la pauvreté, l'insalubrité de l'habitat ouvrier et ses conséquences. Le décor est celui des romans de Charles Dickens, du travail des enfants, des usines-prisons. Howard propose de réunir au sein de la cité-jardin les avantages de la ville et de la campagne. Pour expliciter sa solution, il dessine un schéma, celui dit des trois aimants : ville, campagne, le troisième nommé ville-campagne faisant office de trait d'union.

La cité-jardin est une ville de dimension adéquate, entourée d'une ceinture verte, accueillant au plus 30 000 habitants. L'industrie et le commerce de la cité nouvelle doivent assurer son autonomie. Des activités culturelles contribuent au partage de valeurs communes au sein de la communauté. La symétrie de la cité-jardin répond au souci de dessiner une société harmonieuse. L'entreprise d'Howard conçue selon ses propres termes comme « la voix pacifique d'une véritable réforme », a pour dessein d'amender la société. Pour réaliser sa cité idéale, la

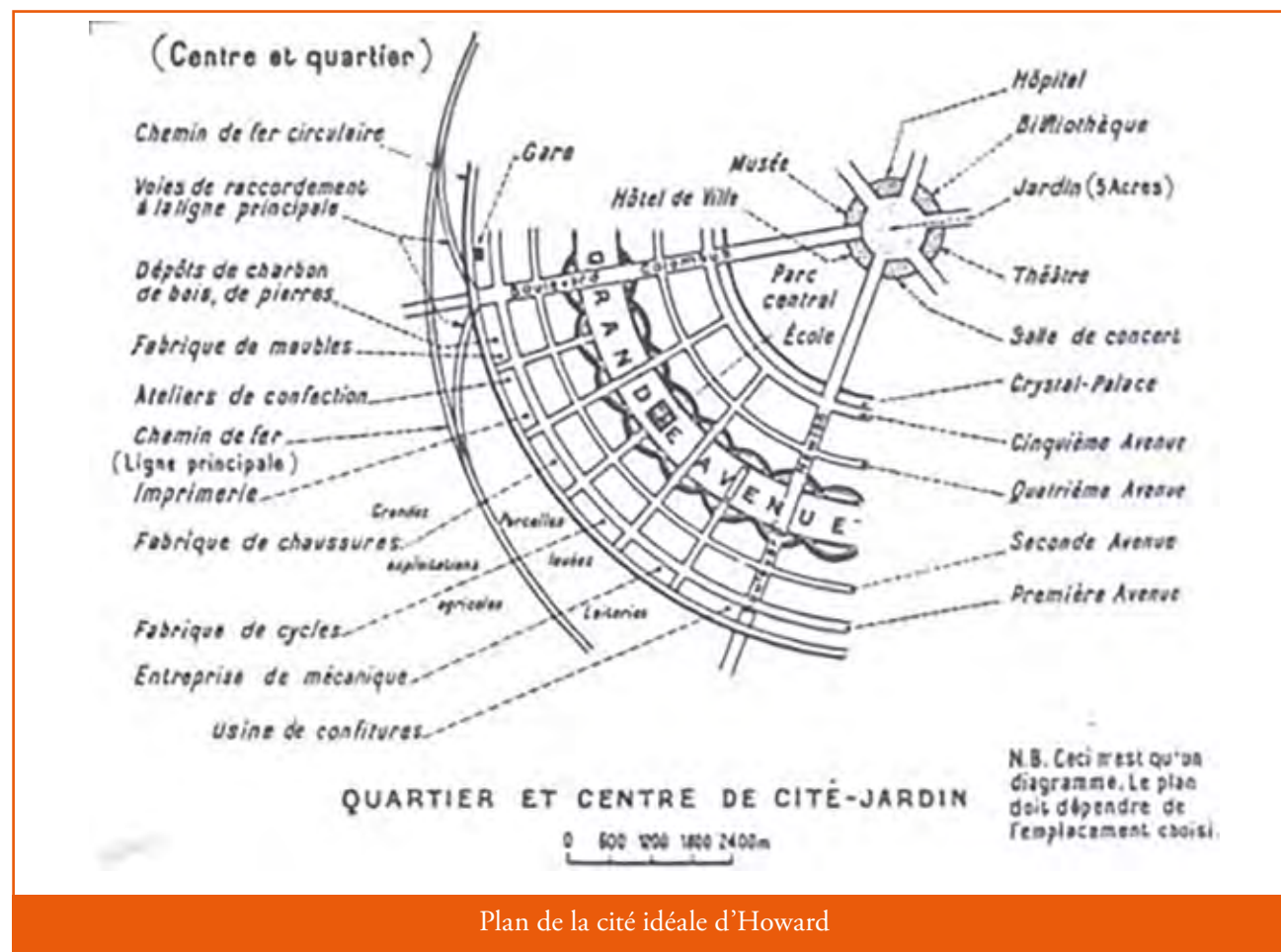
15 HARVEY, Alexander, *The model village and its cottage: Bournville*, B.T. Batsford, Londres, 1906.

16 EBENEZER, Howard (1850-1928) est un urbaniste anglais. Il est le concepteur de la cité-jardin.

cité-jardin, Howard a besoin de soutiens politiques et surtout financiers. Il multiplie les conférences et finit par publier l'ouvrage rassemblant ses idées : *To-morrow: a peaceful path to real reform* en 1898. Un an plus tard, la *Garden City Association* est fondée. Toutefois, les moyens financiers manquent. Grâce au soutien du libéral et influent Ralph Neville, Howard découvre Bournville, ce qui redouble sa propre conviction. Sans partager l'ensemble des convictions des quakers et moins encore le paternalisme des Cadbury, il est séduit par la réalisation de la cité-jardin de Bournville. Il rencontre également William Lever qui a fait fortune dans la fabrication de savon et qui lui aussi a créé un village modèle<sup>17</sup> près de son usine, dans la région de Liverpool. Cadbury et Lever vont soutenir activement le projet d'Howard en parrainant une conférence qui sera organisée en septembre 1901 à Bournville et qui rassemblera plus de 1 500 personnes. Son succès est important, George Bernard Shaw participe à la conférence, il sera l'un des partisans de la cité-jardin. La presse se fera l'écho des débats et des présentations de Bournville, ce qui permettra à Howard de rassembler les fonds nécessaires à l'achat des terrains pour la construction de sa future cité-jardin à Letchworth<sup>18</sup>. En septembre 1903, la *First Garden City* est enregistrée, Cadbury et Lever jouent un rôle décisif au sein de l'association. Un mois plus tard, la cité-jardin de Letchworth est inaugurée par les protagonistes de sa fondation, aux côtés d'Howard et de son architecte, Unwin, Cadbury et Lever. Ces derniers sont très impliqués dans l'association de promotion

17 Il s'agit de Port Sunlight qui a été construit à partir de 1888. À la différence de Bournville, Port Sunlight est fondé pour loger uniquement les employés de la société Lever. La cité offre également des avantages en termes d'infrastructures publiques et sociales.

18 SHAW, George Bernard (1856-1950) est un critique musical et dramaturge irlandais. Il obtient le prix Nobel de littérature en 1925. Pacifiste et anticonformiste, George Bernard SHAW va être un défenseur et un promoteur de la cité-jardin.



Plan de la cité idéale d'Howard

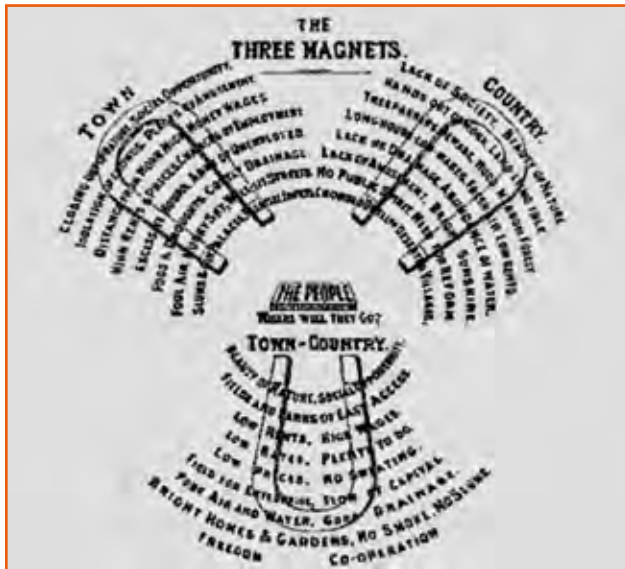
des cités-jardins, notamment celle de Letchworth où ils ont tous deux investi. L'association s'adapte en élargissant son champ, elle inclura rapidement la question de la planification urbaine : *Garden Cities and Town planning Association (TPA)*. Au niveau national, son influence est au premier plan, puisque les politiques se soucient de trouver une solution à l'insalubrité des villes et des logements. Une loi est votée en 1909 : *Housing, Town Planning, &c. Act*<sup>20</sup> dont l'objet est d'une part, la construction et la réhabilitation de logements par les villes et d'autre part, inciter les municipalités à les réglementer. À Bournville, les travaux se poursuivent, bien que la situation économique rende le développement moins rapide. En effet, à partir de 1904, il faut réduire les

coûts, notamment ceux de la construction. Harvey est remplacé par un autre architecte, Bedford Tylor, qui construira des habitations plus simples et moins onéreuses. Des maisons seront alors proposées à la location à un prix très attractif. Pour les besoins de ces dernières réalisations une nouvelle société est

19 Letchworth est une ville située dans le Hertfordshire. Elle est construite en 1903 à partir des plans dressés par l'architecte Raymond Unwin. Le dessin architectural est emprunté au mouvement Arts & Crafts. Unwin dessinera sur le même principe une autre ville, Welwyn. L'influence de ces réalisations est considérable au Royaume-Uni. En effet, elles vont inspirer des lois sur le logement social : *The Housing and Town Planning Act*.

20 En 1919, le principe de réglementation devient obligatoire par la loi pour les villes de plus de 20 000 habitants.





Le schéma des trois aimants d'Howard

créée : *Bournville Tenants Limited*. De 1906 à 1913, 150 nouvelles maisons sont ainsi construites, qui connaissent un vrai succès.

Les Cadbury, afin de répondre à la demande, proposent à des coopératives et à des sociétés partageant leurs valeurs de louer les terrains restés vacants afin de les lotir. Bournville est aussi un lieu d'expérimentation tant pour l'utilisation des matériaux de construction que pour celle de l'électricité ; à partir de 1934, la ville innove en matière d'aménagement et d'équipement intérieur. Si les conditions de vie semblent plus favorables que nulle part ailleurs sur le territoire, tout comme pour l'organisation du travail à l'usine, des règles de vie doivent être acceptées et respectées. Elisabeth Cadbury, l'épouse de George, a elle-même la charge d'accueillir les nouveaux habitants et de leur transmettre les règles de vie dans la communauté. L'alcool et le tabac sont, au début de la création du village, interdits. Aux règles de bon voisinage, s'ajoutent des recommandations. Elles incluent la pratique de bain en eau froide, de la marche et de la culture potagère ainsi que l'usage d'un lit simple pour dormir. D'autres règles, celles concernant la santé sont diffusées

aux habitants. Ainsi, il était fortement recommandé de ne pas laisser infuser son thé plus de 3 minutes et de dormir la bouche fermée<sup>21</sup>. Le développement du village va suivre celui de l'entreprise devenue entre les deux guerres une multinationale puissante. La cité-jardin, tout en suivant les nouvelles réglementations, va poursuivre son développement tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Son influence sera grande, puisqu'elle servira de modèle à de nombreuses initiatives, celle du concurrent Rowntree qui va lui aussi créer son village ouvrier. À l'étranger également, puisque dès 1906 un groupe de maires allemands se rendra à Bournville afin d'étudier les possibilités d'ouvrir des cités-jardins. La même année pour le compte de l'horloger suisse Henri-Frédéric Sandoz, l'architecte René Chapallaz effectue un voyage en Europe, principalement à Bournville. Cette visite va inspirer la mise en place de sa cité-jardin de Sonrougeux à Tavannes. En France, *Le Musée social*<sup>22</sup> accorde en 1903 à George Benoît-Lévy<sup>23</sup> une bourse pour visiter et étudier les expériences de Port Sunlight mais aussi de Bournville. De retour en France, il crée l'*Association des Cités-jardins de France*. Il promeut les idées d'Howard mais comme le précise Marie Gaimard : « La cité-jardin à la française n'est pas une entité urbaine autonome ; elle est perçue comme une figure évoluée de la cité ouvrière ».<sup>24</sup> Un grand nombre de cités-jardins sont construites à travers la France, notamment à Asnières-Gennevilliers, près de Paris, entre 1923 et 1934. Ces constructions font partie d'une quinzaine de programmes réalisés par l'*Office de l'Habitat Bon Marché de la Seine*. Plus globalement, dans toute l'Europe, on construit des cités-jardins tout en les adaptant au contexte politique,

21 In GEORGE, Benoît-Lévy, *La Cité jardin, art et coopérations dans les cités-jardins*, Paris, éd. des cités-jardins de France, 1911, p. 193.

22 *Le Musée social* a été fondé en 1894 à Paris. Organisé sous la forme d'une fondation, *Le Musée social* est dès son origine est un institut de recherche. Il va jouer un rôle important dans la diffusion des expérimentations sociales.

23 GEORGES, Benoît-Lévy (1880-1971) est un juriste et journaliste français.



L'usine Cadbury et les habitations à Bournville, vue du ciel

économique et culturel. Outre-Atlantique, l'architecte des cités-jardins de Letchworth, Unwin, est consulté en 1933 par le président des États-Unis Franklin D. Roosevelt dans le cadre de son New Deal.

Ainsi, l'initiative d'organisation de l'habitat des Cadbury suivie de celles d'autres industriels britanniques, va-t-elle influencer ou plus exactement encourager d'autres entreprises en occident. On peut considérer que les conclusions du 3<sup>e</sup> *Congrès International d'Architecture Moderne (CIAM)* réuni à Bruxelles en 1930 qui rejette le concept de la cité-jardin et opte pour des constructions en hauteur met un frein à un plus grand développement. Toutefois, du fait de la qualité de leur construction et de l'aménagement urbain, une large majorité des cités-jardins continue de loger des milliers de personnes. Au Royaume-Uni, notamment à Bournville<sup>25</sup>, et dans la plupart des villes des pays

24 GAIMARD, Marie, introduction au texte de Georges Benoît-Lévy, *La cité-jardin*, Gazette des Beaux-Arts, février 1910, in INHA, Les Collections électroniques en ligne : <http://inha.revues.org/6077>.

où elles existent, elles font l'objet d'une protection patrimoniale particulière. Il est difficile de dresser un bilan tant les initiatives sont nombreuses; quoique fondées sur le même concept, elles demeurent différentes. Cependant, si l'on considère la question sociale on peut esquisser une réponse. En effet, le rêve utopique de la ville modèle, dans sa version britannique, bien qu'il ait permis d'engager des débats suivis de réalisations, de repenser la ville et de poser les premiers jalons de ce que nous nommons l'urbanisme, n'a guère atteint son premier objectif: loger les plus nécessiteux. Howard travailleur acharné pour la promotion de sa cité-jardin, devra constater à regret qu'en défendant sa réalisation il s'aliène des investisseurs dont les desseins sont moins généreux. Ses premiers plans sont modifiés par Unwin au détriment d'éléments majeurs de la première conception; la promotion qui reste difficile auprès du public à qui elle était principalement destinée, est en outre contrariée par la rentabilité des investissements privés. Plus d'un siècle après le lancement de la première cité-jardin, modèle utopique d'une ville organisée à l'ère industrielle, qu'en est-il aujourd'hui des modèles d'organisation de la ville du XXI<sup>e</sup> siècle? Ne manque-t-on pas de vision et d'ambition mais aussi d'imagination en matière d'utopie ?

## BIBLIOGRAPHIE

BENOÎT-LÉVY, George, *La cité jardin*, éd. H. Jouve, 1904.

BRADLEY, John, *Cadbury's Purple Reign: The Story Behind Chocolate's Best-Loved Brand*, John Wiley & Sons Ltd, Chichester, 2008.

CADBURY, Deborah, *Chocolate Wars: From Cadbury to Kraft - 200 Years of Sweet Success and Bitter Rivalry*, HarperCollins Publishers, UK, 2010.

CADBURY, William, *Bournville and Art*, BWM, March 1935, p. 82-83.

CADBURY, Edward, *A quarter of century's survey*, BWM, March 1924.

CHINN, Carl, *The Cadbury Story, a short story*, Brewin Books, Birmingham, 1998.

CHOAY, Françoise, *L'urbanisme, utopies et réalités*, Coll. Points, éd. du Seuil, Paris, 1965.

CULLINGWORTH, J. B., *Town and Country Planning in Britain*, Allen and Unwin, London, 1990.

EBENEZER, Howard, *To-Morrow, A peaceful Path to real Reform*, Routledge, Londres, New York, 2003 (1<sup>ère</sup> édition 1898).

FISHMAN, Robert, *L'utopie urbaine au XX<sup>e</sup> siècle, Ebenezer Howard, Frank Lloyd Wright, Le Corbusier*, Coll. Architecture + Recherches, éd. Pierre Mardaga, Bruxelles, 1979.

FOURCAUT, Annie, *La cité-jardin contre le lotissement. 1900-1930*, Urbanisme N°309, novembre-décembre 1999.

GARDINER, Alfred George, *Life of George Cadbury*, Cassell and Company, London, 1923.

GUELTON, Mayalène, « Henri Sellier et les leçons de l'étranger », *Histoire urbaine* 2/2013 (n° 37), p. 73-93.

HARRISON, Michael, *Bournville: Model Village to Garden Suburb*, Phillimore & Co, Chichester, 1999.

HARWICH, Nikita, *Histoire du chocolat*, éd. Desjonquères, Paris, 2008.

IOLO, Aneurin, Williams, *The Firm of Cadbury, 1831-1931*, Constable & Co, London, 1931.

PAQUOT, Thierry, *Ebenezer Howard et la cité-jardin*, Urbanisme N° 343, juillet-août 2005.

SMITH, Child & Rowlinson, *Reshaping Work: The Cadbury Experience*, Cambridge University Press, 1990.

STRANZ, Walter, *George Cadbury Lifelines Series*, Shire Publications Ltd, Oxford, UK, 1973.

UNWIN, Raymond, Sellier Henri (nouvelle traduction), *Étude pratique des plans de villes, introduction à l'art de dessiner les plans d'aménagement et d'extension*, Marseille, Parenthèses, 2012.

25 En 2015, l'industrie du chocolat Cadbury poursuit son activité à Bournville. Depuis 1990, un parc d'attraction autour des activités de la fabrication du chocolat y a été développé. La marque anglaise après avoir été l'un des leaders du chocolat au monde, fait partie depuis 2010 du groupe agro-alimentaire américain Mondelez International.





La Colònia Sedó d'Esparreguera  
La villa du patron entre l'usine et la cité

# POUR UNE ARCHÉOLOGIE DE LA COLONIE INDUSTRIELLE

PABLO LÓPEZ CALLE

UNIVERSIDAD COMPLUTENSE DE MADRID

« *The great value of industrial archaeology is that it has brought into the historical field a large number of practical-minded people with a taste of awkward questions* »  
Kenneth Hudson, *The Archaeology of Industry*, 1976.

Lorsque le voyageur, ou celui qui regarde une photographie, est confronté à l'image d'une colonie industrielle dans son ensemble, il ne peut qu'être frappé. Il a devant lui un ensemble compact d'édifices et d'espaces qui occupent jusqu'à épuisement le temps de ses habitants (en fournissant logement, travail, éducation, loisirs, culte) et les relations sociales (familiales, professionnelles, communautaires) qui les entoureront probablement leur vie entière.

La vue aérienne de Colònia Sedó, située le long du Llobregat, présente une colonie industrielle textile typique du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle en Catalogne. La villa du directeur au centre, entre l'usine et les logements que domine l'église, la continuité entre habitat et espace productif, les espaces liés au culte et aux loisirs, évoquent le système de relations sociales et les conditions de vie et de travail de ses habitants dans le système des

colonies industrielles catalanes, un système qui a perduré jusqu'aux années 1970.

Les colonies industrielles forment une part essentielle et spécifique du patrimoine industriel occidental, car elles soulignent obstinément les contradictions du discours libéral autour des origines et du développement de la révolution industrielle.

En ce sens, les colonies industrielles sont un prisme d'analyse privilégié pour l'histoire critique et sociale. Le phénomène de la colonie industrielle nous oblige à réviser les grammaires hégémoniques sur l'apparition d'institutions centrales et profondément ancrées dans les sociétés modernes: bien entendu le travail salarié, mais aussi l'éducation, la santé, la famille, le logement, le sport...

La pertinence sociologique des colonies industrielles ne réside pas tant dans leur représentativité ou leur ampleur, même si elles ne sont pas négligeables<sup>1</sup>, mais plutôt dans leur sens:

elles nous permettent de déduire le champ des possibles dont elles faisaient partie. La question est donc: comment le phénomène des colonies industrielles est-il possible dans la société libérale moderne?

Ce type de relations et d'institutions de domination politique et sociale se développe dans un contexte régi par les principes de liberté et d'égalité qui caractérisent les constitutions modernes. Ainsi, le phénomène des colonies industrielles, analysé depuis la perspective de l'archéologie industrielle, nous permet notamment de mettre en regard les discours de la rationalisation et de la modernité avec les pratiques entrepreneuriales d'exploitation et de domination de la main d'œuvre.

## 1. La méthode: l'archéologie de la colonie industrielle

La méthode de l'archéologie industrielle offre à la sociologie du travail et à l'histoire sociale un outil herméneutique puissant, qui permet de lire directement les relations sociales inscrites dans l'espace et le territoire, au-delà des discours et des

<sup>1</sup> Aux États-Unis, par exemple, en 1930, le *Bureau of Labor Statistics* estimait que plus de deux millions de personnes vivaient dans des villes-usines (Crawford, 1995:2).

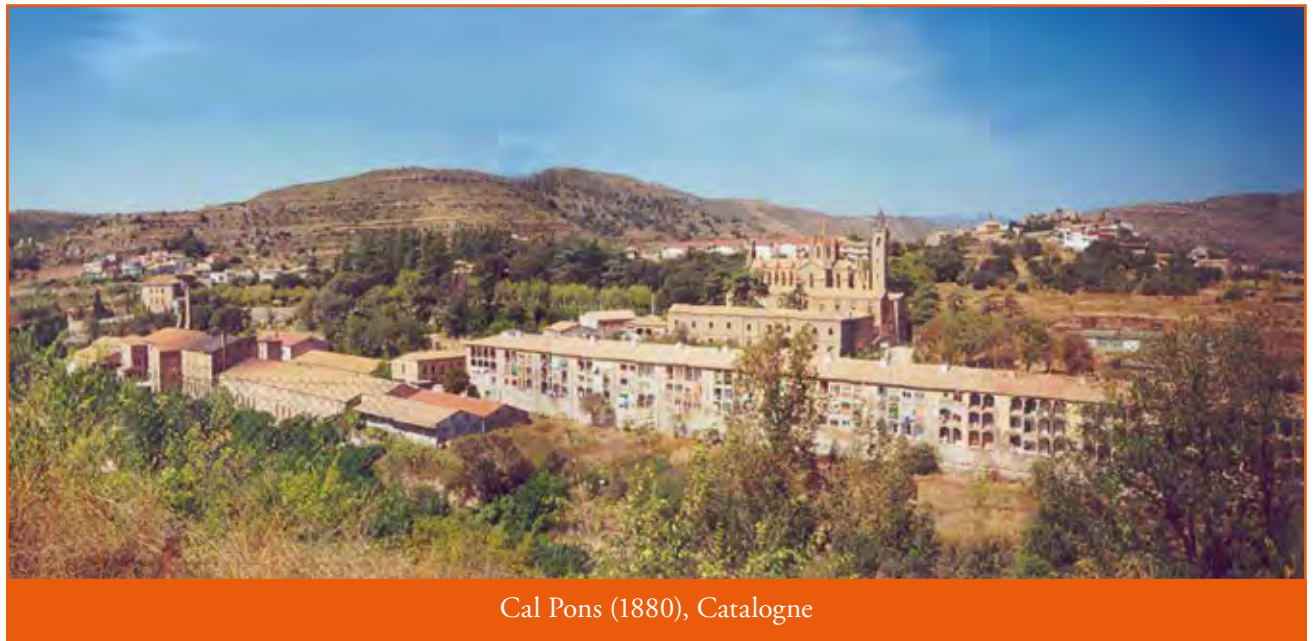


actions des acteurs ou des récits des observateurs. La sociologie critique cherche précisément à comprendre les phénomènes sociaux à partir des structures de pouvoir au sein desquelles elles se développent. L'archéologie industrielle permet, en un sens, d'accéder directement au moment historique et concret du phénomène social structurant structuré, pour reprendre les termes de Bourdieu. Ceci implique de dépasser les explications basées sur les motifs des acteurs (qu'ils soient explicités par eux-mêmes ou leur soient attribués par d'autres), comme nous le verrons pour l'analyse du discours du paternalisme industriel, et d'analyser les conditions dans lesquelles ces motifs (toujours interprétables) deviennent réels. En somme, les explications basées sur les motifs cachent toujours les possibilités ou les nécessités et déterminations des actions sociales.

Ainsi, dans le cas de la ville-usine, nous ne nous intéressons pas tant à ses traits évidents (comme les dispositifs perfectionnés destinés à obtenir des bénéfices, et les systèmes d'exploitation et de domination) mais plutôt à sa possibilité même<sup>2</sup> (nous utilisons le terme de « dispositif » au sens de Foucault).

En outre, étudier les villes-usines permet d'étudier les discours entrepreneuriaux comme des pratiques, et les pratiques comme des discours. Dans la perspective foucauldienne, l'appropriation du savoir

2 Comme nous l'avons souligné précédemment, l'individualisme méthodologique, qui considère les motifs des actions comme causes de ces actions, a pour effet d'occulter les relations de pouvoir qui existent entre les acteurs sociaux, en présentant les déterminations sociales ou les relations de pouvoir comme des préférences des acteurs. L'argument de J.H. Shepard, l'une des principales figures du système paternaliste des colonies industrielles qui se développa dans la région de Gastonia, aux USA, au début du XX<sup>e</sup> siècle, nous fournit une illustration parfaite de cette occultation « c'est une insulte lorsque quelqu'un me demande si les constructeurs de villes-usines comme moi, nous le faisons pour gagner de l'argent, ou pour le bien-être social. Tout homme désire, avant tout, gagner son pain, assurer son logement, pouvoir se vêtir, et, au final, gagner de l'argent. 99 % des motivations des premiers entrepreneurs sont liées à l'intérêt économique » (Pope, 1975: 19).



Cal Pons (1880), Catalogne

par le pouvoir suppose que dans l'ordre du discours, l'action d'indiquer est aussi action d'apparaître (les mots sont aussi des choses): la capacité – le pouvoir – de nommer le monde détermine la vérité de ce qu'est le monde (par exemple, ce qui est juste ou injuste, ou le prix des marchandises), mais en même temps, les pratiques, les choses sont aussi des mots. Ainsi, nous verrons que le dessin architectural, l'urbanisme ou la conception de nouvelles technologies sont des dispositifs qui indiquent des façons de faire et délimitent des champs d'action<sup>3</sup>. La colonie industrielle comme dispositif générique d'industrialisation est un analyseur privilégié pour appliquer ces principes méthodologiques.

3 De nombreux auteurs de différentes disciplines, comme l'ergonomie (Hirschorn, 1987), la sociologie (Mackenzie & Wajcman, 1985), ou l'histoire sociale de la technologie et l'histoire des sciences (Bijker; Huges & Pinch, 1984) ont montré comment les innovations et les choix technologiques n'évoluent pas seulement en fonction des progrès techniques, mais qu'ils sont déterminés par, et déterminent à leur tour, les relations sociales (ils incorporent des dispositifs de contrôle et de surveillance, ils déterminent les tâches et le contenu du travail de l'ouvrier, etc...) [Armytage, 1967].

Pour autant, nous n'allons ici nous livrer ni à une monographie ou une étude de cas, ni à une classification ou une typologie en fonction de critères chronologiques, géographiques ou formels déterminés – typologies et classifications qui ont toujours un effet de normalisation en montrant qu'une spécificité pourrait expliquer l'anormalité du phénomène (des besoins productifs spécifiques, des cultures d'entreprise particulières, des contextes sociaux déterminés...etc...). Nous avons plutôt opté pour la stratégie inverse : chercher le général et le constant dans les colonies industrielles. Qu'avons-nous trouvé de similaire dans les colonies industrielles de différentes époques, de différents pays, de différents secteurs ?

Le fil argumentatif que nous allons suivre présente, en ce sens, une structure intentionnellement faible, car il s'articule autour d'une sélection de photographies prises lors de visites de colonies industrielles en Catalogne, en Angleterre, aux États-Unis et en France, entre 2001 et 2015, dans des secteurs industriels divers (mines,



textile, industrie de transformation...) et témoins directs ou indirects d'époques variées.

## 2. La colonie industrielle comme dispositif de gestion de la force de travail

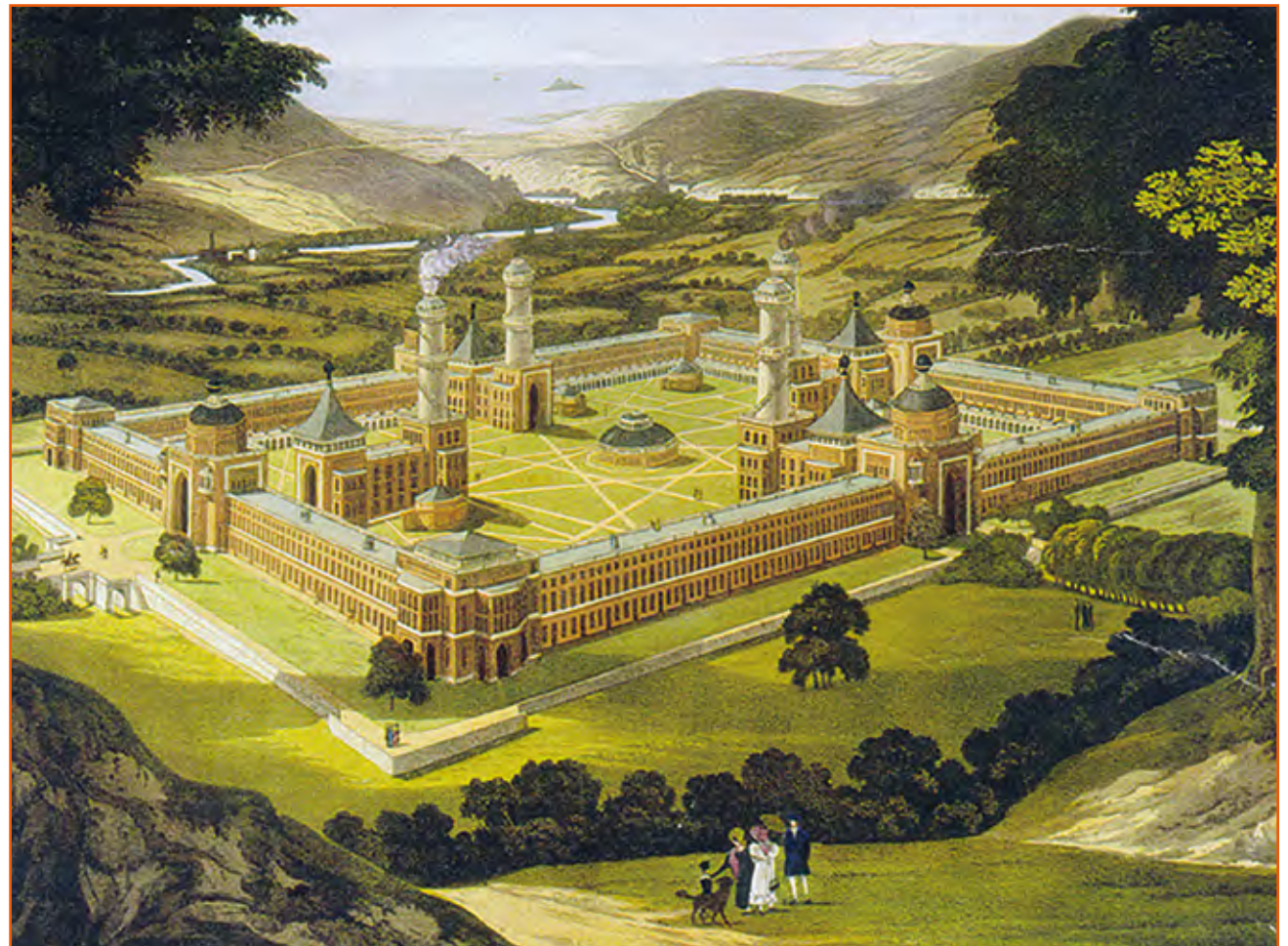
En premier lieu, la colonie industrielle est un projet conscient d'organisation du temps hors travail des ouvriers, lié au discours dudit *paternalisme industriel* qui apparaît comme une réponse à la première phase d'industrialisation dans quelques villes anglaises (Manchester, Liverpool, Leeds ou Bradford)<sup>4</sup>. Il est destiné, selon ses propres promoteurs, à résoudre deux types de problèmes sociaux et productifs qui semblent les conséquences de ce qui est appelé le capitalisme sauvage, postérieur aux grandes réformes libérales du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de faire face à l'intensification et à l'extension du mouvement ouvrier, qui a donné lieu à des épisodes de violence dans les campagnes et dans certaines villes au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Le second objectif est de résoudre le problème de la reproduction de la force de travail, décimée par la pauvreté, l'usure et la fatigue au travail, les maladies liées à l'insalubrité des logements, la faible fécondité, le manque de formation, etc.<sup>5</sup>

Enfin, il s'agit avant tout de rechercher de la place pour construire une usine que le trop plein des villes ne peut absorber.

Deux types de propositions émergent face à ces problèmes: similaires sur la forme, elles sont totalement antagonistes sur le fond, car elles

4 Par exemple Bradford, où Titus Salt, promoteur de Saltaire, avait auparavant ses usines, était connue comme « la pire ville du monde » (Woods, 2000: 19-22).

5 DOREL-FERRÉ, Gracia, donne dans son livre sur les colonies industrielles catalanes l'exemple de Miguel Puig, patron de la colonie Sedó (1848) qui proposait avec la création de sa nouvelle ville-usine de « placer l'usine hors des agglomérations urbaines pour éliminer les inconvénients que représentent, pour la santé, le moral et la tranquillité publique, les grandes concentrations de travailleurs » [Dorel-Ferré:92].



Projet (pour l'essentiel non réalisé) de *New Harmony* en Indiana, par William Maclure et Robert Owen, vers 1824. Maquette du musée de *New Harmony*, Indiana, USA

s'ancrent dans les deux grandes conceptions de la politique issues de la contradiction radicale constitutive de l'ordre social moderne. Depuis la position de la politique absolue, apparaît le mouvement utopiste égalitaire qui cherche dans la création de communautés autarciques de vie et de travail la mise en application des principes illustrés<sup>6</sup>, comme à *New Harmony*, Indiana [1814].

Dans la grammaire de *la politique immanente*, la création de la colonie industrielle est l'incarnation du discours harmoniciste-productiviste qu'adopte la bourgeoisie industrielle éclairée du XIX<sup>e</sup> siècle. Il

s'agit de créer un état d'exception particulier qui permette d'établir artificiellement les conditions de marché (d'égalité effective d'opportunités) pour qu'il autorégule finalement la vie sociale et assigne

6 Le mouvement de caractère utopique séculier le plus important fut probablement celui mené par Albert Brisbane, qui, inspiré par Fourier, et indirectement par Owen, transfère aux Etats-Unis le modèle de phalanstère mis au point en Europe et donne lieu à la construction de plus de cinquante « phalanx » à la suite du premier d'entre eux, en 1849, dans le New Jersey. Godin commencera à construire son phalanstère une bonne dizaine d'années plus tard.





Colonia Güell (La colonia Güell à son fondateur, 1895), Catalogne



Statue dédiée à Titus Salt par ses travailleurs. Saltaire (1853), Bradford, England

les bénéfiques et les positions sociales en fonction du travail personnel de chaque individu.

Pour de nombreux entrepreneurs, la « question ouvrière » était essentiellement éducative et culturelle<sup>7</sup> : d'une part l'ouvrier radicalisé n'était pas conscient que l'amélioration de ses conditions de vie et de travail passait par la collaboration avec les patrons, et donc par l'augmentation de sa productivité. De plus gros bénéfices entraînant plus de richesses à répartir, patrons et travailleurs pouvaient y gagner, sous réserve d'une juste répartition, soumise à une juste rémunération du travail. D'autre part, la figure dépassée de l'entrepreneur, despote et exploiteur, était opposée aux directions modernes, assurant la promotion des avantages de la nouvelle « démocratie industrielle », inspirée par des idées saint-simoniennes comme celles de Philippe Buchez (1796-1865).

En outre, et de façon complémentaire, théoriser la question ouvrière comme une question morale ou culturelle légitimait l'intervention d'un éminent protecteur pour organiser la vie de la classe ouvrière hors des espaces productifs : l'hygiénisme social, les politiques de logement ouvrier, l'organisation des loisirs et l'éducation technique et morale des travailleurs furent certains des dispositifs utilisés à cette fin.

### 3. Les sources de la légitimité du paternalisme industriel

La coexistence harmonieuse, pour le dire de façon très schématique, affirme que, bien qu'il soit nécessaire d'établir artificiellement un prix juste et objectif du travail, au-delà des salaires et des conditions que les travailleurs sont disposés à accepter

<sup>7</sup> « À quels résultats positifs ne peut aboutir l'éducation? Étant donné le caractère docile qui distingue notre race [...] la question ouvrière pourra être résolue uniquement par l'instruction alliée à l'éducation » (Alvarez Estrada y García Camba, 1903:71).



Facsimile du règlement intérieur de Saltaire

individuellement, cette nécessité ne se nourrit pas de principes socialistes ou communistes, mais bien des bases mêmes du modèle libéral. Ce raisonnement est déjà très proche de la théorisation que va en faire le keynésianisme : le chômage, ou le sous-emploi (la pauvreté, par exemple) existent seulement quand il n'y a pas concurrence pure et parfaite sur le marché. Quand il n'existe pas de concurrence parfaite, on ne paie pas le prix « marginal » du travail et la création d'emploi s'assèche avant que le plein emploi ne soit atteint (plein emploi qui coïncide avec le moment où les salaires sont déterminés par le prix marginal du travail).

Mais la concurrence imparfaite n'est pas seulement causée par le manque de liberté, qui serait dû à des restrictions normatives externes au marché, mais aussi du fait du manque de capacité des citoyens pour exercer cette liberté. En l'absence de plein emploi, les travailleurs ne sont pas en position d'égalité pour négocier leurs salaires face aux patrons, l'emploi est alors un bien rare et son prix, pour le travailleur, devient supérieur à sa valeur. Pour autant, dans ces conditions, une intervention extérieure pour rétablir ces relations d'égalité ne suppose pas une interférence dans les relations de marché : elle les rétablit. La coexistence harmonieuse affirme ainsi que ce qui est bon pour l'économie est de payer aux travailleurs le juste prix de leur travail.

Par conséquent, en suivant ce raisonnement, lorsque les travailleurs ne perçoivent pas le juste prix de leur travail, ils ont besoin d'une protection et d'une tutelle, puisqu'ils ne sont pas en capacité d'exercer librement leur volonté. Le lien étroit entre capacité économique et liberté effective fonde un type de relation de domination qui n'est pas exactement une relation de pouvoir – comme l'écrivait Hobbes, celle-ci ne peut exister entre personnes différentes – mais qui se présente plutôt comme une voie d'émancipation pour le citoyen.

Ainsi, dans le même mouvement, la fourniture patronnée de droits et services sociaux est destinée, d'une part à compléter le juste prix que le travailleur doit recevoir pour assurer ses besoins, et d'autre part à gérer une partie des dépenses qu'effectue le travailleur avec son salaire, avec l'idée de lui donner capacité d'en sortir par lui-même<sup>8</sup>. Le raisonnement est tautologique mais très efficace : le mauvais usage du salaire mène au manque et à la nécessité d'une tutelle, et la situation de manque empêche un bon usage du salaire.

L'entrepreneur paternaliste émerge dans ce contexte « régénérationniste » (d'abord en Angleterre, puis en France, aux États-Unis... d'une part en se différenciant des patrons dénués d'âme

et de scrupules profitant de la faiblesse des classes laborieuses, et de l'autre s'érigeant en protecteurs et figures tutélaires des travailleurs. Un entrepreneur étasunien, patron d'une colonie industrielle en Caroline du Nord dans les années 1920 en venait ainsi à affirmer : « nous façonnons les citoyens américains, et faisons tourner des usines textiles pour en payer les frais »<sup>9</sup>.

#### 4. Like a Family

Ainsi, le projet paternaliste consiste à faire de l'entreprise une grande famille industrielle. L'entrepreneur apparaît à la fois comme le père et le frère de l'ouvrier, articulant coopération et concurrence ; alliance et filiation<sup>10</sup>.

La possibilité de présenter l'amélioration des conditions de travail comme un devoir moral ou comme un cadeau fait à l'ouvrier était directement

liée à la nécessité d'éviter que ce type de dispositifs ne se convertissent en droits intrinsèquement liés au statut salarial, perdant ainsi leur caractère d'incitation au travail et échappant au contrôle du patron.

En outre, le fait que ces droits soient accordés comme un complément au salaire améliorerait les conditions de reproduction de la force de travail, en baissant réellement la valeur de la force de travail, tant au quotidien que tout au long de la vie professionnelle, ou par le biais de la reproduction générationnelle. De plus, cela permettait d'inclure aux pouvoirs disciplinaires des entreprises le contrôle du comportement des travailleurs et de leurs familles hors de l'espace de l'usine, usurpant « légalement » des droits universels comme la libre circulation, la liberté d'expression ou le droit à la vie privée, comme dans le cas du Règlement intérieur du village de Saltaire.

Le pouvoir de domination des entreprises sur la vie de la communication s'appuie sur et trouve sa légitimité dans les mêmes principes que ceux du contrôle disciplinaire à l'intérieur de l'usine. On le sait, les relations d'exploitation capitalistes sont possibles grâce à une formule contractuelle qui présente les relations de dominations dérivées de la vente de la force de travail comme si elles étaient des relations d'échange.

Pour ce faire, d'une part, la nécessité dans laquelle se trouve le travailleur de céder sa capacité de travail au prix proposé afin de pouvoir subvenir à ses besoins est présenté comme si c'était le fruit d'une préférence de sa part, en comparaison du prix qu'il pourrait tirer du produit de son travail. D'autre part, la relation qui articule cette vente est présentée comme une relation contractuelle, au sein de laquelle le travailleur exerce sa libre décision de soumettre sa volonté (louer sa volonté) pour un temps déterminé au « pouvoir de direction ».

Les relations de dépendance et de domination qui s'établissent dans l'espace de la colonie ne sont

8 Mister HUMPHREYS, de la Patton Print Company de Milwaukee, de concert avec des homologues qui s'étaient eux aussi lancés dans des politiques de « bien-être » ou de welfare aux États-Unis, maniait avec aisance ces ambiguïtés : « Le meilleur que l'on puisse faire pour l'entreprise et pour ses employés c'est de les aider à s'aider eux-mêmes. Il est de notoriété publique que ce qu'un homme peut faire par lui-même est quatre fois meilleur que tout ce qu'un autre pourra faire pour lui, et il n'y a rien qui ait plus de valeur que ce qu'un homme peut développer pour lui-même, pour autant tout homme doit pouvoir être aidé à tirer le meilleur de lui-même. C'est ce que nous avons à l'esprit, et que nous essayons de mener à bien dans tout notre travail social » [traduction personnelle] (rapporté par Budgett Meakin en 1903 (Meakin, 1905: 30).

9 Entrepreneur anonyme interrogé par Liston Pope aux alentours de 1920 lorsque ce dernier lui demanda de définir quels étaient les objectifs du système de colonie industrielle textile implanté dans le Sud des États-Unis « We make american citizens, and run cotton mills to pay the expenses ». (Pope, 1973:16). Henry Ford lui-même, par exemple, définissait sa nouvelle méthode d'organisation de manière très proche : « Dans nos usines nous fabriquons des voitures, et nous fabriquons aussi des personnes » Ford, H, (1924), *My Life and Work*, W., Heinemann, London.

10 *Like a Family* est le titre d'un ouvrage dédié au système des colonies industrielles du Sud des États-Unis entre 1870 et 1930. (Down Hall et al., 1987).





L'Atmella de Merola, (1871), Catalogne



Viladomiu Nou, 1880, Rivière Llobregat, Catalogne

qu'un prolongement de celles qui régissent l'espace de l'usine. La libre décision des travailleurs et de leurs familles de venir vivre dans la colonie implique de se soumettre à ses règles de fonctionnement et aux directives de l'entreprise, et c'est pour cela qu'il était essentiel que l'entreprise soit propriétaire des terrains et des logements. Un industriel catalan connu formalisait cette libre relation de domination par le principe de la « *potestas in re* » : la propriété des choses donne lieu au « pouvoir sur les choses »<sup>11</sup>. De fait, l'organisation de l'espace devient un moyen de transformation sociale.

### 5. L'organisation de l'espace dans la colonie industrielle. Cellule et fonction : une place pour chaque chose, et chaque chose à sa place.

Dès le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, une série de sciences, à l'intersection de la médecine, de l'architecture, de l'urbanisme et de la psychologie sociale, comme l'hygiénisme, apparaissent et affirment la possibilité d'utiliser l'influence de l'environnement et de l'organisation spatiale dans la transformation morale des classes paysannes et prolétaires. La colonie industrielle est évidemment un concentré paradigmatique de ces disciplines et techniques.

La colonie, comme la démocratie en Amérique qu'observa Tocqueville, se construit sur un espace nouveau, du dedans vers le dehors. La

11 DE LA RIBA, Prat , politique et catalaniste convaincu, définit le droit de potestas in re, de la manière suivante: «L'ouvrier entre volontairement dans la famille industrielle [...]. Toutes ou presque toutes les facultés dont a besoin le patron pour la formation du milieu mentionné ont leurs racines dans la potestas in re, elles peuvent se baser sur la faculté d'interdire dans sa maison plus que sur des pratiques et des coutumes déterminées, sur celle d'expulser ceux qui s'éloignent de celles-ci, d'imposer à ceux qui veulent y vivre le respect des règles et préceptes que l'on juge pertinents, d'interdire son entrée aux personnes et aux choses, journaux et livres, par exemple, qui ne conviennent pas...» (Prat de La Riba, 1898, p. 56 et 57).





Lowell (1875), Façade de l'usine n° 8



L'Atmella de Merola, (1875), Catalogne

complet, intégré par les infrastructures productives et l'installation d'une bonne partie de sa main-d'œuvre. Dans des cas comme celui-ci [colonie de Trubia], l'entreprise s'érige en fournisseuse de logements et d'équipements, dépassant la situation de parasitisme total ou de respect partiel vis-à-vis des services existant dans les villages les plus proches».

L'organisation physique en direction de l'intérieur de la colonie est dotée d'un ordre hiérarchique dans les constructions et d'une certaine homogénéité formelle. Ainsi, la différenciation interne se base aussi sur l'homogénéité qui fait l'identité de la colonie à l'extérieur: «L'installation industrielle se trouve en un point prédominant, afin de refléter sa valeur de référent professionnel, de source de revenu et de référent presque magique en ce qu'il suppose de nouveauté et de dépassement des efforts humains»<sup>13</sup>.

En second lieu, la construction à partir de rien, de l'intérieur vers l'extérieur, ne laisse aucune place à des espaces fonctionnellement indéterminés ou de sociabilité créative. Parmi ceux-ci, le plus important est la rue elle-même. Comme l'écrit Lefèvre «sur la scène spontanée de la rue, je suis à la fois spectacle et spectateur, et, parfois, également acteur. C'est dans la rue que surgit le mouvement, de catalyse, sans lequel il n'y a pas de vie humaine, mais seulement séparation et ségrégation, stipulées et immobiles. Quand les rues ont été supprimées (depuis Le Corbusier, dans les «nouveaux quartiers»), les conséquences n'ont pas tardé à se manifester: disparition de la vie, limitation de la «ville» au rôle de dortoir, fonctionnalisation aberrante de l'existence. La rue remplit une série de fonctions que Le Corbusier dédaigne: la fonction



Cal Pons (1875), Catalogne.  
Rue située entre les logements,  
dominée par la maison du « maître », au fond

colonie industrielle, contrairement à la ville, n'a pas d'histoire.

En premier lieu, un *cordon sanitaire* est établi aux alentours de l'espace délimité par la colonie industrielle<sup>12</sup>.

Dans certains cas, cette ceinture symbolique se matérialise par des murs et des grilles artificielles. Dans d'autres, les rivières et les voies ferrées remplissent le même office que les méandres du Llobregat pour les colonies industrielles de la région de Berga, comme dans le cas paradigmatique de Viladomiu Nou en 1880.

L'implication des entreprises dans des activités immobilières et de service génère autant l'auto-suffisance vis-à-vis de l'extérieur que la fermeture sur l'intérieur. La colonie, comme le dit Covadonga Alvarez Quintana, «naît avec la vocation d'être un ensemble industriel exhaustif et

12 GAUDEMAR, parle d'un stade dans l'évolution de l'implantation du système capitaliste au cours duquel le modèle « panoptique » de l'usine s'étend hors de ses murs comme une « ceinture de protection », réduisant les formes d'indiscipline existant à l'extérieur du lieu de travail. Il le nomme *modèle paternaliste extensif*, et son idéal-type est précisément le modèle des colonies industrielles (Gaudemar, 1979, p. 193).

13 DÍAZ, Rafael; GARCÍA Martín, FERNANDO y otros «Arquitectura para la Industria de Castilla La Mancha». *Revista de Arquitectura Industrial* n° 10. Servicio de Publicaciones de la Junta de Castilla La Mancha. Ciudad Real. 1995. p. 50.





Blocs de logements à Port Sunlight, Grande Bretagne. Le confort apparent et la taille de ces maisons sont trompeurs : chacun des quatre modules du bloc est divisé en quatre logements occupés chacun par une famille, à raison de 2 logements par étage

informative, la fonction symbolique et la fonction de détente. Il s'y joue et s'y apprend. Dans la rue il y a du désordre, c'est certain, mais tous les éléments de la vie humaine, immobilisés dans d'autres lieux par une mise en ordre fixe et redondante, se libèrent et confluent dans les rues, et atteignent le centre; tous se donnent rendez-vous, loin de leurs habitacles fixes. C'est un désordre vivant, qui informe et surprend».

Dans la ville, et dans la colonie, la rue ne fait office que de lieu de transit, on élimine les bancs, les

murets, les trottoirs, les petites places, les balcons, les logements sont construits dos à dos. On évite clairement de construire des chemins alternatifs au passage par le centre, où se situe la maison du directeur.

Pourtant, les études critiques modernes dans le champ de la biopolitique ont montré que ce prétendu pouvoir de l'espace sur les habitants n'exerce pas un pouvoir réel sur ceux-ci, mais agit plutôt comme des dispositions, des champs de visibilité, comme des scènes de théâtre, où c'est

un regard de surveillance, même invisible, parfois d'auto-surveillance, qui impose constamment les fins et les formes de l'action pour lesquelles chaque lieu a été conçu.

À la question :

«Pourquoi les gens doivent-ils vivre dans des immeubles? Ils ne pourraient pas vivre dans des appartements individuels?

- Non, répondit Owen, l'organisation est essentielle «pour situer constamment la conduite des gens sous les yeux de la communauté».



De fait, de nombreux travaux ont montré que souvent, la fameuse *paix sociale*, tant dans l'espace de la colonie que dans celui de l'usine en général, n'est pas due à une intériorisation heureuse des principes de coexistence par les travailleurs, mais bien plutôt que lorsque ceux-ci accumulent, ou croient accumuler, la capacité de résistance nécessaire, ou lorsque les formes de contrôle se relâchent ou s'affaiblissent, des épisodes soudains de violence surgissent, là où le calme semblait régner. Ce fut le cas lors de la fameuse grande grève de Pullman, à Chicago, au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi à la colonie Sedó en Catalogne ou dans les colonies industrielles du sud des États-Unis, pour ne citer que quelques exemples.

Ainsi, pour les habitants des colonies, l'espace de la colonie se convertit en une scène qui indique les comportements, le *paraître* de chaque lieu *indique* une action attendue, ou, du moins, impute une intentionnalité<sup>14</sup>. José Sierra Álvarez souligne cette « approche conflictuelle du processus de conversion des espaces en lieux » et que, pour autant, c'est comme si « les espaces devaient être compris, en conséquence, comme des scènes (ou si l'on veut des contenants) de pratiques sociales ; mais également, et peut-être avant tout, comme un carrefour de tensions et de conflits (individuels ou collectifs, latents ou ouverts) marqués socialement et culturellement, c'est-à-dire historiquement ».

En premier lieu, la construction de l'usine se situe dans la transition entre une architecture industrielle assez symbolique et une architecture plus fonctionnelle. Il n'y aurait plus personne pour

14 La métaphore de l'espace du village industriel comme scène d'un théâtre a été utilisée par plusieurs spécialistes des colonies industrielles. Ornella Selvafolta, par exemple, à propos de la cristallerie Reine (1785) au Creusot écrit « L'élément dominant de la composition était la cour, un espace central carré, rectangulaire ou circulaire (parfois dimensionné à partir de schémas géométriques assez compliqués) qui régissait les autres bâtiments et était le théâtre d'une intense activité » (Selvafolta, 1985, p. 53).



Saltaire (1868), cheminée de l'usine imitant le clocher de l'église Santa María Gloriosa de Venise





Arcade Place, Ancienne colonie Pullman,  
Chicago

« admirer et contempler l'œuvre ». C'est plutôt que l'œuvre est destinée à façonner des fonctions et établir des hiérarchies.

À cheval entre architecture fonctionnelle et ornementale, l'éclectisme de styles historiques, *revival* ou modernisme, tente d'homogénéiser un souci de l'esthétique des constructions à partir de matériaux bon marché comme le fer et la brique apparente et une conception intérieure de type modulaire.

Le modernisme, en même temps, permet de différencier extérieurement les bâtiments, en les ornant de petits détails souvent de type Renaissance (bien qu'également faits de matériaux pauvres comme le plâtre). Ce style est caractéristique de nombreuses colonies industrielles : en Catalogne, dont le bastion pourrait être la colonie Güell, ou en Angleterre, où l'exemple le plus significatif est le style élisabéthain de Port Sunlight : un modèle architectural artisanal [*craft*] aux formes simples et aux détails sophistiqués, suivant le projet explicite d'associer aux travailleurs les valeurs de la classe moyenne, et essayant de parvenir, par le biais de l'espace, à « une influence civilisatrice », comme

« antidote à la monotonie du travail en usine, grâce à la variété de ses formes ».

Aujourd'hui, lorsqu'on visite Port Sunlight, on a vraiment l'impression d'une « ville de la meilleure qualité », telle que sa réputation fut construite dans le monde entier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Tous les logements ouvriers sont de grands *cottages* construits comme des imitations des demeures victoriennes, à la forme soignée et distinctive, dispersées dans un véritable jardin, le « Lever's garden », qui tente d'évoquer les jardins de Versailles. Pourtant, la réalité est bien différente. Ces grandes demeures ne sont que des agglomérats de petits appartements conçus de telle façon qu'ils passent inaperçus depuis l'extérieur, si ce n'est les portes d'entrées en abondance et la relative rareté de demeures le long des rues. Ce trompe-l'œil est parvenu à tromper quelques auteurs restés à distance, malgré son ratio de 80 logements par acre, une concentration bien supérieure à celle des autres colonies aux caractéristiques similaires comme Saltaire (20 logements par acre).

Saltaire, comme exemple d'organisation rationnelle, géométrique et proportionnée de l'espace, est parsemée de grandes œuvres architecturales et entourée de jardins. La cheminée de l'une de ses usines reproduit le style vénitien du clocher de Santa María Gloriosa, considérée par les contemporains comme l'une des « merveilles du monde », et toutes ses églises, hôpitaux, écoles et réfectoires sont un exemple soigné de gothique remis au goût du jour en pleine révolution industrielle. Titus Salt lui-même disait avoir donné des instructions à Lickwood, son architecte, « pour qu'on ne renonce à rien dans cette tentative de fournir un modèle au pays ».

Ce type de style architectural a également pour but de remplir une fonction identitaire, car le caractère totalement artificiel de la colonie implique qu'elle est *un lieu sans histoire, un espace sans temps*. Pour ses habitants, une esthétique formellement

Renaissance tente de suppléer à l'absence d'histoire collective, d'identité d'appartenance et de groupe, d'arbre généalogique pré-existant.

« Le lieu de travail tentait souvent, en plus de rationaliser le moment productif, d'établir des formules et des relations qui interprètent la nouvelle organisation sociale et transmettre ses contenus [...] ce qui se voit clairement dans les colonies patronales ».

Effectivement, le contrôle s'exerce en organisant les temps productifs et reproductifs de la vie de la colonie. Les horloges extérieures et les cloches et sirènes marquent les horaires d'ouverture et de fermeture des institutions, et les temps pour être à des endroits déterminés. Dans le calcul des salaires et des bénéfices sociaux, les employeurs valorisent, en plus des aptitudes productives, les comportements liés au travail : la ponctualité, la discipline, l'urbanité... etc...

Bien entendu, le culte religieux, en plus d'être lié à un comportement moralement approprié à une vie laborieuse et à une consommation austère, éloignait les travailleurs des bars les jours fériés. Ainsi, les églises et les centres de culte occupaient un lieu privilégié dans nombre de colonies industrielles, comme dans le cas des rives du Llobregat.

Liston Pope, dans son livre précisément intitulé *Millhands and preachers* (1973), étudie le phénomène des prédicateurs protestants convertis en entrepreneurs et directeurs de colonies industrielles dans la région de Gastonia, en Caroline du Nord, à partir des années 1940. Il rapporte l'explication que donne l'un d'entre eux sur le lien entre travail et religion « Aller à l'église fait de l'homme un meilleur travailleur. Il le rend docile, non, ce n'est pas le bon mot. Il le rend plus résigné, non, ce n'est pas ça non plus, mais ça te donne une idée générale ».

En général, les entreprises programment également les loisirs en leur attribuant des lieux spécifiques : les athénées, les théâtres, les casinos et les terrains de sport.

...et bien entendu, l'entreprise contrôle également la consommation et l'épargne des familles par le biais de l'économat et du carnet ouvrier (sur lequel l'entreprise crédite des fonds, qui peuvent être dépensés uniquement à l'économat). Comme nous l'avons précédemment écrit, une part des causes données à la pauvreté ouvrière n'étaient pas liées à un problème de revenus mais plutôt de dépenses, par défaut de rationalisation de la consommation et d'habitudes d'épargne. La femme, dans son nouveau rôle de maîtresse de maison, devait assumer un rôle de rationalisation des dépenses et tenir la comptabilité de la famille.

Là où le modèle de la colonie industrielle était le plus développé, comme à New Lanark, il n'y avait pas même de circulation d'argent proprement dit, mais dudit *token*, une espèce de monnaie utilisable uniquement dans la colonie.

Mais la politique sociale qui caractérise peut-être le mieux ces pratiques est la promotion du logement ouvrier, qui, logiquement, était l'un des traits identitaires basiques de toute colonie industrielle.

Dans la plupart des colonies, la relation des ouvriers avec leur logement était de semi-propriété. Les travailleurs n'étaient ni complètement propriétaires de leur maison, ni réellement locataires selon un régime défini comme tel. La plupart du temps, il s'agit d'une cession de la part de l'entreprise, pour laquelle il n'y avait pas de loyer, ou alors un loyer très faible, mais l'accès au logement était lié à la conservation d'un emploi dans l'entreprise par un ou plusieurs membres de la famille.

Ainsi, cette pseudo-propriété exerçait pour ses promoteurs une double influence : d'une part il était très important que le logement génère une forme de sentiment de propriété, alors que la plupart des ouvriers vivaient alors en location : « Chaque famille, dit Prat de la Riba, devrait avoir son propre logement, indépendant des autres [car] posséder une maison stabilise, l'organisation du



Église de la colonie Sedó, 1892. Elle a été flanquée en 1895 de l'école des filles et de l'école des garçons. L'enseignement des garçons était fait par le curé de la colonie



foyer serait ainsi complète et parfaite, son attrait serait chaque jour plus grand pour l'ouvrier, la vie de famille renaîtrait et l'ouvrier trouverait en son sein, au sortir du travail, le repos et la détente qu'il a pu trouver un temps dans les clubs et les bars». D'autre part, soumettre cette possession au maintien d'une relation de travail avec les entreprises logeuses, voire faire dépendre la qualité et la situation du logement du poste occupé dans l'usine, agissait comme un extraordinaire instrument disciplinaire dans les lieux de travail, car c'était la famille entière qui incitait le travailleur à la diligence sur son poste.

### Conclusions : l'archéologie comme méthode d'analyse de l'État social au travers de la colonie industrielle

L'opposition entre la gestion et l'organisation privée de la colonie industrielle (particularisme) et les politiques salariales et de gestion urbaine publiques (universalisme); entre les services d'entreprise mis en place par ledit paternalisme industriel dans les colonies industrielles sous des gouvernements libéraux et les services sociaux caractéristiques de l'État social, la différence ne repose pas tant sur les différents dispositifs matériels destinés à organiser et rationaliser la reproduction de la force de travail, mais plutôt sur les sources de légitimité dont elles se nourrissent. Le problème de légitimité dans le cas de la colonie industrielle n'est pas celui de la nécessité d'aider, en les mettant sous tutelle, les classes ouvrières, mais celui de déterminer qui doit remplir cette fonction (l'État).

Mais c'est le fait que la colonie et le paternalisme industriels soient considérés comme des particularismes qui définit, en négatif, l'institutionnalisation de ces dispositifs – leur contrôle objectif par l'État – comme un processus d'universalisation légitimant les systèmes de redistribution et de tutelle sociale: tant pour sa prétendue équité dans la redistribution des aides que pour sa capacité technique à distinguer ceux

capables de s'en sortir par eux-mêmes et ceux en étant incapables, ne favorisant pas ainsi des capables face à d'autres. En définitive, l'État social peut être interprété, en forçant le trait, comme une grande colonie industrielle.

De fait, depuis la création de New Lanark, la colonie industrielle, tant pour les analystes contemporains que pour ses promoteurs d'alors, a été considérée comme un laboratoire social où ont été ébauchés beaucoup des services et institutions du statut salarial moderne. Et c'est pour cela que la colonie industrielle est un analyseur privilégié pour étudier la genèse de l'État social. De plus, l'analyse archéologique de ses vestiges nous permet de lire directement sur le territoire, au-delà des interprétations et des discours, les stratégies paternalistes qui, comme cela a été écrit, «s'écrivaient spatialement».

Puisqu'elle est un éthos social artificiel, tout dans la ville-usine a une fonctionnalité, il y a une finalité derrière chaque bâtiment et rien n'est laissé au hasard. Tout comme la cartographie est «la façon d'écrire la ville», l'archéologie est la façon de la lire.

## BIBLIOGRAPHIE

- ÁLVAREZ DE ESTRADA, et García CAMBA, ANTONIO, Marqués de Camarines (1903) : *Algo sobre cuestión obrera: diversas opiniones* [Recopilación y estudio por el] Marqués de Camarines; con un prólogo de D. Gumersindo de Azcárate y un epílogo de D. Jacinto Octavio Picón., Est. Tip. Sucesores de Rivadeneyra, Madrid, 2<sup>e</sup> ed. 229 p.
- ALVAREZ, Quintana, Covadonga (1995) : «Sobre el modelo puro de poblado industrial y las contaminaciones urbanas. El caso de la Colonia fabril de Trubia entre 1890 y 1936». *VII congreso internacional para la conservación del Patrimonio Industrial CEHOPU.MOPU*, p. 19-27.
- ARMYTAGE, W.H.G. (1967) *A social History of Engineering*, Faber and Faber, London.
- ASHWORTH, W. (1951) : «British Industrial Villages in the Nineteenth Century», *The economic History Review*, New Series, Vol, 3, 378-387.
- BIJKER, W. Huges, T.P & Pinch, T. (eds). (1984) : *The Social Construction of Technological Systems: New Directions in the Sociology and History of Technology*, Mit Press, Cambridge.
- CRAWFORD, Margaret, (1995) : *Building The Workingman's Paradise. The desing of american company towns*. Verso, Nueva York, 247 p.
- DELEUZE, Gilles, (1986) : *Foucault*. Eds. de Minuit, Paris.
- DONNACHIE, Ian. (1985). *Robert Owen. Owen of New Lanark and New Harmony*, Tuckwell Press, New York.

- DOREL-FERRÉ, Gracia (1992): *Les colònies industrials a Catalunya: el cas de la Colònia Sedó*. Pròleg de Jordi Nadal. Abadia de Montserrat Ajuntament d'Esparreguera, Barcelona, 426 p.
- DOREL-FERRÉ, Gracia (2006) «Les utopies industrielles: la circulation des modèles entre l'Europe et l'Amérique» dans Daumas J.C. (dir) *La mémoire de l'usine, de l'usine au patrimoine*. Presses Universitaires de Franche-Comté.
- DOREL-FERRÉ, Gracia (2008), *Habitatob obrer i colònies industrials a la península ibèrica*, Terrassa, Museu de la Ciència i la Tècnica.
- DOREL-FERRÉ, Gracia (2008) «Architectures du travail et nouvelle société dans les villages ouvriers et cités de l'industrie (1780-1930)» et «Ildefons Cerdà, l'urbaniste de Barcelone et les utopistes français» en collaboration avec Mercè Renom. dans DAUMAS, J.C. et CHOUQUER, G., (dir) *Autour de Ledoux, architecture, ville et utopie*, Presses Universitaires de Franche-Comté.
- DOWN HALL, Jacquelyn; LEDOUDIS, Janes; KORSTAD, Robert; MURPHY, Mary; JONES, Ann; DALY, Christopher B. (1987): *Like a Family. The Making of a southern cotton mill world*. The University of North Carolina Press, 468 p.
- FOUCAULT, Michel (1966), *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque des sciences humaines»
- GARCÍA, José Luís (1996): *Prácticas paternalistas. Un estudio antropológico sobre los mineros asturianos*. Ariel Antropología, Barcelona, 253 p.
- GAUDEMAR, G.P. de. (1979) *La Mobilisation générale*. Editions du Champ urbain, Paris.
- HIRSCHMAN, A. (1978), *Las pasiones y los intereses. Argumentos políticos a favor del capitalismo antes de su triunfo*. F.C.E. México.
- HIRSCHORN, L. (1987): «La construcción de máquinas», en *La superación de la mecanización*, Madrid, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, p. 21-96.
- HOLROYD, A. (1873) *Saltaire and its Founder*, Brear, Bradford.
- HUBBARD, Edward et SHIPPOBOTTOM, Michael, (1988) *A Guide to Port Sunlight Village, Including Two Tours of the Village*. Liverpool University Press; 78 p.
- HUDSON, Kenneth (1976): *The Archaeology of Industry*, The Bodley Head, London.
- LEFEBVRE, Henri (1976): *La revolución urbana*, Alianza Editorial, Madrid.
- MACKENZIE, D. A. & WAJCMAN, J. (eds) (1985): *The social Shaping of Technology*. Open University Press, Buckingham.
- MEAKIN, Budgett (1905) *Model Factories and Villages: Ideal conditions of labour and Housing*. T. Fisher Unwin, Londres.
- MELTON ALONZA, McLaurin (1998). *Paternalism and Protest. Southern Cotton Mill Workers and Organized Labor, 1875-1905*. Greenwood Publishing Corporation, Westport, Connecticut, 67 p.
- POPE, Liston, (1973). *Millhands and Preachers*, Yale University press, 9<sup>e</sup> ed. [1<sup>a</sup>ed. 1942].
- PRAT DE LA RIBA, Enric (1898), *Ley jurídica de la industria: estudio de filosofía jurídica seguido de bases para la formación de un código industrial*. Tip. «L'Avenc» de Massó, Barcelona. [BNE: 2/42024].
- WOODS, Clive: *Saltaire, History and Regeneration*, Hart and Clough Ltd., Bradford, 2000.
- SELVAFOLTA, Ornella (1985), «El Espacio del trabajo (1750-1910)», *Debats*,13, Valencia, p 52-69.
- SIERRA ÁLVAREZ, J. (1990a) *El obrero soñado: ensayo sobre el paternalismo industrial (Asturias, 1860-1917)*. Siglo Veintiuno de España Editores, Madrid.
- SIERRA ÁLVAREZ, J. (1990b): «Microhistoria de una comunidad obrera secuestrada: Minas de Orbó (Palencia), 1864-1886». *Historia Social*, 6, Invierno, p. 3-21.
- SIERRA ÁLVAREZ, J. (2001-2002), «Para una lectura histórico-social de la espacialidad obrera», *Studia Histórica, Historia Contemporánea*, Universidad de Salamanca, Vols, 19-20, 2001-2002, p. 15-33.
- VALL I CASAS, Pere (1999): *De Colònies tèxtils a Parc Fluvial. El sistema de colònies Tèxtils del Baix Berguedà. Génesis i revaloració*, Macompo, Associació d'Enginers industrials de Catalunya. Barcelona.
- WEBER, Max (1978): *Ensayos sobre Metodología Sociológica*, Amorrortu, Buenos Aires.





Gortchakov V. Usine d'Ouktous, 1730



# LES CITÉS OUVRIÈRES DE L'OURAL (XVIII<sup>E</sup>-XX<sup>E</sup> SIÈCLE) ET L'ÉMERGENCE D'UNE CULTURE INDUSTRIELLE RÉGIONALE<sup>1</sup>

ELENA ALEKSEEVA ET ELENA KAZAKOVA

INSTITUT D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE LA SECTION OURALIENNE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE RUSSIE (EKATÉRIENBOURG)

Les cités ouvrières qui se sont formées auprès des usines et fabriques représentent une caractéristique significative de la naissance et du développement de la société industrielle<sup>2</sup>. Bien que ces cités portent l'empreinte de leurs caractères national et régional, les conditions historiques dans lesquelles elles sont apparues et leur évolution ultérieure présentent plusieurs traits communs, ce qui donne beaucoup de possibilités d'études comparatives non seulement dans les limites d'un pays, mais aussi à l'échelle internationale. Il est intéressant de citer un scientifique et géologue anglais qui, en 1840-1841, a effectué des expéditions dans la région de Perm. En comparant les cités ouvrières du bassin de la Kama et les cités ouvrières des manufactures de l'Europe occidentale, il écrivait : «Aucun ouvrage de caractère géographique

et statistique ne peut donner une idée assez nette sur la prospérité de ces centres industriels, dont chacun est beaucoup plus peuplé et plus prospère que plusieurs villes indiquées en gros caractères sur nos cartes; ne voulant pas du tout entrer dans les détails de caractère politique et économique, nous nous devons de faire remarquer, que ces usines minières, qu'elles appartiennent au Trésor public ou à des personnes privées, occupent des milliers d'ouvriers et d'autres travailleurs affectés à des tâches auxiliaires dont les habitations et les pratiques domestiques sont comparables à celles des villes manufacturières de l'Europe»<sup>3</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Oural devient une des régions les plus développées de la Russie, ce qu'il reste de nos jours. Ses riches ressources minières en fer, cuivre et or ont constitué une base efficace pour le développement d'une puissante industrie minière. La découverte du minerai de fer en 1630 a entraîné la naissance, dans l'Oural, de la première implantation métallurgique appartenant à l'État, Néviânsk, précurseur des villes-usines ouraliennes.

Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, on voit apparaître toute une série d'importantes productions métallurgiques. Au cours de la première moitié du siècle, l'État et des particuliers créent 71 usines métallurgiques (dont 33 produisent de la fonte et 38, du cuivre).

101 autres industries apparaissent lors de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup><sup>4</sup>. En trois siècles, l'Oural a vu l'émergence d'environ 300 entreprises métallurgiques, dont plusieurs sont toujours en fonctionnement. A côté des usines mais aussi près de sites induits par l'industrie comme le sont les embarcadères, un tout nouveau type d'habitation se met en place, ce sont les cités ouvrières (habitations auprès des usines, mines de minerai ou d'or, salines, etc.), d'extension variable<sup>5</sup>.

Les premières usines ouraliennes étaient construites comme des forteresses à double enceinte, intérieure et extérieure. C'est le cas de Kamensk, une usine d'État datant de 1701. Son enceinte intérieure

1 *L'article est préparé avec le soutien de la subvention du Grant of the Russian Science Foundation X 14-18-01625. «Actors of Russian imperial modernization (XVIII – early XX cent.): regional dimension».*

2 GARNER, J.S., *The company town: Architecture and society in the early industrial age*. New York, Oxford University Press, Inc. 1992; DOREL-FERRÉ, Gracia (dir.) *Habiter l'industrie, hier, aujourd'hui, demain*. Ed. CRDP de Reims, 2004.

3 Goroda-zavody. Perm' : Knizhnyy mir, 2014. S.17.

4 *Istoriya Urala s drevneyshikh vremen do 1861 g. M.*, 1989. S. 270-272.

5 DEKTEREV, S.A. *Klimat i arkhitektura narodnogo zhilishcha*. Sverdlovsk, 1989. S. 31.





Remezov S. Sloboda Aramilskaia, l'usine d'Ouktous en construction et ses mines.  
Dessin datant de la fin de 1703

en bois avec des tours d'angle et des tours médianes entourent l'église en bois, la maison du directeur, les bureaux d'administration, les magasins et la prison alors que son enceinte extérieure, également en bois et de forme irrégulière, protégeait les habitations.

Au pied de la première muraille s'étendait la grande place de marché. A côté de la forteresse se

trouvait l'usine avec ses machines hydrauliques où travaillaient près de 315 personnes<sup>6</sup>.

L'usine de Néviansk (1701) fut construite sur les bords de la Néiva, une rivière non navigable.

L'enceinte postérieure à la construction de l'usine même (vers 1717), entourait les bâtiments administratifs et la production métallurgique. Lors du dernier quart du XVIII<sup>e</sup>, elle présentait de puissantes fortifications en bois (ostrog) avec deux angles et trois murailles régulières, dont l'épaisseur

faisait environ 4 mètres et la longueur, 630 m ; « cet ostrog » possédait 7 tours, faites en rondins montées sur un fondement en pierre, avec une toiture en planches minces. Une tour était couronnée d'un clocher d'église. Sous la tour à clocher et sous deux autres tours furent aménagées trois portes d'entrée en forteresse<sup>7</sup>. L'académicien I. Gméline décrivait plus tard Néviansk : « En dehors de la forteresse, on compte encore près de 800 foyers, dont la plupart se trouvent sur la rive ouest de la rivière, il y en a très peu sur la rive opposée. Les maisons sont alignées le long des rues qui sont larges, mais se rétrécissent de beaucoup par endroits. Les rues restent propres en toute saison, bien qu'elles ne soient pavées ni de pierre, ni de planches; par endroits sont aménagés des caniveaux pour évacuer l'eau, certaines rues sont surélevées grâce à des remblais de cailloux »<sup>8</sup>.

L'apparition et l'évolution des cités ouvrières étaient soumises à leur fonction de production. Il n'est pas étonnant qu'à la différence des villes qui étaient nées en tant que bastions militaires et administratifs, toutes les implantations ouvrières n'étaient pas fortifiées (par exemple, celles de la région de Kama ne possédaient pas d'enceinte<sup>9</sup>).

Au début, on ne faisait auprès des usines ouraliennes que des constructions en bois : habitations, bâtiments à destination administrative et culturelle. C'étaient des maisons d'ouvriers et d'artisans, pavillons de propriétaires d'usine, bureaux d'administration, hôpitaux, écoles, hospices, églises. Par exemple, dans la cité auprès de l'usine de fonte et d'affinage à Verkhniia Toura (fondée au nord de l'Oural en 1735), les constructions restaient traditionnelles et assez uniformes même au début du XIX<sup>e</sup>. En général, chaque famille d'ouvrier

6 LOTAREVA, R.M. Goroda - zavody Rossii. XVIII - pervaya polovina XIX veka. Ekaterinbourg, 1993. S.150-151.

7 LOTAREVA, R.M. Goroda - zavody Rossii. XVIII - pervaya polovina XIX veka. Ekaterinbourg, 1993. S.154.

8 Ocherki istorii kul'tury i byta starogo Nev'yanska. Lyudi, pamyatniki, dokumenty (K 300-letiyu goroda)/Pod obshchey nauchnoy red. V.I. Baydina. Ekaterinbourg, 2001. S.68.

9 Goroda - zavody. Perm' : Knizhnyy mir, 2014. S.22.



possédait sa propre maison. Mais S. Golikova fait remarquer que les industriels ouraliens ne construisaient pas de logements pour leurs ouvriers, cette pratique était inconnue dans l'Oural minier jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle où Nikolaï Démidov commence en guise d'expérimentation à construire beaucoup de logements ouvriers à Nijni Taguil. Démidov réalise alors un projet unique et fait construire de vrais quartiers d'habitation du même type. Le propriétaire de l'usine de Chémakha, Lev Rastorgouïev – a également fait construire pour ses ouvriers « jusqu'à 60 petites maisonnettes ». Ces « habitats typiques de paysan avec une fenêtre donnant sur la rue et une autre toute petite ont existé ici pendant plus de 120 ans, des ouvriers y ont habité jusqu'aux années 1920<sup>10</sup> ».

Les maisons d'ouvriers d'usine se construisaient le plus souvent en bois de pin, n'avaient pas d'étage, comptaient 2 ou 3 pièces. Dans la cour (souvent couverte pour protéger de la neige et de la pluie, car les précipitations sont fréquentes en Oural pendant plus de 6 mois d'hiver) se trouvaient les dépendances: étable, grange, cellier, remise; derrière la maison, le potager et souvent la banya. Outre les maisons individuelles, on construisait aussi pour les ouvriers des bâtiments de type caserne (en bois aussi ou en brique), mais les ouvriers préféraient vivre dans des maisons individuelles.

C'est seulement dans les années 1930, avec le début de la collectivisation, que les immeubles deviendront l'élément clé des quartiers d'habitation des nouvelles villes ouraliennes, ainsi d'ailleurs que des vieilles villes industrielles, rassemblant sous leur



Les slobodas Beloïarskaïa et Novopychminskaïa. Plans de 1703

toit jusqu'à deux tiers des ouvriers travaillant dans l'industrie et le bâtiment<sup>11</sup>.

L'Administration des Mines de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle a plusieurs fois essayé de réorienter les habitants vers la construction de maisons en brique avec toiture en tuiles et de réaliser ainsi les projets « pilotes » imposés par la capitale. Mais à cause du coût trop élevé des matériaux et de l'attachement de la population au mode traditionnel de construction, qui de plus, était mieux adapté aux spécificités du dur climat ouralien, ces tentatives n'ont pas abouti. Les quelques bâtiments en pierre qu'on pouvait voir dans les cités ouvrières lors de la

première période de leur histoire, c'étaient toujours l'église et les bureaux de l'usine.

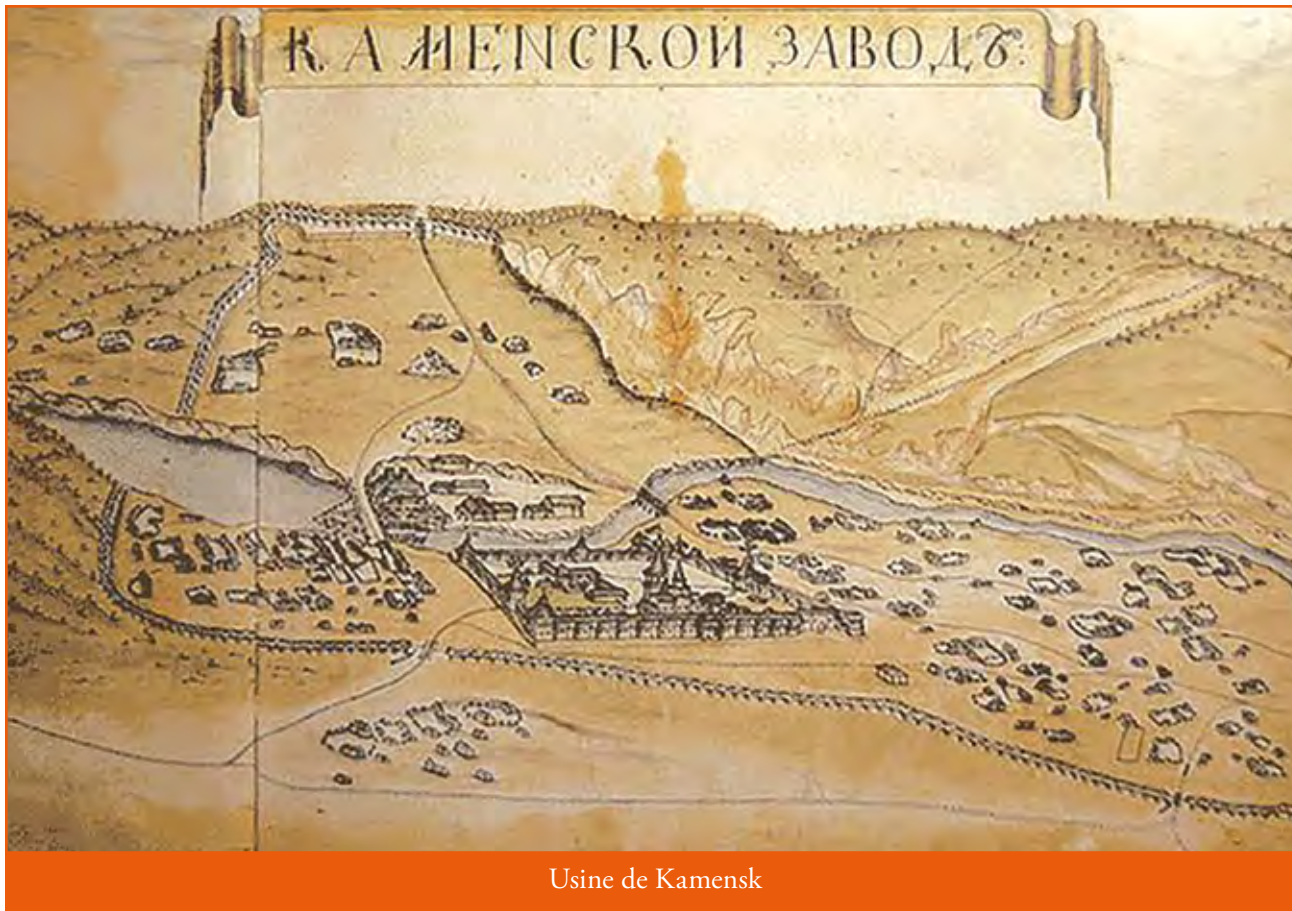
Vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les cités ouvrières grandissent et s'aménagent. Ainsi, en 1860, à l'usine Bogoslovski (fondée au nord de l'Oural en 1769) qui comptait 2319 ouvriers et artisans, il y avait deux églises orthodoxes en pierre et une chapelle en bois, un hôpital de 45 lits et une pharmacie, un laboratoire chimique, deux écoles pour garçons et une pour filles, quatre casernes pour le contingent

10 GOLIKOVA, S.V. Zavodskiye poselki – osobyy tip ural'skikh poseleniy XVIII – nachala XX v. // Dokument. Arkhiv. Istoriya. Sovremennost': sb. nauch. tr. Ekaterinbourg, 2003. S. 81.

11 POSTNIKOV, S.P., Fel'dman M.A. Sotsiokul'turnyy oblik promyshlennykh rabochikh Rossii v 1900-1941 gg. M., 2009. S. 142.

12 MOZEL, Kh. Materialy dlya geografii i statistiki Rossii, sobrannyye ofitserami General'nogo shtaba. Permskaya guberniya. Ch. II. SPb., 1864. S. 167.





Usine de Kamensk

militaire, un hospice de 40 places et un entrepôt<sup>12</sup>. Dans les usines de l'Oural du Sud, des isbas en bois côtoyaient généralement un hôpital en bois, une école professionnelle, un hospice et une église en pierre<sup>13</sup>.

Dans l'Oural moyen, Ekaterinbourg occupe une place à part parmi toutes les villes-usines. Fondée en 1723 comme ville minière, elle comptait vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle cinq églises (dont quatre en pierre et une en bois), le bâtiment en pierre de l'Administration des Mines, une Cour des monnaies, une fabrique de facettage et une autre de polissage, un arsenal de munitions, des magasins à sel, un cellier à vin et un autre pour

les vivres, deux hôpitaux, une pharmacie, une maison de correction de travaux forcés, une galerie commerciale en bois avec quelques boutiques en pierre, une École des mines fondée en 1737 et 1692 maisons d'habitation<sup>14</sup>.

Les maisons des propriétaires et des gérants d'usine différaient des habitations ouvrières par leur dimension, leur architecture (le plus souvent c'étaient des constructions à étage, avec mezzanine, corps central et ailes latérales, jardin d'hiver, salle de bal, hall d'entrée), par leur décor, la surface des

communs (locaux destinés à la domesticité, écuries, remises de carrosses, chenils, orangeries, celliers).

Devant les maisons, on aménageait des jardins et des parcs<sup>15</sup>. Ces maisons se trouvaient le plus souvent sur la place, devant l'usine, à proximité de l'église ou des bureaux d'administration. La clôture, les balcons, les portes cochères, les perrons étaient décorés de fontes ouvragées d'une grande beauté.

Les Européens venus travailler dans les usines ouraliennes étaient logés dans des quartiers à part. Cette particularité de certaines villes ouraliennes s'explique par le fait que ces centres d'industrie concentraient plusieurs types de production et faisaient venir des spécialistes étrangers qui participaient à l'organisation de la production et à la gestion des usines.

Le XIX<sup>e</sup> siècle a vu quelques vagues de migration d'ouvriers qualifiés et d'ingénieurs européens vers l'Oural<sup>16</sup>. À Ijevsk, pour les 140 maîtres armuriers venus de l'étranger qui étaient dans leur plus grande partie Suédois, Danois et Allemands (plus de 300 personnes avec leurs familles), on a fait construire des maisons à l'italienne<sup>17</sup>. L'usine de Zlatoust comptait en 1820, 147 familles étrangères, au total, 454 personnes<sup>18</sup>. Comme ils avaient demandé à être ensemble, on les avait installés en colonie au centre de la cité ouvrière, dans deux rues voisines – Grande et Petite rues allemandes (Bolchaïa Nemetskaïa et Malaïa Nemetskaïa) où avaient été construites 50 maisons

13 PONOMORENKO, Ye.V. Arkhitektura nebol'shikh yuzhno-ural'skikh gorodov-zavodov XVIII - pervoy poloviny XIX vv. na primere Min'yara i Ileka // Vestnik YUUrGU. X13. 2005.

14 MOZEL', Kh. Materialy dlya geografii i statistiki Rossii, sobrannyye ofitserami General'nogo shtaba. Permskaya guberniya. Ch. II. SPb., 1864. S. 727.

15 LOTAREVA, R.M. Goroda – zavody Rossii. XVIII – pervaya polovina XIX veka. Ekaterinbourg, 1993. S.84–94.

16 YERMAKOVA, O.K. Zapadnoyevropeyskiye spetsialisty na kazennykh zavodakh Urala v pervoy polovine XIX v. Avtoreferat diss. na soiskaniye uch. st. k. i. n. Ekaterinbourg, 2013.

17 SHUMILOV, Ye.F. «Dlya pol'zy blizhnikh...» Andrey Fedorovich Deryabin. Ocherk zhizni genial'nogo cheloveka pushkinskoy epokhi / Ye.F. Shumilov. Izhevsk: Izdatel'skiy dom «Udmurtskiy universitet», 2004. S.100.

18 OKUNTSOV, Yu.P. Zlatoustovskaya oruzheynaya fabrika. M., 2011. S. 23.

19 OKUNTSOV, Yu.P. Zlatoustovskaya oruzheynaya fabrika. M., 2011. S. 24-25.



identiques<sup>19</sup>. C'étaient des maisons sans étages, aux murs enduits de plâtre, avec mezzanine et balcon sur la façade, peintes en jaune avec des éléments de décor en blanc et au toit de couleur rouge brique.

La plupart des maisons étaient divisées en deux appartements et pouvaient donc accueillir deux familles – celles du maître-armurier et de son aide, chaque appartement possédant ses propres dépendances. Un appartement composé de quelques pièces et d'une cuisine était meublé, doté de vaisselle et de tout ce qui était nécessaire à la vie quotidienne. Derrière les maisons se trouvaient un grand potager et une banya. Les rues étaient bordées d'allées de tilleuls.

Plus tard ces maisons seront données gratuitement à leurs habitants<sup>20</sup>. Comme les étrangers étaient de religions différentes, on a construit à Zlatoust une cathédrale catholique et un temple protestant. Une école allemande a été ouverte pour accueillir leurs enfants.

Les Allemands ont demandé de créer un club où ils pourraient danser, jouer au billard et aux cartes et y amener leurs enfants de plus de 6 ans. Le club abritait aussi une bibliothèque fondée en 1817. Dans une magnifique forêt de pins, on a tracé un parc avec gloriettes, tables, bancs, terrains de jeux pour jouer aux quilles et faire des pas-de-géant. L'usine a aussi payé la construction d'un pavillon d'été pour le club. Ce pavillon à terrasses se trouvait derrière le lac artificiel et en été, tout le club avec cuisine, buffet et billard se déplaçait vers le bord du lac. Le parc a reçu le nom de Freudental, « Vallée de la joie »<sup>21</sup>. Le dimanche et le jeudi on y organisait des soirées dansantes accompagnées d'un orchestre<sup>22</sup>.

20 OKUNTSOV, Yu.P. Zlatoustovskaya oruzheynaya fabrika. M., 2011. S. 24-25.

21 OKUNTSOV, Yu.P. Zlatoustovskaya oruzheynaya fabrika. M., 2011. S. 25.

22 OKUNTSOV, Yu.P. Zlatoustovskaya oruzheynaya fabrika. M., 2011. S. 25.



Usine de Néviansk

«Plusieurs fois une idée bizarre m'était venue, celle de transporter par quelque force miraculeuse un homme très cultivé de Paris ou de Londres jusqu'ici, de lui montrer tout ce qu'il y a à Zlatoust et lui demander "Où est-ce que vous êtes?" Je l'amènerais tout d'abord sur notre belle place: cette maison d'une architecture majestueuse avec ce grillage magnifique et ce jardin, la lignée d'importants bâtiments à droite et en face, la perspective de cette longue et large avenue et derrière, le bâtiment de la grand-garde et ses soldats, tout cela lui ferait croire qu'il serait dans une des belles

23 SVIN'IN, P.P. Zlatoustovskiy zavod // Otechestvennyye zapiski. 1825. Ch. XXII. S.8.

villes européennes»<sup>23</sup>. Ce transfert des habitudes et des traditions européennes, l'apparence même des colons étrangers qui contrastait de façon aigüe avec celle des Ouraliens de souche, ont permis au rédacteur de la revue littéraire de l'époque «Otechestvennyé zapiski».

P. Svignyne de parler de Zlatoust comme d'un «petit coin d'Allemagne dans les Monts d'Oural». La ville et la manufacture d'armes blanches donnaient l'illusion qu'on se trouvait à Solingen ou à Klingenthal: «les mêmes visages, les mêmes vêtements, la même langue»<sup>24</sup>.

24 SVIN'IN, P.P. Zlatoustovskiy zavod // Otechestvennyye zapiski. 1825. Ch. XXII. S.10.





La maison des Démidov (« Maison du Maître ») Nijni Taguil

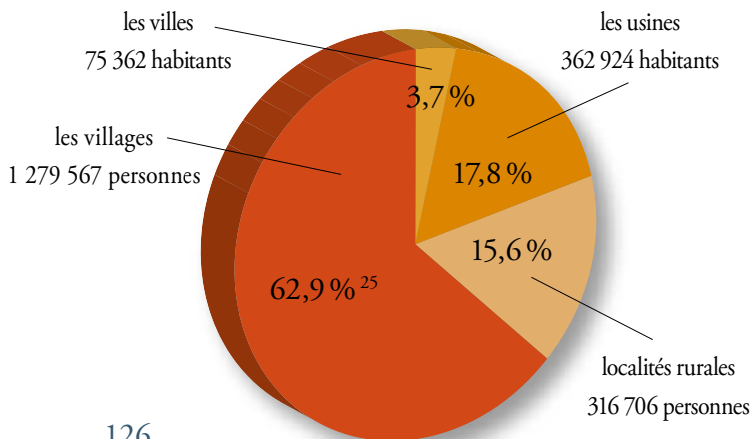


Kychtym. Domaine des propriétaires de l'usine. 1909.  
Photographié par Sergueï Prokoudine-Gorski



Kychtym. Les cités ouvrières. 1909.  
Photographié par Sergueï Prokoudine-Gorski

En 1860, la population du gouvernement de Perm, qui englobait les usines de l'Oural moyen et de l'Oural du Nord, se distribuait de la façon suivante :



C'est-à-dire, que la population des usines dépassait d'environ cinq fois celle des villes, mais elle était de quatre fois moins importante que la population rurale. Les cités ouvrières auprès des usines paraissaient plus riches que les localités rurales. Mieux encore, un contemporain soulignait que « les cités des usines minières dépassent certains chefs-lieux (ouiezds) importants quant à l'aspect

25 MOZEL', Kh. Materialy dlya geografii i statistiki Rossii, sobrannyye ofitserami General'nogo shtaba. Permskaya guberniya. Ch. II. SPb., 1864. S. 681-682.

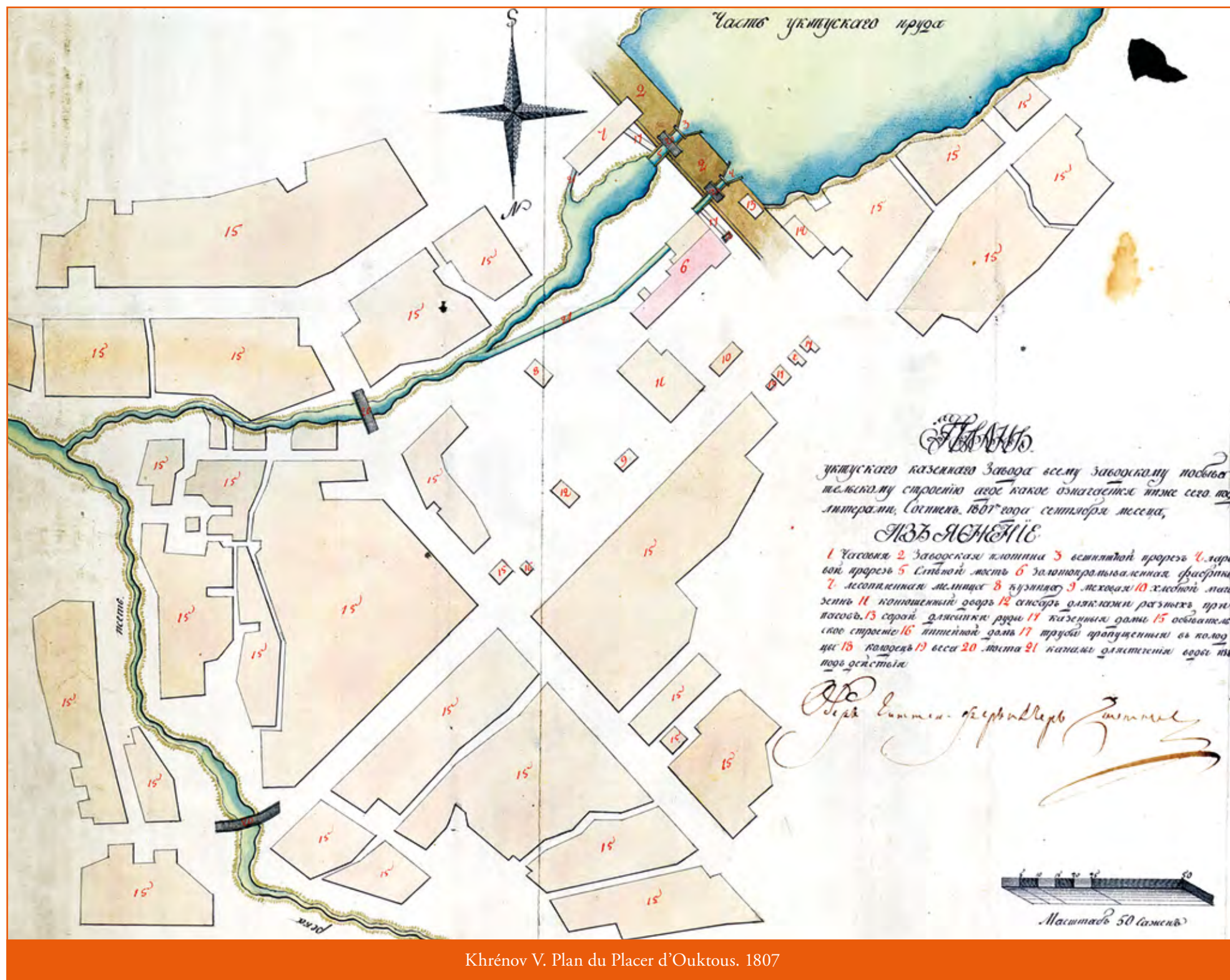
26 Mozell' Kh. Materialy dlya geografii i statistiki Rossii, sobrannyye ofitserami General'nogo shtaba. Permskaya guberniya. Ch. I. SPb., 1864. S. 360.

extérieur et intérieur des maisons»<sup>26</sup>. On traçait des jardins et des squares autour des bâtiments publics. Selon les données statistiques de 1857, les cités minières du gouvernement de Perm comptaient plus de 65 000 foyers, dont chacun comptait en moyenne 5,5 personnes<sup>27</sup>.

Quant aux corons, implantations auxiliaires qui sont apparues pour répondre aux demandes accrues de l'industrie minière en minerai et en transport du métal, il faut dire que comme on cherchait toujours à construire les usines à proximité

27 MOZEL', Kh. Materialy dlya geografii i statistiki Rossii, sobrannyye ofitserami General'nogo shtaba. Permskaya guberniya. Ch. II. SPb., 1864. S. 684.





Khrénov V. Plan du Placer d'Ouktoys. 1807





Rue Bolchaïa Németskaïa « Grande rue des Allemands » (Fête dans la rue Bolchaïa Németskaïa).  
Aquarelle par F. Tcherniavski, 1818

immédiate des sources minières (l'usine de Nijni-Taguil, au pied de la montagne Vyssokaïa, l'usine de Kouchva, près de la montagne Blagodat', Polevskoiï, près des collines Goumechki etc.), longtemps on n'a pas eu besoin d'habitations auprès des mines. Le coron Tourïnskié Roudniki dans l'Oural du Nord faisait plutôt exception. Située à 13 km de l'usine Bogoslovski, la mine approvisionnait en minerai de cuivre cette usine-ci et en partie l'usine Petropavlovski. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, c'étaient les mêmes constructions en bois que dans les cités d'usine, il n'y avait qu'un seul bâtiment en pierre. Vers la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup>, le coron a grandi jusqu'à 1101 maisons individuelles, son territoire a

dépassé celui d'une simple cité d'usine<sup>28</sup>. Il possédait deux écoles (pour enfants et pour adolescents) et un hôpital. L'enseignement qu'on y dispensait aux enfants des ouvriers qualifiés de rang inférieur et des manœuvres était gratuit, et en plus chaque élève recevait mensuellement une allocation pour l'achat de vêtements et de chaussures (23 kopecks argent à l'adolescent et 15 kopecks argent à l'enfant)<sup>29</sup>. Des coron pareils à celui de Tourinski Rodnik ont commencé à apparaître en Oural avec le développement de la production d'or et de platine. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les cités ouvrières auprès de placers

28 GOLIKOVA, S. V. Zavodskiy poselki – osoby tip ural'skikh poseleniy XVIII – nachala XX v. // Dokument. Arkhiv. Istoriya. Sovremennost': sb. nauch. tr. Ekaterinbourg, 2003. S. 72.

29 MOZEL', Kh., Materialy dlya geografii i statistiki Rossii, sobrannyye ofitserami General'nogo shtaba. Permskaya guberniya. Ch. II. SPb., 1864. S. 168.

30 GOLIKOVA, S.V., «Lyudi pri zavodakh»: obyennaya kul'tura gornozavodskogo naseleniya Urala XVIII – nachala XX veka. Ekaterinbourg, 2006. S. 30.

et de mines égalaient souvent les cités d'usine en dimensions et en nombre de bâtiments publics<sup>30</sup>.

Les débarcadères d'usine assuraient le transport des produits sur les cours d'eau (Tchousovaïa, Kama, Bélaïa). Les habitations groupées auprès des débarcadères étaient petites et se composaient de maisons d'ouvriers, d'une maison d'accueil pour les représentants de l'administration, d'entrepôts pour le métal et les produits des usines.

Les cités ouvrières ouraliennes se situaient le plus souvent aux bords des rivières, non loin du barrage qui fournissait l'énergie à l'usine. Le lac artificiel ainsi constitué était la pièce maîtresse du paysage urbain et articulait la ville : la rue principale passait toujours par le barrage.

Par exemple, le barrage de l'usine d'Ekaterinbourg était long de 209 m, large de 42,5 m, haut de 6,5 m. Il actionnait 50 roues hydrauliques en même temps, dont la taille pouvait atteindre 6 m de diamètre. En général, les centres des vieilles villes-usines ouraliennes se ressemblent : le cœur de leur territoire est constitué par deux éléments essentiels (l'ensemble rivière-barrage-retenu d'eau et ateliers d'usine), tandis que les rues se disposent en périphérie.

Sur le périmètre de la grande place devant l'usine on pouvait presque toujours trouver l'église, la maison du propriétaire, les bureaux. La même place servait de marché. Les cours d'eau avaient une telle importance pour la naissance des usines que 80 % des sites portent le nom de la rivière sur laquelle ils se trouvent<sup>31</sup>.

L'écrivain ouralien D. Mamine-Sibiriak notait que les usines métallurgiques de l'Oural «se ressemblaient toutes comme deux gouttes d'eau : retenue d'eau, fabrique, bureaux, maison du

31 LOTAREVA, R.M., Goroda - zavody Rossii. XVIII - pervaya polovina XIX veka. Ekaterinbourg, 1993. S.25.

32 GOLIKOVA, S.V., Kul'tura gornozavodskogo naseleniya Urala XVIII-XIX vv.: zhizneobespecheniye, ritualy, religioznyye verovaniya. Diss. ...dokt. ist. nauk. Ekaterinbourg, 2005. S.71.



propriétaire, marché aux vivres, marché au bois, grand tas de charbon de bois, et puis quelques rues avec des maisons»<sup>32</sup>. Dans son «Aperçu sur la vie de l'Oural Moyen» inspiré de son expérience personnelle et de sa connaissance de la vie quotidienne du milieu industriel de Nijniaïa Salda, l'écrivain décrit une cité ouvrière typique qui aurait pu se trouver dans la plaine ou au pied de la montagne, mais toujours près d'une rivière qui alimentait le lac de l'usine, «sur les rives de laquelle se sont groupés en longues rues régulières les habitats ouvriers qui suivent le cours de l'eau sur plusieurs centaines de mètres», «le regard s'arrête sur les églises en pierre, les ateliers de la fabrique et quelques immeubles en pierre construits à la mode citadine». Selon l'écrivain, une telle usine aurait plutôt ressemblé «à une petite ville de province qu'à un lieu de production, si elle n'avait pas cette énorme place de marché au bois, couverte de piles interminables de bois mort, et quelques longs tas de charbon devant lesquels, tels des fourmis, grouillaient des groupes d'ouvriers». C'était surtout la maison du propriétaire qui attirait les regards. Elle se trouvait au bout du barrage et avait été construite «dans le style russe, telle une grande isba à haute toiture de tôle en damier, avec un large perron à la russe et un vieux jardin ombragé»<sup>33</sup>.

Le célèbre écrivain ouralien Pavel Bajov nous a laissé des descriptions de la vie quotidienne des ouvriers à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. «Entre cinq et six heures, le matin comme le soir, les rues de l'usine étaient animées. C'était l'heure de la relève. Partout il y avait des ouvriers, cette force maîtresse de la manufacture. Habillé de chemise et pantalon en grosse toile de lin rayée bleu et blanc, un petit chapeau de feutre sans bord sur la tête, chaussé de hautes bottes de feutre montées sur des plaques en bois, en tablier court et crasseux, un "petit maître" marchait d'un pas pressé dans les rues de l'usine. Il

33 MAMIN-SIBIRYAK, D.N., *Polnoye sobraniye sochineniy*. T.1. Ekaterinbourg, 2002. S.481, 194.



La maison du forgeron Sergueï Ivanovitch Kirilov dans le village ouvrier Kounara près de Néviansk (Oblast de Sverdlovsk). Construite entre 1954 et 1967

saluait brièvement ses confrères d'une plaisanterie ou d'un gros mot – tantôt agressif, tantôt amical». «En hiver, - précise Pavel Bajov, - à ces vêtements d'été s'ajoutaient une veste en drap de laine ou une courte pelisse, de celles qu'on n'aurait pas regrettées, si on les avait perdues dans le tas des vêtements d'extérieur des ouvriers. Les plaques en bois qui ressemblaient à des patins étaient montées à demeure. Après douze heures de travail devant le four, on n'avait ni temps ni envie de démonter ces plaques. On marchait comme ça dans les rues, comme sur le sol de l'atelier, en soulevant de la poussière en été, en glissant sur

des sentiers de neige en hiver, en foulant la boue en automne et au printemps».

Dans les cités construites par des usines, le tracé des rues n'était pas uniforme. Il y a assez peu de rues radiales (comme à Néviansk ou Nijni Taguil), plus souvent on appliquait le tracé hippodamien (Sysert, Verkhny Oufaley, usine de Byngui), parfois c'était un tracé de type mixte qui suivait le relief et répondait aux conditions géographiques

34 ALFEROV, N.S., *Zodchiye starogo Urala*. Sverdlovsk, 1960. S.154-155.





Ekaterinbourg, quartier Ouralmach, rue Kouznetsova. Maisons en bois où vivaient les premiers ouvriers de l'Ouralmach dans les années 1930



Maisons constructivistes dans le quartier Ouralmach destinées au début pour accueillir les cadres de l'usine et habitées sur le tard par des ouvriers

(Zlatooust, Kychtym)<sup>34</sup>. Généralement, on plaçait au centre des cités bâtiments administratifs et publics, églises et monuments, maisons de citadins aisés. Par exemple, à l'usine de Kamensk, c'étaient le siège de l'administration de volost, les bureaux de l'usine d'État, le bureau de police, l'appartement du juge d'instruction, trois églises, le monument en mémoire de l'affranchissement des ouvriers des travaux obligatoires, l'hôpital – bâtiment en pierre appartenant au Trésor public – , la pharmacie locale, le couvent de la Transfiguration du Christ et

deux écoles – une école de garçons avec 150 élèves (dépendant du Ministère de l'Instruction publique) et une école de filles (dépendant du zemstvo [district] pour 72 élèves<sup>35</sup>.

Les cités ouvrières s'aménageaient plus lentement par rapport aux deux capitales et aux villes importantes. Selon le témoignage d'un contemporain qui vivait à la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les rues de l'usine de Néviansk avaient un aspect peu attrayant: «pas du tout pavées ni bordées d'arbres»; «presque toutes les rues sont étroites; certaines sont pleines de crotte de

chevaux; il y a très peu de rues droites et larges»<sup>36</sup>. Selon les statistiques de 1855, l'usine de Néviansk comptait «2508 maisons construites par l'usine et appartenant à leurs habitants, parmi ces maisons 56 sont en pierre et 2452 en bois». À Néviansk il y avait aussi beaucoup de débits d'alcool: «deux commerces d'alcool, un commerce de vivres; trois établissements vendant de l'alcool à consommer sur place, un commerce d'alcool en bouteilles, un commerce d'alcool en grosse quantité, deux ventes

35 Kamenskiy zavod. Po sluchayu yego 200-letiya (1682-1882) // Yekaterinburgskaya nedelya. 1882. 16 iyunya. N° 23. S.357.

36 Yekaterinburgskaya nedelya. 1882. 18 avgusta. N° 32. S.495.

37 Ocherki istorii kul'tury i byta starogo Nev'yanska. Lyudi, pamyatniki, dokumenty (K 300-letiyu goroda) / Pod obshchey nauchnoy red. V.I. Baydina. Yekaterinburg, 2001. S.191.



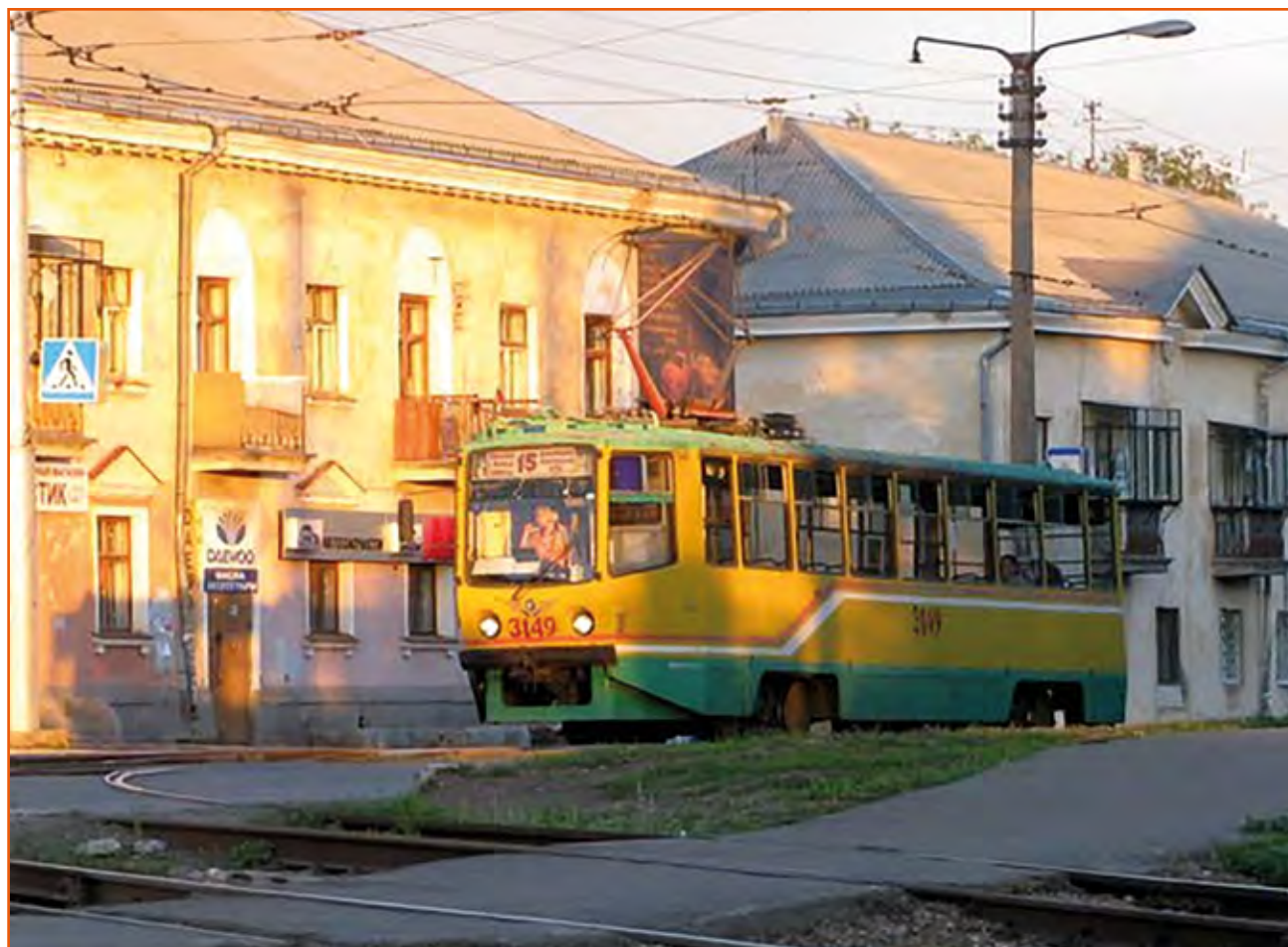
et expositions de vodkas, une cave à vins, deux brasseries», il y avait aussi une galerie marchande en pierre qui comptait 64 boutiques et en dehors de la galerie il y avait encore 31 boutiques en bois. Parmi les autres bâtiments de différentes destinations on peut citer la poste, la prison de passage et l'hôpital<sup>37</sup>.

Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, certaines cités ouvrières étaient devenues importantes et la majorité de leur population était liée, d'une façon ou d'une autre, à la production industrielle. «Avec une population de 30 000 personnes et le nombre de bâtiments qu'elle possède, notre usine est souvent considérée comme une vraie ville, égale à d'autres villes importantes du gouvernement de Perm», témoignait un habitant de Nijni Taguil. Nijni Taguil occupait alors une place à part parmi les implantations ouvrières de l'Oural. Elle comptait quatre églises orthodoxes, trois églises coreligionnaires, 129 maisons en pierre, 3805 maisons en bois, 319 commerces, quatre écoles professionnelles, deux orphelinats et une école publique<sup>38</sup>. Le poids économique du Nijni Taguil de l'époque se mesure à l'existence d'environ 200 usines, fabriques et autres productions industrielles. La fonderie, la cuivrerie et l'usine d'affinage appartenant à P. Démidov, employaient 3200 ouvriers. Nijni Taguil disposait de six magasins d'alcool, de 126 auberges et débits d'alcool, deux cafés, quatre hôtels. Le marché de Nijni Taguil recevait chaque année jusqu'à 16 380 tonnes de blé<sup>39</sup>.

L'écrivain Vladimir Némirovitch – Dantchenko qui en 1875 voyageait dans l'Oural, livre une opinion très positive de Nijni Taguil et de ses habitants. «À Taguil, écrivait-il, il y a environ quarante mille habitants, dont un quart vit de son travail à l'usine. Je n'aurai pas tort de dire que je n'ai connu des gens aussi intelligents que dans les usines de Maltsev et dans les territoires nord très éloignés, en Pomorie». Par rapport à plusieurs villes

38 RGIA. F.1287. Op.38. D.462. L.80 ob.

39 RGIA. F.1287. Op.38. D.462. L.80 ob.



Magnitogorsk. Maisons ouvrières. Années 1930

et villages de l'Oural, Nijni Taguil était beaucoup mieux aménagé. «Les Taguilois vivent beaucoup plus propre (?..) que les habitants des autres villes et villages ouraliens. Même les conditions hygiéniques de leur cadre quotidien ne sont pas les mêmes. Toute la ville de Taguil est divisée en secteurs où les contrôleurs repassent chaque jour pour analyser la qualité de l'entretien des cours et maisons. Un formulaire résultant du contrôle est remis au propriétaire de la maison. Dans ce formulaire sont notées toutes les déficiences relevées qui doivent

40 NEMIROVICH-DANCHENKO, V. Kama i Ural (očerki i vpechatleniya). SPb., 1890. S.704-705, 708.

être supprimées au plus vite»<sup>40</sup>. Il est à noter qu'à l'époque il n'y avait pas d'eau courante dans les cités auprès des usines, pas de système d'évacuation des eaux usées ni d'autres réseaux techniques. Ces réseaux ne feront leur apparition dans les grandes villes ouraliennes qu'à la fin XX<sup>e</sup> – début XX<sup>e</sup> siècle. Généralement, les habitants des cités et villages ouvriers allaient puiser l'eau dans des puits, rivières ou sources.

Plusieurs ouvrages d'historiens mettent en évidence que les implantations auprès d'usines constituaient de vrais centres de la science et de la culture. Par exemple, G. Tchaguine écrit dans son livre: «C'est ici que se formaient des inventeurs



de techniques industrielles, que les avancements technologiques trouvaient leur application et se répandaient les connaissances scientifiques». Le chercheur cite un grand nombre d'exemples convaincants tirés de l'histoire des cités ouvrières: ainsi, en 1817, dans l'usine de fonte et d'affinage de Pojva, sous la direction de l'ingénieur de talent P. Sobolevski, on a réussi à monter deux premiers vapeurs de la Kama et réaliser des lampes thermiques. Ici même, en 1839, on a construit la première locomotive à vapeur pour les voies ferrées d'écartement russe<sup>41</sup>.

Fin XX<sup>e</sup> - début XX<sup>e</sup> siècle, la presse périodique a eu souvent l'occasion de parler d'innovations dans les usines ouraliennes. Voilà un article du journal *Oural'skaïa jizn'* consacré à une nouvelle production apparue dans l'Oural: «Il y a quelques années, les usines de Lyssva qui appartiennent à monsieur Chouvalov ont lancé la production de fer-blanc et de tôle. Ces produits sont très prisés sur les marchés local et sibérien. Aujourd'hui, les usines de Lyssva visent à lancer une transformation de ces métaux. Dans ce but, on monte à Lyssva des presses d'emboutissage de vaisselle et d'autres objets en fer-blanc et en tôle»<sup>42</sup>. Un autre journal, *Oural'sky kraï* informait ses lecteurs de l'invention du chimiste de Nijni Taguil, A. Petrov. Il s'agissait d'un nouveau procédé d'extraction de platine de schlichs<sup>43</sup>. Un autre article, «Innovations dans les usines ouraliennes» publié par le même journal dans le numéro consacré aux innovations techniques de l'Oural du Sud, parlait des exploitations aurifères de P. Tarassov & C<sup>o</sup> à Katchkanar qui s'étaient équipées d'un réseau de téléphériques à l'image d'une installation ferroviaire. Dans les placers d'Oussva, les frères Berdinski ont fait construire un téléphérique de

même type. Des projets analogues existaient dans le district de Tchiormoz chez les princes Abamelek-Lazarev et dans les mines de Sim appartenant aux industriels Balachev, ces projets étaient destinés à la Société des placers de Troïtsk. Un contemporain expliquait ces innovations: «Ces téléphériques ont un grand avantage par rapport à tout type de transport terrestre, car ils ne dépendent ni de la neige, ni de la boue et fonctionnent à toute saison de l'année»<sup>44</sup>.

D'autres articles de journaux témoignent de la volonté d'initier la population des usines aux bienfaits du progrès technique. Le début du XX<sup>e</sup> siècle voit le téléphone entrer dans la vie quotidienne de Nijni Taguil. Un standard téléphonique a été aménagé dans les locaux de l'usine métallurgique et une campagne d'abonnement a été lancée pour les habitants de la ville<sup>45</sup>. On innovait aussi en matière d'éducation. Le journal *Oural'ski rabotchiy* annonçait l'ouverture, en 1908, d'une école primaire, un « progymnasium » de type nouveau, dans l'usine de Lyssva (district de Perm). Ce progymnasium devait accueillir des garçons et des filles ensemble, « cas rarissime » pour la Russie, car un établissement scolaire de ce type n'existait à l'époque qu'à Tsarskoïe Selo<sup>46</sup>.

Au début de l'industrialisation, les implantations auprès des usines ouraliennes ont réuni en leur sein les traits caractéristiques de deux modes de vie - citadin et campagnard - ce qui à l'époque faisait leur originalité<sup>47</sup>. Au cours des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, les implantations ouraliennes conservaient toujours

cette particularité: vers 1917, 38,8% des ouvriers qualifiés de l'Oural possédaient un terrain agricole. 80,7% des métallos - propriétaires d'un terrain agricole - étaient issus de familles qui comptaient plusieurs générations d'ouvriers<sup>48</sup>. Même en 1935, 44% des métallos de l'usine Verkh-Issetsky à Ekaterinbourg possédaient leur propre maison individuelle avec un potager et un petit jardin<sup>49</sup>.

Avec le temps, ces implantations auprès d'usine se sont transformées en vraies villes et leur évolution architecturale permet d'en relever quelques étapes. Dans ces villes ouraliennes, les quartiers datant de la fin XVIII<sup>e</sup> - première moitié du XIX<sup>e</sup> possèdent plusieurs éléments d'architecture industrielle, édifices publics et hôtels particuliers créés par des architectes du Ministère des Mines dans les meilleures traditions du classicisme russe. Les villes ouraliennes ont connu un nouvel essor dans les années 1920 - 1930 de la période soviétique. C'était la deuxième vague d'industrialisation de l'Oural, quand les idées créatives des leaders du mouvement avant-gardiste trouvaient leur application dans les nouveaux quartiers industriels, dits « cités socialistes ». L'Oural possède aussi un riche patrimoine architectural du style impérial stalinien des années 1940 - 1950, une architecture peu banale, inséparable de l'histoire de l'urbanisme soviétique.

L'Oural moyen et l'Oural du Sud (territoires les plus urbanisés) comptent presque 80 implantations ouvrières datant de l'époque de l'industrialisation et devenues aujourd'hui de vraies villes modernes. Les centres d'industrie minière en sont les 60%. Il est à noter que non seulement au début de l'industrialisation de la région, mais

41 Goroda - zavody. Perm' : Knizhnyy mir, 2014. S.31-32.

42 Ural'skaya zhizn'. 1909. N° 193. S.3.

43 Ural'skiy kray. 1910. N° 41. S.3

44 Ural'skiy kray. 1909. N° 31. S.2.

45 Ural'skaya zhizn'. 1914. N° 34. S.3.

46 Ural'skiy kray. 1908. N° 265. S.2.

47 GOLIKOVA, S. V. Zavodskiy poselki - osoby tip ural'skikh poseleniy XVIII - nachala XX v. // Dokument. Arkhiv. Istoriya. Sovremennost': sb. nauch. tr. Yekaterinburg, 2003. S. 66-87; Chagin G.N. Zavodskiy poseleniya Permskogo kraya i ikh istoriko-kul'turnyy

48 POSTNIKOV, S.P., Fel'dman M.A. Sotsial'nyye transformatsii i sotsio-kul'turnyy uroven' rabochikh Urala v pervyye desyatletiya XX veka <http://www.hist.msu.ru/Labour/Article/postnikov.pdf>

49 POSTNIKOV, S.P., Fel'dman M.A. Sotsiokul'turnyy oblik promyshlennykh rabochikh Rossii v 1900-1941 gg. M., 2009. S. 142.



Nizni Taguil d'aujourd'hui



aussi tout au long de son histoire, le choix de sites répondait aux exigences du développement industriel et fut lié à l'exploitation d'un nouveau gisement de ressources minières (Asbest, 1889), ou à la construction d'un chemin de fer (Bogdanovitch, 1885) ou bien à de nouvelles industries importantes (Serov, 1894). C'était le cas aussi pour les villes soviétiques de l'Oural, qui, à quelques exceptions près, ont aussi été impulsées par la mise en exploitation d'un gisement de ressources minières (Katchkanar, 1956), la création de technologies et d'armes nucléaires (Lesnoï, 1947; Trekhgorny, 1952; Ozersk, 1954; Snejninsk, 1957) ou bien la construction d'importantes entreprises industrielles (Magnitogorsk, 1929).

Le projet de plan directeur d'urbanisme de Magnitogorsk élaboré en 1929-1930 faisait écho au mouvement international des cités-jardins. L'idée maîtresse de ce projet qui avait pour titre ('Magnitogorié', architectes Barchtch, V. Vladimirov, N. Sokolov et khitovitch) fut de créer huit espaces fonctionnels le long de l'autoroute, qui aurait un bloc d'équipements sociaux et culturels à chaque kilomètre. Pourtant, ce projet fut rejeté, comme visant à désurbaniser le centre industriel<sup>50</sup>. En effet, les idées sociales sur lesquelles se basait le mouvement des cités-jardins allaient à l'encontre du contrôle de la vie et des activités productives des gens exercé par l'État. Ces idées auraient rendu difficiles une mobilisation militaire ou une réquisition de main-d'œuvre et surtout, elles auraient entravé la pratique soviétique de l'attachement de collectivités industrielles de différentes tailles à leur lieu de travail à travers leur habitat. La cité-jardin chantée par le poète Vladimir Maïakovski<sup>51</sup>, a été transformée par les Soviets en «cité ouvrière socialiste» qui



Lotissement «Beriozovaïa Rochtcha» à Polevskoï construit par la tuyauterie Severski pour les ouvriers de l'entreprise

correspondait pourtant à la cité-jardin quant au nombre d'habitants, le tracé, les principes de zonage et d'aménagement du territoire<sup>52</sup>.

Le «sotsgorod» (cité socialiste) entourant la vieille ville avec l'usine au centre, est devenu le type le plus répandu de l'habitat socialiste dans les villes ouraliennes des années 1930. Ces cités étaient bâties pour les ouvriers des nouvelles grandes productions industrielles. En exemple nous pouvons citer les quartiers à la fois industriels et résidentiels d'Ouralmach avec une population de 200 000 habitants au nord d'Ekatérinbourg; ceux d'Elmach (usine de matériel électrique

lourd pour la construction de machines) avec ses 140 000 habitants au nord-est, les cités auprès des usines d'aluminium et de tubes à Kamensk-Ouralski etc.

Toutes ont gardé jusqu'à nos jours les traits caractéristiques des époques passées et offrent aux historiens un terrain d'études particulièrement riche, car elles permettent de reconstruire le quotidien et les bases socio-culturelles de la vie de la population locale.

La domination de villes «monoactives» (*organisées autour d'une seule activité*) représente une des spécificités du développement industriel et urbanistique de l'Oural. En Russie, il y a aujourd'hui 500 de ces villes monoactives, soit 46 % de toutes les villes russes<sup>53</sup>. Le District fédéral de l'Oural en compte 68. Leur population fait plus de

50 BAKUNIN, A.V., Tsibul'nikova V.A. Gradostroitel'stvo na Uralsk v period industrializatsii. Sverdlovsk, 1989. S.8-11.

51 MAYAKOVSKIY, V. Rasskaz Khrenova o Kuznetskstroye i o lyudyakh Kuznetska // Polnoye sobraniye sochineniy. M., 1958. T. 10. S. 128-131.

52 MEYEROVICH, M.G. Rozhdeniye i smert' sovetskogo goroda-sada // Vestnik Yevrazii. SPb., 2007. <http://archi.ru/lib/publication.html?id=1850569462&fl=5&sl=1>

3,8 millions de personnes, soit 30 % du nombre des habitants du District<sup>54</sup>. Même si la mono-industrie n'occupe pas toute la population de la ville, la vie des habitants est étroitement liée à l'usine, car ces « mastodontes » industriels sont entourés d'innombrables petites entreprises liées de telle ou telle façon avec la production principale. Ainsi, le combinat métallurgique de Magnitogorsk emploie environ 55 000 personnes des 411 000 habitants de cette ville.

Nijni Taguil comprend dix géants des industries minière, métallurgique et de construction mécanique. Le nombre total des employés de ces entreprises est de 77 771, ce qui fait 39 % de la population active de Nijni Taguil<sup>55</sup>. Des 361 000 habitants, 28 000 travaillent à Ouralwagonsavod, 24 000 au Combinat métallurgique de Nijni Taguil.

Plusieurs des villes industrielles ouraliennes connaissent aujourd'hui de graves problèmes économiques et sociaux. Mais il existe aussi des exemples positifs, comme le lotissement de maisons individuelles (« Beriozovaïa rochtcha » – « Bois de bouleaux »), situé à l'entrée de la ville de Polevskoi, non loin d'Ekaterinbourg. La tuyauterie Severski a construit ces maisons pour ses employés en 2011.

Répetons pour conclure ce qui caractérise les cités et villages ouvriers qui au cours de leur développement se sont transformés en villes-usines: - l'apparition des agglomérations d'habitations va de pair avec la mise en place de nouvelles productions industrielles;

- la production et l'habitat ouvrier sont étroitement liés;

- les villes se forment autour du barrage de l'usine, leur tracé est le même pour toutes les villes-usines;

- les quartiers du style européen bâtis au XIX<sup>e</sup> siècle témoignent de la présence des experts étrangers (à Ijevsk et Zlatoust);

- l'époque socialiste a refondé les bases de la ville-usine, faisant de l'usine le centre névralgique, autour duquel toute la vie économique et sociale tournait.

- Des villes-usines géantes se sont multipliées. Elles reçoivent le nom de villes monoactives.

Dans le sens historique, les cités ouvrières sont devenues un type d'habitat à part et ont joué un rôle important dans l'histoire de la civilisation industrielle et de ses variations locales. Apparues en Oural au début du XVIII<sup>e</sup> siècle en réponse aux besoins stratégiques du pays, ces cités se développèrent de façon dynamique au cours des trois siècles suivants, tels centres de pensée scientifique et technique et tables d'essai de la technologie sectorielle. De nos jours les villes-usines ont pu sauvegarder les traits typiques des époques précédentes et représentent le patrimoine industriel et culturel vivant de la région: Kamensk - Ouralski, Néviensk, Nijni Taguil, Ekaterinbourg, Kychtym, Kouchva, Alapaïevsk, Zlatoust et beaucoup d'autres. La plupart d'entre elles ont conservé leurs complexes historiques réunissant bâtiments industriels, administratifs, publics, ainsi que ceux d'habitation, de commerce et de culte. Ces villes qui se développaient de façon conjointe avec la production ont créé un étrange amalgame des zones industrielles et d'habitation. L'industrialisation a provoqué d'importants changements dans la société et défini le caractère spécifique des cités ouvrières et de leur vie quotidienne: la prédominance de la composante industrielle a déterminé l'urbanisation avancée de l'Oural aux dépens de la composante agricole restée auxiliaire.

53 Natsional'naya ideya Rossii. V 6 t. Pod obshchey red. S.S. Sulakshina. T.V. M., 2012. S. 2994.

54 Na Uralskie naschitali uzhe 68 monogorodov <http://politsovet.ru/28930-.html>.

55 BAYDA, N.; KACHANOVA, Ye.A.; KOROVINA, A.; SUKHOVA, Ye.; CHUDINOVA, YU. Analiz strukturnykh izmeneniy mestnogo byudzheta v usloviyakh reformirovaniya mestnogo samoupravleniya (na primere g. Nizhnego Tagila) // Voprosy upravleniya. N°1(6) mart 2009 g. <http://vestnik.uapa.ru/ru-ru/issue/2009/01/11/>





Dévidage de la soie par la technique *Jyousyu-Zaguri* (Centre japonais de la soie de la préfecture de Gunma)

# COOPÉRATIVES VILLAGEOISES DANS LE JAPON RURAL DU XIX<sup>E</sup> SIÈCLE.

TOSHITAKA MATSUURA

PRÉFECTURE DE GUNMA, JAPON

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, lors du décollage industriel du Japon, l'industrie de la soie était la plus importante du pays. En effet, les seules ventes de soie grège représentaient 50 à 60 % des exportations japonaises. Cependant, pour mener à bien la modernisation du Japon, on devait importer le fer, l'acier, les machines, les navires, les machines à vapeur, les locomotives, le système ferroviaire et beaucoup d'armements à coût élevé ; on dut même acheter des vêtements et tissus de laine pour les fonctionnaires du gouvernement, des voitures à cheval, de la vaisselle et du vin pour les réceptions, toutes dépenses indispensables afin d'instaurer l'image d'un état moderne chez les visiteurs étrangers au cours de négociations diplomatiques et commerciales. Chaque année, le Japon devait régler de grosses sommes aux pays d'Europe et à l'Amérique du Nord. L'exportation de la soie grège fut alors la pourvoyeuse de devises.

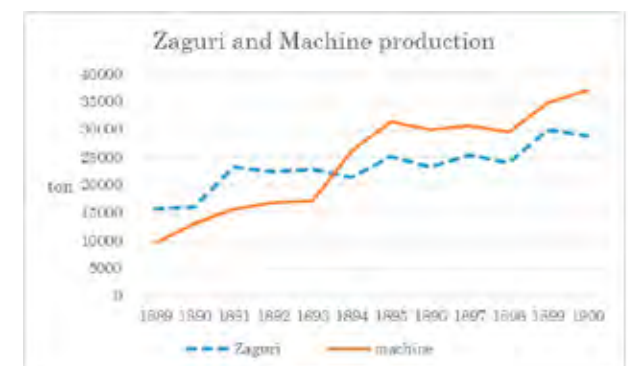
La soie grège provient des cocons des vers à soie qui se nourrissent de feuilles du mûrier. La culture du mûrier et de ces vers à soie est une activité traditionnelle au Japon, où l'on trouvait tous les cocons nécessaires au dévidage de la soie.

La soie grège, source de profits pour le pays, fut essentielle au financement de sa modernisation et cruciale pour son indépendance à l'ère impérialiste. Mais comme on exporta la soie grège à un prix bien plus élevé que celui du marché intérieur, la cherté suscita une pénurie peu après l'ouverture des ports en 1858.

Beaucoup de paysans recommencèrent alors à produire de la soie grège, bien que de piètre qualité. La soie grège japonaise se déprécia sur les marchés internationaux, ce qui posa un sérieux problème pour le pays qui dépendait de ses exportations. Le gouvernement Meiji tenta d'y remédier en transplantant les techniques européennes de production industrielle, d'où la décision, en 1872, d'implanter une filature de soie à Tomioka, dans la préfecture de Tomioka-Gunma. Cette usine fut le premier exemple d'une filature française entièrement importée au Japon et elle devint un modèle pour toutes les filatures japonaises. On peut dire que le décollage industriel du Japon commence là. Mais une fois la filature de Tomioka construite, toute la soie grège japonaise provenait-elle d'usines à l'européenne ? Il s'en faut de beaucoup.

Généralement, on fait remonter au plus tôt à 1895, l'année où la production de soie grège à la main est dépassée par les procédés mécaniques. À mon avis, il faut probablement rajouter au moins dix ans ou plus, pour en arriver au XX<sup>e</sup> siècle (tableau 1).

Production totale de soie grège au Japon



Même après l'instauration du bobinage mécanique à la filature de Tomioka en 1872, le filage manuel traditionnel l'emporta sur la technique manufacturière la plus récente pendant 30 à 40 ans. Ce filage manuel s'appelait *Kumiai-*





Moulin de filage (Centre japonais de la soie de la préfecture de Gunma)

*Seishi*, la coopérative paysanne de filature. De quel système s'agissait-il ? Qui le faisait fonctionner ? J'expliquerai ce mouvement des filatures en coopératives villageoises en prenant Tomioka dans la préfecture de Gunma comme point de comparaison.

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, cette préfecture était devenue le plus gros producteur de soie grège au Japon. Il était inéluctable que cette région devienne la première à voir une filature mécanique de soie fonctionner effectivement. De même, la coopérative de fileurs démarra dans cette contrée. Il en résulte qu'en premier lieu, la modernisation du Japon ne put s'effectuer uniquement à travers

la construction de manufactures, en développant l'industrie, en se rénovant et en s'occidentalissant. Ensuite, cette modernisation ne fut pas toujours synonyme d'urbanisation induite par l'installation d'une fabrique.

### 1. Le dévidage traditionnel de la soie au Japon

Si, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, la production de soie grège avait pris un tel démarrage, c'est que le gouvernement Tokugawa avait banni les importations de soie grège chinoise en raison de leur coût prohibitif. Dorénavant, la plus grande

partie de la production de soie grège serait effectuée par les familles paysannes qui éduquaient les vers à soie (tableau 2). Des courtiers faisaient des tournées dans une région agricole donnée et collectaient la soie grège auprès de chaque paysan pour la vendre aux grossistes.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, dans certaines régions du Japon, des marchands rassemblèrent des femmes dans de petites fabriques pour produire



Une machine *Jyosyu-Zaguri* typique (Centre japonais de la soie de la préfecture de Gunma)

de la soie grège par dévidage manuel. Ou bien, ils déposèrent cocons et bancs à dévider (dévidoirs) pour produire la soie grège à domicile. Mais ce système ne fut pas la règle.

La filature traditionnelle comportait deux étapes. D'abord, on trempait les cocons dans une bassine d'eau chaude au-dessus du feu. Puis, on dévidait en prenant un écheveau de fils très fins de huit à quinze cocons pour les tordre en un seul fil de soie grège sur un banc à dévider en bois. En fait, plusieurs techniques coexistaient mais la plus avancée se nommait *Zaguri*.

La seconde étape était le moulinage, un procédé originaire du Japon. Ce travail consistait

à enrouler à nouveau les fils de cocon dévidés sur un moulin. Étant donné le climat très humide de l'archipel, le moulinage empêchait les fils de s'attacher.

La plus importante machine fut le *Zaguri*, un petit engin en bois muni de quatre engrenages (les *Zaguri*) ou de deux poulies de taille différente liées par une courroie. On faisait tourner le moulin au moyen d'une manivelle. Ces engrenages et poulies entraînaient une rotation plus rapide du moulin à filer (de quatre à sept et demi). Cet engin pouvait bobiner à grande vitesse et placer le fil en croisillons pour éviter à celui-ci de s'enrouler au même endroit sur le moulin. L'efficacité du procédé fut bien supérieure à la méthode traditionnelle.

On pense que cette machine fut inventée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mécanisme d'engrenage fut mis au point dans la préfecture de Gunma et tire son nom de l'ancien toponyme de la région *Jhosyu-Zaguri*. Dans la préfecture de Fukushima, on nommait le fonctionnement de la poulie *Ousyu-Zaguri*. Les deux types de *Zaguri* se répandirent dans tout le Japon, notamment après l'ouverture des ports.

## 2. La fondation de la filature de soie de Tomioka

En 1872, le gouvernement Meiji importa de France une usine de dévidage de soie dans un milieu où l'on ne connaissait que la technique traditionnelle du dévidage : la filature de soie de Tomioka dans la préfecture de Gunma. Cette usine utilisa une technique fort différente des méthodes japonaises traditionnelles. D'abord, on édifia une immense usine. La matière première, les cocons, étaient collectés pour elle seule puis séchés, entreposés, vérifiés, cuits, dévidés et enfin emballés en écheveaux de soie grège (les flottes). Tout le travail était effectué par des ouvriers d'usine. Toutes les machines fonctionnaient grâce à la machine à



La filature de soie de Tomioka en 1913 (Bibliothèque de la préfecture de Gunma)

vapeur. Quant aux cocons, ils étaient cuits par la vapeur produite par six chaudières.

Cette méthode de dévidage différait complètement de la précédente. D'abord, elle séparait la sériciculture (la production des cocons) de la filature, puisque l'éducateur de vers à soie vendait les cocons en tant que matière première à l'usine. Les ouvriers n'avaient aucun rapport avec l'élevage des cocons et n'effectuaient que la tâche de production de soie grège dans l'usine. La division du travail entre le commerce de la sériciculture et celui du dévidage de la soie fut définitive.

La main-d'œuvre d'usine était idéale pour l'employeur car elle n'obéissait qu'au directeur

d'usine. Enfin, on utilisait des machines modernes pour tout : produire de la vapeur, de la puissance, entretenir des machines, entreposer la matière première, choisir la matière première, dévider, rembobiner, emballer les flottes, stocker le produit et le transporter. On avait prévu des cours de formation sur le dévidage. Chaque espace avait un rôle dans l'usine.

C'est pourquoi le changement que représenta la filature de soie de Tomioka, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne fut pas seulement une évolution dans la technique du dévidage, mais aussi une innovation dans le système social et les processus économiques de production et de travail. Avant





La filature de soie de Tomioka en 1913 (Bibliothèque de la préfecture de Gunma)

Tomioka, l'industrie de la soie, à savoir l'éducation des cocons et la production de soie grège, faisaient partie intégrante du milieu rural. A partir de Tomioka, la production traditionnelle de cocons et la production de soie grège se scindèrent en deux espaces distincts : à la campagne, la production des cocons ; à la ville, la production de la soie.

Ainsi, la mise en place de ce nouveau procédé privait les paysans d'une étape de la filature. Les éleveurs de cocons ne purent profiter du fruit de leur ouvrage, d'où une perte sensible de leurs revenus. Parallèlement, au début de son activité, l'usine, du fait du manque d'expérience des ouvrières, ne produisait pas une qualité de soie grège supérieure

à celle produite par les techniques antérieures. Qui plus est, son prix était élevé vu l'importante mise de fonds nécessaire aux installations et aux machines.

Il reste que la soie grège, produit apprécié du marché, pouvait encore dicter des bons prix. On pouvait produire des cocons dans tout le Japon et quantité de paysans se mirent à éduquer des vers à soie dans chaque région. La vente de cocons ne subit pas de revers parce que les nouveaux venus ne maîtrisaient pas le savoir-faire traditionnel du dévidage. Aussi, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de nouvelles filatures mécaniques, à l'instar de celle de Tomioka, sont créées dans les préfectures de Nagano, Aichi et Kumamoto.

### 3. La fondation d'*Usui-sha*, une coopérative de dévidage de soie

En août 1878, une centaine d'éleveurs de cocons et de négociants en soie du village de Higashkamiisobe, à cinq km au nord de la filature de Tomioka, se rassemblent pour fonder la coopérative des fileurs *Usui-sha*. Ils mettent en place un nouveau système de filature de soie. Avant la coopérative, les paysans devaient vendre leur soie grège aux négociants qui faisaient des tournées dans chaque maison du village. La soie grège produite par les paysans est désormais vendue par une coopérative. La nouvelle société assure la collecte, contrôle la soie grège de chacun, puis organise la qualité, délivre la marque de fabrique et enfin, la met en vente. Ce système est appelé le « *Zaguri* perfectionné ». Le personnage-clé de cette organisation fut Ryotaro Hagiwara, d'une famille aisée du village.

Les paysans, membres de cette coopérative, arrêterent de vendre isolément la soie grège à perte. Qui plus est, la soie grège de qualité supérieure fut vendue à prix fort, après un contrôle exigeant. D'ailleurs, les acheteurs de soie grège purent toujours s'approvisionner parce que la coopérative garantissait la qualité du produit. De cette manière, leur soie grège gagna en notoriété sur le marché et le nombre de coopérateurs s'accrut aussitôt. (Tableaux 3 et 4).

Cette coopérative mit en place le *Kumi*, une succursale dans chaque village. Un bureau les administrait. Dans les années 1880, la coopérative *Usui-sha* s'étoffa par étapes et accrut sa production totale.

Dix ans après sa fondation, quelques membres de la coopérative se lancèrent dans le dévidage mécanique comme à la filature de soie de Tomioka. En 1890, ils produisent environ 50% de la soie grège de cette façon. Cependant, la qualité de la soie grège n'était pas satisfaisante, du fait des cocons, eux-mêmes défectueux. Faire un écheveau

à partir de différentes sortes de cocons était un problème redoutable. A cette époque, chaque paysan éduquait ses propres vers à soie. Si bien que leur petite fabrique ne put produire de la soie grège supérieure à la méthode *Zaguri*. Par conséquent, la coopérative en revint au *Zaguri* traditionnel.

En 1897, *Usui-sha* se développa en comptant 57 succursales et produisit 128 tonnes de soie grège vendues pour un total de 1 560 000 yens. A son apogée en 1917, la coopérative possédait 181 succursales, fabriquait 365 tonnes et les commercialisait à hauteur de 7 540 000 yens. Pour répondre à cette croissance rapide, en 1902, on construisit une usine annexe à Takasaki et un nouveau siège social, bien qu'en 1905 on se trouvât en pleine guerre russo-japonaise.

#### Production de soie grège d'*Usui-sha* et à Tomioka



Comme on le voit sur le tableau 5, la production d'*Usui-sha* dépassait presque dix fois celle de la grande usine de filature de Tomioka. Ce succès d'*Usui-sha* stimula le mouvement de coopératives de paysans sériciculteurs de la préfecture de Gunma, notamment dans sa partie méridionale. *Kanra-Sha* et *Shimonita-sha*, fondées par des éleveurs de vers à soie aux environs de la filature de Tomioka, furent de taille équivalente à *Usui-Sha*. Dans la préfecture de Gunma, on appela ces trois coopératives de filature « Les 3 grandes du Sud ».

#### 4. Le système de production *Usui-sha*

En tant que producteurs de soie grège, *Usui-sha* et la filature de Tomioka furent des entreprises semblables. Malgré tout, l'organisation de la production, les méthodes de fabrication et le système de l'usine se différenciaient considérablement. La divergence la plus notable résida dans le fait qu'*Usui-Sha* mit l'accent sur le contrôle, l'emballage et la vente de la soie grège, tandis que la filature de Tomioka insista sur le processus de dévidage. *Usui-sha* laissa chaque paysan effectuer le dévidage mais fournit des instructions et une formation afin de faire produire une soie grège de bonne qualité, par le biais du contrôle de la soie grège. Le résultat de cette vérification fut payant en élevant fortement le profit du paysan. Du reste, *Usui-sha* apporta des instructions précises sur le choix de vers à soie de haute qualité et sur la façon d'améliorer la méthode d'éducation dans la sériciculture. La plupart des paysans respectèrent ces directives et produisirent des cocons de haute qualité.

Au Japon, une activité commerciale comme celle d'*Usui-sha* appartient au mouvement « *Zaguri* perfectionné ». Ce perfectionnement ne résidait pas seulement dans les méthodes de dévidage ou de moulinage, mais aussi dans l'aménagement de la filière, le contrôle, l'emballage et le système de vente, un fait marquant dans l'organisation manufacturière et commerciale. Je vais tenter de montrer en détail ci-dessous la production traditionnelle et la production perfectionnée. La caractéristique principale de ce nouveau procédé de fabrication est qu'il fut divisé en trois étapes, chaque étape étant soumise à un contrôle soigneux. Une avancée vers une nouvelle organisation à plus grande échelle fut le vecteur de la qualité.

La mission de cette coopérative de fileurs de soie grège fut de remplacer la commercialisation individuelle de la soie mise sur le marché par l'entreprise qui l'écoula en grand volume de qualité uniforme. Le prix de vente consigné sur un registre fut

remboursé aux adhérents. La coopérative fut de taille à produire plusieurs grades et de grandes quantités de soie grège et les adhérents se multiplièrent.

Il fut par conséquent nécessaire d'étoffer l'organisation pour faire augmenter le nombre de paysans dans la coopérative. De surcroît, la soie grège de haute qualité put être commercialisée à prix élevé. On encouragea donc l'éducateur de cocons à améliorer la qualité de sa soie grège.



Fabrique de rembobinage actionnée à l'hydraulique à Annaka (Années 1880)



Procédé de rembobinage. A gauche, un contrôleur de qualité (Annaka)



Enfin, je vais décrire précisément le rôle du procédé de fabrication à l'exploitation, à la succursale et à la maison-mère, d'après le règlement *Usui-Sha* de 1903, lors de son âge d'or.

## 5. Les rôles des paysans, des succursales et de la maison-mère

### *L'éducateur de vers à soie*

Pour adhérer à *Usui-sha*, il fallait former un groupe de 50 à 100 paysans dans un même village. De plus, on devait constituer une succursale régionale, à laquelle les paysans s'affiliaient. La coopérative attacha beaucoup d'importance au groupe familial, dont le rôle était clé pour l'éducation des vers à soie et au dévidage. Ainsi, chaque membre de la coopérative représentait sa famille. On distinguait trois niveaux d'adhésion.

Dans chaque exploitation, la sériciculture et le dévidage à effectuer ressemblaient en gros à ce qui se passait précédemment à l'ère Edo. A cette époque, le paysan ne pouvait élever des cocons qu'au printemps. Sa femme et ses filles dévidaient la soie grège des cocons élevés. Le dévidage se pratiquait habituellement pendant l'été et l'automne. Une fois que sa femme et ses filles avaient dévidé la soie sur un dévidoir *Zaguri*, le paysan le portait à la fabrique de rembobinage de sa succursale. Là, un coopérateur et sa famille retravaillaient les flottes.

### *La succursale et la fabrique de rembobinage*

Pour fonder une succursale, il fallait plus de 50 membres qui produisent plus de 375 kg de soie grège par an et construisent leur fabrique de rembobinage. La gestion de la succursale était menée par des membres élus de celle-ci. On embaucha des ouvriers pour le contrôle et pour le rembobinage on choisit parmi des associés de la succursale et de leurs familles.

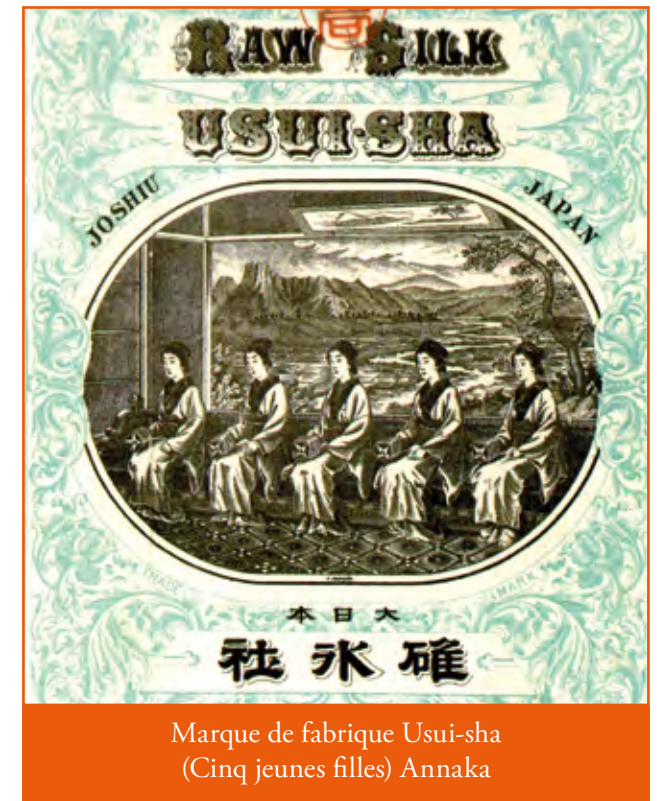
La fabrique de rembobinage de la succursale était mue à l'hydraulique ou à la force des bras. Au plan mécanique, ce moulin de filage était identique

à ceux utilisés à Tomioka et comportait une plus grosse bobine (la tavelle) et une sorte de bras de guidage (appelé *Fulite*) pour entrecroiser le fil transposé sur la tavelle. Comme dans la méthode *Zaguri*, les adhérents de la succursale amenaient la soie grège enroulée sur de petites bobines faites à domicile jusqu'à la fabrique de la succursale. Pour chaque bobine, on notait un nombre, le nom du fleur, le denier du fil et le résultat du contrôle dans un livre de comptes à la fabrique. On faisait passer le fil des petites bobines à la tavelle et on expédiait les flottes à la maison-mère.

### *La maison-mère et la vente*

La maison-mère contrôlait soigneusement à nouveau la soie grège envoyée par chaque succursale. On classait les flottes en grades de un à dix, on consignait le tout sur un livre de comptes. Le titre de soie grège était classé en fonction du grade. On emballait les flottes dans le style inauguré à Tomioka. Avec un nouveau type de conditionnement, cette soie grège se différençia de l'ancien *Zaguri*, afin de créer un appel à la haute qualité. De plus, la nouvelle marque de fabrique fut encollée sur le paquet. La marque déposée montrait cinq jeunes filles habillées en vêtements traditionnels tenant de la soie grège. La soie grège produite par *Usui-sha* était vendue à un exportateur de soie grège de Yokohama, car la coopérative continua une production destinée à l'exportation pour générer de gros profits. Les usines textiles de soie aux Etats-Unis étaient les acheteurs visés. Les importateurs américains estimaient qu'*Usui-Sha* pouvait produire en quantité de la soie grège de qualité constante.

Attentif aux tendances du marché de soie grège en Amérique *Usui-Sha* tenta de recueillir des informations dans la presse du pays. En 1906, *Usui-Sha* fit bon accueil au client américain qui visita le siège japonais (Figure 8). En 1907, *Usui-sha* et deux autres grandes coopératives envoyèrent une délégation commune aux Etats-Unis. Les délégués se rendirent



Marque de fabrique *Usui-sha*  
(Cinq jeunes filles) Annaka

à des manufactures textiles d'un consommateur américain et échangèrent des informations. De plus, ils organisèrent des expositions de leurs productions de soie grège à l'étranger et s'efforcèrent de propager la réputation du produit.

## 6. Dénouement ultime d'*Usui-sha*

De cette façon, *Usui-sha* parvint à être florissant pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, cette réussite commença à s'essouffler à la fin des années 1910. On peut y voir trois causes. D'abord, les progrès du moulin à filer firent que l'écart entre la qualité *Zaguri* et celle de la production mécanique se creusa, et les cours de la soie grège traditionnelle chutèrent. Ensuite, parallèlement, les progrès dans la technique de conservation des œufs de vers à soie rendirent possible l'éducation des vers pendant trois moments de l'année au lieu d'un. Les paysans eurent

alors tendance à vouloir étendre la sériciculture. Dans ces circonstances, *Usui-sha* dut se résoudre à se reconvertir dans la production mécanique. Chaque fabrique de rembobinage d'une succursale se réorienta vers le rembobinage à la machine. Mais ces usines, peu efficaces en raison de leur petite taille, ne purent rivaliser avec les grandes unités de production d'entreprises capitalistes, telles que Tomioka, en termes de productivité et de qualité.

Enfin, dans les années 1920, *Usui-sha* ambitionna de construire une grosse usine qui regrouperait la production des petites unités. Cependant, le prix de la soie grège déclina sous les effets de l'apparition des fibres synthétiques et de la Grande Dépression. Les affaires dans la filature de la soie dépérirent. En fin de compte, au milieu des années 1930, on édifia cinq grandes filatures. La réorganisation et la fusion des petites fabriques furent menées à bien. Le système usinier fonctionna rondement et obtint de bons résultats pendant quelques années.

En 1941, aux débuts de la Seconde Guerre mondiale, le pays chercha à réglementer la production de fibres de luxe, comme la soie. On n'autorisa que les fournitures militaires, telles que les parachutes. De plus, le gouvernement regroupa toutes les coopératives de filature dans une entité spéciale. A Gunma, la loi rabassa le nombre de filatures de 33 à neuf. La fin de la guerre approchant en 1944, tout le secteur de la soie appartient à une seule entreprise d'état. Ce fut alors qu'*Usui-Sha* et toutes les coopératives de filature disparurent définitivement.

### Conclusion

La fondation de la filature de soie de Tomioka, la première usine de soie de taille au Japon, dans la préfecture de Gunma, n'entraîna pas la multiplication des usines de ce genre dans la région. Les coopératives de fileurs qui avaient modernisé le procédé traditionnel de filage connurent parallèlement une longue période



Siège social d'Usui-sha à Annaka

de prospérité. C'est ce que l'on peut appeler « le paradoxe de Tomioka », du fait que les dirigeants ruraux introduisirent le système de la coopérative moderne et réussirent à surmonter les défauts de la technique traditionnelle manuelle par la méthode *Zaguri*, connue depuis l'époque Edo.

Ce paradoxe perdura tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais dans les années 1910, l'amélioration du moulin à filer et la production de cocons étalée sur toute l'année y mirent rapidement fin.

L'histoire de cette coopérative montre que la modernisation au Japon et son industrialisation ne sont pas uniquement un phénomène urbain. La production de soie grège d'*Usui-Sha* s'implanta et se diffusa dans les villages. Cependant, on y relève une organisation moderne de ramassage efficace de la production, de contrôle, de qualité et de vente. Et

cette soie grège obtint un grand succès, même au niveau international.

Il devient clair que, lorsque l'on discute de modernisation ou d'industrialisation, on doit prendre en compte non seulement l'usine, la machine, les installations: le prétendu « matériel », mais aussi l'organisation, la réglementation, la méthode, l'idée: en quelque sorte un « logiciel ». Le patrimoine industriel de l'organisation des ventes, du contrôle, de la formation et du financement, comme dans l'entreprise *Usui-Sha*, se découvre dans des petites constructions sans allure. Il devient dès lors difficile d'évaluer son importance historique et sa particularité. La modernisation se caractérise par des avancées considérables dans des procédés souvent imperceptibles à l'œil. Il est fondamental de discerner ce patrimoine invisible.





Vue sur la Maison Commune du Chemin Vert à la fin des années 1920

# CHEMIN VERT, UNE CITÉ-JARDIN EMBLÉMATIQUE

GRACIA DOREL-FERRÉ

LLSETI, CHAMBÉRY

Considérée comme la cité-jardin exemplaire, Chemin Vert, aujourd'hui quartier de Reims, ne semble pas cacher de secrets. Dès l'époque de sa construction elle avait fait l'objet d'études et de commentaires de la part de ses visiteurs comme de ses promoteurs. Pourtant peu de sources subsistent de cette période. En effet, si nous disposons d'abondantes collections iconographiques, épures et travaux d'architectes, nombreuses photographies prises au moment où se construisait le Chemin Vert, il ne reste que très peu d'écrits, les archives du Foyer rémois ayant été détruites lors de leur déménagement à la fin des années 80. Ont été conservés quelques discours d'époque, quelques articles de la presse contemporaine, et les déclarations de Charbonneaux, le constructeur du Foyer rémois, amplement relayées par Paul Voisin, son successeur. Nous avons pu heureusement compléter cette information déjà très connue par le dépouillement du bulletin édité au Foyer rémois depuis 1934, et celui des procès-verbaux des conseils d'administration du Foyer rémois puis de l'association de la Maison Commune du Chemin Vert. Enfin, la correspondance de Charbonneaux avec la préfecture nous a éclairés sur les motivations

du constructeur et sur l'évolution de sa pensée. Des documents épars, tel un diplôme de bonne tenue de logement, mais qui complétaient admirablement ce que nous savions par ailleurs, ont été fournis par la bibliothécaire de Chemin Vert. Quelques témoignages oraux enfin, ont aidé à structurer l'ensemble<sup>1</sup>.

## 1. Une version française de la cité-jardin ?

Issue d'une réflexion sur la question du logement dont les péripéties ont marqué le XIX<sup>e</sup> siècle, la cité-jardin, dans son concept howardien, est présentée tant de façon physiologique que fonctionnelle comme une création originale. Pourtant des études récentes ont mis l'accent sur le fait que dès le départ, il y a eu ambiguïté dans la terminologie et que peu de choses sont passées de la conception anglaise, définie par Howard, à la conception française<sup>2</sup>. Charbonneaux, dit lui-même s'être inspiré de Letchworth et de Port-Sunlight, ce dernier n'étant pas à proprement parler une cité-jardin, mais bien un village ouvrier à initiative patronale. Dans le même temps on donne le nom de cité-jardin à la cité des cheminots de Quessy-cité,

- 
- 1 Note de l'éditrice : cet article reprend l'essentiel de l'article paru dans :  
DOREL-FERRÉ, Gracia (dir) La cité-jardin, une histoire ancienne, une idée d'avenir, Cahier de l'APIC n°3, 2003.  
Une grande partie des sources concernant le Chemin Vert se trouvent à la bibliothèque Carnegie de Reims :  
- bibliothèque du Chemin Vert, fonds ancien déposé à Carnegie  
- plan d'Auburtin pour l'ensemble de la cité  
- procès-verbaux des conseils d'administration du Foyer Rémois  
- procès-verbaux des conseils d'administration de la Maison Commune de Chemin Vert  
- importante iconographie (cartes postales anciennes et photographies) datant des débuts de la vie de la cité.  
Les Archives départementales de la Marne conservent la correspondance de Charbonneaux avec les organismes institutionnels (préfecture, ministères) et le fonds de l'architecte Jactat.  
La bibliothèque de Chemin Vert a conservé des documents épars mais utiles : un diplôme de bonne tenue des logements, des programmes de fête, le cahier de maison de la Maison Commune (1937-1946).  
Le Foyer rémois conserve peu de choses : le livret promotionnel édité en 1934, qui reste la base de l'information iconographique, un album de photographies d'une exceptionnelle qualité datant des années 1920, un bail daté de 1933. Des enquêtes orales sont en cours, prises en charge par les classes de Marie-Claire Ruiz, Lycée Libergier, Reims.
- 2 En particulier Rémi Baudouï, dans *Cités, cités-jardins : une histoire européenne*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme de l'Aquitaine, Bordeaux, 1996.



qui dans sa structure - celle d'une cité ouvrière pour l'essentiel, éloignée de sa commune de rattachement mais située près de son lieu de travail- comme dans son fonctionnement - les habitants travaillent tous au chemin de fer-, appartient bien à la catégorie des villages ouvriers.

Sans doute est-il de bonne méthode d'avancer quelques éléments de définitions avant d'entrer plus avant dans le sujet. Le logement social a été la grande préoccupation du XIX<sup>e</sup> siècle, et a fait l'objet, dès ce temps-là, d'une abondante littérature dans laquelle on retrouve les arguments hygiénistes habituels. Les villages ouvriers à initiative patronale allient la plupart du temps ce type de considération (la santé, l'air de la campagne) à un programme d'équipements sociaux parfois élaboré. Ils font parfois l'objet d'une véritable réflexion urbanistique et architecturale mais tous présentent la même composition: usine, maisons ouvrières, maison patronale ou directoriale, église, économat, école, infirmerie, services divers. Seuls les agencements de ces éléments diffèrent, tout en mettant en scène les acteurs de façon incontestable. Dans ce cadre, le pouvoir s'exerce directement, ou par l'intermédiaire des représentants du patron que sont le directeur de l'entreprise, le curé, le maître d'école. D'une façon ou d'une autre, affiché ou non, un règlement tacite ou écrit organise la vie des habitants<sup>3</sup>. Lorsque, dès avant la guerre de 1914 on se propose de remettre la construction des logements sociaux non plus seulement entre les mains des patrons mais aussi de structures émanant de l'État, la nouvelle architecture des constructions traduit le changement de la relation au pouvoir. Il n'y a plus de maison patronale mais une mairie-annexe; l'église n'a plus de position dominante, l'accent est mis sur des édifices structurants que sont les centres sociaux ou des édifices publics de première



Le plan masse du Chemin Vert

nécessité: école, dispensaire, poste. L'hygiénisme et l'éducation du groupe prennent le dessus. Le civisme est l'objectif et le dénominateur commun des habitants des HBM.

Qu'en est-il de la cité-jardin? La conférence internationale des cités jardins et de l'aménagement des villes d'octobre 1922 nous donne quelques éléments de réponse. «Une cité-jardin, dit le représentant de la société Welwyn Garden City, est une ville aménagée pour une vie saine et pour l'industrie, d'une étendue pas plus vaste qu'il est nécessaire pour une vie sociale complète, la ville étant entourée par une ceinture agricole et le terrain entier étant la propriété de la communauté ou réservée en sa faveur». À cette date, il n'existait en Angleterre

que deux cités jardins répondant approximativement à la définition: Letchworth et Welwyn. La première compte 11000 habitants, la seconde 2000. Un autre membre de la même société renchérit: la cité-jardin serait une ville nouvelle, qui présenterait l'avantage d'avoir été entièrement conçue selon des critères actuels, en ayant le souci de mettre en contact l'agriculture et l'industrie. C'est en tout cela, et surtout dans sa vision globale et dans son échelle que la cité-jardin diffère du village ouvrier, lequel n'a jamais été qu'une oasis, dans le meilleur des cas, dans un système englobant sur lequel on n'avait pas de prise. Ainsi, la cité-jardin apparaît-elle, auprès des participants de cette conférence, comme une réponse à la question urbaine plutôt qu'à la question sociale à proprement parler<sup>4</sup>.

Dans le même congrès, les Français tiennent déjà un langage différent. Henri Sellier souligne toutes les particularités anglaises qui justifient l'éclosion du mouvement en Angleterre et son écho tardif en France. Par contre le surpeuplement urbain et le problème de la reconstruction des régions dévastées donnent une actualité nouvelle au thème. Sans s'attacher à la lettre mais plutôt à l'esprit de la cité-jardin telle qu'elle a été définie, les Français vont promouvoir la construction de banlieues-jardins, qui répondront à quelques-uns des critères de salubrité et d'aménagement technique, administratif, voire esthétique de la cité-jardin. La liste des réalisations en cours ou déjà effectuées à cette date montre la prééminence des banlieues-jardins autour de Paris.

À Reims, Chemin Vert appartiendrait à cette catégorie. Cependant on s'est surtout attaché à le démontrer en fonction des plans, de l'architecture, de la morphologie des cités. Rien, dans les études qui se multiplient dans les années de l'après-guerre n'envisage les conditions de leur

<sup>3</sup> L'ensemble de ces questions a été largement étudié dans: DOREL-FERRÉ, G., (dir) Villages ouvriers, utopie ou réalités, *L'archéologie industrielle en France*, n°34-35, 1993.

<sup>4</sup> Conférence internationale des cités jardins et de l'aménagement des villes, Paris, 21-28 octobre 1922, *La vie urbaine*, 18, 15 février 1923.

fonctionnement interne. Le village ouvrier a traduit dans l'espace occupé et à travers son architecture les préoccupations patronales sur l'encadrement des ouvriers. Il détermine, ce faisant, les conditions de travail et les conditions de vie. La physionomie de la cité-jardin est assez différente de celle du village ouvrier. Paradoxalement, la cité-jardin qui jouxte la ville se donne une image de village alors que le village ouvrier semble être un morceau de ville en rase campagne. Le projet social est-il aussi différent? L'étude de Chemin Vert, dont l'œuvre sociale a été tant vantée, peut-elle nous permettre de le préciser?

Pour savoir où passe la ligne de démarcation entre le village ouvrier et la cité-jardin, dans le cas de Chemin Vert, il faudrait avoir une réponse précise à plusieurs questions: qui est à l'origine de la décision de construire? Qui exerce l'autorité? Quelle est la population de la cité? Où travaille-t-elle? Comment a-t-elle évolué? Avant d'aller plus loin, il importe de rappeler le contexte dans lequel est né le Chemin Vert.

## **2. Acuité de la question du logement à Reims, au début du XX<sup>e</sup> siècle: la création du Foyer rémois**

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Reims, ville drapante de grand renom depuis l'époque médiévale, vit de l'industrie de la laine et du vin de champagne. Enrichie de façon spectaculaire sous le Second Empire, elle connaît une expansion phénoménale sous la III<sup>e</sup> République, essentiellement grâce au négoce: ce sont les facteurs commissionnaires qui gèrent la matière première et négocient les produits finis. Cependant la constitution de grandes unités de production en ville condamnait à terme les nombreux artisans à domicile, qui, sur un rayon de 30 à 40 km travaillaient à façon pour la fabrique de Reims. En même temps, le patronat se voyait à la tête d'une réserve humaine toujours renouvelée mais brutalement paupérisée. Les ouvriers des

campagnes venaient chercher du travail dans les usines, s'entassaient dans des logements insalubres et grossissaient les troupes du prolétariat urbain. Artisans rompus au métier, ils n'en vivaient que plus mal la dégradation de leur situation et de leur condition sociale. D'où les grandes grèves de 1880 à 1900 que les patrons ont toujours gagnées, mais au prix de leur propre survie. En effet, en cette fin de siècle, la concurrence est sans pitié. Roubaix, la grande cité lainière du Nord, n'admettait pas l'existence d'un centre lainier si proche et a sans doute attisé le conflit entre patrons et ouvriers rémois. Quoiqu'il en soit, le patronat rémois n'a ni cherché à se moderniser ni cherché à résoudre même timidement, la question sociale qui empoisonnait la vie économique. À l'inverse, la région environnante était célèbre depuis plusieurs années pour les initiatives d'un de ses patrons du textile, Léon Harmel, installé à l'usine du Val des Bois à Warmeriville, sur la Suippe. Les conditions techniques de la production, avec en particulier la nécessité de fixer l'entreprise près de la chute d'eau qui déterminait la source d'énergie, avait favorisé la création d'un chapelet de colonies industrielles, c'est-à-dire des villages ouvriers éloignés de leur commune de rattachement et situés en pleine nature. Léon Harmel, qui avait déjà expérimenté ses orientations paternalistes dans des entreprises précédemment créées dans les Ardennes d'où il était issu, avait porté son système à la perfection, au Val-des-Bois. Ses actions de bienfaisance, avaient dans un premier temps inspiré Léon XIII, puis fini par agacer la hiérarchie catholique: Léon Harmel militait pour des allocations familiales, ce qui était une innovation audacieuse et pour des syndicats ouvriers, ce qui était loin de plaire à tous. Si le cas de Léon Harmel est le plus abouti, la ville de Reims ne manquait pas d'âmes sensibles. La liste est longue de généreux donateurs de prix divers et de fondations charitables. C'est le cas des patrons du vignoble et en particulier de Madame Veuve

Pommery dont le budget consacré aux bonnes œuvres est impressionnant. Pourtant aucune cité ouvrière d'inspiration patronale ne viendra tenter de soulager la misère atroce des ouvriers, comme cela a été le cas dans les villes du Nord, au même moment. Il existait bien depuis 1870 une société mutuelle, l'Union foncière, grâce à laquelle 800 maisons furent construites de 1870 à 1914, mais son action, basée sur les économies des adhérents, était notoirement insuffisante<sup>5</sup>. L'initiative de Charbonneaux intervient donc à un moment où le patronat refuse toujours des solutions globales mais est prêt à aider une initiative particulière qui vienne en aide aux ouvriers sans l'engager auprès d'eux. On comprend alors pourquoi des industriels, directement ou indirectement à travers leurs épouses aient accompagné cette œuvre philanthropique. Il s'agit néanmoins d'une charité mesurée: quand Charbonneaux crée le Foyer rémois, il s'assure que quelques industriels en vue lui enverront des ouvriers dont ils pourront témoigner de la bonne conduite et de la solvabilité.

C'est en fait la loi Ribot, votée en 1908, qui déclenche le mouvement des Caisses d'Épargne et de quelques riches particuliers vers les opérations immobilières à finalités sociales. À Reims, l'Académie met au concours de 1911 une enquête sur l'état des logements ouvriers. Les études primées révélèrent une situation dramatique. Quelques industriels décident alors d'unir leurs volontés en créant, sous la houlette de Georges Charbonneaux, et avec une forte participation de la Caisse d'Épargne, une société de logements à bon marché en direction des plus démunis, à savoir les familles nombreuses. Il n'est pas encore question de cité-jardin, mais de logements simples comprenant des pièces séparées et une buanderie commune par groupes de maisons. Charbonneaux lui-même, des

5 BOUSSINESQ, G. et LAURENT, G., (1933) *Histoire de Reims des origines à nos jours*, Matot-Braine.





Maisons du Chemin Vert

années après, rend hommage à « cet homme de bien » responsable de la loi qui a permis le développement des HBM en ces termes : « Tous les pays civilisés ont compris le bienfait que constituaient pour l'ouvrier la jouissance et si possible la possession d'une habitation claire, aérée, suffisamment confortable, comprenant outre une salle commune, une chambre pour les parents, une pour les garçons, une pour les filles, entourée d'un jardin où le père de famille, en rentrant de l'atelier puisse occuper ses loisirs à faire pousser quelques fleurs et à cultiver les légumes nécessaires à la nourriture des siens »<sup>6</sup>.

Les statuts du Foyer rémois, déposés en 1912 prévoyaient outre la construction pour la location ou la vente de maisons salubres à bon marché, la création et l'exploitation de bains-douches, la

création de location et de vente de jardins ouvriers. Son siège était à la Caisse d'épargne de Reims. Parmi les membres du conseil d'administration de 1912 on comptait Madame Louis Pommery, belle-fille de la célèbre Veuve Pommery, Peltureau-Villeneuve, un notaire influent, M. Rozey, président des directeurs de la caisse d'Épargne et Joseph Krug, « négociant en vins ». À la veille de la guerre, le Foyer avait à son actif la construction de deux groupes de maisons, et avait mis en route deux autres chantiers. Il prévoyait aussi la construction d'un ensemble plus vaste boulevard Pommery, et, à ce sujet, Charbonneaux avait écrit au maire de Reims, en 1913, en parlant d'une future cité-jardin. Il ne s'en est pas expliqué davantage, et on notera que dans ses correspondances ultérieures, il a parlé indifféremment de cité-jardin ou de HBM. Dans son rapport au conseil d'administration de 1914, sa préoccupation est de montrer que les associés ne

perdent pas d'argent, et qu'à terme ils en gagneront. Il défend le choix de la maison individuelle non comme un moyen d'améliorer l'existence de l'ouvrier mais comme le mode de construction le plus commode et le moins cher. La construction en immeuble requiert des murs solides et des escaliers, ce qui est une dépense supplémentaire. La maisonnette sur terrain en périphérie de la ville donc moins cher est plus avantageuse à condition de ne pas excéder les 44-50m<sup>2</sup>, et de ne pas comporter de cave et de grenier qui augmenteraient le prix final de façon considérable.

Les constructions prévues avant 1914 et celles qui seront réalisées par la suite sont donc toutes à la périphérie de la ville. Charbonneaux aurait-il retenu, dans le concept de cité-jardin, celui de banlieue jardinée? Il y a vu aussi la possibilité de loger à moindre coût, argument souvent repris par la suite, car les terrains sont moins chers à la périphérie de la ville, où de toute façon, beaucoup d'usines sont situées. Enfin, bien que cela n'ait jamais été formulé, l'idée de disperser les ouvriers jusque-là entassés en centre-ville, et constituant de ce fait une masse redoutable et imprévisible, n'a pas dû être étrangère à Charbonneaux et aux membres de son entourage. On notera qu'au lendemain de la guerre les industriels de la ville de Saint-Quentin en Picardie feront la même analyse, et les cités ouvrières y forment une couronne extérieure, tout comme à Reims<sup>7</sup>.

Qui est Georges Charbonneaux? Fils et frère d'industriel, il ne prendra pas de part dans l'affaire familiale de verrerie, et se déclare parfois vinaigrier, parfois récoltant en vins, selon qu'il s'occupe du domaine de sa femme dans les Deux-Sèvres ou de ses propres vignes. Inutile de dire qu'il connaît tout ce que la ville de Reims comprend d'industriels. Il est également en excellentes relations avec la Caisse d'Épargne locale qui lui fournit sa base financière.

<sup>6</sup> Charbonneaux, G., *L'habitation à bon marché dans le département de la Marne*, 1927.

<sup>7</sup> *Villages ouvriers*, ouvrage cité. Il s'agit des actes du colloque de Guise de 1992 à la fin duquel une table ronde retranscrite intégralement évoque ces questions.

Son coup de génie fut de comprendre le parti qu'il pouvait tirer des dommages de guerre payés par les vaincus. Reims avait été détruite à 85 % et déclarée ville-martyr. Charbonneaux reprend son projet d'avant-guerre avec le dynamisme que l'on sait. Prévenu de la manne financière que représentent les dommages de guerre, aidé par ses amis financiers et politiques, il monte alors un ingénieux système qui lui permettra de reprendre son œuvre amorcée, en lui donnant une ampleur insoupçonnée. Son HBM devient une vaste opération de reconstruction : pas moins de six lotissements seront répartis autour de la ville. Parmi ceux-ci, deux ont une ambition affichée d'être des cités jardins. Cependant, Trois-Fontaines, prévue pour l'accession à la propriété perd rapidement son identité, du fait des modifications de façades et des ajouts successifs (garages, appentis). Chemin Vert, uniquement en location, a gardé sa physionomie jusqu'à aujourd'hui et a fait l'objet d'une réhabilitation soignée<sup>8</sup>.

Le conseil d'administration a peu changé entre la création du Foyer Rémois et les années 1930. Il est composé d'industriels et de banquiers qui font confiance à Charbonneaux et le suivent dans son « grand œuvre ». Un premier changement a lieu après la mort de Charbonneaux, mais le changement des personnes n'est pas un changement de composition : l'industrie et la banque supportent toujours le Foyer Rémois. Il est possible, cependant, que ce nouveau conseil ait influé sur la politique sociale et ait impulsé plus d'activisme paternaliste. Les années 1934-1939 correspondent aux belles années du Chemin Vert, quand le système est dans son plein fonctionnement et apparaît comme un modèle de vie sociale populaire. Une deuxième

<sup>8</sup> Rapports inédits effectués à la demande du Foyer Rémois :  
-*Réhabilitation du Chemin Vert*, enquête locataires, juin 1994.  
-*Réhabilitation d'un patrimoine historique en milieu HLM, la cité du Chemin Vert de Reims* (en liaison avec l'IFMO).  
-*Réhabilitation de la cité-jardin du Chemin Vert*, étude d'environnement (en liaison avec la DIREN).



Une rue de Chemin Vert

modification du conseil d'administration a lieu après la Deuxième Guerre Mondiale. C'est encore un proche de Charbonneaux, Paul Voisin, qui le préside mais il semble que le secteur bancaire et le secteur industriel n'offrent plus leur appui. Avant la guerre, un déficit du Foyer Rémois pouvait être comblé par « un généreux donateur ayant souhaité garder l'anonymat ». Ce n'est plus le cas après<sup>9</sup>.

### 3. Chemin Vert, une douce rigueur

C'est au conseil d'administration que revient d'approuver -ou non- les rapports de Charbonneaux. Ceux-ci rendent compte très précisément de l'avancement des travaux. L'architecte Auburtin fut chargé des plans de la cité-jardin. Dans un environnement digne d'un jardin à l'anglaise, le long d'allées mollement sinueuses, il plaça 14 modèles différents de maisons agencées de façon à rompre la

monotonie, ce qu'il n'évite cependant pas toujours. Pour leur époque, ces maisons apportent un confort élémentaire, mais réel. Elles sont de construction modeste, faite d'agglomérés de ciment creux, d'où leur

<sup>9</sup> Conseil d'administration en 1914 : CHARBONNEAUX, président, avec Provençal, ingénieur, directeur de la filature de Schappe; NOCTON, administrateur de la Caisse d'Épargne, Delautel, banquier; DEBAR, industriel; KRUG, négociant en vins; MARTIN, négociant en tissus; MICHEL, président de l'Office central des oeuvres de bienfaisance; MONNIOT, directeur des établissements Panhard et Levassor; VERDUN, administrateur de la Caisse d'Épargne; WENZ, négociant en laines. On retrouve les mêmes en 1919. En 1922, ce sont les mêmes encore, sauf NOCTON, remplacé par WALBAUM, manufacturier. En 1934, après la mort de CHARBONNEAUX, sa veuve est présidente, avec une équipe largement renouvelée. Restent de l'équipe précédente KRUG, WALBAUM et WENZ, auxquels s'ajoutent : CHATELIN, docteur en médecine; GRAPOTTE, administrateur de sociétés; BAROT, officier en retraite; HANROT, négociant en tissus; HEIDSIECK, négociant en vins; HOLLANDE, secrétaire de la Chambre de Commerce, et AUROY, directeur des usines Panhard.



bas prix de revient. Elles sont petites, de 36 à 65 m<sup>2</sup> pour les plus grandes, et se composent généralement d'une entrée, un espace buanderie, une salle commune et un nombre de chambres pouvant aller jusqu'à quatre. Les toilettes sont séparées et placées près de la porte, et comme la cité dispose du tout-à-l'égout, ce n'est pas un inconvénient. Cependant ces maisons n'ont ni cave ni cellier et leur humidité sera un problème constant pour les habitants. La distribution intérieure distingue la salle commune des chambres. La cuisine, même rudimentaire, est séparée, de même que la buanderie dont le sol est de béton, mais qui peut comprendre un chauffage au bois et une baignoire-sabot. Chaque maison, même dans le cas de maisons accolées ou d'appartements à l'étage dispose d'un jardin, dans lequel les locataires peuvent faire pousser des fruits et des légumes et entretenir une petite basse-cour et une volière. Des maisons avaient été spécialement équipées pour le travail à domicile, mais n'ont pas dû fonctionner longtemps comme telles. Leur présence témoigne toutefois de la liberté prise par Charbonneaux quant au concept de cité-jardin. Dès le départ, le décor floral et végétal avait été prévu par Charbonneaux et chacun s'accorde à dire que le printemps à Chemin Vert était magnifique. Construits en un temps record, et au prix d'un investissement personnel admirable de la part de Charbonneaux, les logements de la cité étaient terminés en 1922.

Les habitants de Chemin Vert sont d'abord des familles nombreuses, de 6 à 8 enfants, En 1923, on relève 3410 habitants dont 2153 enfants et 149 anciens<sup>10</sup>. Les hommes, en majorité, sont des ouvriers qui travaillent aux usines des alentours, dont la verrerie Charbonneaux voisine. Cette dominante ouvrière subsistera jusqu'à nos jours<sup>11</sup>. Il s'agissait de gens simples, qu'il fallait éduquer. La signature du bail constituait la première étape. Il y était spécifié que le locataire s'engageait à entretenir les plantations et les arbres de son jardin; il lui était interdit d'élever des animaux à part ceux dûment



Un verre soufflé de Lalique, dans l'église Saint Nicaise

enfermés dans le poulailler et le clapier; il était chargé de remplacer tout élément de son habitat cassé ou endommagé par un identique; il lui était interdit de laver en dehors de la buanderie et le linge était mis à sécher uniquement dans la buanderie ou le jardin; il était chargé de se conformer aux règles affichées pour éviter l'éclatement des conduites en hiver; il était exclu de construire une addition à la maison sans une autorisation expresse<sup>12</sup>.

Il n'était pas demandé aux futurs locataires quelle était leur confession, et si la majorité des familles étaient catholiques et que le ton donné par les dirigeants allait dans ce sens-là, le plus

grand respect des opinions religieuses semble avoir effectivement présidé à la vie de la cité. Dès les premiers moments une église provisoire en bois, dédiée à Saint Nicaise avait été élevée, et plus tard une église d'une qualité architecturale et décorative exceptionnelle, du fait de l'intervention de grands artistes et de l'homogénéité du résultat. L'église était le centre d'initiatives associatives nombreuses comme le déclare le curé, en 1934. Une association ouvrière Saint Nicaise compte 110 adhérents. Très active, elle a fondé un groupement d'achats et une caisse ouvrière. Elle forme également une chorale et un petit orchestre. Une association féminine, «La ligue patriotique des Françaises» compte 250 adhérentes. Parallèlement, un patronage

<sup>10</sup> *L'Union*, 18 mars 1985.

<sup>11</sup> *Le Foyer Rémois*, enquête inédite citée, juin 1994. Les documents indiquent plus de 70% de population du Chemin Vert d'origine ouvrière.

<sup>12</sup> *Le Foyer Rémois*, Bail du 24 août 1933.





La salle des Fêtes



Les bains -douches



La Maison Commune

de garçons et un patronage de filles encadrent 500 adolescents. Les garçons ont une section de la JOC, une clique, une société de gymnastique avec 30 pupilles et des groupes de scouts et de louveteaux. Le patronage des filles est placé sous la direction des Sœurs du Saint Sauveur. Elles ont une œuvre du Trousseau, une chorale, un cercle d'études sociales, des cours de sténo, et une section de la JOCF. À ce niveau d'activité, le curé demande la construction d'édifices en dur pour le patronage. Le Foyer rémois a fourni le terrain gratuitement, Auburtin a dressé les plans. Une quête est faite auprès des habitants et des personnes aisées de Reims mais sans succès. Il semble que le patronage se soit tenu pour l'essentiel dans des baraquements provisoires et dans la Maison Commune. Charbonneaux a souhaité un encadrement religieux, rien dans les textes qui nous sont parvenus ne nous indique qu'il ait souhaité un militantisme comparable à celui que Léon Harmel imposait à ses ouvriers du Val des Bois.<sup>13</sup>

Entre 1923 et 1925, en même temps que l'église, sont édifiées la Maison Commune et la maison de l'Enfance, de belles proportions. Du point de vue architectural, la disposition de ces centres névralgiques est significative, dominant la place, à chaque extrémité. Il s'agit bien de l'encadrement d'une population qui, malgré l'exiguïté des lieux d'accueil, quittait des conditions de vie sordides pour



en découvrir d'autres, valorisantes. Leur rôle a été, s'agissant en particulier de la Maison Commune, d'une grande efficacité. La qualité des services offerts en a fait longtemps un lieu exceptionnel. Charbonneaux ne s'est jamais beaucoup expliqué sur ses intentions à ce sujet. Dans son intervention au conseil d'administration de 1922, alors que les maisons sont presque terminées mais les édifices collectifs en projet seulement, il semble mettre l'accent sur les aspects hygiénistes en déclarant vouloir suivre les exemples locaux de solidarité et de dévouement. Cependant, un peu plus tard, quand il s'agit de faire fonctionner les œuvres culturelles de la Maison Commune, il s'adresse au Val-des-Bois pour leur demander conseil<sup>14</sup>. On peut donc penser que l'expérience du catholicisme social militant ne lui a pas été étrangère.

La Maison Commune, œuvre d'Auburtin, est sans doute l'édifice le plus original et révèle le programme philanthropique que voulait appliquer Charbonneaux. Dominant la place centrale de la cité de son long bâtiment symétrique, elle semble encore aujourd'hui accueillir le visiteur. On entre toujours par un vaste vestibule qui donne accès à la bibliothèque d'un côté et à la salle de réunions, de l'autre. La bibliothèque, avec un dépôt de livres à la tonalité bien-pensante, était conçue au départ comme un lieu de lecture adulte, après le travail, et un lieu d'exposition thématique d'ouvrages, en liaison avec les conférences qui étaient données, avec beaucoup de succès, dans la salle des fêtes. Cependant ce domaine s'est avéré décevant à la longue. La lecture adulte a décliné au fur et à mesure et la bibliothèque a fini par se tourner

essentiellement vers le public scolaire. Elle était cependant régulièrement fréquentée. La salle de réunions servait quant à elle à de multiples usages et recevait la plupart des associations masculines de la cité. Mais c'est là aussi que se tenaient les réunions organisées par le pasteur pour le public protestant.

La salle des fêtes, d'une capacité de 500 places a été relativement défigurée, du fait des fenêtres rebouchées et d'interventions regrettables dans l'économie de l'ensemble. Elle garde cependant son allure d'origine. Elle était superbe, avec des décorations dans le style art déco du peintre Karbowsky. Elle servait au théâtre, au cinéma et aux conférences. Les séances de cinéma, hebdomadaire, sur des programmes mûrement choisis, étaient semble-t-il moins appréciées que le théâtre, pour lequel on faisait appel à des compagnies patentées mais aussi des troupes bénévoles de la cité. Il faut ajouter à cela une école de musique, une chorale et une clique. L'offre culturelle était donc réelle et au goût du jour, indépendamment de celle fournie par l'Église.

Plusieurs petites salles ainsi que le logement du directeur, qui ne fut en fait jamais occupé, complétaient l'édifice. Mais surtout, la Maison Commune disposait d'une cinquantaine de baignoires qui faisaient la fierté de Charbonneaux et allaient dans le sens de cette éducation morale intellectuelle et physique à laquelle il croyait tant. Là encore les résultats ne furent pas à la hauteur des espérances et Charbonneaux regrettait le peu de fréquentation de ces baignoires pour lesquels le Foyer Rémois se ruinait en charbon. Non loin de la Maison Commune on construisit la Maison de l'Enfance, qui était à la fois un lieu d'aide aux jeunes mères, une crèche et un dispensaire. Là encore on avait vu grand, avec le logement du docteur, à l'étage, qui, lui non plus ne fut jamais occupé. C'est là que les jeunes filles suivaient les cours d'enseignement ménager. Chacun de ces éléments avait une vocation déterminée, qui concourrait à faire de la cité de Chemin Vert un espace de sociabilité particulier. Ils ont été animés par des personnalités dévouées,

sur lesquelles nous sommes peu renseignées dans le fond, et qui ont été les réalisateurs, sur le terrain, des idées de Charbonneaux.

#### **4. Une structure paternaliste originale**

C'est à partir de la Maison Commune que s'est faite l'éducation d'une population hétérogène, en prônant une certaine culture de référence qui était en gros celle dispensée par l'école de la III<sup>e</sup> République et était transmise par le théâtre et le cinéma, mais aussi, indirectement, en agissant sur le quotidien des familles, et en particulier sur les femmes qui le plus souvent restaient à la maison. Plusieurs méthodes ont été progressivement mises en place. En tout premier lieu, un enseignement ménager avait été ouvert à toutes les femmes et jeunes filles. Mais on s'aperçut très vite que seules les jeunes filles y venaient. Les mères de famille tout en se sentant concernées répugnaient à se voir en difficulté devant les autres. La monitrice eut alors l'idée de proposer ses services comme un médecin, en consultation. Bientôt elle fut appelée partout et entra, ainsi, tout naturellement, dans tous les foyers. Directement ou indirectement elle donnait des conseils de tenue domestique et faisait respecter les clauses du bail sans paraître exercer la moindre pression. Des prix étant décernés pour bonne tenue des maisons, cela encourageait les uns et mettait les autres en position de mieux faire. Ce sont ces mêmes femmes qui étaient accueillies par la suite dans des groupes où l'on s'adonnait aux travaux manuels, lesquels faisaient l'objet, tous les ans, d'expositions primées et largement commentées dans la Gazette du Chemin Vert, qui paraît à partir de 1934. Côté masculin un rôle analogue était joué par l'association des jardiniers qui avait créé une coopérative d'achat de semences et participaient aux concours décernant le prix du plus beau jardin. Dans cette ambiance, on peut penser que les informations dispensées par la

13 L'essentiel de ce paragraphe est extrait d'un document non référencé, trouvé à la bibliothèque de Chemin Vert, datant probablement de 1934, signé de l'abbé Croutelle.

14 La bibliothèque du Foyer Rémois conserve une importante correspondance entre le curé du Val des Bois et Charbonneaux, au moment où ce dernier pense installer une buvette dans la salle de réunion de la Maison Commune.



La bibliothèque

gazette avaient beaucoup de poids, ainsi que les injonctions parfois dites avec beaucoup de fermeté, lorsqu'il s'agissait de rappeler certaines obligations collectives.

Les pouvoirs à la cité de Chemin Vert étaient convergents et subtils. Le curé était une personnalité incontestée. Il faisait automatiquement partie du conseil d'administration de la Maison Commune. Paul Voisin, le collaborateur le plus immédiat de Charbonneaux, longtemps trésorier du Foyer Rémois, était le directeur de la Maison Commune. Bien qu'habitant non loin de là, on le voyait peu. Mais le dimanche il était présent à la messe de 11 heures dans l'église Saint Nicaise où il avait son banc attitré. Sa soeur Geneviève Voisin était résidente, secrétaire de l'Association de la Maison Commune, bibliothécaire et directrice de la Maison de l'Enfance à partir de 1945. Son impact a été essentiel et bien antérieur à ses prises de fonction effectives. Un petit nombre de personnes ont assuré une gestion quotidienne, dans laquelle les aspects matériels étaient importants: tout était soigneusement entretenu et les réparations scrupuleusement inventoriées et effectuées. Sur le «livre de maison» de la Maison Commune sont consignés les taux de fréquence aux spectacles, les activités des différentes associations, les visites des personnalités. Mais surtout ce qui se dégage de ces notes rapides et quotidiennes c'est la mainmise morale profonde que la Maison Commune exerce sur la cité. Le contact avec la population est permanent, à l'occasion des réunions de familles, naissances, communions, deuils, comme à l'occasion des maladies ou de problèmes domestiques divers. Un jeune du Chemin Vert cherche du travail, on prévient la Maison Commune. Il en trouve, il va aussitôt en parler à la Maison Commune. Les préparations d'expositions (travaux féminins, réalisation des jardiniers), tout est prétexte à mobiliser le plus de monde possible. Dans les manifestations publiques les trublions sont vite repérés et remis au pas. À côté des ouvriers d'entretien, un garde assurait la surveillance et la sécurité de la



La galerie de la crèche





Centre commercial

cité. Bref, par sa gestion personnalisée et attentive la Maison Commune régula la vie de chacun<sup>15</sup>.

Quel était le système de valeurs diffusé au travers de toutes ces actions et que la «Gazette du Chemin Vert» révèle clairement? Il s'agissait de ces valeurs que le XIX<sup>e</sup> siècle finissant attribuait aux classes moyennes et que la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle a largement repris à son compte et en premier lieu le travail. La Gazette semble vouloir, d'entrée, annoncer la couleur, en reproduisant de larges extraits de la conférence de Lamirand sur la crise mondiale<sup>16</sup>:

«Il n'y a pas deux manières de travailler...Celui qui mesure l'étendue de sa collaboration ou qui en limite son dévouement ne sert pas. Il croit se grandir en s'affranchissant: il se diminue parce

qu'il rapetisse sa taille au lieu de s'élever à celle de l'oeuvre pour laquelle il s'est engagé.»

Plus tard, sous le titre «La véritable élite», la Gazette donne la parole à Dautry, l'ingénieur-modèle créateur de la cité de Quessy. Publié en 1937, avec une allusion implicite au Front Populaire, son ouvrage *Métier d'homme* exalte le travail assumé en toute responsabilité qui fait de celui qui l'exerce le membre de l'élite, quelle que soit sa place dans la société<sup>17</sup>.

Donc le travail, associé au dévouement et à l'abnégation est la valeur fondamentale, mais aussi l'épargne, bien sûr, l'honnêteté domestique, faite de discrétion et d'entraide, l'hygiène, et les soins du corps garantis par la gymnastique et la vie saine, une éducation solide grâce à l'École et l'Église, ouverte aux arts et à la musique mis à la portée de tous; enfin la rejet implicite des extrêmes. Rien dans la Gazette n'évoque les problèmes de la vie politique. Simplement on voit, à une seule occasion, en 1934, la mention de la préparation militaire illustrée d'une photo aux accents fascistes<sup>18</sup>.

17 *La Gazette*, 11 décembre 1937.

18 *La Gazette*, 13 juillet 1934.

15 Le livre de maison de la Maison Commune, conservé à la bibliothèque de Chemin Vert, est en fait composé de deux parties différentes. La première partie va de 1937 à la guerre. Il est écrit par plusieurs mains, l'une d'elles étant probablement Geneviève Voisin. C'est la partie la plus détaillée, la plus transparente, où l'on note aussi bien «une belle journée ensoleillée» que les tonnes de charbon reçues pour chauffer les bains-douches. Après 1940, les annotations sont très réduites. Après 1945, elles sont purement fonctionnelles.

16 *La Gazette*, 24 mars 1933.

Cependant le Chemin Vert ne pouvait pas rester à l'écart de la société, comme dans une bulle que rien n'atteint. L'année 1936 se passe sans mention spéciale, sauf que le 3 juillet, Monsieur Voisin fait une mise au point par un long article de la Gazette, où il fustige ces gens de l'extérieur qui sont venus dévoyer les ouvriers d'entretien des logements du Chemin Vert. Ce qui était jusqu'à présent vécu comme un consensus apparaît dans toute sa rigueur et sa sécheresse. Voisin parle en patron qui ne s'en laisse pas conter et qui menace, en faisant appel toutefois aux gens raisonnables. Les conséquences des mesures prises par le Front Populaire ne se font pas attendre. Pour faire face au relèvement des salaires et du coût de la vie, le Foyer Rémois n'offre plus de livret de Caisse d'Épargne aux nouveau-nés de la cité. Paul Voisin rappelle que le Foyer Rémois n'est pas une fondation et ne bénéficie pas de dons particuliers. Là encore, il s'agit d'un discours sans ménagements qui tranche avec celui maintenu jusqu'à présent.

Rattrapés par l'histoire, en 1939, les jardiniers associés se demandent si cela vaut la peine d'acheter des semences pour l'année suivante, réflexion qui en dit long sur l'état d'esprit général. La guerre éclate; les jardins d'agrément se couvrent de pommes de terre ou sont creusés de tranchées. La cité devient une cité de femmes et d'enfants qui ne sont plus réunis dans des clubs ou des fêtes. Réduite à un recto-verso au lieu de ses quatre pages habituelles, la Gazette cesse de paraître à partir de mai 1940.

## 5. Une coquille désormais vidée de son contenu.

Quand la publication reprend en 1949, on comprend que si l'espace et les constructions sont bien les mêmes, le système mis en place par Charbonneaux et les siens ne fonctionne plus. Les moyens ne sont plus là: le bulletin est un petit quatre pages tapé à la machine au lieu du quatre



Le Chemin Vert aujourd'hui

pages grand format imprimé d'autrefois. On retrouve les mêmes rubriques qu'avant-guerre mais l'objectif premier, qui était la formation des adultes a disparu. Il n'y a plus de cours de bricolage, de jardinage et d'enseignement ménager. La cité, qui était entretenue avant-guerre par une équipe payée par le Foyer Rémois et surveillée par un garde champêtre qui sermonnait les enfants indisciplinés, tombe en décrépitude. Il faudra attendre la fin des années 70 pour qu'une relève se fasse, à l'initiative du Foyer Rémois. Qu'y avait-il donc de changé? Le système englobant, sans doute: on ne restait plus dans la cité, on allait dans Reims ou ailleurs grâce aux transports en commun et surtout grâce à la voiture individuelle. La radio, dont se plaignait la Gazette, mais surtout la télévision avaient changé les formes de la convivialité. La Maison Commune n'était plus la seule offre culturelle. La formation des adultes se faisait autrement, dans d'autres lieux. La santé était devenue une affaire publique. Les associations de mutuelles et les groupements d'achat n'avaient plus la même efficacité, surtout devant l'émergence du commerce de grande surface. Bref, la cité, telle qu'elle avait été conçue

par Charbonneaux, avec une direction morale et sociale menée depuis la Maison Commune avait fait son temps.

Que se passait-il ailleurs? Rien que de très analogue. Que l'on soit en cité ouvrière ou en cité jardin, la même évolution déstructurait des lieux qui avaient connu pendant la première moitié du siècle, avec parfois des décalages chronologiques mineurs, des programmes sociaux et culturels du même ordre<sup>19</sup>. Pour autant, la pensée de Charbonneaux est-elle originale? La comparaison avec d'autres lieux, issus de l'initiative patronale avec une ambition plus ou moins philanthropique ne donne pas des résultats de nature différente. Partout, suivant il est vrai des niveaux d'exigence et des résultats variés, les patrons ou leurs représentants ont voulu éduquer

19 Il nous manque des études qui mettent les villages ouvriers en perspective. Au XX<sup>e</sup> siècle, le village ouvrier, est très différent de ce qu'il était au XIX<sup>e</sup> siècle et intègre partout un programme social important, concernant en particulier les femmes, avec les crèches, les centres d'enseignement ménager etc. Quant à la comparaison avec Quessy-Tergnier, si on associe, pour leur donner tout leur sens, architecture et œuvre sociale, on va bien, comme pour Chemin Vert, vers une version améliorée du village ouvrier au XX<sup>e</sup> siècle.

une population encore proche de ses racines rurales, en lui donnant comme modèle celui des classes moyennes qui démarquaient avec plus ou moins de bonheur la bourgeoisie, et le système de valeurs prôné par celle-ci. Par sa structure, sa composition et par son développement, Chemin Vert n'est pas différent d'un village ouvrier. Cependant, la pression patronale ne s'y exerçait pas directement et l'encadrement des femmes est peut-être, dans la période concernée, une particularité. Aujourd'hui, la cité est devenue un endroit privilégié dans Reims dont la réhabilitation a été bien menée. Le programme social d'inspiration patronale subsiste au travers de l'équipement conservé et bien mis en valeur. La maison commune, la Maison de l'Enfance et l'Église sont l'objet de soins et d'un renouveau d'intérêt<sup>20</sup>. Elles sont considérées désormais comme l'un des patrimoines les plus représentatifs des années 20 du XX<sup>e</sup> siècle.

20 Voir la très belle page: [www.cite-jardin-reims.culture.fr](http://www.cite-jardin-reims.culture.fr).



## L'EXPORTATION DES MODÈLES (FIN XIX<sup>E</sup> - XX<sup>E</sup> SIÈCLE)

### **Sewell, le village du cuivre (Chili)**

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, une entreprise nord-américaine met en exploitation les riches mines de cuivre, les plus vastes du monde en galeries souterraines. Un village est créé, à 2000m d'altitude. Il a compté jusqu'à 15 000 habitants. Les maisons, peintes aux couleurs vives, sont construites en pin d'Orégon qui servait de lest aux navires. Sewell, aujourd'hui abandonné, est patrimoine mondial depuis 2006.







Logements pour ouvriers indigènes, Ismaïlia, 1948, Henri Rauby, architecte. ANMT, fonds CUCMS, Roubaix

# L'HABITAT OUVRIER DANS LES VILLES DU CANAL DE SUEZ

CLAUDINE PIATON

INVisu, USR 3103 (CNRS-INHA)

Le patrimoine des trois villes égyptiennes qui jalonnent le canal de Suez est remarquable par sa diversité qui résulte à la fois du cosmopolitisme de la population et de l'empreinte laissée par la Compagnie universelle du canal maritime de Suez.

Cette société par actions, fondée en 1858 par Ferdinand de Lesseps pour creuser et exploiter le canal, fut à l'origine de la création de deux des villes, Port-Saïd et Ismaïlia, et de l'extension de la troisième, Suez, sur un terre-plein gagné sur les eaux de la mer Rouge<sup>1</sup>.

Présente sur le territoire égyptien pendant près d'un siècle – de 1859 à 1869 pour les travaux de percement puis, à partir de 1869, pour gérer le canal dans le cadre d'une concession de 99 ans –, elle fut aussi le commanditaire d'un important parc immobilier. En 1956, lors de la retentissante nationalisation de l'entreprise, douze ans avant la fin de la concession, par le président Gamal Abdel Nasser, ce parc fut remis à l'État égyptien, lequel en assure encore aujourd'hui la gestion par l'intermédiaire d'une autorité publique, la *Suez Canal Authority*. Parmi l'ensemble des constructions «légées»<sup>2</sup> par la Compagnie, figurent les

équipements portuaires, les ateliers d'entretien du matériel navigant et les bureaux administratifs, mais aussi un grand nombre d'équipements destinés aux employés de la Compagnie : hôpital d'Ismaïlia, dispensaires, écoles, coopératives, équipements sportifs ainsi que de nombreux logements.

Comment la politique sociale de la Compagnie s'est-elle déclinée sur le terrain, quelle place y occupait la question du logement des ouvriers ? Nous proposons à travers cette contribution de dresser un inventaire des différentes formes d'habitat ouvrier produit par l'entreprise en l'inscrivant dans les contextes urbains spécifiques à chacune des trois villes.

## 1. *Company towns* ou comptoirs commerciaux européens

En 1861, les plans des campements établis le long du tracé du futur canal, furent dessinés sous la direction de l'ingénieur des Ponts et Chaussées François-Philippe Voisin, directeur général des travaux et agent supérieur de la Compagnie entre 1861 et 1870. Les deux principaux, qui abritaient chacun une division des travaux, sont à l'origine

de Port-Saïd, située au débouché du canal dans la Méditerranée, et d'Ismaïlia, implantée à mi-parcours.

Les plans des campements empruntèrent au génie militaire le principe du tracé en damier. À l'instar de ceux des cités patronales (*company towns*)<sup>3</sup>, ils opérèrent une ségrégation entre les diverses communautés qui composaient la main-d'œuvre du canal. Étaient ainsi juxtaposés les ateliers, les logements des cadres et des ouvriers dits «européens» et les équipements communautaires : cantines, dispensaires, etc., tandis qu'à l'écart se dressait le «village arabe» où était hébergée la main-d'œuvre égyptienne dite «indigène»<sup>4</sup>.

1 FREMAUX, Céline, «Port-Tawfiq, l'entrée du canal par la mer Rouge» dans Claudine PIATON (dir.), *Suez, histoire et architecture*, Le Caire, IFAO, 2011.

2 En 1956, l'Égypte a racheté ce patrimoine à la Compagnie conformément aux accords de concession.

3 Voir par exemple les villes minières de l'ouest des États-Unis ou d'Amérique du Sud. GARNER John S., *The Company town*, New York, NY, Oxford University Press, 1992.

4 PAPONOT, Bertrand; LAURENT, Véronique, «Le camp du chantier de l'entreprise Paponot dans l'isthme de Suez» dans Claudine PIATON, David PEYCERE, Ezio GODOLI (dir.), *Construire au-delà de la méditerranée*, l'apport des archives d'entreprises européennes (1860-1970), Arles, Honoré Clair, 2012.



Le premier plan d'Ismaïlia fut composé d'une série de modules carrés répétitifs (carrés « grec », « européen », « arabe ») qui pouvaient, selon les besoins de l'entreprise, se multiplier. Ce plan, « manifeste sans égal de l'application à l'échelle de l'ensemble d'une ville des logiques de l'ingénieur (français) du Second Empire<sup>5</sup> », fut proposé en France, presque à la même date, pour la ville nouvelle de Port-Saint-Louis-du-Rhône, le long du canal qui lie le fleuve à la Méditerranée<sup>6</sup>. Moins connu car non mis en œuvre sur le terrain, le premier plan de Port-Saïd fut conçu dans le même esprit : en 1859, les ingénieurs avaient projeté une ville en damier organisée autour du bassin du port qui, en tant que cœur de l'aménagement, séparait les quartiers européens des quartiers arabes<sup>7</sup>.

Mais contrairement aux villes industrielles créées pour les seuls besoins d'une entreprise où le logement des ouvriers fut la préoccupation première, les villes du canal furent destinées, dès l'achèvement des travaux de percement en 1869, à devenir des villes étapes sur la route des Indes. La plus grande partie des terrains urbains fut donc vouée à être lotie par des particuliers pour accueillir une population cosmopolite composée de négociants, représentants d'armateurs, petits commerçants, employés, ouvriers, etc.

## 2. Loger les ouvriers : une question sociale et économique

Dès sa création, la Compagnie se prévalut d'avoir des préoccupations sociales.

« Son illustre fondateur, dont la nature était aussi généreuse que le caractère entreprenant, s'était toujours attaché à l'étude des questions humanitaires, et comme en témoignent ses relations avec les saint-simoniens, l'amélioration des conditions sociales tenait une place prépondérante en ses pensées [...]. Le constant souci de la Compagnie d'améliorer les conditions de l'existence de ces agents s'est manifesté, selon les circonstances, sous les formes les plus variées parmi lesquelles on peut remarquer notamment la création d'églises, d'hôpitaux, de dispensaires, d'écoles, de coopératives et surtout de logements pour le personnel ».

Dans ces lignes extraites d'un rapport de 1944 sur « la politique sociale de la compagnie du canal de Suez pour le logement de son personnel »<sup>8</sup>, se dessinèrent à la fois la trace que la société souhaite léguer à la postérité et son besoin de légitimation aussi bien auprès de ses actionnaires que des autorités égyptiennes. La Compagnie de Suez fut en effet une société concessionnaire, implantée sur un territoire étranger et ne fut propriétaire ni des terrains concédés, ni des équipements qu'elle construisit pour les besoins de l'exploitation du canal. Chaque nouvel investissement visant à étendre son patrimoine égyptien qui *in fine* serait remis à l'autorité concédante, dut donc à la fois servir les intérêts des actionnaires et contribuer à pérenniser la concession, voire à en assurer le renouvellement par le gouvernement égyptien.

### La population ouvrière du canal

À Port-Saïd, plus grand port charbonnier de la région à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la population ouvrière comprenait essentiellement les « charbonniers » égyptiens qui ravitaillaient les navires en transit et les ouvriers spécialisés (mécaniciens, tourneurs, charpentiers), employés dans les ateliers d'entretien de la Compagnie. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, à Suez, l'essor de la raffinerie de pétrole de la *Shell* marqua l'arrivée d'une population ouvrière jusque-là limitée aux ouvriers de la Compagnie et du port. À Ismaïlia, où fut installée l'administration du canal, les ouvriers furent peu nombreux jusque dans les années 1930, date à laquelle le repli des bases de l'armée britannique dans la région<sup>9</sup> attira une nouvelle population ouvrière.

Au sein du personnel ouvrier de la Compagnie, deux types de statuts coexistèrent : les ouvriers furent soit « inscrits », c'est-à-dire employés de façon permanente, soit dits « du tâcheron » et payés par des petites entreprises ou fournisseurs. Ces derniers « forment une main-d'œuvre moins onéreuse et plus flexible »<sup>10</sup> ; ouvriers égyptiens employés comme manœuvres, ils ne bénéficièrent notamment pas d'indemnités de logement ou des logements de la Compagnie. Entre 1859 et 1956, l'effectif ouvrier connut des variations importantes. Il fut au plus faible en 1898 avec un peu plus de 2 000 ouvriers et atteignit son maximum dans les années 1930 avec près de 5 000. En revanche, le nombre d'ouvriers inscrits resta beaucoup plus stable, soit environ 2 500. Ce fut donc un effectif relativement faible comparé à celui des grandes sociétés minières françaises qui, dans l'entre-deux-guerres, pouvait atteindre 15 000 ouvriers. La question du logement des ouvriers n'en fut pas moins présente et, au cours de

5 MONTEL, Nathalie, « Ismaïlia (Égypte) : une ville d'ingénieurs », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°73-74, 1994. Le plan serait dû à trois ingénieurs : Voisin, Viller et Montaur.

6 *Canal et Port-Saint-Louis à l'embouchure du Rhône, Avantages Généraux résultant de cette création avec pièces justificatives et 4 cartes et plans*, Paris : Dentu Éditeur, 1864. Plan non mis en œuvre.

7 Roubaix, Archives nationales du monde du travail, fonds de la Compagnie universelle du canal maritime de Suez 1995 060 (désormais ANMT), 4152 : Plan de Port-Saïd signé par Voisin : croquis dans le rapport du directeur général des travaux au comité de direction, 1<sup>er</sup> juil. 1859.

8 ANMT 3139 : Rapport sur « la politique sociale de la compagnie du canal de Suez pour le logement de son personnel », déc. 1944.

9 PIQUET, Caroline, *La Compagnie du Canal de Suez : une concession française en Égypte, 1888-1956*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2008, p.399.

10 id. p. 245. Les chiffres sont également tirés de cet ouvrage.

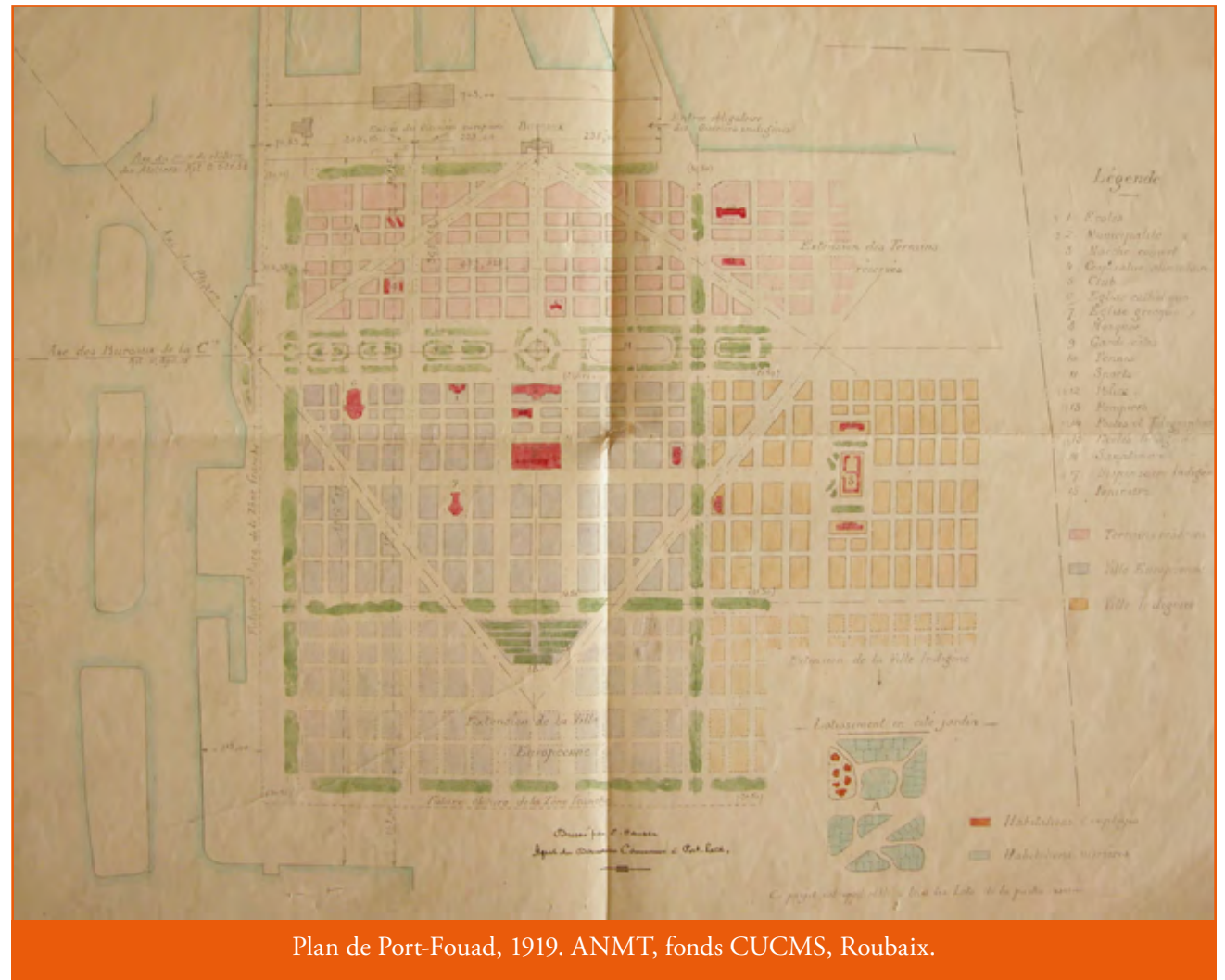
sa longue présence en Égypte, la Compagnie l'aborda à plusieurs reprises sous des angles différents.

*1869-1914 : Privilégier le marché locatif privé*

Lors du percement, entre 1859 et 1869, il s'agissait de loger la main-d'œuvre de manière provisoire dans les campements répartis le long du tracé du futur canal. À l'ouverture, une grande partie des ouvriers fut licenciée et regagna sa région d'origine. Ceux qui restèrent en poste furent employés dans les ateliers de maintenance construits dans les deux ports : Port-Saïd et Port-Tawfiq, le nouveau port de Suez. Les conditions de logement de l'ensemble des employés furent tributaires du marché immobilier local qui varia d'une ville à l'autre. Port-Saïd attira d'emblée des commerçants et des entrepreneurs qui investirent dans la construction d'immeubles de rapport et, comme l'indiqua la Compagnie, « avant 1914, tous les agents de la Compagnie du canal de Suez trouvaient à se loger assez facilement chez des particuliers ou dans les quelques maisons que possédait la Compagnie ». En revanche, « À Port-Tawfiq, où il n'y avait ni commerce, ni afflux de population étrangères au canal, la Compagnie dut construire de 1874 à 1898 des logements pour abriter ses employés et ouvriers »<sup>11</sup>.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'essor du trafic sur le canal attira de nouveaux habitants, plus particulièrement à Port-Saïd, et provoqua une crise du logement et une hausse des prix des loyers. Fin 1911, la Compagnie qui organisa le déplacement de ses ateliers de Port-Saïd, sur la « rive Asie » du Canal<sup>12</sup>, évalua à 800 le nombre d'ouvriers et à 4000 celui des charbonniers susceptibles de venir s'installer avec leur famille sur cette rive.

Pourtant, début 1914, alors que s'acheva la construction des nouveaux ateliers, la question



cruciale du logement des ouvriers ne fut toujours pas résolue : à Port-Saïd, « les ouvriers, ayant de nombreux enfants, sont entassés dans des logements dont l'insalubrité justifie des améliorations »<sup>13</sup>. Pour engager la construction d'un premier lot d'une centaine de maisons à proximité des nouveaux ateliers, l'agent supérieur de la Compagnie, Charles de Sérionne, proposa de favoriser la création d'« une société de logements économiques, du genre de celles qui fonctionnent en Europe ». La Compagnie

craignait cependant que la constitution d'une société de ce type ne soit difficile en Égypte :

« De telles sociétés n'existent en Europe que grâce au concours d'hommes assez généreux pour n'attendre qu'une faible rémunération de leur capital et qui, sollicités dans leur pays même par des questions de ce genre, ne s'intéresseraient que difficilement à une œuvre aussi lointaine. »

Il fut donc décidé que la Compagnie construirait elle-même ces logements.

*1920-1930 : Constitution d'un parc de logements modernes dans une cité modèle, Port-Fouad*

<sup>11</sup> ANMT 3139 : Rapport, déc. 1944, p. 3.

<sup>12</sup> ANMT 3138 : Commission consultative internationale des travaux, 7-8 nov. 1911.

<sup>13</sup> ANMT 1198 : Conférence à Ismaïlia, 16 fév. 1914.



Les projets interrompus par la guerre furent repris en 1919; entre-temps la Compagnie mûrit le projet d'établir une véritable ville nouvelle sur la rive Asie du canal. Plusieurs plans successifs furent établis dans les bureaux d'Égypte<sup>14</sup>.

Dans un courrier interne à la Compagnie, les grands principes furent clairement définis :

« Les idées qui ont présidé à l'établissement du plan sont les suivantes: 1/ Construire une ville bien aérée; 2/ Permettre entre les divers quartiers de la ville une circulation facile; 3/ Éviter que les ouvriers indigènes en se rendant aux ateliers généraux, ne se répandent dans les quartiers européens; 4/ Ménager des perspectives satisfaisantes »<sup>15</sup>.

En 1920, le plan fut présenté au gouvernement égyptien<sup>16</sup> sous une forme édulcorée :

« Les nouvelles habitations [de la Compagnie] constitueront le premier noyau d'une véritable ville, indépendante de la ville actuelle, et dont il est nécessaire de prévoir dès maintenant les grandes lignes, de façon à pouvoir en guider le développement dans l'avenir. La Compagnie a établi un plan d'ensemble de cette ville, en s'attachant à créer une cité bien aérée, avec de larges voies ayant une perspective sur des points saillants, tels que le phare de Port-Saïd et les bureaux de la Compagnie. Les avenues principales seront plantées d'arbres, et de vastes espaces ont été réservés pour être affectés à des squares ou à des terrains de sport. Les habitations des employés seront au nord de la ville à proximité des bureaux, des ateliers et du magasin, au pourtour d'un jardin central planté d'arbres. Les logements des ouvriers européens

sont au centre et au nord-est ; ceux des ouvriers indigènes au sud et sud-est. Les terrains au nord-ouest et ouest seront lotis pour la vente à des particuliers »<sup>17</sup>.

Ces terrains réservés à la vente représentèrent près de la moitié de la surface de la nouvelle ville. La visée sociale et hygiéniste de l'opération se doubla en effet d'un objectif économique: la Compagnie souhaita étendre la ville, avec l'aval du gouvernement égyptien, sur des terrains concédés initialement réservés aux seuls établissements utiles au fonctionnement du canal<sup>18</sup>. Comme préalable au lancement des travaux, elle négocia donc avec l'Égypte une convention qui intègra ces terrains dans le « domaine commun »<sup>19</sup> à l'Égypte et à la Compagnie et assura que « les bâtiments construits par la Compagnie pour servir d'habitations à ses employés et ouvriers seront repris par le gouvernement en fin de concession aux mêmes conditions que le matériel de la Compagnie »<sup>20</sup>, c'est-à-dire rachetés à l'entreprise.

En 1926, la cité fut baptisée Port-Fouad en hommage au roi d'Égypte qui vint l'inaugurer, alors que le président de la Compagnie rêva qu'elle portât le nom de « Port-Lesseps »!<sup>21</sup>

#### *L'après-guerre : construire pour les ouvriers égyptiens*

Avec l'affirmation de l'État égyptien engagée dès les années 1930, la position de la Compagnie, symbole de l'impérialisme européen, fut fragilisée. En 1947, alors que la fin de la concession approcha, la Compagnie fut tenue de se soumettre à la nouvelle loi égyptienne (loi n°138 de 1947) qui stipula que 90 % des postes d'ouvriers soient réservés aux

Égyptiens. Dans un contexte d'hostilité croissante, elle se lança dans un nouveau programme de construction, notamment à destination des ouvriers « indigènes »<sup>22</sup>.

En 1953, à la veille de la nationalisation, la Compagnie posséda 840 logements ouvriers<sup>23</sup>. Peu nombreux, ils furent en revanche remarquables par la variété de leur forme, de leurs matériaux ou de leur mode de groupement.

### 3. Formes et styles

#### *Gourbis, baraques et pavillons de villégiature*

Durant le chantier et pendant toute la durée de la concession, le type de logement fut étroitement corrélé à la nationalité et à la position des agents au sein de l'entreprise. En 1858, la Compagnie lança un appel d'offre pour la fourniture de « chalets ouvriers »<sup>24</sup>. L'entreprise Fréret de Fécamp remporta le marché et livra, entre 1859 et 1860 :

« 9 maisons mobiles longues de 24 m larges de 10 m et hautes de 4 m destinées au logement des ouvriers indigènes moyennant le prix de 6 000 francs ; 4 pavillons de 5 m sur 5 m à 1 200 francs chaque, pour le logement des ouvriers européens et 11 chalets de 10 000 francs pour le logement d'employés. [...] Les constructions sont livrées démontées, depuis le port de Fécamp vers celui d'Alexandrie ; la plupart sont installées à Port-Saïd, à Timsah et à Ismaïlia, dont le chalet encore existant du président de la Compagnie, Ferdinand de Lesseps »<sup>25</sup>.

14 PIQUET, Caroline, « Port-Fouad : New-Harmony dans l'isthme de Suez » dans *Le travail à l'époque contemporaine*, 127<sup>e</sup> Congrès des sociétés historiques et scientifiques, Nancy, 2002.

15 ANMT 3612: Lettre d'Edgar Bonnet, administrateur directeur, à l'agent supérieur, 17 sept. 1919.

16 L'Égypte est alors sous protectorat britannique.

17 ANMT 0096 : Procès-verbal réunion des 9-10 nov. 1920.

18 ANMT 0096: Lettre de Sérionne, agent supérieur, au conseiller financier, 26 nov. 1919.

19 PIATON, Claudine (dir.), *L'Isthme et l'Égypte au temps de la Compagnie de Suez*, Le Caire, IFAO, 2015.

20 ANMT 1260 : Accord des 10-14 fév. 1920.

21 ANMT 3612: Lettre d'Edgar Bonnet, administrateur directeur, à l'agent supérieur, 15 nov. 1919.

22 ANMT 3187 : Comité de direction, 24 nov. 1947.

23 ANMT 1260 : Renseignements demandés par le commissaire du Gouvernement, 3 déc. 1953, Liste des bâtiments de la Compagnie de Suez. Sur les 850, 644 ont été construits entre 1919 et 1939.

24 PIATON, Claudine, « Les entreprises de construction européennes dans les villes du canal de Suez » dans Claudine PIATON, David PEYCERE, Ezio GODOLI (dir.), *Construire au-delà de la méditerranée, l'apport des archives d'entreprises européennes (1860-1970)*, Arles, Honoré Clair, 2012.

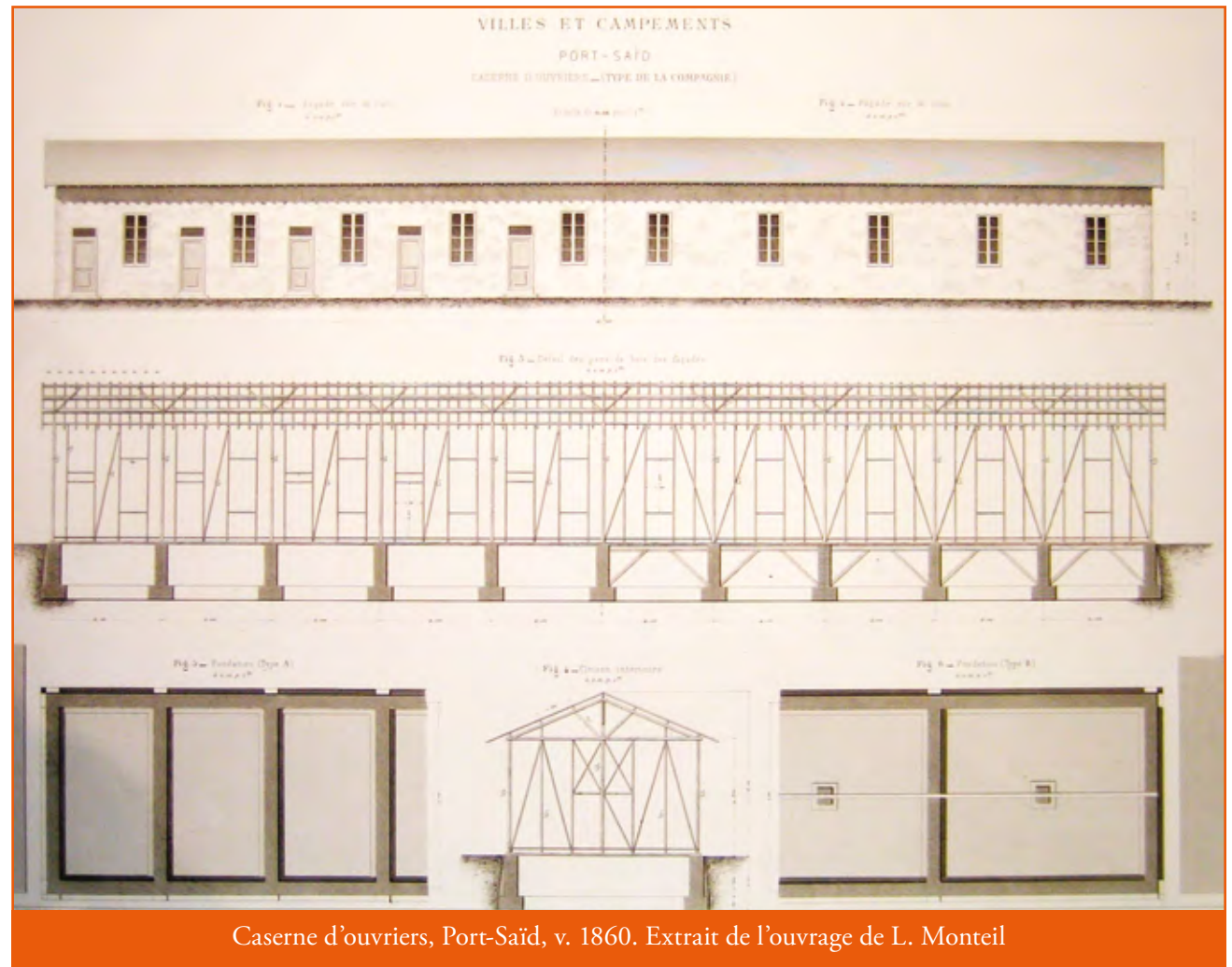
L'importation de ces constructions s'avéra cependant trop coûteuse et la plupart des manœuvres égyptiens furent par la suite logés dans des constructions de fortune qualifiées indistinctement de « huttes » ou de « gourbis ».

Dans son ouvrage sur le percement du canal, Monteil décrit précisément les types de logements, réalisés à partir des années 1860 et « destinés aux ouvriers français, italiens et autrichiens [...]». Par raison d'économie, un nouveau type fut adopté pour loger les ouvriers grecs, monténégrins, etc. Il consistait en une longue caserne<sup>26</sup>. Pour les premiers, il s'agissait « d'installer des habitations économiques [...] en évitant l'emploi de matériaux d'Europe qui indépendamment de leur prix offraient de grandes difficultés pour leur débarquement, en simplifiant l'exécution et en n'employant que des ouvriers ordinaires ». Les murs et les cloisons furent en pans de bois, la toiture en charpente s'appuya sur des fermettes et sur les cloisons intérieures.

Les murs furent recouverts de roseaux avec lesquels on fabrique des nattes. Posées à l'extérieur et à l'intérieur, ces nattes reçurent un crépissage en mortier de chaux grasse. La couverture fut aussi en nattes de roseau. La chaux fut produite à partir des carrières du Mex (près d'Alexandrie) et « les bois, provenant du Danube, étaient arrivés en deux immenses radeaux remorqués chacun par un navire ». Les constructions de Port-Saïd implantées sur des zones inondables reposèrent sur des pilotis, qui furent remplacés, au fur et à mesure de l'assèchement des terrains, par des fondations en béton et un soubassement en briques cuites provenant des ruines de Tînis<sup>27</sup>.

25 <http://www.duboisfresney.fr/index.php?page=docu010A>. Pour le chalet de Lesseps, voir: FREMAUX, Céline, «Histoires, architectures», dans PIATON, Claudine (dir.), *Ismailia, Architectures XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Le Caire, IFAO, 2008.

26 MONTEIL, L., *Percement de l'isthme de Suez: description des travaux et ouvrages d'art définitifs, des machines et des appareils mis en œuvre sur les chantiers, des procédés et du matériel employés pour l'exploitation du canal maritime*, Paris, Bureaux des annales industrielles, 2 vol., 1872-1880, p.58.



Caserne d'ouvriers, Port-Saïd, v. 1860. Extrait de l'ouvrage de L. Monteil

En 1865, la Compagnie possédait ainsi « 110 maisons et un certain nombre de gourbis d'habitation »<sup>28</sup>. En 1881, les baraques en bois, pourtant qualifiées d'insalubres, furent toujours habitées par des familles d'ouvriers, faute de nouveaux logements disponibles. Un chef de service s'insurgea : « La situation actuelle ne peut se prolonger sans que nous puissions éviter de nous voir taxés

27 Site archéologique situé à quelques kilomètres au sud de Port-Saïd.

28 ANMT 3139 : Rapport, déc. 1944. 29 ANMT 3222 : Lettre de Thévenet, s/chef du service du transit à Poilpré, chef du Domaine, 14 mai 1881.

d'inhumanité envers notre personnel, reproche qui serait mérité et par trop contradictoire avec les traditions paternelles de notre Direction »<sup>29</sup>.

#### *Premiers « barreaux »*

En 1876, les premières constructions en dur pour les ouvriers furent édifiées sur le terre-plein de Port-Tawfiq à partir de plans dressés par les ingénieurs de la Compagnie. Sur cette bande de terre entre canal et lagune, les logements des

29 ANMT 3222 : Lettre de Thévenet, s/chef du service du transit à Poilpré, chef du Domaine, 14 mai 1881.



employés occupèrent l'espace valorisé du quai du canal où s'installèrent également les bureaux de grandes compagnies de navigation. Les logements des ouvriers, relégués à l'arrière-plan, furent de même type que ceux construits en Europe. Ils furent organisés en barreau, c'est-à-dire par juxtaposition de 10 logements composés de deux pièces et prolongés par une cour. Le premier barreau de plain-pied fut construit en 1876<sup>30</sup>.

Trois autres à un étage avec logements distribués par coursive furent bâtis entre 1886-1889, puis six entre 1910 et 1916. À Ismaïlia, les deux premiers barreaux de plain-pied (7 et 9 logements pour les mécaniciens) furent construits en 1888 sur l'avenue Guichard, puis en 1890, le long du canal d'eau douce (8 logements) et enfin en 1907, sur la rue Mokattam (12 logements).

Bâtis en moellons de pierre enduits, ils furent pourvus, côté rue, d'une galerie en bois continue décorée de lambrequins qui se retournait sur les pignons; les logements possédèrent tous un jardin à l'arrière. Les toits furent à deux longs pans terminés à leurs extrémités par des croupes et couverts de tuiles mécaniques importées de Marseille. Les logements comptèrent deux ou quatre pièces. Dans les deux villes, les barreaux abritèrent exclusivement des ouvriers européens.

#### *Variation sur le pavillon*

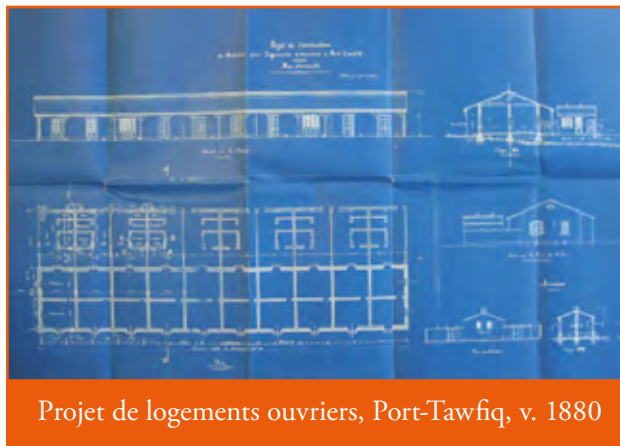
« Les habitations construites par la Compagnie autrefois en 1890, étaient très sommaires. Par contre, les maisons construites à partir de 1920 sont de type tout à fait moderne, bien adaptées au climat et présentant tout le confort nécessaire sous le climat d'Égypte. Elles ont été conçues par le bureau d'architecture de la Compagnie, sous l'impulsion de son chef M. Albert »<sup>31</sup>.

30 ANMT 3226.

31 ANMT 3139 : Rapport, déc.1944, p. 10.



Logements en barreau, Ismaïlia, v. 1890



Projet de logements ouvriers, Port-Tawfiq, v. 1880

En 1907, Paul Albert (1879 - ?) entra au service de la Compagnie comme dessinateur puis, en 1921, fut nommé architecte de la Compagnie en Égypte. En poste jusqu'en 1939, Albert fut l'auteur de plus de 600 logements ouvriers (sur les 850 que possédait la Compagnie en 1953) et de presque toutes les constructions édifiées durant cette période: villas, coopératives, dispensaires, ateliers, etc.

Dans le cadre de l'extension de son parc de logement, la Compagnie mita sur la qualité architecturale de toutes les constructions, qualité qui fut jusque-là réservée aux constructions des cadres de l'entreprise :

« On a voulu aussi, pour agrémenter les lotissements et créer de la diversité, adopter un assez grand nombre de types de logement pour les ouvriers européens. Toutefois, dans un but d'économie, un certain nombre de bâtiments comprennent plusieurs logements groupés. »<sup>32</sup>.

Les types de logement élaborés par le bureau d'architecture en 1919 s'appuyèrent sur une enquête minutieuse des réalisations métropolitaines; des contacts furent pris avec des sociétés minières françaises<sup>33</sup> et les constructions des mines de

32 ANMT 3139 : Rapport, déc. 1944, p. 15.

33 ANMT 3138 : Extrait d'une lettre de M.Virely, directeur des mines de Drocourt, 27 juil. 1914, dans laquelle il cite les réalisations de la Compagnie des mines de Dourges.

Dourges dans le Nord de la France retinrent particulièrement l'attention. Le bureau se dote d'ouvrages de référence: les planches de l'ouvrage de Gaston Lefol, *Petites constructions à loyers économiques et cités jardins* publié par les éditions Massin en 1912, sont toujours conservées à Ismaïlia par la *Suez Canal Authority*.

Paul Albert conçut trois types de logements: A (sans étage, 3 pièces), B (avec étage, 4 pièces), C (avec étage, 3 pièces) déclinés en sous-types: A1, A2, etc., selon les matériaux employés et la taille des pièces. Le type A fut vite abandonné (5 logements construits) car il consommait trop d'espace tandis que les types les plus utilisés sont B3 (directement inspiré d'un type des mines de Dourges) et C4.

La variété provient du mode de regroupement des types sur les îlots; des groupes de 2, 4, 6 ou 10 logements encadrèrent un cœur d'îlot occupé par des petits jardins privés d'environ 130 m<sup>2</sup>.

« Un soin particulier a été apporté à la décoration des murs de façade [...]. Les uns avec des maçonneries de moellons enduits au mortier coloré et décoration de briques cuites rouges, d'autres en brique de ciment avec décoration en briques colorées. Les murs des premières maisons construites en 1919 à Port-Fouad, étaient en moellons de pierre [...], provenant de la carrière de l'Attaka [massif montagneux qui domine la rade de Suez]. Ils avaient été laissés disponibles par la construction des jetées, mais lorsque ce stock de moellons a été épuisé, on a préféré adopter la brique de ciment comprimé. »<sup>34</sup>

Ce type de façade en pierre apparente, nommé « appareillage rustique » ou « maçonnerie mosaïque », resta en revanche utilisé à Port-Tawfiq.

Entre 1920 et 1922, 122 logements pour ouvriers européens furent construits sur la rive Afrique de Port-Saïd où ils formèrent « un quartier



spécial de la ville, constituant une sorte de cité ouvrière située au nord de la gare provisoire de chemin de fer.

Entre 1921 et 1923, dans la ville nouvelle de Port-Fouad sur la rive Asie, on construisit 279 logement pour les ouvriers européens et 48 pour les ouvriers indigènes, 20 pour les contremaîtres. Entre 1924 et 1930, à Port-Tawfiq, 130 logements pour ouvriers européens furent construits avec des

murs plus épais « assurant un meilleur isolement pour tenir compte de la température plus élevée »<sup>35</sup>.

#### Types « indigènes »

La conception des logements des ouvriers égyptiens s'appuya sur un principe qui traversa toute la période coloniale: le plan dut refléter « le mode de vie communautaire » des « indigènes »<sup>36</sup>. Cette conception permit de justifier un modèle d'habitat

<sup>34</sup> LEFOL, Gaston, *Petites constructions à loyers économiques et cités jardins*, Paris, éditions Massin, 1912.

<sup>35</sup> ANMT 3139 : Rapport, déc. 1944, p. 18.

<sup>36</sup> ANMT 3224 : Comité de direction, 9 nov. 1922.



dense, très économique. De même, le besoin d'être isolé de l'espace public, attribué à « l'indigène », se traduit par la construction de façades sur rue quasi aveugles, voire d'une enceinte autour de l'îlot comme ce fut le cas dans la « cité ouvrière indigène » réalisée en 1905 à Héliopolis (Le Caire) où la porte de l'îlot était fermée à la tombée de la nuit<sup>37</sup>.

En 1919-1920, la Compagnie proposa deux types de logements. Dans le premier, le logement compta deux pièces, une cuisine, un WC et une cour clôturée. Les toitures, couvertes de tuiles de Marseille, furent débordantes pour former un auvent bordé d'un lambrequin. Les façades furent en « appareillage rustique ». En 1919, douze groupes de quatre logements furent construits à Port-Saïd sur la rive Afrique, à la limite est de la ville indigène, par les entrepreneurs alexandrins, Lanari et Dessberg<sup>38</sup>. Le deuxième type mis au point en 1920 s'appuya sur un système constructif développé par l'entreprise Bos<sup>39</sup> qui construisit, à Port-Fouad, trois groupes de 16 logements. Chaque groupe « forme une sorte de caravansérail avec grande cour intérieure commune sur laquelle donnent les logements »<sup>40</sup>.

En 1947-1948, le nouveau type élaboré pour le logement des ouvriers « indigènes » par le nouvel architecte de la Compagnie, Henri Rauby, rompit avec le principe de différenciation entre habitat européen et indigène<sup>41</sup>. Le logement pour les familles compta quatre pièces. La conception s'appuya sur

« une étude approfondie comportant une enquête sur le type d'habitation répondant le mieux aux besoins et aux usages des futurs occupants : nos



Logements pour ouvriers européens, type B3 assemblés par six, Port-Saïd, 1922, Paul Albert, architecte



Quartier ouvrier, Port-Fouad. À droite, les logements des ouvriers indigènes, v. 1922. ANMT, fonds CUCMS, Roubaix

37 Il sous-tend encore les travaux du groupe CIAM Alger conduits dans les années 1950.

38 Le Caire, archives de l'*Héliopolis Oases Company* : plan du quartier arabe.

39 ANMT 3153 : devis descriptif et marché de travaux, 1919.

40 PIATON, C, 2012, opus cité.

41 ANMT 3139 : Rapport, déc. 1944, p. 12.





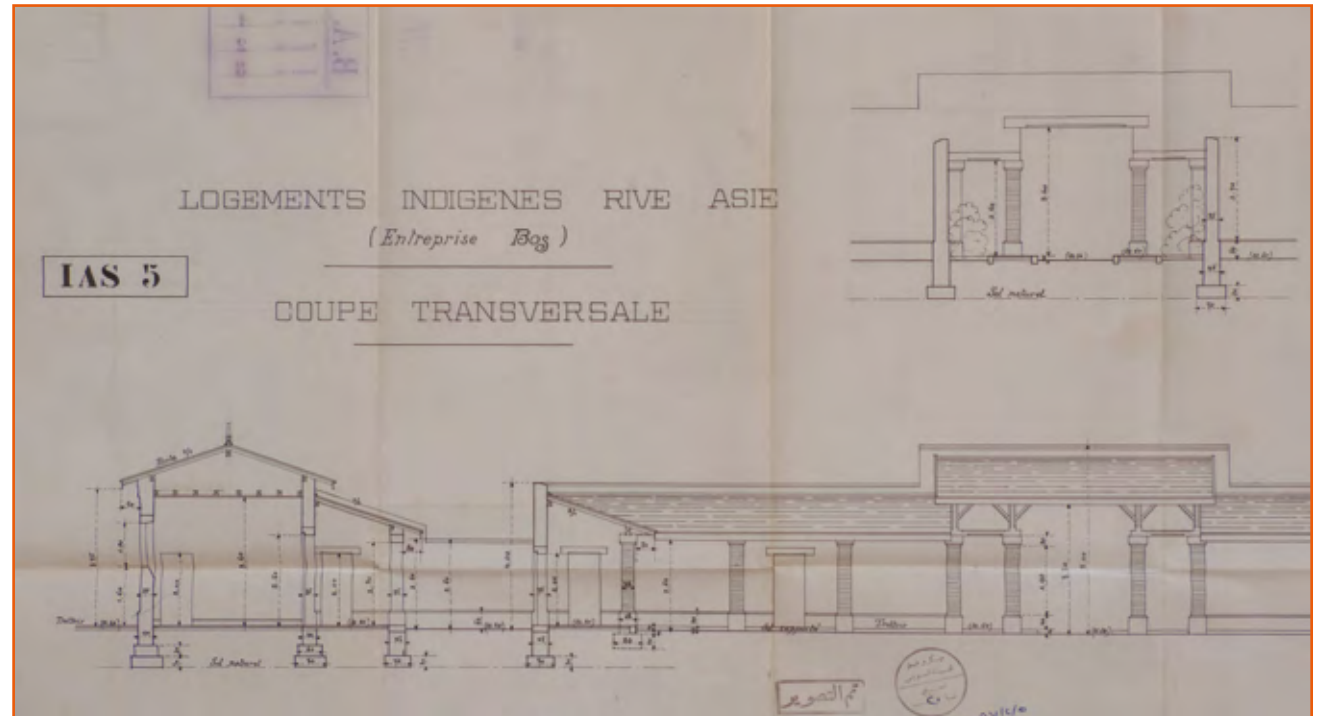
Logements pour ouvriers européens, type B3 assemblés par deux, Port-Tawfiq, 1924, Paul Albert, architecte

ouvriers préfèrent les habitations à rez-de-chaussée avec façade sur rue et cour intérieure. Une des pièces devrait pouvoir servir à la réception et rester indépendante de celles qui sont destinées à la vie familiale»<sup>42</sup>.

De 1948 à 1951, 62 logements regroupés par cinq furent construits par l'entrepreneur Mohamed Soliman à Ismaïlia dans le quartier de l'Arrachiet et 43 à Port-Fouad. Un étage fut finalement construit et, vues depuis la rue, les maisons étaient semblables à celles des Européens. Si ce n'était leur style moderniste, on pourrait même les rapprocher des maisons conçues en 1929 par les mines d'Aniche (France) caractérisées par leurs porches latéraux à arc en plein cintre.

Si l'habitat ouvrier ne fut pas la composante majeure du paysage des villes du canal, il y occupa en revanche une place particulière, au même titre que toutes les constructions édifiées par la Compagnie de Suez. Ces petites maisons alignées, couvertes en tuiles, sont pour le moins atypiques dans une région où dominent les terrasses. Aujourd'hui habitées par les ouvriers égyptiens de la *Suez Canal Authority*, elles ont subi peu d'altération tandis que les logements communautaires pour « indigènes » ont quant à eux tous été détruits.

42 ANMT 3187 : Comité de direction, 24 nov. 1947.



Logements pour ouvriers indigènes, type Bos, Port-Fouad, 1920. Bureau d'architecture de la *Suez Canal Authority*, Ismaïlia



Logements pour ouvriers indigènes, Ismaïlia, 1948, Henri Rauby, architecte. ANMT, fonds CUCMS, Roubaix





L'usine de Monte-Alegre, São Paulo, au milieu de son village ouvrier

# L'HABITAT DU SUCRE AU BRÉSIL

GABRIELA CAMPAGNOL

DÉPARTEMENT D'ARCHITECTURE, UNIVERSITÉ DU TEXAS A&M

## 1. L'habitat sucrier

En Amérique, la production du sucre de canne fut associée à une répartition agro-industrielle particulière, binaire, qui commença tout de suite avec la colonisation européenne, entre les XVI<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, et qui accompagna l'établissement de villages ouvriers et de colonies agricoles au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Dans la plus grande partie des zones où elle s'imposa, la production du sucre avança en deux étapes : d'abord la formation de *haciendas* sucrières avec des moulins de fabrication rudimentaire et l'usage de la main-d'œuvre esclave, et puis le

1 La canne à sucre est une plante herbacée qui pousse dans les climats tropicaux et subtropicaux habituellement dans des endroits où la température est chaude et les pluies abondantes. Afin d'optimiser l'extraction du saccharose, la canne à sucre doit être traitée dans les 24 heures après la coupe (Silva et al. 1994). Dans le processus industriel, la cristallisation du sucre est obtenue par centrifugation, à la suite de quoi on obtient le sucre brut ou marron. Ce type de sucre peut être consommé directement, mais la grande partie est retraitée pour obtenir le sucre blanc, non raffiné ou raffiné. Le sucre brut peut être conservé jusqu'à 180 jours, à l'usine même ou dans les entrepôts. C'est surtout pendant la récolte et la mouture que la canne exige beaucoup de main- d'œuvre.

processus industriel moderne sur la base du travail libre, établi après une période de transition, dans le but de mécaniser la production du sucre. Cette agro-industrie s'est manifestée sur tout le continent américain à travers un large éventail d'expressions architecturales et urbaines que l'on appelle tantôt colonies ouvrières, tantôt cités patronales (*company towns*) associées à des raffineries de grande taille et à une grande variété de plans de logements et d'édifices à usage collectif.

Cependant, depuis les années 1960, les paysages du sucre évoluèrent profondément : les raffineries changèrent de site, des maisons furent vendues, des villages et des villes ouvrières fusionnèrent et beaucoup d'édifices furent abandonnés ou démolis ou sont en attente d'une réutilisation adaptée. L'objectif de ce chapitre est double : il se présente comme une introduction à l'étude du cas brésilien et ensuite, il brosse un tableau historique des cités patronales sucrières du Brésil, en mettant l'accent sur l'espace, la forme et les variantes typologiques. Cet article s'appuie sur une recherche doctorale<sup>2</sup> concernant pas moins de 60 cités patronales établies jusqu'en 1950 dans les

Etats de Pernambuco, Río de Janeiro et São Paulo, avec près de 3 000 logements ouvriers autour des 120 sucreries en fonctionnement, dont plus de 50 au Pernambuco, près de 50 à São Paulo ; et autour de 20 à Río de Janeiro.<sup>3</sup>

Comme tout système agro-industriel, le sucre influença de façon significative la mise en valeur et

2 La recherche pour la thèse examina les origines, les caractéristiques et les transformations de l'espace, organisé par l'industrie de la canne à sucre pour loger ses travailleurs. A partir de visites de cités patronales au Brésil, à Cuba et aux Etats-Unis, ce fut une étude théorique. La recherche tenta de mettre en évidence l'action du pouvoir privé (ou l'industrie du sucre) dans la construction et l'aménagement du territoire dans lequel il opéra. Dans le même temps, nous avons analysé les origines de cette action, la diffusion de la pratique et le processus de démantèlement et d'abandon qui suivit. Campagnol, G. (2008b). *Usinas de açúcar: Habitação e patrimônio industrial/ Sugar company towns: Housing and industrial heritage*. (Thèse de doctorat), Université de São Paulo, São Carlos, 2008. Une version courte de ce travail fut publiée dans *Arqueologia Industrial* (Campagnol, 2008a).

3 L'enquête porta, directement, sur 46 sucreries au Brésil. L'un des résultats fut que les sociétés sucrières fournirent plus de 20000 logements à leurs employés. On est sans doute au-dessous de la réalité, en raison du démantèlement progressif des noyaux résidentiels qui se produisit ces dernières années au Brésil (voir Campagnol, 2008 b).





l'occupation du territoire. Comme l'observe Mário de Melo, l'agro-industrie de la canne, en générant la « civilisation du sucre » imprima ses caractéristiques particulières. Au Brésil, elle permit la formation de plus de 200 localités destinées aux travailleurs du sucre, concentrées le long des côtes des Etats considérés. Mettre à disposition des logements bon marché à des ouvriers fut décisif pour la formation des cités patronales et des colonies agricoles. La présence d'une sucrerie permit le plus souvent

le développement des populations riveraines et l'émergence de nouveaux centres urbains, ce qui constitua un aiguillon urbain significatif. En 1990, parmi les 184 entreprises sucrières qui travaillaient au Brésil, 71 étaient localisées dans l'Etat de São Paulo, 32 dans celui de Pernambuco, 27 dans celui de l'Alagoas et 16 dans celui de Rio de Janeiro. Au moins la moitié d'entre elles mirent en place des cités patronales.

Les villages du sucre<sup>4</sup> s'établirent à Pernambuco et au nord de Rio de Janeiro entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et 1920. A São Paulo, ils prospérèrent entre 1910 et la fin des années 1940. Cependant, entre les années 1930 et 1950, ces localités connurent leur plus grand développement industriel et de construction des logements, à la suite de la réduction de la production du café à São Paulo et la création de l'Institut du sucre et de l'alcool (IAA) au Brésil<sup>5</sup>. L'Institut constitua un facteur de croissance et de stabilisation des villages, et les entreprises, avec l'aide du gouvernement se mirent à investir dans la modernisation des usines et l'implantation de nouvelles distilleries de sucre dans tout le pays.

Pendant toute la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, les cités patronales du sucre se multiplièrent ainsi comme une création hybride, à la fois urbaine et rurale, agricole et industrielle. Elles rassemblèrent les éléments symboliques de la vie urbaine moderne en même temps qu'elles

4 Nous utilisons le terme de « village de sucre » comme synonyme pour les cités patronales (*company towns*) promues par l'industrie sucrière. Au Brésil, on parle d'usine, aussi bien pour l'usine proprement dite que pour le village qui en dépend.

5 L'Institut du sucre et de l'alcool - ou IAA - était une autorité de l'administration fédérale brésilienne créée en 1933 par le Président Getúlio Vargas. Sa création vint à l'appui de la politique fédérale interventionniste dans l'industrie du sucre et alcool du pays. En 1975, face à la crise pétrolière mondiale, le gouvernement brésilien créa le *Pro-alcool* ou *Programme national de l'alcool* qui, sans avoir force de loi, fut en partie responsable de la politique menée par l'IAA. C'est un programme de remplacement à grande échelle des carburants pour les véhicules du pétrole par l'alcool. Le programme a stimulé la croissance des sucreries et par conséquent de leur village ouvrier. Selon ce programme, la production d'alcool provenant de la canne à sucre, de manioc ou de toute autre production agricole devait être encouragée par l'offre croissante en matières premières, avec un accent particulier mis sur l'augmentation de la production agricole, la modernisation des distilleries existantes et l'installation de nouvelles unités de production (soit associées à des sucreries existantes soit autonomes) ainsi que des unités de stockage.

conservèrent des caractéristiques de la vie rurale traditionnelle: l'immense usine, les cheminées, l'odeur et la vapeur, les tapis roulants articulés remplis de cannes à sucre, évoluant entre les engrenages à la Chaplin coexistaient avec des rangées de maisonnettes uniformes et blanchies, l'église en haut de la colline, le champ de cannes, en forme de mur végétal, suivant les allées de terre battue; les toits de boue séchée avec leurs antennes paraboliques. Un paysage hybride, rural et urbain, qui vint du profond de l'ère coloniale.

Dans ces villages du sucre brésiliens, de la même façon que Paterlini le fit remarquer pour les cités patronales du sucre, du tanin, du conditionnement de la viande de l'Argentine ou des villages des nitrates du Chili, il n'exista pas de modèles préalables pour la construction ou la planification, ni de réglementations urbaines qui garantissent les conditions d'hygiène et de santé des travailleurs des cités patronales du sucre. Bien entendu, les programmes de construction et d'organisation spatiale montrèrent des qualités, et en outre, le souci pour le bien-être moral et physique des travailleurs. Des exemples européens purent avoir influencé certains promoteurs. De même, des solutions considérées a posteriori comme «innovantes», (par exemple, celles défendues par le mouvement moderniste), existent, de forme anticipée, dans quelques villages sucriers.

Tout comme Candela le nota pour les sucreries d'Espagne, la cheminée, un des éléments les plus représentatifs du paysage industriel du XIX<sup>e</sup> siècle, fut aussi un élément-clé pour identifier les villages du sucre au Brésil, un «symbole incontestable du travail en usine, désireux de laisser sa trace dans le territoire avec la même ténacité que certains souvenirs s'installent dans la mémoire». Ces installations agro-industrielles sont le témoignage de la modernisation obtenue dans les zones rurales avec la production du sucre.



Une plantation sucrière, État de São Paulo

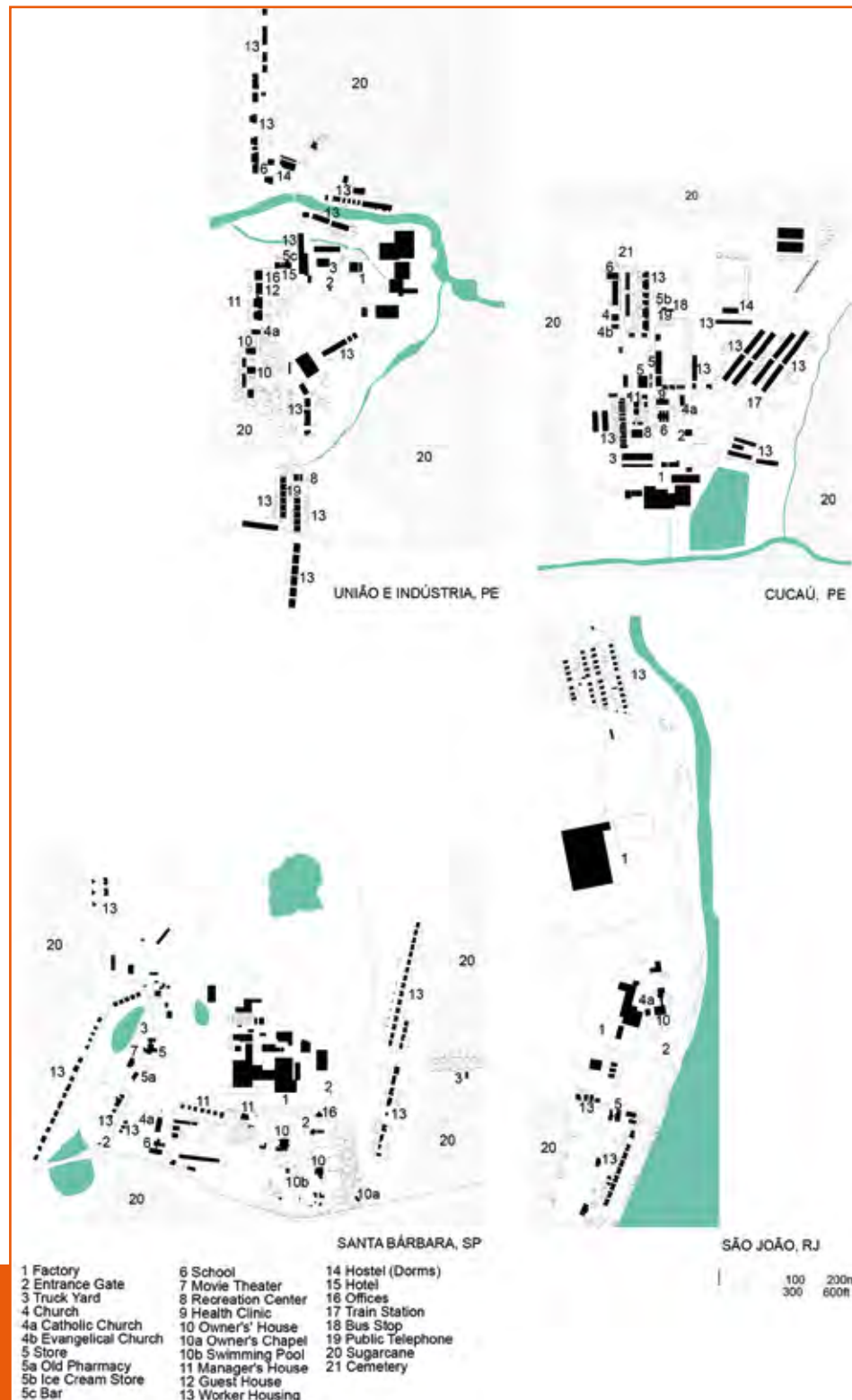
## 2. Le caractère agro-industriel : tradition et transformation

Le sucre fut la première activité économique du Brésil et de la côte nord-est, l'une des raisons principales de la colonisation portugaise des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et de l'invasion hollandaise, commencée dès 1630.<sup>6</sup> Les exploitations sucrières, la plupart avec des esclaves, furent le point de départ de beaucoup de cités patronales. Ces anciens complexes sucriers, appelés aussi *ingenios*,

comprenaient le moulin pour broyer la canne, la grande maison, résidence du propriétaire, l'église ou la chapelle, et les baraques des esclaves, les *senzalas*. A l'époque coloniale, la production du sucre nécessita des infrastructures telles que routes, ports, digues, ateliers ainsi que l'exploitation des forêts et l'usage extensif de la main-d'œuvre esclave jusqu'en 1888. Les premiers moulins furent installés près des côtes et des principaux ports. L'expansion vers d'autres zones aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles fut relativement limitée, en raison de deux facteurs. La faible demande européenne et la difficulté des transports vers les ports d'exportation limitèrent l'aire de production à la côte de Pernambouc d'une part et de *Recôncavo* de Bahia, d'autre part.

<sup>6</sup> Depuis l'invasion, avec un contrôle direct et total sur la production, la Compagnie néerlandaise des Indes Occidentales a développé la production du sucre la plus intensive de la région.





Formes  
d'implantations  
urbaines

A partir des années 1870, les notables progrès dus à la Révolution Industrielle permirent le développement de la production du sucre. La plus grande partie des anciennes installations de fabrication (moulins, *ingenios*) furent progressivement converties en unités mécanisées<sup>7</sup>. Un premier essai de production modernisée se fit en séparant les activités agricoles et industrielles, celles-ci étant désormais effectuées dans des grandes usines centrales, généralement installées grâce à l'aide financière du gouvernement, dans les espaces traditionnels du sucre, mais cependant proches de centres urbains. Entre 1877 et 1889, plusieurs centrales furent installées, de cette façon, dans le pays<sup>8</sup>. Cependant, devant les difficultés rencontrées, en particulier pour l'approvisionnement de la canne, ce système fut abandonné pour un autre, qui combinait à nouveau le secteur agricole et le secteur industriel. L'échec du modèle centralisé contribua à rétablir les usines en zones rurales, quelques fois éloignées des centres urbains. Pour attirer et retenir la main-d'œuvre, les entreprises organisèrent des lieux de vie proches de l'usine, pour les travailleurs de l'industrie et des colonies au milieu des plantations de canne pour les travailleurs agricoles. C'est ainsi que les villages du sucre se formèrent comme moyen de contrôle de ces deux activités. Entourés d'immenses champs de canne, beaucoup de ces villages, afin de répondre à leurs besoins et à l'image des petites localités urbaines, s'équipèrent d'édifices collectifs et de services sociaux tels que l'école, l'église, la boutique, le cinéma, l'hôpital,

7 Au Brésil, les sucreries modernes, mécanisées au XX<sup>e</sup> siècle sont appelées « usines » Le terme de *engenho* (en espagnol *ingenio*) n'a pas son équivalent en français qui parle alors de plantation ; tous ces mots font référence à des unités de production antérieures à l'industrialisation, qui fonctionnaient surtout avec une main-d'œuvre esclave.

8 Le *Engenho Central de Quissamã* dans l'Etat de Rio de Janeiro fut la première sucrerie d'Amérique du Sud, inaugurée en 1877. Dans l'Etat de São Paulo, la première date de 1878, à Porto Feliz (Souza, 1978).

des installations sportives et de loisirs, avec, le plus souvent, le terrain de football. Le programme social supposait l'attribution, en général gratuite, de logements équipés en eau, électricité, et parfois, en bois pour le chauffage et la cuisine. Pendant le temps libre, l'entreprise organisa des représentations musicales, des projections de films, des matchs de football et des tournois sportifs.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les sucreries s'agrandirent et se multiplièrent dans différentes régions du Brésil. Des voies ferrées privées furent construites<sup>9</sup> et de nombreuses centrales achetèrent de grands domaines pour la culture de la canne, en se transformant en unités agro-industrielles comme au temps de la colonisation. Dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, Pernambuco fut le principal Etat fournisseur, avec 36% de la production. La multiplication des sucreries s'accompagna de la création de villages et colonies agricoles qui associèrent plusieurs types d'habitat, en fonction du rang et du salaire de son occupant. Les logements se répartirent entre maisons et immeubles; on relève parmi eux des logements traditionnels, néocoloniaux, mais aussi éclectiques, art déco et architecture moderne. Ces villages sont courants dans la majorité de la centaine de sucreries<sup>10</sup> installées jusque vers 1945. Du fait de leur nombre, ils constituent un modèle d'habitat ouvrier significatif.

### 3. Typologie et forme urbaine

Les cités patronales ou villages du sucre du Brésil se caractérisent par leur composante urbano-rurale, qui met en relation le travail et l'attribution d'un logement. Généralement, ces villages présentent une hiérarchie des résidents et un zonage fonctionnel conformément à la position sociale du travailleur dans l'entreprise, distincts des autres groupements d'édifices tels que l'usine, les bâtiments de l'administration ou ceux des équipements collectifs. Au Brésil, dans les cités patronales du sucre, au Brésil, on peut distinguer huit zones :

- |  |   |
|--|---|
| 1 - Installations industrielles                  | 5 - Logements des techniciens, des cadres et du personnel administratif |
| 2 - Services administratifs                      | 6 - Logement des travailleurs industriels                               |
| 3 - Logement des propriétaires et des directeurs | 7 - Logement des travailleurs agricoles                                 |
| 4 - Equipements collectifs                       | 8 - Logements collectifs pour les travailleurs saisonniers              |

Cette forme d'organisation est semblable à celle observée par Paterlini dans les villages sucriers de Tucumán, Argentine<sup>11</sup>.

Nous n'avons aucune information sur les ingénieurs et les architectes, responsables de la conception des villages sucriers. Cependant, en raison de la standardisation et du fonctionnalisme adoptés, l'influence de la logique industrielle et les choix des propriétaires de l'entreprise sont évidents. Le plan de la ville ou du village est subordonné à la localisation de la partie industrielle, qui constitue l'espace de cohésion. La disposition des différents éléments est, le plus souvent, le fruit d'une croissance spontanée: besoins et demandes susciteront la construction de nouveaux édifices autour de

l'usine. La morphologie de l'usine elle-même reflète la logique de l'économie industrielle. Les grandes constructions de briques et les couvertures métalliques contrastent avec les files de logements blanchis à la chaux des travailleurs. De la même manière qu'à Tucumán, comme le note Partelini, les champs de cannes entourent très souvent le village et en définissent les limites. Cependant, ils sont parfois entourés de murs ou de clôtures. Les rues sont presque toujours orthogonales ou suivent simplement les courbes de niveau. Les rues de terre battue que le trafic des lourds camions de cannes remplissait de poussière, caractérisent une grande partie du paysage; seules les routes pavées permettent normalement d'accéder aux bureaux de l'administration et à l'espace industriel. Les maisons s'alignent le long des routes prévues pour relier la zone industrielle et les champs de canne avec les routes des villes voisines.

La zone industrielle se trouve souvent dans les zones les plus basses, du fait du nécessaire approvisionnement en eau. L'usine, la distillerie – quand la localité produit aussi de l'éthanol – les laboratoires, les magasins et les ateliers appartiennent à cet espace. Les aires de stationnement de camions se trouvent aussi près de la zone industrielle. Parmi les constructions industrielles de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et des années 1940, la brique prédomine sur des édifices de trois à quatre étages, le plus souvent coiffés de plaques de métal. Certains, comme la sucrerie Santa Bárbara, furent conçus et entièrement préfabriqués en France ou en Angleterre.

La brique fut largement utilisée dans les sucreries, pour des raisons de sécurité contre l'incendie. Elle fut également employée dans les maisons ouvrières. Certaines compagnies de sucre mirent en place des briqueteries pour leurs besoins. Les constructions en bois étaient rares dans la ville de sucre et, lorsqu'on en voyait, elles servaient d'entrepôts. Dans les années 1970, avec le programme Pro-alcool et les distilleries créés par

9 Plusieurs sociétés sucrières mirent en place leur propre système de chemin de fer. Dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, par exemple, plus de 400 km de chemins de fer privés parcouraient les terres des sociétés sucrières de la région de Campos, dans l'Etat de Rio de Janeiro (Campagnol 2008, 183).

10 La plupart des sucreries du Brésil produisent ou produisaient de l'alcool (éthanol), surtout depuis le milieu des années 1970, après la création de Pro-alcool (Programme national de l'alcool) ce qui permit le développement de beaucoup de distilleries et l'expansion des champs de canne à sucre (Andrade, 1994).

11 Paterlini a signalé que les villages du sucre de Tucumán (Argentine) se divisent en six zones: (1) Zone industrielle; (2) Maison de la famille propriétaire et parc; (3) Zone des constructions collectives; (4) Zone des maisons des directeurs et cadres techniques; (5) Zone des logements ouvriers permanents et (6) Zone des logements des ouvriers temporaires.



la suite, la plupart des compagnies étendirent leur aire industrielle à l'installation de distilleries, qui étaient généralement en bâti métallique, jouxtant ou à proximité des bâtiments de production de sucre.

Les bureaux administratifs furent situés dans un ou deux des bâtiments adjacents à la zone industrielle. Cela est dû au fait que certaines compagnies subdivisèrent le volet administratif: une partie responsable de l'agriculture et l'autre pour l'administration industrielle.

Les espaces libres étaient rares. Généralement, les équipements collectifs furent regroupés autour de petites places, qui pouvaient inclure l'église, le cinéma, la boutique de la société, le bar, la bibliothèque, l'école, les terrains de football et de sport, la pharmacie, le dispensaire et un club de loisirs, parfois avec des piscines et des salles de jeux. Les églises et les chapelles furent parmi les bâtiments les plus originaux, car on les commanda souvent à des professionnels au prestige reconnu<sup>12</sup>.

A la différence des anciennes plantations sucrières qui ne contenaient qu'une seule maison, la *Casa Grande* du propriétaire, les villes patronales du sucre présentaient le plus souvent un quartier résidentiel de plusieurs grandes maisons pour accueillir les propriétaires, les directeurs et leurs familles respectives. Cette zone se trouvait toujours bien positionnée, souvent fermée et à l'écart des autres bâtiments, mais toutefois, proche de l'usine. Ces maisons furent parmi le peu de constructions dessinées par des architectes de prestige<sup>13</sup>. Elles



furent souvent d'inspiration néo-classique ou européenne, entourées de jardins et chapelles privés, de maisons d'hôtes, piscines et jardins privés. La zone de techniciens, des gestionnaires et du personnel administratif fut formée par un groupe autonome de huit à douze maisons, parfois mitoyennes, de trois ou quatre chambres. Elles étaient, le plus souvent, proches de l'espace industriel. Les maisons pour les ouvriers industriels et agricoles furent disposées en ensembles - appelés aussi colonies, rues ou sections - le long des routes existantes ou de rues non asphaltées, construites à l'origine pour relier le noyau industriel aux champs de canne à sucre et aux centres urbains proches. Les maisons fournies aux ouvriers industriels sont généralement proches de l'usine. Hormis leurs distances respectives par rapport à celle-ci, on ne voit pas de grande différence d'allure entre ces maisons et celles des ouvriers agricoles.

En termes de qualité du logement, la plupart des maisons se composaient d'unités unifamiliales à un étage, dépourvues de décorations, avec deux ou trois chambres à coucher - de rares cas de maisons avaient une seule chambre ou quatre chambres- une salle de séjour, une cuisine, une salle de bains - qui parfois se trouvait à l'intérieur et parfois en dehors- et un espace de services en forme de porche où se trouvait généralement un poêle et un évier. Les maisons furent souvent

conformes aux critères et aux recommandations de santé généralisées par les réformateurs sociaux et hygiénistes du XIX<sup>e</sup> siècle et début du XX<sup>e</sup> siècle, à savoir, une maison de petites dimensions, mais avec de conditions sanitaires correctes et un nombre convenable de chambres pour éviter la promiscuité. Elles étaient habituellement disposées en terrasse ou maisons doubles, alignées, mais des différences régionales existaient. À São Paulo, les maisons doubles avec quatre chambres à coucher furent les plus nombreuses. Cette typologie se répandit également dans les colonies des plantations de café, pendant le XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le Pernambouc et l'Alagoas, dans le *Nordeste*, le modèle des maisons mitoyennes de plain-pied prévalut. Des groupes de cinq à trente unités furent souvent alignés côte à côte comme un seul long bâtiment couvert par un toit unique. Un porche courait sur la façade, ou alors c'était le simple type « porte et fenêtre ». Ce modèle rappelait celui des quartiers d'esclaves des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. On le vit aussi dans les logements fournis par d'autres types d'usines de la même époque, dans les mêmes États. On délimita des lots d'habitation par des murets ou des clôtures, élevées par les habitants eux-mêmes. Autour des logements, l'entreprise encouragea le plus souvent l'existence de petits jardins et vergers, avec un petit élevage. A l'exception des maisons des propriétaires et directeurs, les matériaux de construction et le

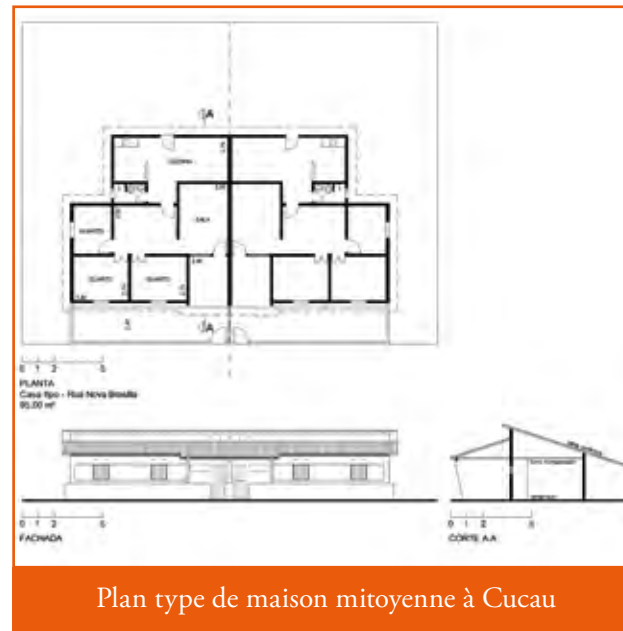
12 Par exemple, les peintures d'un des plus grands artistes du modernisme brésilien, Alfredo Volpi (1896 -1988), décorent l'intérieur de l'église de la sucrerie de Monte Alegre.

13 L'architecte Francisco DE PAULA RAMOS DE AZEVEDO, auteur de constructions importantes de la ville de São Paulo, telles que le Théâtre Municipal et l'ancien lycée des Arts et Artisanat devenu Pinacothèque, par exemple, a dessiné une des maisons de propriétaires de la sucrerie Esther.

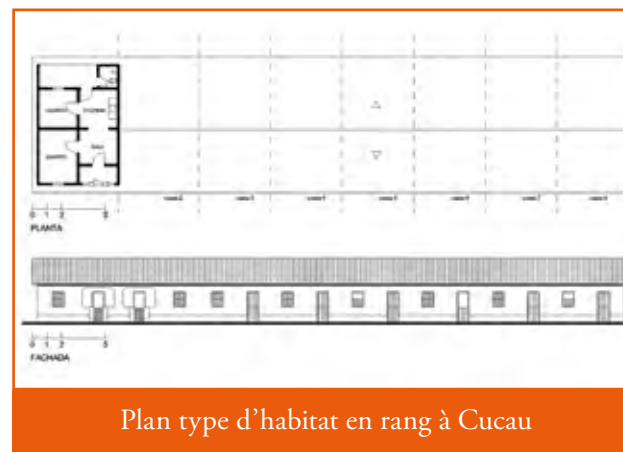
peu d'éléments décoratifs furent standardisés et les couleurs de la construction correspondirent souvent au logo de l'entreprise.

La plupart des logements collectifs furent les plus récemment construits entre les années 1960 et le milieu des années 1980. Ils hébergeaient les *boias-frias* [repas froids], la main-d'œuvre saisonnière, venue des régions pauvres pour la période de récolte. Les logis étaient à l'écart, afin de préserver les familles de la région, car la plupart de ces travailleurs temporaires étaient célibataires ou privés de leurs épouses. Des suites de chambres alignées formaient un unique bâtiment rectangulaire ; certains avaient plus d'une douzaine de paillasses par chambre et d'autres jusqu'à quatre lits. L'installation incluait généralement une salle à manger, cuisine et salle de bains, avec des toilettes et des douches prévues pour cinq à dix personnes. Parmi les lieux étudiés, ce type de construction variait de 20 à 50 chambres, avec une capacité d'accueil de 80 à 450 travailleurs au total. Certaines villes, cependant, accueillèrent des travailleurs temporaires dans de vieilles maisons unifamiliales adaptées à cet usage.

Au fil du temps, plusieurs établissements industriels s'accrurent de façon à se transformer en « villes autonomes » ; d'autres favorisèrent la croissance des centres urbains qui se trouvaient proches ; d'autres grandirent de telle manière qu'ils englobèrent les villages voisins. Le programme urbanistique et la complexité des villages du sucre, à savoir, outre le logement, le nombre et le type de bâtiments qui participent de son degré d'autonomie, furent principalement fonction de la distance séparant les usines des autres centres urbains et de la période de la fondation de la société. Il en découla trois aménagements majeurs : ou bien des usines isolées des centres urbains ; ou bien des usines établies proches de, ou à la périphérie, des centres urbains ; ou bien encore des usines établies après 1950, qui avaient déjà accès aux rues et aux



Plan type de maison mitoyenne à Cucau



Plan type d'habitat en rang à Cucau

transports publics du centre-ville, ou situées près des autoroutes qui permettaient ce type de liens.

Le *premier* groupe englobe la plupart des cités patronales analysées, avec deux cas de figure distincts : la création d'une cité patronale, avec une grande autonomie, soit la majorité des cas ; la présence de la compagnie sucrière favorisa le développement d'un village autonome adjacent à l'usine, avec mise en place d'une interdépendance : à savoir, dans les logements ouvriers autour de l'usine et dans le village ouvrier, l'accès à quelques

« avantages » que les noyaux urbains pouvaient offrir, tels que l'instruction publique, les boutiques, les installations de santé et de loisirs. Les sociétés sucrières Raffard, Barcelos et Paradis en sont des exemples. Certaines usines furent intégrées à des villes autonomes, comme Catende dans le Pernambouc.

Les usines sucrières qui générèrent des cités patronales sont des cas récurrents parmi les constructions de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le milieu du XX<sup>e</sup>. Elles se définirent comme des villes fermées, souvent entourées de clôtures, des murs ou de la végétation. Leur programme put inclure les grands bâtiments de l'usine pour la production et le raffinage du sucre, distillerie d'éthanol, magasins et ateliers pour la maintenance des machines et des voitures, maisons de propriétaires, administration et maîtrise, logements ouvriers, logements collectifs pour les travailleurs temporaires, église et chapelles, théâtres, écoles et installations sportives et récréatives. Plusieurs de ces villages présentent ces traits communs : Ipojuca, Pumaty, Trapiche et Union et Industrie dans le Pernambouc ; Quissamá et São João dans le nord de Rio de Janeiro ; Bom Retiro, Bonfim, Costa Pinto, De Cillo, Esther, Furlan, Monte Alegre, Santa Barbara, San Francisco, São João et Tamoio à São Paulo.

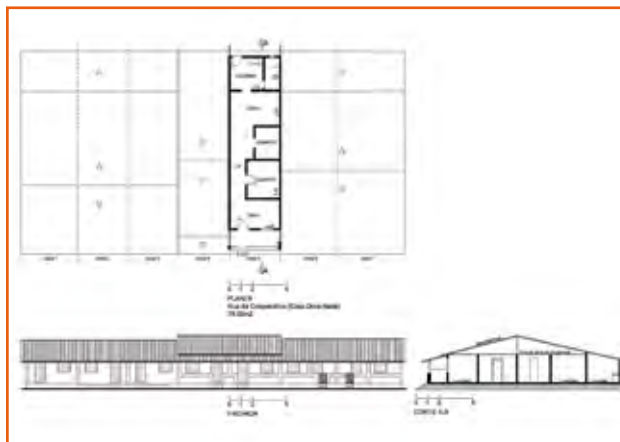
Dans le *deuxième* groupe, les sucreries furent créées à la périphérie des centres urbains et eurent plus de liens de complémentarité avec les villes voisines. Dans ce type, les usines fournirent un logement à leurs travailleurs, près de l'usine, mais la proximité des villes voisines limita leur autonomie. Au fil du temps, les résidents vivant autour de l'usine de sucre partagèrent leurs services et leurs installations avec les villages voisins. C'est le cas de la sucrerie Barreiros dans le Pernambouc, où la présence de l'usine permit le développement d'un petit village des environs. L'entreprise Treize de mai, aujourd'hui Vitoria, également dans le Pernambouc, fournit des logements aux travailleurs, mais ne fonctionna pas



comme une ville autonome. Elle mit ses services en commun avec la ville voisine de Palmares.

La sucrerie de Piracicaba et celle d'Iracema, toute deux situées dans l'Etat de São Paulo, sont également d'autres exemples de ce type. Les deux sociétés construisirent des maisons à proximité du site industriel. Toutefois, la proximité de la ville de Piracicaba, autorisa les propriétaires et les employés à bénéficier des services de base et des équipements collectifs de celle-ci. Les entreprises, de cette façon, influèrent directement sur le développement urbain et, depuis l'inauguration de la sucrerie d'Iracema en 1937, leurs propriétaires participèrent activement au pouvoir politique local. Ils parrainèrent la croissance urbaine d'Iracemápolis grâce à diverses initiatives telles que la construction de garderies et du cinéma, le don de terres pour la construction du cimetière, une prison publique, une caserne de gendarmerie, la fourniture des briques pour la construction de l'école, l'église, etc.

Le troisième groupe comprend les usines édifiées après 1950. Avec la croissance urbaine et



Plan type de maison traversante à Pumaty

régionale, la circulation des travailleurs fut facilitée et la plupart des sucreries ne fournirent pas ou peu de logements ni d'équipements. En revanche, les transports vers les centres urbains furent nécessaires pour d'autres services (commercial, éducatif, sanitaire et social). Peu d'entreprises, principalement dans l'état de São Paulo, construisirent des logements, 10 à 50 unités. Ces



Une rangée de maisons à Pumaty

maisons furent souvent occupées par les permanents ou les surveillants tels qu'ingénieurs, mécaniciens, et chargés de la maintenance, qu'il était préférable de garder près de l'usine à tout moment.

La taille des villages du sucre fut variable. On compta entre 10 et 400 logements pour travailleurs permanents dans les limites de la ville, avec une moyenne de 100 maisons par cité patronale. Parmi les sociétés sucrières, l'établissement de zones résidentielles en plein milieu des champs de canne, les colonies agricoles, était une pratique courante. Dans les colonies agricoles, le nombre de logements se situait entre 10 et 90 logements. Cependant, les villages de sucre modernes eurent un programme plus ambitieux et plus diversifié. Le fonctionnement des nouvelles sucreries réclamait de nouveaux métiers plus nombreux, tels que chimistes, fournisseurs, colons, syndics, ouvriers d'usine et ouvriers agricoles, tant permanents que temporaires<sup>14</sup>. En revanche, les villages de sucre conservèrent certaines caractéristiques des colonies agricoles: présence constante des églises dans les lieux élevés et visibles, résidence du propriétaire avec vue directe sur les bâtiments de l'usine. Les villages de sucre partagèrent également plusieurs fonctionnalités fréquemment observées dans le modèle de la cité patronale, à savoir la hiérarchie, le contrôle rigide, le zonage fonctionnel et social, la faible densité, ainsi que la présence de l'école et de la coopérative d'entreprise. Pourtant, les villages du sucre présentèrent des signes particuliers que l'on observa en réunissant les travailleurs industriels et agricoles, permanents et saisonniers, qui se reflètent dans le type de logement et sa localisation. Les travailleurs permanents habitaient ordinairement des maisons unifamiliales alors que les saisonniers, surtout des hommes, vivaient dans les dortoirs

14 On compte que près de 150 esclaves travaillaient dans une plantation sucrière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Les sucreries modernes ont eu jusqu'à mille employés chacune.

collectifs. Le fait que la production de sucre réunisse les activités industrielles et agricoles justifia en partie les raisons des caractères spécifiques des villages du sucre. En outre, cet aspect put être renforcé par l'échange et la rotation des employés, des propriétaires et des entreprises spécialisées dans l'installation de ce type d'industrie. L'installation des sucreries fut effectuée pour un groupe d'entreprises spécialisées par un nombre réduit de professionnels qui gravitaient autour du pays et à l'étranger<sup>15</sup>.

#### 4. L'attribution de logements

Dans une large mesure, vivre dans une cité patronale signifia la soumission aux ordres des industriels. Les villages du sucre ne firent pas exception à la règle. Le nombre de logements disponibles dans les villages fut toujours inférieur au nombre des travailleurs, ce qui rendit la demande de maisons toujours supérieure à l'offre. Selon les informations fournies par les entreprises, leurs employés se disaient très intéressés par les logements de la société et signaient les listes d'attente. Comme l'ingénieur français Picard le décrit en 1903, les maisons des sociétés sucrières Piracicaba ou de Raffard étaient rarement vides, et leur présence signifiait une plus grande opportunité d'emploi. En conséquence, plusieurs sucreries établirent des critères de mise à disposition des logements, qui comprenaient : la position dans la société, la nécessité pour l'employé d'être proche de l'usine, la privation éventuelle d'un autre logement et le temps d'attente pour l'acquérir.

Dans le passé, le paternalisme prédomina dans les villes de sucre : les industriels et les chefs d'entreprise choisirent directement les locataires

auxquels ils confièrent la responsabilité de l'entretien des maisons. Ces dernières années, le « ministère de la protection sociale » ou le service du personnel étaient habituellement chargés de l'octroi des maisons. La demande de logements s'effectuait généralement par les chefs de département ou de secteur, qui transmettait au département de l'assistance sociale. Dans ce département, généralement dirigé par un travailleur social, une fois arrivée, la demande était examinée lors d'un entretien avec le demandeur, compte tenu de la disponibilité des logements et des priorités formulées par le chef de département ou secteur. Outre la sélection des résidents, le travailleur social était chargé de leur transmettre les règles de « bonne conduite » et de leur inculquer le souci des soins quotidiens des zones résidentielles, tels que : l'inspection des maisons et des dortoirs collectifs vacants, l'arbitrage des désaccords entre voisins, la prise en charge des réparations éventuelles des immeubles, l'écoute des résidents et l'envoi de leurs demandes, le traitement des problèmes liés à la santé des travailleurs et à l'« intégration » des résidents, l'organisation des rencontres sociales, des soirées et des jeux. Outre l'assistante sociale, le département social employait souvent un médecin, un dentiste et le pharmacien.

Dans presque tous les cas étudiés, les logements furent attribués à travers un contrat d'usage, gratuit pour les résidents. Normalement, ce contrat était de deux ans, avec renouvellement possible. Toutefois, il était lié au contrat de travail, ce qui permit de réquisitionner le logement, si l'employé cessait de travailler pour l'entreprise. Dans une sucrerie de l'Etat de São Paulo, les maisons étaient fournies avec une remise de 5 % sur le salaire. À São Paulo et Rio de Janeiro, tous les foyers étudiés étaient équipés d'eau courante et d'électricité. Pourtant, dans le Pernambouc, certains logements n'avaient pas l'eau courante et les locataires n'avaient que la source voisine pour leurs besoins de nettoyage et d'hygiène.

#### 5. L'avenir des cités patronales sucrières.

Dans le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, l'offre d'espaces de logement et de vie collective, tout comme l'organisation de la vie quotidienne des résidents, semblèrent faire des sociétés sucrières et de leurs propriétaires les promoteurs du progrès et du bien commun. Un tel bien-être et des actions charitables camouflèrent le souci premier d'assurer la productivité grâce à un environnement discipliné et donnèrent une image publique positive de l'entreprise, une image indissociable des « avantages » offerts aux travailleurs. La mise à disposition de logements et de bâtiments de la communauté industrielle par les sociétés sucrières signifia la sécurité des travailleurs, organisés d'une manière réglée. Toutefois, depuis la fin des années 1960, l'offre de logements dans les villes de sucre changea progressivement. De nombreuses usines fermèrent et les villages ouvriers furent abandonnés. Peu d'entre eux firent l'objet d'une fusion dans la ville ou le district urbain. Même ceux dont l'usine fut active jusqu'en 2006 se virent dépourvus d'une partie des services et des constructions afférentes. A l'inverse, certaines entreprises investirent dans la construction afin de rendre les dortoirs de célibataires plus commodes et les maisons familiales plus adaptées.

Comme on le voit, les villages sucriers affichent un urbanisme à petite échelle, combinant zones résidentielles et industrielles et aspects urbains. La faible densité, de vastes espaces verts, les terrains ouverts et les chemins de terre contrastent avec la structure mécanique de l'industrie, le travail continu et posté, les cheminées de brique ou de métal, le trafic de camions de canne et les antennes paraboliques sur les toits des maisons. Bien que certaines maisons n'aient eu aucun système d'égout et que les rues manquèrent de trottoirs, les cités patronales du sucre apparaissaient souvent comme un modèle de modernité et de progrès. Elles

15 Un exemple est fourni par l'ingénieur Gilbert LESCUYER, qui eut en charge l'installation de la Santa Bárbara, dans l'Etat de São Paulo et d'autres usines dans l'Etat de Rio de Janeiro.





Le module porte-fenêtre, village ouvrier du Pernambuco

attiraient les visiteurs de marque, riches hommes d'affaires, artistes et politiciens. Il est vrai que les villages sucriers participèrent au progrès et à l'avant-garde que signifia le choix du chemin de fer, des premiers cinémas, des équipes de football, tournoi sportif, carnaval, et groupes de musique. Ces villages d'une grande autonomie, avec souvent plus d'un millier d'employés sur une population de trois mille habitants, réussirent à mutualiser quelques-unes de leurs constructions communes telles que les écoles, les églises et les centres sportifs avec les municipalités voisines.

A São Paulo, le système de production agricole des colons des *haciendas* de café fut transposé opportunément par l'industrie de la canne à sucre quand celle-ci s'y installa à son

tour. Même les nouvelles colonies agricoles construites par les sociétés sucrières présentèrent des caractéristiques semblables aux colonies de peuplement établies au cours de la production de café : le logement se montre comme une seule et même maison, avec ou sans étage, de disposition linéaire, avec des cours ouvertes, entourées de végétation. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, ce modèle de base des logements des travailleurs se fondit avec les maisons des propriétaires et des équipements collectifs. L'unification visuelle fut apportée par des éléments tels que des couleurs semblables et le choix de matériaux uniformes.

Bien que beaucoup de cités patronales sucrières et des colonies agricoles aient subsisté, une grande partie d'entre elles furent démontées ou sont

en train d'être démantelées, en particulier dans les États de São Paulo et de Rio de Janeiro. On vendit ou on transféra la maison au locataire-employé ou à l'ancien employé en guise de compensation de la démolition de maisons ou tout simplement de l'abandon par la société. Le démantèlement des logements débuta avec la fin de certaines usines. Il accentua, à São Paulo, l'expansion urbaine par l'extension de l'usine vers les zones résidentielles, la restructuration de la politique de l'entreprise et l'optimisation des formes industrielles et agricoles de production. Selon Severino de Moura, 26 sucreries étaient toujours en exploitation en 1998, dans le Pernambouc, tandis que 88 autres furent fermées. Dans le nord de Rio de Janeiro, en 2003, parmi les 23 établissements qui s'y trouvèrent, sept seulement étaient en exploitation. Beaucoup de logements furent démolis pour éviter des occupations illégales.

Depuis 1960, cependant, dans le cadre d'une volonté de modernisation du pays, l'existence des cités d'entreprise changea profondément. Une urbanisation croissante permit aux villes de se réunir aux sucreries d'autant que les travailleurs, vivant dans les villes, s'y rendaient. Avec les transformations des entreprises familiales en sociétés, surtout après les années 1970, le contrôle sur la vie quotidienne des travailleurs ne s'effectua plus de la même façon, ce qui conduisit à la dissolution du modèle paternaliste.

Cependant, l'industrie de la canne à sucre continua de marquer le paysage dans plusieurs régions du Brésil. Les cheminées émergent du vert de la canne, en émettant parfois une fumée révélatrice de son activité, mais parfois elle ne fait que marquer une ancienne installation désaffectée. Entre les canaux tracés au milieu des champs de canne, on rencontre des files de maisons blanchies à la chaux et quelques locataires. Dans le Pernambouc, les maisons sont en grande partie occupées, quoique mal entretenues. À São Paulo et à Rio de Janeiro, cependant, beaucoup de maisons

et d'installations sont abandonnées ou en ruines, car les sociétés s'en désintéressent. Les changements intervenus dans la gestion de la main-d'œuvre, le taux élevé du chômage et l'instabilité du marché du travail réduisirent considérablement le nombre de travailleurs vivant à proximité des usines. De la même manière, les dortoirs de mauvaise qualité remplacèrent les maisons unifamiliales. En outre, une fois que les sociétés sucrières ne louèrent plus de logements, la migration des travailleurs vers les zones urbaines adjacentes accéléra la croissance des bidonvilles et des quartiers informels dans le voisinage.

L'accélération du processus actuel de démantèlement des cités patronales sucrières est intensifiée par la mécanisation de la récolte à quoi viennent s'ajouter les assertions sur le travail excessif, l'enregistrement de décès de travailleurs ruraux morts d'épuisement, les demandes de syndicalisation, etc. A cela, les sociétés répondent par le secret des procédés industriels, en raison de la concurrence, les protestations contre l'incendie des cultures et des atteintes à l'environnement, et la méfiance envers toute recherche ou échange d'information, y compris les relevés topographiques par les visiteurs ou l'enregistrement d'entretiens dans les villages d'entreprise. La nécessité de préserver les cités patronales ne va pas encore de soi. Or, le sucre ne fut pas seulement une partie de l'histoire de l'économie brésilienne, mais aussi sa civilisation. Les raisons pour conserver des édifices industriels et les meilleures problématiques pour réexaminer de telles structures sont toujours fondamentales. La production du sucre, aussi bien colonial que moderne, en tant qu'objet de patrimoine industriel, requiert la plus grande attention<sup>16</sup>.

## BIBLIOGRAPHIE

ANDRADE, Manuel Correia de, *Modernização e Pobreza: A Expansão da Agroindústria Canavieira e seu Impacto Ecológico e Social*, São Paulo, Unesp, 1994.

CANDELA SOTO, Paloma, « Arqueología del Trabajo en Madrid: La Azucarera de Aranjuez, 1898-1950. », *Historia Social* 37, 1992, p. 27-52.

CAMPAGNOL, Gabriela, « Usinas de açúcar: Formação e transformação de seu espaço. » *Arqueologia Industrial* IV (1-2), 2008a, p. 73-96.

CAMPAGNOL, Gabriela, *Usinas de Açúcar: Habitação e Patrimônio Industrial*. Thèse de doctorat. Département d'architecture et d'urbanisme, Université de São Paulo, São Carlos, 2008b.

CAMPAGNOL, Gabriela, *Assentamentos Agroindustriais: O Espaço da Habitação em Usinas de Açúcar*. São Carlos, São Paulo, Rima, 2004.

MELO, Mário L. de, *O Açúcar e o Homem*. Recife, Instituto Joaquim Nabuco, 1975, p. 19.

MOURA, Severino de, *Senhores de engenho e usineiros, a nobreza de Pernambuco*. Recife, SINDAÇÚCAR, 1998.

PATERLINI DE KOCH, Olga, *Pueblos Azucareros de Tucumán*. Tucumán, Editorial del Instituto Argentino de Investigaciones de Historia de la Arquitectura y del Urbanismo, 1987.

PATERLINI DE KOCH, Olga, « Company Towns of Chile and Argentina. » in Garner, John (dir.).

*The Company Town: Architecture and Society in the Early Industrial Age*, New York, Oxford University Press, 1992.

PICARD, J. *Usinas Açucareiras de Piracicaba, Vila Raffard, Porto Feliz, Lorena e Cupim*. Missão de Inspeção do Senhor J. Picard, Engenheiro, de 1º de março a 15 de julho de 1903. São Paulo, Hucitec, 1996, 133p.

SOUZA, J. S., *Uma Empresa Pioneira em São Paulo: O Engenho Central de Porto Feliz*, São Paulo, USP, Museu Paulista, 1978.

<sup>16</sup> Pour des exemples de logements et d'espaces créés par l'industrie sucrière, voir CAMPAGNOL (2008).





Le siège de l'Imperial Sugar Company

# L'HABITAT SUCRIER AU TEXAS, ETATS-UNIS. D'UN VILLAGE OUVRIER À UN QUARTIER PÉRIPHÉRIQUE URBAIN : SUGAR LAND ET L'IMPERIAL SUGAR COMPANY.

GABRIELA CAMPAGNOL

DÉPARTEMENT D'ARCHITECTURE, UNIVERSITÉ DU TEXAS A&M

## 1. Terre amère, terre douce

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, Sugar Land se développa en tant que cité patronale de l'*Imperial Sugar Company*, la première raffinerie de sucre au Texas et l'entreprise la plus ancienne de l'Etat. De même que les autres villages ouvriers du sucre qui se formèrent au début du XX<sup>e</sup> siècle jusque vers les années 40, Sugar Land présenta tout à la fois des facettes agricoles, industrielles et résidentielles. Situé à 25 kilomètres à l'ouest de Houston, avec une population qui avoisine les 84 000 habitants aujourd'hui, Sugar Land se confond aisément avec un quartier périurbain de la zone métropolitaine. Malgré son identité et une histoire intimement liée à l'industrie sucrière, la ville perd insensiblement la mémoire de ses origines. Son cœur industriel, désactivé en 2002, est au centre d'un grand projet de ré-urbanisation.

L'histoire de l'occupation du site, cependant, commença dans le sud-est du Texas en 1843, dans la plantation d'Oakland. La culture de la canne se développa au point de justifier l'installation d'une sucrerie et d'un moulin à sucre non raffiné, futur siège de l'*Imperial Sugar Company* et de son village

ouvrier. L'histoire du passage de Sugar Land d'une partie de la *Texas Frontier* à une importante aire métropolitaine, telle qu'elle est aujourd'hui, fut liée à la politique espagnole de diviser le territoire en grandes parcelles de terres que chaque colon devait acheter, pour une surface d'une lieue soit six mille *cuadradas*. Stephen F. Austin, le patriote texan bien connu en acheta cinq, dans l'aire qui est Sugar Land aujourd'hui, pour l'extension de son domaine personnel puis, il décida ensuite de s'installer à San Felipe. Les lieues furent distribuées entre cinq individus. La parcelle la plus orientale allait devenir le site de l'*Imperial Sugar Factory* et son village. Samuel May Williams acquit la terre. Cependant son frère Nathaniel en obtint la gérance.

En 1843, les frères Williams construisirent le premier moulin à sucre de la propriété. En 1852, Benjamin Franklin Terry et William Jefferson Kyle rachetèrent la plantation rebaptisée Sugar Land. Terry et Kyle pesèrent sur l'itinéraire du chemin de fer afin qu'une ligne passe près du moulin à broyer le coton. L'impact sur la culture, la récolte et le transport du coton fut énorme. La Guerre Civile et la Reconstruction dévastèrent le Sud. La crise

économique de la région culmina avec les saisies de coton par le gouvernement fédéral et l'interdiction de planter de 1866.

Le colonel Littleberry Ambrose Ellis s'associa avec le colonel Edward Hall Cunningham. Ils rachetèrent la plus grande partie des plantations de la zone. Cunningham et Ellis construisirent une sucrerie de 600 tonnes (l'*Imperial Mill*), située dans ce qui est l'intersection entre l'autoroute fédérale 90A et la Texas 6 aujourd'hui. Les deux associés établirent un contrat avec l'Etat du Texas afin d'employer des prisonniers et les associer à la main-d'œuvre des champs et du moulin. Dans les années 1890, Cunningham construisit la première raffinerie de sucre du Texas pour la canne cultivée dans son immense plantation. Il devint alors le célèbre « Roi du Sucre du Texas »<sup>1</sup>. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les champs de Sugar Land étaient toujours décrits comme :

« un marais, dans la dépression, infesté de moustiques dont les chenaux marécageux sont le

<sup>1</sup> *Sugar Land, The City of Sugar*, Charleston, Caroline du Sud, Arcadia Publishing, 2010, p. 8.



domaine des caïmans et des lianes fétides. Des repris de justice travaillent jambes nues, dans les champs de canne humides. Ils tombent comme des mouches lors des périodiques épidémies de fièvres. Les ouvriers ordinaires ne peuvent subsister dans ce lieu. Si un homme libre reste plus de deux semaines, il est soupçonné de vouloir cacher quelque chose, ne serait-ce qu'un péché par omission » [extrait de journal, sans date, archives de l'*Imperial Sugar Company*<sup>2</sup>].

Malgré une période de ruine financière due aux inondations, incendies, mauvaises récoltes et le grand orage de 1900, Cunningham posséda un total de 5 058 hectares en culture, une raffinerie reliée au chemin de fer et un petit village industriel «suffisant pour couvrir les besoins élémentaires d'une population active», avec quelques maisons et logements pour 350 à 400 repris de justice<sup>3</sup>. En 1904, on conféra à Sugar Land une population de 700 personnes, dont 400 étaient des bagnards vivant dans des baraques; les 300 restants étaient pour la plupart des temporaires. H. F. Gordon, qui travailla six mois à Sugar Land, dit dans une lettre que c'était une ville d'hommes, dont le seul lieu de loisir était le bar (saloon). La ville comptait cinq édifices: la sucrerie, trois petits hôtels et un économat (*commissary*). Vivre en famille parut impensable<sup>4</sup>.

En 1908, les terres de Cunningham furent rachetées par Isaac Herbert Kempner Sr. et William Thomas Eldridge. Ces nouveaux propriétaires voulurent transformer Sugar Land dans le sens d'un capitalisme de bien-être, en proposant pour des ouvriers et leurs familles un milieu agréable et commode. Construite en 1896, la sucrerie fut rebaptisée *Imperial Sugar*. Peu après le début du XX<sup>e</sup> siècle, les propriétaires investirent dans un

programme ambitieux mis en œuvre, qui comprit les points suivants:

1. Fournir des conditions de travail et de logement propres à attirer des familles jeunes et stables qui deviendraient par la suite des employés capables et permanents.
2. Moderniser la raffinerie pour qu'elle puisse travailler toute l'année avec l'apport de sucre brut étranger et non seulement avec la récolte locale qui supposait, ensuite, une morte saison.
3. Drainer et niveler les terres agricoles et de pâturage; aménager un système de digues pour protéger les terres des inondations du fleuve Brazos et permettre l'irrigation des cultures et tout en aménageant des lacs de retenue pour accumuler l'eau nécessaire à la raffinerie.
4. Favoriser l'agriculture et des activités industrielles suffisantes à Sugar Land pour diversifier les revenus de la communauté<sup>5</sup>.

## 2. Plan Urbain: assainissement et ségrégation

Dès le début, Sugar Land s'établit en tant que communauté indépendante. A l'époque de Cunningham et de son emploi extensif de repris de justice, le lieu se composait «de plus de 300 individus vivant dans des baraques situées sur la partie sud de la propriété». Il n'offrait que peu d'avantages aux travailleurs dont certains vivaient dans d'anciennes baraques d'esclaves abandonnées, d'autres dans des cabanes mal construites, d'autres enfin à même le sol sous les édifices ou dans les champs<sup>6</sup>. Du reste, et malgré les conditions misérables dans lesquelles il maintenait les ouvriers, le colonel Cunningham avait une maison à San Antonio, où il se rendait

souvent, mais il vivait la plupart du temps à Sugar Land, dans une grande maison de bois près de la ligne de chemin de fer du *Southern Pacific*, entre Oyster Creek et la rue Brooks. Armstrong décrit ainsi sa maison<sup>7</sup>:

«C'était un endroit en labyrinthe, agréable, avec nombre de chambres et des porches ouverts tout autour, une grande salle à manger et une salle de bal. La maison était peinte en blanc avec des clématites grimpant sur le devant. Il y avait de grands jardins avec des platanes.»

Une des initiatives de Kempner et Eldridge fut d'effacer l'image qu'avait le lieu, appelé le «trou d'enfer des Brazos» [*Hell hole of the Brazos*]<sup>8</sup>. C'est ainsi que l'on ferma le bar et le lupanar «le Mexico», situé à 1,6 kilomètre de Sugar Land. Kempner et Eldridge remplacèrent rapidement la main-d'œuvre des bagnards au fur et à mesure de l'arrivée des ouvriers sous contrat. De même, les vieilles cabanes au toit de tuile héritées de la période Cunningham furent modernisées.

Eldridge «commença une campagne pour améliorer les conditions de travail des ouvriers et transformer la cité, qui, d'un campement provisoire pour saisonniers allait devenir un lieu attractif pour des gens avec leur familles qui allaient développer une force de travail permanente et digne de confiance»<sup>9</sup>.

En 1908, les nouveaux propriétaires, avant même de finaliser leur transactions avec Cunningham, avaient déjà construit de nouveaux logements pour transférer les reclus de Cunningham, assez grands pour abriter 416 bagnards, leurs gardes, une cuisine et de l'eau d'un puits artésien<sup>10</sup>. Un journal local, daté de 1907 disait même qu'Eldridge

3 *Ibidem*, p. 26.

4 *Ibidem*, p. 36.

5 *Op. cit.* p. 74.

6 *Ibidem*, p. 26.

7 *Ibidem*, p. 28.

8 Armstrong, *op. cit.*, p. 101; *Sugar Land, op.cit.*, p. 26.

9 *Sugar Land, op. cit.* p. 26.

10 Armstrong, *op. cit.*, p. 75.

2 ARMSTRONG, R.M., *Sugar Land and the Imperial Sugar Company*, Sugar Land, Texas, 1991, p. 25.



Sugar Land. Vue aérienne des anciennes demeures des esclaves (Quarters), années 1920



Zone commerciale de Sugar Land



Sugar Land en 1927

avait des plans pour construire ce qui devait être par la suite :

« le meilleur édifice du Texas pour loger les bagnards du lieu. Un hôpital bien équipé était relié à l'édifice et on allait construire deux « natatoriums » de béton, conçus pour des plongeurs en eau froide ou chaude. De fait, on a voulu que cette plantation soit un modèle dans tous les aspects »<sup>11</sup>.

Avant l'achat par Kempner et Eldridge, les maisons étaient réparties en deux zones : la partie anciennement attribuée aux esclaves et bagnards, les quartiers esclaves (*Quarters*), plus tard rebaptisée *Mayfield Park*, et la zone la plus élevée de la cité, appelée *The Hill* (aujourd'hui *Second Street*), où vivaient les gérants à l'époque de Cunningham, dans des maisons construites dans les années 1890, le premier quartier blanc de Sugar Land, qui, en général échappait aux fortes pluies et fréquentes inondations du fleuve Brazos.

Kempner et Eldridge créèrent deux autres quartiers - *Imperial Boulevard* et *The Flats*. En 1918, l'école primaire fut construite et agrandie en 1931<sup>12</sup>. Par la suite, ils investirent dans le dragage et le contrôle des eaux pour atténuer les inondations<sup>13</sup>. Dans sa grande majorité, la construction des maisons familiales fut menée par Gus Ulrich, un des premiers jeunes employés appelés par Kempner et Eldridge, qui devint l'assistant personnel de Eldridge. Ulrich fit venir des amis et des membres de sa famille à Sugar Land, décrits comme des gens « solides, conservateurs et travailleurs », d'ascendance allemande et tchèque<sup>14</sup>.

Jusqu'aux années 1950, la presque totalité des 5 085 hectares de Sugar Land appartenaient à l'*Imperial Sugar*, à l'exception de la partie droite,

11 *Ibidem*.

12 *Sugar Land*, *op. cit.* p. 8.

13 *Ibidem*, p. 27.

14 *Armstrong, op. cit.*, p. 77.



propriété des chemins de fer du *South Pacific*, qu'une ligne traversait d'est en ouest. Vers 1917, l'entreprise fournit déjà près de 400 logements pour une population de 1 200 personnes. Les rues furent pavées de gravats avec des trottoirs et des fossés de béton et de gravier trituré. Des bancs en ciment furent installés tout au long des deux côtés de toutes les rues. L'urbanisme de la cité, avec la raffinerie, les différents bureaux et les boutiques du centre, permit à chacun de se déplacer commodément à pied le long des rues qui couvraient une distance de 1,6 kilomètre d'un bout à l'autre de la ville.

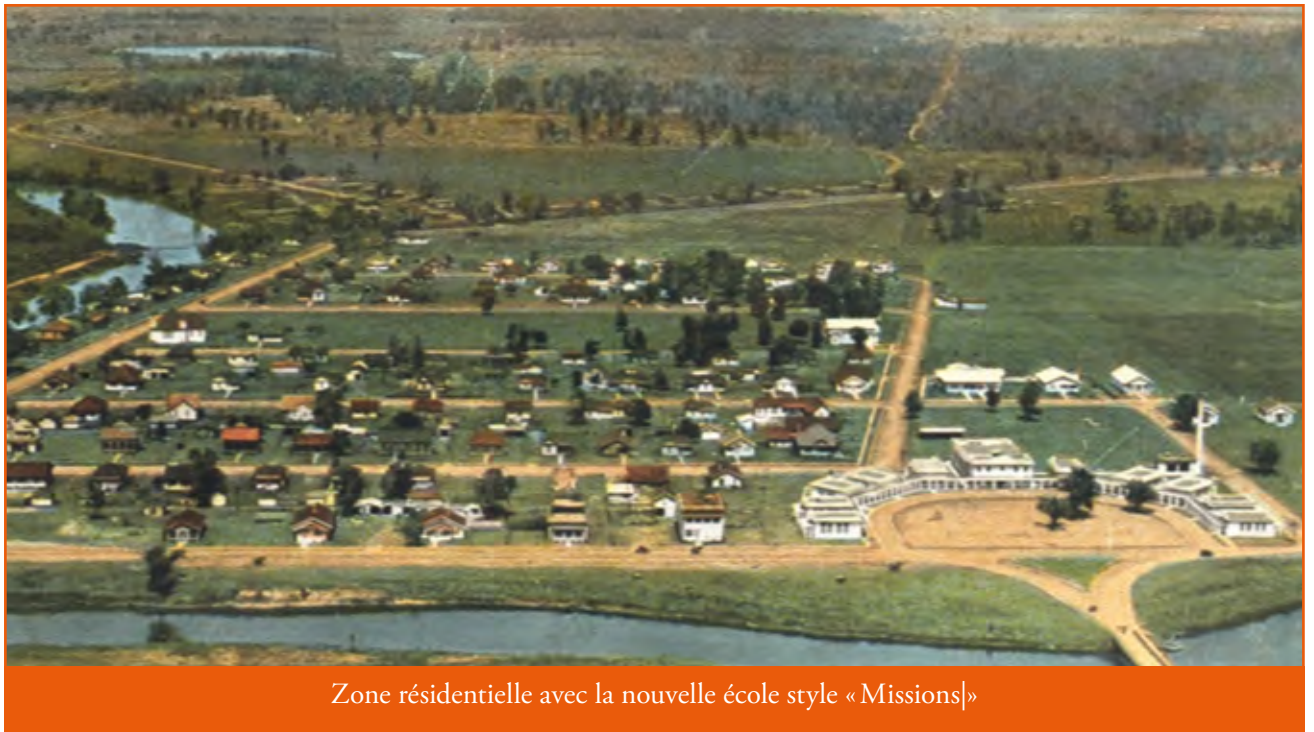
En peu d'années, la population se stabilisa avec une répartition de 50 % de Blancs, 25 % de Noirs et 25 % d'Hispanos environ. Du côté « blanc » de la cité, les maisons avaient une, deux ou trois chambres, avec salle de bains, adduction d'eau, électricité, gaz et fosses septiques. Chaque maison avait une cour, « suffisamment grande pour servir de jardin ». La plus grande partie des maisons datèrent des années 1908-1930.

L'immeuble des bureaux, construit plus haut que les maisons pour éviter les inondations, abrita les emplois administratifs, une banque, les postes et un guichet de la *Western Union*.

### 3. La vie quotidienne dans la cité sucrière

En 1901, sous l'égide de Cunningham, on trouva à peine « trois femmes blanches » à Sugar Land, toutes trois épouses d'employés de l'usine. M. R. Wood témoigna que :

« sans doute, le nom de Sugar Land, en ces jours, nous était familier : "le trou de l'enfer des Brazos", et c'était ainsi. C'était un endroit chaud où la température atteignait les 30 degrés et plus, et nos ouvriers du moulin et de la raffinerie étaient des bagnards ou des anciens bagnards. Jamais je n'ai tenté de sortir de l'usine après le coucher du soleil sans mon arme attachée à mon côté. Par chance, je n'ai jamais eu l'occasion de



Zone résidentielle avec la nouvelle école style « Missions »



L'École, style « Missions »

m'en servir. » (Lettre manuscrite, Archives de l'*Imperial Sugar Company*)<sup>15</sup>.

En 1909, de par la volonté de Kempner et Eldridge, la grande maison, antérieure à la guerre civile, de Thatcher Plantation, fut déplacée à Sugar Land pour servir d'hôtel et chambres d'hôtes. On l'appela *The Imperial Inn* qui fonctionna jusqu'en 1946, date à laquelle elle fut détruite par un incendie.

On distribuait tous les jours le lait devant les maisons de Sugar Land<sup>16</sup>. Avant que les réfrigérateurs ne se répandent, on livrait des blocs de glace dans des caisses prévues à cet effet dans la partie arrière des maisons, si le résident avait laissé une carte à la fenêtre indiquant la quantité désirée. Un homme en petite charrette, qui parcourait les rues en agitant sa clochette, livrait des fruits et des légumes. Chaque jour, un autre avec sa charrette tirée par une mule assurait le ramassage des ordures fait par la porte arrière des maisons. Une sirène annonçait les changements d'équipes à six heures, à midi, à 13 heures et à 18 heures, et on pouvait l'entendre de toutes parts.

L'entreprise prit soin d'entretenir les maisons. Un personnel d'entretien comprit un menuisier, un peintre en bâtiments, un plombier, un électricien et deux ouvriers pour que toutes les propriétés de

15 ARMSTRONG, *op. cit.*, p. 37.

16 *Ibidem*, p. 81.

l'entreprise restent toujours en bon état<sup>17</sup>. Pour embellir les terrains, on poussa les résidents à planter des arbres et des fleurs. Tous les ans, on distribua des prix pour les jardins les mieux fleuris et un club de jardiniers s'organisa<sup>18</sup>.

Vers 1897, un professeur enseigna dans une école à classe unique au coin de la Seconde rue et de la rue Wood. Elle servit d'église en fin de semaine. En 1913 et 1914, quatre professeurs avaient en charge cinq années du cycle primaire et cinq du cycle secondaire. Mary Anna Wood fut la directrice surintendante. En 1915, l'école s'agrandit avec désormais deux salles. Les enfants noirs s'accommodèrent encore d'écoles séparées. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on comptait trois écoles pour les Noirs, *Sugar Land Colored School* incluse. En 1897, elle fut ouverte et rebaptisée plus tard M. R. Wood, qui fut le premier président du conseil scolaire de Sugar Land<sup>19</sup>.

En 1901, M. R. Wood se rendit à Sugar Land, en tant que chimiste en chef de la raffinerie encore sous la direction de Cunningham. Les associés Kempner et Eldridge le mandatèrent pour aller en Californie visiter une école considérée comme l'une des meilleures du pays et la reproduire à Sugar Land<sup>20</sup>.

«M. Wood dessina une école inspirée par le style des Missions (*Mission Revival*) – un genre de campus avec un auditorium au centre du complexe scolaire semi-circulaire, avec onze édifices autour, de style *cottage*, correspondant à des niveaux d'enseignement différent. Ils étaient reliés entre eux par des passages couverts et chacun comprenait une salle de classe et des toilettes. Il disposait d'un système de chauffage central pour les grands froids. Inauguré en 1917,



le magasin Imperial Mercantile, fondé en 1908, et la raffinerie

l'auditorium, d'une capacité de 500 personnes, devint aussi le centre social de la communauté et accueillit des bals et autres manifestations sur la terrasse du toit »<sup>21</sup>.

On y projetait des films muets deux fois par semaine.

#### 4. Equipements de la Cité du sucre.

En 1917, le Docteur Samuel Gayle Deatherage ouvrit un dispensaire au-dessus du local où se

trouvait la pharmacie, proche de l'usine. Il fut attiré à Sugar Land pour travailler comme médecin dans le système pénitencier de l'Etat du Texas. On comptait alors 400 maisons à Sugar Land. En 1990, les logements étaient toujours occupés<sup>22</sup>.

Du côté ouest de la ville, dans la courbe que fait l'Oyster Creek, où se trouvaient les anciennes baraques des esclaves, on construisit plus tard un ensemble de logements pour les descendants des Africains et des Hispanos. Les maisons furent plus petites, avec deux et trois chambres, mais au début,

17 *Ibidem*, p. 79.

18 *Ibidem*, p. 79.

19 *Sugar Land, op. cit.*, p.55.

20 *Armstrong, op. cit.*, p. 87.

21 *Sugar Land, op. cit.*, p.55.

22 *ARMSTRONG, op. cit., Sugar Land, op. cit.*



sans électricité, ni gaz, ni eau courante à l'égal du quartier des « Blancs », rien qu'un robinet sur le porche de derrière. Dans les années 1950, toutes les maisons de cette zone, connue sous le nom de *Quarters*, furent remplacées par des constructions de brique et de bois.

A l'époque de Cunningham, le marché de l'*Imperial Mercantile Company* fut un petit édifice de terre battue, sur une structure en fer, et surélevé de 1,2 mètre pour éviter les inondations. On en quadrupla la surface, le surmontant d'un deuxième étage, puis d'un troisième avec ascenseur. Avec le temps, il devint le plus grand magasin entre Houston et San Antonio. Au premier étage, on vendait les comestibles, les tissus, les produits secs, les chaussures, l'électroménager et les outils, les compléments pour l'agriculture, les fertilisants et les munitions. Le deuxième étage mettait en vente les meubles, les objets domestiques de taille et au troisième, des choses aussi diverses que les landaus et les corbillards<sup>23</sup>.

## 5. Les changements et la formation de patrimoine industriel

En 1928, la culture de la canne cessa. L'enrichissement fut tel que la cité passa de moins de 2 000 habitants aux actuels 84 511 résidents. Du fait de l'expansion de Houston, la cité patronale modèle changea complètement au cours du temps : les maisons et les petits lots de terrains furent vendus et les employés des industries locales allèrent s'installer dans une nouvelle subdivision de la ville appelée *Imperial Estates*. Fin décembre 1959, la cité patronale fut rattachée à la ville. On lui affecta un centre civique et de nouveaux types de constructions. Ce qui avait été un jour décrit comme une zone marécageuse semi-tropicale et partiellement arborée « tout juste bonne pour de



Sugar Land, ville d'entreprise modèle années 1940

petits groupes d'indiens nomades » est aujourd'hui une zone de maisons de la périphérie urbaine, dont la plus grande partie date des années 1970 et 1980.

Depuis 2002, avec la fin des activités de la raffinerie, le lieu resta quasiment vide, à part un édifice qui fut occupé par le Centre du patrimoine de Sugar Land (*Sugar Land Heritage Foundation*). En 2007, la *Johnson Development Corporation* chargea l'entreprise *TBG Partners*, établie au Texas, de proposer un plan de gestion du site sur les 263 hectares qui entouraient la zone industrielle. Le projet proposa de réutiliser le patrimoine industriel de l'*Imperial Sugar* en y incluant les grands hangars industriels. De plus, on envisagea des boutiques, un hôtel, des restaurants, des bureaux, des logements, 95 hectares de parcs et jardins. Début 2010, des travaux de démolition furent entrepris sur une partie de l'ancienne raffinerie. En décembre de la même année, on rasa quelques édifices. La municipalité de Sugar Land organisa une réunion publique et demanda des modifications par rapport au projet

original, comme, par exemple, une diminution notable du nombre d'appartements de luxe.

Sugar Land, spatialement intégrée à Houston aujourd'hui, est le plus souvent perçue comme une simple extension métropolitaine. Elle manque de données sur son passé et ne dispose d'aucune documentation à partir de laquelle organiser sa valorisation, tout comme les villes patronales qui perdirent progressivement la mémoire, donc leur identité. Les raisons pour la conservation des édifices industriels et les meilleures orientations pour la réhabilitation de ces structures sont toujours des questions fondamentales et irrésolues à ce jour. Alors que la réutilisation pour d'autres usages est devenu le jargon habituel de ceux qui ont transformé des vieux édifices industriels en centres commerciaux et copropriétés à la mode, le patrimoine industriel constitue également une nouvelle plate-forme de création qui motive architectes et urbanistes et tous ceux qui se soucient de la préservation du patrimoine.

23 ARMSTRONG, *op. cit.*, p.81.

## BIBLIOGRAPHIE

- ARMSTRONG, R. M., *Sugar Land and the Imperial Sugar Company*, Sugar Land, Texas, 1991.
- BETTYE, J. A., « Sugar Land, TX », *Handbook of Texas Online* <http://www.tshaonline.org/handbook/online/articles/hfs10>, consulté 08/1/2015. Téléchargé le 15/6/2010. Publié par *the Texas State Historical Association*.
- BLUME, H., *Geography of Sugar Cane*, Berlin, Verlag Dr. Albert Bartens, 1985.
- BRADLEY, D. A., *The Evolution of a Sugar Cane Plantation Landscape*. 1986. Thèse (master of Landscape Architecture). University of Tennessee, Knoxville, USA, 1986.
- BUTLER, W.E., *Down among the Sugar Cane: The Story of Louisiana Sugar Plantations and their Railroads*, Baton Rouge, Louisiane, Moran Publishing, 1980, 266 p.
- CAMARGO, A.C., *Conservação de Energia na Indústria do Açúcar e do Alcool*, Instituto de Pesquisas Tecnológicas (IPT) : São Paulo, 1990, 796 p. (référence thèse Pellegrini, 2009).
- CAMPAGNOL, G., « Usinas de Açúcar: Formação e Transformação de seu Espaço », *Arqueologia Industrial* (Revue de l'association portugaise du patrimoine industriel), Vila Nova de Famalicão, Portugal, v. IV (1-2 2008) : 73-96 (a).
- CAMPAGNOL, G., *Assentamentos Agroindustriais*, São Carlos, Rima Editora, 2004.
- CAMPAGNOL, G., *Usinas de Açúcar: Habitação e Patrimônio Industrial*. (thèse de doctorat). Université de São Paulo, São Carlos, 2008 (b).
- CARLI, G. de, *Gênese e Evolução da Indústria Açucareira em São Paulo*, Rio de Janeiro, Irmãos Pongetti, 1943.
- KANE, H. T., *Plantation Parade: The Grand Manner in Louisiana*, New York, Bonanza, s/d. [1<sup>ère</sup> Ed., William Morrow and Co, 1949, 342 p.].
- KINGSLEY, K., *Buildings of Louisiana*, New York, Oxford University Press, 2003, 544 p.
- LASATER, Dale, *Falfurrias*, College Station, Texas, The Texas A&M Press, 1985, p. 58.
- PATERLINI DE KOCH, O., « Company Towns of Chile and Argentina. » in Garner, J. S. (dir.), *The Company Town: Architecture and Society in the early Industrial Age*, New York, Oxford University Press, 1992, p. 207-232.
- PATERLINI DE KOCH, O., *Pueblos Azucareros de Tucumán*, Série Tipologías Arquitectónicas, Poblados industriales [Tucumán], Editorial del Instituto Argentino de Investigaciones de Historia de la Arquitectura y del Urbanismo, [1987].
- PERKINSON, Robert, *Texas Tough: The Rise of America's Prison Empire*, Picador USA, ISBN 978-1-429-95277-4, 2010, p. 105.
- REHDER, J. B., *Delta sugar: Louisiana's Vanishing Plantation Landscape*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1999, 376 p.
- SILVA, F.C., Cesar, M. A. A., Parazzi, C et al., « Influência do tempo decorrido após queima, corte e transporte sobre as características tecnológicas da cana-de-açúcar. », *Pesquisa Agropecuária Brasileira*, V. 29, N.4, April 1994, p. 561-570.
- SITTERSON, J. C. *Sugar Country: The Sugar Cane Industry in the South, 1735-1950*, Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1973. (Lexington, University of Kentucky Press, 1953).
- Sugar Land Heritage Foundation*, [http://slheritage.org/heritage\\_foundation\\_collection.html](http://slheritage.org/heritage_foundation_collection.html)
- Sugar Land Vision 2025*.
- Sugar Land, The City of Sugar*, Images of America, Charleston, Caroline du Sud, Arcadia Publishing, 2010, 128 p.
- Texas Industrial Commission* : Central Information Source for All of Texas, General Community Profile on Sugar Land, daté du 1/2/ 1979. HA730S93T481979.
- WALKER, Donald R., « Convict Lease System », *Handbook of Texas Online* <http://www.tshaonline.org/handbook/online/articles/jnc01>, Consulté le 8/5/2015. Téléchargé le 12/6/2015. Publié par *the Texas State Historical Association*.





Façade de Pedro de Valdivia

# LES VILLAGES DU SALPÊTRE (CHILI)

VALENTINE ALDEBERT

MASTER TPTI (TECHNIQUES, PATRIMOINES, TERRITOIRES DE L'INDUSTRIE),  
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE, UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON-SORBONNE

Le salpêtre (nitrate de sodium,  $\text{NaNO}_3$ ) est présent sous forme naturelle dans le désert du Nord du Chili, entre la cordillère des Andes et la cordillère de la côte. Sa formation est due à une aire d'accumulation d'eau, de sédiments et de sel, évaporée il y a 30 millions d'années : le sel non-dissous forme le *caliche* (matière première). Le *caliche* a été exploité de Pisagua à Taltal (distants environ de 700 km), sur une bande de 30 km de large, entre 800 et 1200 m d'altitude.

Avant d'aborder l'étude des villages du salpêtre, il faut présenter l'industrie du salpêtre. Dans la région de Tarapaca, les débuts de cette exploitation remontèrent aux années 1820 et elle suivit celle plus ancienne du guano, également un engrais. Le premier système employé fut celui des *paradas*, du fait que les sites d'exploitation ne duraient que le temps d'épuiser la ressource et se déplaçaient ensuite<sup>1</sup>. Ce système, très sommaire, s'adapta à des terrains à forte teneur en nitrate (de

50 à 70 %). Après un concassage manuel, le *caliche* était lixivé dans des cuves en cuivre<sup>2</sup> contenant de l'eau en ébullition, était ensuite cristallisé puis séché. Le produit raffiné (*salitre*) était alors amené à dos d'âne vers les lieux d'exportation : la première mention d'un chargement de salpêtre chilien en destination de l'Europe remonte à 1830<sup>3</sup>, dans le port d'Iquique. Plus tardivement, l'exploitation du salpêtre se développa dans la région d'Antofagasta, ainsi que la mise en place de lignes de chemin de fer (années 1870).

On remarque alors la mise en place d'un véritable complexe technique composé des lieux d'extraction du caliche (*calicheras*), des lieux de vies (campamentos et oficinas), des lieux d'élaboration et de transformation du salpêtre (*faenas*), des moyens de transports et enfin des ports d'exportation. L'industrie du salpêtre évolua grâce à un nouveau système en 1876, le système *Shanks* inventé par le

chimiste Don Santiago Humberstone. Ce système, plus perfectionné, utilisa la vapeur dans le processus de lixivation et fut beaucoup plus mécanisé. Il permit l'exploitation de *caliche* à moins forte teneur en nitrate (de 20 à 50 %). La crise de 1929 ainsi que la découverte du nitrate synthétique par des chimistes allemands Fritz Haber et Carl Bosch en 1930 affaiblirent l'industrie du salpêtre chilien. Néanmoins les efforts pour la maintenir persistent encore, comme le prouva la création d'un nouveau mode d'exploitation, appelé système Guggenheim (*caliche* de très faible teneur et lixivation à 40°C), mis en place dans deux *oficinas* : Pedro de Valdivia et Maria Elena.

## 1. Organisation générale d'un village du salpêtre

Le village du salpêtre s'inscrit dans un territoire vaste<sup>4</sup> et désertique, désigné sous le terme de *Norte Grande* (en référence à l'œuvre d'Andrés Sabella, du même nom). Plus particulièrement,

<sup>4</sup> Compris entre la région de Tarapaca et d'Antofagasta.

<sup>1</sup> En espagnol, *una parada* signifie un arrêt.

<sup>2</sup> Ce procédé a également été utilisé dans le traitement de l'argent au cours des siècles antérieurs.

<sup>3</sup> «D'après un document officiel que m'a montré M. BELFORD, Wilson, il paraîtrait que la première exportation de salpêtre vers l'Europe ait eu lieu en juillet 1830, pour le compte des Français, dans un bateau britannique», Charles Darwin, *Geological Observations on South America* (1846).



le village du salpêtre appartient à un espace bien défini, résultat d'une construction sociale, la *Pampa salitrera*<sup>5</sup>. Cette dernière joua un rôle majeur dans la manière de percevoir les conditions d'existence des travailleurs du salpêtre, et participa à la construction de leur identité.

Les villages du salpêtre furent répartis en différentes pampas et en cantons (*cantones salitreros*). Le sociologue Sergio Gonzalez Miranda définit ainsi le canton :

« Un système territorial spontané qui s'est formé pendant le cycle d'expansion du salpêtre, où un groupe d'*oficinas* de diverses compagnies du salpêtre établirent des relations économiques et sociales stables entre elles, avec une ville de services et un port d'embarquement, développant des flux denses de biens et de personnes de caractères urbains. Ses habitants partagèrent une identité locale temporelle en relation avec ce territoire. Les cantons avaient une durée associée à la quantité et à la qualité des dépôts de *caliche* existant dans leurs pampas et à la complexité de son développement urbain »<sup>6</sup>.

Cependant, comment définir le village du salpêtre? L'intitulé «les villages du salpêtre»

5 «Le désert est un territoire, c'est de la géographie; la pampa, c'est une communauté, un espace socialement construit. Le désert est universel, la pampa est temporaire et spécifique», d'après GONZALEZ MIRANDA, Sergio, «Habitar la pampa en la palabra: la creación política del salitre», *Revista de ciencias sociales*, 13, 2003.

6 «Une mise en place territoriale spontanée, qui s'est formée pendant le cycle de l'expansion du nitrate, où un groupe d'unités d'exploitation de plusieurs compagnies du salpêtre établirent des relations économiques et sociales stables entre elles, avec un village de services et un port d'embarquement, développant ainsi des flux denses de biens et de personnes aux caractéristiques urbaines. Leurs habitants ont partagé une identité locale temporaire en relation avec ce territoire. Les "cantons" avaient une durée en fonction de la quantité et la qualité des filons de salpêtre existants dans les pampas et compte tenu de la complexité du développement urbain », *La sociedad del salitre. Protagonistas, migraciones, cultura urbana y espacios publicos 1870-1940*, 2013, p. 231.



Vue de la place centrale de l'*oficina* Humberstone, photo prise depuis la *torta de ripios*



Campamento Don Guillermo : ruines des logements en enfilade (la surélévation correspond à aux entrées)

suppose qu'il en existe différents types, éparpillés dans la *pampa*. C'est ici que réside en réalité toute la difficulté de l'étude. Bien souvent, on définit le village du salpêtre par ses composants : des installations industrielles, des équipements et des habitats, une division fonctionnelle. Cette définition correspond à celle de l'*oficina salitrera*<sup>7</sup>, comparée au modèle de la *company town* (cité patronale) américaine. En effet, le même contrôle « paternaliste » exista sur les employés et les ouvriers, comme en témoignaient les règlements de chaque *oficina*, et à travers la forte division sociale dans le modèle urbain. Cependant, il serait erroné de considérer l'*oficina* comme la définition exacte du village du salpêtre. Outre la hiérarchisation sociale entre les habitats dans l'*oficina*, il exista une hiérarchisation entre l'*oficina* au sens strict, liée directement aux installations industrielles du salpêtre, et le *campamento*, souvent lié à l'extraction du *caliche*. Le *campamento* est un groupement d'habitats (un village donc), mais en marge de l'aire d'élaboration du salpêtre (*oficina*). Il présenta souvent des conditions de vie plus rudes, des installations plus rudimentaires<sup>8</sup>. On pourrait citer l'exemple du *campamento* Don Guillermo, inclus aujourd'hui dans la zone tampon des *oficinas* Humberstone et Santa Laura, inscrits depuis 2005 à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.



« Banda musical » d'une oficina du système Shanks

Il y a donc une pluralité de formes de villages du salpêtre, et leurs configurations (ainsi que leur mode de construction) évoluèrent avec la succession des systèmes d'élaboration (*Paradas, Shanks et Guggenheim*). Ainsi qu'en 1925, une grande réforme de l'habitat se développa et se poursuivit dans les années 1930<sup>9</sup>. *Le Manual practico de los trabajadores en la pampa salitrera* (1930) insista sur cette évolution : « La maison de calamine, qui durant les années passées constituait le prototype de l'habitat *pampino*, a été remplacée par une construction moderne en béton ou en adobe dont la supériorité est indiscutable ».

D'une façon générale, le village du salpêtre se caractérisa donc par une délimitation très claire de l'espace. Il exista des secteurs d'habitat pour les membres de l'administration, les employés et les ouvriers. Certaines maisons ne furent pas dotées de salles de bains et de cuisine. Le matériel utilisé dans la construction varia entre le bois (souvent la structure), la calamine (utilisée comme revêtement), l'adobe, le béton armé et le *costron*<sup>10</sup>. Les travailleurs célibataires, logèrent dans des dortoirs appelés

*buques* (dotés de salles d'eau collectives), entourés d'un mur les isolant du reste de l'*oficina* durant la nuit (les ouvriers étaient réputés agressifs).

Autour de la place centrale, on regroupa les équipements collectifs : école, théâtre, église, cantine, *pulperia*. Espace socio-économique de grande importance, il faut s'attarder sur cette dernière. La *pulperia* était un magasin appartenant au dirigeant de l'*oficina*, où les travailleurs échangeaient des bons reçus en paiement (les *fichas*<sup>11</sup>) contre les denrées de base. Ce système, qui fait encore débat aujourd'hui, assura un vrai contrôle financier sur le travailleur du salpêtre, d'autant plus que la *pulperia* se trouvait en situation de monopole. On considère aujourd'hui celle-ci comme l'extension du processus économique du salpêtre destiné à la captation de plus-value sur le travail de l'ouvrier<sup>12</sup>.

L'autre bâtiment caractéristique du village du salpêtre fut le théâtre, aussi présent dans les ports d'exportation, tels que Pisagua ou Iquique. Il participa à la socialisation des travailleurs des *salitreras*. Ainsi, une publication du *El Despertar*, daté du 16 septembre 1917, indiqua :

« Ce cadre en s'organisant, impose la mission d'amener à la scène théâtrale, quelques drames du répertoire moderne, avec lesquels aider à élever le niveau moral et intellectuel des travailleurs, en fournissant les moments d'expansion et de joie qui dissipent en partie les fatigues des rudes tâches »<sup>13</sup>.

7 « Ces établissements furent conçus comme un moyen de production, en recherchant la plus grande concentration de capital et de travail nécessaire à l'extraction et la transformation des ressources, et organisés de façon autonome sur le territoire. Chaque unité d'exploitation disposait d'installations industrielles, d'équipements et d'habitations, une division fonctionnelle qui annonçait déjà les caractères de la ville moderne qui plus tard adopta ceux de la Charte d'Athènes », d'après GARCÉS FELIU, Eugenio *Las ciudades del salitre. Un estudio de las oficinas salitreras en la region de Antofagasta*, 1999.

8 « [...] là où la matière première se présente en filons séparés [...], alors il n'est pas besoin d'élever pour 100 ou 200 ouvriers, des campements isolés dont la durée se limite à la courte période d'exploitation de ces terrains », *Manual practico de los trabajos en la pampa salitrera* (1930).

9 En 1934, l'*oficina* La Palma devient l'*oficina* Humberstone, présentant de nettes améliorations dans les modes de constructions.

10 Le *costron* est un matériel secondaire de l'extraction du caliche, d'une teneur en nitrate de 16-18%. On le retrouve par exemple dans le village de Pampa Union.

11 D'après Sergio Gonzalez MIRANDA, « L'argument des *salitreras* pour le non-abandon de la *ficha* dû aux difficultés d'obtenir de la monnaie en brut était, sans doute, une excuse pour maintenir réellement le monopole de la *pulperia* », *Hombres y mujeres de la Pampa. Tarapaca en el ciclo de expansion del salitre*, 2002, p.135.

12 MIRANDA, Sergio Gonzalez, *ibid.* L'auteur indique une valeur de 10% du salaire de l'ouvrier, voire jusqu'à 50% dans des cas extrêmes.

13 d'après GONZALEZ MIRANDA, Sergio, *La sociedad del salitre. Protagonistas, migraciones, cultura urbana y espacios publicos 1870-1940*, 2013.





### 3. Chacabuco, la plus grande *oficina* du système *Shanks*, et un double lieu de mémoire

En 1924, la Compagnie anglaise *Lautaro Nitrate Company Limited* fonda l'*oficina* Chacabuco dans le canton central. Il s'agissait de la plus grande *oficina* du système *Shanks*, capable de produire 150 000 tonnes métriques de salpêtre par an. Elle fut considérée comme une «*oficina* modèle», en partie par sa configuration urbaine.

Le complexe s'organisa autour de la place centrale de 50 mètres de côté, entourée d'équipements collectifs tels que le théâtre, la *pulperia*, l'école, la boulangerie, la *filarmónica*. Le troisième côté de la place donna sur des installations industrielles<sup>21</sup> (*canchas de salitre* et 250 *bateas* de cristallisation) tandis que le quatrième donna sur une série de maisons d'employés (tangents à la rue Coquimbo, principal axe est-ouest du complexe). L'administration et d'autres habitats d'employés et de techniciens supérieurs se trouvaient à l'est, tandis que le quartier ouvrier se concentrait à l'ouest. Des équipements de la place s'organisèrent : l'aire d'opérations du chemin de fer, avec tous les édifices concernés (comme l'atelier de réparation) au sud. S'agissant du quartier ouvrier, ce dernier fut basé sur un tracé en damier est-ouest et nord-sud, avec des rues de 13 m de large. Les façades (en adobe) des ensembles s'ouvraient sur les rues nord-sud, garantissant l'orientation est - ouest. Le toit à deux pans garantissait une zone d'ombrage. Le sol était en terre battue. Les ensembles, de forme carrée, avec des mesures approximatives de 45 sur 45 m et 35 sur 45 m, étaient composés généralement de deux blocs d'habitat accolés. Le patio était de même divisé en deux. Ce qui attire l'attention est la totale absence de services d'hygiène, malgré l'existence d'une grande batterie de bains publics au centre du quartier ouvrier. En effet, l'ère des grandes réformes d'habitat des villages du salpêtre s'annonça.



Plan général de Chacabuco

décret rendit les concessions de Pampa Union caduques. Même si un comité de défense fut créé (*comité pro- mejoramiento pueblo de Union*), demandant un décret d'existence officielle et des services de base efficaces (Pampa Union n'a jamais existé légalement du point de vue de l'Etat et sa population ne dispose pas d'eau potable)<sup>20</sup>, le

village dépérit suite au séisme de 1929, et jusqu'à son démantèlement en 1954.

Le village, dénommé *Ruinas de Pampa Union* selon le Décret Suprême n° 716 du 17 octobre 1990, est considéré aujourd'hui comme un Monument Historique et inclus dans un plan de limite d'aire de protection datant du 23 avril 2008.

19 [...] d'infernal antre du vice, de vil lieu de corruption et de pernicieux bordel du désert», d'après Hernan Rivera Letelier, *Fatamorgana de amor con banda de musica*, 1999.

20 L'eau est amenée par l'entreprise de chemin de fer FCAB.

21 Un peu plus loin se situaient les chaudières et l'appareil de lixivation, composé de 36 *estanques*.



En 1938, la production cessa, suite à la crise que connut le nitrate naturel. Il s'ensuivit une période de détériorations, mais l'état de conservation resta correct. Le 26 juillet 1971, de par son importance, le village fut déclaré Monument National par le gouvernement de l'Unité Populaire, à partir du décret n° 1749 du Ministère de l'Éducation Publique. En 1973, toutefois, Chacabuco se vit à nouveau peuplée par les militaires de Pinochet qui transformèrent le site en camp de concentration<sup>22</sup>, pendant trois ans. Désertée par l'armée, la restauration de Chacabuco fut entreprise dans les années 1990 par le *Goethe Institut* qui mit en valeur la place et le théâtre (une première restauration eut lieu entre 1992 et 1993). En 1997, la *Filarmonica* se trouvait de plus dans un état avancé de reconstruction. Depuis 2005, Le site est géré par la *Corporacion Museo del salitre Chacabuco* qui tente de promouvoir ce lieu représentatif de l'épisode du salpêtre chilien, mais également de mettre en lumière un épisode difficile de l'histoire nationale. Chacabuco est sans conteste un double lieu de mémoire.

#### 4. Les villages de Maria Elena et Pedro de Valdivia, nouveaux modèles d'habitat d'une industrie sous influence américaine

Maria Elena et Pedro de Valdivia se trouvent toutes deux dans le canton del Toco, reliées au port de Tocopilla par la branche nord du chemin de fer longitudinal (*Ferrocarril Longitudinal*). L'histoire de Maria Elena débuta en 1924, lorsque l'entreprise américaine *Guggenheim Brothers* racheta des propriétés à l'*Oficina Coya Norte* (domaine de la *Anglo-Chilean Nitrate and Railways C<sup>o</sup>*), ce qui lui assura le contrôle du chemin de fer unissant le canton au port de Tocopilla. L'entreprise organisa,



Plan général de Maria Elena



Plans de maisons ouvrières à Chacabuco

à partir de ses acquisitions, la *Anglo-Chilean Consolidated Nitrate C<sup>o</sup>*.

A partir de ce moment débuta la construction en 1925 de la zone industrielle et d'habitat, d'après les plans de l'ingénieur A. Wilcox. En 1926, la planta industrial produisit, grâce au nouveau procédé d'élaboration Guggenheim, 600 000 tonnes métriques annuelles, soit quatre fois plus que la production de Chacabuco.

En 1929, la construction de Pedro de Valdivia, quant à elle, fut décidée en pleine période de crise du salpêtre<sup>23</sup> par l'entreprise *Lautaro Nitrate C<sup>o</sup>. Ltd.*, dirigée par l'ingénieur Paul Kruger. Tout comme Maria Elena, on estima la production de son aire industrielle à 600 000 tonnes métriques annuelles.

<sup>22</sup> Un des prisonniers de Chacabuco en 1973 avait soutenu en 1971 l'inscription du bien en tant que Monument National.

En 1950, les deux entreprises fusionnèrent: la *Compania Salitrara Anglo - Lautaro*, devenue en 1968 l'entreprise étatique *Sociedad Quimica y Minera de Chile* (SOQUIMICH), privatisée en 1988. Encore en activité de nos jours, elle exploite l'iode, produit dérivé du salpêtre, à Pedro de Valdivia et Maria Elena.

Cependant, seule l'activité industrielle demeura à Pedro de Valdivia, le campement ayant fermé le 30 avril 1996, par souci d'économie. On transféra la plupart des travailleurs à Maria Elena, comme cet article collectif l'indique:

«Récemment, après la fermeture de Pedro de Valdivia, ceux qui arrivent à Maria Elena, le dernier refuge, sentent qu'ils entrent dans un village nitrier de seconde catégorie: Maria Elena été un essai, elle fut le brouillon qu'ils ont fait avant de construire Pedro de Valdivia... tous les ans on repeignait Pedro de Valdivia».

Pour ces exilés, séparés par une frontière imperceptible de quelques 30 kilomètres, il s'agit de mourir un peu: arriver à «Marie Poussière» c'est s'installer dans les maisons qui restent»<sup>24</sup>.

Malgré ce jugement, l'étude de la configuration urbaine de Maria Elena est néanmoins primordiale dans la compréhension du concept de «Bien-être social intégré»<sup>25</sup>, propre à l'industrie du salpêtre sous influence américaine. Ce principe fut suivi de près, et renforça même, la « culture du travail » du salpêtre, «autodéfinition locale du *pampino* et de la *pampina* face à l'universel



Plans de maisons du « secteur américain » à Maria Elena

de l'ouvrier»<sup>26</sup>. Ce qui demeure remarquable dans la configuration urbaine de Maria Elena fut son organisation octogonale, formée de quatre grands côtés et de quatre moindres côtés. Des côtés mineurs surgissaient des diagonales qui rejoignaient la place. Des côtés majeurs furent tracés deux paires d'axes parallèles, tangents à la place.

Cette géométrie organisa les différents quartiers: l'emplacement A correspondait au secteur américain, le campement B au secteur des employés et l'espace C à l'installation des ouvriers. Le programme d'habitat fut diversifié. L'accès à l'eau et à l'électricité gratuit fut garanti par la Compagnie: «Las casas de los obreros no tenían luz durante el día. A partir de las seis de la tarde se les entregaba el servicio hasta las siete de la mañana»<sup>27</sup>. L'entreprise se soucia également de l'hygiène de vie

23 La production est d'ailleurs paralysée entre novembre 1932 et août 1934.

24 RODRIGUEZ, J.C.; MIRANDA, P. et MEGE, P., « Réquiem para Maria Elena: Notas sobre el imaginario de los ultimos pampinos », dans *Estudios Atacameños*, n°30, 2005, p.149-167.

25 «Un concept global qui prenait en compte tout ensemble l'hygiène, les loisirs et les espaces sportifs, tout comme les espaces destinés aux activités culturelles qui jouèrent un rôle significatif dans la construction de la sociabilité qui s'était formée dans la pampa du salpêtre».

26 GONZALEZ MIRANDA, Sergio, *ibid.* (2002:37). Les limites mentales coïncident avec les limites physiques de l'*oficina*.

27 GONZALEZ PIZARRO, José Antonio, *ibid.* (2003).



de ses travailleurs, en établissant des règles de vie précises, comme ici la ventilation des maisons : « Se mantendran aseadas las ventanas y sin obstaculo para ser abiertas de modo que penetre a la casa, luz, sol y aire en suficiente cantidad »<sup>28</sup>.

Enfin, la position des équipements collectifs fut clairement définie. Les plus représentatifs et d'usage quotidien, comme le marché, la *pulperia*, l'église, l'école principale, l'édifice des syndicats, le théâtre, le musée et la bibliothèque, furent installés sur la place, afin de souligner leur caractère public. On peut difficilement ne pas percevoir le haut degré de planification présent à Maria Elena, dans le but d'assurer un certain niveau de vie à ses travailleurs. On comprend donc parfaitement l'évolution qui se joua depuis les débuts de l'industrie du salpêtre, dans la manière de percevoir l'habitat. Toutefois, Maria Elena, comme tout autre village du salpêtre, fut également touché par le déclin de l'industrie du salpêtre. Aujourd'hui, les habitants de Maria Elena « perdent leurs axes de référence symboliques, sociaux et spatiaux »<sup>29</sup>.

## 5. Les villages du salpêtre aujourd'hui

Les villages du salpêtre aujourd'hui sont pour la plupart totalement démantelés et en état de ruines. Certains subsistent encore, comme Chacabuco, Maria Elena, Humberstone. Le prise en charge du complexe Humberstone-Santa Laura<sup>30</sup> par la *Corporacion Museo del Salitre* (Iquique) constitua une des seules entreprises fonctionnelles de gestion du patrimoine du salpêtre. Ces deux sites se complètent car Humberstone constitue un exemple de conditions de vie de travailleurs du salpêtre, tandis que Santa Laura renvoie un reflet

28 *Reglamento interno de los obreros de la Oficina Maria Elena.*

29 d'après RODRIGUEZ TORRENT, J.C., et MIRANDA BROWN, P.A., «Tiempo industrial y tiempos sociales en Maria Elena, la ultima ciudad del salitre», *Chungara, Revista de Antropologia Chilena*, vol.40, n°1, 2008, p.81-97.



Ruines de l'*oficina* Trinidad

du processus d'élaboration du salpêtre sous le système *Shanks*. Le 17 juillet 2005, cette gestion aboutit à l'inscription du complexe Humberstone-Santa Laura à la liste du Patrimoine de l'Humanité.

Le bien est néanmoins toujours inscrit par l'UNESCO dans la liste du patrimoine en péril. Sa sauvegarde et sa mise en valeur garantissent ni plus ni moins l'existence d'un patrimoine matériel, reflet d'une période-clé de l'histoire chilienne et facteur de son identité.

L'expérience de terrain révéla l'existence de quelques panneaux signalétiques le long des routes indiquant la présence d'anciennes *oficinas salitreras*, mais la plupart d'entre elles ne sont même pas signalées. C'est le cas, par exemple, de l'ancienne *oficina* Trinidad, sur la route de Huara à l'ancien

30 L'ancienne oficina La Palma rouvre en 1930 sous une nouvelle administration (chilienne, COSATAN) et un nouveau nom : Humberstone, en mémoire à l'inventeur du système *Shanks*. Le processus de démantèlement des oficinas avançant, Humberstone est rachetée par un entrepreneur en 1961 qui en fait un point de chute pour le personnel chargé du démantèlement dans les environs. Ce n'est qu'en 1970 que Humberstone et Santa Laura sont déclarés Monuments Historiques, mais la mise en place d'une véritable politique de sauvegarde ne débute que dix ans après.

31 Formée en 1997.

32 Cette étude a été intitulée *Diagnostico del patrimonio salitrero de la provincia de Tamarugal. Region de Tarapaca- Chile* et publiée en 2012. Elle présente des fiches de diagnostics de chaque *oficina salitrera* de la région, en y indiquant les données géographiques et le rattachement administratif, un bref historique et une indication de l'état général de conservation. Chaque fiche est accompagnée d'une localisation sur carte, d'une photographie d'époque et d'une photographie actuelle (généralement panoramique).

port d'exportation de Pisagua (aujourd'hui localité de 200 habitants). La consultation d'un inventaire du patrimoine permet son identification<sup>32</sup>. Ce travail rigoureux constitua une précieuse aide car il permit de comprendre la réalité de la situation du patrimoine du salpêtre chilien, l'urgence de l'intervention mais aussi ses limites : il est impossible de sauver l'ensemble de ce patrimoine. La documentation de ce pan de l'histoire apparaît non seulement comme un moyen d'améliorer l'état actuel du patrimoine, mais aussi comme une fin en soi : documenter le patrimoine du salpêtre chilien permet de reconstituer une mémoire et d'en assurer la pérennité.

En effet, le patrimoine matériel mais aussi immatériel du salpêtre chilien est pareillement en péril. L'exemple du village de Maria Elena, encore habité, est frappant : sa mémoire disparaît avec le temps. « Ici, s'installe comme une harmonisation problématique le signe inévitable de la fin de la vie et de la culture... »<sup>33</sup>.

L'observation d'une façade de Pedro de Valdivia, en ruines, met en lumière toute la complexité et les enjeux liés à l'évocation des villages du salpêtre au Chili. On peut lire ces quelques mots : « No estoy muerto, lo estare cuando no me acuerde », soit « Je ne suis pas mort, je le serai quand on ne se souviendra plus de moi ». Faisons donc en sorte que ces villages ne meurent pas.

## BIBLIOGRAPHIE

ALFARO, Sergio ; FLEMING, Wagner ; CHAU, Suyin, « Suelo calichal como recurso para la habilidad. El caso de Pampa Union Canton Central, Région de Antofagasta, Chile », *Seminario Iberoamericano de Arquitectura y Construcción con Tierra*, 13° SIACOT, Valparaiso, 28-30 août 2013.

BRUNET, Véronique, Chili : *Sur les traces des mineurs de nitrate*, Paris, L'Harmattan, 2006, 300 p.

GARCÉS FELIU, Eugenio, *Las ciudades del salitre. Estudio de las Oficinas Salitreras en la Region de Antofagasta*, Santiago, Origenes, 1999, 145 p.

GONZÁLEZ PIZARRO, José Antonio, *La pampa salitrera en Antofagasta. Auge y ocaso de una era historica. la vida cotidiana durante los ciclos Shanks y Guggenheim en el desierto de Atacama*, Antofagasta, Corporación Pro Antofagasta, 2003, 335 p.

GONZALEZ MIRANDA, Sergio, *Hombres y mujeres en la Pampa : Tarapaca en el ciclo de expansion del salitre*, Santiago, Ediciones LOM, 2002, 478 p.

GONZALEZ MIRANDA, Sergio, *La Sociedad del Salitre. Protagonistas, migraciones, cultura urbana y espacios públicos*, Santiago, RIL Editores, 2013, 558 p.

GONZALEZ MIRANDA, Sergio, « Habitar la pampa en la palabra : la creacion politica del salitre », *Revista de ciencias sociales*, 13, 2003.

GONZALEZ MIRANDA, Sergio ; SOSSA ROJAS, Alexis, « La vida privada de los campamentos salitreros del canton Bolivia durante la administracion The Lautaro Nitrate C°. Ltd. : Ausonia y Filomena. Norte de Chile », *Dialogo Andino*, n°38, 2011, p. 93-110.

VARGAS, Juan Panades ; OBILINOVIC ARRATE, Antonio, *Pampa Union : un pueblo entre el mito y la realidad*, Antofagasta, Ediciones Universidad de Antofagasta, 1999, 186 p.

RODRIGUEZ TORRENT, Juan Carlos ; MIRANDA BOWN, Pablo Andres, « Tiempo industrial y tiempos sociales en Maria Elena, la ultima ciudad del salitre », *Chungara, Revista de Antropologia Chilena*, vol.40, n°1, 2008, p.81-97.

33 RODRIGUEZ TORRENT, J.C., et MIRANDA BROWN, P.A., *ibid.*





Les immenses ateliers ferroviaires de Tafi Viejo (Nord-Ouest argentin) sont à l'origine de la ville ouvrière décrite ici

# LE VILLAGE OUVRIER DE TAFÍ VIEJO À TUCUMÁN, ARGENTINE

MONICA FERRARI

FACULTÉ D'ARCHITECTURE, UNIVERSITÉ DE TUCUMÁN

Le développement des villages industriels a été d'une importance primordiale dans la construction des pays, particulièrement en Argentine, où le chemin de fer a été un agent d'urbanisation sans précédents dans l'histoire. À Tafí Viejo, les éléments générateurs d'urbanisation ont été non seulement la gare elle-même mais également les Ateliers Ferroviaires qui nécessitèrent l'implantation d'un village dans leur environnement proche. Ce travail a pour objet la mise en perspective historique, architecturale et sociale du Village Ouvrier de Tafí. Nous exposons brièvement la vision urbanisatrice induite par ce moyen de transport en Argentine, la naissance du Village Ouvrier, l'architecture du village proprement dite ainsi que quelques-unes des caractéristiques spécifiques à la société qui s'y développa. Ce qui est reporté ici, est un bref aperçu de chacun des thèmes exposés dans ma thèse sur «Le chemin de fer touristique dans le nord-ouest de l'Argentine». Ce travail a utilisé des sources telles que la cartographie historique, des travaux sur site et des entretiens avec des informateurs qualifiés.

## 1. Le chemin de fer, créateur de villes en Argentine

Pour Alejandro Bendetti l'analyse du processus d'organisation territoriale, dans le cadre de la formation des États modernes, peut s'articuler autour d'au moins six thématiques: «la mise en place et le contrôle des frontières; la division politique et administrative du territoire; la formation d'un système de circulation; l'appropriation de l'environnement, générateur de ressources; la formation de marchés de production, de consommation et de travail; enfin, la mise en place d'un réseau de lieux habités».

Nous pouvons ajouter à cela, d'autres processus qui aboutirent à la transformation du territoire argentin: d'abord la promotion d'une politique de peuplement par le biais de l'immigration, avec l'application de la Loi Nationale d'Immigration et Colonisation de 1876, ensuite la politique d'expansion des frontières intérieures – vers ce qui était qualifié d'espace «non civilisé» – et enfin, le processus d'urbanisation, installé par le système des chemins de fer. En effet, on peut distinguer deux étapes clés de l'occupation du territoire de

l'Argentine: l'une est le maillage des villes fondées par les Espagnols au cours de la période coloniale, l'autre, qui s'est appelée «deuxième colonisation», a été réalisée par l'avancée de la frontière avec les Indiens, leur assujettissement et la fondation de villages et colonies.

Le chemin de fer, n'a pas été de moindre importance dans ce processus, bien au contraire il fut l'instrument que les autorités mirent en avant pour réaliser leurs objectifs. C'est pourquoi l'impact produit, au niveau territorial, par l'urbanisation induite par le chemin de fer, n'a pas eu d'équivalent dans l'histoire ni avant, ni après. Pour en préciser l'impact, disons que le nombre de villes, fondées par les Espagnols n'a pas été significatif face à l'action urbanisatrice d'une ligne ferroviaire. Les relevés réalisés par Jorge Tartarini en 2002 sur «Architecture ferroviaire d'Argentine», aboutirent à un ensemble de plus de 1500 sites. Il est à noter que les travaux sur le terrain ne concernent pas 100 % du territoire et se réfèrent seulement à 70 % du nord-ouest de l'Argentine.

La particularité de l'urbanisation en Argentine est caractérisée par le fait que, dans



certaines régions, le réseau ferroviaire a renforcé un système préexistant, en suivant partiellement le tracé des anciennes routes préhispaniques ou coloniales qui reliaient entre elles les différentes parties. À l'exception des zones interstitielles où la colonisation a eu un rôle pionnier, de nouveaux villages sont apparus en parallèle au re-peuplement de villages pré-existants. Dans tous les cas, les nouvelles implantations urbaines ont contribué à réaliser l'« unité territoriale » tant désirée, promue par la Constitution de 1853. Dans ce contexte, le Village Ouvrier constituait une référence remarquable en raison de son emplacement adjacent aux ateliers ferroviaires de Tafí Viejo, considéré par la communauté locale comme les plus grands d'Amérique latine.

## 2. Naissance du Village Ouvrier de Tafí Viejo

Tafí Viejo était traversé par l'ancienne route vers le Pérou, dont le tracé avait constitué dans le passé la plus importante voie de communication entre le Rio de la Plata et le Pérou. Cependant, d'anciens documents, datés de 1781 dans lesquels sont répertoriés des achats de terres témoignent déjà de l'existence de Tafí Viejo. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les chemins de fer s'implantent du centre du pays vers le Nord, donnant naissance à la ligne Central-Nord qui, en reliant Tucumán à Salta et Jujuy, passe par Tafí Viejo. En 1882, les rails arrivent jusqu'à Tafí Viejo et en 1889 un Comité des Citoyens propose au gouverneur un projet de loi sur la création d'un village d'été. L'initiative approuvée, la ville fondée en mai 1900 sous le nom de San José de Calasanz, puis Villa General Mitre. Elle se compose de 48 blocs de maisons.

Deux années plus tard, en mars 1902, la construction des ateliers ferroviaires pour la société Stremiz<sup>1</sup> est commencée et l'inauguration officielle a lieu en septembre 1910 (Album du Centenaire,

1916). Les installations ferroviaires s'implantaient le plus souvent à proximité des sources d'énergie ou des centres urbains. Tafí Viejo, lui, est situé à 17 km au nord-ouest de la capitale de la province de Tucumán. Les 22 ateliers occupent des terres disposées longitudinalement suivant une direction nord-sud et parallèlement aux voies ferrées. L'usine commença à travailler en 1910 et à recevoir les 1 150 travailleurs, venus surtout de la ville voisine de San Miguel de Tucumán<sup>2</sup>. Ouvriers et les employés d'usine pour la plupart, et rejoints par une petite proportion d'agriculteurs et de commerçants, ils constituèrent le premier peuplement de Ville (Dip, 1961).

Du fait du besoin croissant en logements et à la demande du gouvernement, en 1912, la société Dubor & Fisher commença la construction d'un nouveau quartier de 117<sup>3</sup> logements pour les employés et ouvriers du village (AA., 2000), sur des terrains appartenant aux Chemins de Fer. Le Village Ouvrier jouissait d'une « vie plus organisée, avec plus d'habitants et une allure plus urbaine, même, que la Villa Mitre ». Et de fait, ce nouveau quartier devint le centre-ville où se célébraient les grands événements et les fêtes. Au fil du temps,

1 La « société allemande Streninz » est mentionnée dans *l'Album du Centenaire de l'Indépendance de la République Argentine*. Édition officielle. Tucumán, 1916 Il n'existe aucune information concernant une société allemande du même nom. Cependant, il est possible que Luis Stremiz y Cía., d'origine italienne ait été, vers la même époque, le constructeur de la ligne du chemin de fer Central du Nord de Jujuy à La Quiaca. Ces données peuvent être corroborées dans le catalogue des immigrants de la Dante Alighieri Society et HELLMUT, Simons. *Le chemin de fer en Bolivie*. Librairie et Maison d'Édition Jesús Hernández. Buenos Aires, 1934, p. 66.

2 Même si cette date est mentionnée dans *l'Album du Centenaire de l'Indépendance de la République Argentine*. Édition officielle. Tucumán, 1916, il faut noter que des briques de la cheminée de la coulée des ateliers avait pour date de fabrication « 1907 ».

3 Des 117 logements que rapportent certains auteurs, il en reste actuellement 109 encore reconnaissables, car beaucoup ont subi des transformations et par la suite certains lots ont été occupés.

toutefois, la tendance s'est inversée et Villa Mitre est devenue la plaque tournante de l'activité citoyenne.

Quand les ateliers s'installèrent, ils fournirent l'approvisionnement en eau et électricité à tout le village. La nouvelle usine exigeait une main-d'œuvre qualifiée et eut le mérite de provoquer la formation d'ouvriers, techniciens et employés efficaces. À cette fin, en 1917 une école fut construite pour la « formation technique et humaniste du personnel » ; en 1923, elle devint l'école des Arts et Métiers de la Nation puis en 1948, École Technique des Arts et Métiers du Chemin de Fer et enfin, en 1949, elle devint l'École Industrielle d'Option Ferroviaire (cycle supérieur)<sup>4</sup>. Cela montre l'importance accordée à l'éducation dans le domaine des chemins de fer, une marque d'identité pour ce village où un grand nombre d'adolescents put se former. L'un d'eux, Miguel Angel Herrera qui rejoignit cette école à l'âge de 15 ans en 1959 et obtint son diplôme de technicien ferroviaire souligne « L'école technique avait une convention, depuis 1927 (...) pour que les élèves fassent leur stage pratique dans cette même usine ». Cet apprentissage a consolidé le savoir des générations les plus âgées, un savoir qui se perd, petit à petit, avec le temps.

Selon María Beatriz Blanco « En raison de ses caractéristiques et pour son époque, l'École d'Arts et Métiers à Tafí Viejo, fut une école pionnière dans le pays. Contrairement à d'autres de son genre, elle put compter sur les ateliers de chemin de fer pour développer l'enseignement pratique, permettant aux étudiants de se familiariser avec les orientations qu'ils développeraient à l'avenir en fonction de leurs vocations. L'objectif principal était la formation théorique et pratique du travail exigé par l'industrie de ces années-là ». Par ailleurs, l'éducation initiale, se développa avec les débuts du village, et en 1909 l'école nationale N° 40 fut fondé rue Liniers.

4 Actuellement l'option ferroviaire a disparu et l'École est devenue « Escuela Técnica N° 1 Rafael Marino ».

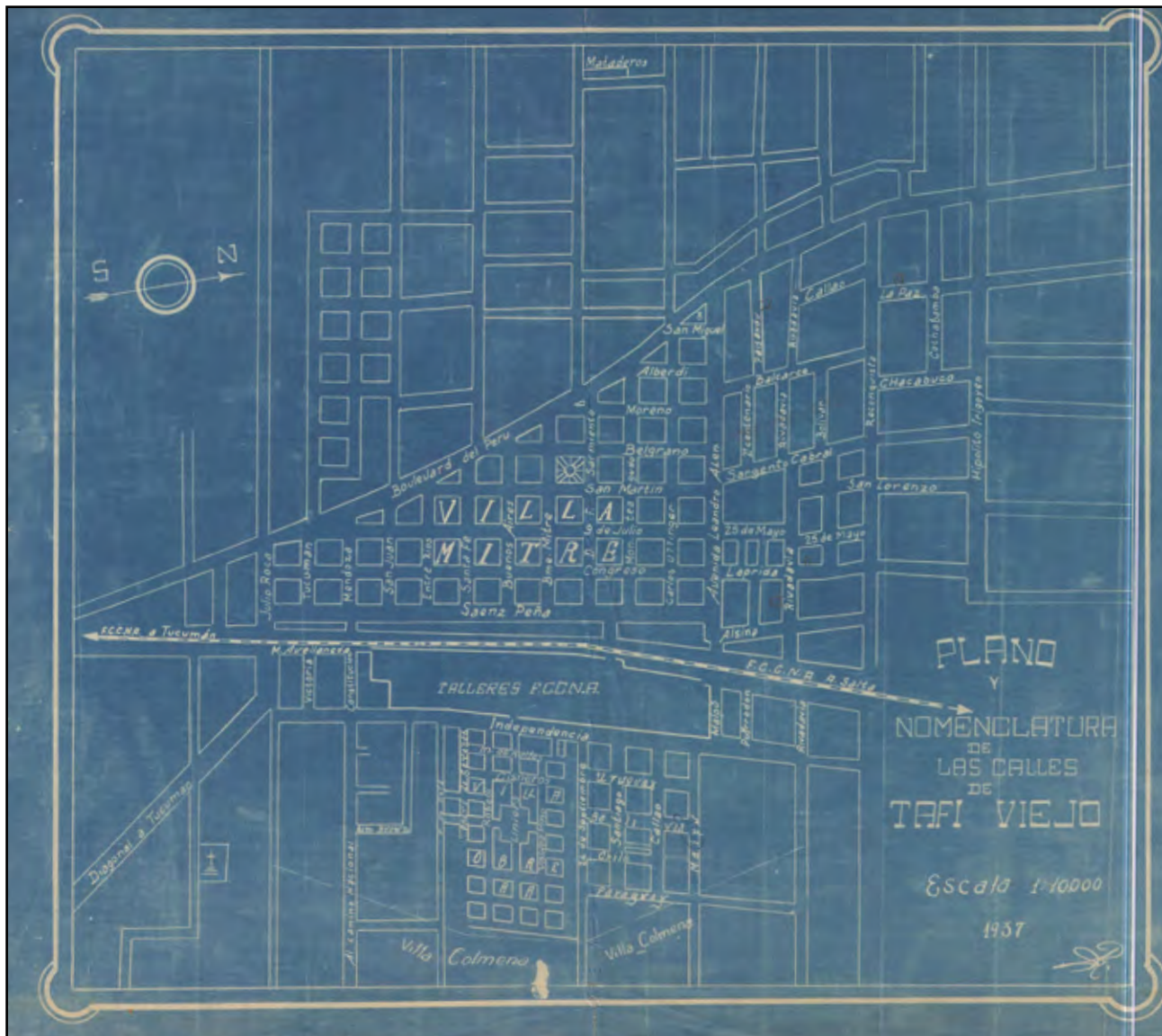
point de départ pour prévoir l'extension de la ville, ce concept de départ plutôt que le tracé actuel, prouve s'il en est de l'enracinement culturel de ce type d'aménagement.

La taille des blocs de maisons et in fine le tissu urbain étaient sensiblement inférieurs à Villa Mitre, située de l'autre côté des Ateliers Ferroviaires, y compris par rapport aux quartiers qui se développèrent autour du Village Ouvrier. Les blocs carrés mesuraient approximativement 60 m x 60 m, et les blocs rectangulaires 60 m x 120 m. Dans l'un des blocs rectangulaires on installa la place, dédiée à l'ingénieur anglais Stephenson, inventeur et constructeur de la première ligne de chemin de fer au monde. Dans une partie plus étroite de la place, on y installa le marché (26 m x 31 m environ). Comme au temps des colonies, cet élément urbain attira les activités principales : sur un côté on installa l'école élémentaire et l'école technique, et plus tard, sur l'autre côté, un poste de police et l'église.

### 3. L'architecture du village ouvrier

En passant dans les rues de la ville, on perçoit encore, malgré les extensions et les transformations, une certaine cohérence morphologique, due aux typologies formelles choisies qui confèrent au paysage urbain harmonie et plasticité. L'ensemble du bâti comprenait des maisons d'angle, des constructions mitoyennes et des maisons pour célibataires dont les chambres entouraient le patio. Le fait du seul alignement des maisons d'angle et l'utilisation par toutes d'un même matériau contribue à une certaine unité de l'ensemble. Les

5 Il faut souligner que les pratiques coloniales, au moins les tracés en forme de grille, ont continué à être utilisées, (ce sont les pratiques je pense) au moins dans les villes ferroviaires, au cours du 19<sup>e</sup> et début du 20<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, beaucoup de villages issus de l'installation du chemin de fer, sont nés de cette conception, éventuellement combinée à des aspects de l'urbanisme haussmanien, cher aux villes argentines.

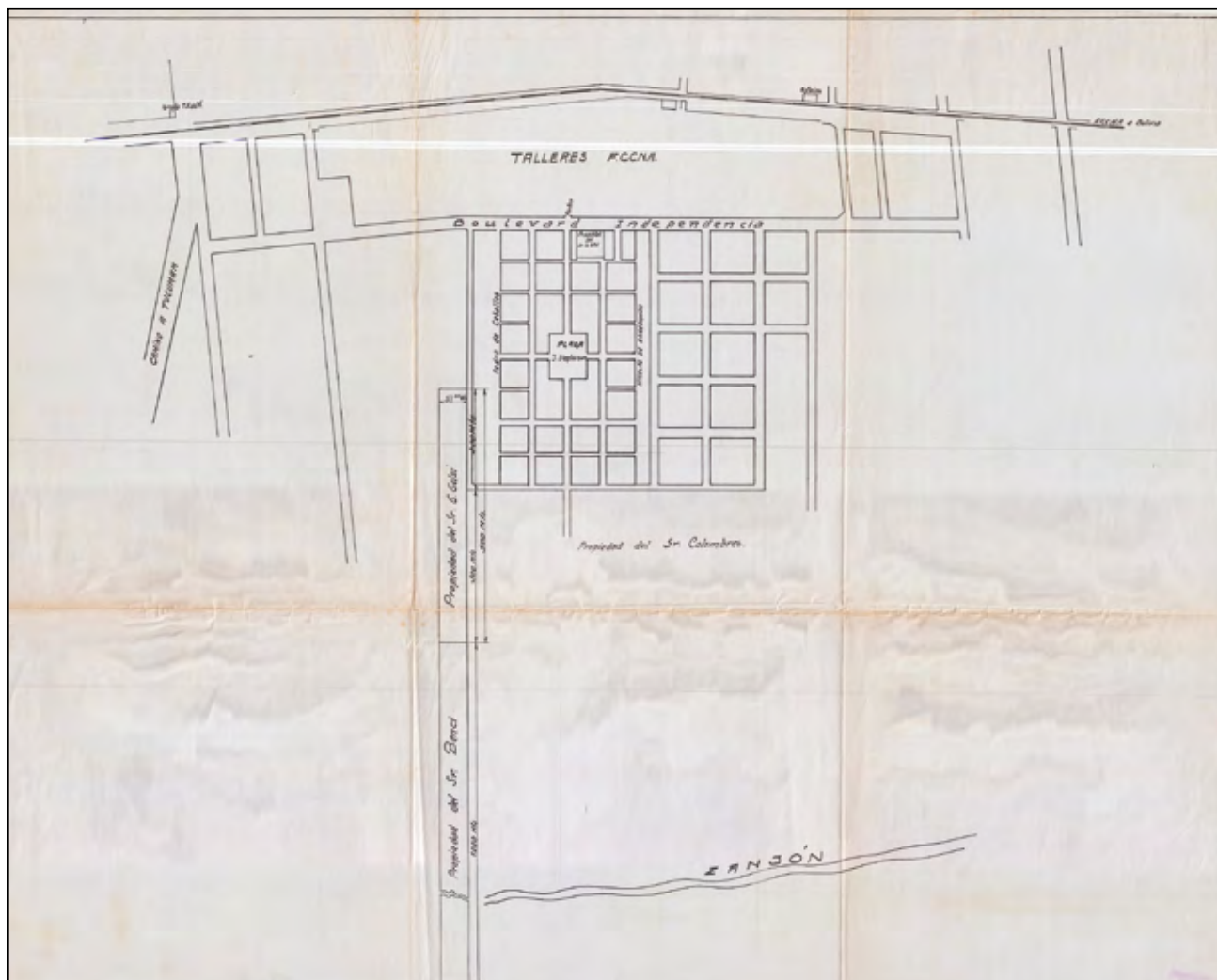


Plan de Tafi Viejo en 1937. On y voit la Villa Mitre, les ateliers ferroviaires et le tracé encore en projet de la ville ouvrière

La conception originale du Village Ouvrier reposait sur un tracé qui rappelle la structure formelle bien connue, proposée par les lois des Indes où toutes les rues, quel que soit leur axe, aboutissent au centre de la place<sup>5</sup>. Les blocs qui entourent celle-ci formaient un module double et le reste était organisé de sorte à former une grille de 4 x 8.

La partie effectivement construite ne représentait cependant que 50 % de la surface projetée. La place, du coup, fut aménagée dans un des blocs restants. L'ensemble urbain s'est donc structuré avec 15 blocs seulement, carrés ou rectangulaires, selon une grille régulière. Il est surprenant de voir qu'un plan de 1937 et un autre de 1961 ont pris comme





Plan du tracé original de la ville ouvrière



Vue aérienne issue de Google Earth où l'on distingue le tracé de la ville ouvrière

jardins se répartissaient sur une bande étroite au centre du bloc, en retrait de la ligne de construction des maisons mitoyennes ménageant des espaces verts sur le devant et visibles de la rue. Par ailleurs, les jardins latéraux de ces maisons rythmaient les constructions, en contribuant à la plasticité évoquée. Cette image de ville industrielle est inhabituelle pour l'époque, sinon en Argentine, au moins dans le Nord-Ouest Argentine.

À partir d'observations sur le plan planimétrique et sur le terrain, il apparaît que

dans les maisons mitoyennes les chambres sont alignées perpendiculairement à la rue avec cuisine et toilettes à l'arrière; les maisons d'angle répètent la même disposition, il s'y ajoutait une construction en forme de «L», comprenant un couloir et une chambre à coucher; les maisons pour les célibataires s'organisaient autour de patios où cuisines et toilettes étaient communes. La circulation à l'extérieur des maisons d'angle et mitoyennes était protégée par des sortes d'avant-toits de 1,20 m de large. Ces maisons sont

répertoriées dans les plans comme maisons de types B, C et D respectivement. Nous n'avons pas trouvé de type A de maison dans les plans non plus que dans les recherches sur le terrain.

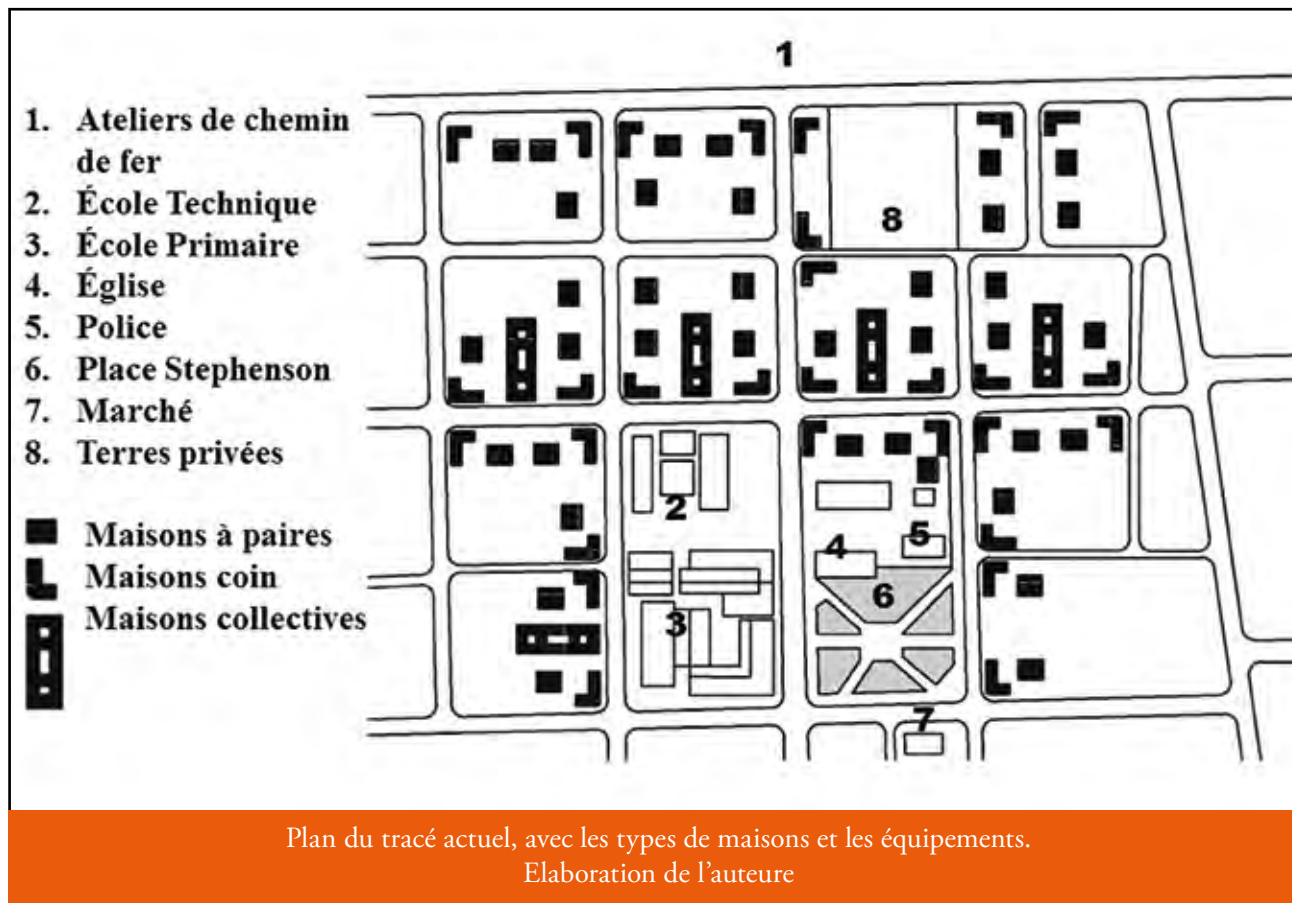
Les maisons furent construites en parpaings de béton dont l'usage commençait à se répandre au début du XX<sup>e</sup> siècle. Harmon Palmer de l'Illinois, en déposa le brevet en 1901, en tant que «Mur de béton pour les bâtiments» et probablement il parvint ensuite à le diffuser en Europe. Outre la question de savoir comment il en vint à être utilisé en Argentine au début du siècle – s'il fut importé ou fabriqué au niveau national – il est à noter qu'il est encore aujourd'hui un matériau non conventionnel et rarement utilisé. Ses propriétés résident principalement dans le fait que c'est un système de construction complet, dont les avantages significatifs sur les méthodes de construction traditionnelles permettent une réduction sensible du coût de toute construction et une plus grande rapidité dans l'élévation des structures. Vous pouvez l'utiliser même sans employer du plâtre épais pour uniformiser les surfaces finies et il est possible de laisser les joints vifs comme cela se

#### 4. La vie dans le village ferroviaire: le Village Ouvrier et Villa General Mitre

Au début, le Village Ouvrier et la Ville General Mitre formèrent une seule et même ville séparée par les ateliers où l'esprit du chemin de fer était partout. María Clara Gerik<sup>6</sup>, qui a passé son enfance dans la Villa Obrera, dit que la vie s'écoulait paisible; l'aisance apportée par la voie ferrée permettait aux hommes de travailler et aux femmes de se consacrer exclusivement à la maison: «les femmes s'occupaient aux tâches ménagères et les hommes travaillaient dans les ateliers, l'argent qu'ils gagnaient suffisait (...) pour vivre, il n'y avait pas besoin que les femmes aillent travailler à l'extérieur et les enfants nous allions jouer dehors dans la rue, la vie n'était pas dangereuse comme maintenant».

Comme dans tant d'autres lieux du pays, Villa Obrera et la Villa General Mitre ont accueilli, en même temps que des travailleurs autochtones venus de San Miguel de Tucumán, un grand nombre d'immigrants, Espagnols, Italiens, Arabes, mais principalement Croates, Tchèques, Allemands et Ukrainiens. Pour Martinelli «parmi tous les hommes qui vivaient dans le village ouvrier et ont travaillé au chemin de fer, il y avait un pourcentage élevé d'immigrants de pays européens, ils étaient surtout qualifiés dans la construction de wagons et de locomotives». Il indique également quel était le processus de sédentarisation: «les étrangers arrivaient au Village Ouvrier; les maisons étaient louées aux chemins de fer. Mon grand-père Francisco et sa famille y vécurent au début puis ils achetèrent un terrain dans la ville, de l'autre côté des ateliers -Villa Mitre- et construisirent la maison».

<sup>6</sup> María Clara GERIK, fille de Juan GERIK, née en Tchécoslovaquie, est venue bébé avec ses parents. Le grand-père de María Clara a travaillé aussi dans les ateliers de Tafí Viejo, où il était venu fuyant la Première Guerre mondiale.



produisit au Village Ouvrier. L'emploi du béton à Tucumán a sans doute été une grande nouveauté pour l'époque et un symbole de modernité comme le fut aussi le système ferroviaire...

L'image qu'offraient ces logements fut tout à fait novatrice pour l'époque et la vue du béton, un signe de modernité. La hauteur des murs était comparable à celle de maisons importantes dans la ville de San Miguel de Tucumán construites à peu près au même moment. Ce qui fait dire à Martinelli (2015), «le niveau social du groupe qui habitait là n'était pas le même que dans d'autres établissements industriels (main-d'œuvre rurale, autochtones ou Criollos)». Peut-être a-t-on voulu mettre en place un type de construction spécifique pour une classe de travailleurs spécialisés, étrangers

aussi bien que locaux, au niveau social élevé. L'intégration des espaces verts est un autre fait notable, car offrir un vrai confort environnemental n'était pas la politique la plus usuelle dans les autres villes industrielles de la région. C'est d'après le nombre de détails ornementaux que se signale le niveau hiérarchique des maisons ferroviaires dans le Nord-Ouest de l'Argentine. Dans le cas du Village Ouvrier toutes les typologies ont le même langage de façade et des détails sur les moulures des toitures. Les armatures en bois, typiques et hautes sont visibles dans certains cas. Sous les toitures, de grandes chambres d'aération servent à climatiser les espaces habitables, alors que les températures, dans un climat aussi chaud, peuvent dépasser 40° C en été.

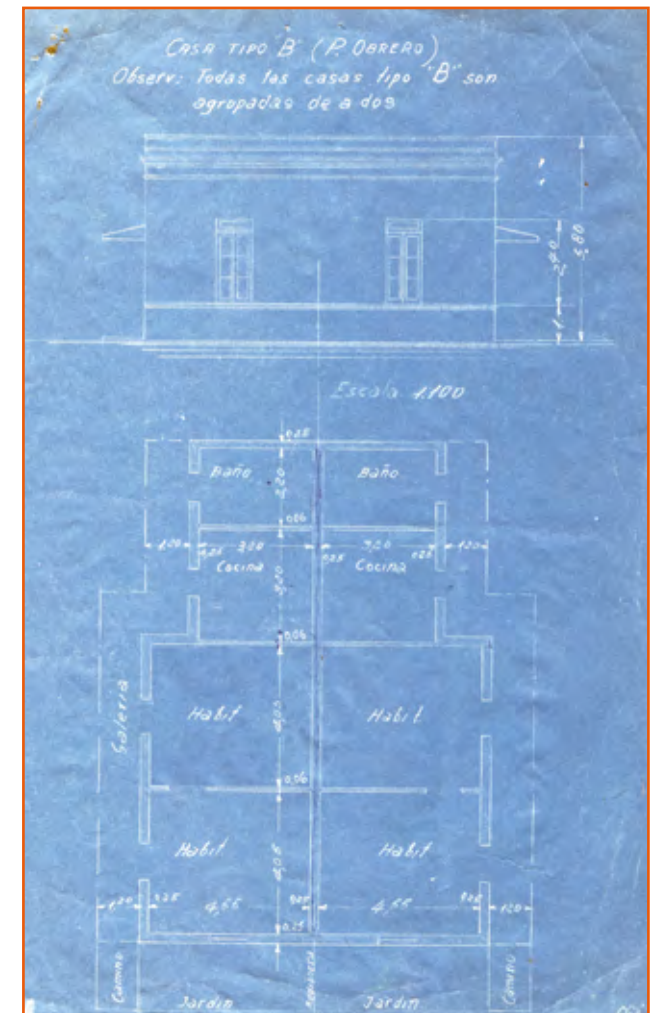




Une maison pour célibataires



Maisons accolées qui conservent encore les espaces verts de côté et de face

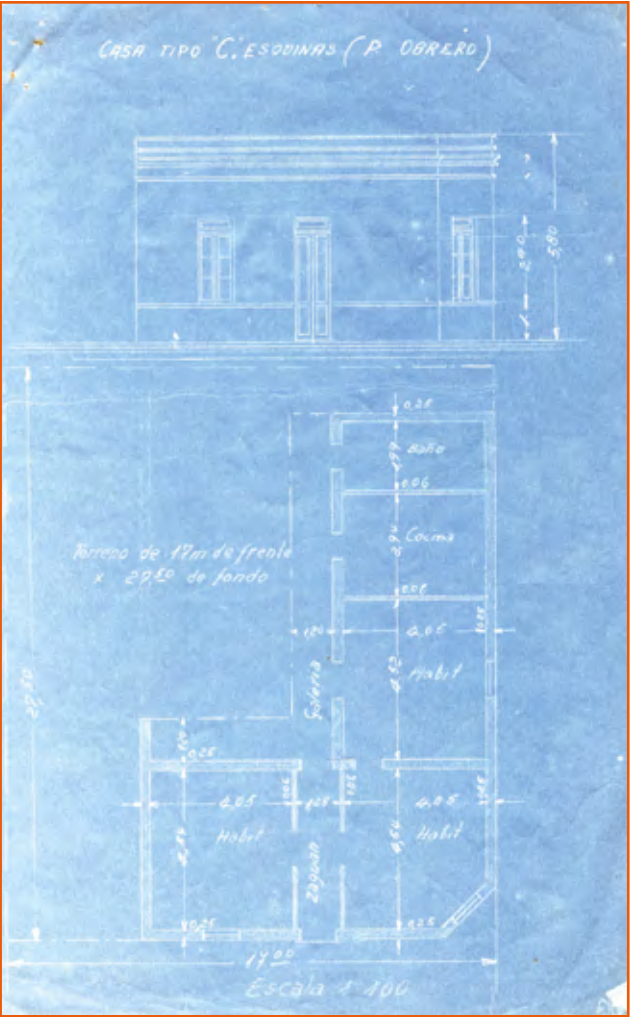


Plan de logements de type B, par paires

Un règlement de 1939 établit les conditions de la location.

Herrera a également témoigné sur le mode de vie et nous a donné la clef pour comprendre la sécurité économique et l'équilibre qui en découlait: «Tafi Viejo (...) c'était une fête, les jeunes étudiaient et les grands travaillaient. Il y avait beaucoup de travail et à cause de cela, on devait faire venir des gens d'ailleurs (...) il n'y avait pas de place où se prélasser car tout le monde était occupé dans son travail, dans son atelier, dans sa formation ou son perfectionnement».

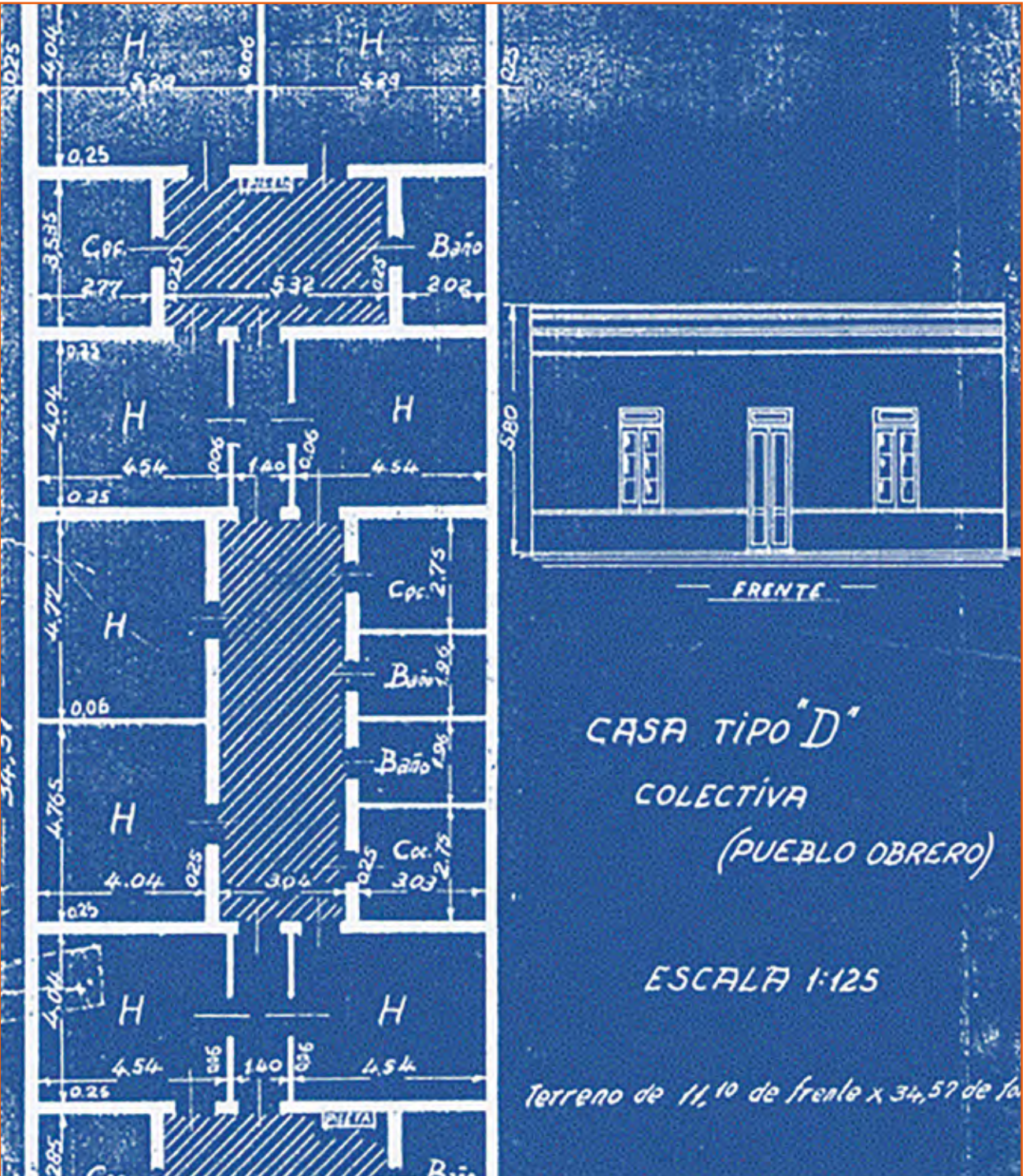




Plan d'un logement de type C, maison d'angle

La croissance de la population est l'autre fait important, du fait des besoins des ateliers en main-d'œuvre. Herrera assure que «a Tafí Viejo il y avait 4000 ouvriers et dans les années 1950, ils étaient 5600. Ceci donne une idée de l'importance du nombre de gens travaillant dans les ateliers: C'est pourquoi chaque jour un train de travailleurs transportait 1 500 ouvriers depuis la capitale, c'est-à-dire de Tucumán jusqu'ici».

Les activités commerciales du village ouvrier se réduisaient au marché et à la Coopérative



Plan d'un logement de type D, maison pour célibataires





Une maison d'angle



Rue de la cité ouvrière où l'on conserve encore l'alternance des constructions et des espaces verts

Ferroviaire, qui «était située à un pàté de maisons des ateliers dans la rue qui démarrait du portail de l'usine du côté du Village Ouvrier (actuelle rue Costello), dans une maison d'angle; mon oncle Juan Gerik, né en Tchécoslovaquie, était le gérant de la coopérative». De plus, Martinelli assure que pendant son enfance, «mis à part le marché, il n'y avait aucun autre local commercial dans le Village Ouvrier. C'est pourquoi, les jours de semaine il était très fréquent de voir des vendeurs de rue – habituellement des Arabes primoarrivants ou autres – frapper aux portes proposant des tissus, des pots, des costumes et un nombre infini d'articles». Importante pour sa fonction commerciale, cette coopérative fut aussi un emblème de la vie sociale. En effet, pour María Clara Gerik «Le marché du Village Ouvrier était un lieu de rencontre quotidien pour femmes le matin et pour l'achat des repas de la journée». Selon Herrera, avec le temps, ce bâtiment eut de nombreuses utilisations, y compris celle de salle de cinéma.

Dans un autre ordre d'idées, la vie sociale se renforçait les fins de semaine. Les fêtes du samedi étaient très enracinées dans les usages. Herrera dit que: «lorsque je suis venu adolescent [au Village Ouvrier], nous avons appris à danser. Nous allions aux bals qui étaient publics, où les familles allaient danser (...) le samedi. Tous les clubs de Tafi Viejo, qui étaient nombreux, et les diverses sociétés organisaient des bals (...). C'était une belle fête, quelque chose de très romantique. (...) en ces temps-là, il fallait s'habiller en costume-cravate, rasé de près, bien peigné, chaussures brillantes, parfumé».

Les soirées d'été avaient un charme particulier dans la vie du village, les gens avaient pour habitude de sortir leurs chaises sur le trottoir et s'asseoir pour prendre le frais afin de compenser le climat extrêmement chaud de la journée, habitude qui générait une interaction certaine entre voisins. Une autre tradition profondément enracinée, était le fait





Vue de l'entrée d'une maison de célibataires, de type D

que tout le monde se réveillait en même temps. La sirène de 5 h du matin rétentissait pour réveiller les ouvriers qui commençaient à 6 h. Le son de ce grand sifflet de bronze qui mesurait près de 2 m de haut, arrivait jusqu'aux endroits les plus reculés et jusqu'au milieu des années 1990 a continué à être très présent. Ce fut un symbole pour plusieurs générations. Une anecdote locale dit qu'il y avait seulement deux exemplaires de cette sirène dans le monde, une sur le Titanic et l'autre dans les ateliers de Tafi Viejo. Il est certain que la sirène, toujours active et qui pèse environ 300 kilos, est un symbole pour tous les habitants de Tafi Viejo.

Les associations (ou sociétés) qui se développèrent à Tafi Viejo, furent aussi des espaces de vie sociale partagée pour les habitants du Village Ouvrier. Irma Saravia nous dit que, à Villa Mitre «il y avait plusieurs sociétés. La Société Espagnole avait une salle de cinéma où avait lieu une grande activité culturelle (cinéma, théâtre, concerts) et où les écoles montaient leurs représentations théâtrales. Elle avait sa propre troupe de théâtre. D'autres se sont ajoutées, comme La Société Italienne, la Société Argentine et la Société de Bienfaisance Antoniana. Cette dernière organisait des kermesses très populaires pour le jour de St. Antoine, saint patron de la ville. La Société Italienne avait un salon dans lequel se déroulaient de nombreux événements. Le Centre de la Jeunesse fut un espace culturel où les poètes réunis créèrent les fameux concours de poésie appelés «Jeux Floraux». Ils utilisèrent initialement la bibliothèque Pasquini, puis obtinrent leur propre local.

La vie culturelle s'enrichit en 1928 par la création d'un groupe municipal de musique composé d'immigrants. La Commission appelée «Pro Organisation Banda de Música», élaborait un programme détaillé où il était spécifié «il est fixé un jour de semaine ou férié, afin de donner des récitals sur la place Georges Stephenson du Village Ouvrier». À ses débuts elle comptait





Le marché de Tafí Viejo



La coopérative de Tafí Viejo

15 musiciens et bénéficiait de la contribution des autorités communales, provinciales et ferroviaires, une disposition qui permit la création de dix emplois pour des ouvriers-musiciens. David Dip explique que « la plupart des musiciens en dehors de la spécialité artistique, avaient un autre métier : peintres, tapissiers, étameurs, charpentiers, etc.. ».

Selon le curé David Dip, en 1917, le Village Ouvrier bénéficia de la fondation d'une bibliothèque rue Liniers, aujourd'hui Costello et le Club Ateliers fut créé dans les environs du Village Ouvrier en 1915. En 1945, « l'administration de la FF.CC. de l'État décida de reconnaître le club Ateliers et la bibliothèque Avellaneda en tant qu'institution sportive et culturelle, formée par le personnel des FFCC aux fins de subventions en espèces (matériaux, équipement, livres, travail, etc..). De cette façon, l'institution put entreprendre et mener à bien différents projets qui ont renforcé son rôle social et institutionnel »

Le curé David Dip, a donné un aperçu des institutions, qui se trouvaient pour la plupart à la Ville General Mitre en 1961: 12 établissements éducatifs – 2 dans le Village Ouvrier ; 2 bibliothèques – une au Village Ouvrier ; 6 sociétés et associations, y compris l'Union Ferroviaires supp ; 11 clubs sportifs – un au Village Ouvrier ; un centre culturel, une paroisse et 4 institutions bancaires : Caisse Ferroviaire de Crédit et d'Épargne, 1931 ; Coopérative ferroviaire de Crédit Limité, 1939 ; Coopérative de Crédit Limité du Commerce, Industrie et Production, 1954 et la Coopérative de magasins de Tafí Viejo, 1960.

## 5. Remarques finales

Le Village Ouvrier et la Ville Mitre constituèrent un trinôme avec les ateliers de Tafí Viejo. Le premier était considéré par beaucoup comme une étape avant d'aller s'installer en ville, la Ville Mitre, avec plus de services, son axe central

converti en large Avenue et à son origine plutôt ville d'estivants. Toutefois, ces sœurs séparées ont été unies par une culture commune: celle du système ferroviaire. Les ouvriers du chemin de fer ont vécu dans l'une ou l'autre agglomération et leur fonction primitive comme ville du chemin de fer a été remplacée par celle de ville citricole, grâce à l'industrie du citron qui a commencé à se développer à partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, après que les ateliers eussent été brutalement fermés par décision de l'État<sup>7</sup>.

La vie des ateliers a laissé une marque indélébile sur les générations du chemin de fer. Herrera assure que « plusieurs générations ne les ressentent pas comme un symbole. Mais à Tucumán, aux niveaux régional et international, les gens viennent pour les voir ». La douleur causée par la fermeture des ateliers et les problèmes économiques qui en ont découlé pour de nombreuses familles, font que peut-être les jeunes générations ne perçoivent pas les ateliers comme faisant partie de leur identité familiale et aujourd'hui ils s'identifient davantage à l'industrie du citron qu'avec à l'industrie ferroviaire. Pour eux, on a changé une usine pour une autre, (police) mais beaucoup d'autres espèrent que les ateliers du chemin de fer ne finiront pas comme le géant endormi, mais qu'ils se réveilleront à nouveau. En fait, c'est ce que nous pensons pour les générations à venir, nous continuons à défendre ce moyen de transport comme une nécessité pour assurer la durabilité de l'environnement.

## BIBLIOGRAPHIE

AA.VV. (2000). *Tafi Viejo. 100 años de Historia*. Tucumán: Municipalidad de la Ciudad de Tafi Viejo.

*Album del Centenario de la Independencia de la República Argentina* (1916). Tucumán: Edición Oficial.

BAZAN, A., (2000). « La Región del Noroeste Argentino en la Argentina del Centenario » en *La generación del Centenario y su proyección en el Noroeste Argentino*. Tomo 1. San Miguel de Tucumán Centro Cultural Rougés. Fundación Miguel Lillo.

BENEDETTI, A., (2003) « Les effets de l'incorporation. Transformations territoriales et réorganisation de l'habitat à Jujuy, République d'Argentine, durant le XX<sup>e</sup> siècle » *Histoire des Alpes* 8, Lugano. (Edita Instituto de Historia Alpina, ISBN:3-0340-0635-5 pp. 99-121. Version espagnole disponible en [http://www.academia.edu/815714/Benedetti\\_Alejandro\\_2003\\_Les\\_effets\\_de\\_lincorporation\\_Transformations\\_territoriales\\_et\\_r%C3%A9organisation\\_de\\_lhabitat\\_%C3%A0\\_Jujuy\\_R%C3%A9publique\\_dArgentine\\_durant\\_le\\_XX%C3%A8cle\\_Storia\\_delle\\_Alpi\\_8\\_Istituto\\_di\\_Storia\\_delle\\_Alpi\\_Universit%C3%A0\\_della\\_Svizzera\\_italiana\\_Lugano](http://www.academia.edu/815714/Benedetti_Alejandro_2003_Les_effets_de_lincorporation_Transformations_territoriales_et_r%C3%A9organisation_de_lhabitat_%C3%A0_Jujuy_R%C3%A9publique_dArgentine_durant_le_XX%C3%A8cle_Storia_delle_Alpi_8_Istituto_di_Storia_delle_Alpi_Universit%C3%A0_della_Svizzera_italiana_Lugano). Consulté le 10/03/2015.

DIP, D. (1961). *Guía de la ciudad de Tafi Viejo*. Comercial e informativa. San Miguel de Tucumán: Salesianos.

FERRARI, M., (2010). *Patrimonio Ferroviario en el Noroeste Argentino*. Tesis Doctoral. Universidad Pablo de Olavide de Sevilla: Inédito.

FERRARI, M., (2015, marzo). *Entrevista Telefónica a Miguel Angel Herrera*.

GERIK, M.A., (2014, diciembre). *Entrevista personal a Maria Clara Gerik*.

LEY, n° 787. « Declarando de Utilidad Pública la expropiación de una zona de terreno en Tafi Viejo, para la formación de un centro urbano ». Dans le *Boletín Oficial de la Cámara del Senado y Cámara de Diputados de Tucumán*. San Miguel de Tucumán, 3 de mayo de 1900.

MARTINELLI, O., (2015, febrero). *Entrevista personal a Oscar Martinelli*.

M.O.P. FF.CC. DEL ESTADO (1939). *Reglamento del Pueblo Obrero de Tafi Viejo y Contrato de locación*. Buenos Aires: Talleres Gráficos de los Ferrocarriles del Estado.

PALMER, H., (1901). « Concrete wall for buildings ». En *Patents*. Disponible Sur : <http://www.google.com/patents/US674874>.

SARAVIA, I, (2014, diciembre). *Entrevista personal a Irma Saravia*.

SCHLEH, E., (1934). *Salta y sus riquezas*. [s.e.]. Salta.

SOSA MARTOS, A., (2010). *Entrevista realizada a Miguel Ángel Herrera: 7, 14, 21, 28 de agosto y 4, 11 de septiembre*. Tafi Viejo, Tucumán, Argentina: Inédito.

TARRAGO, S., (1976). « Argentina: la urbanización de la locomotora » en *Revista 2C. Construcción de la Ciudad* N° 19. Barcelona.

7 Note de la traductrice: Les ateliers de Tafi VIEJO ont été fermés en 1980 sous la dictature militaire. Des tentatives postérieures de les remettre en marche n'ont eu que des supérieurs résultats.





Fray Bentos, Uruguay : le port de la firme Liebig

# FRAY BENTOS : UNE CITÉ OUVRIÈRE DE L'INDUSTRIE DE LA VIANDE (URUGUAY)

RENÉ BORETTO OVALLE

CORRESPONDANT TICCIH EN URUGUAY

Comme on le sait, dès le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, l'industrie de la viande s'implanta dans une vaste région du bassin du Río de la Plata, du fait de l'abondance des troupeaux de bovins. Ce phénomène peut être analysé de différents points de vue, et nous le ferons aujourd'hui compte tenu des différentes formes et ressources utilisées par l'industrie pour fixer la main-d'œuvre dans son environnement immédiat, mais aussi comme une conséquence des processus socio-culturels générés parallèlement à ce développement particulier d'une industrie agroalimentaire.

Cette industrie fut le résultat d'une démarche visionnaire, celle du Gouverneur espagnol Hernando Arias de Saavedra (Hernandarias), qui, dès 1602, importa et enracina l'élevage des bovins dans différents lieux, afin de fixer les nouveaux venus et sédentariser les populations indigènes. Cent ans plus tard, des troupeaux immenses peuplaient cette région fertile. Leur soin et leur reproduction en revinrent d'abord aux Portugais, excellents éleveurs, et plus tard aux Jésuites du Paraguay qui comprirent à quel commerce lucratif ils pouvaient désormais s'adonner.

Pendant cette période assez courte d'à peine un siècle et demi, la facilité relative de l'exploitation intensive des bovins conduisit à une vaste diversification de son utilisation. Devant l'in vraisemblable abondance de cette gigantesque réserve produite par l'action humaine, n'importe qui, dans une concurrence effrénée, pouvait puiser dans cette ressource apparemment inépuisable, selon ce que les techniques et les investissements d'alors pouvaient permettre. Ainsi, des tâcherons qui n'avaient même pas besoin d'installations pour cela, tuaient des milliers de bêtes pour en extraire seulement les cuirs et un peu de viande à saler (le *tasajo*), dont ils approvisionnaient les équipages des navires et par la suite les plantations de café, de canne ou de coton, pour nourrir les esclaves.

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, ce que l'on appela l'industrie de la salaison, qui utilisait la viande, le cuir, le suif et la corne, démarra donc au Río de la Plata, et souleva l'intérêt des commerçants de plusieurs pays. Une ère nouvelle et florissante commença et qui dura jusque la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. La demande croissante en viande salée et les centaines de milliers de cuirs envoyés en Europe firent de la

région le centre névralgique d'une industrie qui se perfectionna rapidement et adopta une technologie, essentiellement venue d'Angleterre, grâce au développement de la navigation transatlantique, qui améliora considérablement les méthodes de conservation de la viande et augmenta le niveau de consommation des populations européennes.

Dans cette optique, la viande, non seulement devint une matière première avec de nombreux sous-produits exportables, mais de plus, les investissements, avec l'appui et la participation des gouvernements locaux, favorisèrent d'autres secteurs tels que le transport (le chemin de fer, les lignes fluviales) le bois et l'alimentation, les textiles, etc.

Les commerçants impliqués dans les *saladeros* (saloirs) devinrent rapidement de puissants propriétaires fonciers. Ils s'emparèrent des activités les plus lucratives et pour couronner le tout, devinrent des hommes politiques de premier plan. Ils marquèrent directement ou indirectement, les caractères du développement local. La main-d'œuvre qu'ils avaient sollicitée et fixée près de son lieu de travail devint une clientèle politique et un volant de votants.



Le fait de garder les travailleurs à proximité, conduisit également à gérer cette structure sociale à d'autres fins, telles que la disponibilité d'électeurs pour les politiciens ou celle d'une clientèle stable et fidélisée pour les entrepôts. Dans certains lieux, on favorisa la colonisation et la création de conditions pour l'installation de personnes ayant plus d'aptitudes et une plus grande culture du travail, comme c'était le cas des Européens. Ceci conduisit à de notables efforts afin d'encourager les migrations, certaines depuis des centres urbains déterminés ou des régions particulières d'Europe ce qui motiva la création de « colonies » ou centres de peuplement à fortes appartenances ethniques et eut pour effet que des régions entières évoluèrent sous forme de villes à connotation culturelle marquée, restée en vigueur jusqu'à nos jours. Des exemples clairs furent l'immigration d'Espagnols du nord, Basques, Français, Franco-Suisses, Franco-Italiens et Allemands. Dans un pays de destination privilégiée comme le fut l'Argentine, on estime qu'entre 1857 et 1940 plus de 2 millions d'Espagnols ont émigré, principalement à partir de la Galice et du Pays Basque, cette dernière, région à l'ouest des Pyrénées, partagée entre la France et l'Espagne.

Au sujet des villes industrielles, selon le Dr María M. Lupano (2004) et d'autres,

« Ces colonies se caractérisèrent par leur structuration autour des usines où l'on traitait les matières premières provenant de vastes zones environnantes. Ce modèle fut utilisé, de préférence, par les industries liées aux ressources naturelles (sucreries, moulins, chais et celliers, etc.) et les industries extractives (fours à chaux, cimenteries, etc.) à cause de la proximité avec le lieu où on trouvait le produit à élaborer. Pour une meilleure utilisation de la force de travail, les usines situées dans les zones peu peuplées ou avec de très petites populations et en l'absence d'un marché du travail

préalable, durent en créer un, l'organiser et le fixer grâce à la construction d'un village. Ce type de structure urbaine – étroitement lié à un processus de production – peut se rencontrer principalement dans notre première phase de développement industriel – à partir de 1880, et dans certaines entreprises manufacturières comme, par exemple, l'industrie de la viande ».

Cependant, il n'est pas possible d'observer et d'étudier le phénomène des implantations industrielles uniquement en raison de l'intérêt de l'industrie. Les situations étudiées dans la région du Río de la Plata, où ces foyers urbains devinrent rapidement des villes ou d'énormes quartiers périphériques, répondirent également à des circonstances sociales et économiques propres à une croissance explosive de l'Uruguay et de l'Argentine du fait de l'attrait que représentaient les emplois dans le large éventail de la production agricole.

Par exemple, l'Uruguay de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle eut ainsi des caractéristiques économiques qui le singularisèrent dans le contexte de l'Amérique latine. Il produisait des aliments – de la viande – et satisfaisait aux besoins fondamentaux de l'homme, chaussures et habillement avec le cuir et la laine. Ses marchés extérieurs s'étaient diversifiés plutôt que de tendre à la dépendance vis à vis d'un seul acheteur. Le Brésil et Cuba consommaient son *tasajo*; la France, l'Allemagne et la Belgique, sa laine et la Grande-Bretagne, la Belgique et les États-Unis, ses cuirs. L'Europe en achetant des marchandises qu'elle même produisait fit que l'Uruguay put bénéficier d'un différentiel élevé.

Cependant, on sait que l'édification d'une ville construite ex professo par une entreprise ou le fait de favoriser la localisation de la masse ouvrière à proximité du lieu du travail industriel, ne furent pas une idée originale d'Amérique du Sud. Du fait de la diversité des besoins des entreprises dans la région du Río de la Plata, la mise en place, la composition et la disposition des secteurs de service

furent décidés par les entrepreneurs, donnant lieu à ce que chaque noyau résidentiel ait ses propres caractéristiques.

On appliqua en certains endroits, là où les philosophies dominantes prônaient le contrôle des masses travailleuses, les idées de planification sociale et même de la relation hiérarchique au sein de l'entreprise concernant l'emplacement et la distribution des logements et de quelques services préférentiels.

Mais ce ne fut pas partout que les entrepreneurs favorisèrent, ou facilitèrent, par la question du logement, des conditions de vie décentes pour leurs travailleurs. Dans certains cas, on releva l'intention paternaliste de protection et de mise en œuvre de fonctions et actions bénéfiques pour le noyau social, par la dotation de services de base, de centres de loisirs et de divertissement, d'éducation et de formation, etc. Ils se différencient nettement, alors, des sites et espaces d'activités pour les propriétaires et le personnel d'encadrement.

Malgré cela, il faut reconnaître que cette constitution et réglementation des activités des travailleurs et leurs familles étaient à l'évidence une tentative de contrôle du temps de loisir et permettaient aux propriétaires et au personnel de surveillance de savoir à tout instant où était et ce que faisait le travailleur. Cette manipulation de la main-d'œuvre ouvrière visait également à assurer le transfert générationnel de ce qu'il était nécessaire d'apprendre et était requis, de la part des travailleurs vivant là avec leur famille, pour le travail de l'usine: leurs enfants devenaient les futurs travailleurs, ce qui bénéficiait à la compagnie. Le contrôle au sein de l'entreprise fut manifeste, en s'appuyant sur les moyens de suivi administratif et de production; en dehors de ces plages horaires, la vie du travailleur fut régie par les directives et règlements particuliers autour de l'occupation du temps libre.

## 1. Le cas de Fray Bentos, Uruguay

Dans une zone située juste au sud-ouest de l'emplacement où une société d'investisseurs uruguayens et étrangers fondèrent, en 1859, une petite colonie appelée Villa Independencia, sur les rives escarpées du fleuve Uruguay, la présence d'un port naturel et de bonne profondeur, incita à la création d'une entreprise qui devait acquérir par la suite une importance capitale.

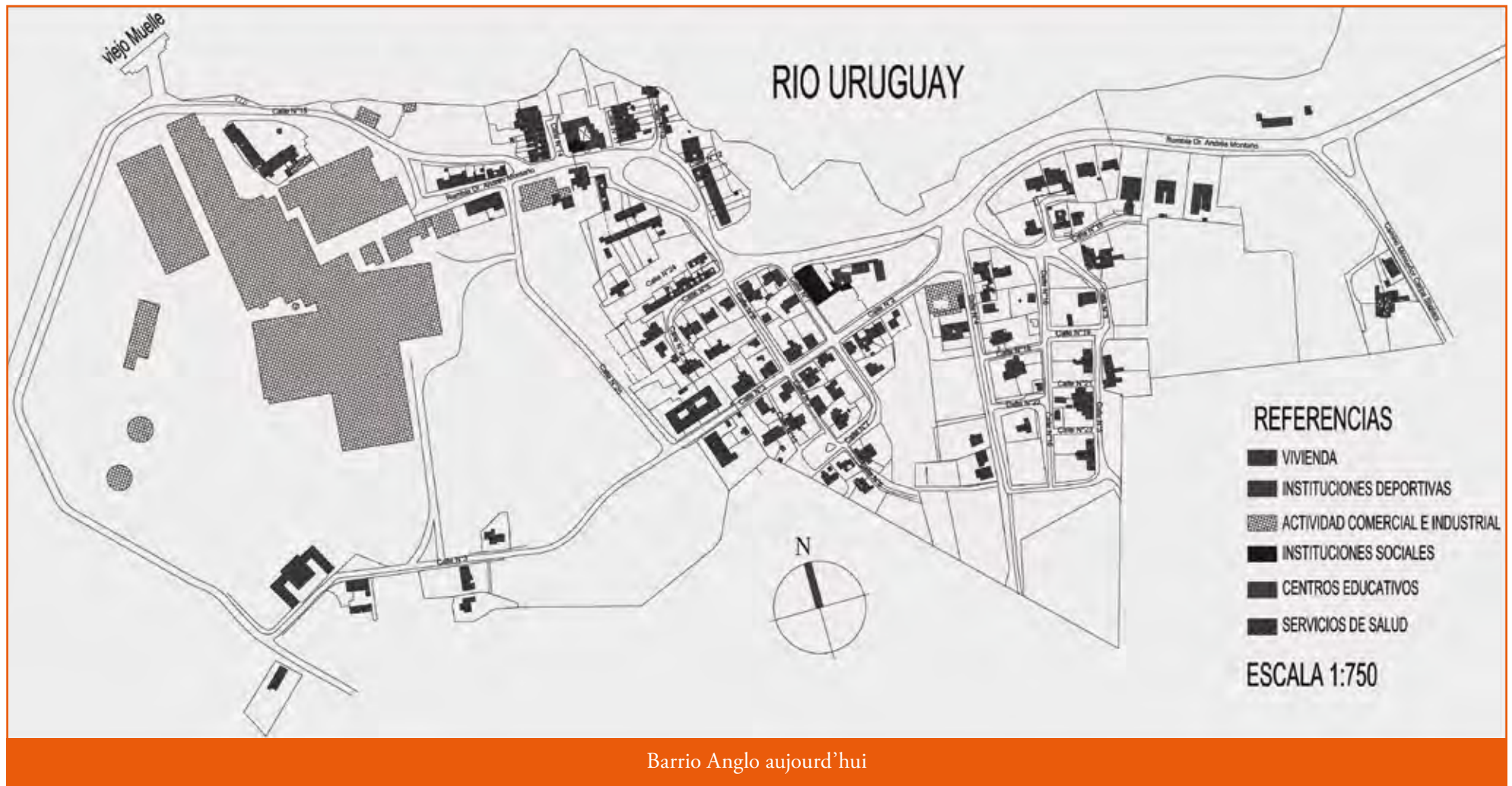
L'entreprise commerciale qui acquit ces terres imaginait faire une bonne affaire en encourageant l'éclosion d'une ville avec « un beau port de mer » –

comme aurait dit l'Allemand Augusto Hoffmann, idéologue de la Fondation – puisque l'endroit avait été choisi en fonction des activités de centaines de bateaux qui trouveraient là un abri et des conditions optimales de sécurité.

La micro région qui nous intéresse a pour axe géographique le fleuve Uruguay, lequel, en outre, tient lieu de frontière politique et territoriale entre l'Argentine et l'Uruguay. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, il se développait une activité très importante, en raison de la richesse en bétail et la présence de petits saloirs, des établissements industriels de petite et moyenne envergure pour saler et vendre la viande

et le cuir. La région s'était aussi peuplée à partir d'importantes *estancias*, immenses exploitations agricoles regroupées dans les mains de quelques propriétaires terriens européens.

Les potentialités commerciales et entrepreneuriales de cette région transfrontalière n'échappèrent point aux hommes d'affaires, investisseurs et acheteurs de matières premières et de produits d'exportation aux aguets. L'un d'eux, l'ingénieur allemand Georg Giebert, fut un pionnier dans l'exploitation de la richesse de la viande bovine. C'est ainsi qu'il encouragea un projet industriel destiné à la fabrication d'extrait de viande à grande



Barrio Anglo aujourd'hui



échelle, selon la formule du chimiste Justus von Liebig, Allemand comme lui. Vers 1863, il obtint de ce dernier l'autorisation d'exploitation industrielle de l'invention.

Les résultats de la première phase industrielle surprirent par leur qualité, et justifèrent l'appel à de nouveaux investisseurs, Belges, Allemands et Anglais. La société *Giebert et Compagnie*, quant à elle fit l'acquisition de 11 381 hectares de terres au sud de Fray Bentos, 6 000 têtes de bovins et 5 000 moutons, pour un investissement de £ 30 000.

Les produits qu'on fabriquait là, en particulier l'*extractum carnis*, trouvèrent des marchés grandement intéressés en Europe avec des clients tels que les hôpitaux et les armées et peu à peu, la population civile. En décembre 1865, ceci conduisit au développement de l'entreprise du nom de *Liebig's Extract of Meat Company Limited* (LEMCO).

La grande croissance qui s'ensuivit modifia tous les espaces : à l'intérieur des installations industrielles, où l'on construisit de nouveaux espaces de travail et de nouveaux entrepôts, des hangars pour le stockage d'engrais, d'énormes réservoirs d'eau avec leurs filtres de purification et de nouvelles machines pour appuyer les procédés industriels de séchage et de conditionnement des viandes salées, de sciage et préparation des os, de pressage des résidus de viande, etc.

## 2. La construction de la ville ouvrière de Fray Bentos

Cependant, à moins de deux kilomètres, la petite Villa Independencia grandissait. La compagnie Liebig devait s'assurer la disponibilité de ses travailleurs, d'autant que la situation politique tumultueuse qui sévissait dans la région, avec des soulèvements et des guerres intestines, diminuait le nombre d'hommes aptes à s'occuper des travaux agricoles.

Cet exemple est intéressant car l'appropriation du territoire, la mise en œuvre et la planification des espaces industriels commença ex nihilo. Il s'agissait

d'un projet complètement nouveau, conçu et mis au point en relation directe avec le bétail, matière première de base, envoyé vers un espace stratégique pour le traitement et l'expédition des produits obtenus moyennant le système le plus commode et rapide : le transport fluvial et maritime.

Des éléments essentiels furent mis en jeu pour l'exploitation d'une ressource, la viande, qui, bien qu'abondante, nécessitait la mise au point d'un processus contraignant, faisant converger en un seul endroit ces ressources utilisables grâce à la technologie, via un port en eau profonde, très accessible, situé à une centaine de kilomètres de l'estuaire du Río de la Plata. Le port fut le « nœud gordien » stratégique pour l'action industrielle. Tout tournait autour de lui : les bateaux apportaient des produits tels que le sel et le coke, les machines, les matériaux de construction, le bois, le fer, etc. Le personnel permanent nécessaire débarquait sous la forme de techniciens, de main-d'œuvre, investisseurs, acheteurs, journalistes et chroniqueurs de renommée mondiale, etc.

L'entreprise ne laissa pas de place pour des actions dont elle n'aurait pas été à l'origine et veilla à éviter une croissance désordonnée. L'abondante documentation qui a été préservée permet de savoir que le département d'ingénierie de la Société Liebig dirigeait complètement la planification des espaces dans le village ouvrier proprement dit jusque dans les plus petits détails ainsi que dans les établissements ruraux en propre ou loués, d'où provenaient les bovins. Ce n'est donc pas sans raisons qu'aujourd'hui encore, ce conglomerat d'actions humaines sur un territoire donné est considéré comme un exemple majeur de création d'un paysage culturel et industriel.

## 3. Le quartier ouvrier comme stratégie industrielle

Dès le début de l'activité de l'établissement Liebig, son promoteur pensa à la création d'une « colonie allemande » et favorisa l'immigration de

nombreuses familles de ce pays-là. Plusieurs de ces immigrés, quelques Anglais et des Ecossais étaient des techniciens qui pouvaient interpréter et diriger le processus industriel, pour la première fois en dehors d'un laboratoire, ce qui conduisit à inventer et à adapter un système industriel avec un ensemble de machines spécialement conçues et planifiées par l'ingénieur Giebert, construites par *McClelland & Millwall* à Glasgow.

Selon les documents relatifs au village ouvrier : « Il y a quatre-vingt maisons meublées avec tout le confort pour les travailleurs... en conséquence (la société Liebig) dispose toujours du nombre d'opérateurs nécessaires lorsque commencent les grands abattages en décembre. Ils sont d'une ampleur dont l'Allemagne ne peut se faire une idée, puisque l'établissement abat, tous les jours, de 1000 à 1500 bovins ».

## 4. La naissance du village ouvrier : la ranchada est planifiée et construite

La conséquence immédiate de l'augmentation de la production et de la croissance de l'industrie, fut l'occupation du territoire environnant où se construisirent pour les ouvriers célibataires de grandes maisons communes et quelques maisons plus confortables et bien situées sur une hauteur surplombant la rivière, pour le personnel technique ou d'encadrement. La porte de la grande entrée de l'établissement, qui le séparait de l'espace voué au logement des travailleurs, était une imposante structure de briques qui ressemblait à un énorme château féodal.

Une partie du personnel s'installa aussi à proximité de la Villa Independencia, dans un espace séparé, car il était nécessaire de délimiter une « route d'entrée principale » longeant le fleuve. La frontière naturelle avec la ville était constituée par le ruisseau Laurel équipé d'un pont et d'un poste de contrôle qui gardait l'entrée de la propriété.

Un autre exemple de constructions importantes de cette première étape, est ce qui fut désigné comme la Grande Maison ou Maison des Gérants.

### 5. La grande maison

Grâce à son emplacement dans un espace surélevé d'où on pouvait voir, en un seul coup d'œil, le fleuve et ses bateaux, l'usine et le quartier des travailleurs, la présence de la hiérarchie était évidente. Le manoir à l'architecture remarquable, avec une partie centrale pour l'habitation et deux ailes où se situaient le personnel de service dans l'une et des visiteurs occasionnels dans l'autre, fut construit à partir de 1868 par le premier directeur, l'ingénieur Georg Giebert. Lupano dans son travail d'identification des typologies des maisons dans cet espace, les compare aux fazendas brésiliennes également désignées par le terme « grandes maisons ».

En 1877, un visiteur occasionnel laissa une description précise:

« La maison se compose de deux étages, le rez-de-chaussée est destiné uniquement au service ; on y trouve tout ce qui est nécessaire, depuis la salle pour le bain russe ou les bains de vapeur et des calorifères pour chauffer les pièces supérieures, jusqu'à la machine pour faire des glaçons ; depuis les installations les plus utiles et confortables jusqu'à la pièce pour le lavage du linge de maison au moyen d'eau courante, le tout construit à partir des systèmes les plus perfectionnés. L'étage supérieur est agencé de manière très confortable et équilibrée, ses murs intérieurs sont revêtus de peintures à l'huile, dans le pur style pompéien, ils sont d'un bel effet et tout particulièrement la salle centrale, parfaitement bien éclairée et dont la toiture est en partie soutenue par des colonnes en fonte bien modelées, d'un effet magnifique. La maison est entourée d'un très beau jardin anglais, sur un terrain en pente, ce qui a contribué à accroître considérablement son effet. Il n'y



La « Casa Grande » en 1868 et aujourd'hui



manquent ni les pots de fleurs les plus jolies ni les plantes les plus rares d'Australie et l'Europe, qui sont habituellement cultivées avec le soin que l'on sait dans les propriétés des environs de Montevideo. De plus, la maison dispose d'un grand verger et d'un jardin potager pour l'usage de la famille du gérant, et le tout est tenu avec beaucoup de soin.»

Dans le cadre d'une croissance permanente de la production, il fallait créer un quartier ouvrier en tant que tel, que l'on désigna par le terme de *ranchada* ou *rancheria*. On y relève différents types de logements, appelés *cuartos* ou édifices communautaires, destinés aux ouvriers qui travaillaient dans des sections spécifiques telles que les «ouvriers de l'ingénierie», «les travailleurs de la plage», «les hommes des moulins», «les ouvriers de la fabrique d'extraits», «les pompiers», etc. Ce type de construction démarra aux environs de 1885 dans un secteur qui fut désigné par La Pandilla et se développa par étapes successives en 1889, 1900 et 1906. Une sorte de tour de guet équipée d'une cloche dominait les bâtiments de l'usine, pour appeler les ouvriers au travail. A la fin, une planification pour le village devint nécessaire, surtout quand il commença à se développer en parallèle à l'intensification du travail de la société. Il a fallu alors ajouter un lieu physique avec l'administration et les services connexes.

## 6. Les maisons ouvrières

Les maisons étaient de taille modeste à l'origine, comme on peut le voir sur les plans les plus anciens et elles durent être adaptées, rénovées et agrandies en raison de la croissance démographique de la famille qui y était installée. En 1902, on voit des extensions ou modifications dans 26% des constructions et, en 1905, des changements se produisirent dans 60% d'entre elles. De plus on construisit ce qu'on appela «les habitations de célibataires», espaces de 50 mètres

par 6 mètres destinés au logement communautaire d'ouvriers, avec des toilettes installées à l'extérieur.

Les maisons étaient attribuées aux travailleurs chargés de famille, moyennant un loyer modeste qui incluait la consommation d'énergie électrique et qui se déduisait des salaires; l'eau potable – traitée dans l'usine même – n'était pas facturée.

Quand cela fut nécessaire, l'approvisionnement en matériaux de construction ou en peintures pour l'entretien des maisons se faisait par l'usine.

En ce qui concerne le plan architectural et urbanistique, il semble y avoir une utilisation maximale du site, où la géographie imposa ses contraintes aux techniciens. Alors qu'au sein de l'usine, le fil conducteur de la structure industrielle était le chemin vers le port, dans les quartiers des

ouvriers, les maisons étaient situées dans des lots voisins, avec les sentiers et chemins essentiels aux communications logiques comme, par exemple, en accolant l'hôpital au village voisin de l'usine.

Le grand journaliste uruguayen Eduardo Acevedo Díaz, écrit en 1884 :

« ...En sortant de la pittoresque Villa Independencia et à main droite, sur les rives du fleuve, après avoir traversé plusieurs petits ponts sur un court trajet, on aperçoit dans un ravin escarpé, les grandes cheminées et les toits de tuiles rouges ou de zinc du vaste établissement industriel appelé «saloir-Liebig». Tout près, sur la gauche, on voit une accumulation de logements bizarres et curieux; si étranges, que de loin, on ne peut pas se prononcer sur ce que l'on voit



Maison ouvrière

réellement. Il y manque de l'ordre architectural et ils semblent être sortis comme de grands et extravagants champignons de la flaque d'eau d'un plateau... De par l'étroitesse des ruelles, tout dans le voisinage se trouve à portée de main. Les habitants peuvent atteindre le « maté » sans trop d'effort, de trottoir à trottoir, partager un caramel seulement en allongeant la bouche, ou envoyer son poing à deux doigts du nez dans les cas extrêmes... A tout cela, il faut l'ajouter la proximité du « saloir Liebig » et le fait très particulier que les hommes qui habitent le hameau sont des ouvriers et manœuvres de l'établissement.»...

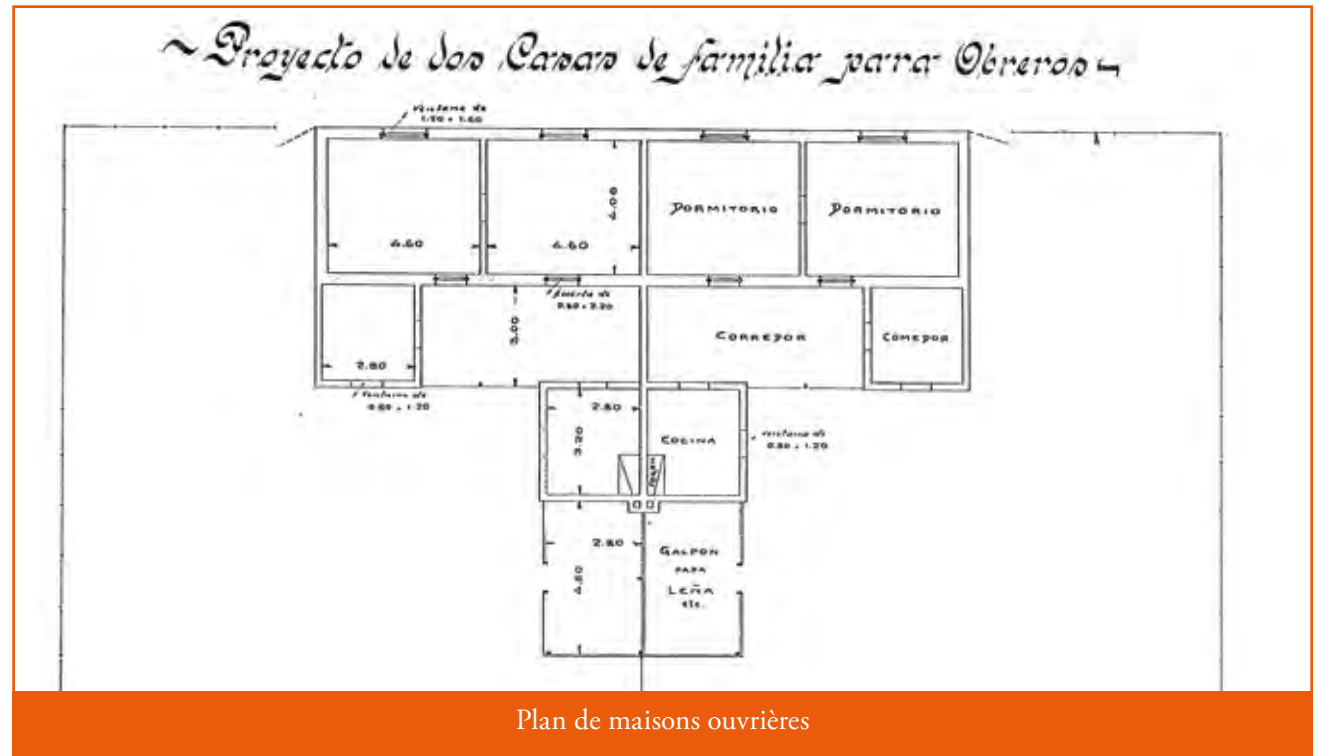
## 7. Le concept social, prioritaire dans la mise en place

D'après Lupano (1989), le quartier ouvrier de Frays Bentos (désigné maintenant par Barrio Anglo), peut être classé parmi les cas où :

«Les entreprises travaillent avec un schéma personnalisé, dans lequel on tend à privilégier la personne du patron bienfaiteur, en organisant l'établissement comme une grande famille. La principale caractéristique de ce système est la communauté étroite qui est liée non seulement à l'usine, mais qui fait partie intégrante du système social et qui concentre dans un même espace, la sphère de la production et la vie des travailleurs.»

Dans une conception du mode de vie appliquée à l'activité entrepreneuriale, on voit dans la direction allemande de la première étape de la *Liebig's Company*, une véritable préoccupation pour atteindre au bien-être social de l'ouvrier afin qu'il se traduise dans le cadre du travail, par une gestion meilleure et plus productive.

Depuis le tout début (1870) il fut instauré un service médical, le médecin et chimiste allemand Kemmerich fut engagé. Il dispensait ses services aux travailleurs et leurs familles et traitait environ 40 à 50 patients par mois.



Plan de maisons ouvrières

L'éducation fut prise très au sérieux. Vers 1877, la société créa une école au sein même de l'usine qui ensuite fut déménagée dans le quartier ouvrier où, aujourd'hui encore, le bâtiment est occupé par l'École Publique n° 3. En mettant des enseignants à disposition, la société Liebig favorisa l'éducation des travailleurs à partir d'horaires spéciaux en dehors de leurs plages de travail. Le travail des enfants à partir de 13 ans ne fut encouragé que dans la mesure où ceux-ci avaient terminé leur cycle scolaire.

Vers 1880, un groupe musical et d'enseignement instrumental pour les travailleurs et leurs enfants fut créé. Il est à l'origine de la *Sociedad Musical La Estrella*, établie comme entité sociale autonome en juillet 1881. L'ensemble musical donnait des représentations dans le quartier ouvrier, dans la Villa Independencia et se déplaçait le long de la rivière, à l'invitation des villes voisines à l'occasion des fêtes de l'Indépendance. À l'intérieur de l'usine, il se produisait dans les ateliers, insufflant courage et enthousiasme aux ouvriers au

travail. On apprend dans le journal « La Campagne » qu'à la fin de l'abattage de 1895-96, l'ensemble musical fit le parcours intérieur du saloir et de ses accords triomphants, il célébra le véritable record des 177 103 animaux abattus.

L'anniversaire de la société musicale se fêtait chaque année en été, dans un espace de l'enceinte industrielle, marqué par une fête populaire de trois jours, les *romerías* ou pèlerinages, où étaient invitées les institutions socio-culturelles des villages environnants. En 1907, sans doute avec l'appui et le soutien de l'entreprise, il se forma un groupe de sportifs dédiés au football et le *Liebig's Football Club* fut fondé. L'entité favorisée à l'usine – précurseur de l'actuel Club Atlético ANGLO – comptait dans ses rangs des employés et ouvriers, dont quelques étrangers. On sait que la promotion de l'activité sportive (football, golf, cricket) visait à habituer les ouvriers à intégrer des normes préétablies, évoluer en équipe et, évidemment, « rompre la barrière » de la



stricte hiérarchisation des tâches et des postes au sein de l'usine.

Du fait que, dans la « Maison du Gérant » officiaient le Vice-Consulat d'Allemagne (jusqu'en 1915) et le Vice-Consulat Britannique, l'établissement bénéficia de la présence régulière de visiteurs de marque, que ce fussent les autorités, des politiciens, des journalistes, des historiens, des militaires et des marins. On encourageait également des visites du *Tourist Club de Buenos Aires*. En 1903, un communiqué de presse de Montevideo indiqua, en ce qui concernait le village ouvrier :

« C'est un beau spectacle qui s'offre au "touriste" : jolies maisons, entourées de jardins, arbres et plantes partout. En bref, un déferlement de vie apparaît à la vue de l'excursionniste ».

## 8. Avec un regard technique actuel

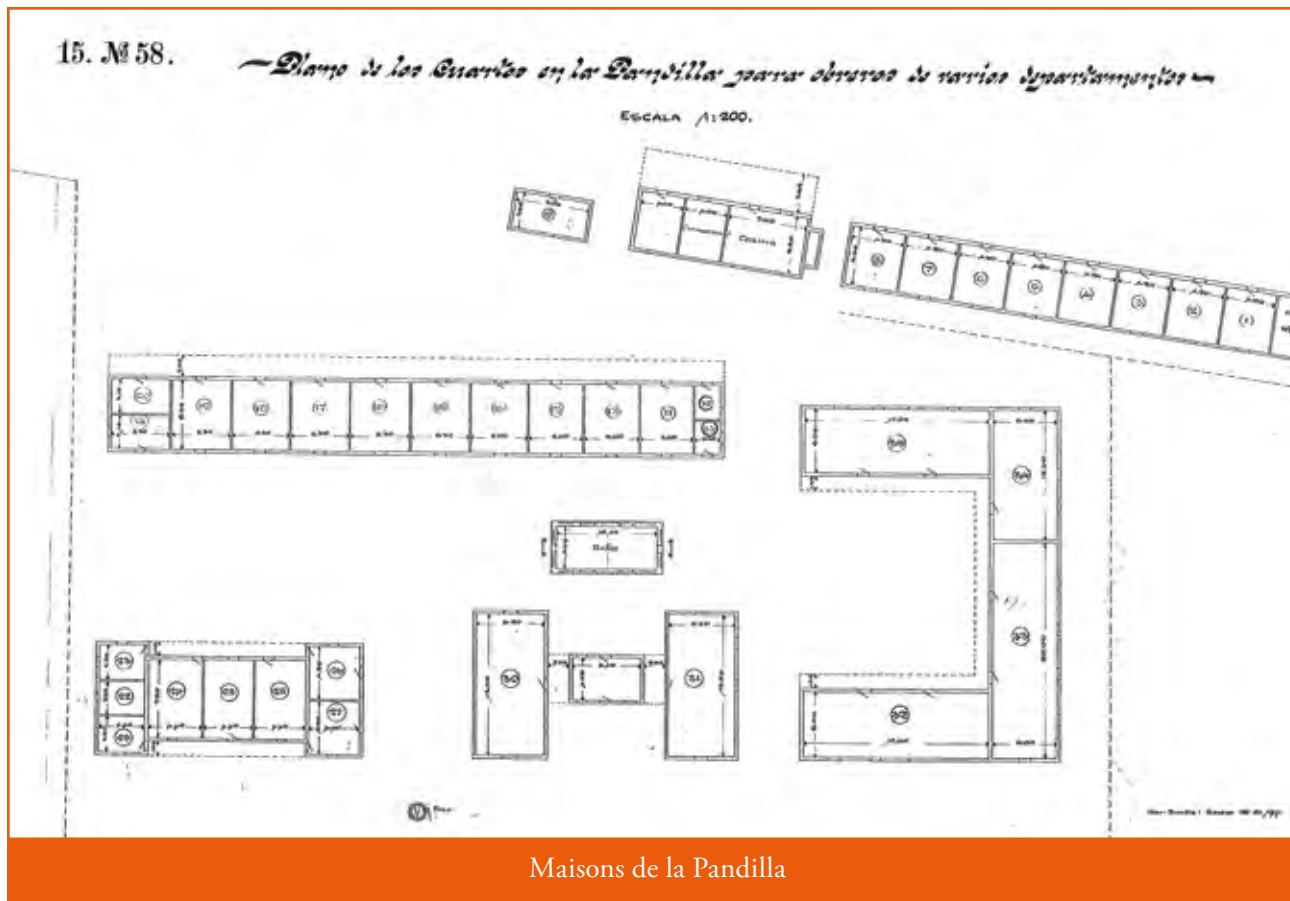
Le Musée de la Révolution Industrielle, en sa qualité d'institution de la municipalité locale qui a permis de promouvoir ce patrimoine social, culturel et architectural, mit à disposition le matériel et la documentation pour faire une étude très élaborée du complexe aujourd'hui appelé Barrio Anglo. A partir de 2004, un accord fut établi entre le conseil municipal local et la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université de Buenos Aires. L'architecte María Marta Lupano et ses étudiants réalisèrent une intelligente contribution comparative sur logement ouvrier avec d'autres situations régionales.

La mise en œuvre d'une stratégie sur le territoire fut mise en évidence, avec une phase de fondation

(logements de type collectif situés à l'intérieur du périmètre de l'établissement industriel, destinés à des travailleurs célibataires ou sans famille) ; une phase d'expansion (maisons pour familles construites à proximité immédiate de l'usine) et une phase de consolidation. La colonie industrielle incluait l'équipement communautaire pour ses habitants (épicerie, boucherie, hôpital-dispensaire, école, club, centre culturel, etc.). Les logements présentaient un vaste éventail typologique et conceptuel : maison du gestionnaire ou administrateur, habitations des personnels technique et administratif, différentes catégories de maisons des employés mariés (contremaîtres ou ouvriers), pavillons ou baraques des machinistes et des célibataires de l'usine, services communautaires.

L'architecte Lupano signale dans ses recherches que ce concept ressemble, du point de vue typologique, à la *senzala* des *fazendas* brésiliennes. En ce qui concerne les maisons unifamiliales, jumelées ou en bandes, elles ont une conception très similaire aux maisons des cités ferroviaires anglaises (murs de briques, toitures très pentues dans un climat qui ne le nécessite pas et peu d'ornementation). Elles disposent d'une cour intérieure et un large terrain au fond, où se trouve l'espace pour la subsistance, tel que jardin potager, verger d'arbres fruitiers, poulailler, etc.

Les logements pour les techniciens et les contremaîtres ne sont pas très profonds, mais ils sont précédés d'un jardin qui concrétise visuellement les hiérarchies. Certains d'entre eux, de type nouveau étaient destinés aux dirigeants (le dernier gérant de l'ANGLO, M. Henry Bateson, vécut dans l'un d'eux). Ils sont plus spacieux et disposent de plus d'équipements. Ils profitent des meilleurs panoramas sur les rives du fleuve Uruguay. Les maisons ont le toit à quatre pentes, avec un porche couvert, des balustrades de bois et avec un espace considérable sur le devant pour le jardin, ce qui embellit la maison et lui donne plus de prix. Selon l'architecte Lupano :



«[...]cette urbanisation renforce l'idée que le séjour de Giebert (le premier gérant de la compagnie) au Brésil, avant de s'installer en Uruguay, a influencé la formation de la colonie: le plan suivi ressemble plus à celui des usines portugaises traditionnelles du territoire brésilien, dans lequel apparaît un haut degré de spontanéité dans la structure urbaine, conditionnée par la topographie».

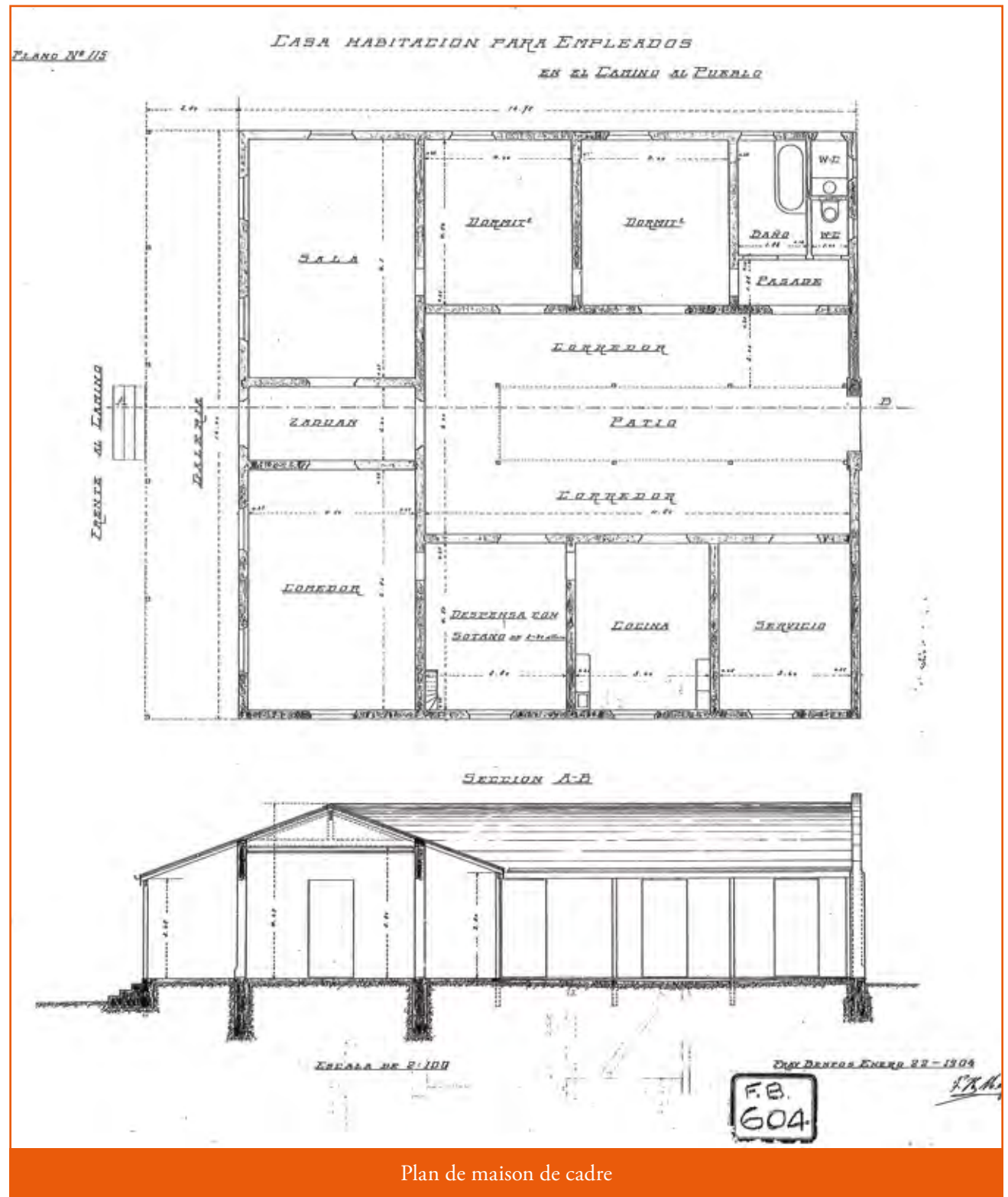
### 9. Un secteur annexe pour le logement des travailleurs.

Au début des années 1900, un quart de la population de Fray Bentos et ses environs immédiats, était basée dans le quartier des ouvriers. Bientôt, il fallut envisager la construction de logements supplémentaires, ce qui conduisit à planifier une extension de la *ranchada*. Des plans témoignent de travaux imminents, même s'ils n'aboutirent pas dans leur intégralité.

En effet, il apparut plus souhaitable, plutôt que d'investir dans des constructions coûteuses dans le périmètre des locaux industriels, d'utiliser des terres disponibles de la ville voisine. En effet, là-bas Liebig était propriétaire de ce qui s'appelait alors les fermes de Ormachea et Rivara, avec un total de 32 hectares, qui, d'une certaine façon, empêchaient la croissance de Fray Bentos et la continuité de sa trame urbaine.

Début 1913, la société fit don à la ville de cet énorme espace de terrains, où la zone urbaine de Fray Bentos pourrait facilement s'accroître de 20%. En effet, lorsque la municipalité put effectivement compter avec ces terres, on poursuivit les lignes directrices des lotissements prévus dans le plan initial du village, aujourd'hui transformé en chef-lieu de département, réalisant un maillage de plus de 30 blocs avec 8 lots de 21m par 42m pour chaque pâté de maisons.

Le personnel de la hiérarchie de l'usine mit au point un astucieux système de coopérative de



Plan de maison de cadre



construction pour les travailleurs (la première en Uruguay) en construisant les maisons selon les plans de base et chaque fois que deux d'entre elles étaient finies on tirait au sort leur attribution parmi les ouvriers, qui avaient également participé à la construction : le paiement se faisait par des versements très confortables de \$200 qui étaient directement prélevés sur le salaire. Le centre urbain fut bientôt rapidement parachevé, en même temps que les travailleurs obtenaient une stabilité qui bénéficia à la colonie et à la fixation des familles sur place, attirées par les prometteuses possibilités de l'établissement. Cela permit de résoudre les problèmes de logement pour les centaines de travailleurs sans les éloigner par trop des installations de l'usine (entre deux et quatre kilomètres).

Ce vaste secteur qui émergea en peu de temps, changea la vie de la ville et le comportement des ouvriers. Des modalités liées au transport surgirent

soudainement : précaires omnibus pour conduire et ramener les travailleurs et essentiellement augmentation de l'utilisation du vélo. Plus d'un millier de bicyclettes entraient et sortaient de l'usine, obéissant au minutage exact du temps de travail marqué par la sirène du réfrigérateur, dont le son annonçait le début et la fin des travaux les plus importants à sept, onze et dix-sept heures. Ce rythme affecta le comportement de l'ensemble de la population, structurant leurs habitudes, non seulement localement, mais aussi dans les villes distantes de plus de 20 kilomètres, où «le coup de sifflet de l'Anglo» était clairement entendu...

A la sortie de l'usine, une caravane bruyante et interminable de plusieurs centaines de cyclistes suivait la route poussiéreuse. Le bruit effrayant du crissement des chaînes se mêlait aux rires, cris et murmures de ceux qui, peu à peu, quittaient la troupe pour atteindre leurs foyers où les attendaient

«la patronne et les marmots» pour déjeuner. Certains prenaient le temps d'apprécier un maté bien mérité ou s'occupaient du vaste potager attenant.

## 10. Le quartier ouvrier au fil du temps

L'activité industrielle régie par la société Liebig fut maintenue jusqu'en 1924, puis elle fut poursuivie par le groupe britannique *Vestey* sous l'appellation *Anglo de el Uruguay S.A.*. Une société «Anglo» s'est également installée dans les années 1940 à Pelotas (Rio Grande do Sul, Brésil).

Cette époque dite «anglaise» a apporté quelques modifications au village ouvrier surtout : on l'adapta, en effet, à une augmentation significative du personnel d'origine britannique. Une soixantaine de familles y résidèrent dans la décennie de 1940. Parmi les changements, l'instauration du golf comme sport particulier au groupe de direction. En 1927, le célèbre Dr Allister MacKenzie y conçut un parcours. De même, un court de tennis qui existait depuis 1910 sur le chemin du vieil hôpital connut un regain d'activité. Deux autres courts furent ajoutés à côté du pittoresque bâtiment du club-house («pavillon du Sport») sur la façade duquel une plaque de bronze, en 1937, rend hommage au couronnement du roi George VI.

La classe des dirigeants et des administratifs, principalement aux mains des Anglais, occupa les maisons sur la ligne du fleuve Uruguay bénéficiant d'un panorama magnifique et d'une petite plage appelée précisément «la plage des Anglais». Là, comme ailleurs dans le monde, ils créèrent leur propre espace social avec l'*Anglo Social Club* où les «Créoles», quel que fût leur statut, n'étaient pas admis.



Maisons ouvrières, rue d'Espagne

## BIBLIOGRAPHIE

- ACEVEDO DÍAZ, Eduardo, «Notas periodísticas», *Diario El Nacional de Montevideo*, Uruguay, 1884.
- BORETTO OVALLE, René, «Historia del Saladero Liebig de Fray Bentos», *Communication pour le Comité Mexicain pour la conservation et le patrimoine industriel*, 1998.  
<http://sesquicentenario.wordpress.com/>
- BORETTO OVALLE, René, «El barrio Anglo de Fray Bentos, un ejemplo de company town en el Uruguay», 1999.  
[http://letras-uruguay.espaciolatino.com/boretto/barrio\\_anglo.htm](http://letras-uruguay.espaciolatino.com/boretto/barrio_anglo.htm)
- D'URSEL, Charles, *Sud-Amérique, sejours et voyages au Bresil, à La Plata, au Chili, en Bolivie et au Perou*, Paris, Plon, 1879. B.N.F., <http://gallica.bnf.fr>.
- DAIREAUX, Emile, *Le Tour du monde : nouveau journal des voyages*, Paris, Hachette, 1887. (Voyage à la Plata, p. 205. Fray Bentos : Vue générale du saloir de la société d'Extrait de viande de Liebig. Barclay. p. 207. Le goulet du saloir de Fray Bentos). B.N.F., <http://gallica.bnf.fr>.
- FONTPERTUIS, Adalbert, *Les états latins de l'Amérique : Mexique, Pérou, Chili, républiques diverses, Brésil, Cuba*, Paris, A. Degorce-Cadot, 1882. B.N.F., <http://gallica.bnf.fr>.
- FADU-UBA, Buenos Aires, Argentina. «Río Negro : Poblados fabriles de valor patrimonial : el barrio Anglo de Fray Bentos. Su estudio utilizando el Archivo del Museo de la Revolución Industrial». Extrait de *Patrimonio, ciudad y territorio, Noveno Seminario Internacional Forum UNESCO – Universidad y Patrimonio*.  
<http://www.fadu.uba.ar/sitios/forumunesco/download/abstracts/AreaTematica5.pdf>
- LUPANO, María Marta, «Fábrica, vivienda y ciudad: Buenos Aires, 1880 – 1930», Instituto de arte americano e investigaciones estéticas, Seminario de critica – N° 11, 1989.  
<http://www.iaa.fadu.uba.ar/publicaciones/critica/0011.pdf>
- LUPANO María Marta; CHEHEID, Paula; VAZQUEZ CHIARELLI, Roxana; FIGUEROA, Carlos, «Patrimonio, ciudad y territorio, Noveno Seminario Internacional Forum UNESCO Universidad y Patrimonio». Buenos Aires, Estilos Gráficos. Morón, 2004.
- LUPANO, María Marta, *La gran familia industrial. Espacio urbano, prácticas sociales e ideología – 1870-1945*, Buenos Aires, Edit. Santiago Arcos/Instrumentos, 2009.
- PATERLINI DE KOCH, Olga. Université nationale de Tucumán, Argentina. *Pueblos industriales del cono sur latinoamericano*. Communication au 49° Congrès international des américanistes (histoire urbaine des Amériques), 1997.  
<http://www.equiponaya.com.ar/congresos/contenido/49CAI/Koch.htm>
- RECLUS, Elisée, *Nouvelle géographie universelle : la terre et les hommes*. vol. 19, Paris Hachette, 1876-1894. B.N.F. <http://gallica.bnf.fr>
- ROBIANO, Eugène. *Dix-huit mois dans l'Amérique du Sud : le Brésil, l'Uruguay, la république Argentine, les Pampas et le voyage au Chili par la cordillère des Andes*, Paris, Plon, 1878, 1 vol., 271 p, in-18. Source : B.N.F. <http://gallica.bnf.fr>.
- TARDITI, Roberto J., «Artículo Génesis de una fracción del proletariado bonaerense : los obreros de los frigoríficos 1880-1920», 5° Congreso Nacional de Estudios del Trabajo. Convocado por la Asoc. Argentina de Especialistas en Estudios del Trabajo, 2001.





La plate-forme ferroviaire de Paranapiacaba, 1900

# RÉFLEXIONS AUTOUR DE LA CONSERVATION INTÉGRÉE, PARTAGÉE ET PARTICIPATIVE DU PAYSAGE CULTUREL : LE CAS DE PARANAPIACABA, SÃO PAULO, BRÉSIL

VANESSA GAYEGO BELLO FIGUEIREDO

FACULTÉ D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME, UNIVERSITÉ PUC-CAMPINAS

## 1. La cité ferroviaire de Paranapiacaba

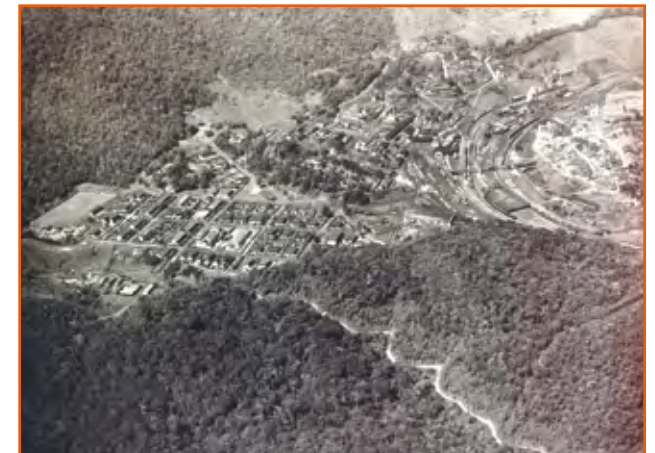
Située sur les hauteurs de la Serra do Mar, à une altitude de 796 mètres et à 64 km de la capitale de l'Etat, la cité ferroviaire de Paranapiacaba est un exemple remarquable du patrimoine culturel et naturel du Brésil. Il se trouve dans la zone protégée des sources de San Andrés, région où sont préservés des fragments importants de forêt atlantique, reconnue par l'UNESCO en 1994 comme Réserve de Biosphère de la Ceinture Verte de São Paulo.

Paranapiacaba, « lieu d'où l'on aperçoit la mer » dans la langue indigène, conserve un important patrimoine technologique lié au chemin de fer et témoigne pour son époque, d'un modèle d'architecture et d'urbanisme assez avancé. A partir de 1860, cette ville du chemin de fer se développa avec l'introduction de la ligne Santos-Jundiaí, construite par la compagnie britannique de chemins de fer de São Paulo (São Paulo Railway). En 1957, le chemin de fer et tous ses actifs furent absorbés dans l'administration du Réseau Ferré Fédéral, S.A. A partir des années 1980, il subit une longue période de négligence et de décomposition,

à la suite de l'indifférence des gouvernements pour les transports et patrimoine ferroviaires.

En 1987, l'agence de l'État reconnut ce patrimoine comme tel. En 2002, il l'avait été au niveau national (IPHAN) et municipal. Entre 2003 et 2007, le World Monuments Fund (WMF) le considéra comme l'un des cent plus importants patrimoines en péril dans le monde. En 2008, grâce aux politiques de réhabilitation mises en place pour le retirer de la liste de WMF, il est devenu le premier patrimoine de São Paulo et également le premier patrimoine industriel brésilien à faire partie de la liste présentée par le pays au titre de patrimoine mondial. En 2014, l'institut du patrimoine historique et artistique national (IPHAN) déposa cette candidature, après l'annonce d'un considérable investissement de \$15 millions fait au bénéfice du Programme National des Villes Historiques.

La ville ferroviaire de Paranapiacaba se compose de trois zones d'une morphologie urbaine très différente: la partie supérieure, avec un plan d'occupation caractéristique du paysage colonial portugais, compte 247 habitants (PMSA/sup, 2008)<sup>1</sup>; Rabique, avec des pentes fortes, à haut risque de glissements de terrain est une zone d'occupation

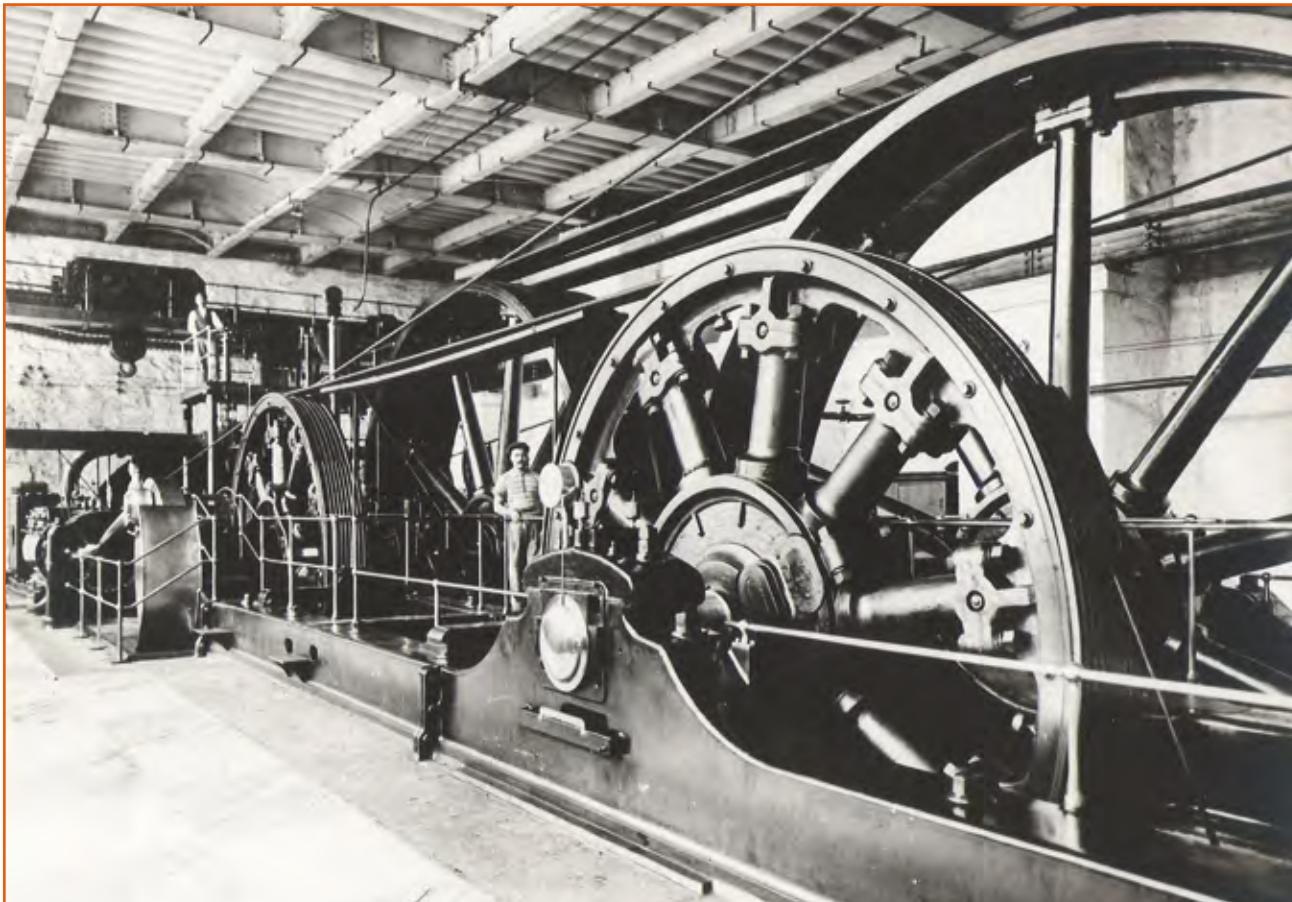


Vue aérienne de Paranapiacaba, 1940

irrégulière; et la partie inférieure de 1 171 habitants. Cette dernière partie est divisée elle aussi en trois zones: la « vieille ville », où vivaient les travailleurs de la voie ferrée, avec des maisons d'adobe, d'argile et de paille, des entrepôts et des ateliers, répartis au hasard le long de la Rua Direita; la place du chemin de fer, où se trouvent les vestiges du système des deux

<sup>1</sup> Basé sur des données de 2000 du IBGE, Institut Brésilien de Géographie et Statistique.





La salle des machines du funiculaire, 1900

funiculaires qu'utilisaient des machines à vapeur fixes tirées par des câbles d'acier à contrepoids (en 1974, on installa le système de pignon d'accrochage sur les rails du premier funiculaire, toujours en activité de nos jours, pour le transport de charges) et enfin la «ville neuve», qui adopta les structures urbaines communes en Europe après la révolution industrielle, avec un tracé orthogonal, des rues larges et hiérarchisées, des ruelles auxiliaires et des réseaux d'infrastructure urbaine.

La ville ouvrière avec ses différents types de maisons de bois répond à la tradition anglaise de construction, dont l'homogénéité formelle contraste avec la féroce hiérarchie sociale au sein de l'entreprise. La taille et le type des habitations ainsi

que leurs diverses finitions définissent les différentes catégories de salariés : ingénieurs, sapeurs-pompiers, conducteurs de travaux et logements pour les employés célibataires.

## **2. Intégrer des politiques différentes : décentralisation, interdisciplinarité, interinstitutionnalité, participation et territoire**

L'isolement du district de Paranapiacaba, causé par la présence du barrage Billings qui sépare la ville en deux parties, est le premier obstacle pour l'intégration territoriale, convertissant en défi la promotion de la décentralisation administrative et

du sentiment d'«appartenance» et d'identité des 6,399 habitants (PMSA/sup, 2008)<sup>2</sup>, environ 10 % de la population de Saint André dont Paranapiacaba fait partie.

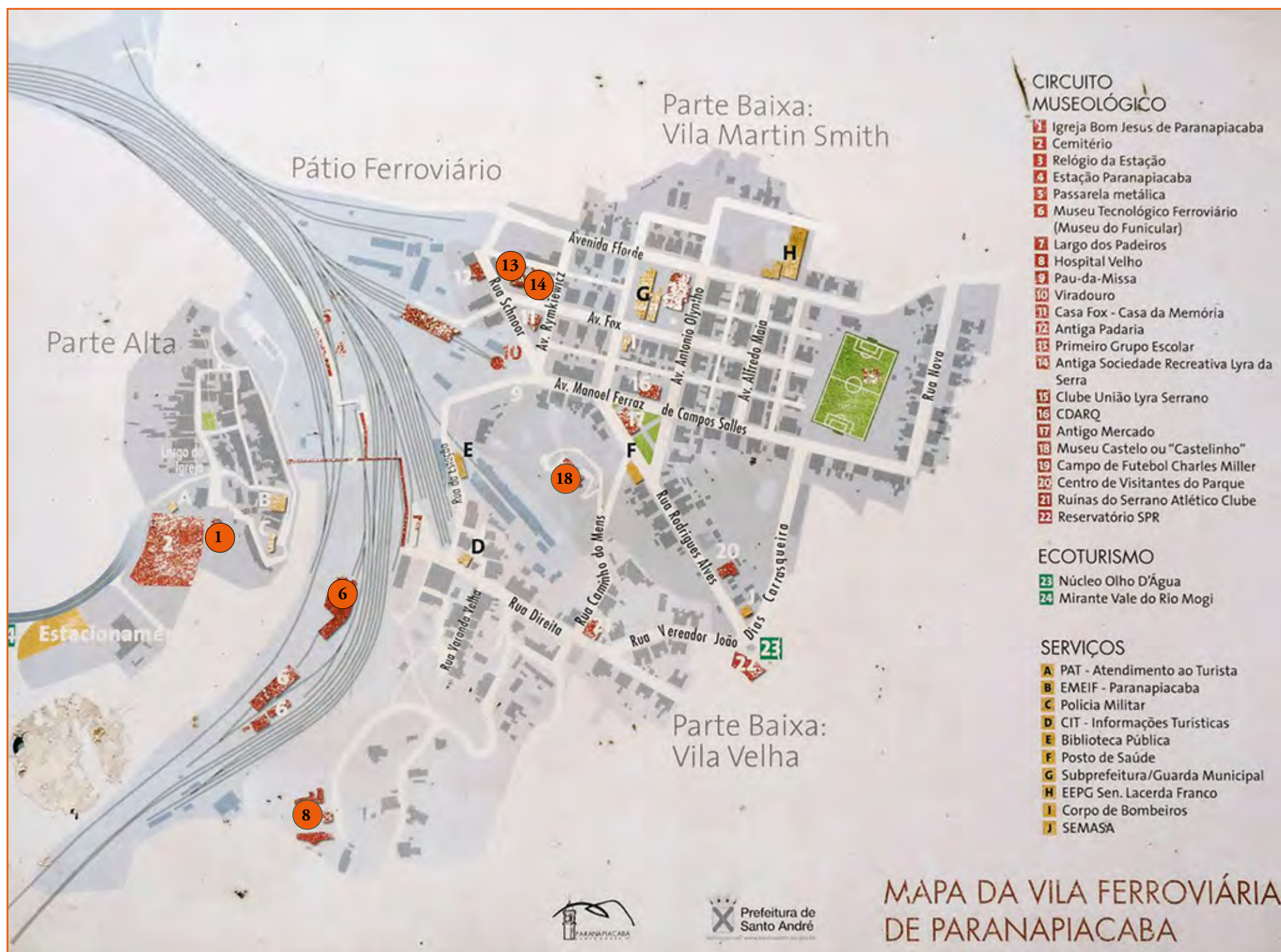
Le processus fut initié en 1989 par le biais de centres d'appels (PMSA/sup, 2006). En 1998, on réalisa un projet de «Gestion participative dans les zones du bassin hydrographique», en collaboration avec l'Université de la Colombie-Britannique et de l'Agence pour le développement international du Canada, en se concentrant sur le développement socio-économique, l'organisation territoriale et des mesures alternatives pour les zones écologiquement sensibles (PMSA, 2004). En 2001, la sous-préfecture fut créée pour améliorer l'intégration de la zone dans la ville, partager la production d'eau, la préservation de l'environnement et de la culture, la communication ainsi que le tourisme communautaire comme principale activité économique.

Avec l'achat de la Ville par l'administration municipale en 2002, on commença la gestion administrative et financière du domaine public et celle du Programme de Développement Local Durable, afin d'intensifier le processus de valorisation de ce patrimoine, compris et considéré comme un «paysage culturel».

Cette approche, adoptée par le Comité du Patrimoine Mondial depuis 1992 et par la Recommandation R (95) 9 (Conseil de l'Europe, 1995), fut récemment intégrée par l'IPHAN (Lettre de Bagé, 2007 et Chancela, 2009). Elle étendit considérablement la notion de patrimoine, articulant les concepts et objets de divers champs de connaissance, compte tenu de l'interdisciplinarité et du territoire en tant que clés pour surmonter la fragmentation qui est encore pratiquée aussi bien dans la conception que dans la mise en œuvre des politiques publiques.

<sup>2</sup> *Idem.*





Plan de Paranapiacaba aujourd'hui; on distingue le quartier du Rabique dominé par l'église (1), la ville ouvrière proprement dite dominée par la maison du directeur (18), les immenses infrastructures ferroviaires (6), le groupe scolaire (13) et le centre récréatif de la Lyre do Serra (14), l'ancien hôpital (8)





Paranapiacaba aujourd'hui

Sur la base d'une conception intégrant la relation homme-nature et les patrimoines tangibles et intangibles, comprendre le paysage comme patrimoine prend en charge la relation intrinsèque entre les approches de l'histoire, de l'anthropologie, de l'écologie, des arts, etc. et leurs correspondants dans les environnements physique, urbain, rural ou naturel. Cette conception fait que la gestion des patrimoines est très complexe et qu'il faut réexaminer les politiques de conservation existantes, notamment dans leur articulation intersectorielle (Figueiredo, 2014) comme le confirme l'expérience de Paranapiacaba.

Dans ce qui suit, ces politiques globales sont présentées, sans les détailler, avec l'intention de dispenser une vue générale de cette expérience,

mettant en évidence les principaux résultats, les leçons, les continuités et les ruptures.

### **3. Planification urbaine et préservation du patrimoine**

La pratique de la préservation des sites historiques urbains au Brésil démontra que la tutelle de l'Etat, tout en continuant de s'acquitter de son rôle dans la mise en valeur, est un instrument inadapté aux besoins de la conservation des paysages culturels. Une telle approche estima que l'action intégrée dans la planification et la gestion territoriale des politiques environnementales, socio-économiques et culturelles étaient essentielles. Par conséquent, le défi est de combiner la politique

de conservation avec un processus dynamique de développement des villes, ce qui implique nécessairement de ne pas s'opposer au changement mais plutôt de le conduire vers la perspective du développement durable.

Compte tenu de ces considérations la Loi ZEIPP (zone d'intérêt particulier pour le patrimoine de Paranapiacaba) fut mise en place, un instrument qu'on considéra comme novateur par le Ministère de la Ville et l'IPHAN<sup>3</sup>, notamment par l'aménagement urbain mixte conformément aux lignes directrices pour la conservation et la gestion du paysage culturel de Paranapiacaba et autres politiques sectorielles. En 2004, le Plan Directeur d'Urbanisme de San Andrés (loi 8696) créa la ZEIPP qui fut réglementé en 2007 (loi 9018). Il s'agit d'une symbiose entre ce que serait un plan directeur local avec des règles spécifiques d'utilisation et l'occupation du territoire. Elle se présente comme le principal instrument d'orientation de la politique de développement urbain et de gestion territoriale du paysage culturel de Paranapiacaba. Elle adapte les directives de la conservation culturelle et environnementale au développement touristique, dans le but d'assurer la pérennité du patrimoine bâti, naturel et immatériel de la ville, en garantissant aussi la continuité et la qualité de vie des résidents.

Conformément aux stipulations de la Charte de la Ville (loi fédérale 10.257/01), la Commission de la ZEIPP mena de manière participative le processus de rédaction du projet de loi. Elle réunit 34 membres, avec 50% de représentation de la communauté locale et les autres 50% pour la

<sup>3</sup> Un bref examen sur la ZEIPP est publié sur le site Web du Ministère das Cidades/Secretariat Nacional de programmes Urbains/legislation. À l'invitation de l'IPHAN-Institut National du Patrimoine Historique et Artistique, la loi fut présentée au premier Forum National du Patrimoine (2009), dans la table ronde intitulée « Regulação e Legais Marcos » (Régulation et Cadre les Lois).



représentation des trois organismes de préservation du patrimoine (national, d'Etat et municipal), le Conseil Municipal de Politique Urbaine, les universités et les associations professionnelles; la Commission assurait la participation qualifiée et active des représentants durant le processus. Les techniciens de l'administration municipale n'eurent pas le droit de vote et participèrent au débat par l'exposé d'études techniques et ils agirent comme modérateurs dans les discussions. Les techniciens des organes de Préservation du Patrimoine participèrent activement et eurent un rôle de guides et de critiques des propositions.

Compte tenu de l'articulation spécifique entre les politiques de conservation du patrimoine et de planification, cette loi constitua également une avancée aussi bien dans le cadre théorique et conceptuel que dans celui de la gestion. La ville de Paranapiacaba reçut, en une seule loi, un ensemble de lignes directrices, des outils et des paramètres de planification urbanistique et environnementale adaptée à leur réalité et articulés entre eux, ce qui contribua à l'institutionnalisation d'une politique spécifique à ce territoire, en particulier pour la conservation de la forêt atlantique, la production d'eau, la préservation d'un village d'ouvriers avec des maisons en bois et de la fragilité sociale de la population qui y réside.

Initialement, la loi établit certains concepts relatifs à la préservation, conservation, restauration, réhabilitation, entretien, mises à jour technologiques et adaptation (article 5). En les différenciant et en proposant une hiérarchie des différents types d'intervention dans le patrimoine bâti, on cherchait à réduire les effets de la bureaucratie dans le processus d'approbation et à favoriser l'échange des rôles entre les établissements gestionnaires, institutionnalisant une pratique fluide entre les différentes instances compétentes.

Le ZEIPP ratifia ainsi la division de la ville en quatre secteurs de planification urbaine (partie



La ville ouvrière



Le quartier de l'église





La Lyre do Serra

haute, partie basse, chemin de fer et Rabique) en reconnaissant leurs spécificités historique, urbaine, paysagère et juridique. Elle créa un zonage qui ordonne l'usage résidentiel et définit des espaces pour le développement des activités commerciales et touristiques, minimisant de ce fait les conflits de voisinage. Elle contrôla la réglementation d'usages privilégiés, tels que l'APR-aire à prédominance résidentielle où la concentration de coutumes relative aux commerces. On autorisa les services à faible perturbation (hôtels et restaurants ouverts jusqu'à 22 h) jusqu'à une limite de 20%. Dans le quartier d'APC-espace à prédominance commerciale, les utilisations non résidentielles sont autorisées jusqu'à 60%. Elle établit également la limite de 50% pour l'ensemble des immeubles publics dans la Partie

Basse, c'est-à-dire qu'elle garantit le droit au logement, en évitant d'éventuelles modifications futures à usage touristique et de maisons de vacances. De même, les paramètres de l'occupation des parcelles et leurs limites, les taux de perméabilité, les niveaux d'inconfort pour les émissions sonores, les lignes directrices pour la conservation des bâtiments et des espaces ouverts et la hiérarchisation du réseau routier, furent aussi redéfinis afin de protéger l'ensemble ainsi que les relations urbaines qui caractérisaient le paysage de la ville.

Paranapiacaba compte seulement 334 logements dans la Partie Basse. De par la loi, on sélectionna et désigna des propriétés représentatives comme « Modèles de résidences ». L'objectif était de mettre en évidence la valeur documentaire et

cognitive du projet ou la construction d'origine, sans qu'ils fussent modifiés, ce qui permit que les interventions pour l'adaptation des usages conformément aux restrictions imposées pour chaque type d'immeuble dans d'autres propriétés soient effectuées.

Ces immeubles-modèle sont destinés à la visite par le public, du fait de la construction d'un « circuit de musée », qui fut primé en 2007 par IPHAN dans le cadre du concours « modernisation des musées ». Basé sur le concept de « musée en plein air », le projet articule des espaces d'exposition en un circuit qui s'inspire de la notion de paysage culturel: la maison « type C », appelée « petit château » ou « maison de l'ingénieur en chef » accueille une exposition sur l'histoire de la ville. On trouve le patrimoine humain dans la « maison de la mémoire », une maison « type A » (pour les petites familles d'ouvriers) ; un ensemble de maisons « type E » (pour les travailleurs moins qualifiés) est dédié au patrimoine architectural et urbanistique; les maisons de « type D » intègrent<sup>4</sup> l'ancien Lyra da Serra (où fonctionna le deuxième cinéma au Brésil), actuellement en restauration pour abriter la salle de théâtre et un espace pour l'éducation au patrimoine.

Pour le reste des propriétés, des modifications fonctionnelles furent autorisées, pourvu que la relation entre les espaces libres et l'espace construit soit respectée, afin de préserver l'équilibre entre les parcelles, le corps principal du bâtiment, la cour, les toilettes au fond du logement et les voies auxiliaires au milieu du pâté de maisons. On autorisa les logements qui à l'origine avaient les toilettes au fond de la maison à faire des agrandissements pour autant qu'ils ne soient pas incorporés au corps principal de la maison, mais en continuité des toilettes et qu'ils ne fassent pas obstacle sur les côtés et l'avant du bâtiment. De cette façon, on dépassa les niveaux

<sup>4</sup> Ces nomenclatures furent utilisées par les Anglais pour les dessins et les projets.





Maisons de cadres

de protection traditionnels, compris comme une gradation hiérarchique et générique incompatible avec la notion de paysage culturel.

Pour encourager la conservation et un système plus rigoureux de contrôle et de sanctions, mais adapté à la réalité locale, on créa des instruments. Dans le but de promouvoir la conservation du bien et avoir le contrôle sur les actions des utilisateurs, on accorda des réductions comme contrepartie pour les constructeurs ayant une licence qui investissaient dans la rénovation, pour autant que cela se fasse avec l'autorisation de la mairie et des organismes de conservation. La Loi institutionnalisa ce processus d'approbation inter-institutions, qui fonctionnait depuis 2005.

Le ZEIPP assura aux entrepreneurs un instrument de propriété moins précaire, en créant, pour les immeubles à usage commercial, des concessions d'utilisation pour 20 ans, renouvelables pour une même période. De même, on établit un nouvel outil pour le suivi et la démocratisation de la gestion: le Forum de Paranapiacaba, qui réunit, de la même manière que la Commission ZEIPP, des représentants de l'administration locale, des agents de conservation et de la communauté, en un débat permanent sur le développement durable de la ville.

La Loi est, pour l'essentiel, auto-applicable. Seuls quelques articles eurent besoin de décrets d'application ultérieure, comme le Forum (réglementé en 2008) ou des instructions normatives et des plans, détaillant l'information technique qui ne se trouvait pas dans les lois de développement urbain, comme par exemple les manuels d'architecture, d'aménagement paysager et les plans d'assainissement, l'énergie et d'éclairage public, tous inclus en 2008.

Dans le même temps, l'administration municipale (sous-préfecture) promut diverses actions pour la conservation du patrimoine, articulant la recherche scientifique, les systèmes d'information et de documentation, l'éducation et la formation professionnelle.





Coopérative de charpenterie/ébénisterie. Locaux des bancs et matériaux. Restauration des maisons de type E-CDARQ

Entre 2004 et 2008, les chercheurs du Centre Universitaire de la Fondation San Andrés, financé par la FAPESP – Fondation de Soutien à la Recherche de l’Etat de São Paulo, zones d’intérêt public – et avec le soutien de la mairie, développèrent la recherche « Lignes directrices et procédures pour la récupération du patrimoine construit en bois dans la ville de Paranapiacaba » (Lima, 2008). Ce document énonça les besoins des politiques publiques municipales et obtint divers résultats, tels que la création d’une méthodologie pour le catalogage de l’héritage en bois, la réactivation de la coopérative de rénovateurs, la création d’une banque de matériaux et la préparation du Manuel de Conservation et de Restauration.

On incorpora tous ces résultats à la ZEIPP en qualité d’axes permanents. L’objectif était de fournir des documents-type qui puissent guider le personnel technique vers des procédures adéquates et respectueuses de l’environnement pour des interventions sur le patrimoine en bois. Il faut noter

que c’est l’un des plus graves problèmes rencontrés par les organismes de conservation au Brésil. L’absence de directives et de paramètres prédéfinis en mesure d’orienter les interventions dans des édifices catalogués conduisit à des décisions individualisées, trop discrétionnaires et souvent antagonistes entre les différents organismes.

On systématisa l’inventaire architectural des propriétés de la Partie Basse dans la base numérique « Banque de Données pour la Gestion du Patrimoine de Paranapiacaba », en recoupant l’information architecturale avec les données socio-économiques et administratives des habitants. Cet inventaire contient des informations photographiques, des données sur la conservation des immeubles, ainsi que la cartographie, son identification selon les typologies, les annexes existantes et dans chaque bâtiment on recensa les murs avec des matériaux originaux déjà retirés ou modifiés.

On forma la coopérative des rénovateurs avec les résidents formés pour travailler spécifiquement

dans la restauration et la conservation du bois. En 2008, grâce au programme de la bibliothèque publique, un groupe de quatre maisons de « type E » avait déjà été restauré, on restaura la maison d’un ingénieur qui brûla, ainsi que l’enceinte d’un bloc et l’ancienne boulangerie, terminés eux en 2010. En outre, la coopérative produisait des éléments de construction, tels que portes, fenêtres, supports de type « mains Françaises », des corniches et des clôtures, destinés à la création d’une banque centralisée de matériaux pour une reconstitution adéquate des éléments architecturaux dégradés.

A partir de 2006, on promut des cours spécifiques d’éducation patrimoniale<sup>5</sup>, dont le module de base était offert à tous les résidents; le

5 Cours en collaboration avec les organes de défense du patrimoine (IPHAN, CONDEPHAAT et COMDEPHAPASA), le Musée de Santo André, le MAE-Musée d’archéologie et ethnologie de l’USP, l’Association Brésilienne de Préservation Ferroviaire et Fondation Saint André /FAPESP.

reste des modules (intermédiaires et avancés) était destiné à la formation de moniteurs pour la culture.

En essayant d'inverser le processus de dégradation subi dans les années 1980 et 1990, l'administration locale retira, jusqu'en 2008, un total de 49 annexes précaires et irrégulières des immeubles, soit la moitié de la demande. Le processus avait sa place lorsque les propriétés étaient rendues ou quand on arrivait à un accord avec la population locale. En 2010, la loi du ZEIPP œuvra pour qu'une action plus ambitieuse puisse être lancée. Toutefois, le nouveau gouvernement pouvait prolonger cette période et reprendre efficacement les travaux du PAC-CH à partir de 2015, étant donné que les interventions dans 242 maisons étaient déjà planifiées.

Finalement, entre 2001 et 2008, on investit près de \$4,5 millions dans 27 travaux de restauration de patrimoine construit et d'espaces libres<sup>6</sup>, en plus de l'investissement annuel de \$82 000 pour la conservation et le fonctionnement.

#### **4. Tourisme durable et préservation de l'environnement**

Le programme proposé prévoyait la promotion d'un tourisme de base endogène, où la communauté participerait aux visites quotidiennes du public, à l'accueil des voyageurs et aux activités et produits touristiques. On mené ce projet à son terme avec planification progressive, en collaboration avec les résidents afin d'éviter les impacts indésirables sur le patrimoine, l'environnement, les habitudes et la qualité de vie de la population.

Le Conseil municipal utilisa une méthode de planification stratégique situationnelle qui structura progressivement le programme en trois

étapes. L'objectif de la première étape (2001-2004) fut la mise en œuvre de l'activité touristique, avec la création de l'infrastructure, des services de réception, de maintenance, d'hébergement et d'autres produits et services touristiques, pratiquement inexistantes. Plusieurs activités visaient à promouvoir l'inclusion de la Communauté dans l'activité touristique, tels que : portes ouvertes, chambres d'hôtes et Atelier Résidence. Tout cela encourageait l'utilisation mixte de la propriété, dans lequel le résident pourrait ouvrir un projet orienté vers le tourisme dans sa propre maison. Comme incitatif financier, ceux qui rejoignirent le programme bénéficiaient d'une réduction de 70 % sur les locations. Le principal résultat fut un bond de 9 projets en 2002 jusqu'à 97 en 2008. De même, le calcul du nombre des visiteurs mis en place enregistra quelques 41 000 touristes en 2002 et 220 000 en 2008.

En 2003, le « Plan de patrimoine », systématisait le diagnostic des attractions touristiques, en créant une marque, un logo et quelques stratégies. À ce moment-là, on conçut deux produits essentiels : l'Agenda culturel annuel et le parc Nascentes.

L'Agenda consista en une combinaison qui cherchait à promouvoir trois types d'événements : les événements traditionnels, déjà pratiqués par la communauté et la région ; les événements nationaux et ceux, nouveaux, conçus pour attirer le public. C'est ainsi que l'année commence avec le Festival brésilien le plus traditionnel : le Carnaval. En avril, on célèbre le Festival Gastronomique de Cambuci (produits typiques de la forêt atlantique identifiés dans la pratique culinaire à travers des études sur l'histoire orale), suivi par le Festival de Juin et les célébrations du mois de l'environnement. En juillet, le principal événement du calendrier a lieu : le Festival d'hiver, qui représente environ 50 % des visites annuelles. Au mois d'août, c'est la fête du saint patron, suivie par la Semaine du Chemin de Fer, le mois des enfants et la Foire des autels et des crèches de la Nativité. En 2004, le premier

Festival des Sorcières et des Mages, une importante communauté organisée, au niveau national, qui attribue des propriétés mystiques à Paranapiacaba, se tint. Cette pratique est dans la ligne de ce que le Comité du Patrimoine Mondial désigne par paysage culturel associatif. En 2008, le premier Festival du Film de Paranapiacaba se déroula aussi, et ces deux événements furent incorporés dans le calendrier annuel des manifestations.

Le Parc naturel municipal Nascentes de Paranapiacaba, créé en 2003, est une unité de 4,2 km<sup>2</sup>, offrant des sentiers, des zones arborées et une interprétation environnementale de la forêt. Deux aires protégées le bordent : la réserve biologique « Alto da Serra de Paranapiacaba » et le Parc national « da Serra do Mar ». En 2008, le secteur devint un des éléments les mieux préservés de la Réserve de biosphère de la ceinture verte de São Paulo, sous la forme d'un vaste corridor écologique comprenant 73 municipalités, dont l'objectif commun est la conservation et de gestion intégrée de la biodiversité et des écosystèmes de l'Atlantique.

Le parc contribue de manière significative à la formation des réserves d'eau qui alimentent le réservoir de Billings. Jusqu'en 2008, on compta 90 000 visiteurs accompagnés par des moniteurs formés à l'environnement par le programme pour le tourisme, à l'initiative de la mairie et en collaboration avec l'Institut de la forêt. Parallèlement à une politique de contrôle des visites et afin d'assurer l'accès des résidents, l'administration locale créa le programme « Les Amis du Parc », avec l'émission de 300 cartes d'identification. On offrit 600 visites gratuites mensuelles aux écoles publiques et à des groupes à faible revenu. S'y déroulent par ailleurs des événements de tourisme sportif et d'aventure, comme les courses de montagne et de randonnée. La première édition de l'Atlas du Parc, publiée en 2004, inclut des études sur les aspects naturels. En 2008, on publia la deuxième édition augmentée, avec des propositions pour le plan de gestion.

<sup>6</sup> Avec l'aide du Conseil municipal, de l'American Express à travers le World Monuments Fund, de Petrobras, la FAPESP/ Centre Universitaire Fondation Saint André et le ministère du Tourisme.



La deuxième étape du programme de tourisme durable (2005-2008) s'occupa de l'évaluation de la qualité des projets déposés, de l'organisation des activités urbaines sur le territoire (ZEIPP) et de l'intégration finale des politiques sectorielles. Dans ce contexte, le PQST-Programme des Services Touristiques apparut, qui propose différents cours d'éducation environnementale, patrimoniale, de formation professionnelle, de langues étrangères, de gastronomie, de coopération et d'esprit d'entreprise. Jusqu'en 2008, ces cours formèrent 50 moniteurs d'environnement et 30 pour la culture. La participation au PQST était facultative, mais elle dispensait un système d'évaluation par le biais de la Certification 5. Les niveaux de classification des entreprises optèrent pour le symbole du wagon de chemin de fer, de un à cinq, en remplacement du traditionnel classement par étoiles. La première certification eut lieu en 2005 et la seconde en 2008 ce qui permit l'évaluation périodique de la qualité des services de tourisme et la participation communautaire dans les cours et projets proposés, tout en encourageant la responsabilité individuelle dans la construction du projet collectif.

En 2007, on révisa le Plan du Patrimoine sur la base des lignes directrices de la ZEIPP, générant le PDTUR – Plan de développement durable du tourisme. Le PDTUR réévalua les attractions et produits touristiques, ainsi que les segments auxquels on devrait donner la priorité. Paranapiacaba se concentra alors sur quatre segments : le tourisme culturel, l'écotourisme, le tourisme éducatif et le tourisme de qualité de la vie. On travailla également, comme segments secondaires, au tourisme sportif, au tourisme d'aventure et d'autres événements. Le PDTUR mit en place un plan d'infrastructure de tourisme, un plan de communication et un plan opérationnel.

A partir de 2007, avec l'approbation de la ZEIPP, on commença la préparation de la troisième phase du projet, qui incluait la formalisation et

la réglementation des entreprises de tourisme. Ce processus visa à adapter les entreprises aux exigences légales, comme le contrôle sanitaire, le permis de travail, en addition à la légalisation des travailleurs. Toutefois, on ne mena pas à son terme cette étape en raison du changement de l'administration municipale en 2009.

Parallèlement, on rechercha des alliances afin de rendre viable le retour du train à Paranapiacaba, inactif depuis 2002. En 2006, il fut possible de mettre en place une locomotive à charbon et, en 2008, on signa un accord de coopération avec le train exprès touristique, entre les gouvernements de San Andrés et de Jundiaí, le Secrétariat aux transports du gouvernement de l'état de São Paulo, la compagnie pauliste des trains métropolitains, IPHAN et l'Association brésilienne pour la préservation des chemins de fer. La même année, le voyage inaugural entre les stations de Luz (São Paulo) – Jundiaí et de Luz-Mogi das Cruzes eut lieu. En 2010, on lança l'opération Luz- Paranapiacaba. Toutes les parties avaient pour guides touristiques des moniteurs formés dans la ville ferroviaire.

## **5. Le développement social et la participation citoyenne**

Entre 2001 et 2008, on implanta un modèle de gestion démocratique et participative, qui mettait les citoyens en première ligne pour la prise de décisions locales. Un modèle qui ne fut pas construit de manière centralisée, mais s'appuyait sur des réseaux de participation citoyenne organisés avec les différents acteurs locaux et dont le centre de prise de décision était toujours dans la ville elle-même, appuyés par les pouvoirs publics, les institutions liées, les organismes responsables des politiques urbaines de conservation de l'environnement, les citoyens et autres parties intéressées.

Toutefois, la mise en œuvre de ce nouveau modèle rencontra des obstacles nécessitant de la part

des directeurs un réexamen constant du processus avec tout le doigté nécessaire. En effet, la population résidente manquait de confiance envers un gouvernement absent pendant une longue période, un laps de temps mis à profit par les dirigeants du moment pour s'attribuer des privilèges, au vu de l'état de désordre physique, social et institutionnel (Moretto, 2005).

On mit en œuvre ces politiques à terme avec la Communauté, souvent avec trop de débats, des conflits inhérents au processus démocratique. On établit un nouvel ordre socio-institutionnel, avec la participation d'un gouvernement engagé dans le développement local durable.

Différentes instances participatives, comme le Budget Participatif et Conseils thématiques, et d'autres spécifiques, comme le Conseil des Représentants virent le jour. Avec l'achat de la ville ferroviaire, on créa un fonds public pour sa gestion et pour recevoir l'argent des loyers des locataires des immeubles.

Le FUNGEPHAPA - Fonds de Gestion du Patrimoine Historique de Paranapiacaba-perçoit des revenus de l'utilisation des espaces institutionnels, l'utilisation commerciale de l'image de la ville et d'institutions financières. Tous les deux ans, le renouvellement du contrat est prorogé et les irrégularités sont transmises à l'organisme accrédité correspondant, en établissant trois étapes pour parvenir à un accord sur la dette ou, en dernier recours, à la restitution des biens par ordonnance de justice. En 2008, on fit 24 dévolutions, surtout de la part de ceux qui refusaient de reconnaître la propriété publique et de ceux qui étaient impliqués dans des activités illicites comme le trafic de drogue, la prostitution d'enfants et le vol. Tous ceux qui durent abandonner leurs maisons bénéficièrent d'un loyer social pour une durée de six mois.

En 2008, le FUNGEPHAPA, qui était géré de manière consensuelle avec la Communauté

par l'intermédiaire du Conseil, vit ses ressources augmenter de 76% par rapport à 2002, avec un revenu annuel de \$340 000 (PMSA/sup, 2008). On utilisa ces rentes pour la conservation des bâtiments, pour la réserve naturelle, pour les cours et pour la promotion du tourisme.

Afin de mieux répondre aux souhaits de la Communauté, le gouvernement sentit la nécessité, au cours du processus, de créer des instances pour les cas de participation les plus spécifiques, en se concentrant sur des questions d'intérêt supérieur et les plus demandées, telles que: rencontres avec des moniteurs et /ou des chefs d'entreprise, Comités de fêtes et la ZEIPP. Ces organes de gestion participative visaient à intégrer les différents savoir-faire et chercher des solutions alternatives conjointes aux problèmes quotidiens, programmes et projets, impliquant la Communauté dans la coresponsabilité des décisions et des actions politiques.

Par ailleurs, ces systèmes suscitèrent la participation permanente et le rôle actif de la Communauté, en impulsant une structure de gouvernance locale, dont l'objectif était également d'assurer la continuité de conservation au-delà de l'action directe de l'administration publique, c'est-à-dire partant de son engagement social.

Outre ces mécanismes de participation, on encouragea la communauté à investir dans sa qualification et la génération de revenus. Au sein de la PQST, on stimula des formations professionnelles qui facilitaient l'organisation de groupes par le biais de coopératives ou d'associations. On dispensa des cours d'économie solidaire, de charpenterie, de menuiserie, de restauration du bois, d'artisanat de la céramique, de gravure sur bois, de gastronomie, d'électricité, de maçonnerie et plomberie. En 2008, la coopérative de restauration du bois fonctionnait de même que trois associations de services touristiques: l'AMA (Association des Moniteurs pour l'Environnement de Paranapiacaba); l'ECOVERDE (éco-vert) et ECOPASSEIOS (éco-

promenades). La coopérative de gastronomie et l'association des artisans participaient également à cette formation. D'autres cours visaient à la formation continue et au perfectionnement des moniteurs dans des activités culturelles, comme les « apprentissages séquentiels et expérience dans la nature » ou la « mémoire orale » pour la formation d'« Agents de la mémoire », dont la première activité consista en une exposition présentée à la Maison Fox.

On investit notamment dans la formation et l'intégration des jeunes par l'intermédiaire du Programme pour la Jeunesse de la Réserve de Biosphère (PJ) et du Jeune Agent, développé en collaboration avec l'Institut des Forêts et de l'UNESCO. PJ recherchait, outre une formation complète de jeunes entre 14 et 21 ans, l'apprentissage de la gestion de l'environnement, l'éco-tourisme, la sylviculture, l'agro-industrie artisanale, l'art et le recyclage.

Jusqu'en 2008, le programme forma environ 220 jeunes cultivant l'estime de soi et la formation du caractère. Il contribua ainsi à leur intégration dans le marché du travail. Déjà à cette date, on avait déjà embauché 14 jeunes comme moniteurs pour le Parc d'Etat des Chemins de la Mer (Parque Estadual Caminhos do Mar), 20 autres accomplissaient des tâches comme moniteurs pour l'environnement de Paranapiacaba et la totalité eut des possibilités d'emploi pendant la saison touristique annuelle. Cinq d'entre eux poursuivirent des études dans les facultés de biologie, de gestion de l'environnement, dans l'administration et l'éducation physique. En 2006, on mit en route la pépinière et le jardin expérimental, financés par la Banque Mondiale (PMSA/SUB, 2008).

Dans le même temps, le programme Jeune Agent, en collaboration avec le Gouvernement Fédéral, dispensa une formation socio-environnementale à des jeunes âgés de 14 à 17 ans dans la région des sources. On forma 40 étudiants

issus de la ville, 13 d'entre eux reçurent des subventions s'élevant à \$30 par mois.

Pour promouvoir l'insertion de habitants qui n'auraient pas de possibilités socio-économiques d'ouvrir des entreprises sans aide, on créa le « Centre d'art et artisanat » et un « Espace culinaire ». Dans un premier temps, le vieux marché fut l'espace attribué comme siège des deux projets et en 2006, on leur alloua deux bâtiments pour leurs activités. Les entrepreneurs résidant dans la ville se virent accorder une remise de 70% sur les tarifs des locations, puisque ce projet comprenait également des riverains de la Partie Haute et de la région.

Dans les cas de situations à risque social, c'est-à-dire de familles nombreuses petitement logées ou de plusieurs familles partageant la même propriété ou de loyers incompatibles avec le revenu familial et de risque environnemental (géotechnique, instabilité structurelle ou insalubrité), la mairie procéda au relogement de ces familles dans d'autres propriétés plus appropriés sur le plan social et environnemental. En outre, on inclua la population à faible revenu dans les programmes d'aides. La « Bourse familiale », la « Famille de Saint André » et le Revenu Citoyen prirent en charge 32 familles de la ville ferroviaire et 320 de la région.

En 2005, pour évaluer et orienter les politiques sociales, on réalisa une étude socio-économique et culturelle complète des habitants et, entre 2007 et 2008, on effectua des sondages ponctuels. Certains indicateurs confirmèrent la promotion du développement local (Lume, 2000) Moretto, 2005 ; PMSA/SUB, 2008).

Le revenu individuel moyen augmenta de 77,58 %, passant de \$85 en 2001 à \$150 en 2005 ; les moniteurs pour l'environnement et les moniteurs pour la culture gagnaient en moyenne \$340 par mois en haute saison ; le chômage tomba de 61 % en 1999 à 30 % en 2005 et 16 % en 2008 ; le nombre des chefs d'entreprise évolua passant de seulement 9 en 2001 à 97 en 2008 et 90 % d'entre eux étaient des



résidents de la ville ; la moyenne annuelle du chiffre d'affaires déclaré par les employeurs augmenta de plus de 3 000 %, passant de \$18 000/an en 2002 à \$565.000 en 2007.

On vit aussi une augmentation du niveau de la scolarisation ; le nombre de scolarisés en 2<sup>e</sup> année grimpa de 20,21 % en 1999 à 56,65 % en 2005 et celui de 2 % en niveau supérieur à 5 % pendant la même période. Il faut noter que bon nombre des jeunes qui participèrent à la 3<sup>e</sup> année choisirent des options liées au tourisme et aux activités environnementales.

## **6. Enseignements, continuités et ruptures**

Avec ce large programme de développement durable, fondé sur l'intégration entre les politiques publiques et le débat permanent entre la communauté et les institutions, l'expérience de Paranapiacaba releva les hypothèses et les défis lancés dans les débats académiques et, par ses résultats et réalisations, elle se distingua comme un modèle de gestion non seulement nécessaire pour les villes, mais possible pour l'administration publique locale.

On considéra ce modèle comme innovant pour plusieurs institutions nationales comme l'IPHAN, le Ministère la Ville et la Réserve de Biosphère de la Ceinture Verte de São Paulo, et des organisations internationales telles que le Programme Mondial d'Etudes du Patrimoine de l'Université Technique du Brandebourg en Allemagne et le Laboratoire International des Paysages Culturels de l'Université Polytechnique de Catalogne.

Cependant, à partir de 2009, en raison de la rupture qui se produisit avec le changement de municipalité, la gestion locale fut désarticulée, principalement en raison de l'absence d'un plan de gouvernance, de l'inexpérience de la nouvelle équipe gestionnaire, de la suppression de la sous-préfecture et par suite du système de participation. Cependant,

bien que le démantèlement du programme soit évident pour le visiteur, il est possible de voir la survie de certains aspects.

En premier lieu, il faut mettre l'accent sur la permanence des instruments juridiques, tels que le ZEIPP, l'Unité de conservation et les contrats existants pour les travaux de rénovation. L'existence du « Parc Nascentes » et son « Plan de Gestion », dont la deuxième étape continua à se développer et s'acheva en 2011, conduisirent à la préservation de l'environnement et de l'écotourisme durable. La ZEIPP, bien qu'avec des retards dans la mise en œuvre et des interprétations erronées, assura la gestion du tourisme et le maintien de l'usage résidentiel, ainsi que les critères généraux pour la conservation.

Il convient également de souligner l'investissement dans la formation des ressources humaines au sein de la proposition de développement endogène. En effet, l'activité touristique quotidienne fut effectivement accomplie par des moniteurs des branches culture et environnement, par les entrepreneurs qualifiés, et par les établissements organisés durant le précédent gouvernement, étant donné que le répertoire des agents publics autorisés à diriger le projet fut annulé. La Coopérative de Rénovation, qui survécut dans un premier temps par suite des contrats en cours, fut supprimée par la nouvelle administration, visant à démanteler les réseaux et les organisations sociales promues antérieurement. Toutefois, en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée pour la restauration du bois, l'entreprise qui remporta l'appel d'offres pour la restauration de « Antigo Lyra da Serra » en 2011 embaucha les travailleurs des coopératives. En 2012, le travail s'arrêta par suite de problèmes de gestion et reprendra en 2015 par le biais de la PACCH.

D'autres projets survécurent. Les projets consolidés, enracinés dans les habitudes, les attentes et la mémoire de la communauté ainsi que les manifestations régulières étaient devenues de

véritables traditions, telles que le Festival d'hiver, les routes de l'écotourisme et le Festival de Cambuci. Ce dernier, par l'action de l'incubateur de projets sociaux de la Mairie de São Paulo, devint régional en 2009, avec la participation de huit villes. Le circuit muséologique continua d'exister ; cependant, le tour complet se faisait moyennant des prises de rendez-vous, puisque les moniteurs, sans soutien institutionnel, ne purent garder ouverts les espaces d'exposition en permanence.

En revanche, alors que l'investissement et le retour aux processus participatifs de gestion auraient été fondamentaux, il fut constaté qu'il n'était plus possible de générer une habilitation permanente de la population, ni d'entretenir le réseau d'acteurs engagés qui avait été éveillé.

Cette expérience remet l'accent sur un sujet : la capacité entrepreneuriale et d'articulation du pouvoir local, bien entendu toujours dans le cadre de ses compétences. Comme suite au processus et aux résultats obtenus par le programme et les effets néfastes qui furent la conséquence immédiate du démantèlement de cette politique, une réflexion profonde sur le rôle des autorités locales doit être menée. On peut noter ces effets par la diminution des visites touristiques, qui ont été réduites de près de 70 %, ou par les déplacements<sup>7</sup> qui occasionnèrent la fermeture officielle des 18 magasins et laissèrent beaucoup de bâtiments inoccupés entre 2009 et 2012. En revanche, ce fait mit en évidence l'incapacité des organismes concernés à réagir. Alors que le conseil municipal vit son action limitée par la gouvernance locale, les pouvoirs fédéral et de l'État se distancèrent de la gestion et de la vie quotidienne des citoyens, bien qu'il y eut des plaintes et même

7 Comme le révèle l'article « Vila de Paranapiacaba e retrato do descaso » (La ville de Paranapiacaba est l'image de l'abandon). <<http://www.dgabc.com.br/news/5847239/vila-de-paranapiacaba-e-retrato-do-descaso.aspx>>>> Consulté le 02/05/2012. Également constaté par l'auteure lors d'une visite.

une implication par le parquet dans certains cas graves liés à la propriété légitime des citoyens. Au cours des dernières élections, cependant, on remplaça une partie du groupe politique précédent.

Du système politique nous devons souligner simplement qu'il s'agit d'un processus distinct, différencié de la gestion administrative et qu'il subit les effets inattendus de facteurs conjoncturels. En outre, ils font partie du processus démocratique aussi bien dans le changement que dans la continuité, comme un agenda des priorités retenues par chaque programme désigné pour chaque mandature. Pour paraphraser Churchill, «la démocratie est le pire système de gouvernement, à l'exception de tous les autres.» Il faut donc laisser tout le reste dans le tiroir et continuer à parcourir le difficile chemin des élections et de leurs conséquences, sans abandonner l'espoir.

## BIBLIOGRAPHIE

CONSEIL DE L'EUROPE, Recommendation N°. R (95) 9 of the Committee of Ministers to Member States on the Integrated Conservation of Cultural Landscape Areas as Part of Landscape Policies, 1995.

[http://www.culturanoorte.pt/fotos/editor2/1995-recomendacao\\_relativa\\_a\\_conservacao\\_dos\\_sitios\\_culturais\\_integrada\\_nas\\_politicas\\_de\\_paisagem-conselho\\_da\\_europa.pdf](http://www.culturanoorte.pt/fotos/editor2/1995-recomendacao_relativa_a_conservacao_dos_sitios_culturais_integrada_nas_politicas_de_paisagem-conselho_da_europa.pdf) Consulté le 11/10/2011.

FIGUEIREDO, V.G.B., *Da Tutela dos Monumentos à Gestão das Paisagens Culturais Complexas: inspirações à política de preservação cultural no Brasil*, São Paulo, FAU USP, 2014 (Thèse de doctorat).

FIGUEIREDO, V.G.B.; RODRIGUES, R. (dir.), *Paranapiacaba: um patrimônio para a humanidade*. São Paulo, Editora Marquise, 2014.

LIMA, G.; AZEVEDO, M.; PASSARELLI, S., *Diretrizes e Procedimentos para a Recuperação do Patrimônio Habitacional em Madeira na Vila Histórica de Paranapiacaba*. FAPESP / PMSA / Fundação Santo André, Santo André, s.n., 2008.

LUME (Laboratório de Urbanismo da Metrópole), *Plano de Desenvolvimento Sustentável da Vila de Paranapiacaba-SANTO ANDRÉ. Etapa 2— Produto Final*, São Paulo, FAU USP, 2000.

MORETTO, M., *Protagonismo comunitário em Paranapiacaba: o impacto das ações governamentais no desenvolvimento sócio-econômico-comunitário da Vila de Paranapiacaba no período de 2001 a 2004*, São Caetano do Sul, Universidade de São Caetano do Sul, 2005 (Thèse de master).

PMSA/SUB (Prefeitura Municipal de Santo André/ Subprefeitura de Paranapiacaba y Pq. Andreense), *Memorial da ZEIPP-Zona Especial de Interesse do Patrimônio de Paranapiacaba*. Santo André, s.n., 2006.

PMSA/SUB, *Relatórios de Gestão do Departamento de Paranapiacaba 2001-2008*, Santo André, s.n., 2008.





La ville fermée de Ozersk (région de Tchéliabinsk, Oural). Le panorama de la ville

# « ON VIT COMME À MOSCOU » : L'HABITAT ET L'AUTO-IDENTIFICATION DANS LES VILLES FERMÉES NUCLÉAIRES D'URSS<sup>1</sup>

NATALIA MELNIKOVA

INSTITUT D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE, SECTION OURALIENNE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE RUSSIE (EKATÉRINBOURG)

A la fin des années 1940, des villes fermées apparurent en URSS au cours de la réalisation du projet nucléaire soviétique. Ces villes comprenaient des instituts de recherche et des entreprises industrielles qui participèrent à la production d'armes nucléaires. Basées donc sur une mono-activité, ces villes constituaient des enclaves scientifiques et techniques et perpétuaient la tradition des villes-usines ouraliennes.

Comme le pouvoir soviétique considérait la création d'une bombe atomique comme une tâche d'importance vitale, le projet attira une attention particulière de la part du parti et du gouvernement : on lui attribua ce qu'il y avait de meilleur en équipements, cadres, produits et financement. Dans l'Union Soviétique d'après-guerre, ce fut le principal secret d'Etat et tout ce qui était lié à ce projet était confidentiel, jusqu'à l'existence même des villes nucléaires fermées, qui n'entrèrent pas dans le découpage administratif et ne figurèrent sur aucune carte du pays. Pourtant, entre 1945

et 1958, on créa dix villes de ce type : cinq dans l'Oural, trois en Sibérie et deux dans la partie européenne de l'Etat. Elles naquirent comme des cités ouvrières auprès d'entreprises du complexe militaro-nucléaire. Parmi les principaux facteurs d'influence dans le choix d'un site, figuraient son éloignement des frontières de l'Etat, sa proximité géographique d'un centre régional, d'importantes ressources d'eau douce, l'accès au chemin de fer, un nombre minimal de bâtiments industriels et d'habitation. Les étendues de l'Union Soviétique offraient assez d'endroits isolés où l'on pouvait dissimuler n'importe quelle production et limiter au maximum les contacts du personnel avec la population locale non liée aux activités secrètes.

Les premiers projets de ce type d'implantation visèrent à interdire le libre accès du seul site de production<sup>2</sup>, mais bientôt on dut renoncer à cette idée. En réutilisant les solutions déjà trouvées par les Américains pour l'organisation de ce type de production<sup>3</sup> et l'expérience en organisation spatiale des goulags, il fut décidé d'entourer l'usine et la cité ouvrière d'une zone interdite sous surveillance. Le périmètre était constitué par deux hautes clôtures

munies de barbelés, entre lesquelles passait une bande de protection de terre nue. Des gardes issus de détachements spécialisés patrouillaient tout le périmètre. Des milliers de gens furent obligés de vivre dans ces conditions et de s'adapter à cette situation de confinement géographique<sup>4</sup>.

Comme la nouvelle branche de l'industrie se créa à toute allure et dans des conditions d'urgence, il fut difficile d'établir une étude de faisabilité fiable. Cela concernait entre autres le nombre d'habitants qu'on prévoyait d'abord assez restreint, d'un maximum de 1 500 personnes<sup>5</sup>. C'est pourquoi on n'envisagea qu'une infrastructure sociale

2 REOUT, G.A., *Zakrytye administrativno-territorialnye obrazovania Sibiri: sotsializm za kolioutchei provolokoi*, Krasnoïarsk, 2012. p. 62.

3 BROWN, K., *The Closed Nuclear City and Big Brother: Made in America*, Ab Imperio. 2011. N° 2. p. 159–187.

4 Jusqu'au milieu des années 1950, dans les usines de ce type, par exemple, à l'usine de plutonium de l'oblast de Tchéliabinsk, il était interdit de quitter le territoire pour des raisons personnelles; dans d'autres, c'était limité au maximum (il fallait une permission spéciale même pour aller à l'enterrement d'un membre de la famille). Il était bien vu de passer les vacances dans la zone fermée.

1 L'article est préparé avec le soutien d'une subvention du Fonds Scientifique Russe (RNF) N° 14–18–01873.





Lesnoï (région de Sverdlovsk). Un des premiers baraquements

élémentaire pour ces implantations. La plupart des villes nucléaires créées dans les années 1946-1949 furent aménagées d'après ce même principe (Sarov, Novouralsk, Lesnoï, Ozersk<sup>6</sup>)<sup>7</sup>. Leur organisation spatiale était assez spontanée. On bâtit très peu de logements : c'était le plus souvent des maisons en bois sans étage, longeant de deux côtés la route reliant les habitations à la production.

L'enquête sociologique rétrospective que nous avons menée parmi 400 résidents de Lesnoï, venus dans cette ville au cours de la période de la fin des années 1940 jusqu'à 1970<sup>8</sup>, montre qu'à la fin des années 1940, 66% des interrogés avaient obtenu le lendemain de leur arrivée une chambre au foyer ouvrier, 21%, une chambre dans un appartement collectif, 4% louaient une chambre à la population locale et seulement 9% avaient pu avoir un appartement individuel. On logea les premiers ouvriers et ingénieurs venus à Lesnoï dans des maisonnettes de colonies de vacances, des constructions temporaires (des cabanes et des baraquements servaient souvent à loger des groupes d'ouvriers) et même dans des bâtiments monastiques, comme ce fut le cas du premier centre nucléaire de l'URSS installé sur le territoire du célèbre monastère de Sarov. Les gens vivaient dans les couloirs, sous les

escaliers. Dans les chambres, la partie réservée aux femmes était souvent séparée de la partie hommes par un simple rideau en tissu ; deux ou trois familles qui vivaient ensemble dans une pièce devaient former une collectivité qui comptait parfois jusqu'à une vingtaine d'adultes et enfants<sup>9</sup>. Pas de chauffage central, pas d'eau courante, on en distribuait suivant la norme fixée par les autorités ou bien les résidents devaient aller en puiser eux-mêmes d'une source

5 POSTANOVLENIE, S.M., SSSR N° 804-326ss «O podgotovke, srokakh stroitelstva i pouzka zavoda N° 813». // *Atomny proekt SSSR: Dokoumenty i materialy* / Pod red. L.D. Riabeva. V 3 t. T. II. Kn. 2. Sarov, 2000. p. 206.

6 Sont cités les noms de villes actuelles.

7 IMALET'DINOV, S.F., *Parallel'noïe gradostroitel'stvo: organizatsia proektirovaniia zakrytykh gorodov atomnoï promychlennosti* // *Izvestia vyschikh outchebnykh zavedeniï. Stroitelstvo*. 2011. N° 11. p. 87.

8 MELNIKOVA, N.V., *Fenomen zakrytogo atomnogo goroda*. Ekaterinbourg, 2006.

9 *Gruppa fondov naoutchno-tekhniticheskoï dokoumentatsii Proïzvodstvennogo obedinenia «Maïak»*. F. 1. Op. 1. D. 5. L. 48; *Mouzeï troudovoi slavy Proïzvodstvennogo obedinenia «Maïak»*. Vassiltchenko A.A. *Vospominania natchalnika smeny 8 otdelenia obekta «V»*. Roukopsis, 1973. p.1, *Kratkie vospominania o rabote pervykh let na khimkombinate s 1946 po 1958 g.* D.D. Artamonova. Roukopsis, 1983. p. 3; *Fondy gorodskogo kraïevedtcheskogo mouzeïa g. Novouralska*. Gornitski D.M. *Vospominania o razvitii goroda*. Roukopsis. p. 5.



Lesnoï. Maisons staliniennes de la rue Lénine



Ozersk. l'Avenue de la ville



Novouralsk. Plantation des tilleuls.  
La place Centrale. Années 60

voisine. « On vit comme à Moscou – répétaient les premiers employés de ces usines avec sarcasme (plusieurs étaient venus de Moscou et de Léninegrad), – seulement les maisons sont plus basses et l'asphalte est plus mou »<sup>10</sup>, en sous-entendant l'absence de grands immeubles, de routes ou de trottoirs. Au lieu de bas-côtés, il y avait de la boue, une boue tellement visqueuse qu'on y perdait ses bottes : « pour aller à la cantine, il fallait mettre des bottes de créseaux, à cause de cette terrible boue. Je m'en souviens très bien : une fois j'ai réussi à retirer mes pieds, mais les deux bottes sont restées là »<sup>11</sup>.

A cette époque et un peu plus tard, ces futures villes avaient encore une particularité : elles avoisinaient de près les baraquements des

détenus du goulag qui participaient, eux aussi, à la construction<sup>12</sup>. Les goulags masculin et féminin étaient séparés et avaient chacun un clôture propre, mais se trouvaient tous les deux à l'intérieur d'une même zone secrète. « Cela crée un vrai goulag pour nous et nos familles », – disait-on à la première conférence du parti des bâtisseurs de Lesnoï. – « Pendant toute la journée de travail, nos familles ont peur de sortir et restent enfermées pour veiller à leurs biens et protéger la maison d'un vol éventuel. Il est très difficile de vivre dans ces conditions »<sup>13</sup>. Il n'y a rien d'étonnant que le jargon local désigna toujours ces territoires fermés par le mot « зона (zone) » qui renvoie à l'argot des criminels et de la prison, sans en avoir pourtant gardé la connotation pénitentiaire.

10 Udivitelnye lioudi unikalnogo zavoda / Sost. A.V. Mitioukov. Ekaterinbourg, 2000. p. 64.

11 Fondy mouzeïa Uralskogo élektrokhimitcheskogo kombinata. Iz vospominani Pissarevoï Niny Pavlovny. Sozidanie (dela i lioudi). Sbornik vospominani veteranov UEHK. V 2 t. / sost. T.N. Postnikova. Sverdlovsk-44, 1989. T. 1. p. 120.

12 Dans la plupart des cas, c'étaient des prisonniers criminels de droit commun. On n'utilisait pas le travail de détenus politiques pour la construction des sites nucléaires.

13 KOUZNETSOV, V.N., *Atomny proïekt za kolioutcheï provolokoï*, Ekaterinbourg, 2004. p. 159.





Ozersk. L'institut physico-technique de Moscou, année 1970

La construction de nouvelles industries nucléaires prenant de l'ampleur, le nombre de travailleurs augmenta si rapidement que, vers la fin des années 1940 – début 1950, la nécessité d'agrandir les cités ouvrières et de les transformer en villes s'imposa de façon évidente. La construction de villes nucléaires fermées fut une tentative pour réaliser dans toute sa plénitude l'idée de «ville socialiste» qui existait en URSS depuis la fin des années 1920 : construire une ville qui démontrerait les acquis du socialisme, avec un tracé irréprochable, favorable au développement de la production et garantissant le maximum de confort aux habitants. «Il s'agit non seulement de construire de nouveaux logements, mais de créer une ville nouvelle. Nous voulons bâtir une ville modèle dans les délais les plus courts», annonça dans son intervention au cours d'une séance de l'administration



Sarov. Une cité de cadres technique. Les maisons, en bois, comptent plusieurs appartements

municipale en mai 1949, l'ingénieur en chef de l'usine de plutonium N° 817, Efim Slavski, devenu plus tard ministre des Constructions mécaniques moyennes, ministère «nucléaire» de l'URSS<sup>14</sup>. Il le dit au moment le plus difficile de la construction de l'usine, quand le gouvernement ne prit pas encore

de décision concernant l'avenir de la cité ouvrière auprès de la monoproduction. Néanmoins, Slavski envisagea d'en faire une ville. Les simples résidents perçurent de la même façon leur lieu d'habitation, en l'appelant Sotsgorod (ville socialiste) dès le début des travaux de construction et même à l'époque où les conditions de vie furent bien pires que dans les villages voisins.

C'est le Bureau d'études N° 11 de Léninegrad qui fut chargé de fournir l'ensemble des études liées à la construction de nouvelles entreprises nucléaires. Ce bureau élaborait une série de solutions types à appliquer dans toutes les villes nucléaires fermées. Le découpage du territoire en zones fonctionnelles se fit compte tenu des points cardinaux, ce qui permit une situation écologique satisfaisante. Les zones industrielles furent séparées des quartiers d'habitation par une zone sanitaire de protection qui comprenait des entrepôts et des éléments d'infrastructure. Le milieu urbain et l'espace architectural y furent donc assujettis aux besoins scientifiques et techniques.

Jusqu'au milieu des années 1950, la conception architecturale des villes nucléaires fermées fut basée sur l'idée de grand ensemble. Ce furent des projets uniques et cohérents qui se réalisèrent selon les canons classiques : l'architecture urbaine de cette époque laissa nettement entrevoir l'influence de Saint-Petersbourg - Léninegrad<sup>15</sup>.

Le paysage urbain de cette période permet de décoder l'organisation spécifique des pouvoirs locaux qui existaient dans les villes fermées. Ce ne fut pas le bâtiment de l'Administration municipale (des Soviétiques) qui domina le paysage architectural

14 NOVOSSELOV, V.N.; TOLSTIKOV, V.S. Taïny «sorokovki». Ekaterinbourg, 1995. p. 359.

15 IAMALETDINOV, S.F., Krasnoïarsk-26: formirovanie arkhitektourno-prostranstvennoï sredi zakrytogo goroda v 1950-e gody // Arkhitektoura i iskoussvo Italii, Guérmanii i Rossii «totalitarnogo» perioda. Mejdounarodnaïa nauchnaïa konferentsia MONUMENTALITA & MODERNITA. SPb, 2010 (URL: <http://www.kapitel-spb.ru/index.php/component/content/article/50-yamaletdinov?showall=1>).

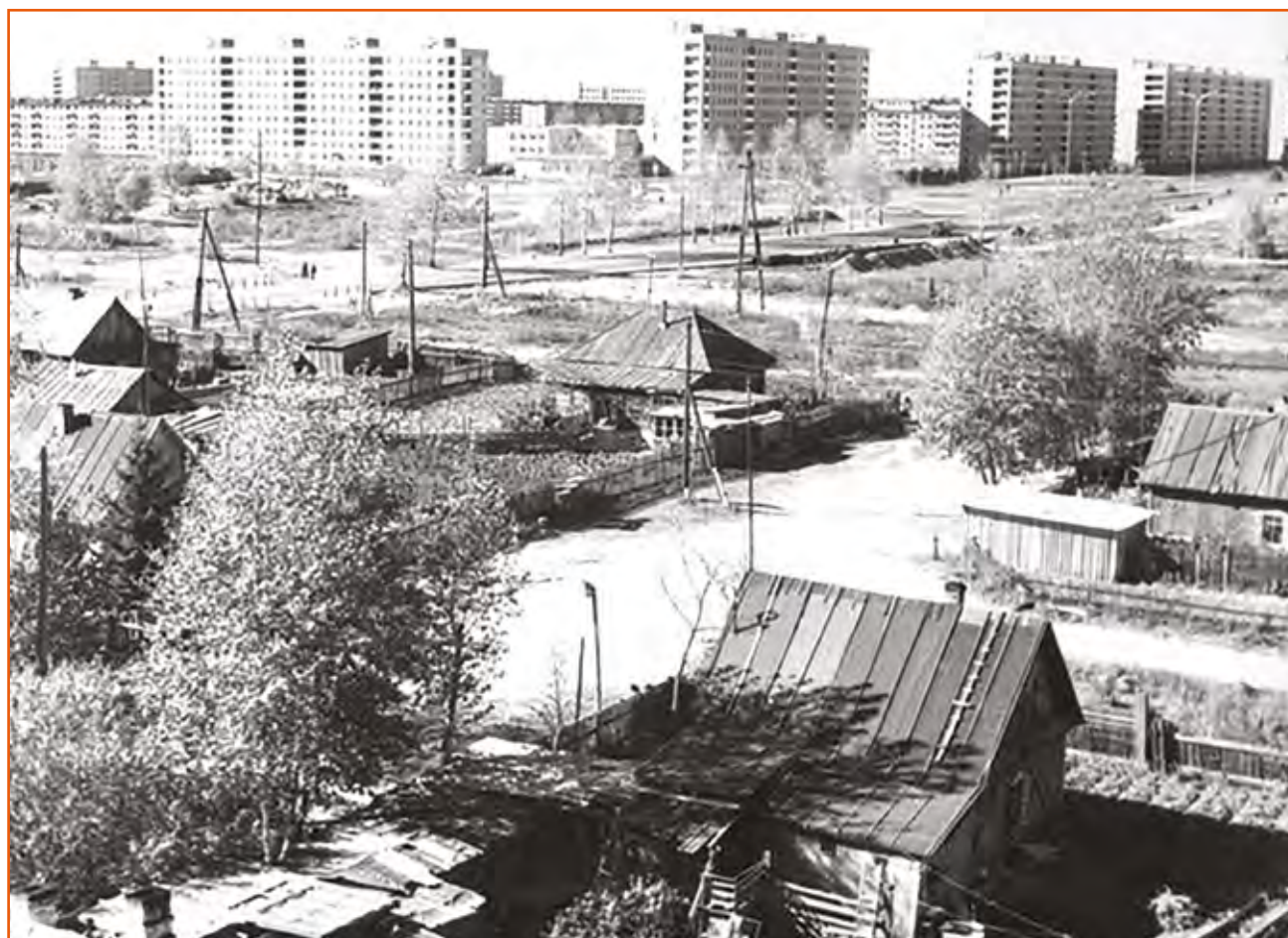


de la ville, mais les Maisons de la culture ou les théâtres. Le fait que le principal symbole soviétique dans l'architecture urbaine soit repoussé au second plan s'explique parce qu'au début de leur existence, ces villes ne possédèrent pas d'organes de pouvoir classiques, comme les autres villes de l'URSS. Ces organes n'apparurent dans les sites nucléaires secrets de première génération qu'en 1954, avec l'obtention du statut de ville. Et même après, pendant une longue période, les organes soviétiques n'y disposèrent pas de la plénitude de leurs fonctions, car le vrai pouvoir fut concentré entre les mains de l'administration de l'entreprise formant la ville. Après 1950, on commença enfin à élaborer de vrais plans d'urbanisme<sup>16</sup>, où le style impérial stalinien céda la place aux grands ensembles de logements construits en préfabriqué. Compte tenu des réussites et échecs de la première époque (Sarov, Ozersk, Novouralsk, Lesnoi), la seconde génération de villes nucléaires conçues se dota d'un plan d'urbanisme dès le début des travaux<sup>17</sup>. Ainsi, des villes se formèrent avec une composition cohérente des îlots: infrastructure achevée, espaces verts, éléments de la nature inclus dans l'espace urbain.

Des immeubles en briques vinrent remplacer cabanes, baraquements et maisons en bois. Devançant de loin, de cinq ans au minimum, le boom de construction des années 50, les villes fermées créèrent un important parc de logements et une large infrastructure sociale avec équipements éducatifs, médicaux, commerciaux, culturels et sportifs.

16 MELNIKOVA, N.V., Novikov O.V., *Guéneralnye plany razvitiia g. Lesnogo // Atomnye goroda Urala. Gorod Lesnoi: éntsiklopediia / Pod obchtcheï red. V.V. Alekseïeva, G.N. Rykovanova. Ekaterinbourg, 2012. p. 63–64.*

17 IMALETDINOV, S.F., *Gorod-pamiatnik. O tsennosti istoriko-arkhitektournogo kompleksa goroda Jeleznogorska // Molodej' i nauka: sbornik materialov VIII Vserossiïskoï naoutchno-tekhničeskoï konferentsii stouidentov, aspirantov i molodykh outchenykh, 19-27 apreliia 2012 goda / Otv. red. O.A. Kraïev. Krasnoïarsk, 2012.*



Seversk (région de Tomsk). Vue sur les nouvelles constructions

«L'homme qui vit dans notre ville a des possibilités restreintes. Nous n'avons pas le droit de faire venir chez nous les théâtres de villes ouvertes, nous n'avons pas la liberté d'inviter parents ou amis à venir nous rendre visite. Nos enfants n'ont pas le droit de participer aux compétitions internationales, nos scientifiques ne peuvent publier leurs articles dans les éditions étrangères et ont des restrictions quant au droit de publier dans les revues scientifiques du niveau national. Nous comprenons très bien cette situation.» proclama le premier secrétaire du comité municipal du parti, Vladimir Ivanovski, lors d'une séance du comité exécutif de la ville fermée Arzamas-16 et il appela à continuer les efforts pour

améliorer la vie quotidienne des habitants<sup>18</sup>. Et les autorités locales le firent pour de bon. Lors de la première moitié des années 1960, les villes fermées virent apparaître des maisons préfabriquées avec un arrangement perfectionné des intérieurs et des maisons en briques à huit étages avec ascenseur. En moins de dix ans, on apprit à construire des immeubles à onze étages. Et si, à partir de 1966, la construction de logements perdait de la vitesse partout en URSS<sup>19</sup>, on en construisit davantage dans les villes fermées. Vers les années 1970, on rasa

18 KOTCHANKOV, L.A., *Sloujba bezopasnosti RFIaTs-VNIIEF. Istoria sozdania i razvitiia. Sarov, 2006. p. 181.*





Sarov (près de Nijni Novgorod). La villa d'Iouli Khariton. L'intérieur

tous les baraquements. Dans la première moitié des années 1980, jusqu'à 85 % des familles vivaient dans des appartements particuliers. Les mêmes chiffres caractérisaient la situation moscovite<sup>20</sup>. Ainsi, la phrase sarcastique des pionniers des années 1940 – « On vit comme à Moscou » – devint véridique et perdit sa connotation ironique. 97 % du parc de logements furent munis de tous les comforts modernes (eau, électricité, gaz). Vers 1985, chaque

habitant disposait en moyenne de 16,5 mètres carrés habitables dans les villes fermées. Le même indice au niveau du pays était de 14,9 mètres carrés<sup>21</sup>. On voit donc que le problème de logement pour les habitants des villes fermées n'eut pas le même caractère urgent que pour ceux qui vivaient dans d'autres villes soviétiques. La perspective d'obtenir un appartement municipal dans une ville fermée poussa souvent les gens à donner leur accord pour venir travailler et vivre malgré les conditions d'isolement. 71,8 % de ceux qui étaient venus y résider dans les années 50 et 83,3 % de ceux des années 60 citèrent cette possibilité comme

motif de leur décision<sup>22</sup>. Rues asphaltées et bien éclairées, beaucoup de végétation, propreté et bonne ambiance, tout à l'intérieur de ces enclos fit penser à une ville de vacances, calme et paisible. La beauté de la nature, les plans d'eau et le haut niveau du confort et de l'aménagement permirent aux résidents d'appeler leur ville « Suisse russe », en l'opposant ainsi aux autres villes « ordinaires ». Ceux qui vivaient au-delà de l'enceinte crurent que, dans l'enclos, on mettait en pratique un « communisme d'essai »<sup>23</sup>. Avec le niveau de vie égalisé pour tout le monde, c'est l'affectation de logements et de biens matériels qui devint un des facteurs-clés de la stratification sociale dans les villes nucléaires fermées. Au sommet de la pyramide sociale, on trouva des scientifiques éminents (Igor Kourtchatov, Iouli Khariton, Isaak Kikoïne et d'autres). C'était de leur génie scientifique dont dépendait la réalisation du projet nucléaire de l'URSS. Ils furent logés dans des maisons individuelles. Par exemple, Igor Kourtchatov (1903-1960), directeur scientifique de l'ensemble du projet, dirigea en parallèle la première usine d'enrichissement de plutonium à Ozersk où il disposait d'un pavillon, même s'il n'y vivait pas constamment. Les directeurs d'entreprises et d'établissements de la filière nucléaire eurent, eux aussi, des maisons particulières. Les premières maisons individuelles représentaient des structures préfabriquées en panneaux de bois. La technique qu'on utilisait pour leur construction fut reçue de la Finlande au titre de réparations de guerre, c'est pourquoi tout le monde dans les villes fermées les appela « maisonnettes finnoises ». A l'époque de la naissance des cités nucléaires, de « simples scientifiques » reçurent dans des « maisonnettes finnoises » une chambre individuelle meublée modestement; le salon faisant partie des espaces

19 VIL'KOTSKI, V.B. SSSR – strateguia jilichtchnogo razvitia // URL: [http://samlib.ru/w/wilxkockij\\_w\\_b/sssr-strategijazhilishnogorazwitija.shtml](http://samlib.ru/w/wilxkockij_w_b/sssr-strategijazhilishnogorazwitija.shtml). (28.01.2015).

20 ULIANOVA, Galina, Moscow, 1914-2004», in *Encyclopedia of Modern Europe. Europe Since 1914: Encyclopedia of the Age of War and Reconstruction*. New York, Charles Scribner's Sons/Gale Thomson, 2006. Vol.3. p. 1802-1810.

21 SOTSIALNOÏE, polojenie i uroven jizni nasselenia Rossii. Statisticheski sbornik. M. 1997. p. 222.

22 MELNIKOVA, N.V., *Fenomen zakrytogo atomnogo goroda*, Ekaterinbourg, 2006. p. 38.

23 SAKHAROV, A.D. Vospominania / Red.-sost. Ye. Kholmogorova, Iou. Chikhanovitch. V 2 t. T. 1. M., 1996. p. 163.

communs<sup>24</sup>. Plus tard, on construisit des « maisonnettes finnoises » comme des pavillons pour une ou deux familles, et les grands savants reçurent des villas à étage, plus spacieuses, comme par exemple, la villa de six pièces de Iouli Khariton (1904-1996), directeur scientifique du premier centre nucléaire de l'URSS.

Les employés de la mono-industrie constituaient la strate sociale suivante. Comme ils forgèrent « le bouclier nucléaire » du pays, leur travail fut considéré comme très important. Du coup, une certaine dichotomie apparut dans les villes closes : « production principale » égalait « ville », « employés de l'usine » égalait « citoyens ». Même les textes officiels du niveau local entendirent « activité principale » pour « travail dans l'entreprise formant la ville », tandis que toutes les autres entreprises et établissements existants s'appelèrent « équipements et services ». Les employés d'usine eurent la priorité sur les autres habitants de la ville quant à l'accès aux services (commerces de proximité, transfert jusqu'au lieu du travail), des salaires plus élevés et meilleures conditions de logement. Par exemple, des nouveaux logements livrés à la fin des années 1950 dans la ville d'Ozersk, 59 % furent octroyés aux employés de l'usine ; 32 % ont été destinés aux bâtisseurs et 9 % seulement aux travailleurs d'autres établissements municipaux<sup>25</sup>. En examinant une plainte contre de mauvaises conditions d'habitation, les membres de l'administration s'intéressèrent avant tout à qui habitait dans la maison en question – les « leurs » (c'est-à-dire des employés de la production principale) ou d'autres. Pour ceux-là, le problème se régla souvent très vite. Il n'est donc pas étonnant que travailler dans l'entreprise nucléaire, malgré



Lesnoi (région de Sverdlovsk). Maisonnette finnoise des années 50

le danger éventuel lié à la radioactivité, fut plus avantageux. La plupart des gens eurent envie d'y travailler et de se sentir membres de cette couche sociale privilégiée pour avoir accès aux biens qui leur revenaient de droit.

Bien entendu, comme partout en URSS, un habitant de ville fermée devait attendre pour obtenir un logement ; la procédure d'affectation

n'étant pas transparente, il y eut des abus<sup>26</sup>. Mais en général, le problème de logement y fut beaucoup moins éprouvant que dans les régions « ouvertes » de l'URSS. Le chaos qui régna dans le secteur social à la naissance des villes fermées fut remplacé par une réglementation dans l'attribution de logements. Ceux-ci étaient affectés en fonction du nombre d'employés de l'entreprise ou l'établissement. Cela nivela d'une certaine façon le rôle du logement en tant que facteur de la stratification sociale des résidents. Dans les vieux quartiers, on distingua nettement un certain zonage suivant

24 Fondy mouzeïa troudovoï slavy Proïzvodstvennogo obedinenia «Maïak». Sokhina L.P. Moï vospominania o rabote na khimitcheskom kombinata «Maïak». Tcheliabinsk-65, 1993. Roukopolis. p. 31.

25 Mounitsipalny arkhiv Ozerskogo gorodskogo okrouga. F. 1. Op. 1. D. 33. L. 6.

26 REOUT, G.A., Problemy raspredelenia jilia v zakrytykh gorodakh Sibiri v 1950 – 1980 godakh // Vestnik Krasnoïarskogo gossoudarstvennogo agrarnogo ouniversiteta. 2014. N° 2. p. 224–228.



l'appartenance des habitants à tel ou tel métier ou couche sociale. Ce furent des cités de bâtisseurs, de cadres techniques, de militaires<sup>27</sup>. Il faut dire qu'on considéra les cités de cadres techniques comme les plus confortables et les plus belles, car elles avaient leur propre style architectural et s'inscrivaient bien dans le relief du site<sup>28</sup>. Plus tard, la distinction entre les quartiers se fit plutôt en fonction du période de la construction et du type de logements construits («maisons finlandaises», «maisons staliniennes»<sup>29</sup>, *khrouchtchovkas*<sup>30</sup>, «disposition perfectionnée des intérieurs»).

On peut dire que, malgré la différence des conditions d'habitation, tout le territoire de la ville nucléaire entourée de clôtures fut perçu par les habitants comme leur Maison. Rentrés dans l'enclos, ils éprouaient un certain sentiment de soulagement, de sécurité. Les archétypes existant au plus profond de l'inconscient collectif «inspiraient» des rapprochements avec une ville magique et secrète, (par exemple, avec un jardin d'arbres magiques qui donneraient des fruits inouïs) dont l'entrée se cacherait derrière un orifice. Ce n'est pas un hasard si les habitants des ces villes, en parlant de leur lieu d'habitation dans des lettres adressées à leur famille, utilisèrent des expressions telles que «lieu secret», «endroit caché»<sup>31</sup>. La clôture autour



Novoouralsk. Dans le restaurant l'Oural. 1957



Snejsinsk (région de Tchéliabinsk).  
L'aire de jeux enfants



Jelesnogorsk (région de Krasnoïarsk).  
Rue Staline. Années 60

de la ville symbolisait la séparation de leur monde cultivé et réglementé d'un monde sauvage et inculte. Le fait d'entrer dans l'enclos signifia d'abord être initié au sacré et ensuite, répondit à un des besoins

fondamentaux de l'homme : se sentir en sécurité<sup>32</sup>. Ces archétypes correspondirent pleinement à la réalité des villes fermées avec ces terrains clos, dont l'entrée n'était possible que dans quelques endroits

27 Ici le mot «cité» désigne un îlot urbain et non un type d'implantation.

28 Il est possible que ce soit pour cette raison que le toponyme «cité technique» se conserva dans le discours urbain local, bien que les cadres techniques n'aient plus été depuis longtemps majoritaires dans ce quartier.

29 Dans le discours soviétique, ces maisons construites de la fin des années 1930 au commencement des années 1960 dans le style impérial stalinien.

30 Maisons en préfabriqué ou en brique construites en URSS de 1959 jusqu'au milieu des années 1980 par méthode industrielle, aux façades privées de décor architectural et aux appartements de petite surface.

31 Gosoudarstvennyy arkhiv administrativnykh organov Sverdlovskoi oblasti. F. 1. Op. 2. D. 31234. L. 34; Tsent dokoumentatsii obchtchestvennykh organizatsii Sverdlovskoi oblasti. F. 5459. Op. 17. D. 13. L. 115.



strictement réglementés (postes de transit et de contrôle) et qui cachaient les secrets de production des plus puissantes et redoutables armes au monde .

Tout en forçant les gens à vivre dans un espace clôturé, en limitant la libre circulation des habitants des villes nucléaires, leur liberté de parole et de communication (même avec leur famille), les autorités cherchèrent à leur garantir des conditions de vie des plus confortables, y compris en ce qui concernait leur habitat. D'un côté, l'accès aux logements sociaux garanti pour tous les résidents et un niveau de vie assez élevé par rapport aux autres villes soviétique permirent au pouvoir de compenser les restrictions et le travail dans les conditions relativement dangereuses de la production nucléaire. De l'autre, cela rendit la population plus loyale à l'égard du pouvoir, devint le garantie de non-divulgateur du secret d'Etat et stimula l'engagement de l'effectif (à côté de l'intimidation et la pression psychologique). Ainsi, l'urbanisme se transforma en un instrument d'exécution de la politique d'Etat. Une vie confortable dans les limites de l'« espace-maison » contribua à la consolidation de la population qui supposa que les villes nucléaires se situaient en dehors du schéma traditionnel « centre-périphérie ». Leurs résidents s'auto-identifièrent comme partie intégrante de cet espace spécifique, en se prenant pour des membres d'une communauté à part.



Novoouralsk. Plage



Seversk. Le magasin d'alimentations

32 ILINE, V.G. *Gorod kak kontsept koul'toury: dissertatsia na soiskanie stepeni doktora sotsiologuitcheskikh naouk. Rostov-na-Donou*, 2004. p. 118, 209.

33 Aujourd'hui, quand on discute de la possibilité d'ouverture pour ces villes, il y a peu de partisans de cette idée parmi leurs habitants.





La scierie de la Grande Muraille a Jingyon

# LA PASSION NE MEURT JAMAIS.

## ÉTUDE DU DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE, DU STATUT ACTUEL ET DES MESURES DE PROTECTION DES VILLAGES OUVRIERS EN CHINE (1840 – 1980)

XIANG MINGMING

ÉCOLE D'ARCHITECTURE ET INGÉNIÉRIE CIVILE, MIANYANG (CHINE)

LI GUO

ARCHITECTE, BRATISLAVA (SLOVAQUIE)

### 1. Le développement des villages et villes d'entreprise en Chine

Les villages d'entreprise, en tant qu'expression spatiale d'un secteur industriel, furent toujours étroitement liés au développement de leur industrie. De même que la localisation des entrepreneurs, des ouvriers et de leurs familles pour travailler et vivre, ils furent inséparables de leur contexte économique et social.

Du fait que la dynastie Qing poursuivait toujours une politique de fermeture au monde extérieur - freinant la science et la technique -, le développement de l'industrie moderne en Chine fut de durée relativement courte et son histoire assez dissemblable de celle des pays d'Europe occidentale. Généralement, on peut répartir les villages ouvriers en Chine en trois phases: d'abord l'époque coloniale (1840-1945); puis la période de l'industrie nationale capitaliste (1860-1949); et enfin, après la prise du pouvoir par le Parti communiste succédant à un intervalle de stagnation, les villages ouvriers de la période du troisième front de Construction (1964-1980).

Après la Guerre de l'opium de 1840, le capitalisme occidental commença à accaparer la Chine et à y établir des *factoreries*. Ce faisant, le début de l'industrie moderne en Chine mena à la désintégration de l'économie traditionnelle et à la promotion du développement des biens de consommation ainsi qu'à l'éclosion de modes et de systèmes de production modernes. Les nouveaux facteurs de développement économiques donnèrent un élan à la bourgeoisie nationale et mirent en place un marché pour les matières premières et les biens de consommation. La dépendance vis à vis de l'étranger força la Chine à entrer dans le marché capitaliste mondial. Une industrialisation essentiellement bancaire s'instaura depuis l'extérieur. L'économie traditionnelle, fondée avant tout sur l'agriculture et l'artisanat domestique, commença à s'effondrer.

De 1843 à 1894, les pays étrangers installèrent au total 191 entreprises industrielles en Chine, dont 116 se consacrèrent aux chantiers navals, à la soie, au thé et à d'autres industries de transformation pour l'exportation<sup>1</sup>. Parallèlement, du début du XX<sup>e</sup> siècle à 1945, les colonies de la Russie et du Japon

connurent un fort développement dans la Chine du Nord-Est. En 1943, selon les statistiques, cette région (soit 12 % du pays et 10 % de sa population) fabriquait 93 % de l'acier, 66 % du ciment, 69 % de ses produits chimiques et 95 % de sa production de machines. En outre, des entreprises mondiales alors les plus avancées techniquement y furent localisées. En 1945, tant au niveau de leur taille qu'à celui de leur production totale, les industries du Nord-Est surpassèrent celles du Japon, premier pays d'Asie<sup>2</sup>.

Durant cette période, les usines étaient le plus souvent réparties sur la zone littorale du Sud-Est colonisée par l'Europe et dans le Nord-Est envahi par le Japon et la Russie. Les capitalistes européens les gèrent, les gouvernements de la Chine et des puissances étrangères apportèrent leur contribution à l'édification des établissements. Les usines les plus anciennes dépendirent beaucoup des infrastructures urbaines existantes dans les

1 XUN, Wang; QIUHUA, Yu, *Chinese Modern Economic History*, Dongbei University of Finance and Economics Press, 2004.

2 XIAOFAN, Qu, *History of Modern Northeast Cities*, Northeast Normal University Press, 2001.





Les installations ferroviaires de Hengdaohezi pour le Transmandchourien construit par les russes

zones densément peuplées de la périphérie. Elles furent très liées au développement urbain et se complétèrent. Les villages ouvriers indépendants furent peu nombreux et les limites des villes n'étaient pas tangibles, comme à Shanghai, Dalian, Harbin, etc. Avec le développement de type colonial, les services se renouvelèrent et la ville se hissa aussi à un échelon supérieur. Mais dans quelques régions éloignées où l'on trouvait des industries de transformation de matières premières, quelques villages ouvriers démarrèrent de zéro. Ils s'accrurent à partir du noyau initial et donnèrent naissance à des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste et à d'autres services, pour en définitive devenir des villes.

Un cas typique de cette période est Hengdaohezi, à la longue histoire et sous influence culturelle russe. Son développement reposa sur la construction du Transmandchourien. Dans la ville, il reste encore 250 édifices russes bâtis pendant la pose de la voie ferrée. L'ensemble représente le seul héritage architectural russe entièrement conservé d'une grande valeur historique en besoin de sauvegarde et de réemploi. On dénombre 97 constructions de style russe édifiées de 1901 à 1905 d'une superficie de 32 215 mètres carrés<sup>3</sup>. En 2006, on le classa en tant que vestige culturel national au Département de la conservation.

En 1896, le gouvernement Qing et la Russie tsariste signèrent le «*Traité d'assistance mutuelle sino-russe contre l'ennemi*»<sup>4</sup>. Ainsi, la Russie acquit

la concession de la construction du chemin de fer en Chine. Hengdaohezi se trouve au pied des monts Wanda et Weihui sur une superficie de 5,8 kilomètres carrés dans une vallée encaissée. Cette topographie particulière posa un problème de construction et on y fit venir un grand nombre d'ingénieurs et de spécialistes russes. À ce moment-là, le nombre des ouvriers chinois atteignit le chiffre de 30 000.

En juillet 1903, on termina la voie ferrée. Pour le franchissement montagneux, on attela une locomotive aux trains pour en accroître la traction. Hengdaohezi devint la plaque tournante du chemin de fer Dongqing. Depuis lors, une relation politico-militaire importante se forgea entre la Chine et la Russie. Quelques étrangers vinrent y construire villas et appartements et lancèrent des usines et des commerces. Nombre de marchands s'y établirent. On qualifia la ville de cité-jardin. En plus des activités commerciales, les trois piliers qui soutinrent l'économie du lieu furent principalement le bois, le vin et l'extraction. Dans le but de pourvoir aux besoins des ingénieurs et des habitants, on vit apparaître la gare, le poste de police, un centre de soins, des magasins de soie et de textiles, des épiceries, des maisons closes, des églises et d'autres services dans cette région aride. Peu à peu, le hangar à machines, de grandes tours blanches et l'église orthodoxe dédiée à Notre-Dame de style russe apparurent. Plus de deux cents édifices de bureaux et de logements pour les spécialistes russes, le personnel technique et les ouvriers pendant la construction de la voie furent réalisés. La forme et la structure des maisons en bois sont

3 «*A town & Village Everyday*»: The 10th episode, The Land Resource Network <http://www.tudinet.com/news/show-7860.html> (en chinois) consulté le 7/7/ 2012.

4 Le traité secret sino-russe Li-Lobanov, connu aussi sous le nom de traité d'alliance militaire fut un traité inégal signé en 1896 par les deux gouvernements pendant la 22<sup>e</sup> année du règne de Guāngxù. Il comptait 19 pages sur la location de la péninsule du Liaodong et le boycott du Japon par la Russie, un des axes de la politique étrangère de la dynastie Qing.



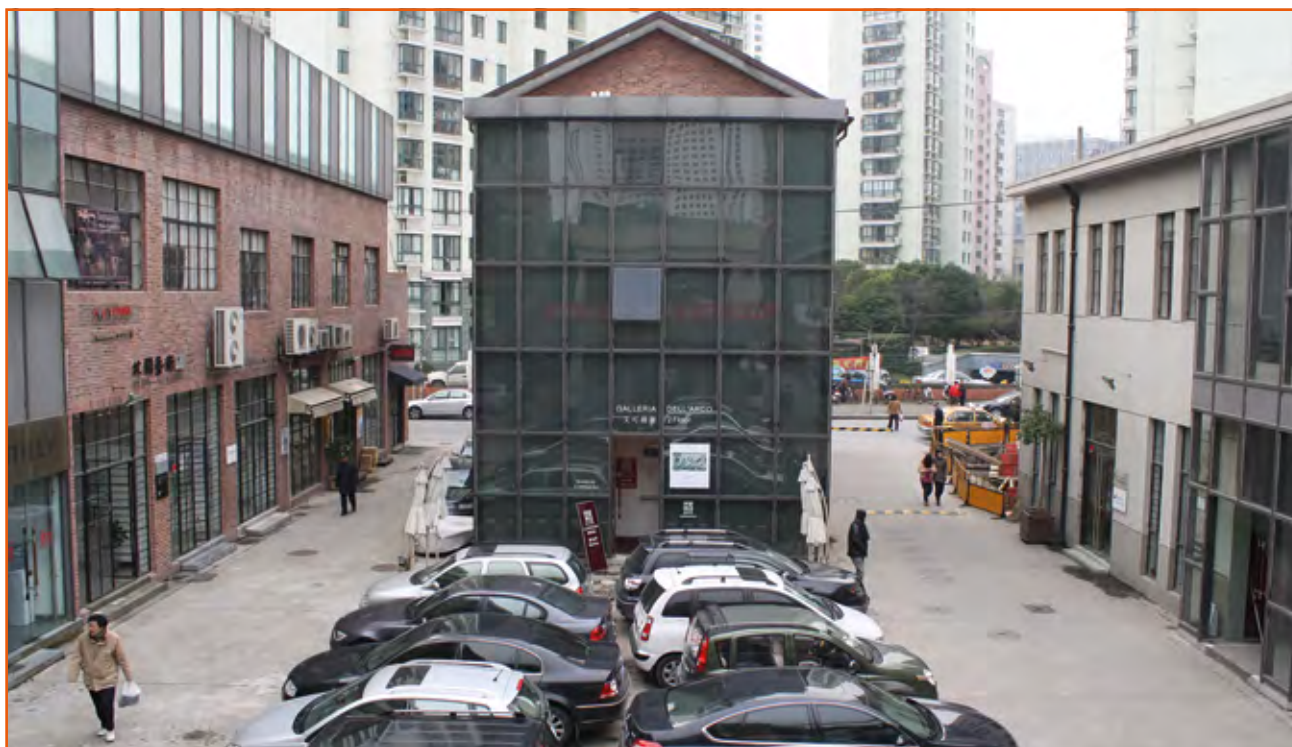
homogènes, belles et naturelles, chaudes en hiver et fraîches l'été. Les ornements sculptés sont aussi de grande valeur.

Dans les années 1990, on remplaça les locomotives à vapeur par des motrices Diesel. Les activités de la gare – ravitaillement en eau et en charbon, entretien des locomotives et autres – n'étaient plus indispensables. De fait, un grand nombre de cheminots déménagèrent à Mudanjiang. Les villes dépendantes du chemin de fer ne prospéraient plus comme par le passé. L'agglomération datant de la construction du Transmandchourien devint lugubre. Il reste encore bien des sites historiques tels que l'église orthodoxe en bois, le hangar à machines et les cimetières russes qui sont en bon état de conservation. On propose aujourd'hui de développer l'industrie du tourisme, d'entreprendre des restructurations industrielles et de réparer les bâtiments historiques endommagés.

Après la Guerre de l'opium, le processus de déstructuration de l'économie féodale chinoise et le développement d'une économie de produits de base furent stimulés et menés par les entreprises étrangères. L'industrie nationale capitaliste chinoise commença à émerger dans les années 1860-1870, grâce à l'industrie de l'armement, et concernant l'économie civile, aux efforts des réformateurs partisans de l'occidentalisation<sup>5</sup>.

On dénomma cette étape le « développement de l'industrie nationale chinoise » et ce, pour trois raisons. D'abord, le mouvement occidentaliste aiguillonna les débuts de l'industrie nationale. Après la guerre sino-japonaise, la vague du « salut industriel » conduisit progressivement au développement de l'industrie nationale. Ensuite, la révolution Xinhai constitua un péril pour le

5 L'école de pensée occidentaliste renvoie à des fonctionnaires désireux de faire mettre en œuvre le « mouvement d'occidentalisation » (ou mouvement du renforcement autonome) par la classe dirigeante à la fin de la dynastie Qing, l'opposition étant les « Conservateurs ».



Acien et nouveau paysage urbain à Hengdaohezi



système féodal. Enfin, pendant la Première Guerre mondiale, les puissances européennes relâchèrent pour un temps leur emprise économique sur la Chine. Il n'empêche qu'après la guerre, dans les années 1930-1940, le Japon lança son offensive en Chine. De fait, le pays s'enfonça dans une guerre de huit ans de sorte que son développement économique et social fut soumis à une stagnation de longue durée.

Au début, les entreprises célèbres furent surtout les «trois usines et un atelier»<sup>6</sup>. Avant la guerre sino-japonaise<sup>7</sup>, on comptait 260 entreprises modernes, parmi lesquelles la plupart étaient des industries légères réparties surtout à Shanghai, Tianjin, Guangdong et d'autres régions littorales. Les investisseurs dans ces firmes furent surtout des mandarins, des propriétaires fonciers, des marchands – tant compradores que possesseurs d'ateliers traditionnels – se transformant en bourgeoisie nationale.

L'exemple typique fut le quartier M50, situé sur la rive droite de la rivière Suzhou à Shanghai. Il s'agissait d'un secteur triangulaire, où se rassemblaient des cohortes des premiers capitalistes nationaux. Après l'ouverture de Shanghai, ce quartier fut disputé entre entrepreneurs occidentaux et chinois, grâce à sa position sans pareille pour le transport.

À la fin de la dynastie Qing, dans cette bataille pour le port d'or, la famille Sun (les descendants de Sun Jiading - premier à l'examen de l'Académie

nationale, et professeur de l'empereur Guāngxù -) s'installa la première sur ce terrain. Elle rassembla 300 000 liang (un liang: 0.05 kilo argent) et établit la minoterie industrielle Fuxing, qui fut la première en Chine. À mesure qu'elle se développa, elle était devenue une des plus grandes, des mieux équipées des minoteries d'Asie à cette époque. Quelques années plus tard, une autre minoterie, une usine de tissage, une filature s'y sont établies. Les maisons ouvrières, les magasins et les hôpitaux furent établis au fur et à mesure.

Dans ce quartier, quelques bâtiments spéciaux ont déjà été classés dans la liste de monuments historiques de Shanghai. Néanmoins, après la délocalisation des minoteries, les autres usines se sont dégradées. Il reste les usines de tissage qui conservent la plupart des bâtiments sur site. Depuis les années 90, le secteur tombait en friche.

En 1999, l'usine textile Chunming mit ces bâtiments en location, ce qui attira environ 170 artistes de 13 pays. Ce quartier se transforma spontanément au cours des années suivantes, et enfin en 2005, le gouvernement de Shanghai le classa comme quartier d'industrie artistique, le M50.

À partir de 1964, la construction du troisième front<sup>8</sup> démarra lorsque le gouvernement de la République populaire de Chine lança un vaste programme de développement des infrastructures. Il incluait la défense nationale, la science et la technique, l'industrie, l'électricité et les transports implantés sur le continent en vue de se préparer à la guerre et à la famine. «L'aire du troisième front» est un concept militaro-géographique incluant les 13 provinces et les régions autonomes au centre et à l'Ouest de la Chine. Les régions centrales se situent dans le Nord-Ouest (dont aujourd'hui le Shaanxi,

le Gansu, le Ningxia et le Qinghai) et le Sud-Ouest (dont aujourd'hui le Sichuan, Chongqing, le Yunnan et le Guizhou). Le contexte initial fut l'escalade militaire pendant la guerre du Vietnam et la montée en puissance militaire des États-Unis à proximité du littoral au Sud-Est de la Chine, sans oublier la dégradation des relations sino-soviétiques accompagnée de conflits armés limités entre les deux pays.

De 1964 à 1980, la Chine investit 205,26 milliards de Yuan dans la région du troisième front, soit 39.01%<sup>9</sup> du total des constructions d'infrastructures. Des millions d'ouvriers, de cadres, d'intellectuels, de militaires et des dizaines de millions de travailleurs, sous les bannières «Préparons-nous à la famine et aux guerres pour le peuple», «Les hommes valides et les chevaux robustes se rendent au troisième front», construisirent plus de 1 100 entreprises industrielles et minières de grande ou moyenne taille, des infrastructures, des centres de recherche scientifique, des établissements supérieurs et des universités.

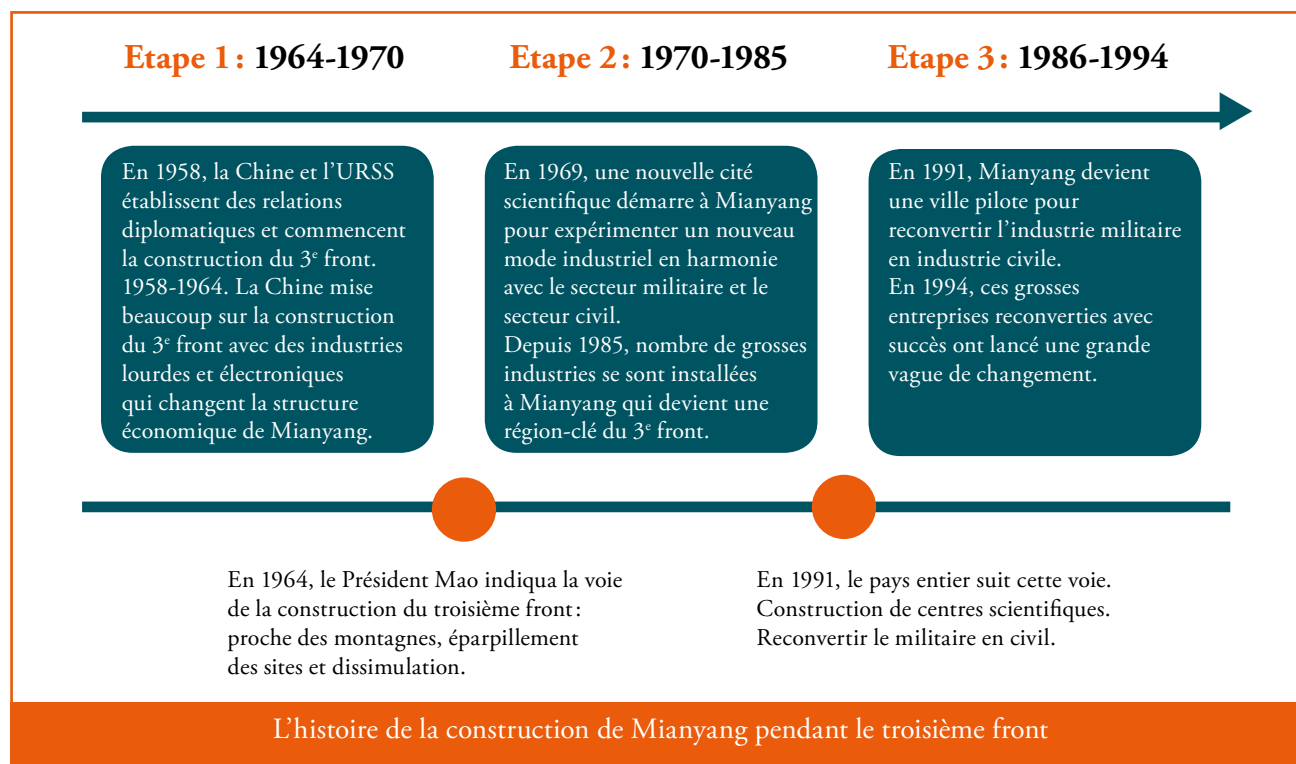
La construction du troisième front redressa l'arriération économique dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest de la Chine, entraînant de petits districts et villes, comme Mianyang, Deyang et Guiyang, à se métamorphoser en agglomérations comportant un grand nombre d'industries modernes et de centres de recherche. Pourtant, pour se préparer aux guerres pendant la période du troisième front, les usines, les infrastructures et nombre d'entreprises furent localisées dans des régions isolées, distantes des matières premières et d'entreprises de la même filière. En toute hâte, on mena à bien beaucoup de projets d'une façon à «concevoir, construire et produire en même temps», ce qui entraîna d'énormes gâchis. À

6 Usine mécanique Fachang de Shanghai, moulin à riz Hongsheng de Shanghai, filature de soie Jichanglong dans le district de Nanhai, Guangdong, Usinage à Yi Laimou (Tianjin).

7 La première guerre sino-japonaise (1 août 1894 – 17 avril 1895) opposa la Chine des Qing et le Japon du Meiji surtout à propos du contrôle de la Corée. Après six mois de succès continus de l'armée et de la marine japonaises, ainsi que la perte du port chinois de Weihai, le gouvernement Qing demanda la paix en février 1895.

8 Dans la Chine maoïste, le «troisième front» désignait les régions périphériques par opposition au «premier front» (le Nord-Est et le littoral oriental) et au «deuxième front» (les régions centrales) en cas de guerre. (NDT.)

9 CHUNCAI, Wang, *China Flame*, Sichuan People's Publishing House, 1993.



partir du milieu des années 1970, on réduisit progressivement les investissements dans la région. Les années 1980 écoulées, un grand nombre d'établissements fermèrent tandis que d'autres firmes se reconvertirent pour demeurer des piliers de l'industrie locale.

En 1973, la Chine annonça officiellement la constitution de quatre villes-clé à Mianyang, Guiyang, Chongqing, et Anshun. Ainsi, celles-ci devinrent le cœur des entreprises participant à la construction du troisième front. En 1983, suivant le plan du gouvernement central, Zhang Aiping, ancien ministre de la Défense, remania l'Académie chinoise de génie physique. Lors d'un déplacement particulier à Mianyang pour choisir un site, il fit transplanter le siège de celle-ci afin d'y fonder une nouvelle cité de la science. Mianyang associait le développement industriel avec un agencement économique local propre. Il fallait mettre à l'essai un modèle militaire-civil équilibré dénommé «Académies d'auto-

transformation, auto-transformation des industries militaires, transformation conjointe des académies et des entreprises». Ce qui apporta une dimension nouvelle au développement de Mianyang. De nos jours, la base économique de Mianyang appartient toujours aux entreprises reconverties du secteur militaire aux besoins civils et qui ont bénéficié de la construction du troisième front : Changhong (*Sichuan Changhong Electric Company Co. Ltd.*), Jiuzhou (*Sichuan, Jiuzhou Electric Group Co. Ltd.*), Xinhua, ChangGang, etc.

## 2. Une étude de cas : ChangGang et les usines 857 et 126

Lors de l'époque de la construction du troisième front dans l'industrie métallurgique, le Conseil d'État décida d'implanter une unité de production d'acier à alliage haute température et d'aciers spéciaux à Jiangyou. De sorte que l'aciérie

Grande Muraille (ci-après dénommée ChangGang) fut fondée. Créée en 1965, elle fut achevée et entra en activité en 1972. Elle fut le projet clé de construction durant le troisième plan quinquennal. En 1988, l'entreprise expérimenta une modification en société par actions. En septembre 1995, on la répertoria en tant qu'entreprise pilote dans la province du Sichuan pour mettre en place un système entrepreneurial moderne. On la refonda en entreprise publique sécurisée par des biens de l'État. Le 14 juin 1998, la *Sichuan Provincial Investment Group Co. Ltd.* la racheta dans sa totalité. Elle changea de nom pour devenir la *Sichuan Provincial Investment Great Wall Special Steel (Group) Co. Ltd.*, ci-après dénommée la *Sichuan Provincial Investment Great Wall Special Steel (Group) Co. Ltd.* En 2004<sup>10</sup>, elle fusionna avec le groupe Pangang, ce qui accrut les ressources et les gains techniques complémentaires. L'acier commun et l'acier spécial se trouvaient réunis en un seul groupe sidérurgique.

Bien que ChangGang ait fonctionné et se soit développé de manière continue, une partie des installations fut laissée en friche ou délabrée, en raison du déclin de la production. Lorsque l'on parcourt l'usine de briques rouges et de carreaux blancs, l'on ne voit plus les lieux débordant d'activités. Ce qui témoigne des endroits industriels du passé ne sont que des voies ferrées désaffectées, les restes de l'atelier, des arbres et des panneaux de signalisation.

En errant dans l'usine, la première impression ressentie est le sentiment de solitude. Quelques ouvriers ont déménagé dans l'usine détériorée : des fenêtres cassées, des équipements rouillés, des nids-de-poule sur la chaussée et l'air vicié attestent des conditions de vie médiocres. La végétation est irrégulière et rabougrie, bien loin de ce qu'on prône actuellement, comme l'architecture verte, la ville écologique et la qualité de vie.

<sup>10</sup> *Sichuan Provincial Investment Group Company Limited [J], China Economic & Trade Herald, P52 N°12, 2001.*



Proches de l'usine, les quartiers du personnel sont représentatifs du déclin de la production industrielle. Bien que l'industrie de base, les transports, les affaires, l'administration, l'éducation et les autres activités soient toujours en place, bien des problèmes demeurent. Des bâtiments désuets, le désordre, l'espace bâti ne satisfaisant pas aux exigences de lumière naturelle; l'enchevêtrement des fils téléphoniques et électriques, les voies piétonnes exigües aux risques cachés; le ramassage déficient des ordures, une mauvaise qualité de l'air liée au manque de boisement et d'organisation logique. Par-dessus le marché, on manque cruellement d'équipements collectifs.

On peut en résumer les raisons comme suit. Le déclin est inévitable lorsque l'on développe quoi que ce soit. Après une apogée, le déclin survient. Dans une économie de marché, on trouve beaucoup de concurrents; les innovations doivent se faire à temps, sinon l'affaire se fait à temps éliminer par le marché. Une bonne direction et de bonnes prises de décision importent également. Le développement de l'industrie lourde entraîne inéluctablement la destruction de l'environnement. La notion de patrimoine industrielle (s'accorde plutôt avec «patrimoine» que «notion») est vacillante. On manque de planification unifiée.

En ce moment, quelques usines de ChangGang sont en activité, employant 80 personnes. Trois à quatre mille personnes résident toujours dans le lieu. Donc, ce qu'il convient d'envisager maintenant est de savoir comment protéger et remodeler les usines à l'abandon et les voies ferrées à ChangGang, comme aussi améliorer le cadre de vie des habitants.

Comme Robert Hugh Ethan le fit observer : « Cent cheminées d'usine projettent en masse de la pollution, et dix tours de refroidissement sont hideuses, mais la seule cheminée d'usine, fier symbole de l'âge industriel, est sous la menace



Les anciennes voies ferrées de l'usine



Les rues désertées





Les ateliers fermés



Les signes du passé

de démolition ». Ainsi, il y a de quoi sauvegarder, entretenir et remodeler dans l'installation industrielle. On a abandonné des certaines parties des usines ChangGang, tandis que des voies ferrées pour marchandises, en relativement bon état, subsistent encore.

On peut s'inspirer de l'exemple du High Line<sup>11</sup> à New York, où des voies ferrées surélevées et délaissées sont devenues un jardin suspendu créatif par la construction d'une coulée verte pour les piétons de la ville. S'agissant des voies ferrées à l'abandon de ChangGang, bien qu'il soit douteux de les transformer en zone touristique, on peut toujours les changer en espace de repos pour le personnel et les résidents. Des deux côtés de la voie, la plantation d'un grand nombre de plantes locales peut bonifier la qualité de l'air et embellir le cadre de vie et de travail.

D'emblée, améliorer l'environnement. Comme mentionné plus haut, le milieu dans lequel les résidents de l'usine vivent dans l'usine n'est pas acceptable. Les plantations de végétaux se font de manière informelle. En complément du point précédent, on devrait faire ainsi : reconverter l'espace ferroviaire en terrain récréatif pour les habitants, améliorer les zones d'habitat ainsi que d'autres espaces usiniers pour en faire un agréable cadre de vie. Les végétaux sont indispensables. Ils pourraient absorber les gaz toxiques. Dans les zones d'habitat, on doit préférer les beaux végétaux plaisants à l'œil. Ensuite, accroître les activités stimulantes de loisirs. Des immeubles d'habitation peuvent être reconvertis en espaces de loisir, avec des cafés, des salons de thé ou un petit supermarché pour les besoins des habitants. Après tout, il reste trois à quatre mille personnes qui y résident encore. Des bâtiments désaffectés peuvent convenablement devenir des espaces publics

11 ZHIYUAN, Chen, «Practice of USA Ecological City Park Design - Taking High Line Park in New York as an Example», *Urbanism and Architecture*, 2014, Issue: 6, p. 214-214,216.





Les usines ChangGang délabrées

pour accroître les activités culturelles et améliorer la qualité de vie des occupants.

### 3. L'usine 857

L'usine 857 se situe près de la ville de Houba, préfecture de Mianyang, au nord-est de la province du Sichuan. Son site appartient à la ville, importante au plan industriel, et ville pilote pour la constitution de petites agglomérations dans la province. Reculés dans la montagne et les forêts de Longmen, au terrain élevé et escarpé, la plupart des bâtiments industriels sont noyés dans le relief et la végétation. La position géographique est dès lors très à l'écart et le climat frais.

Construite entre la ville de Houba et les gorges pittoresques du Yangma, l'usine est très retirée et dissimulée dans la montagne. À quinze kilomètres des gorges du Yangma et à dix-huit kilomètres du centre de Houba, elle est reliée par la seule route de Houlio au beau paysage et on y compte peu d'habitants. Cette ville se trouve au sud-ouest sur l'artère de la voie ferrée Baocheng (Baoji-Chengdu) et de la voie express Mianguang (Mianyang-Guangyuan).

En avril 1965, l'usine fut édifiée en tant qu'annonciateur de la construction du troisième front. Elle s'appelait « Usine de produits métallurgiques du Sud-Ouest », étant donné qu'elle fut une installation militaire de défense. Son adresse postale fut « B. P. 654 ». En janvier 1981, on l'alloua au ministère de l'industrie nucléaire. Plus tard, son nom changea en « Industrie nucléaire d'État 857 ». Un demi-siècle après, elle était devenue une installation industrielle vétuste qui avait beaucoup contribué à l'édification de la défense nationale. À deux kilomètres de la zone industrielle, on trouvait le quartier ouvrier. Le plus grand nombre de résidents atteignit 1 800 au total. On améliora progressivement les installations médicales, et éducatives, etc. En



février 2003, pour des raisons variées, on prit la décision politique de fermer et déposer le bilan. Ainsi, la plus grande partie des bâtiments furent démolis et enlevés.

D'abord, on peut alléguer des raisons d'ordre politique. Depuis la mise en œuvre des réformes et de l'ouverture à l'extérieur, bien des entreprises d'État ne résistèrent pas à l'économie de marché. Ensuite, du fait que l'usine renfermait des secrets militaires, elle n'avait, de toute évidence, aucune complémentarité avec les entreprises locales. De plus, celle-ci se trouvait dans une zone montagneuse dépourvue de liens faciles de transport et de communications efficaces. Son équipement et ses activités étaient spécialisés et impropres à la modernisation. Tout cela, à côté d'autres facteurs, amena la fermeture et le dépôt de bilan.

On peut partager l'usine en trois ensembles, à l'est, au nord et au nord-ouest. Une petite installation se trouve dans le coin nord-ouest, petite partie originelle de l'usine 857. Avec un peu plus de 80 employés, elle fabriqua de la poudre de métal fournissant une faible quantité au marché des produits de défense. Dans cette vieille installation, il subsiste une ambiance très industrielle avec une construction en brique à un seul étage. Avec le passage du temps, le rouge des briques s'est estompé pour devenir gris. Ce qui ne s'harmonise pas avec les appartements construits ultérieurement.

Les bâtiments des deux autres ensembles de l'usine ont été sérieusement endommagés et détruits. En parcourant la route cimentée pour examiner l'usine, on ne voit que des murs brisés. À l'ombre des parasols chinois, on aperçoit toujours des fondations de murs et de briques détériorés. Non loin de l'entrée de l'usine, se dresse un immeuble administratif en brique de trois étages, le plus élevé de l'endroit et encore en bon état. Au nord, deux ateliers en brique relativement bien préservés comportent deux étages recouverts de slogans tapageurs !



Les vestiges de l'usine 857

Bien que les jours fastes de l'usine 857 relèvent du passé, quelques restes témoignent des traits de l'époque. Une brique ou une tuile, même les anciens poteaux téléphoniques cassés attestent l'importance de cette usine. Après analyse et évaluation, l'usine 857 représente un patrimoine industriel significatif de la construction du troisième front pour les valeurs suivantes.

**Valeur culturelle.** Le patrimoine industriel recèle une grande valeur historique et culturelle. Il témoigne de l'influence profonde exercée par l'activité industrielle du passé et du présent. Le patrimoine industriel de 857 fut l'œuvre d'ouvriers aînés, laquelle requiert une conservation à long terme. En ce temps d'échanges entre civilisations,

la société évolue avec les réformes et l'ouverture. L'usine constitue un élément significatif du patrimoine culturel de l'humanité.

**Valeur sociale.** À l'usine 857, des vies se déroulèrent pendant un demi-siècle, du point culminant au déclin, témoignant de l'existence quotidienne en grande mutation à Mianyang pendant la période des réformes. 857 généra beaucoup de richesses pour l'État. Elle évoque aussi la vie ineffaçable des masses laborieuses, laquelle fonda leur identité sociale et leur esprit collectif, impossible à passer sous silence. Parallèlement, l'usine fut le témoin d'une exceptionnelle contribution scientifique et technique au développement industriel. Ayant participé





L'usine 857 abandonnée

amplement aux «deux bombes et un sous-marin» de la Chine, elle assista également le développement de l'industrie des centrales nucléaires du pays. Dans le domaine scientifique et technique, la sauvegarde du patrimoine industriel de 857 apporte un legs assez complet du développement aux générations futures et un artéfact d'une production singulière, de grande signification.

**Valeur économique.** L'usine 857 témoigne du rôle directeur du développement industriel dans l'économie sociale. Le profil particulier du patrimoine industriel est devenu la légitimation du signe distinctif dans nombre de villes. En tant qu'élément culturel du lieu, il rappelle à la

population l'éclat et la fondation solide de la ville. Ses habitants cherchent aussi à comprendre leur patrimoine.

**Valeur naturelle.** L'usine 857 comprend un splendide décor entouré de montagnes et de collines. L'intérieur du bâtiment de l'usine a été quelque peu détruit. Une végétation luxuriante pousse dans son enceinte en raison du climat chaud. L'avenue soignée et élégante de parasols de Chine procure un agrément infini aux visiteurs (floraison des feuilles en avril et en été, arbres à feuilles très grandes, fleurs en juin et juillet, feuilles dorées en automne).

Parce qu'on avait besoin de construire la défense nationale, 857 fut une installation

industrielle particulière au profil historique singulier. Non seulement celle-ci retrace l'histoire du troisième front à Mianyang, mais aussi elle reflète les époques différentes de la modernisation de la société industrielle avec la formation et l'évolution des entreprises d'État. La position géographique unique de l'usine et son organisation générale illustrent la production des ouvriers et les conditions de vie du moment. Néanmoins, en raison du délabrement prononcé du site patrimonial, l'allure d'ensemble et les caractères ne sont pas correctement préservés et les fonds disponibles sont restreints. Après évaluation complète, les auteurs de ces lignes avancent les propositions suivantes.

- **Une station d'activités de plein-air.** 857 est dotée d'une topographie sans égale et d'un paysage avenant qui conviennent aux activités de plein-air. On peut y introduire plusieurs activités de loisirs pour les habitants de Mianyang et de Chengdu : le camping, l'escalade, les sports extrêmes, les activités familiales et d'autres projets.

- **Une auberge à thème.** 857 se trouve sur la seule route (Houliu) qui dessert la ville de Houba et les gorges du Yangma. On ne trouve pas de capacités d'hébergement le long de la route à moins de quinze kilomètres. Ainsi, on pourrait acheminer des touristes à la vieille usine en profitant de ses ressources en eau et en électricité et d'autres. En bon état, le bureau administratif et l'usine devraient être remis au goût du jour et consolidés. En ajoutant des installations appropriées de loisirs, on pourrait créer une auberge à thème.

- **On peut utiliser l'usine comme décor de films** situés dans les années 1960-1970. Du fait que l'usine se trouvant dans un endroit isolé est à peine contaminée par l'urbanisation actuelle, elle garde une forte ambiance d'ère industrielle, sans oublier qu'elle est entourée de montagnes, de forêts et de beaux paysages. Le tout en ferait un site idéal pour des films d'époque.

#### 4. L'usine 126

En juin 2013, à Nanshan, Mianyang, on lança le projet de parc culturel créatif. Le parc mesure environ 66666 mètres carrés avec une superficie bâtie de 28000 mètres carrés. Il s'agit du premier cas de projet «de complexe industriel culturel et créatif» au nord-ouest du Sichuan. 126 se situe du côté sud de la rue Changhong à Mianyang, avec des espaces verts à l'est, un quartier d'affaires au nord, et un axe urbain de circulation au sud. On peut voir dans le parc de vieux arbres, des plantes luxuriantes, des voies sinueuses, des bâtiments en brique rouge bien conservés. Aux alentours, les services sont appropriés et l'on dispose d'un bon réseau de transport, à dix minutes seulement du centre-ville et à quinze de l'aéroport.

Le parc culturel créatif 126 à Mianyang se trouve sur l'emplacement initial de la vieille usine Siam. Son nom complet est «Institut du groupe 9 des techniques électroniques de Chine» (Institut du magnétisme appliqué du Sud-Ouest). En 1967, durant la période de construction du troisième front, on délocalisa deux usines (n° 11 et 14) dans la province du Sichuan à Mianyang depuis Beijing. On y travaillait principalement sur les matériaux fonctionnels magnétiques, dans la recherche d'appareils spéciaux, le développement et la production magnétique appliquée et la recherche fondamentale. 126 devint le principal centre de recherche sur le magnétisme appliqué. Elle appartient désormais au *China Electronics Technology Group Corporation*. On a relocalisé l'usine principale de production dans le parc technologique actuel. Ce déménagement de 126 laisse en place un vieux parc forestier avec toutes sortes de reliques du passé : plantes luxuriantes, chemins sinueux, anciens bâtiments en brique ainsi qu'une variété de machines de fabrication de différentes époques et des tuyaux.

Pour utiliser à plein le patrimoine industriel, le parc culturel créatif 126 s'est lancé dans la réparation et une refondation créative des infrastructures de l'Académie d'électronique n° 9. En conservant le style architectural d'époque et en y ajoutant des éléments culturels créatifs, on emploie la méthode «réparer l'ancien et créer le nouveau». On transforme le site par étapes pour en faire une communauté culturelle créative complète, ancrée dans la culture industrielle de ses débuts.

126 conserve les bâtiments en brique des années 1970. Des immeubles de bureaux à quatre étages et une partie des ateliers sont mis à bon emploi. En renforçant et en agrandissant la construction d'origine, les prestations sont optimisées et on utilise le plus d'espace. L'allure industrielle de l'usine initiale est bien préservée, mais il reste peu d'outillage industriel d'époque. Aussi les bâtiments industriels sont-ils devenus la caractéristique la plus voyante de 126. En attendant, il reste des ressources boisées suffisantes sous la forme de grands arbres d'âge avancé. En dehors de l'usine, on voit de vastes étendues agricoles, ce qui assure un cadre naturel singulier à 126, autre caractéristique sauvegardée.

Un parc culturel créatif, dans ces conditions présente un équilibre assuré entre nature et culture. Une infrastructure verte et une approche écologique en établissent le fondement. Les bâtiments en brique rouge des années 1970 entretiennent le lien avec le passé. Les voies organisent l'ossature des aires fonctionnelles. Avec l'adoption du modèle d'économie de marché, on peut établir un parc industriel créatif avec des activités complètes comprenant la conception créative, la recherche et le développement, la production, le commerce, les expositions artistiques, les échanges culturels, la formation éducative, le tourisme de loisirs et l'offre de services publics.

Le parc industriel culturel créatif tire le plus grand parti des immeubles de bureaux sur place et y englobe des entreprises de création, artistiques et autres, mais l'idée du plan actuel du parc 126 est la suivante : conserver le style architectural de l'Académie d'électronique 9 et le développer sur cette base. Ce qui est déraisonnable, car le plan d'ensemble est trop fractionné. Ainsi, il serait bon de renforcer le lien entre le matériel informatique et les logiciels pour forger un trait d'union entre les couloirs des bâtiments et établir une connectivité culturelle. Les édifices artistiques du parc devraient trouver le point de convergence du développement des industries culturelles, mettre en avant les caractéristiques culturelles et renforcer l'image de l'industrie culturelle.

L'académie d'électronique 9 de Mianyang, en raison de la situation sociale du moment, se situait à un endroit dissimulé. Malgré des travaux postérieurs dans le voisinage, elle est encore faiblement raccordée aux autres quartiers. On manque de moyens de transports publics indispensables. L'aire de stationnement est bondée et ses installations défectueuses.

126, en tant que zone touristique de loisirs associée à l'art et à la culture, procure toutes les activités du parc industriel créatif. Il n'empêche qu'une signalisation visible autour du parc fait défaut pour faciliter l'accès des visiteurs. Les bâtiments de l'intérieur ne sont pas organisés. On trouve des repères défectueux, une absence de panneaux signalétiques et une gestion fâcheuse des flux.

Le parc devrait prêter attention à promouvoir et à diffuser sa visibilité et son influence. En tant que regroupement d'entreprises culturelles, ce dernier génère une ambiance innovatrice en associant des investissements attractifs, un espace dédié au développement des entreprises et une vitalité culturelle. Les parcs intégrés qui émergent pourraient devenir le choix préféré des habitants de



Mianyang pour une détente profitable, des loisirs et des spectacles.

Etant donné que le parc artistique vise à redévelopper le patrimoine, il manque d'attractions. Des vues attirantes sur les bâtiments sont la clé pour impressionner le visiteur. En intégrant des entreprises associées dans les bureaux, on pourrait créer une nouvelle entité culturelle d'art créatif dans la ville.

Le parc culturel créatif 126, en tant qu'entité multiculturelle de partage social, devrait aussi incarner la culture industrielle des années 1970. Aussi peut-il promouvoir dans l'avenir une industrie culturelle créative et atteindre l'objectif d'attirer des ressources créatives. Le parc tente de forger une zone d'affaires culturelles créatives. Il crée une vitrine pour montrer des productions culturelles créatives, un centre d'échanges pour les industries culturelles créatives et un centre de formation de talents culturels créatifs.

Le patrimoine industriel est une des gloires de l'histoire de l'humanité, car non seulement il témoigne des fluctuations historiques mais aussi de la civilisation passée. Des industries nouvelles de haute technologie remplacent progressivement les industries traditionnelles. Les industries autrefois illustres sont devenues un patrimoine peu à peu oublié du public. La protection du patrimoine industriel est impérieuse !

Depuis peu, on voit apparaître divers modes de protection du patrimoine en Chine. Dans la perspective du développement du tourisme patrimonial, on peut distinguer le modèle du musée, le mode du parc paysager, le mode associé du tourisme et des emplettes, le district industriel comprenant la science, les affaires et les services et enfin, le modèle intégré de développement régional<sup>12</sup>. En ce qui concerne la protection des bâtiments



La transformation des édifices ...

<sup>12</sup> LEILEI, Li: «De-industrialization and Development of Industrial Heritage Tourism: Practice and Development Mode of the Ruhr Area», *World Regional Studies*, N° 3, 2002.





du patrimoine industriel et des installations dans les sites industriels, deux modes existent : le mode des aménagements complets et le mode du parc industriel paysager. Pour la stratégie et la mise en œuvre du patrimoine industriel, on peut voir quatre modes : la préservation du modèle original, le modèle d'amélioration industrielle, le mode de l'élite et le mode de restauration écologique<sup>13</sup>.

Mais, de manière générale, la protection du patrimoine industriel et les modes de développement peuvent se diviser en trois. D'abord, la transformation du patrimoine industriel en parcs industriels créatifs et en centres d'art moderne pour exposer des œuvres d'art, de grandes sculptures et des installations artistiques. Ensuite, la création de musées à thème pour exposer des processus de production pour réactiver l'histoire industrielle et sa réalité. Il s'agit d'encourager la conscience de la participation et de l'identité. Enfin, transformer les sites industriels en centres de loisirs et de spectacles pour le public.

Cette étude résume les trois cas évoqués plus haut. À partir des divers aspects de développement et de réforme, les modes de protection comprennent trois modèles typiques : le mode descendant, le mode ascendant et le mode « PPP » (Fig. 15).

Le mode descendant (Top-down) signifie que les investissements, la prise de décision et la planification sont aux mains du gouvernement. Celui-ci coopère avec des promoteurs ou des propriétaires sous la forme d'avoirs communs ou transfert des actifs, etc., pour œuvrer à réutiliser le patrimoine industriel avec les habitants. L'aire industrielle, souvent de taille et compliquée, nécessite une réorganisation structurelle et fonctionnelle. Dans une certaine mesure, le mode descendant aide à réduire les incertitudes externes. La collaboration entre les parties devient plus aisée. Entre-temps, elle

13 JIANCHANG, Li : «Exploring the Modern Industrial Heritage Protection Mode», *Southeast Culture*, N° 4, the total, N° 222, 2011.



... et la préservation de la végétation

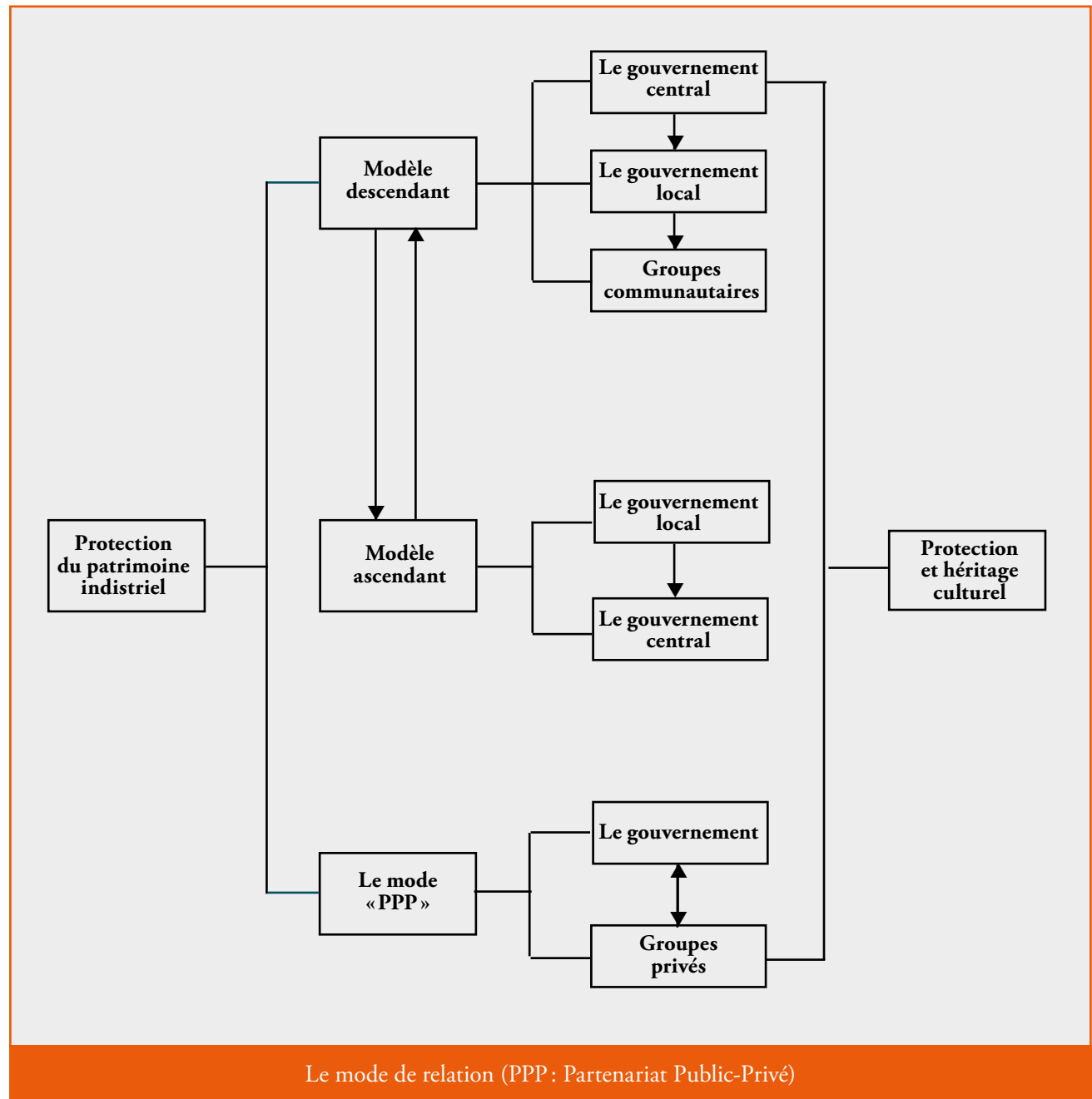


augmente l'efficacité des opérations sur le marché de façon à accélérer la progression de la sauvegarde<sup>14</sup>. Cependant, les lois et règlements sont relativement essentiels.

Le groupe ChangGang évoqué dans cette étude obéit au modèle descendant en revitalisant pour l'avenir un patrimoine industriel en voie de disparition. L'étendue de ses activités est large et couvre plusieurs générations. Le groupe ChangGang fait des affaires dans la défense nationale, l'industrie des munitions, l'aviation, l'aérospatiale, la navigation, l'électronique, les machines, la pétrochimie, l'industrie pharmaceutique, l'énergie nucléaire et d'autres secteurs. Il serait irréalisable d'entreprendre le projet avec les seuls ouvriers. Aussi est-il nécessaire d'obtenir le soutien du gouvernement central. La transformation et la sauvegarde des industries du groupe ChangGang nécessitent l'appui des échelons supérieurs du gouvernement, y compris central. Il faut travailler avec d'autres promoteurs et le public pour améliorer foncièrement les environnements de travail et de vie pour redorer le blason du patrimoine industriel.

Le mode ascendant (Bottom-up) est utilisé par des particuliers et reste un modèle de développement à long terme et graduel. Il a tendance à être informel et spontané et l'action de protection s'exerce tant au niveau communautaire que national. Le mode de protection spontanée du secteur privé est souple, mais manque de coordination et requiert un maniement des politiques en place et des règlements gouvernementaux<sup>15</sup>.

Le mode ascendant est conseillé pour l'usine 857 et sa grande contribution. En tant qu'ancienne installation secrète, 857 se trouve dans des montagnes reculées. La protection gouvernementale est limitée. Pour ce site indéfinissable, un appui des



instances dirigeantes est improbable. Il n'empêche qu'il est dommage, pour des usines témoins de changements historiques et de récits du passé, qu'elles tombent dans l'oubli ou soient déplacées. Aussi l'assistance spontanée des gens ordinaires est-elle très importante. Des particuliers, des entreprises

ou des entrepreneurs en bâtiment peuvent investir à leur idée et transformer d'anciens sites en lieux de repos pour touristes, en aires de camping, etc., qui peuvent engendrer des gains économiques.

Le mode «PPP» (Partenariat Public-Privé) fait référence à des relations entre partenaires du

14 HUIHONG, Li, «Top-down and Bottom-up Modes», *Journal of Changchun University of Science and Technology* Vol. 26 N° 4 avril 2013.

gouvernement et d'organismes privés pour collaborer dans la mise sur pied de projets d'infrastructure urbaine et dans la fourniture de biens et services publics sur la base d'un accord sur les droits spéciaux. La signature d'un contrat définissant les droits et obligations de chacun doit garantir la finalisation de la coopération. Tout cela pour s'assurer que les parties obtiendraient des résultats plus favorables que si elles avaient agi seules. Ce modèle qui s'applique dans le domaine du patrimoine industriel bénéficie aux organes privés en même temps qu'il soulage les finances publiques, ce qui permet de transformer les fonctions du gouvernement.

La protection du patrimoine historique «Mianyang 126» précédemment mentionné suit le modèle «PPP», à l'instar de «Beijing 798» et «Mémoire de la banlieue est de Chengdu» pour créer un parc industriel culturel et créatif. Le gouvernement fournit les sites et les incitations pour attirer des entrepreneurs potentiels en quête d'idées. Selon leurs propres besoins et projets, des particuliers remodelent des bâtiments d'origine ou leurs restes en un seul parc industriel culturel et créatif. On ne fait pas seulement revivre un patrimoine industriel tombé dans l'oubli mais aussi s'enrichir la culture locale et la scène artistique. On offre de la détente aux habitants et, en même temps, des bénéfices pour les milieux d'affaires.

Le patrimoine industriel est devenu un sujet d'actualité avec des problèmes et des questions à résoudre. Chaque patrimoine industriel a ses caractéristiques propres. Le public devrait analyser la situation, les systèmes d'organisation, les immeubles et prendre les bonnes décisions de conservation. Dans cette étude, les modèles descendant, ascendant et «PPP» ont chacun leur mérite, quoique différents les uns des autres mais liés. S'agissant des types de

patrimoine industriel, le public devrait adopter les modèles de développement appropriés, et en utiliser plus d'un seul dans le même temps.

## 5. Conclusion

Le patrimoine industriel a une double valeur : matérielle et informative. La valeur matérielle est l'utilisation du patrimoine industriel en tant que biens. La valeur informative est le témoignage d'un patrimoine industriel particulier. Mais bien des sites ont été oubliés et détruits. L'état actuel du patrimoine industriel ne laisse pas d'inquiéter. On a rapidement besoin de transformations et de protection.

Mianyang est la seconde ville en importance du Sichuan, en même temps qu'un foyer scientifique et technique majeur en Chine. Elle est dotée d'un riche héritage savant et culturel qui se maintient à présent au même titre que son riche patrimoine industriel. La finalisation de 126 tombe à point mais est loin de démontrer une prise de conscience générale de la protection du patrimoine industriel. Les usines qui ont cessé de fonctionner, ou sont sur le point de le faire, devraient être développées en parcs créatifs. On peut les reconverter en musées du patrimoine industriel. On ne les garderait pas seulement comme des actifs patrimoniaux mais aussi comme des lieux publics de visite, afin de mettre en avant la vulgarisation de la conscience de la protection du patrimoine industriel. Cette protection, voilà bien un sujet débattu dans le monde entier !

---

15 JIANCHANG, Li, «Exploring the Modern Industrial Heritage Protection Mode», *Southeast Culture*, N° 4, the total, N° 222, 2011.





Le port d'Abadan en 1970

# L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET LA VILLE : ABADAN (IRAN)

**PIROOZ HANACHI**

PROFESSEUR D'ARCHITECTURE, UNIVERSITÉ DE TÉHÉRAN

**SARA TAYMOURTASH**

GÉNIE ARCHITECTURAL, UNIVERSITÉ DE TÉHÉRAN

## 1. Introduction

La transformation massive des transports demeure l'effet le plus remarquable et le plus incontestable de la Révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle : l'énergie de la houille et de la vapeur remplaça la force humaine. Après la découverte du pétrole aux Etats-Unis, cette nouvelle source énergétique le disputa au charbon. Sans tarder et en peu de temps, avec son bas coût, son stockage facile, sa relative propreté et par-dessus tout, le haut degré de combustibilité du pétrole, tout démontrait que le charbon ne bénéficiait pas de ces avantages. On en arriva à l'idée que le pétrole était devenu l'énergie de l'avenir. On avait accès à une grande source d'énergie qui ne demandait qu'à être exploitée. Du fait de la découverte du pétrole et de l'usage des produits qui en dérivèrent, des communications rapides relièrent des endroits éloignés, ce qui déclencha une uniformisation tant dans les produits industriels que dans la société humaine toute entière. Par voie de conséquence, la civilisation et l'industrie reposent de nos jours sur trois sources d'énergie principales que sont le pétrole, la houille

et l'eau, parmi lesquelles le pétrole l'emporte pour les raisons citées.

Depuis plus d'un siècle, l'industrie pétrolière laissa la plus grosse empreinte sur la société iranienne. Il en résulta le développement d'une société qui, s'éloignant de l'agriculture, en arriva à s'organiser uniquement autour de cette industrie. De fait, l'avènement de celle-ci s'accompagna d'une modernisation et d'une révolution des valeurs dans les systèmes urbains, familiaux et productifs.

L'élan industriel se manifesta au sud de l'Iran il y a un siècle environ. En 1908, après des années de forages, des géologues britanniques réussirent à trouver des quantités considérables de pétrole dans la ville de Masjed Soleiman<sup>1</sup>. Cette découverte fut à l'origine de l'*Anglo-Persian Oil Company* (dénommée par la suite *Anglo-Iranian* et BP à ce jour) et du développement d'une industrie avancée en Iran. Afin d'exploiter les puits mis à jour, l'entreprise devait faire des travaux gigantesques d'infrastructure, ainsi que construire un cadre

urbain pour loger la main-d'œuvre autochtone et étrangère. La création et le développement d'une organisation dans un milieu sans vie devinrent essentiels pour préparer des zones résidentielles allant de pair avec le développement industriel et la croissance des effectifs.

Ces abondants gisements pétroliers se trouvaient justement dans l'une des parties les plus éloignées et les plus hostiles au plan climatique de l'Iran. Tous les secteurs où se situèrent les quartiers résidentiels liés au pétrole furent choisis pour des motifs industriels et se rattachèrent à l'ensemble de la société comme des parties disparates et artificielles. Cette civilisation, installée d'elle-même, résultant principalement de l'existence de l'industrie et du travail industriel organisé, avait sa culture originale propre : le mode de vie, les coutumes et les mêmes accents et dialectes s'internationalisèrent.

L'étude du cas décrit ici concerne une expérimentation britannique qui dura environ un demi-siècle. En 1951, on nationalisa l'industrie pétrolière iranienne. Il n'empêche que ces 43 années d'essai inaugurèrent une nouvelle étape dans la vie socio-politique des Iraniens méridionaux.

<sup>1</sup> Une ville située à 300 km au nord d'Abadan, comme Abadan dans la province de Khouzistan.



## 2. La situation d'Abadan au sud de l'Iran

L'île d'Abadan se situe à un emplacement stratégique pour deux raisons. D'abord, sa proximité des champs pétrolifères. Ensuite, son accès facile à l'eau pour raffiner le brut, du fait de sa position entre les rivières Arvandroud<sup>2</sup> et Bahmanshir. De surcroît, à 71 kilomètres du Golfe Persique, l'accès aux eaux internationales était aisé. Pour ces raisons, en 1912, la raffinerie d'Abadan fut la première à fonctionner en Iran. On posa des oléoducs depuis les gisements jusqu'à Abadan. On devait acheminer le pétrole extrait de Masjed-Soleiman, après distillation à Abadan, par haute mer jusqu'aux rivages britanniques. De sorte que pendant longtemps, Abadan disposa de la plus grande raffinerie mondiale de pétrole et jouit d'un statut particulier, non seulement en Iran mais dans le monde entier.

Auparavant, Abadan avait été une île paisible avec des palmeraies et des habitants arabo-iraniens assuraient leur subsistance avec les dattes, le tissage de tapis et la pêche. Pourtant, l'arrivée du pétrole et de la raffinerie marqua un tournant dans l'histoire de la ville et son évolution au cours du siècle passé. Pendant cette période, la localité afficha une telle croissance, d'ordre quantitatif et qualitatif, que le militaire américain Richard Anthony Stewart, dans son livre célèbre *Sunrise at Abadan*, la décrivit comme un miracle dû au pétrole et un fragment rapporté d'endroits huppés et modernes de Londres<sup>3</sup>. Après la découverte du pétrole et l'installation des Britanniques dans la région, on surajouta les réalisations techniques et les constructions les plus récentes à une société des plus traditionnelles. Une nouvelle classe sociale dénommée « employés de la compagnie » – des



Abadan est une île, couverte de palmeraies, au sud de l'Iran, qui, depuis plus d'un siècle, prit une physionomie industrielle à la suite de la découverte du pétrole et en raison de sa position stratégique. L'aire topographique délimitée par deux rivières au nord et au sud entraîna une extension linéaire de la ville (photo prise en 1950)

salariés de la classe moyenne – émergea en Iran à mesure que l'économie s'industrialisait.

Cette ville se situe au sud-ouest de l'Iran, 30° 20 Nord et 48° 17 Est. Elle fait 64 kilomètres de long et de trois à vingt kilomètres de large, couvrant une superficie de 2 796 kilomètres carrés<sup>4</sup>. L'une des caractéristiques climatiques de l'endroit est que les étés sont brûlants et humides lorsque la température en juillet et en août atteint les 58°C. On considère Abadan comme l'une des plus importantes villes d'Iran et du Moyen-Orient, du fait de la fondation

de la raffinerie suivie par la construction d'un aéroport international, du chemin de fer, du port et des quais de chargement.

## 3. La raffinerie de pétrole, matrice de la ville et de ses quartiers

Au cœur de la ville, la raffinerie occupa un secteur étendu de 13 kilomètres carrés fait d'un énorme complexe de réseaux entrelacés, construit sur la berge, surgissant du sol avec nombre de cheminées et de conduites. Ce centre fut entouré d'une zone de 49 kilomètres carrés qui comprenait les logements des employés de l'industrie pétrolière et des équipements sociaux associés<sup>5</sup>. La raffinerie coupa l'endroit en deux, à l'est et à l'ouest, et stimula la croissance d'une localité dont la population en

<sup>2</sup> Aussi dénommé le Chatt-el-Arab (NDT).

<sup>3</sup> cf. Richard Stewart, *Sunrise at Abadan: The British and Soviet Invasion of Iran 1941*, Praeger Press, 1988.

<sup>4</sup> IRAJ AFSHAR, Sistani, *Negahi be Khuzestan* [Un aperçu du Khouzistan], Téhéran, Honar Press, 1987.

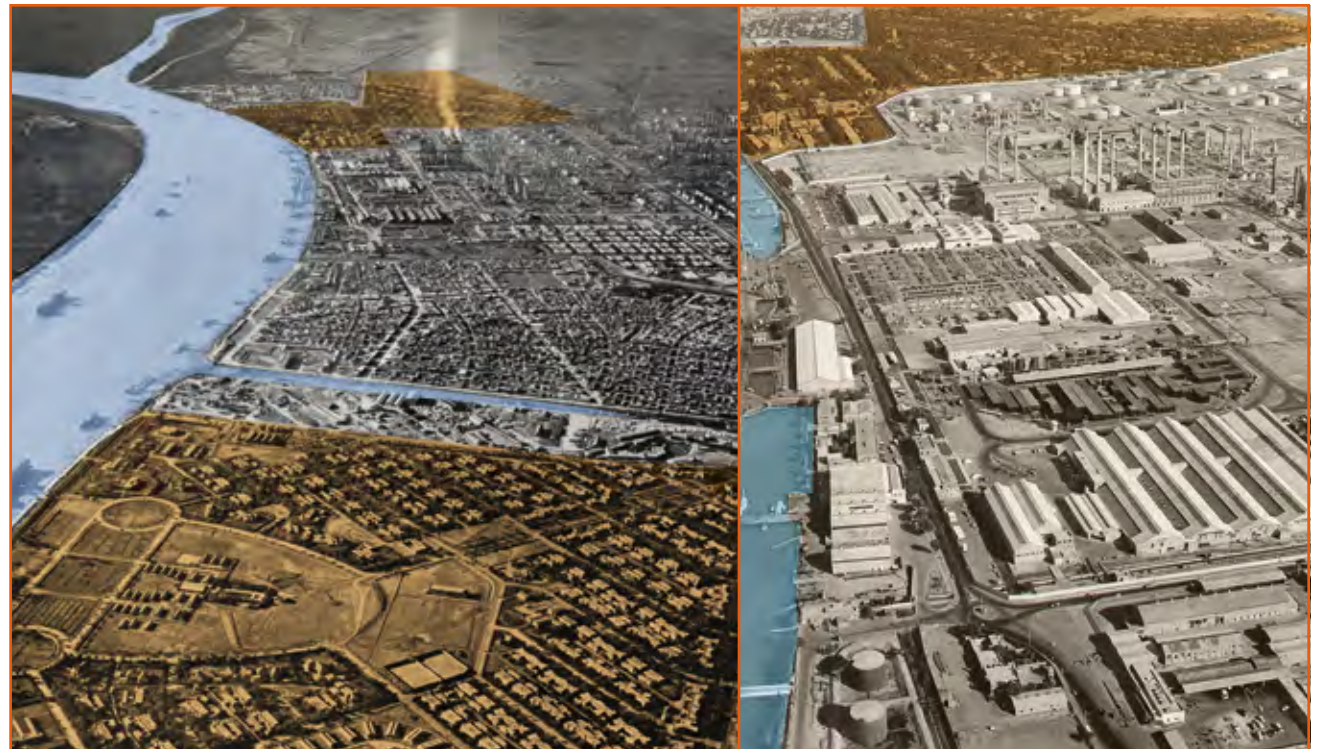
<sup>5</sup> *Nokati Chand Darbareye Abadan* [Quelques indications sur Abadan], Téhéran, Iran Petroleum Operating Companies, 1985.



dépendait de près ou de loin. Elle fut à l'origine des logements, de la production, de la consommation et des loisirs et joua un rôle prédominant dans la morphogénèse de la ville en raison de sa position écrasante dans l'agglomération et tous les aspects de la vie urbaine. Par conséquent, la raffinerie donna naissance à une cité patronale appelée Abadan<sup>6</sup>.

En fait, avec la raffinerie, on vit grandir une communauté triple d'habitants faite des émigrés nationaux ou étrangers en plus des citadins d'Abadan. Elle joua un rôle essentiel pour agréger et disloquer à la fois les membres de la collectivité. A côté de la croissance du secteur des employés de l'entreprise, la ville d'Abadan elle-même resta active grâce à des services additionnels et des domaines apparentés et se forgea peu à peu une identité propre : une individualité internationale en raison d'un assortiment d'Iraniens, d'Européens – surtout Britanniques –, d'Américains, d'Indiens, d'Arabes et même de ressortissants chinois.

Une vue de la carte d'Abadan montre que les activités liées à la raffinerie s'étendirent aux alentours. On ne connut pas de plan urbain d'ensemble préétabli. Les quartiers résidentiels émiétés attestèrent le fait que, suite aux développements successifs et aux besoins croissants de logements, chacun d'entre eux se forma en fonction de sa localisation et de la distance qui le séparait de la raffinerie. Au fil du temps, vu le besoin d'un nombre élevé d'employés



A gauche : Abadan en 1956. A droite : évolution ultérieure de la ville dans les années 1970. Braim et Bawarda apparaissent en sépia sur les clichés

6 Les *cités patronales* sont des villes ou des peuplements siècle pour héberger les employés d'une industrie, ou pour exploiter des matières premières. Ils sont habituellement construits par les clients éloignés de ces villes et liés aux industries en question. La fourniture de logements adéquats pour une main-d'œuvre relativement nombreuse, installée le plus souvent dans des régions désolées, isolées ou sous-développées, par choix ou par nécessité, parfois pour des raisons politiques comme la captivité, ou le tout réuni, aboutit au développement de ces cités patronales. Dans celles-ci, le travail, les revenus, ainsi que le logement et les équipements urbains, sont monopolisés par l'entreprise. Kamal Athari, « Masjed-Soleyman, a civilized company town », *Political & Economic Ettela'at Magazine*, N° 47-48, 1991.

à la raffinerie, on commença à édifier les premiers complexes résidentiels. Les travaux de construction considérables nécessitèrent une stratégie territoriale planifiée. Seuls les Britanniques prirent en charge les décisions et leur mise en œuvre. Ils prétendirent subdiviser la ville en quartiers variés. La raison de ce découpage, disait-on, reposa sur les différences culturelles entre habitants de diverses nationalités et sur les disparités d'appartenance socio-professionnelle. Dans chaque zone résidentielle, le style architectural et urbanistique conditionna le groupe socio-professionnel des habitants de la communauté d'Abadan. En conséquence, sous l'égide de l'entreprise pétrolière, le territoire d'Abadan se composa de quartiers séparés où les habitants furent discriminés en fonction de leur place dans la hiérarchie, leur expérience, leur savoir-faire et même de différences raciales

et nationales (Britanniques, Indiens, Iraniens)<sup>7</sup>. On classa les quartiers de l'entreprise en graduant leur importance et qualité dans l'ordre suivant : Braim, Bawarda (nord et sud), Sikh Lane, Bahar, Bahmanshir, Farahabad, Pirooz et Jamshid. Jusqu'en 1967, on comptait environ 14 261 propriétés résidentielles, dont on devait assurer la conservation et la restauration sans relâche. Les quartiers de l'entreprise profitèrent d'une morphologie urbaine à l'européenne et d'une esthétique traditionnelle à l'iranienne. On aménagea et construisit l'ensemble des quartiers jusqu'en 1961. Leur plan et leur forme furent économiques et beaucoup obéirent à un schéma orthogonal d'organisation urbaine.

7 EHSANI, Kaveh, « Modernization and engineering in Khuzestan company towns : a look at the experience of Abadan and Masjed Soleyman », *Goftegoo Magazine*, N° 25, 1999.





Au début des années 1920, Braim passa d'un ensemble de constructions éparpillées à un complexe aménagé susceptible d'extension. Sur cette photographie, on peut voir les maisons avec colonnades et arcades devant les deux rangées de résidences des infirmières. À cette époque, une palmeraie séparait les logements des directeurs de la raffinerie des autres

En raison de la position d'interfluve entre l'Arvandroud et le Bahmanshir, on fit évidemment le tracé des rues principales au nord et au sud parallèlement aux rivières. On doit noter que celles-ci coulent dans le sens nord-ouest/sud-est. Les rues secondaires furent disposées à la perpendiculaire. En revanche, au plan architectural, on devait orienter les bâtiments dans le sens nord-sud. En conséquence, on pivota les rues des quartiers résidentiels de 45 degrés. Pour pallier la différence d'angle, dans chaque quartier, une articulation semi-circulaire bifurquait de la rue principale. Les rues du quartier la rejoignaient de façon radiale pour traverser de l'autre côté. L'aménagement des artères et des bâtiments se rapprocha nettement des principes des cités-jardins britanniques.

#### 4. Typologie des maisons de la compagnie pétrolière

La typologie variée des maisons d'Abadan est la plus saisissante. On peut les classer en quatre catégories aisément visibles: les cadres supérieurs, les cadres moyens, les ouvriers et les habitations unifamiliales. On peut distinguer les maisons les unes des autres par leur taille, la qualité de la construction, la diversité des espaces, le rapport espace intérieur/ espace extérieur et la combinaison des pâtés de maisons d'habitation.

On alloua le premier groupe d'édifices construits aux cadres supérieurs en suivant le schéma des maisons traditionnelles iraniennes (voûtes, arcades et colonnades). Dix maisons de trois modèles différents furent attribuées aux directeurs

des différentes unités de la raffinerie<sup>8</sup>. Les maisons à deux étages se trouvaient dans le quartier boisé de Manzarieh qui fusionna avec Braim plus tard. Elles furent affectées à d'autres usages. Par exemple, l'une devint la maison d'hôtes de la compagnie pétrolière. Braim se trouve au sud-ouest de la raffinerie et le quartier dut son développement à la compagnie. Ainsi, il se démarqua notablement des autres parties de la ville et les entrées y furent autorisées après vérification.

D'autres maisons à Braim furent des constructions à un seul niveau allouées aux cadres moyens ou subalternes. Elles avaient de grands jardins tous clôturés de haies de buis<sup>9</sup>. Une partie du jardin fut engazonné, avec des massifs de fleurs sur les côtés, avec le fond habituellement planté de légumes. Ce type d'habitat pavillonnaire emprunta sa structure des cités-jardins et des maisons ouvertes sur la nature. Les pavillons uniformes avec espaces ouverts et jardins plantés, les rues bordées d'arbres aux larges chaussées bien éclairées, des trottoirs à l'écart de la circulation et des aires publiques de quartier créèrent un paysage esthétique à Braim, spectaculaire à bien des égards. Si l'on prend les pavillons, on en comptait neuf types, chacun avec son architecture distincte. Dans la construction, on s'efforça d'utiliser des caractéristiques iraniennes telles que des colonnades sur un ou deux cotés à angle droit, des colonnes avec arcades et corniches. Ces maisons furent agrémentées d'effets de détail par le jeu des briques.

Braim fut le lieu exclusif de domicile des Européens et après du temps, la compagnie pétrolière parvint à la conclusion qu'une telle ségrégation et l'attribution de tous les services à un quartier particulier arriveraient à creuser un fossé

8 SIROOS BAVAR, Naft, *Tamaddon-e San'ati va Me'mari* [Le pétrole; civilisation industrielle et architecture], sous presse.

9 La raison du choix de haies de buis ou de myrte était d'éviter la poussière estivale, les vents et les insectes. L'humidité consécutive à l'arrosage adoucirait le climat.



A gauche : la résidence des infirmières fut à l'origine de quartiers confortables couverts de palmiers, de saules et de lauriers roses, toujours conservés en leur état du début (1938)  
A droite : première génération de maisons d'Abadan pour les directeurs de la raffinerie, construites dans le style architectural local avec arcades et colonnades. La guerre avec l'Irak a fortement endommagé ces maisons qui ont besoin d'être restaurées (1933)

social entre employés britanniques et iraniens. En conséquence, on décida d'édifier un nouveau quartier, un modèle de bonne entente entre les uns et les autres. On appela ce quartier Bawarda lequel emprunta encore le schéma de cité-jardin et fut conçu d'abord en suivant les trois principes de santé, de lumière et de ventilation plutôt qu'en fonction de critères sociaux<sup>10</sup>. La zone désignée fut bornée des quatre cotés : la rivière Arvandroud au sud-ouest, un canal au nord-ouest, les oléoducs au nord-est, et les réservoirs de brut et une route au sud-est. Dans ce quartier, on édifia trois sortes de constructions qui se répétaient uniformément de chaque côté de la rue.

On divisa Bawarda entre une partie nord et une partie sud. A l'entrée de Bawarda sud, une place rectangulaire, comportant quatre bâtiments semblables aux angles, définit à la fois la place et

l'entrée. Des lignes horizontales de tuiles bleues continues jusqu'au bandeau du toit en forme de belvédère reliaient les volumes entre eux. Elles font porter le regard aux autres côtés de la place. On n'employa cette architecture qu'aux quatre angles de cette place. On construisit quatre ou six unités d'habitation hors-normes sophistiquées. Il n'en existe pas d'équivalentes ailleurs dans la ville<sup>11</sup>.

Au terme de la présentation de ces deux quartiers, il faut souligner qu'on trouve dans l'architecture de Braim et de Bawarda l'idée d'aménagement urbain, le style art-déco, une architecture pour milieu chaud et humide, un réseau de rues en boulevards, une conception des jardins et de l'ingénierie, le tout participant de la plus grande cité-jardin au Moyen-Orient. On inscrit Braim et Bawarda sur la liste du patrimoine national iranien en raison de leur mélange d'architectures moderne et iranienne.

Braim était conçu pour les cadres supérieurs et Bawarda pour les échelons moyens; d'autres quartiers étaient néanmoins nécessaires pour le personnel subalterne et les ouvriers. Etant donné la politique ségrégonniste de la compagnie pétrolière à l'égard des quartiers, il alla de soi que les quartiers ouvriers eurent leur emplacement propre. On construisit ces maisons alignées du côté nord de la raffinerie. Elles suivaient le modèle linéaire employé dans d'autres champs pétrolifères. La densité de construction était de 31 à 36 maisons par hectare, avec une étroite ruelle sur l'arrière pour les équipements de base. De même, on construisit des maisons pour la main-d'œuvre indienne au sud de la raffinerie, qui prit le nom de Sikh Lane, ce qui fut suivi par les premiers logements pour les habitants autochtones d'Abadan.

Les maisons ouvrières comportaient au devant une plate-bande et une arrière-cour pour les équipements domestiques, (cuisine, salle de bains, réserve, le tout aligné). Devant la porte d'entrée qui donnait sur la pièce à vivre, un petit mur couvert d'un auvent délimitait le perron et servait d'écran à la vie privée. Pour faciliter l'aération dans toutes les maisons, le ventilateur et l'emplacement d'ouvertures au-dessus des fenêtres étaient posés par principe. Dans le quartier ouvrier de Bahmanshir, un type de construction, connu sous le nom de toit rouge, avait un pignon pentu. La structure du toit comprenait des fermes de toiture légères, soutenues par des colonnes en métal supportant la couverture. Ainsi, les murs ne portaient pas le toit. Cette forme de maison était divisée longitudinalement en sections devant lesquelles une colonnade parcourait la façade. Les toits rouges étaient en retrait des allées derrière une haie de buis et hébergeaient les contremaîtres.

Le géographe français, Xavier de Planhol, à propos de l'architecture de ces petites maisons ouvrières alignées à Abadan, affirmait : « ces bâtiments [...] sont précédés ou suivis d'une cour

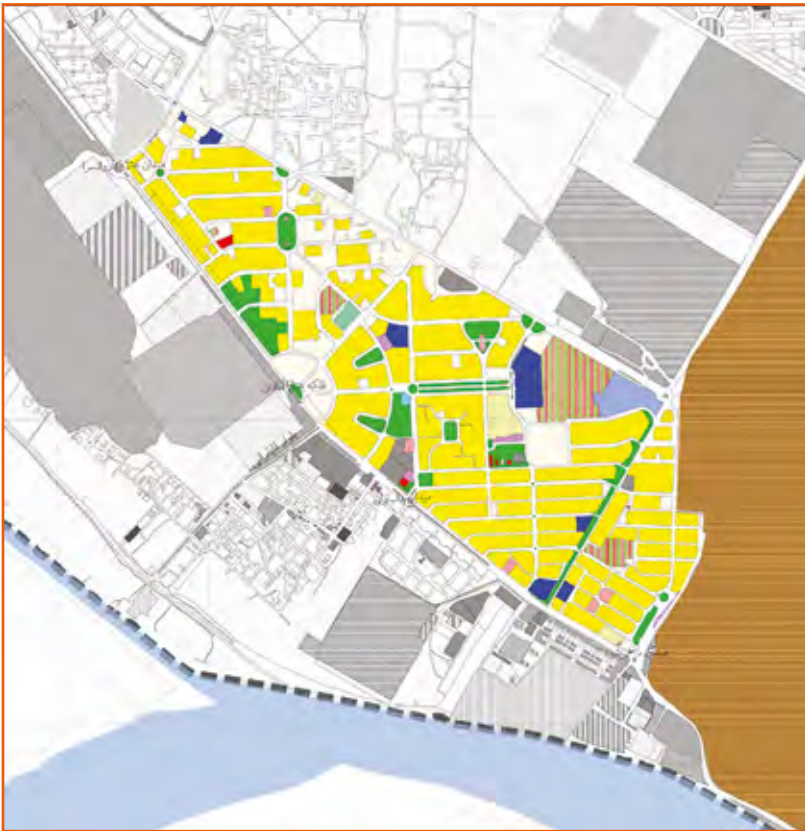
10 CRINSON, Mark, «Abadan: Planning and Architecture under the Anglo-Iranian Oil Company», *Planning Perspectives* 12 (1997) p. 347-57.

11 SIROOS BAVAR, Naft, *Tamaddon-e San'ati va Me'mari, op. cit.*





Le pavillon était une maison de type occidental construite en nombre pour les cadres supérieurs de la compagnie pétrolière à Braim. Sur le plan, on voit l'emplacement de Braim à Abadan. Dans le tableau, différents types de maisons résidentielles sont indiqués ainsi que leur nombre (1925-1931)



CATÉGORIES	BLOCS
12 A	26
CH	42
INT	52
JUN'R	30
MAR'D FLT	8
SEN'R	59
X4	40
Y5	8
Z	30

entourée de murs [...]. Le ménage est ainsi isolé de la rue; l'ensemble a un aspect de plan fermé, il s'agit là, semble-t-il, d'un modèle architectural plus proprement persan<sup>12</sup>. En fait, cette formule d'habitat ouvrier fut uniquement destinée aux employés iraniens, tandis qu'on ne retrouvait pas cette réclusion dans les maisons de Sikh Lane prévues pour les Indiens.

Étant donné le besoin d'accélérer la construction, de trouver une méthode efficace et faire des économies, le programme s'orientait vers la production en série. On expérimenta un prototype qu'on pourrait multiplier dans différents emplacements. Mais la liberté et les aller-retour dont on profitait chez les cadres supérieurs faisaient défaut dans les quartiers ouvriers, ce qui montre

12 DE PLANHOL, Xavier, « Abadan: Morphologie et fonction du tissu urbain », *Revue Géographique de l'Est*, N° 4, oct.-déc. 1964, p.354. Article de référence à télécharger sur [http://www.persee.fr/doc/rgeest\\_0035-3213\\_1964\\_num\\_4\\_4\\_1879](http://www.persee.fr/doc/rgeest_0035-3213_1964_num_4_4_1879). (NDT.)





Habitation unifamiliale à deux niveaux comportant quatre logements par étage. On compte six constructions de ce type dans le quartier de Braim (1938)

assez le degré de contrôle de la raffinerie sur sa main-d'œuvre ouvrière. Au tissu urbain des villes traditionnelles iraniennes faites de rues et de venelles tortueuses s'opposèrent les maisons alignées au cordeau et ouvertes sur la rue qui privaient ses habitants de relations cordiales de voisinage. De même, l'attribution de logements aux employés par la compagnie, selon leur rang et occupation, et les déménagements fréquents dus aux mutations professionnelles firent obstacle à l'harmonie et au sentiment d'appartenance durable. Toujours est-il, comme on déniait aux particuliers le droit de décider seuls de l'endroit où ils habiteraient, il

fut très difficile voire quasi impossible de former des affinités relationnelles basées sur les rapports ethniques, la parenté et la citoyenneté partagée. En tous cas, ce fut vraisemblablement l'un des objectifs de l'entreprise<sup>13</sup>.

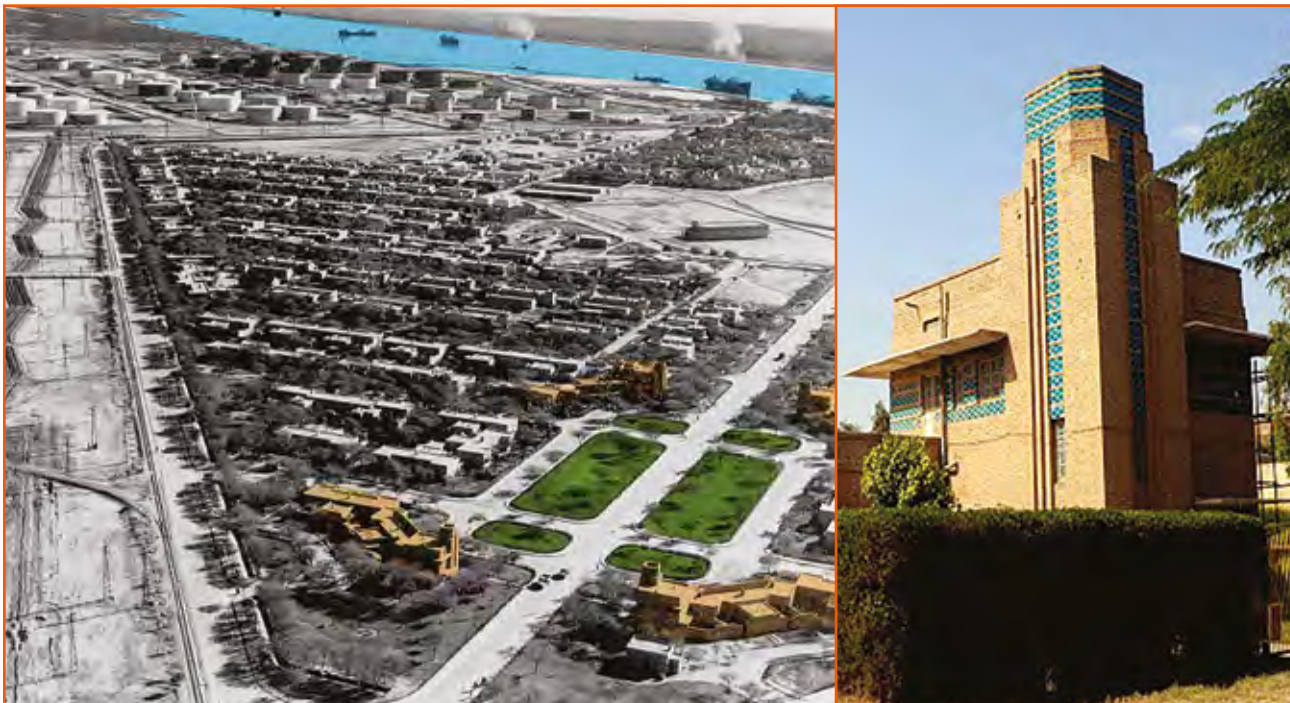
Le style architectural, le nombre de pièces et les dimensions des maisons ouvrières à Abadan tendaient à contrarier le mode de vie traditionnel festif. Les habitants ne pouvaient pas non plus faire

13 KAVEH, Ehsani, «Modernization and engineering in Khuzestan company towns» *op. cit.*

14 *Ibid.*

de l'ouvrage à domicile<sup>14</sup>. De sorte que les femmes de familles ouvrières ne purent façonner des articles pour les soutenir par leur travail. Dans ces foyers, la majorité des femmes renoncèrent à leur rôle traditionnel et devinrent des éléments improductifs : des ménagères affairées à la cuisine, à la lessive et au gardiennage d'enfants. Ainsi, les logements firent prévaloir le modèle de famille mononucléaire aux ouvriers de l'entreprise pétrolière d'Abadan. Ce qui ne fut pas sans importance car désormais, une nouvelle définition de la vie sociale et de sa culture s'imposa aux ménages autochtones. L'industrie régentait tous les aspects de la vie.





Bawarda-sud et la place carrée de l'entrée avec quatre bâtiments semblables qui représentent la tradition de l'architecture iranienne (1938)



A gauche : maisons de Bawarda dans les années 1960. À droite : on ne construisit pas les toitures à deux versants pour raison climatique mais en vertu de l'aspect pratique de la structure et de la rapidité de la construction. Toutes les maisons ont une cour d'entrée et une arrière-cour pour les services

La carte suivante montre la répartition des quartiers d'Abadan mentionnés plus haut. Compte tenu des principes de localisation, des conditions du lieu et de la direction des vents dominants d'ouest, l'agencement géographique de la majeure partie des logements au regard de la raffinerie ne concordait pas. Les dispositions nécessaires pour placer les maisons vers l'ouest et les installations industrielles vers l'est pour protéger l'agglomération de la pollution des hydrocarbures ne furent pas satisfaites. Les seuls quartiers à l'abri des effluves étaient Braim au sud-ouest et les logements ouvriers au nord.

De surcroît, si l'on avait édifié les zones résidentielles en les jouxtant, on aurait effectué des économies en termes d'équipements urbains et d'occupation du sol. Il n'empêche que les secteurs habités étaient disséminés et les coupures entre eux étaient dévolues aux boulevards encombrés par la circulation, aux gros oléoducs, aux terrains vagues, aux complexes industriels et commerciaux, et, bien entendu, au bloc de la raffinerie<sup>15</sup>.

## 5. Les équipements urbains

En 1950, la compagnie pétrolière employait 2 728 Britanniques, 1 787 Pakistanais, Indiens et non-Indiens ainsi que 84 451 Iraniens<sup>16</sup>. À l'évidence, le logement à une si vaste échelle rendait nécessaire la présence d'autres équipements tels que des écoles, des cliniques et également des espaces sportifs et récréatifs pour proposer des services aux employés et occuper leur temps libre pour être dispos au dur labeur. Ces équipements incluent tous les besoins et dispositifs nécessaires

<sup>15</sup> Avant 1945, environs 60 000 cyclistes franchissaient les portes de la raffinerie. Pour faciliter leurs déplacements, l'entreprise fournit des vélos remboursés sur le long terme. Par la suite, on les remplaça par des autocars du personnel et des camions couverts.

<sup>16</sup> VALIZADEH, Iraj, *Angelo and bungalow at Abadan*, Téhéran, Simiya Honar Press, 2012.



à une vie commode dans une ville industrielle moderne. Comme on l'a déjà signalé, Abadan avait son propre zonage, et chaque quartier ou district avaient ses équipements supplémentaires spécifiques, que ce soit pour les quartiers ouvriers et ceux des cadres moyens ou supérieurs. Les occupants profitaient des équipements propres à leur quartier et n'avaient pas besoin d'aller à pied vers d'autres. Tous les clubs de l'entreprise comprenaient des aménagements tels que des courts de tennis, de ping-pong, des courts couverts de badminton, de squash ; des billards, de snooker ; des cinémas en salle et en plein-air, des piscines, des salles de travail et des terrains de football avec les installations nécessaires. Ces clubs procuraient de la détente aux employés fatigués de leur journée et, en plus, formèrent des champions nationaux qui firent bonne figure dans des compétitions sportives mondiales. Le club pétrolier à Manzarieh, dans le quartier de Braim, le club de canoë, proche de l'aéroport, et le club iranien à Bawarda comptaient parmi ces centres. Il faut noter que le niveau des installations dans chaque quartier fut directement associé à la classe sociale de l'occupant.

Deux grandes entreprises coopératives de consommation subvenaient aux besoins des ouvriers, tandis que des commerces approvisionnaient les habitants dans chaque quartier. Progressivement, l'entreprise prit l'initiative d'installer du matériel et des machines dans une ferme laitière pour ravitailler le personnel en produits laitiers et en légumes.

La Société conçut aussi des aqueducs partout dans les quartiers. Deux sortes d'adductions d'eau étaient disponibles dans les logements d'employés. L'une apportait de l'eau purifiée pour boire et faire sa toilette, l'autre de l'eau de la rivière pour irriguer les jardins, et dégraisser le sol et les parties arborées

17 Ce système à double adduction d'eau débuta en même temps à Abadan et à Manchester.



Quartier ouvrier de Pirooz dans les années 1960 : ce quartier construit pour la main-d'œuvre subalterne présente un exemple parlant d'identité culturelle. À droite, un château d'eau dont on trouve des exemples dans chacun des quartiers



A gauche : maisons de contremaîtres à Bashamshir. À droite : habitat ouvrier de Pirooz

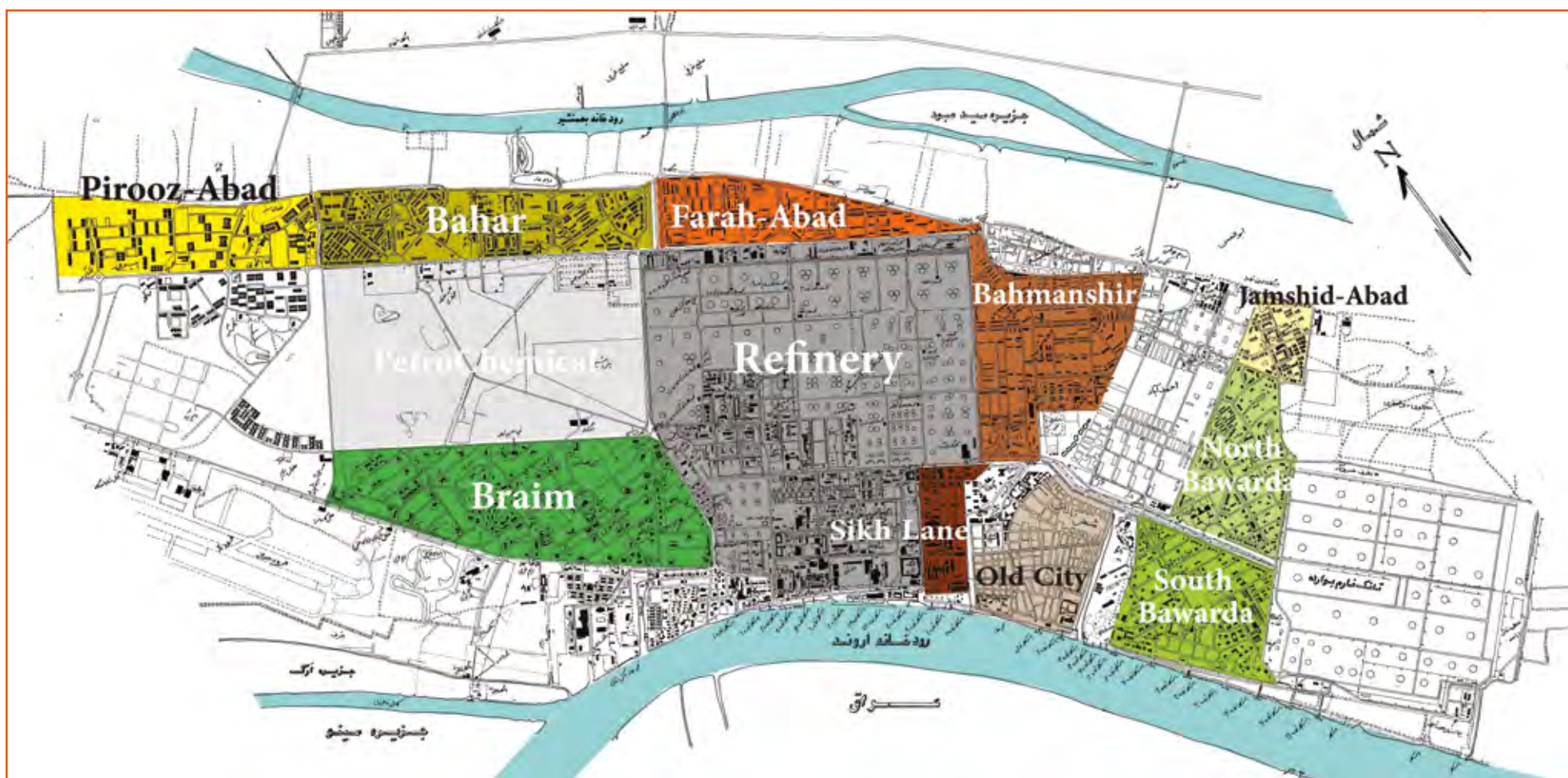
des rues et des boulevards. Les employés pouvaient obtenir des récoltes de grande qualité en plantant fruits et légumes dans leur jardin<sup>17</sup>.

Un club de jardinage, un cercle d'art, une bibliothèque de 4500 ouvrages et 12 cinémas<sup>18</sup> comblèrent les besoins culturels de la ville. Les

sorties au cinéma étaient des loisirs abordables pour les ressortissants quel que soit leur niveau de revenus. Le cinéma *Abadan Oil* pourrait bien être le

18 VALIZADEH, Iraj, *Angelo and bungalow at Abadan, op.cit.*





Cette carte montre la raffinerie et le complexe pétrochimique. L'entreprise pétrochimique fut construite plus tard en 1969.  
Les quartiers de l'entreprise connus y sont colorisés

symbole le plus voyant de la ville. Sa construction coïncida avec l'avènement du cinéma et de la production cinématographique en Iran. En 1945, des architectes britanniques conçurent la salle de cinéma dans le style art-déco.

Il est évident qu'une raffinerie de pétrole, dont le personnel devait sa réputation à des ressortissants de 72 différents pays et adeptes de diverses religions, avait besoin de consacrer des espaces spéciaux pour répondre aux besoins spirituels du personnel. Des exemples de ces lieux comprenaient la mosquée Rangoon pour les Birmans, l'église Saint Karapet

bâtie en 1958, le plus grand lieu de culte des Arméniens de l'Eglise apostolique à Abadan, l'église Saint Christophe construite en 1928 pour les protestants et l'église apostolique assyrienne de l'Orient édifiée en 1951.

Sur le plan scolaire, il faut noter que jusqu'en 1935, l'entreprise pétrolière construisit plus de 80 établissements d'enseignement et des instituts culturels éducatifs<sup>19</sup>. En 1935, avec l'érection du complexe éducatif Razi

19 IRAJ VALIZADEH, *Angelo and bungalow at Abadan*, op.cit.

(enseignements primaire et secondaire), tous les principes de l'architecture traditionnelle de l'Iran furent respectés, tandis que les méthodes éducatives calquaient le système moderne. En 1945, la compagnie fonda l'école de construction technique. Les étudiants venaient de familles du personnel ou autres. Au moment de leur inscription, ils étaient analphabètes. Cet institut forma des artisans pour travailler à la raffinerie. Il est aujourd'hui en cours de transformation pour en faire un musée de l'apprentissage où toutes les machines servant à la formation seront exposées.

## 6. Conclusion

Ce que l'on voit aujourd'hui d'Abadan fut édifié à un moment particulier de l'histoire. L'industrie pétrolière et les rivières du lieu jouèrent toutes deux un rôle essentiel dans la formation et le développement de la ville. L'entreprise pétrolière, le gouvernement central et la communauté locale du sud de l'Iran interagirent pendant un demi-siècle. D'autres villes comme Dezfoul et Shushtar subirent bien moins l'influence décisive de la compagnie pétrolière qu'Abadan, en raison de leur forte culture bigarrée.

Abadan, avec ses boulevards et son schéma de réseau d'espaces résidentiels et publics, se démarqua des autres villes d'Iran. Dans cette agglomération industrielle, la solution dans le plan urbanistique fut de développer des quartiers complètement séparés les uns des autres pour disséminer la population et écarter des effets sociaux négatifs. Mais il n'exista pas de plan d'ensemble pour relier ces quartiers entre eux. La présence de cette installation industrielle de taille immense au beau milieu d'Abadan l'empêcha de connaître un développement urbain uniforme et stable. Il en résulta malheureusement une incohérence, un manque patent d'organisation urbaine et aussi, comme dans la plupart des villes traditionnelles d'Iran, de lisibilité.

En revanche, *l'Anglo-Persian Oil Company* fit œuvre pionnière en contribuant à créer des possibilités d'emploi et de bien-être social dans l'Iran d'avant 1945. La cite patronale d'Abadan avec sa diversité architecturale et sa gamme de techniques anciennes et plus récentes est un exemple entier d'espace industriel avec toutes les traces qui s'y rattachent.



Le cinéma *Abadan Oil* (1944). Sa place sur la principale allée dans l'entrée ouverte de Bawarda sud attire l'attention de chaque passant



La mosquée Rangoon pour les Birmans et les Indiens (1920)

D'un point de vue universitaire, le premier institut de formation technique pétrolière du Moyen-Orient commença à dispenser ses cours dans le quartier boisé et agréable de Bawarda sous la dénomination Institut technologique d'Abadan. En fait, après l'université technique du pétrole à Manchester et l'Institut américain du pétrole à Washington, ce

fut le troisième établissement supérieur du pétrole dans le monde sous les initiales A.I.T. Parmi le corps professoral, on compta le professeur Harrison, expert en raffinage, qui enseigna neuf ans dans la faculté et fut nommé ministre du pétrole dans le gouvernement britannique<sup>20</sup>. La faculté se situe sur une place à l'entrée de Bawarda nord. Avec son style d'architecture remarquable, celle-ci lui imprima une identité culturelle, sociale et historique.

L'hôpital bien installé de l'entreprise, le hall central de l'annexe et des hôtels internationaux mélangent les styles architecturaux et présentent de façon pertinente une ville industrielle à l'échelle mondiale. La ville continue d'avoir de l'importance aujourd'hui avec le raffinage de 15 % des capacités pétrolières de l'Iran. Nombre de ses maisons et de ses équipements continuent à être utilisés de nos jours.

20 SIROOS BAVAR, Naft, *Tamaddon-e San'ati va Me'mari*, op.cit.





Un paysage d'Arvida, pittoresque et abondamment végétalisé, puisque le plan intègre les accidents topographiques du sol qui a accueilli la ville

# ARVIDA, OU L'INVENTION DE LA MAISON DES TRAVAILLEURS DU « MÉTAL MAGIQUE » AU CANADA

LUCIE K. MORISSET

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, MONTRÉAL

## 1. Un urbanisme magique pour une industrie magique

Construite selon un plan urbanistique particulièrement raffiné, somptueusement publié en 1938 dans le manuel *City Planning and Housing. A Graphic review of Civic Art*, grâce au matériau assemblé, sans doute lorsqu'il était aux États-Unis, par l'Allemand Werner Hegemann, Arvida s'est élevée à compter de 1926 sur la berge sud de la rivière Saguenay, au Québec, à quelque 250 kilomètres au nord de la capitale de cette province. Son nom forme l'acrostiche de celui d'Arthur Vining Davis, président de l'Aluminium Company of America (ou ALCOA) à qui l'on doit sa fondation. Plusieurs données historiographiques confirment toutefois que le prénom Arvida, passablement populaire en Suède dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, était aussi celui de plusieurs immigrantes en terre américaine autour de la Première Guerre mondiale. C'est néanmoins à la cité canadienne qu'il reviendra de propager jusqu'à nous l'écho de son nom : renommée de par le monde pour ses plus puissantes centrales hydroélectriques et son usine d'aluminium la plus vaste qui fournira jusqu'à 90 %

de l'aluminium investi par le Commonwealth dans l'effort de la Seconde Guerre, l'enfant chéri de Davis a vu naître la multinationale Alcan, originellement filiale de l'ALCOA<sup>1</sup>, cette entreprise tout aussi multinationale créée en 1886, à Pittsburgh, par l'un des deux réputés fondateurs de l'industrie aluminière moderne, Charles Hall.

Si son plan urbain a été diffusé, par l'entremise de chromolithographies, dès sa conception, comme pour bien affirmer au monde sa magnificence, c'est qu'Arvida constitue une synthèse inégalée des recherches urbanistiques qu'ont jalonné les *company towns*. Encensée par des dizaines d'articles scientifiques et de manuels de géographie ou de planification urbaine, en Amérique et en Europe,

la « ville-usine », comme l'appelait l'historien de l'architecture Pierre Lavedan, a substitué, aux mornes alignements des corons et aux riches maisons des directeurs d'usines, un paysage résidentiel pittoresque, formé d'habitations pavillonnaires unifamiliales accessibles sans ségrégation à tous les travailleurs et dont ceux-ci pouvaient être, chose exceptionnelle dans une *company town*, propriétaires. Sous l'impulsion initiale d'Arthur Vining Davis, qui souhaitait y construire une tour pour en permettre l'observation, puis sous la conduite de dizaines d'ingénieurs et d'architectes, Arvida a ainsi été dotée, de 1926 à 1948, de deux milliers de maisons de quelque 125 modèles. Elles sont dispersées, chacune dans son jardin, dans divers quartiers qui forment une ville intégrée, puisque l'Aluminium Company of Canada l'a aussi dotée d'un centre-ville commercial, de multiples parcs, d'églises et d'écoles : les Arvidiens, d'une vaste diversité de nationalités et de diverses confessions religieuses, ont ainsi accédé à une scolarisation à peu près inégalée sur le continent, tout en évoluant dans un paysage construit marqué du sceau d'une architecture exceptionnelle, particulièrement

1 En vue de l'établissement d'Arvida, l'ALCOA a créé à partir de la Northern Aluminium Company, l'Aluminium Company of Canada, dénommée ALCAN à partir de 1945. En 2007, après avoir elle-même intégré la française Pechiney, la compagnie mère d'Arvida a pris le nom de Rio Tinto Alcan. Pour assurer son approvisionnement en bauxite, l'ALCOA crée des *company towns*, ou cités patronales, entre 1912 et 1920 : Masséna (New York), Badin (Caroline du Nord), Alcoa (Tennessee), Mackenzie (Guyane) et Moengo (Surinam) avant de créer Arvida (Canada).





Vue aérienne du quartier nord d'Arvida, le premier construit, de 1926 à 1928

avant-gardiste au Québec, logée à l'enseigne d'un régionalisme affirmé dévolu à concevoir et à extérioriser l'identité à la fois canadienne et moderne de la «ville de l'aluminium».

La «ville de porcelaine», ainsi que la dénigraient parfois ses voisins jaloux, est une utopie matérialisée dans les moindres détails. Célébrée à l'occasion de son 25<sup>e</sup> anniversaire comme si elle comptait des siècles, avec des armoiries, un hymne et des fêtes somptueuses, Arvida s'est imposée comme un projet d'identité collective dont les Arvidiens sont toujours fortement imprégnés. Pour sa part, la municipalité, d'ailleurs récipiendaire en 2012 du prix Prince-de-Galles de la Fondation Heritage Canada pour ses tels efforts dans la conservation et la valorisation d'Arvida (après que les Arvidiens aient mérité, eux, le prix Thomas-Baillairgé de l'Ordre des architectes du Québec), a entrepris un ambitieux programme de conservation et de valorisation patrimoniale, dont, en 2009, la citation à titre de biens historiques de 733 propriétés

privées, assorties d'une réglementation relativement restrictive; elle a aussi demandé et obtenu, en 2011, la désignation par le gouvernement canadien du Lieu historique national d'Arvida. De concert avec les Arvidiens, des élus entretiennent d'ailleurs ouvertement l'intention de recouvrer la reconnaissance internationale d'Arvida grâce à une éventuelle inscription de l'UNESCO.

À la recherche des sources d'une telle appartenance, l'on découvre que l'utopie arvidienne, en tant que projet d'identité collective, s'est doublée de ce que l'historien d'art Aloïs Riegl qualifiait, en 1903, de «valeur commémorative» ou «valeur de remémoration intentionnelle<sup>2</sup>». Ses créateurs ont en effet constitué chaque maison et l'ensemble d'entre elles en un «patrimoine»,

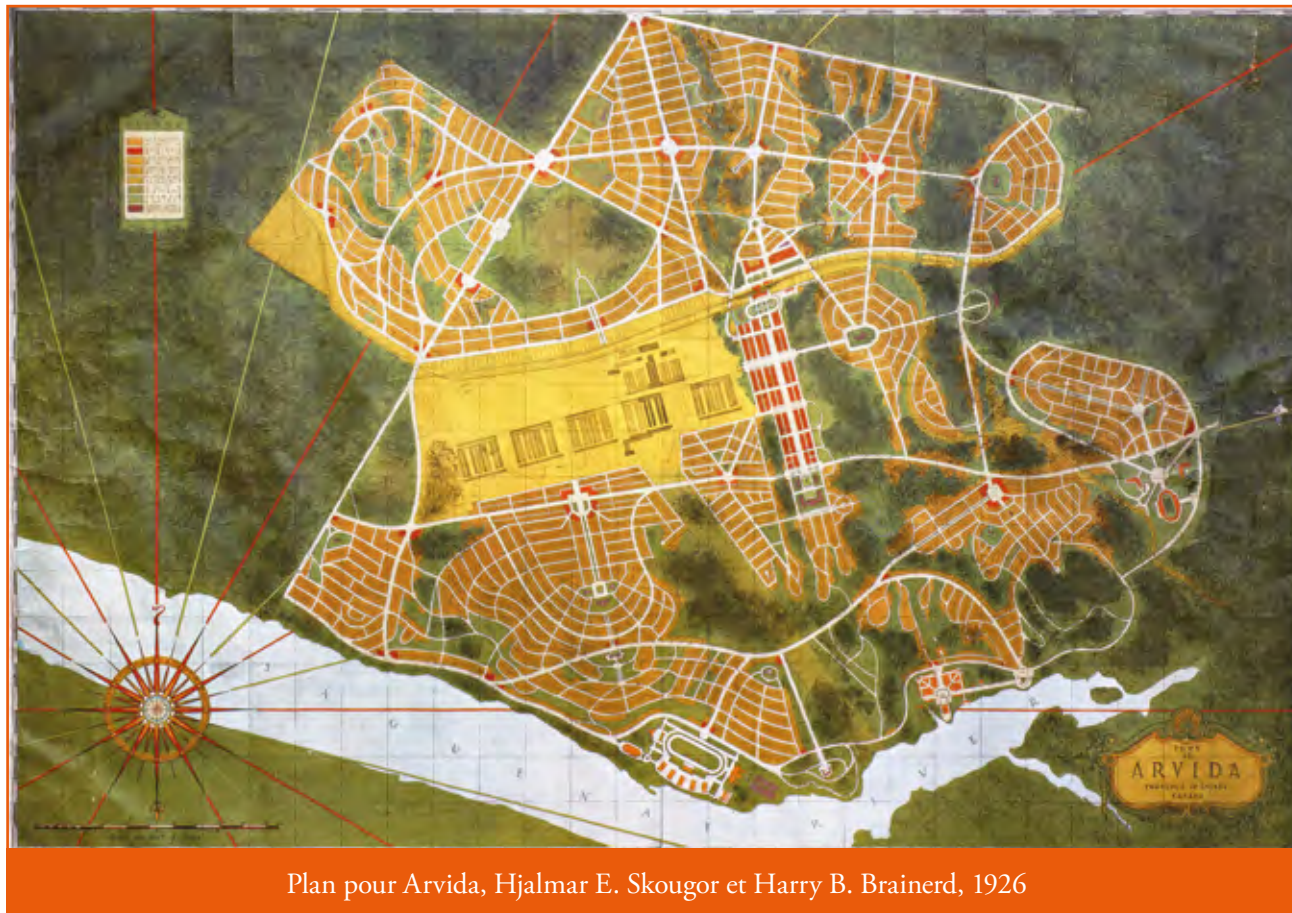
2 Selon les deux traductions qu'en ont proposées Jacques Boulot dans Aloïs Riegl, *Le culte moderne des monuments. Sa nature, son origine* (Paris : L'Harmattan, 2003) et, auparavant, Daniel Wiezorek dans *Le culte moderne des monuments. Son essence et sa genèse* (Paris : Seuil, 1984).

au sens originel du terme. Si le choix de vendre d'emblée les «maisons de compagnie<sup>3</sup>» à leurs occupants constituait une exception notable parmi les *company towns* contemporaines, encore plus en facilitant par divers moyens leur acquisition, il est plus remarquable encore que chaque cession ainsi faite, codifiée dans le droit civil québécois, ait été assortie, d'une part de servitudes relativement classiques relatives à la vocation industrielle de la cité, à l'occupation des parcelles et au zonage résidentiel, préfigurations des règlements d'urbanisme ultérieurs, mais surtout, d'autre part, de servitudes dites «par destination de père de famille». Chaque propriété résidentielle vendue par la compagnie à Arvida a ainsi assujettie au bénéfice d'un fonds dominant fait du lot sur lequel s'érige l'usine ainsi que de tous les lots du voisinage situés de part et d'autre de la rue bordant la propriété vendue. À défaut du changement de vocation du lot de l'usine, c'est-à-dire, somme toute, de l'extinction de la ville industrielle, et sans l'accord de la compagnie et de la majorité des propriétaires des lots voisins, l'Arvidien propriétaire, dès les années 1920, trouvait sa propriété assujettie à de nombreuses restrictions.

Les Arvidiens se sont donc ainsi trouvés investis d'emblée du rôle de porteurs et de transmetteurs d'un patrimoine. Néanmoins, si le droit foncier peut aisément transmettre, de génération en génération de propriétaires, de tels principes d'appartenance, ce cas d'Arvida permet aussi de revenir et d'explorer plus avant le postulat selon lequel le paysage construit est porteur d'identité collective: en d'autres mots, à l'échelle d'une ville, il faut plus que des servitudes foncières pour produire de l'appartenance et, par cette entremise, engendrer, en terre vierge, une société dont ses citoyens, depuis maintenant près de cent

3 Maison de compagnie ou maison de la *company town* (note de l'éditrice, désormais NDE).





Plan pour Arvida, Hjalmar E. Skougor et Harry B. Brainerd, 1926

ans, se revendiquent toujours. Les titres de propriété des maisons d'Arvida s'avèrent ainsi comme des indices, de même que les références au passé que nous découvrirons dans la forme et la diversité de ces maisons symbolisent leur historicité.

## 2. L'habitat, une stratégie de marque ?

Autour de la Première Guerre mondiale, l'entreprise d'aluminium aligne son approche des *company towns* sur des principes d'utopie sociale, notamment grâce à l'exploitation d'une stratégie financière de diversification des actifs qui non seulement lui permettait d'injecter des fonds dans la construction des villes, mais aussi d'élargir le bassin de ses investisseurs en offrant ce que l'on appellerait

aujourd'hui, certes par anachronisme, des « actions équitables ».

Le procédé, au moins en ce qui a trait à la diversification des actifs, n'était pas nouveau. Éventuellement adossée, comme elle le serait à Arvida, à la capacité d'emprunt des municipalités, l'assurance de rendement des obligations de l'ALCOA serait aussi garantie par des campagnes promotionnelles considérables, dont le plan lithographié d'Arvida représente sans doute la quintessence. Il revenait donc aux *company towns* elles-mêmes, dans toute leur matérialité, de convaincre. L'impressionnant plan-relief du site d'Arvida, de son urbanisme et de ses infrastructures illustre ces conditions nouvelles, tout autant que les abondants reportages photographiques et visites

industrielles que l'entreprise déploie au tournant des années 1920 et qui seront, aussi, une spécialité arvidienne.

C'est dans ce contexte que l'ALCOA a entrepris ouvertement et systématiquement, de vendre des maisons, à prix coûtant. Si elle peut ainsi le faire, c'est que l'entreprise, c'est que l'entreprise s'est efforcée de rationaliser leur construction, afin de produire à moindre coût des habitations suffisamment confortables, mais néanmoins susceptibles d'engendrer des figures désirables par des travailleurs-proprétaires qui souhaiteraient s'y établir. C'est à Alcoa<sup>4</sup>, au Tennessee, que l'entreprise a conçu les grandes lignes du système de planification qui ferait sa fortune à Arvida : un département de dessinateurs produit à l'avance un éventail plus ou moins limité de modèles de maisons qui sont distribués sur le plan de la ville, afin d'assurer un minimum d'alternance dans les alignements et de rue en rue. Chaque modèle pouvait ensuite être répertorié et analysé, afin que sa productivité, en quelque sorte, fasse l'objet d'un suivi comme les lingots dans l'usine.

Bien que ségréguée, comme de coutume dans cette région des États-Unis, la cité d'Alcoa au Tennessee se distinguait ainsi en offrant à tous un environnement résidentiel esthétique, à des années-lumière des mornes corons miniers ou des épouvantables *bunkhouses*<sup>5</sup> des crises du logement qui avaient sévi à Massena<sup>6</sup>. Si la décision de l'Aluminum Company of America de se constituer en créancière hypothécaire et d'étaler le paiement des maisons d'Alcoa sur des termes de cinq, dix ou quinze ans n'eut pas, à Alcoa, le succès espéré, ce choix en faveur de l'accès à la propriété aurait néanmoins pu faire obstacle, à terme, à la capitalisation qu'il prétendait soutenir : morceler la forme urbaine en de multiples propriétés risquait d'attenter à l'image

<sup>4</sup> Voir note 1.

<sup>5</sup> Ou barraques (NDE).

<sup>6</sup> Idem. Masséna se trouve dans l'Etat de New-York.





Dessins de présentation de deux modèles de maisons de la première phase de construction d'Arvida



Vue en perspective du centre-ville d'Arvida tel qu'imaginé en 1926 par l'architecte Harry B. Brainerd. Rio Tinto

de marque dont la compagnie souhaitait investir la figure urbaine. C'est ce dilemme que vinrent résoudre les servitudes inscrites dans les titres de propriété des maisons d'Arvida, devenues d'autant plus nécessaires que l'entreprise avait mis en place un partial payment plan dévolu à faciliter plus encore l'achat par les travailleurs. Les archives nous révèlent aussi, en négatif en quelque sorte, que les paiements requis des Arvidiens propriétaires ont pu être ignorés lorsque la baisse de production des usines a altéré la solvabilité de certains travailleurs.

Si l'habitat pouvait participer d'une stratégie de marque, et l'accès à la propriété, diversifier la capitalisation, la consolidation du bassin des investisseurs de l'entreprise ne suffit pas à expliquer sa pensée urbanistique, ni la forme que prendra, précisément, cet habitat.

L'ALCOA, qui s'était déjà fait remarquer en Caroline du Nord en offrant de loger ses travailleurs « de couleur », dans la foulée de son prédécesseur français<sup>7</sup>, se distinguait par une préoccupation de plus en plus manifeste à l'égard du bien-être des habitants de ses « investissements ». Cependant, au rythme auquel sa mondialisation éloignait ses implantations et démultipliait les cultures que l'ALCOA rencontrait, il semble que ce soit plus particulièrement autour de la construction de Moengo, au Surinam, à compter de 1920, et, à la même époque, de Mackenzie, en Guyane britannique, que s'est diffusé, dans les échanges entre les dirigeants de l'entreprise, le concept d'une « *desirable place to live* » qui marquerait Arvida.

À Moengo, dont les plans permettent d'observer les suivis de chantier systématiques mis en place à l'époque, la chronique rapporterait des habitations peu coûteuses, ainsi que de l'eau et de l'électricité gratuite. En moins d'un an, il

7 En 1912, le français Adrien Badin achète des propriétés et des chutes d'eau en Caroline du Nord pour fonder l'entreprise « Southern Aluminium Company ». La cité ouvrière porte son nom. L'ALCOA la rachète en 1917.

semble que le village de l'Aluminum Company of America et de sa filiale, la Surinaamse Bauxiet Maatschappij, se soit imposé au regard: conçu pour 4000 travailleurs, femmes et enfants, il se partageait en un quartier américain et deux quartiers distincts pour les ouvriers surinamiens et javanais. Les infrastructures sanitaires, les mesures de prévention de la malaria et les équipements si modernes éclipsaient même, disait-on, ceux de la capitale.

La sécurité en matière d'approvisionnement en bauxite avait éloigné l'ALCOA de ses bases, le besoin en hydroélectricité l'y ramène. C'était d'ailleurs déjà ce qui, en 1899, avait attiré l'entreprise aluminifère au Québec, à Shawinigan; une vingtaine d'années plus tard, aux abords de la rivière Saguenay et du lac Saint-Jean, l'entreprise aluminifère accédait, cette fois, à des potentiels inégalés. Cependant, dans l'aventure urbanistique de l'entreprise, adossée à la recherche « d'endroits désirables » qui l'animait dorénavant, la conquête de

cet eldorado lointain explique mieux la différence entre la figure encore rudimentaire des *company towns* de l'ALCOA, dotées de quelques modèles de maisons pavillonnaires, dont une bonne part de « bungalows tropicaux », et Arvida.

### 3. Des bungalows tropicaux aux cottages nordiques

Fondée sur la rationalisation architecturale entreprise à Alcoa, la rapidité d'exécution du chantier d'Arvida étonne néanmoins, puisque l'ingénieur responsable de la construction, Harold Wake, auparavant en poste à Badin, a déclaré avoir rejeté la plupart des plans des maisons conçues aux États-Unis, si ce n'est d'une vingtaine de modèles issues des cartables de l'architecte James Gamble Rogers II, alors actif dans la colonie de villégiature floridienne de Winter Park, et de la figure des élévations d'un certain nombre d'autres, livrées, toujours selon Wake, par l'ingénieur d'origine danoise Hjalmar Ejnar Skougor.

Depuis les maisons Warren de l'Alcoa à Massena, les possibilités de l'urbanisme, et plus encore de l'habitat, se sont gonflé des besoins industriels de la Première Guerre mondiale. Tandis que l'architecture néo-mexicaine d'un Irving Gill, en Californie restait l'exception dans les années 1910, comme, encore en 1917, celle de Betram Goodhue, à Tyrone (Nouveau Mexique) par exemple, les explorations du vernaculaire et du génie du lieu, qui produiraient ce que l'historiographie qualifie d'architecture « régionaliste »<sup>8</sup>, se sont peu à peu émancipées des foires et des expositions universelles. Ainsi, en 1926, le critique Lawrence Weaver vante-t-il, dans l'ouvrage *Cottages, le Return to Traditional Types* et le *Return to Local Traditions*, en l'occurrence à Bournville, cité modèle du chocolatier Cadbury<sup>9</sup>, dont on se rappelle l'admiration qu'elle avait suscitée chez l'ingénieur Edwin Fickes, quelques années plus tôt.

Cependant le cottage américain réinventé par Grovesnor Atterbury dans la communauté modèle d'Indian Hill (Massachusetts) s'est plutôt affirmé comme l'instrument d'un nationalisme architectural dévolu à imprégner les immigrants: après la Première Guerre, les Ford Homes, près de Détroit (Michigan), ont confirmé cette vocation assimilatrice<sup>10</sup>. Ni la diversité croissante des populations de travailleurs, ni le fait que les entreprises, dans les années 1920, s'implantent de plus en plus loin de leurs berceaux ne semblent avoir changé cette inscience des expressions culturelles et des usages « étrangers », fussent-ils locaux. En témoignent d'ailleurs les innombrables illustrations de l'*English Domestic Revival*, qui rappellent l'immense fortune de la Garden City et des propositions plus ou moins galvaudées de Raymond Unwin<sup>11</sup>, depuis quelques variantes telles les maisons ouvrières de Margarethenhöhe (Allemagne), à la manière germanisante d'Hermann Muthesius, jusqu'aux confins du Canada où, à l'exception de rares inspirations vernaculaires, par exemple à Port Union (Terre-Neuve) et, plus tard, à Tompkinsville (Nouvelle-Écosse), les modèles britanniques dominant, de Témiscaming (Québec)<sup>12</sup> à Stellarton (Nouveau-Brunswick)<sup>13</sup>, en passant par Riverbend, Kénogami et Port-Alfred, non loin d'Arvida (fig. 52, 53, 54). Le rôle de Thomas Adams, secrétaire de

8 Dans l'univers artistique et architectural breton, et dans l'univers littéraire québécois de l'époque, par exemple. Au Québec, sans employer le mot, le monde architectural voit alors poindre un goût de cette nature, particulièrement autour des professeurs Percy Nobbs et Ramsay Traquair. Sur le régionalisme breton, lire Daniel Le Couédic, *Les architectes et l'idée bretonne 1904-1945. D'un renouveau des arts à la renaissance d'une identité* (Rennes: Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 1995). Nous avons nous-mêmes publié plusieurs travaux sur le néo-vernaculaire québécois, plus ou moins inscrit dans la foulée du régionalisme littéraire de l'époque: entre autres, Luc Noppen, L. K. Morisset, « À la recherche d'une architecture pour la nation canadienne-française: entre le paysage et la patrie. De la Crise à la Seconde Guerre mondiale », *Cahiers d'histoire du Québec* au XX<sup>e</sup> siècle, 5 (printemps 1996): 19-36; L. K. Morisset, « À la recherche d'identités: usages et fonctions du passé dans l'architecture au Québec », dans *Architecture, forme urbaine et identité collective*: 103-133, sous la direction de Luc Noppen (Sainte-Foy/Sillery: Éditions du Septentrion, 1995). Voir aussi, sous la direction de François Loyer et Bernard Toullet, *Le régionalisme, architecture et identité* (Paris: Monum, 2001).

9 WEAVER, Lawrence, *Cottages: Their Planning, Design, and Materials* (London: Country Life, 1926).

10 CAROLYN, S. Loeb, *Entrepreneurial Vernacular. Developers' Subdivisions in the 1920s* (Baltimore and London: John Hopkins University Press, 2001): 185.

11 UNWIN, Raymond, *Town Planning in Practice: An Introduction to the Art of Designing Cities and Suburbs* (London: T. Fischer, 1909): 367-368.

12 Lire sur Témiscaming, Paul Trépanier, « Témiscaming, une cité-jardin du Nord », dans *Villes industrielles planifiées*, 119-152, sous la direction de Robert Fortier (Montréal: Boréal, 1995).

13 ENNALS, Peter et W. HOLDSWORTH, Deryck ont montré, à Albion Mines (Nouvelle-Écosse) et dans des établissements miniers du Nouveau-Brunswick, l'importation des modèles d'habitat de la Grande-Bretagne. *Homeplace. The Making of Canadian Dwelling over Three Centuries* (Toronto: Université of Toronto Press, 1998): 129.





Une maison de l'un des modèles « régionalistes » d'Arvida, inscrite à l'Inventaire des œuvres d'art de la province de Québec dès 1943. Bibliothèque et Archives nationales du Québec



Le Saguenay Inn, hôtel emblématique d'Arvida, construit en 1939 d'après les plans des architectes Fetherstonaugh et Durnford

la Garden City Association à Londres et fondateur du Town Planning Institute of Canada, d'ailleurs possiblement auteur de la notice sur la « *First Garden City in Canada* » parue à propos d'Arvida dans le *Journal of the Town Planning Institute of Canada*<sup>14</sup>, a été, à l'égard de ce rayonnement stylistique, bien documenté<sup>15</sup>.

La diversification des origines culturelles des travailleurs autour de la Première Guerre mondiale contenait néanmoins, à l'évidence, le germe de préoccupations identitaires réelles, propices à nourrir l'inventivité de quelques créateurs : à Kistler,

par exemple, les préceptes de John Nolen ont inspiré aux architectes Mann and MacNeille, en 1914, une distribution, par groupes ethniques, d'inventions stylistiques dites *Norman Cottage*, *Georgian Cottage* et *Vermont Farmhouse*<sup>16</sup>. Il est plausible, compte tenu de leur propre participation au débat public sur l'urbanisme et l'architecture, qu'Harry Brainerd et Hjalmar Skougor, pour ne mentionner qu'eux, aient été bien au fait de cet exemple relativement précoce, sinon de régionalisme *stricto sensu*, à tout le moins d'une redéfinition architecturale de l'habitat en fonction de l'appartenance culturelle des habitants ; Nolen lui-même, auteur de manuels variés, ne se privait pas d'en publier les images.

Parmi les premières maisons d'Arvida, l'on reconnaît, de fait, quelques figures architecturales assez parentes de maisons les plus cossues d'Alcoa ou de celles d'Eclipse Park, au Wisconsin, pour prendre ces exemples relativement communs. Mais l'on découvre aussi des silhouettes inédites, notablement dépourvues de galeries intégrées, alors que celles de voisines se distinguent sous un avant-

toit débordant, coiffées d'une toiture à forte pente elles-mêmes couvertes de deux grandes lucarnes en chien assis. Ces maisons de la gamme « F » dans le répertoire des plans de la première phase de construction d'Arvida se distinguent aussi par une modalité qui contribue à accroître leur diversité : en effet, tandis que les autres modèles de maisons sont démultipliés grâce au renversement symétrique de leur plan, à droite ou à gauche, l'apparence de ces modèles varie aussi du fait de leur implantation sur la parcelle, pivotée ou non de 90 degrés. En suivant la piste de l'aluminium, l'on peut toutefois retrouver leurs parentes : en Norvège, dans les villes d'électrometallurgie et d'électrochimie de Tyssedal, d'Odda, de Høyanger et, peut-être plus encore, de Rjukan, dont on se rappelle qu'elles étaient alors assidûment fréquentées par les acteurs de l'ALCOA. Là, comme à Arvida<sup>17</sup>, l'éloignement imposait l'édification de villes entières : le besoin de constituer une population stable de travailleurs, établis en familles, y consacrait le choix de pavillons unifamiliaux comme il s'en trouvait dans d'autres coins du pays. La construction en bois traditionnelle et son nécessaire revêtement de

14 « A Garden City for Canada—Perhaps », *The Journal of the Town Planning Institute*, IV, 4 (août 1925), 4.

15 Voir notamment Walter Van Nus, « The fate of City Beautiful Thought in Canada, 1893-1930 », dans Gilbert A. Stelter and Alan F.J. Artibise, dir., *The Canadian City : Essays in Urban History*, Toronto, McClelland and Stewart, 1977, 162-185 ; Gilbert Stelter and Alan F.J. Artibise, « Canadian Resource Towns in Historical Perspective », dans Gilbert Stelter and Alan F.J. Artibise, *Shaping the Urban Landscape: Aspects of the Canadian City-Building Process*, Carleton, Carleton University Press, 1982, 413-434. Voir aussi, sur cette question de la diffusion de la Garden city par l'entremise de Thomas Adams, Barbara Julien, « La cité-jardin au Québec », thèse de doctorat en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 2012.

16 Crawford, 162.

peinture, additionnée de coloris aptes à enluminer la froidure polaire, suffisent à compléter la figure de ces « cottages nordiques » et le régionalisme septentrional soigneusement fabriqué d'Arvida. En d'autres mots, plutôt qu'une stratégie de marque recourant à des dénominations plus ou moins fantaisistes, tels les *Vermont et Norman Cottages* de Kistler, l'expérience conjuguée des créateurs d'Arvida a conduit à constituer des formes architecturales réelles par référence géographique (plutôt qu'ethnique) et à miser sur l'adéquation symbolique et fonctionnelle entre ces formes et le territoire pour engendrer une identité collective qui, de toute façon, n'avait jamais existé jusque-là.

Car si les « cottages nordiques » s'y substituent aux « bungalows tropicaux », Arvida est bien plus particularisée que transposée. Ainsi que l'invention des maisons du « type courant des maisons de la province de Québec », de nombreux indices révèlent que sa réalisation a engendré plusieurs exercices de synthèse et d'adaptation. D'une part, il faut remarquer que la maison arvidienne, « américaine », « canadienne-française » ou « nordique », n'occupe pas, contrairement aux maisons norvégiennes qu'avait admirées Edwin Fickes, la totalité de sa parcelle et qu'elle s'en distingue aussi par sa galerie avant plus typiquement canadienne. Comme la maison de Badin et d'Alcoa, pour ne prendre que celles-là, la maison arvidienne est aussi entourée d'un vaste parterre, garanti par des servitudes légales et, subséquemment, par les règlements municipaux<sup>18</sup>. Dépourvue aussi de clôtures, comme pour proclamer l'abolition définitive de la mitoyenneté habituelle dans les anciennes *company towns*, et particularisée tant originellement qu'au fil des peintures successives, elle affirme en quelque sorte son individualité par ses maisons unifamiliales.

17 Et comme, d'ailleurs, dans certaines villes suédoises parmi lesquelles il convient certainement de mentionner l'exemple de Kiruna.



Tout vêtu d'aluminium, l'édifice des laboratoires de recherche d'Alcan, construit en 1949 d'après les plans des architectes Barott, Montgomery, Marshall, Merrett, et vu ici peu après sa construction

La synthèse créative d'usages nordiques, canadiens et étasuniens, mâtinée, sans doute, de quelques touches d'urbanisme britannique qui inspiraient aussi Tony Garnier<sup>19</sup>, a ainsi engendré, bien avant la lettre, la figure consacrée du *suburb* américain.

#### 4. Démocratique comme l'aluminium

De même, au titre des adaptations et des particularisations engendrées à Arvida, l'on peut se questionner sur le destin de l'un des modèles d'habitation plus dissonant. Parmi les seize modèles

18 Voir sur ce sujet L. K. Morisset, « Arvida, from socio-industrial utopia to urban heritage: the history and contemporary challenges of an identity project », Tom Urbaniak et Andrew Molloy, dir., *Company Houses, Company Towns: Heritage Conservation in Canadian Post-Industrial Communities*, Cape Breton University Press, 2014.

de maisons dont les archives conservent un dessin en perspective (et parmi lesquels ne se trouve aucun « cottage nordique »), l'on découvre en effet un exemplaire quadri-loculaire dont il est difficile de croire qu'il ait pu être ainsi représenté pour n'être construit qu'en un seul exemplaire, comme ce fut le cas. Dans le plan de la cité, notamment de son premier quartier dit « ville construite en 135 jours », se trouvent aussi, plus près de l'usine particulièrement, des parcelles un peu plus étroites et longues que les autres, mais bordées de ruelles qu'on ne construit finalement qu'en quelques endroits : il est plausible qu'elles étaient dévolues à accueillir des habitations en rangées et des logements par quatre ou autres,

19 GARNIER, Tony, l'architecte lyonnais auteur de *La Cité Industrielle*, 1917, qui, s'il n'a pas inspiré les auteurs d'Arvida, a fait partie de leur information.





Vue aérienne colorée d'Arvida au terme de sa première phase de construction, en 1927



Extrait d'un des reportages photographiques commandés par l'entreprise : des enfants dans le paysage enneigé de la rue Moissan à l'hiver 1928

dans des quartiers un peu plus densément bâtis que d'autres.

A-t-on pensé réserver ainsi des quartiers moins cossus à des travailleurs moins riches ? Dans la réalité qui sépare le plan d'Arvida, en deux dimensions, et la façon dont il s'est matérialisé en trois dimensions, pour un nombre relativement moindre d'habitants, plusieurs facteurs semblent avoir désavoué cette avenue, peut-être parente de l'expérience de Masséna, et la ségrégation qui en aurait découlé. En effet, les analyses démographiques<sup>20</sup> montrent que les ouvriers non spécialisés et les employés qualifiés se sont trouvés répartis uniformément dans la ville, hormis en ce qui a trait à la religion qui les rapprocha de telle ou telle église. Il est vrai que, parmi les nationalités qui émaillaient le paysage démographique des premières années d'Arvida, la distinction élémentaire des « étrangers » ou des « gens de couleur » pouvait sembler moins simple, d'autant plus que, comme à Moengo par exemple, la situation d'Arvida en terre canadienne-française inversait le paradigme : les patrons étaient les étrangers et se voyaient, de ce fait, dépourvus d'un certain nombre de droits que pouvaient exercer les Canadiens (français ou anglais), notamment en matière de gouvernance municipale<sup>21</sup>.

Si son désir de stabiliser sa main-d'œuvre bien spécifique avait pu conduire l'Alcoa à considérer plus attentivement les particularisations locales

20 IGARTUA, José, « Vivre à Arvida », *Villes industrielles planifiées* (Montréal : Centre Canadien d'Architecture / Boréal, 1996), 155-176 ; « Worker Persistence, Hiring Policies, and the Depression in the Aluminum Sector: the Saguenay Region of Québec, 1925-1940 », *Histoire sociale – Social History*, XXII, 43 (mai 1989), 16-29 ; « L'industrialisation du Saguenay-Lac-Saint-Jean », *Saguenayensia*, XXXI, 2 (avril-juin 1989), 4-10. Et, enfin : José Igartua, *Arvida au Saguenay. Naissance d'une ville industrielle* (Montréal : McGill-Queen's University Press), 1996.

21 Et s'ils étaient anglophones comme les Canadiens anglais qui habitaient les dits « quartiers des Anglais » des *company towns* du Québec, ceux d'Arvida étaient néanmoins de nationalité étrangère, ce qui leur retirait un certain nombre de droits, notamment dans la gestion municipale.



des conditions de vie des ouvriers et, sur cette piste, à soupeser les formes d'habitat susceptibles d'attirer des familles à 450 miles North of Boston, son établissement dans la région saguenéenne se doublait ainsi d'enjeux nouveaux qui recadraient la question de l'attractivité de la cité aluminère. En 1926, en effet, le géographe Raoul Blanchard dénombrait, à Arvida, « des centaines de Polonais, Suédois, Norvégiens, Finlandais, Tchécoslovaques, Italiens<sup>22</sup> », mais apparemment peu de ces Canadiens français, les plus susceptibles de s'établir en familles et qui constituent, à l'époque, 80 % de la population du territoire québécois.

Sur place, après avoir acquis ses 2400 hectares de terres d'une soixantaine de cultivateurs dont les établissements et le mode de vie restaient représentatifs de ceux de la région, hors de quelques enclaves industrielles, l'entreprise semble en effet avoir découvert que la population canadienne-française qu'elle pensait accueillir spontanément s'avérait beaucoup plus réticente que prévu à s'établir dans la ville industrielle. Pire encore : non seulement fallait-il attirer une telle main-d'œuvre, puisque la population entière de la région, dans un rayon d'une soixantaine de kilomètres autour d'Arvida, atteignait à peine 75 000 habitants, mais il convenait aussi de la retenir et éviter que les néo-Arvidiens, canadiens-français ou non, déserte l'aluminerie pour rejoindre les établissements industriels voisins de Kénogami et de Port-Alfred, voire les cités de Jonquière ou de Chicoutimi. La volte-face architecturale de l'ingénieur Wake visait probablement à corriger ce problème en affirmant la nature canadienne-française d'un bon nombre des habitations de la cité, avec succès, semble-t-il, puisque l'historiographie y a, depuis, identifié la constitution d'un « noyau fondateur » formé pour une part d'un peu plus de la moitié de Canadiens français, dont



Maisons du « quartier des Anglais » de Riverbend, dont le style English Domestic Revival, relativement commun, permet de contraster l'unicité du paysage arvidien

un tiers provenant de la région immédiate d'Arvida (soit une proportion curieusement équivalente à celle des maisons « canadiennes-françaises »), mais pour l'autre part de dix-huit nationalités différentes<sup>23</sup>. C'est dire que la seule reproduction généralisée de l'habitat habituel des Canadiens français, même si elle avait été possible, n'aurait pas suffi à stabiliser tout un chacun de ces habitants en soutenant leur appartenance, non plus que, par exemple, le recours à autant de figures architecturales qu'Arvida pouvait compter de nationalités. C'est ce dont témoigne le paysage résidentiel d'Arvida, pris cette fois dans son ensemble et compris comme le produit d'une médiation créative d'un territoire à la fois nordique, canadien et de l'aluminium : il est fait d'un habitat reconnaissable par ses habitants, mais que ceux-ci ne pouvaient néanmoins pas trouver ailleurs. Toutefois, les stabiliser tous également, pour assurer aux usines une main-d'œuvre suffisante, appelait sans doute à la mise en place de conditions sociales

qui formeraient une collectivité d'appartenance elle aussi unique, une sorte d'ailleurs désirable, c'est-à-dire à la fois différent des *company towns* connues des Canadiens français et capable d'intégrer des univers culturels différents. La loi qui constitue la cité d'Arvida fait ainsi image : « The city », nous apprend-elle, « shall comprise but one ward<sup>24</sup> ».

Pour la même raison qu'elle offrait des cours d'anglais à tous ses travailleurs d'Arvida, ainsi qu'elle avait aussi entrepris de le faire, en 1918, à Masséna, l'entreprise a sans doute renoncé à l'habituelle ségrégation dont elle avait coutume tout autant que ses travailleurs, à tout le moins dans le sud. Du coup, elle s'écartait des considérations d'ethnicité qui émaillaient la littérature contemporaine sur les villes de compagnie, dont la planification à cette enseigne était peut-être devenue simplement trop complexe. Ce que semblent dissimuler le plan et la distribution des habitations d'Arvida, soit une distinction originelle entre des quartiers plus denses

22 BLANCHARD, Raoul, *L'Est du Canada français. Province de Québec* (Paris/Montréal : Librairie Masson/Librairie Beauchemin, 1935), 106.

23 IGARTUA, José *Arvida au Saguenay. Naissance d'une ville industrielle* (Montréal : McGill-Queen's, 1996) : 73-74.

24 *An Act to incorporate the City of Arvida*, 16 George V, chap. 78, 24 mars 1926, article 5.





« Cottage nordique » : maison de la gamme des modèles F à Arvida, dont les jeux d'implantation rappellent leurs cousins norvégiens

de locataires et d'autres, de maisons pavillonnaires en tenure franche, pour caractéristique que cela aurait été du genre de la *company town*, sous-tendait sans doute des problèmes de gestion immobilière et sociale de la propriété et de la cohabitation que l'envergure et l'époque du projet utopique arvidien donnait tout lieu de craindre.

Chose certaine, à l'appui de cette hypothèse d'une seconde volte-face du projet arvidien, celle-ci plutôt foncière et sociétale, il faut reconnaître que le principe de vendre les maisons, tel qu'il s'est manifesté à Arvida comme à Alcoa, contremandait les appartements du modèle d'habitation quadriloculaire, puisque la division cadastrale

d'immeubles superposés n'était pas, à l'époque, prévue par la loi. Même sur les parcelles desservies par des ruelles, telles des fossiles de quelque ville ségréguée en négatif d'Arvida, on leur aura donc préféré, ainsi qu'à tout autre type d'habitation, le pavillon unifamilial, avec les conséquences sur la densité que ce choix eut. Ajoutons que la considérable mobilité des dirigeants et des ingénieurs les plus spécialisés de la multinationale aluminère, par surcroît avec le développement des transports dans les années 1920, réduisait tant la probabilité que l'obligation de s'établir à demeure aux côtés de l'usine. On trouve ainsi à Arvida, précisément le long de deux plus anciens chemins

qui furent intégrés au plan, deux petits groupes de parcelles qui n'ont pas été incluses dans l'immense opération d'établissement du cadastre de la cité (fig. 67). Six, non loin de l'usine et de la gare ferroviaire qui existait à cet endroit, correspondent aux maisons de pension construites principalement pour accueillir les employés du chantier de construction, particulièrement de l'usine. Plus au nord, une quinzaine correspondent aux premières maisons permanentes, qui ont accueilli, par exemple, l'ingénieur Harold Wake : elles sont restées sans cadastre spécifique jusqu'à la toute fin des années 1930, quand l'entreprise aluminère construirait un hôtel, le célèbre Saguenay Inn, dévolu à accueillir ses employés et ses visiteurs les plus mobiles. Tout porte ainsi à croire que l'Aluminum Company of America ait ménagé ces onze propriétés unifamiliales dans son domaine propre afin de les offrir, en location ou gratuitement, à des employés spécialisés ou des dirigeants de passage ; cette opération de mise en réserve très mineure dans l'espace urbain arvidien ne semble donc pas pouvoir être confondue avec un geste volontariste de ségrégation, d'autant que le territoire en question est entouré d'autres immeubles dévolus, eux, à être vendus sans égard au statut social de leurs occupants, comme l'était dorénavant lui aussi l'aluminium, passé en quelques années du statut de métal précieux à celui de métal « de masse ».

## 5. La durable invention du génie du lieu

Tout se passe ainsi comme si la conjugaison du régionalisme devenu habituel pour l'ALCOA et des visées utopiques exaltées par les potentiels industriels du site avait fait émerger du sol l'antithèse même du paysage prolétaire du Québec industrialisé, fait de locataires et de « quartiers des Anglais » réservés aux patrons, comme à Riverbend, à Kénogami et à Port-Alfred, par exemple. Ancrée au territoire et à ses particularités, cette réalisation égalitaire compte



indubitablement parmi les facteurs qui ont engendré l'appartenance arvidienne toujours si prégnante. Au plan historique, dans l'évolution de l'habitat et au titre de ville américaine, Arvida marque d'ailleurs, outre l'invention d'une habitation canadienne typique, la fin de la ségrégation avec celle de la mitoyenneté. L'on peut ainsi constater que bien qu'Arvida ne soit pas, loin s'en faut, la seule utopie industrielle, l'industrie et ses besoins ont, à son moment de l'histoire et en son lieu d'expression, mis en place ses conditions de possibilité que cet aperçu d'un parcours urbanistique, échelonné sur deux décennies à peine, a tenté de saisir à partir de ses déclinaisons planétaires.

Les efforts de génie, de finance, de stratégie et d'urbanisme mis en œuvre dans l'opération qui parvint, au bout du compte, à établir Arvida illustrent, en arrière-plan de la volonté de Davis, que l'industriel devenu un peu philanthrope à force de *company towns* touchait à son idéal. Point d'orgue, Arvida apparaît ainsi comme la première et la dernière: la première qui ait résolu de la sorte l'habitat des travailleurs en réalisant, à la hauteur des promesses du « métal magique du XX<sup>e</sup> siècle », une synthèse d'exception de tous les courants, toutes les pensées et toutes les expériences que l'entreprise aluminrière avait pu glaner sur ses parcours planétaires. Elle est aussi la dernière, sans doute de cette grande poussée monopolistique qui a permis son engendrement, mais aussi, dans l'histoire de l'habitat, des *company towns* de cette espèce, progressivement remplacées, déjà avant la naissance d'Arvida, par des initiatives gouvernementales et des programmes publics de logement. Elle reste unique, enfin, car seulement à cet endroit, et seulement à ce moment du XX<sup>e</sup> siècle, à l'intersection précise du savoir de l'entreprise et des pratiques de ce territoire-ci, pouvait-on de la sorte engendrer cet habitat qui serait, conséquemment, préservé jusqu'à nous.



Telle qu'elle était représentée dès 1927 dans le catalogue des immeubles d'Arvida tenu par l'entreprise, l'une des maisons « canadiennes-françaises » de la première phase de construction d'Arvida, caractérisée non seulement par son architecture extérieure et sa silhouette, mais aussi par son intérieur, qui reprend la traditionnelle « salle de famille »



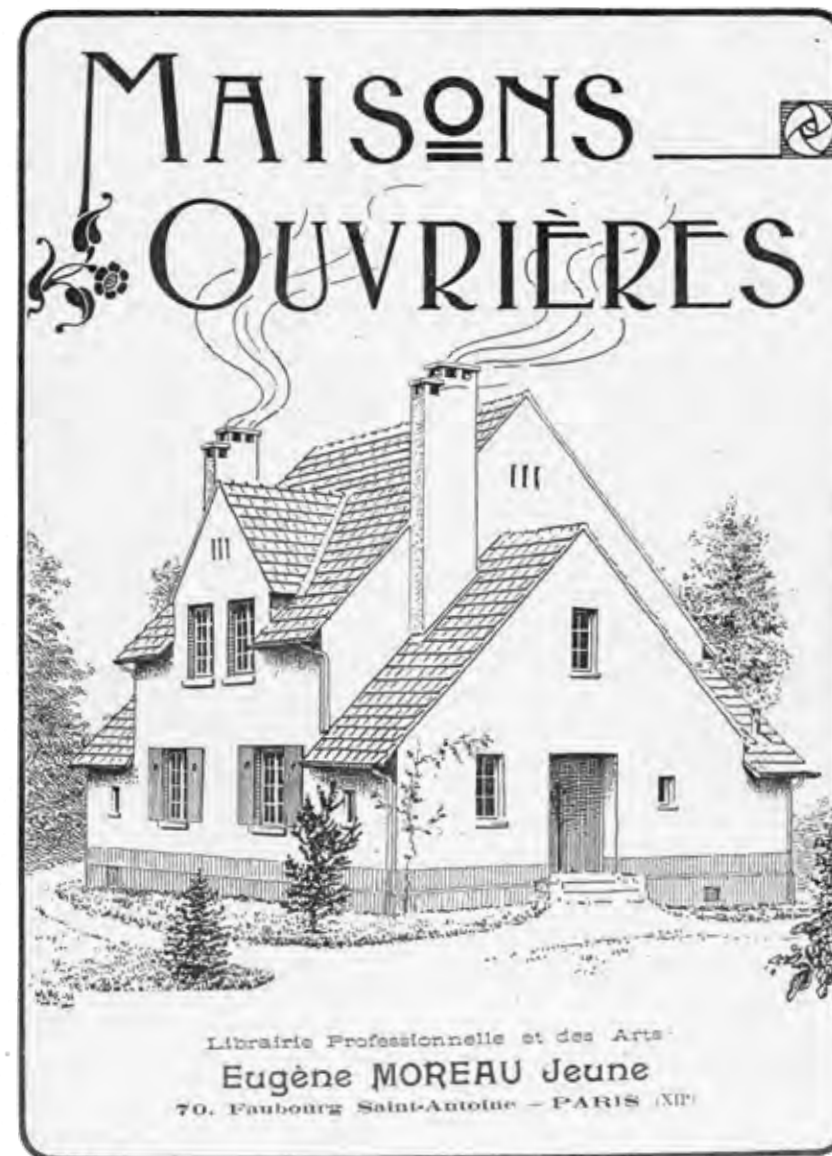
L'unique modèle d'immeuble à appartements de la première phase de construction d'Arvida, construit en un unique exemplaire: en dépit de ses matériaux haut de gamme et de son coût de construction élevé, il est resté l'édifice le moins approprié d'Arvida. Saguenay



## INDEX DES VILLAGES OUVRIERS ET DES VILLES USINES CITÉS

Abadan,	262-273	Cité Mayville,	79		Manufacture des Tabacs			
Alapaïevsk,	135	Colònia Güell,	10, 110, 116	Ijevsk,	124, 125	de Séville,	38	
Alcorà, Canjayar,	12	Colònia Sedó,	23, 104, 106,	Ipojuca,	175	Margarethenhole,	19	
Almadén,	37, 39, 40	107, 115, 117	Colònia Vidal,	18	Iracema,	176	Maria Elena,	22, 189, 194, 195,
Annaka,	140, 143	Costa Pinto,	175	Ismaïlia,	158, 159, 160, 164, 167		196, 197	
Arc-et-Senans,	11, 12, 21	Crespi d'Adda,	16			Metepec,	19	
Arvida,	274-285	Cromford,	49,57	Jeleznogorsk,	244	Monte-Alegre,	168, 175	
Asbest,	21, 134	Cucau,	175	Jingyon,	246			
				Jujurieux,	9, 19, 72,73			
Barreiros,	175					Neviansk,	121, 122, 125,	
Belper,	49,57						129, 130, 135	
Bingui,	129	Dalmine,	20			New Harmony,	109	
Blantyre,	51, 52, 57	De Cillo,	175	Kamensk,	121, 124, 130, 134, 135	New Lanark,	14, 46, 47, 48,	
Bogovlovski,	124, 130	Deanston,	56, 57, 59, 60, 61	Karl-Marx Hof,	20	49, 50,51, 52, 55, 57,58, 59, 60		
Bois du Luc,	14, 84-91	Doña Ines de Collahuasi,	23	Kouchava,	135	Newton Stewart,	54	
Bom Retiro,	175	Dyosgyor,	18	Kychtym,	127, 128, 129, 135	Nijni Taguil,	126, 128, 129,	
Bonfim,	175						131, 132, 133, 135	
Bournville, Cadbury,	15, 92-105					Noisiel,	16	
Brihuega,	12, 43, 44, 45	Ekaterinbourg		L'Ametlla de Merola,	112, 113	Nouzonville,	24,25	
Bustiello,	18	(incluant Ouralmash et Verkh-Issetski)		La Bauma,	10	Novoouralsk,	238, 239, 241,	
		20, 21, 124, 130, 134, 13		La cité du Trait,	81		244, 245	
				La Constancia Mexicana,	18	Nowa Hutta,	21	
		Esther,	175	La Monnaie de Segovia,	36, 38	Nuevo Baztan,	12, 41, 42, 43	
		Eugui,	38, 43	Lawrence,	57			
				Le Mazel,	9			
Can Bassachs,	10			Le Moulin-Fleuristerie d'Orges,	9	Oban,	54	
Can Pons,	108, 113	Familistère de Guise,	16, 17	Les forges de Buffon,	11	Orbaiceta,	38, 43	
Catrine,	50, 51,	Fray Bentos (El Anglo),	210-221	Lesnoï,	134, 238,	Oukrous,	120, 122, 126	
	52, 53, 54, 57, 58	Furlan,	175		239, 241, 243	Oussva,	132	
Chacabuco,	22 , 193, 194, 196			Letchworth,	19	Ozersk,	134, 236, 239, 240,	
Chémakha,	123			Lodz,	18		241, 242, 243	
Chemin Vert,	19 , 144-155			Lowell,	9, 14, 15, 57, 113			
Chang Gang	251, 252,	Grand Hornu,	14,15, 85					
	253, 254, 260							
Cité de l'Avenue Ampère,	4,5							
Cité Dollfus-Mieg,	15, 16	Hengdaohezi,	248, 249			Pampa Union,	192, 193	
Cité Kirschner,	79	Humberstone,	22, 190-191	Magnitokgorsk,	21, 131, 134	Paranapiacaba,	19, 222-235	
				Manchester,	57	Parc Pommery,	19	

Pedro de Valdivia,	188, 189,	Sugar Land	180-187
	194, 195, 196, 197	Suresnes,	20
Piraicaba,	176	Syssert,	129
Polevskoi,	134		
Port Fouad,	162, 165, 166, 167		
Port Saïd,	159-166	Tafi Viejo,	198-209
Port Sunlight,	10, 14, 15, 116	Tamoio,	175,
Port Tawfiq,	159, 164, 165, 167	TASE,	20
Povja,	132	Tempere,	18
Pullman,	19, 115, 116	Tergnier,	20
Pumaty,	175	Thies,	21
		Togliatti,	21
		Tomioka,	19, 139-140
		Trapiche,	175
		Trekhgorny,	134
Quissama,	175		
Real de Catorce,	62-71	Union et Industrie,	175
Riopar,	26-35	Usine 126,	257, 258, 259
		Usine 857,	254, 255, 256
Salda, Nijnaïa Salda,	4, 129		
Saltaire,	15, 110, 116		
San Fernando de Henares,	12, 43, 44, 45	Valdagno,	20
		Verkhniaïa Toura,	122
San Francisco,	175	Verkhy Oufaley,	129
San Leucio,	6, 13, 14	Viladomiu Nou,	112
Santa Barbara,	175	Villeneuve,	12
Santa Laura,	22, 191		
Sao Joao de Rio,	175		
Sao Joao de Sao Paulo,	175		
Serov,	238, 240, 241, 242		
Seversk	211, 245	Waldstein,	12
Sewell,	22, 23, 156, 157	Wanlockhead mine,	13
Snejinsk,	134, 244	Wekerlé,	20
Spinningdale,	54	Woodside,	57
Stanley,	55, 57, 58, 60	Zlatooust,	124, 126, 129, 135



Extrait de *Maisons ouvrières*, ouvrage sans nom d'auteur  
paru autour de 1920-1922.

La couverture montre une des maisons doubles  
de la cité de Chemin Vert (Reims)



## CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Les auteurs ont fourni la documentation. Leurs apports personnels et les crédits mentionnés par eux sont reportés ci-dessous :

Première de couverture: G.Dorel-Ferré;

p.4 et 5, musée de Salda (Russie);

p.6, G.Dorel-Ferré;

p.12, AD Hérault;

p.15 Grand Hornu Images;

p.16 et 17, G. Dorel-Ferré;

p.20, collection particulière;

p.23, Cabinet d'architecture Correa3 (Santiago de Chile);

p.25, AD Ardennes;

p.26-35, photos de l'auteure et fonds d'archives du Musée de la manufacture de Riopar, sauf p.31, Archives générales de Simancas;

p. 36-45, photos de l'auteure sauf p.44, Archives Simancas;

p. 46 et 48, New Lanark Trust;

p.50-52, photos de l'auteur

p.52 bas, 53, 56, 59, 60 et 61, Historic Environment Scotland (Mark Watson, pour l'ensemble sauf p.53, Dara Parsons);

p.62-71, photos de l'auteure sauf p.65 gauche, G.Dorel-Ferré;

p.73, Les Soieries Bonnet à Jujurieux en 1892, aquarelle, Louis Bernoud, 122 x 172 cm © Coll. départementale des Musées de l'Ain, fonds des Soieries Bonnet/ J. Alves;

p.74-83, photos et dessins de l'auteur, sauf p.75, Etudes normandes, 2, 1980;

p.76, haut, Archives municipales du Havre et p.83, collection particulière;

p.84-91 photos de Guy Focant, SPW, sauf p.87, Musée royal de Mariemont;

p.92-104, photos fournies par l'auteur;

p.106, Ajuntament d'Esparreguera;

p.108-117, photos de l'auteur;

p.120-124, photos de l'auteur et musée de Tomioka;

p.136-143, photos de l'auteur;

p.144-155, Bibliothèque Carnegie, Reims;

p.157, G. Dorel-Ferré;

p.158-167, photos de l'auteure et Centre National des Archives du Monde du Travail;

p.168-187, photos de l'auteure;

p.188-197, photos de l'auteure;

p. 198, G.Dorel-Ferré;

p.201-208, plans d'architectes du Musée de Tafi Viejo et photos de l'auteure;

p.210-220, photos de l'auteur et du Musée de la Révolution Industrielle de Fray Bentos;

p.222-230, photos de l'auteure;

p.236-245, photos de l'auteure;

p.246-259, photo des auteures;

p.262-273, photos fournies par l'auteure;

p.274, photo L.Morisset;

p.276, P.Lahoud, p.277, 278 haut, 285, Saguenay;

p.278 bas, 283, 285 haut, Rio Tinto;

p.280 gauche, Bibliothèque et archives nationales du Québec;

p.280 droit, Guillaume Saint Jean;

p.281, Studio Alain (collection particulière);

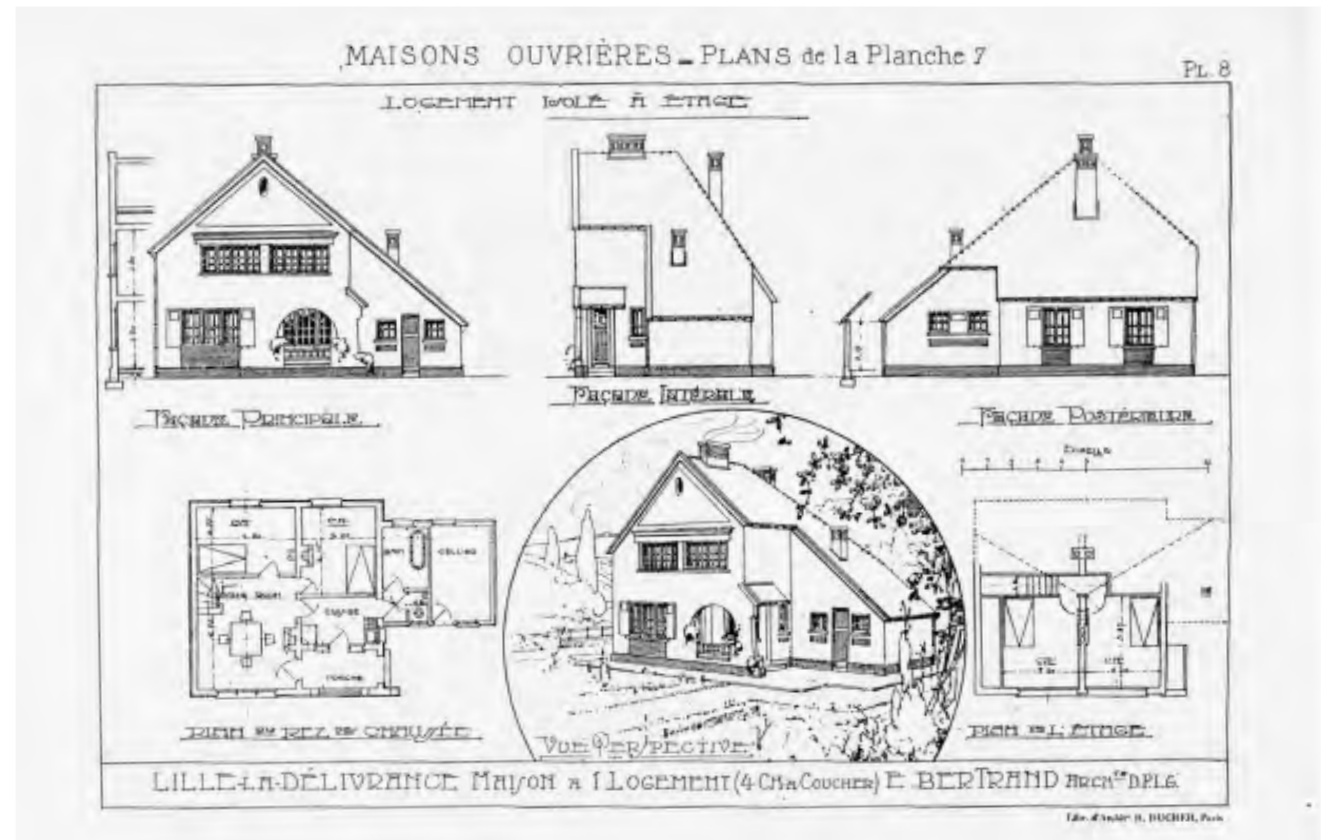
p.282, haut, Musée McCord d'histoire canadienne;

p.282, bas, Library ans Archives Division, John Heinz History Center (Pittsburg);

p.284, collection particulière;

p.285, haut, photo Marianne Charland;

p.287 et 288, collection particulière.





L'habitat ouvrier, issu des siècles de l'industrie fait partie de notre paysage. Nous sommes si habitués à le voir que nous sous-estimons, le plus souvent, sa nature et son importance. Parfois, il s'imbrique dans le tissu urbain, d'autres fois, c'est au contraire l'uniformité d'une seule et même architecture, occupée par une couche sociale homogène qui détermine la physionomie des lieux. Comme objet d'histoire, il apparaît avec l'industrialisation au point de se confondre avec elle. Comme création particulière des siècles de l'industrie, l'habitat ouvrier se complexifie avec le temps. A partir du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, l'habitat ouvrier se confond avec l'habitat social. Compris comme un legs de la société passée, il fait partie de notre environnement et peut être récupéré : c'est là que se place la question de la rénovation du patrimoine industriel et de sa signification.

Prix: 35 €



Caractérisé par des conditions sommaires, quand il existe, l'habitat ouvrier est l'objet des préoccupations des industriels, des hygiénistes et des hommes d'Etat, pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, au point de fournir le thème principal de l'exposition universelle de Paris en 1867. On peut penser que l'habitat social du XX<sup>e</sup> siècle est directement inspiré de toute cette recherche qui aboutit au concept de cité-jardin.

*Deux exemples caractéristiques: la colonie industrielle de Can Gomis, 1891, Catalogne (en page 1 de couverture) et ci-dessus, la cité-jardin d'Olot, 1916, de l'industriel Maladriga (source: Institut cartographique de Catalogne)*